



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries novembre 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre

JOURNAL

Il s'est remis à pleuvoir des trombes d'eau depuis hier soir. J'ai profité de l'accalmie d'hier matin pour faire des provisions, j'étais à peine rentré qu'il se remit à pleuvoir. J'ai eu le temps de faire une machine à laver en début de matinée, histoire de pouvoir me changer, il ne me restait plus qu'un short propre à me mettre. Par chance, il n'y a pas eu de coupure de courant !

Bon, j'ai du pain pour au moins trois jours et cinq shorts d'avance, je devrais pouvoir tenir. Il faut penser à plein de petites choses auxquelles je n'aurais jamais pensé en France. Je tiens le coup sans consommer d'alcool depuis près de deux semaines et j'ai encore perdu un kilo, le neuvième en moins de deux mois, il m'en reste autant à perdre, pour pouvoir enfin être présentable à la piscine située à 50 mètres de chez moi...

Je déconne pour faire chier mes procureurs incapables de réfléchir par eux-mêmes, c'est mon côté provocateur à l'adresse des cerveaux sclérosés, je pense plutôt à tous ceux dans le monde qui n'ont pas à bouffer ou croûter sous un tas d'emmerdes sans espoir d'en sortir et qu'on n'imagine même pas. Vous avez vu à quelle condition de vie en est réduite la population à Bangkok ? Et les millions de Pakistanais victimes aussi de terribles inondations, qui n'avaient déjà pas grand chose et qui n'ont plus rien ?

Vous lirez plus loin que le directeur de l'Institut national d'études démographiques estime que la surpopulation n'est pas un facteur de détérioration des conditions de vie de la population, mais non, mais non, qu'il aille donc dire cela à la population de ces pays-là, il se ferait lyncher ou lapider !

Il y a deux semaines, il ont diffusé sur TV5Monde Asie le magazine de France 2 *Faut pas rêver* consacré au Népal. A un moment donné la journaliste qui avait effectué ce reportage a parlé de "boue" à propos de la terre que les potiers et les agriculteurs népalais utilisaient, elle a oublié la merde (ou la bouse) de vache ou de buffle qu'ils font sécher et qu'ils utilisent comme combustible pour préparer leurs repas ou qu'ils mélangent avec de l'eau pour la répandre sur les murs extérieurs des maisons et sur le sol à l'entrée pour repousser les fourmis. En France ce langage ne choque pas, vu d'ici c'est autre chose.

J'ai tué mon premier serpent depuis que j'ai déménagé, pas plus gros qu'un doigt, mais terriblement vénimeux m'a dit Mageswary, mon épouse et compagne de galère. Il était à moins d'un mètre de la gamelle du chien.

Pendant 6 jours il a été impossible de me joindre à partir de la France, le serveur de Tata avait encore des problèmes. Autre problème avec cette société indienne. Mon téléphone sans fil est alimenté par le secteur, donc je passe par un cordon muni d'un transformateur. Quand il n'y a pas de courant en principe une pile prend le relais, mais là pas de bol, la pile se vide très rapidement, elle doit être morte ou presque. J'ai remarqué aussi que même lorsqu'il y a du courant la pile ne se charge pas,

sauf si je touche au cordon d'alimentation, j'en déduis donc qu'il y a un mauvais contact soit au niveau de la sortie de la carte du combiné téléphonique,, soit à l'intérieur du cordon.

Un employé de Tata m'écoute, lève les yeux vers le plafond pour me faire croire qu'il réfléchit au problème que je viens de lui exposer, puis me dit qu'il faut changer la pile et que cela fera 200 roupies. Sauf que j'ai déjà changé la pile récemment et qu'on m'en avait refilé une d'occasion, certes que je n'avais pas payée, mais quand même, 200 roupies c'est une somme. Je lui dis, il me répond qu'il faut alors changer le cordon, mais comme ils n'en ont pas en stock je devrai repasser le lendemain, cela se passait l'après-midi, comme s'ils allaient être livrés pendant la nuit ! Bref, il n'en avait manifestement rien à foutre de moi et mon problème. Depuis j'ai installé le combiné sur ma table de travail à côté du clavier de l'ordinateur, je l'ai connecté à une prise reliée à la batterie de secours de la maison, donc en principe il devrait toujours être alimenté, et j'ai réussi à coincer le cordon d'alimentation de façon à résoudre provisoirement le faux contact. Bordel, quelle prise de tête, et c'est tout qui est comme cela ici !

Une autre galère. J'ai acheté de l'huile pour vidanger le moteur de la moto. J'étais plein de bonnes intentions, je roule avec l'huile d'origine depuis plus de trois ans, mal m'en a pris, j'ai une formation de mécanicien auto et j'étais technicien en France, je bricole pas mal, j'ai eu un mal de chien à trouver l'écrou de vidange, en fait je l'avais trouvé mais il est tellement mal situé que je ne voulais pas le croire. Il est inaccessible avec une clé plate, il faut une clé à pipe et si possible une rallonge, sinon, il faut démonter tout le dessous de la moto pour y accéder. Comme il est impossible de passer une clé plate je ne sais pas quelle clé à pipe acheter, et je ne peux pas me garer devant un marchand d'outils pour en essayer plusieurs, ils sont situés dans un quartier où il est impossible de garer ne serait-ce qu'un vélo.

Bref, du coup, j'ai rajouté de l'huile dans le moteur et la vidange attendra encore... quelques années supplémentaire peut-être, qui sait, je ne vais quand même payer pour une vidange ou dévisser un simple écrou ! La meilleure, c'est que pour essayer de faire cette foutue vidange, j'avais eu la bonne idée de mettre la moto sur la béquille centrale dans le jardin, je pensais que la terre était assez tassée pour supporter la moto, le temps d'aller chercher ma caisse à outils, je reviens la moto s'était renversée contre le mur du jardin et le rétroviseur droit était cassé. On en perdrait sa patience à force !

Ce sont des petites choses vous me direz, mais quand c'est continuellement comme cela, c'est usant. Pas cette fois-ci mais il y a quatre jours, je vais acheter du pain, je précise aux vendeurs "hard", avec la croute dure de façon à pouvoir le conserver plusieurs jours, sinon il moisit au bout de deux jours lors de la mousson. Il me dit ok, je prends le sac en plastique qu'il me tend et je le règle sans vérifier l'état des trois petits pains qui étaient à l'intérieur. Arrivé chez moi, j'ouvre le sac et je découvre qu'il m'avait filé des pains avec la croute mole. J'étais allé chez le boulanger le plus près de chez moi, je n'avais pas d'autres courses à faire et je n'avais pas envie de me rendre jusqu'au centre ville de Pondichéry pour acheter trois malheureux petits pains chez le boulanger où j'ai l'habitude d'aller.

Bon, je me suis encore fait avoir, cela m'apprendra à toujours vérifier le contenu du sac qu'on me tend avant de partir.

Hier je vais acheter des légumes, le boutiquier m'annonce le prix, cela me semble excessif, je regarde le compte qu'il avait écrit sur un bout de papier et là je découvre qu'il avait compté le prix du kilo de salade au lieu du poids de la salade que j'avais pris. Il a rectifié sans s'excuser, en prime il m'a adressé un regard mauvais, qu'il aille se faire foutre, il n'est pas prêt de me revoir. Ils ont des balances électroniques maintenant, mais ils pèsent si vite qu'on n'a même pas le temps de noter le poids et la somme.

Bon, dorénavant je ne lâcherais plus les yeux de la balance, car j'ai dû me faire voler plus d'une fois. Ces salopards font de même avec les pauvres qu'ils volent de la même manière. Déjà qu'il faut vérifier l'état de chaque billet de banque qu'on vous rend, car il suffit qu'il ait une légère coupure pour qu'aucun commerçant ne l'accepte ensuite, et s'il manque un tout petit morceau dans un coin, vous pouvez le jeter, même à ma banque d'Etat ils n'en veulent pas !

L'Inde est un pays où il y a de quoi devenir parano, schizophrène ou hystérique, complètement dingue quoi ! Et cela ne va pas vraiment en s'améliorant, en réalité c'est de pire en pire. J'ai cru comprendre qu'en France cette mentalité gagnait du terrain...

CAUSERIE

Les articles de presse du mois d'octobre sont en ligne au format pdf (Acrobat Reader), 54 pages pour 33 articles avec index renvoyant à chaque article. La causerie d'octobre est également en ligne au même format, 170 pages. J'ai corrigé les fautes laissées hier dans la causerie sur le FN. Je l'ai mise en ligne sous forme d'article.

En famille, on ne pensait pas si bien dire...

Pour se détendre ou pour le fun comme disent les jeunes. Ce n'est pas un canular.

Jean-Louis Beaucarnot, un expert de la Généalogie, sort le 2 novembre aux éditions Archipel «Le Tout politique», sur les racines de nos élus français, rapporte l'Est Républicain.

Jean-Louis Borloo et Marine Le Pen seraient cousins éloignés. Son grand-père, Belge d'origine est venu travailler dans la belle région bretonne où il a épousé une locale dont la famille est liée à celle de la présidente du Front national. Autre lien intéressant, Dominique Strauss-Kahn et Ségolène Royal seraient également apparentés lointainement, tout comme François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, et Laurence Parisot, présidente du Medef...

Quant aux aïeux de Nicolas Sarkozy, ils étaient voisins de ceux de François Hollande, près du lac du Bourget, dans le Dauphiné.

Dans son livre, Jean-Louis Beaucarnot raconte qu'Arnaud Montebourg, l'heureux "*troisième homme*" des dernières primaires socialistes, dont le patronyme est si distingué que certains hésitent à lui accoler une particule, a falli s'appeler... Letoquard. (20minutes.fr 31.10)

Arnaud Letoquard, cela lui aurait été à merveille. Chérèque et Parisot de la même famille, non, qui l'aurait cru franchement ?

Autre chose très très bref.

Bravo à Papandréou ! (lire la suite plus loin)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Quand même "**rêver**" devient hors de portée ! Un luxe de banquier quoi !

Le programme du Parti socialiste français pour la présidentielle de 2012 ne pourra pas être appliqué en totalité, en raison notamment de la crise des dettes souveraines, a dit lundi Jérôme Cahuzac, président de la commission des Finances de l'Assemblée.

Jérôme Cahuzac, proche du candidat PS François Hollande et candidat potentiel au poste de ministre de l'Economie en cas de victoire de la gauche, a estimé sur France 2 qu'il faudrait faire le tri dans les propositions PS.

"(François Hollande) *puisera dans ce programme mais ne pourra réaliser la totalité de ce programme car tout simplement les moyens du pays ne le permettent pas*", a-t-il dit.

Selon Jérôme Cahuzac, François Hollande devra arbitrer entre la proposition de 300.000 emplois "*d'avenir*", nouvelle mouture des "*emplois-jeunes*" subventionnés des années 1990 et celle du "*contrat générationnel*".

Cette mesure consiste à exonérer de cotisations sociales sur deux postes les employeurs qui embauchent un jeune de moins de 25 ans et le font "*parrainer*" par un salarié âgé maintenu dans l'emploi jusqu'à sa retraite à taux plein.

"*Il faudra choisir entre le contrat générationnel que propose François Hollande, qui me paraît une bonne chose, et les emplois d'avenir. Peut-être faudra-t-il faire un mix des deux mesures*", a dit Jérôme Cahuzac.

Concernant les embauches de 60.000 enseignants sur cinq ans proposées par François Hollande, "*la question sur le financement est parfaitement légitime*", a-t-il dit.

Il propose implicitement de la compenser, au moins en partie, par des suppressions de postes d'autres fonctionnaires. "*Le financement se fera par des économies, par du redéploiement de fonctionnaires et peut-être par des créations nettes, trois composantes dans des proportions qui restent à déterminer en fonction de la croissance.*" (Reuters 31.10)

Ils vont avoir du mal à convaincre qui que ce soit que le programme qu'ils proposeront aux électeurs sera différent de celui de l'UMP. Le PS tel qu'il est réellement en quelque sorte, on n'en demandait pas davantage, puisqu'on n'en attendait rien !

Au fait, sur quel programme ils ont organisé leurs "primaires" ? Ils ont bien manipulé ceux qui y ont participé.

Et que dire de ceux qui ont plongé tête baissée en les faisant passer pour un exercice démocratique ? C'est là qu'on voit qu'ils sont à la remorque du PS ou qu'ils manquent singulièrement de discernement, cela vaut pour le POI, le NPA, LO et le FG.

L'art de gouverner, c'est de bien choisir ses conseillers...

Mis en examen dans le cadre de l'affaire Karachi, l'ex-conseiller de Nicolas Sarkozy doit répondre devant la justice de détournement du 1% logement dans les Hauts-de-Seine, le 17 novembre prochain, après de multiples reports du dossier.

Thierry Gaubert et Philippe Smadja sont poursuivis pour avoir détourné les cotisations du 1% logement versé par des ministères et employé les sommes ainsi dégagées pour monter des opérations immobilières dont ils recueillaient les bénéfices. Un rapport d'audit de l'Inspection Générale des Finances de septembre 1998 avait mis en évidence "*de graves irrégularités*" et s'était étonné que "*cette activité censément à but non lucratif (...) aboutissait à l'enrichissement de personnes privées*".

Il aura fallu presque dix années pour que le procès de cette affaire se profile. Prévu le 27 juin dernier, il a été repoussé à la demande des avocats des prévenus qui ont mis en évidence des faiblesses dans l'instruction du juge Pallain. Ce dernier a donc, au cours de l'été, revu sa copie avant d'être muté à un nouveau poste.

Ce nouveau retard s'est ajouté à ceux accumulés au fil des ans. Déjà prévu pour le 18 octobre 2010, l'examen du dossier avait été renvoyé au 14 mars 2011. Maître Jean Veil et Maître Le Borgne, respectivement conseils de Thierry Gaubert et Philippe Smadja avaient alors déposé une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) ce qui avait, à nouveau, repoussé le traitement de l'affaire dont le préjudice est estimé par certaines parties civiles à 20 millions d'euros. (Lexpress.fr 31.10)

2- Grèce

2.1- "*Les décisions [du 26 octobre] sont pour le moment sur le papier, elles doivent être détaillées et appliquées. Cela exige un dur travail, une négociation difficile et délicate, tant à l'intérieur de la zone euro (...) qu'avec le secteur privé*", relève le ministre, dans un article fleuve publié par le quotidien progouvernemental *Ta Nea*.

La mise en œuvre du plan de Bruxelles "*n'est pas possible sans un front intérieur solide, sans que les Grecs soutiennent l'effort du pays*", insiste-t-il. (lemonde.fr 31.10)

Dur, dur, dur, et on comprend pourquoi !

C'est la mobilisation de plus en plus massive des travailleurs grecs toutes couches confondues et leur refus d'accepter de nouveaux sacrifices qui constitue le principal obstacle à la mise en œuvre de la brutale politique d'austérité adoptée par Papandréou et le parlement dominé par le Pasok.

2.2- Le premier ministre grec, Georges Papandréou, a créé la surprise, lundi 31 octobre, en annonçant l'organisation d'un référendum sur l'accord européen d'effacement d'une partie de la dette du pays, conclu la semaine dernière et critiqué en Grèce pour l'abandon de souveraineté qu'il implique.

Les Grecs "*veulent-ils l'adoption du nouvel accord ou le rejettent-ils ? Si les Grecs n'en veulent pas, il ne sera pas adopté*", a déclaré le premier ministre. "*Nous faisons confiance aux citoyens. Nous croyons en leur jugement. Nous croyons en leur discernement, a poursuivi M. Papandréou. La volonté du peuple grec s'imposera à nous.*" La presse grecque indique que le référendum serait organisé début janvier.

Le groupe socialiste a indiqué de son côté qu'il demanderait un vote de confiance au Parlement sur l'accord sur la dette. L'issue du vote est incertaine, la majorité socialiste au Parlement s'étant effritée à 153 députés sur 300 sièges, en raison de la forte opposition aux mesures d'austérité qui accompagnent le soutien financier au pays. Selon l'AFP, ce vote de confiance pourrait intervenir dès vendredi.

Ces annonces surprises font trembler les grandes capitales européennes. Le Financial Times cite un haut fonctionnaire de Bruxelles qui avait observé que M. Papandréou manifestait peu d'enthousiasme face aux conditions de l'accord de Bruxelles. Mais "*personne ne s'attendait à [un référendum]*", souligne-t-il. *M. Papandréou a toutefois dû calculer qu'il obtiendrait le soutien des Grecs.*" A l'Élysée, l'entourage de Nicolas Sarkozy se dit consterné. "*Le geste de la Grèce est irrationnel et dangereux*", estime un proche du président, cité sur le blog L'Élysée : côté jardin.

Plusieurs analystes estiment que ce référendum permettra au très impopulaire gouvernement Papandréou de rendre le peuple grec responsable de son avenir. Le ministre des finances, Evangelos Venizélos, l'a d'ailleurs souligné sur Antenna TV : "*Le peuple grec peut, bien sûr, rejeter le plan d'aide mais il devra avoir en tête les conséquences de cette décision.*"

Pour l'opposition, la tenue d'un référendum permet d'éviter à Georges Papandréou de convoquer des élections générales anticipées. "*Le premier ministre essaye d'acheter du temps*", estime Costas Gioulekas, membre du parti de droite Nouvelle Démocratie, cité par la BBC. Makis Mailis, du Parti communiste, crie même au "*chantage*" sur la chaîne Mega TV, appelant à "*des élections, maintenant*".

Parallèlement, des manifestations se sont déroulées dans de nombreuses villes vendredi à l'occasion des défilés de la fête nationale, pour protester contre les conséquences de l'accord européen qui donnent aux créanciers plus de contrôle sur la politique budgétaire du pays, faisant craindre à certains une perte totale de souveraineté. Aux cris de "*Traîtres, traîtres*", des milliers de manifestants ont empêché le déroulement de la parade à Salonique, contraignant le président de la République, Carolos Papoulias, à quitter les lieux : du jamais vu dans la jeune histoire de la Grèce moderne.

Et un sondage paru le week-end dernier dans le journal *To Vima* montre qu'une majorité de Grecs juge les décisions du sommet européen négatives, 12,6 % seulement les jugeant positives. (lemonde.fr 31.10)

Papandréou ira-t-il jusqu'au bout ou va-t-il faire marche arrière ? A-t-il vraiment le choix ? Son ministre des Finances a expliqué en substance que la situation sur place était bloquée, comme la plupart ou tous les ministères, et qu'il leur serait impossible dans ces conditions d'appliquer la violente politique antisociale qu'ils ont adoptée conformément aux exigences formulées par l'UE et du FMI.

Je pense qu'il faut soutenir l'idée de ce référendum qui permettra sans ambiguïté de montrer que l'immense masse des travailleurs rejette la politique d'austérité que le gouvernement, l'UE et le FMI veulent leur imposer.

Il n'est pas étonnant que dans ce contexte le parti stalinien mêle sa voix à celle du parti de droite Nouvelle Démocratie qui réclame des élections anticipées, car une nouvelle fois cela permettrait de légitimer les institutions au lieu de les combattre dans le cas d'un parti qui se réclame de la classe ouvrière, la seule issue politique à la crise sociale en Grèce passant justement par la liquidation des institutions et l'instauration d'un Etat ouvrier, orientation politique dont évidemment le parti stalinien ne veut pas entendre parler.

Travailleurs grecs, camarades combattant en Grèce, organisez-vous, constituez partout des comités révolutionnaires, élisez vos délégués, constituez vos propres organismes politiques indépendants incluant vos partis et organisation, dressez-vous face aux institutions en place dans la perspective de les renverser et de chasser du pouvoir tous ces serviteurs du capital, en avant vers le socialisme !

3- Palestine

La demande d'adhésion de l'Autorité palestinienne à l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, où elle jouissait jusqu'à présent d'un statut d'observateur, a été validée au siège de l'organisation à Paris, par 107 voix contre 14 et 52 abstentions. Douze Etats n'ont pas participé au vote.

La Palestine devient ainsi le 195e membre de l'Unesco. Après plus de 60 ans de conflit israélo-palestinien, elle rêve maintenant d'être admise au sein de l'organisation des Nations unies, où sa requête risque cependant de se heurter au veto des Etats-Unis.

L'ambassadeur d'Israël auprès de l'agence culturelle de l'Onu, Nimrod Barkan, a qualifié le vote de "*tragédie pour l'Unesco*".

"*Il n'y a pas d'Etat palestinien et, par conséquent, il ne fallait pas en admettre l'adhésion*", a-t-il ajouté. "*L'Unesco s'occupe de science, pas de science-fiction, et elle a pourtant accepté aujourd'hui une réalité de l'ordre de la science-fiction.*"

Le gouvernement israélien n'a pas tardé à réagir négativement au vote.

"*Il s'agit d'une manoeuvre palestinienne unilatérale qui n'apportera aucun changement sur le terrain, mais hypothéquera un peu plus les chances de parvenir à un accord de paix*", écrit le ministère israélien des Affaires étrangères dans un communiqué.

"*Cette décision ne fera pas de l'Autorité palestinienne un Etat à part entière et place de nouveaux obstacles sur la voie de la reprise des négociations*", ajoute-t-il.

La France a voté pour l'adhésion, alors qu'elle s'était abstenue lors d'un vote antérieur au Conseil exécutif, préalable au vote final.

"*A partir du moment où la question est posée aujourd'hui, il nous faut prendre nos responsabilités et répondre sur le fond*", avait déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères juste avant le vote.

"*Et sur le fond la France dit oui, la Palestine a le droit de devenir membre de l'Unesco, cette organisation dont la vocation est d'oeuvrer à la généralisation d'une culture de la paix au sein de la communauté internationale*", avait-il ajouté.

Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine ont également approuvé son entrée.

Les Etats-Unis, le Canada et l'Allemagne ont voté contre. Le Royaume-Uni s'est abstenu. Le vote s'est achevé sous

les applaudissements. (Reuters 31.10)

Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils suspendaient leurs versements à l'Unesco après l'adhésion de la Palestine à cette agence de l'ONU.

"Nous devons effectuer un versement de 60 millions de dollars à l'Unesco en novembre et nous ne le ferons pas", a déclaré la porte-parole du département d'Etat Victoria Nuland à la presse.

Après l'avoir boycottée pendant 20 ans (1984-2003) pour protester contre sa mauvaise gestion et son idéologie tiers-mondiste, les Etats-Unis participaient jusqu'à maintenant activement aux programmes de l'agence, y voyant un moyen de diffuser certaines valeurs occidentales sans se mettre en première ligne. (lemonde.fr 31.10)

Il y a quelque chose qui cloche dans tout cela.

Je me demande s'ils ne seraient pas en train de préparer un sale coup et si cette mascarade ne servirait pas à le camoufler, contre la Syrie ou l'Iran par exemple. A moins que les pays émergents ne fassent feu de tout bois pour contrecarrer la politique américaine de rapine et guerrière à travers le monde, qui finalement est tournée contre leurs intérêts pour conserver son hégémonie sur le monde.

En même temps, on notera que les différents impérialistes qui sont intervenus en Libye se sont répartis les rôles, Washington a voté contre, Londres s'est abstenu et Paris a voté pour.

Social

France

1- L'arnaque

On l'avait appelée la prime de 1.000 euros, après l'annonce de François Baroin en avril dernier. Six mois plus tard, alors que s'achèvent ce lundi les négociations sur cette prime dans les entreprises concernées (1), ce nom risque de faire grincer des dents.

Car dans la majeure partie des entreprises, le montant de la prime versée sera bien inférieur à 1.000 euros. Si des entreprises verseront des sommes importantes, comme Hermès (1200 euros), LVMH, Sanofi ou Michelin (600 euros toutes les trois), la plupart verseront une somme plus symbolique. La palme de la plus petite prime revient à Securitas (8 euros) tandis que Capgemini, Axa, Aviva ou Groupama verseront une centaine d'euros à leur salariés.

Une étude menée il y a quelques semaines par le cabinet de conseil Towers Watson indiquait que le montant moyen des primes en discussion serait environ de 200 euros. Elle devrait concerner au mieux quatre millions de salariés, et non pas huit ou dix millions de salariés comme cela avait été évoqué initialement.

«In fine, compte tenu des montants versés, cette disposition aura un impact marginal et ponctuel sur le pouvoir d'achat des salariés. En revanche, elle risque de considérablement limiter la marge de manœuvre des employeurs en termes de politique salariale dans les mois qui viennent, puisqu'elle aura consommé, pour un tiers des entreprises, entre 1 et 2% de masse salariale, ce qui est très significatif lorsque l'on sait que le budget d'augmentations salariales prévu par les entreprises pour 2012 est de 2,8%», estime même Sofia Kettani, responsable de l'activité conseil en rémunérations chez Towers Watson. (20minutes.fr 31.10)

Donc, au mieux il restera 1,8% et au pire 0,8% pour les augmentations de salaires dans ces entreprises. Vous êtes décidément trop bon monseigneur. Les plus radins sont les compagnies d'assurances qui sont de véritables pompes à fric pour rentiers, normal.

2- 500 000 familles expulsables pour loyers impayés.

2.1- Plus de 500.000 ménages français sont en situation d'impayé. La Fondation Abbé-Pierre publie ce lundi ce chiffre alarmant, à la veille de la trêve hivernale des expulsions en France.

L'organisation assure que, selon ses calculs, le nombre de ménages qui ne parviennent plus à faire face à leurs loyers a augmenté de 35% en dix ans. Elle dénonce la hausse des loyers, de près de 50% dans le même laps de temps, et le manque d'accès au logement pour les 100.000 personnes expulsées chaque année en France. (20minutes.fr 31.10)

2.2- Ainsi sur le site Internet de Particulier à Particulier, un tiers des trois pièces est proposé à un prix supérieur à 1800 euros. Il est désormais très difficile de trouver en deçà de 1400 euros mensuels. En 2001, les mêmes surfaces se négociaient aux alentours de 1000 euros ! Pour loger une petite famille à Paris il faut aujourd'hui avoir des revenus de l'ordre de 4500 à 6000 euros. Il y a dix ans 3000 à 3600 euros suffisaient. Sans atteindre les sommets de la région parisienne, les grandes villes de province affichent aussi une très forte progression des loyers, largement supérieure à la hausse des revenus et des prix à la consommation.

Sur la même période, la hausse des prix à la consommation a été de 18,7% et le revenu disponible des ménages n'a crû que de 31%. Pourquoi une telle inflation ? Le déséquilibre entre l'offre et de la demande très largement en faveur des propriétaires a rendu les bailleurs gourmands. Voici un point sur la réglementation en terme de fixation des loyers.

Depuis le 1er août 1997, les propriétaires sont libres de déterminer le montant du loyer qu'ils souhaitent obtenir, et il n'existe aucun plafond.

La loi de 1989 peut encore imposer une augmentation en cours de bail, lorsque le loyer est manifestement sous-évalué par rapport à ceux des logements comparables dans le voisinage. (lefigaro.fr 31.10)

2.3- D'après le secrétariat d'Etat au logement, '100 000 à 110 000 jugements sont prononcés en moyenne chaque année, pour 10 000 expulsions effectives avec le concours de la force publique'. Contestées par les associations, ces données ne rendent que partiellement compte de la réalité. 'On est plus près de 40 000 à 50 000, si on considère tous ceux qui partent avant l'intervention policière', observe Sylvie Guichard, directrice des missions sociales de la Fondation Abbé-Pierre. 'L'expulsion, c'est d'abord une décision de justice', rappelle-t-elle.

En 2010, les tribunaux ont traité 142 662 contentieux et rendu 107 925 jugements de rupture de bail. 'Par rapport à l'année précédente, la progression est faible, de l'ordre de 0,9 %. Mais si on considère les chiffres depuis onze ans, la hausse atteint 35 à 36 %. Une augmentation qui va de pair avec l'explosion des loyers', explique Sylvie Guichard.

Les motifs d'expulsions, eux, ne varient pas avec les années : près de 95 % concernent des impayés de loyer.

"Ceux qui contactent l'APE (Allô Prévention Expulsion) ne sont pas forcément représentatifs, mais ce qui est frappant, c'est que les classes moyennes sont de plus en plus concernées. Bien sûr, l'immense majorité des gens qui nous appellent sont dans des situations de grande précarité, mais on trouve également des salariés, beaucoup de personnes affectées par des ruptures familiales", observe Sylvie Guichard.

En cas d'expulsion sans possibilité de relogement, les recours sont limités. Au titre du droit au logement opposable, toute personne qui a effectué une demande de logement et qui n'a pas reçu de proposition adaptée peut saisir une commission de médiation dans son département, puis exercer, dans certains cas, un recours devant le tribunal administratif. Mais la démarche peut durer jusqu'à un an. En attendant, les expulsés sont condamnés à loger chez des amis ou à l'hôtel, pour finir souvent en hébergement d'urgence. (lemonde.fr 31.10)

2.4- Depuis 2001, la hausse des loyers est vertigineuse, selon une enquête publiée ce lundi par Libération, ils se sont envolés de 50% dans Paris, de 43% en petite couronne et de 42% en grande couronne d'après les chiffres de l'Olap (Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne). Seul hic, dans le même temps, le revenu disponible des ménages n'a augmenté que de 31% selon l'Insee contre 18,7% pour les prix à la consommation.

Conclusion, «les loyers ont donc progressé beaucoup plus vite que le reste».

La région parisienne n'est pas une exception. La situation est similaire dans des villes comme Nice, Aix-en-Provence, Lille ou Toulouse où il était possible, il y a dix ans, de dénicher des studios à moins de 300 euros. Désormais, les prix dépassent les 400 euros voire même les 700 euros.

Pour faire la comparaison, le quotidien a confronté les annonces publiées par la revue De particulier à particulier (PAP) en septembre 2001 et en septembre dernier.

Libération a pu également constater que la location meublée se développait à la vitesse grand V. Elle «permet au bailleur de louer encore plus cher tout en s'affranchissant de la loi de 1989 régissant les rapports locatifs», explique l'article.

40% des annonces passées dans le PAP du 15 septembre concernaient des locations meublées. Un phénomène qui s'étend à toutes les grandes villes.

En 2009, il y avait 27,8 millions de résidences principales en France dont 11,7 millions de locataires soit 42% des ménages. (20minutes.fr 31.10)

3- La palme du cynisme judiciaire.

Un arrêt de la cour d'appel de Douai, jeudi, contraint 300 victimes de l'amiante à rendre une partie de leurs dommages et intérêts.

En cause, deux revirements de jurisprudence. À l'automne 2009, le Fiva se pourvoit en cassation pour contester les sommes versées aux victimes et obtient un nouveau calcul des rentes. Désormais, celles-ci ne sont plus attribuées aux retraités pour la perte de leur capacité à gagner leur vie, mais comme une réparation pour préjudice personnel. "*Cette interprétation tendancieuse peut diviser par deux les dommages et intérêts perçus par les victimes, traduit Maître Ledoux, avocat de l'Association régionale de défense des victimes. Ils essaient de boucher le trou de la Sécurité sociale*", commente-t-il désabusé.

La Cour de cassation casse les arrêts énoncés et renvoie les affaires. Mais entre-temps, la cour d'appel de Douai a changé de présidente et adopté une nouvelle appréciation de l'indemnisation à verser aux victimes de l'amiante. Elle met fin au principe dit "*de linéarité*", qui alignait le montant de l'indemnisation sur le taux d'incapacité de la victime. Désormais, le calcul des rentes s'effectue selon le modèle de l'Assurance maladie, beaucoup moins généreux envers les victimes.

Jeudi, la décision de la cour d'appel de Douai est tombée : toutes les personnes en contentieux au moment des revirements de jurisprudence devront rembourser les dommages et intérêts perçus. "*Ce sont 300 victimes prises en otage, qui doivent entre 1 500 et 30 000 euros au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante*", s'indigne Me Ledoux.

"*C'est une décision scandaleuse, inexplicable et méprisante*", dénonce Pierre Pluta, président de l'Association régionale de défense des victimes. *Vendredi, un homme est arrivé en pleurs, il a deux enfants chômeurs et a dépensé ses dommages et intérêts pour les aider. Maintenant, il doit rembourser des dizaines de milliers d'euros. Comment va-t-il faire ?*

Gérard fait partie des 300 personnes concernées par ce revirement de jurisprudence. Il a appris la nouvelle en écoutant les informations à la radio. "*Ces 13 000 euros, on les a dépensés*", explique le retraité. "*Nous les avons touchés il y a deux ans, ajoute Jacqueline, son épouse. Pourquoi nous faire ça, maintenant ?*

Le couple n'a pas le choix, la décision est irrévocable. "*Nous allons négocier un échéancier puisque nous ne savons pas encore le délai de remboursement*", déclare Gérard, résigné. Un sentiment partagé par Jacqueline, déçue de cette justice "*à deux vitesses*" : "*Nous avons déjà des difficultés à gérer cette maladie, tant moralement que physiquement, avant ce nouveau coup dur. C'est toujours sur les mêmes que l'on tape*". (lepoint.fr 31.10)

Alors que Bernard Tapie a perçu des dizaines millions d'euros au titre du préjudice morale qu'il aurait subi...

Société

Interview du Point. Gilles Pison, directeur de l'Institut national d'études démographiques et auteur notamment d'Atlas de la population mondiale.

- La population mondiale a atteint 6 milliards il y a 12 ans, elle franchit 7 milliards aujourd'hui : elle a gagné un milliard en 12 ans et le prochain devrait être atteint en 2025, soit dans 14 ans. Si la population continue d'augmenter, c'est à un rythme qui diminue d'année en année : la croissance a atteint un maximum de 2 % par an il y a 50 ans, et a diminué sur cette période de près de la moitié pour atteindre 1 % environ actuellement. Ce qui laisse entrevoir une possible stabilisation de l'humanité dans un siècle autour de 10 milliards d'habitants. (l'horreur quoi ! - note du site)

- On n'échappera de toute façon pas à un surcroît de 1 à 3 % d'habitants d'ici cinquante ans. C'est un défi, mais ce n'est pas nécessairement la catastrophe que certains annoncent. Il y a deux siècles, on était un milliard d'habitants, et la proportion de ceux qui souffraient de faim était bien plus importante qu'aujourd'hui. Pour l'instant, l'augmentation de la population ne s'est pas faite avec une aggravation des conditions de vie. C'est plutôt l'inverse. Reste que cet accroissement est un défi, d'autant qu'il va se produire pour l'essentiel dans les pays du Sud, qui vont devoir le maîtriser en même temps qu'ils auront à assurer leur développement économique. (Que ce privilégié aux ordres aille donc travailler et vivre en Chine, en Inde, au Bangladesh, au Nigéria, en Egypte... - note du site)

- Il ne faudrait pas attribuer à la population et à son accroissement rapide l'origine des problèmes de ressources et d'environnement que l'on connaît aujourd'hui. Pour l'instant, ils sont le fait d'une minorité de un milliard d'habitants qui vit dans les pays riches. Il est d'ailleurs exclu que les 7 milliards d'aujourd'hui, les 10 milliards de demain, adoptent le mode de vie des pays du Nord. Le défi est là : sachant qu'on n'échappera pas à un surplus de quelques milliards, comment faire en sorte que la planète soit encore vivable, qu'il y ait encore des ressources pour chaque génération ? Sur ce terrain, il est possible d'agir tout de suite. (Tout est dit ici, vous, Africains ou Asiatiques, n'espérez pas un jour profiter des mêmes conditions de vie que dans les pays dominants, vous devez vous sacrifier pour que ces derniers conservent leur niveau de vie. On aura senti comme une pointe de mépris vis-à-vis de cette population à venir, la qualifiant de "*surplus*". - note du site)

Economie

1- Zone euro

Le Japon, qui est déjà le premier détenteur d'obligations émises par le FESF (en dehors des pays membres de la zone euro eux-mêmes), s'est déclaré prêt à en acheter davantage, à condition toutefois que la zone euro prenne les mesures nécessaires pour endiguer la crise de la dette.

Les responsables politiques chinois restent sur la défensive et ils demandent plus de précisions avant de décider des modalités de leur soutien.

Le conseiller économique du Kremlin Arkady Dvorkovitch a déclaré que la Russie était prête à discuter avec un ou plusieurs pays membres de la zone euro d'une éventuelle aide financière, mais par le biais du FMI.

Vendredi, le quotidien brésilien Valor Economico rapportait que Brasilia pourrait aider les pays fragilisés de la zone euro via le FMI et non le FESF. (Reuters 31.10)

Ces pays figurent au sein du FMI alors qu'ils sont exclus du FESF.

2- Etats-Unis.

Barclays a annoncé lundi avoir dégagé un bénéfice courant en hausse de 5% au troisième trimestre 2011, le recul de ses provisions pour pertes sur crédit compensant la baisse de ses revenus dans ses activités de banque d'investissement.

Son bénéfice imposable s'est inscrit à 2,4 milliards de livres (2,7 milliards). En excluant la valeur de sa propre dette et d'autres éléments exceptionnels, le résultat s'est inscrit à 1,34 milliard de livres.(Reuters 31.10)

3- Japon

L'intervention du gouvernement japonais qui a vendu massivement du yen ce lundi matin, permet au dollar de reprendre 3%. Après un plus bas depuis la seconde guerre mondiale, ce rebond est logique, mais la tendance reste fragile. (lefigaro.fr 31.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 novembre

FLASH

1- Selon le journaliste Sherif Elhelwa, le drapeau d'Al Qaida flotte actuellement avec celui des rebelles libyens sur le Palais de Justice de Benghazi. (Réseau Voltaire 30.10). C'est exact au regard des photos disponible sur leur site Internet.

2- La Russie qui avait renoncé à livrer des missiles S-300 à l'Iran après le vote de la résolution 1929, a finalement décidé de lui vendre des détecteurs mobiles de radars 1L222 Avtobaza.

Cette arme étant purement défensive ne tombe pas sous le coup de l'embargo onusien. Dans la pratique, elle permettra aux Iraniens d'observer tout mouvement aérien non seulement au dessus de leur territoire, mais dans toute le Proche-Orient.

Cette décision intervient après l'annonce de l'installation par l'OTAN d'un radar géant ABM en Turquie. Compte tenu du relief de la région, ce dispositif est destiné à surveiller la Syrie et l'Iran. Il est inter-opérable avec les radars israéliens. (Réseau Voltaire 30.10)

3- J'ai ajouté un article intéressant sur la Libye, daté du 7 octobre, du Réseau Voltaire, dans la rubrique international.

CAUSERIE

En préambule à notre causerie d'aujourd'hui sur la situation en Grèce, précisons l'axe politique que nous avons défini ou sur lequel il faudrait intervenir.

Cette première partie a été rédigée hier soir car étant privé de télé en raison des fortes pluies, j'ai bossé jusqu'à minuit. La seconde se compose de déclarations accompagnées de réflexions politiques. N'hésitez pas à me faire parvenir vos commentaires ou encouragements, bonne journée à tous.

L'issue de la crise du capitalisme, de la crise sociale et politique, ne réside pas dans le maintien ou non de l'euro ou le retour au drachme, mais dans la liquidation des institutions politiques qui légitiment le capitalisme, afin de se donner les moyens politiques de s'attaquer aux fondements du capitalisme qui reposent sur une injustice et dont l'amplification des inégalités dans la société au détriment des intérêts des travailleurs ne sont que les conséquences.

Quand hier matin j'ai écrit : Bravo Papandréou ! je n'en croyais pas un mot évidemment, c'était un trait d'humour, je n'ai jamais imaginé qu'il pourrait mettre en péril la zone euro en prenant un tel risque, organiser un référendum dont les résultats sont connus d'avance et prendrait la forme d'un plébiscite contre l'euro ou pour en sortir.

Quand j'ai réagi à l'annonce de ce référendum il devait être 4h du matin en Europe, donc je n'avais pas pu prendre connaissance des conditions dans lesquelles Papandréou l'avait annoncé, encore moins des déclarations des dirigeants des différents pays européens qui auront lieu dans la matinée ou ne seront retranscrites par les agences de presse et les médias nationaux que vers la mi-journée.

C'est donc seulement hier soir en me connectant sur Internet que j'ai collecté ces informations pour analyser la situation en Grèce.

Papandréou était soutenu au niveau de l'UE, du FMI et des chefs d'Etat, donc à l'extérieur de la Grèce, par contre en Grèce il était totalement isolé, ne bénéficiant d'aucun soutien, il se retrouvait donc dans une situation intenable sur le plan intérieur : le parti de droite refusant de le soutenir, les masses laborieuses et les syndicats non plus, de plus il devait affronter impuissant des grèves à répétition et des manifestations de plus en plus massives et violentes auxquelles participaient toutes les couches exploitées et tous les secteurs économiques de la société. En conclusion à cette étape, il a pris cette décision pour tenter de débloquer l'impasse dans laquelle il se trouvait.

Mais une question demeure, comment compte-t-il sortir le pays de cette impasse tout en imposant ces lourds sacrifices aux travailleurs et sans sortir de la zone euro ?

Cette décision peut être de nature à forcer la main au parti de droite dans la perspective de former un gouvernement d'union nationale dans l'attente d'élections législatives anticipées, son seul soutien au Parlement ne suffirait pas à briser son isolement et il le négocierait en échange d'élections anticipées et l'annulation de ce référendum. Après tout, si tout le monde semble surpris qu'il ait pris la décision de recourir à un référendum, il peut très bien prendre la décision inverse à tout moment.

Ainsi, il disposerait d'un répit pour tenir jusqu'à ces élections. Le Pasok est assuré de sortir laminé de ce scrutin. Le parti de droite gouvernerait seul et le Pasok serait renvoyé dans l'opposition parlementaire, situation nettement plus confortable.

Avantage, il pourrait dès lors renouer avec son rôle de prédilection, jouer en parole son rôle d'opposant et se placer à nouveau au côté du parti stalinien pour tenter de neutraliser ou briser la mobilisation des travailleurs.

En cas d'échec, le gouvernement de droite pourrait envisager de déclarer les grèves et les manifestations illégales et de passer à l'étape suivante, celle de la répression contre le mouvement ouvrier, violente si nécessaire avec l'aide de l'armée.

Autre hypothèse. Papandréou tablerait sur un vote positif lors de ce référendum après avoir signifié au peuple grec que s'il rejetait l'accord de Bruxelles, il connaîtrait des jours encore plus difficiles avec ou non l'abandon de l'euro. Il est fortement improbable que ce scénario se produise, les Grecs passeront outre ce chantage et les conséquences d'un vote négatif, parce qu'ils sont déjà acculés et n'envisagent pas un instant que leur situation pourrait encore empirer.

Revenons en arrière.

Ce qui est étonnant et je n'en crois pas un mot, c'est que Papandréou aurait pris seul cette décision sans s'en être entretenu avec son ministre des Finances, sachant par avance qu'elle provoquerait une tempête ou un vent de panique sur les marchés et la zone euro déjà fragilisée et au bord de l'éclosion. Ce qui n'a pas manqué, toutes les places boursières ont baissé entre 3 et 7% hier.

Il aurait pris de court tous les chefs d'Etat, au point qu'à l'Elysée le nain de jardin a préféré garder le silence et a convoqué une réunion ministérielle de crise à 17h. On verra plus loin ce qui en est ressorti.

Dans son propre parti, six dirigeants apparemment aussi surpris et furieux ont appelé à sa démission, et un autre député du Pasok a fait défection, ainsi le Pasok ne dispose plus que de deux voix d'avance au Parlement pour emporter la majorité lors du prochain vote devant intervenir vendredi, sur les dernières mesures d'austérité qui accompagnent l'accord intervenu à Bruxelles le 27 octobre.

Pour certains Papandréou a pété un plomb, Estrosi qui est proche de Sarkozy a déclaré que c'était une décision "irresponsable".

C'était avant l'annonce du coup de force de Sarkozy et Merkel : appliquer leur accord et faire comme si le référendum n'existait pas, donc le peuple grec !

Travailleurs tunisiens et égyptiens, vous n'aurez pas été longs à attendre, voilà le vrai visage de leur démocratie : une dictature qui foule aux pieds la volonté de la majorité des masses populaires.

A bas Sarkozy-Merkel, à bas l'UE et le FMI, à bas les institutions grecs du capital, vive le combat des travailleurs pour se libérer du joug du capitalisme et construire une société basée sur leurs propres besoins et non plus ceux des prédateurs de la finance et des multinationales.

A bas le capitalisme, vive le socialisme ! Faisons table rase du passé !

En finir avec le capitalisme et ses institutions politiques, c'est cet objectif politique que doit se fixer la classe ouvrière, il faut donc l'aider à y parvenir en l'aidant à prendre conscience d'elle-même, à prendre confiance en elle-même, de sa force capable de submerger tous les obstacles et balayer l'ordre établi, à condition qu'elle se rassemble, s'unisse, s'organise et mène sa révolution jusqu'au bout.

C'est une question de vie ou de mort pour le prolétariat et les couches de la petite-bourgeoisie promise à la prolétarianisation. La classe ouvrière est promise à un avenir laborieux et misérable, elle n'a pas d'autre choix que d'aller de l'avant sans passer le moindre compromis avec son ennemi, de faire sa révolution, la guerre de classe est déclarée, résister ne suffit plus, il faut qu'elle unisse ses forces et passe à l'offensive, qu'elle harcèle la place forte du régime jusqu'à son renversement, sinon c'est elle qui sera écrasée.

Ce n'est pas le capitalisme financier qui est responsable de cette crise, mais les fondements du capitalisme reposant sur la formidable injustice que constitue la concentration des moyens de production et des richesses, du pouvoir entre quelques mains, au détriment de ceux qui produisent les richesses, travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, qui devraient se résigner à accepter toujours plus de sacrifices jusqu'à être réduits à l'état d'indigence, en silence s'il vous plaît, sans réagir, jusqu'à ce que mort s'en suive, afin qu'une minorité de privilégiés puissent continuer de s'enrichir toujours plus.

Quelques éléments ou déclarations qui étayaient mon argumentation.

Papandréou

Les Grecs «*veulent-ils l'adoption du nouvel accord ou le rejettent-ils? Si les Grecs n'en veulent pas, il ne sera pas adopté*», a déclaré le Premier ministre devant le groupe parlementaire du parti socialiste (Pasok) lundi soir en laissant entendre que le référendum était attendu pour le début 2012.

«*La volonté du peuple grec s'imposera à nous*», a-t-il ajouté, tout en indiquant qu'il allait également demander un vote de confiance sur l'accord sur la dette au Parlement. (liberation.fr 01.11)

Dernière info le 2 novembre à 2h45 du matin : Le référendum aura lieu «*dès que possible*», a affirmé Athènes. Dans un communiqué, Papandréou estime que le vote sera «*un mandat clair et un message clair en Grèce et à l'extérieur concernant notre présence européenne et notre participation à l'euro*» (20minutes.fr 02.11)

Le Premier ministre grec, qui s'est entretenu avec Mme Merkel mardi matin, a réaffirmé que le référendum allait «*renforcer le pays dans la zone euro*». Il devait présider en fin d'après-midi un conseil ministériel de crise. (20minutes.fr 02.11)

Pour la plupart des analystes grecs, M. Papandréou n'avait pas le choix, contraint de trouver une issue sur le plan intérieur face au refus catégorique de l'opposition de lui prêter main forte et à une contestation sociale généralisée.

Il y croit le bougre !

20minutes.fr rapporte que l'une des deux parlementaires grecs du Pasok qui a fait défection "a réclamé un gouvernement «*de salut national*» pour garantir l'exécution du plan de sauvetage", l'union de toutes les forces réactionnaires que compte le pays contre la classe ouvrière pour lui imposer de gré ou de force ce plan infâme et insupportable.

En dernière analyse, tout va dépendre des sacrifices supplémentaires que les travailleurs grecs estiment pouvoir endurer, du niveau de dégradation atteint de leurs conditions de travail et d'existence, et en second lieu de leur capacité à se rassembler et s'organiser pour affronter le régime, le second point dépendra des illusions qu'ils leur restent dans les institutions et le capitalisme une fois celles dans tous les partis institutionnels envolées.

Pasok

Six membres influents du Parti socialiste (Pasok) au pouvoir à Athènes ont réclamé la démission du Premier ministre George Papandréou, qui a annoncé à la surprise générale la tenue d'un référendum sur le nouveau plan de sauvetage financier de la Grèce, rapporte mardi l'agence de presse Ana.

Tous appartiennent au Conseil national du Pasok et étaient de proches conseillers de Costas Simitis lorsqu'il était chef du gouvernement.

"Le pays a besoin immédiatement d'un gouvernement politiquement légitime et d'un projet de renouveau national", écrivent-ils dans une lettre conjointe. (Reuters 01.11)

Dans la rue en Grèce.

Près de 60% des Grecs estiment que l'accord est négatif ou probablement négatif, selon un sondage publié samedi par le journal To Vima. Pour environ la moitié des 1.009 personnes interrogées par téléphone, le texte est un coup porté à la souveraineté du pays.

Mardi, dans les rues de la capitale grecque, les habitants redoutaient qu'on ne leur présente le "oui" comme la seule alternative au chaos.

"Il (Papandreou) nous fait du chantage", résume Yannis Aggelou, directeur des ventes dans le secteur de l'acier.

Peu nombreux sont ceux qui saluent une initiative courageuse du chef du gouvernement socialiste.

Le référendum *"est absurde. Maintenant, ils mettent la balle dans notre camp, mais n'est-il pas de leur responsabilité de décider ?"*, s'irrite Haris Velakoutakou, guide touristique de 64 ans.

"A quoi ça rime ? Ils auraient dû organiser ce référendum dès le début, avant toutes les mesures d'austérité qu'ils ont prises", ajoute-t-il.

"Organiser un référendum est une bonne décision. Car c'est à nous de prendre notre destin entre nos mains. Je veux que l'on dise 'oui', je veux que l'on reste dans l'euro. Retourner à la drachme serait un désastre", dit Dionysia Aggelopoulo, retraitée. (Reuters 01.11)

La presse grecque.

Dans la presse grecque, c'est la même consternation : Athens News rapporte les premières analyses des journaux du mardi matin, qui pointent un *'geste politique à haut risque', 'un chantage dangereux pour rester au pouvoir' ou encore 'une banqueroute politique du gouvernement'*. (lemonde.fr 01.11)

L'armée grecque

Le Grèce a annoncé mardi un changement de tout son état-major militaire, au milieu d'une crise politique qui pourrait entraîner la chute du gouvernement après la décision surprise d'organiser un référendum en Grèce sur le plan de sauvetage européen du pays.

Un conseil de sécurité de l'Etat, réuni sous la présidence du Premier ministre Georges Papandréou, a remplacé les quatre têtes de l'armée, le chef d'état-major des armées, les chefs d'état-major de l'armée de Terre, de la Marine et de l'Armée de l'air, et a déchargé de leurs fonctions une douzaine d'officiers de l'Armée et de la Marine, a indiqué le ministère de la Défense dans un communiqué publié dans la soirée.

Une source au sein du ministère a affirmé à l'AFP que les réunions avaient été programmées il y a longtemps, que ce grand remaniement était prévu et n'avait aucun lien avec la situation politique.

Selon un connaisseur des moeurs politiques grecques, les chefs de gouvernement grecs, de quelque famille politique qu'ils soient, changent l'état-major militaire avant une alternance politique anticipée, en nommant des gens jugés favorables à leur camp. (liberation.fr 01.11)

Le Conseil européen et la Commission européenne.

"Nous prenons acte de l'intention des autorités grecques d'organiser un référendum", écrivent le président du Conseil

européen Herman Van Rompuy et le président de la Commission européenne José Manuel Barroso dans un communiqué commun.

"Nous sommes convaincus que cet accord est le meilleur pour la Grèce. Nous avons toute confiance en la Grèce pour qu'elle honore les engagements pris envers la zone euro et la communauté internationale."

José Manuel Barroso et Herman Van Rompuy ajoutent qu'ils ont parlé avec le Premier ministre grec George Papandreou et dit que la question du référendum serait discutée en marge du sommet du G20 de Cannes qui se tient du 3 au 5 novembre. (Reuters 01.11)

Dans les coulisses de l'Élysée

«Personne en Europe n'a été prévenu de rien, et jamais les Grecs n'ont évoqué, même comme une vague possibilité, le risque d'un référendum la semaine dernière pendant les négociations à Bruxelles», se lamente un diplomate élyséen.

La question posée au référendum doit être «responsable», selon l'Élysée. *«Ils ne peuvent pas demander aux Grecs s'ils acceptent un nouveau plan de rigueur, parce qu'ils vont forcément dire non»*, explique un proche du président. *«Il faut qu'ils demandent aux Grecs s'ils veulent rester dans la zone euro»*, ajoute ce dernier. Car les sondages, en Grèce, sont clairs : les Grecs à une large majorité ne souhaitent pas quitter la zone euro. (lefigaro.fr 01.11)

Mais quand rester dans la zone euro signifie être réduit en esclavage, ils peuvent avoir l'audace de vouloir en sortir sans se poser davantage de questions, un état d'esprit et une perspective que Le Figaro ne peut saisir et envisager évidemment.

Sarkozy

"Cette annonce a surpris toute l'Europe. La France tient à rappeler que le plan adopté jeudi dernier à l'unanimité des 17 membres de la zone euro est la seule voie possible pour résoudre le problème de la dette grecque", a dit Nicolas Sarkozy à la sortie d'une réunion interministérielle.

"Donner la parole au peuple est toujours légitime mais la solidarité de tous les pays de la zone euro ne saurait s'exercer sans que chacun consente aux efforts nécessaires", a-t-il ajouté.

«C'est pourquoi la France et l'Allemagne ont pris l'initiative de réunir demain (mercredi), avant l'ouverture du sommet du G20, l'ensemble des institutions européennes ainsi que le Fonds monétaire international pour examiner avec le Premier ministre grec les conditions dans lesquelles les engagements pris seront tenus», a-t-il conclu. (liberation.fr 01.11)

Lui donner la parole au peuple... et la lui reprendre aussitôt, c'est le propre des dictateurs qui foulent aux pieds les principes élémentaires de la démocratie.

La "solidarité" entre Etats capitalistes passe avant la légitimité des peuples à disposer eux-mêmes de leur destin, c'est dans l'ordre des choses pour un représentant du capital.

Paris et Berlin

"La France et l'Allemagne sont déterminées à assurer avec leurs partenaires européens la pleine mise en oeuvre, dans les meilleurs délais, des décisions adoptées par le sommet, qui sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires", écrit mardi l'Élysée dans un communiqué qui ne fait aucune mention directe de ce référendum.

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, qui se sont parlés au téléphone dans l'après-midi, *"souhaitent que, en consultations avec leurs partenaires européens ainsi que le FMI, une feuille de route puisse être rapidement arrêtée pour assurer l'application de cet accord"*, dit le texte. (Reuters 01.11)

En Allemagne

Interview du journal Le Monde. Gunther Krichbaum (CDU), président de la commission des affaires européennes au Bundestag.

- Georges Papandréou a ouvert la boîte de Pandore. Son attitude constitue un affront pour les autres leaders européens. Il joue avec le feu. C'est incompréhensible. Même la question de confiance qu'il pose aux députés n'est pas gagnée d'avance. (lemonde.fr 01.11)

BCE

«Aujourd'hui, le marché pense que la Grèce va sortir de l'euro. Et il y a un risque de contagion à la dette italienne et la dette espagnole. C'est la raison pour laquelle la BCE achète de la dette italienne et espagnole», a dit à l'AFP Miguel Ángel Rodríguez, analyste associé chez XTB (broker online). «Il semble qu'il y ait beaucoup de désinvestissement de fonds japonais et la banque européenne achète de la dette italienne et espagnole de façon préventive.» (liberation.fr 01.11)

L'eurogroupe

La Grèce risque la faillite en cas de rejet du plan de sauvetage européen, a averti le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, dans un entretien à la radio privée RTL.

«Cela dépendra de la manière dont la question sera exactement formulée et sur quoi exactement les Grecs vont voter», a-t-il précisé. «Le Premier ministre grec (Georges Papandréou) a pris sa décision sans en informer ses collègues européens», a-t-il affirmé. (liberation.fr 01.11)

La Banque mondiale

Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, a comparé le référendum à «un coup de dés». «Si cela échoue ce sera le bazar!», a-t-il averti. (20minutes.fr 01.11)

L'Institut de la finance internationale

L'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente les grandes banques du monde, a fait savoir pour sa part qu'il s'en tenait à l'accord de Bruxelles et «réaffirmé son intention d'aller de l'avant». (20minutes.fr 01.11)

La Bourse

En zone euro, toutes les Bourses ont dévissé, les actions des banques subissant une descente aux enfers. A la clôture, Paris a lâché 5,38%, Francfort 5%, Milan 6,80%, Madrid 4,19%. Athènes a plongé de 6,92%. Londres a terminé sur un recul de 2,21%.

Les indices Stoxx des ASSURANCES (-7,24%) et des BANCAIRES (-6,58%) ont accusé les plus fortes baisses sectorielles en Europe. A Paris, Société générale a chuté de 16,23%, BNP Paribas de 13,06% et Crédit agricole de 12,53%.

Agences de notation

L'annonce du référendum grec, qui suscite l'incompréhension au sein de la zone euro et inquiète les marchés du monde entier, menace "dramatiquement" la stabilité financière du pays et de l'ensemble de la zone euro, a averti mardi l'agence de notation Fitch Ratings. (Reuters 01.11)

Le Medef

La décision de la Grèce d'organiser un référendum sur le plan de sauvetage du pays relève d'un «comportement anormal, qui n'est pas loyal» envers ses partenaires européens, a jugé mardi la présidente du Medef

«S'il faut un jour envisager la sortie de la Grèce, définissons les conditions juridiques pour que cette sortie, finalement, ne concerne que la Grèce», a déclaré Laurence Parisot sur LCI. Elle s'est dit «bien persuadée qu'il n'y aura pas d'éclatement de la zone euro». (liberation.fr 01.11)

La presse en France.

Quasiment toutes les déclarations des leaders politiques français mettent en avant l'enjeu démocratique de ce référendum, dans un pays frappé par une longue crise et qui a connu de nombreuses grèves.

PCF

Pierre Laurent, patron du PCF (membre du Front de gauche), a tenu des propos peu ou prou similaires. "Il est incroyable que la simple idée de consulter le peuple grec affole les marchés financiers", a-t-il précisé selon le JDD. (lepost.fr 01.11)

Parce que le PCF compte bien que le résultat de ce référendum ne change rien, à l'instar de son homologue en Grèce dont j'ai lu qu'il s'était prononcé contre, mais cela reste à vérifier, peu importe d'ailleurs puisque s'il y était favorable il serait sur la même longueur d'onde que le PCF, on ne se refait pas !

Parti de gauche

«Il y a eu 13 grèves générales en Grèce et chacune a réclamé un référendum, Georges Papandréou savait qu'il ne pourrait pas tenir plus longtemps sans consulter le peuple grec», a déclaré le candidat sur France Info, ajoutant que c'était «un minimum de démocratie».

«Il y a un grand risque que tout ce château de cartes s'effondre. Les dirigeants européens doivent faire face à la crise, non pas par des artifices financiers, des constructions d'usines à gaz (...) mais y faire face politiquement», a conclu Mélenchon. (liberation.fr 01.11)

Quel charlatan : il craint que tout s'effondre alors que c'est justement la condition pour que le peuple grec se soulève et prenne son sort en mains ! Sans parler de la traînée de poudre dans toute l'Europe... Si "ce château de cartes" ne s'effondre pas, cela signifiera que les travailleurs grecs se seront résignés à subir l'effroyable régression sociale à laquelle ils sont promis par la dictature du capital, ce à quoi conduit la politique de Mélenchon.

PS

François Hollande, candidat socialiste à la présidentielle, et Martine Aubry, première secrétaire du PS, ont estimé mardi dans un communiqué commun que l'annonce grecque «traduit un défaut de gouvernance de la zone euro».

Pour eux, «l'Europe a agit trop tard, trop faiblement sur le plan financier, et trop durement sur le plan économique et social».

«Si cette décision de Papandréou entraîne de nouveaux désordres sur les marchés financiers, elle devrait surtout décider les dirigeants européens à prendre enfin les décisions d'engager les réformes structurelles, notamment pour réguler le système financier - comme nous n'avons cessé de le proposer depuis des mois-, et pour trouver un juste chemin entre la réduction des déficits et le maintien de la croissance et de l'emploi», concluent-ils.

Traduisons ou remettons les choses en ordre : l'UE aurait dû agir davantage sur le plan financier, ce qui se serait traduit automatiquement par un durcissement des mesures économiques et sociales imposées au peuple grec.

C'est un cas d'école, un excellent exercice pour les jeunes militants qui veulent saisir comment la politique et la propagande du PS s'articulent. D'un côté, sans en avoir l'air ils prennent la défense des intérêts du marché, il fallait augmenter l'aide fournie à l'Etat grec afin qu'il paie rubis sur l'ongle sa dette aux banques et aux institutions financières, la leur en fait, et de l'autre le PS se présente en défenseur des travailleurs qui en réalité paient cette facture, en se plaignant qu'elle soit trop lourde à supporter pour eux, pour masquer ou faire oublier que cela n'aurait pas été le cas si l'UE n'était pas au service du capital... ainsi que le PS.

La méthode du PS consiste la plupart du temps à découpler cause et effet qui sont liés, pour embrouiller les esprits, pour que les travailleurs ne parviennent pas à comprendre l'origine de la situation, de leur condition, de leurs problèmes. Il faut matraquer sans cesse le PS.

Je vous fais grâce des déclarations des autres dirigeants du PS, de Montebourg à Valls, tous se disent favorables à ce référendum qu'ils n'organiseraient jamais en France s'ils parvenaient au pouvoir en 2012, non pas pour que le peuple grec décide librement de son sort, mais en regrettant qu'il n'ait pas été associé par ses bourreaux à sa propre déchéance, puisque c'est l'avenir auquel il est promis de toutes manières, on n'échappe pas à son destin, tragique bien entendu !

Modem

Robert Rochefort, vice-président du MoDem, comprend que "la situation était intenable pour M. Papandréou", précise Public Sénat. Pour l'eurodéputé, soit les politiques se mobilisent pour faire gagner le "oui", soit "le 'non' l'emporte". Dans ce cas, ce serait "une dissolution, de nouvelles élections et (...) un gouvernement d'union nationale qu'il faut pour sortir de cette difficulté", prédit-il. (lepost.fr 01.11)

A moins que si le Parlement vote oui et que le non l'emporte au référendum, Papandréou décide de ne tenir compte que de l'avis du Parlement. Sarkozy a-t-il procédé autrement après le non de 2005 ? Sauf que la situation est explosive en Grèce...

Quelques réactions supplémentaires

Le politologue grec Ilias Nikolapopoulos a accusé Papandréou d'avoir pris une décision potentiellement «suicidaire pour le pays». (20minutes.fr 02.11)

«Que va-t-il se passer si le peuple dit 'non'? Le risque est que la communauté internationale coupe l'arrivée d'argent et que le

pays finisse par quitter l'euro», après avoir fait défaut, a commenté à Francfort Christoph Weil, analyste de Commerzbank. (20minutes.fr 02.11)

Parole d'internaute : l'impérialisme américain à la manoeuvre en Grèce.

2001 : Un montage financier (swaps de devises) est conclu entre la firme Goldman Sachs et la Grèce, permettant à cette dernière de maquiller ses comptes

2002 : Mario Draghi devient directeur administratif de Goldman Sachs pour l'Europe, qui est alors un intermédiaire privilégié (en jargon, lead manager) du trésor grec.

2005 : Le contrat financier conclu en 2001 entre la banque et le trésor grec est renégocié. En particulier, sa maturité est rallongée, d'après un audit ultérieur (2010) de Euro-stat.

Janvier 2006 : Mario Draghi rejoint la banque centrale d'Italie

2010 : La commission européenne enquête sur le maquillage des comptes de la Grèce.

Mai 2011 : J-C Trichet oppose son veto à l'ouverture des archives concernées, dans le cadre d'une procédure judiciaire initiée par Bloomberg. Le prétexte du refus est de ne pas effrayer les marchés...

Juin 2011 : Mario Draghi est interrogé par l'eurodéputé qui s'est impliqué dans son dossier face au comité des affaires économiques et monétaires du parlement européen. MD, grand serviteur de l'état, dit avoir refusé de travailler avec le secteur public, par désintérêt pour ce dernier, au moment de son embauche, en contradiction avec un communiqué officiel de son employeur. (20minutes.fr 02.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le président français Nicolas Sarkozy a contribué à alimenter une 'attaque spéculative' contre l'Italie sur les marchés financiers avec ses commentaires consécutifs au dernier sommet de la zone euro, a accusé mardi 1er novembre le ministre des affaires étrangères italien, Franco Frattini.

'Les spéculateurs commençaient déjà à parler d'un 'lundi noir' pour l'Italie après le sommet vendredi. Cela prouve que l'attaque spéculative contre l'Italie était planifiée, a estimé M. Frattini dans un entretien au journal Il Messagero. 'Et alors, franchement, si quelqu'un comme le président français Sarkozy dit que si nous n'avions pas sauvé la Grèce l'Italie aurait suivi, eh bien ceux qui n'en auraient pas déjà eu l'idée auraient lancé une attaque spéculative.' (lemonde.fr 01.11)

2- Israël

Israël a accepté de reporter brièvement des opérations militaires de plus grande ampleur dans la Bande de Gaza afin que l'Egypte ait le temps d'essayer de convaincre les factions palestiniennes de cesser les tirs de roquettes sur le sud d'Israël, a affirmé mardi un responsable égyptien.

L'aviation israélienne a visé ces derniers jours des Palestiniens qui avaient tiré des roquettes depuis la Bande de Gaza, mais selon le responsable égyptien qui s'est exprimé sous couvert de l'anonymat, Israël a également prévu des opérations de plus grande ampleur.

Il a expliqué que l'Egypte avait demandé 24 heures pour essayer de pousser toutes les factions à convenir d'un cessez-le-feu. D'après lui, les autorités israéliennes ont accepté d'accorder au Caire un délai jusqu'aux environs de minuit mardi.

"Une philosophie de sécurité ne peut pas reposer seulement sur la défense", avait-il fait valoir le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou lundi au Parlement, estimant qu'elle devait aussi s'appuyer sur des capacités "offensives". (AP 01.11)

C'est un aveu qui signifie que même sans les roquettes du Hamas ou du Djihad islamique, il passerait à l'offensive contre le peuple palestinien. Il a aussi annoncé qu'il gelait provisoirement les fonds israéliens destinés à l'Autorité palestinienne, en représaille à la reconnaissance de la Palestine à l'Unesco, mais cela il ne l'a pas précisé.

Economie

1- Suisse

Credit Suisse a annoncé mardi une concentration accrue de ses activités et de nouvelles suppressions de postes en réponse à la mauvaise performance de sa branche investissement au troisième trimestre.

La banque d'investissement va accélérer son repositionnement et réduire de moitié d'ici à 2014 les actifs pondérés en fonction des risques, a annoncé le numéro deux de l'industrie bancaire en Suisse.

"*Toutes ces mesures ont pour but d'augmenter de 800 millions de francs d'ici à 2014 - hors croissance induite par le marché - la contribution de Private Banking au bénéfice avant impôts du groupe*", explique le directeur général Brady Dougan.

D'ici là, Credit Suisse engagera des mesures de réductions de coûts de deux milliards de francs en 2012 et 2013.

Celles-ci se traduiront par une réduction d'environ 3% des effectifs, soit près de 1.500 postes.

Ces suppressions de postes s'ajouteront aux 2.000 déjà annoncées fin juillet. Les avantages de cette initiative ne devraient se manifester qu'en 2012, ajoute Credit Suisse.

UBS avait précisé fin août qu'elle allait supprimer près de 3.500 emplois afin d'économiser environ deux milliards de francs d'ici la fin 2013.

Une réallocation des ressources est également prévue, à destination des grands marchés et des marchés à croissance plus rapide, notamment au Brésil, en Asie du Sud-Est, en Chine et en Russie, avec un chiffre d'affaires qui devrait passer à 25% en 2014, contre 15% en 2010.

L'afflux net de capitaux au niveau du groupe s'est élevé à 7,1 milliards et à 7,4 milliards de francs dans la banque privée. Dans la gestion d'actifs, Credit Suisse a enregistré des rentrées de 200 millions. (Reuters 01.11)

On a là tous les ingrédients pour comprendre l'évolution du capitalisme (mondial).

2- Etats-Unis

Pfizer, le premier groupe pharmaceutique mondial, a annoncé un bénéfice de 3,74 milliards de dollars (2,4 milliards d'euros). L'année précédente, à la même période, Pfizer avait enregistré un bénéfice de 866 millions de dollars.

Le chiffre d'affaires a progressé de 7% à 17,19 milliards de dollars. (Reuters 01.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 3 novembre

CAUSERIE

(Dernières infos)

Le référendum sur l'aide européenne à la Grèce devrait avoir lieu le 4 décembre, a déclaré mercredi le Premier ministre George Papandreou, se disant confiant dans une victoire du "oui".

"*Ce n'est pas le moment de vous donner la formulation exacte mais l'essence est que ce n'est pas seulement une question sur un programme, c'est la question de savoir si nous voulons ou pas rester dans la zone euro. C'est très clair, et cela doit l'être pour tout le monde*", a-t-il dit à la presse.

"*Je crois que nous aurons une réponse positive, je crois que le peuple grec veut que la Grèce reste dans la zone euro et je crois que ce référendum le montrera*", a ajouté George Papandreou. "Je veux dire que nous aurons un 'oui'".

Le président français et la chancelière allemande ont insisté pour que le référendum ait lieu d'ici début décembre, pour ne pas laisser la zone euro et les marchés financiers dans une incertitude prolongée. Ils ont appelé de leurs vœux un consensus de toutes les forces politiques en Grèce et estimé que la seule question qui devait être posée était de savoir si les Grecs voulaient ou non rester dans la zone euro.

"Il est clair que la question qui se trouve posée c'est celle de l'avenir européen de la Grèce : la Grèce veut-elle ou non rester dans la zone euro", a déclaré Nicolas Sarkozy. (Reuters 03.11)

La causerie du matin.

Parce que vous êtes passés à l'heure d'hiver, le décalage horaire avec l'Inde est de 4h30, quand il est 16h30 chez moi, il est midi chez vous, du coup le site est actualisé une heure plus tôt.

Ici cela ne servirait à rien de changer d'horaire, puisque l'hiver il fait nuit vers 18h et l'été vers 19h, il n'y a qu'une heure de différence.

A propos du site

Téléchargements en octobre 2011 : 1338, plus les fichiers simplement ouverts et lus.

535 documents différents téléchargés

2632 visites au total

Les 15 fichiers les plus téléchargés en octobre 2011 :

/tribune/cermtri_42.doc
/tribune/poi82.pdf (le congrès du POI du 2 octobre)
/tribune/IO169_2.pdf
/dossier/france_poi_031011.pdf
/tribune/ccit_121011.pdf
/textes/npa_300911.pdf
/courriel/mail58.pdf
/tribune/Lettre_president_3-10-11.pdf
/tribune/marx_pcf.pdf
/marxisme/broue_pbolch.pdf
/tribune/IO168_2.pdf
/tribune/congres_poi_021011.pdf
/service/laicite1.doc
/archives2010/societe_2009.pdf
/justice/justice78.pdf

Le combat contre l'UE ou le voile qui sert à masquer les illusions réformistes

Le M'PEP fait signer une pétition "*pour sortir le Traité de Lisbonne de la Constitution, afin de restaurer la souveraineté populaire et de pouvoir enfin mener de véritables politiques de gauche.*"

"*Pour mener des politiques de gauche, il faut donc sortir de l'Union européenne ou pratiquer ce que le M'PEP nomme la « désobéissance européenne » en ôtant de la Constitution française toute référence au droit européen en général et au traité de Lisbonne en particulier.*"

"*sortir le Traité de Lisbonne de la Constitution*", ce n'est pas "*sortir de l'Union européenne*", laissons de côté cette approximation grossière. Et puis il reste tous les traités signés avec l'UE, dont celui de Maastricht instituant l'euro, la soumission à la BCE, etc.

Il est possible de faire une politique conforme aux intérêts du capital sans passer par l'UE, c'est la première chose. Ensuite, "*sortir le Traité de Lisbonne de la Constitution*" ou pratiquer la « *désobéissance européenne* » ce n'est pas vraiment la même chose.

Maintenant démontons le tour de passe-passe ou la manipulation contenue dans le premier paragraphe.

Il se compose de deux postulats qui sont faux. Le premier "*restaurer la souveraineté populaire*", le second "*pouvoir enfin mener de véritables politiques de gauche*". Que signifie restaurer la souveraineté populaire ? Qu'elle aurait déjà existé ? D'accord, mais

sous quelle forme ?

Avant de répondre à cette question, demandons-nous ce que signifie au juste la souveraineté populaire. Que la population sans distinction de classes serait appelée à se prononcer par le biais du suffrage universel, auquel cas son vote serait largement influencé par la propagande de la classe dominante et ses valets, ou que les exploités qui composent la majorité de la population auraient la possibilité de s'exprimer librement puisque tous les partis politiques disposeraient des mêmes droits ?

Dans le premier cas, la souveraineté populaire se confondra forcément avec les intérêts de la classe dominante qui se confondent à leur tour avec l'intérêt général en régime capitaliste, donc en guise de souveraineté populaire, du fait qu'en aucun cas elle ne pourrait porter atteinte aux fondements de la domination de la classe des capitalistes, la classe dominée devrait continuer de vivre dans un état de soumission. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que la majorité de la population ait acquis on ne sait pas quel miracle, un niveau de conscience politique qui lui permettrait de se saisir du programme de la révolution socialiste, impossible, grotesque !

Dans le second cas c'est plus simple, puisqu'il est impensable en régime capitaliste que tous les partis politiques disposent des mêmes droits, cela n'a jamais existé dans aucun pays du monde dans le passé.

Pour répondre à notre question, la souveraineté populaire n'a jamais existé que sous la forme de la souveraineté nationale dont le contenu se confond avec l'idéologie de la classe dominante, celle de la bourgeoisie, des capitalistes, voilà pour quoi milite le M'PEP.

En conclusion, la souveraineté populaire n'a rien à envier au concept d'intérêt général en régime capitaliste, il en est la forme politique pourrait-on dire, qui ne sert qu'à masquer la soumission de ses partisans à la classe dominante pour mieux y associer partis, syndicats et travailleurs dans la perspective de la mise en oeuvre d'une "*véritable politique de gauche*", qui, puisqu'elle ne reposerait pas sur la liquidation des fondements du capitalisme et ne suivrait pas l'abolition des institutions de la Ve République, ne pourrait pas aller au-delà de ce que peut supporter le régime, une "*véritable politique de gauche*" qui permettrait d'en assurer la survie ou d'en retarder la chute.

(Suite de ma causerie du 29 octobre sur le M'PEP)

Dans leur "*opinion*" sur le *Manifeste* de Marx et Engels, j'ai noté ceci qui nous donne une indication intéressante sur leur nature et leurs intentions : "*on ne peut s'empêcher de s'étonner de la pérennité de ce texte*", nous non, et nous ne sommes pas les seuls loin de là, ce qui prouve à quel point ils sont déconnectés ou plutôt étrangers à la classe ouvrière.

Le *Manifeste du parti communiste* a conservé toute sa fraîcheur hormis quelques passages à la marge, et les conclusions de ses auteurs sont d'une terrible actualité. C'est une oeuvre achevée géniale, alors pourquoi devrait-elle tomber dans l'oubli ? (A suivre)

Quand le POI fait la démonstration de son incapacité à aider les travailleurs à comprendre la situation et encore moins à en sortir.

L'analyse du POI dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°173) est en dessous de tout, misérable. Pire encore, il se fait l'écho du parti stalinien grec (KKE) qui demande des élections anticipées et rejette le référendum. En France, il n'y a que l'UMP sur cette position... et le PCF !

L'éditorial de Jean Markun (ex-PCF) est affligeant : "*Le peuple grec est contraint à subir les mesures d'austérité, malgré « l'annulation » d'une partie de la dette*", comme si les banquiers allaient vraiment y perdre quelque chose, quel manque de discernement, c'est lamentable, digne des commentaires que l'on trouve dans la presse nationale aux ordres.

La Chronique de Yan Legoff vous pouvez la retrouver sous la plume de journalistes dans Libération, Le Monde ou Le Figaro, donc aucun intérêt. Excusez-moi, j'avais lu trop vite semble-t-il, il a écrit : "*Mais les travailleurs de Grèce, de France et de tout le continent, n'ont pas dit leur dernier mot.*" qu'on se le dise, nous voilà bien avancés, pitoyable, non, en fait j'avais bien lu.

L'article signé Christel Keiser et Dominique Ferré se résume à une revue de presse, toujours sans la moindre trace d'analyse politique permettant de mettre en perspective les tâches et les objectifs politiques que les travailleurs grecs doivent se fixer. Inutile.

L'interview d'Hélène Zografaké-Telemè, membre du bureau exécutif du syndicat des enseignants du secondaire (OLME), n'apporte aucun élément propre à dégager une perspective politique. On frôle le néant politique...

Quelle est la position du POI sur le référendum annoncé par Papandréou ? Vous n'en saurez rien, à croire qu'il est incapable d'en avoir une !

Je mets en ligne les trois pages d'*Informations ouvrières* où figurent des articles sur la Grèce, ainsi vous pourrez vérifier que

je n'invente rien, malheureusement.

Que pense le POI de la proposition d'élections anticipées en Grèce ? Même punition, vous n'en saurez rien, ils ont cessé de penser les dirigeants de ce parti, ils prennent le train en route ou suivent comme ils peuvent les événements, c'est bien triste d'en arriver là. Ils préfèrent une fois de plus ouvrir leurs colonnes au parti stalinien (KKE) ou à Synaspismos qui en est issu et qui tient des propos délirants qu'*Informations* ouvrières relaient sans ajouter la moindre remarque : "*Je pense que si Papandréou a fait cette annonce du référendum, c'est parce qu'il a peur de la suite, il a peur des prochaines élections, il a peur que son parti s'effondre...*" comme si entre sauver le régime ou sauver son parti il y aurait le moindre doute dans sa tête. Ils soutiennent le Pasok comme ils peuvent...

Au fait, pourquoi le POI qui depuis le MPPT (1985) avance le mot d'ordre de la défense de la démocratie ne s'est-il pas engouffré dans cette brèche pour défendre la tenu de ce référendum même si les termes de la question posée aux électeurs ne sont pas ceux que nous aurions choisis ? Parce que le parti de l'opposition se nomme la Nouvelle démocratie ? C'est dur de s'y retrouver ou d'expliquer cela aux travailleurs, n'est-ce pas ?

Ne serait-ce pas par hasard leur démocratie au rabais qui conduirait à la dictature ? Cette démocratie ne serait-elle pas déjà une dictature en réalité ? Personne ou presque ne le disait hier encore, personne n'y pensait ou n'osait le dire à haute voix par crainte de s'aliéner le soutien de petit-bourgeois en profitant largement, et voilà que cela nous tombe d'un seul coup sur la tête, et le travailleur lambda de se demander comment il avait pu croire si longtemps que cette démocratie était la forme achevée du pouvoir politique, alors qu'elle était l'antichambre de la pire dictature qui soit.

Que vive la démocratie ou que vive la dictature se confondent, embarrassant, on comprend.

Page 16, la "*Question à un honorable sénateur*", non pas la question qui tue, la question stupide par excellence posée par Michel Sérac à M. Placé, sénateur Europe Ecologie-Les Verts : "*...de quel côté êtes-vous ? Celui du maintien de la loi réactionnaire Balladur- Sarkozy, ou celui des élus locaux, de l'abrogation et de la démocratie ?*" à propos de la contre-réforme territoriale, comme s'il n'avait pas déjà signifié clairement, ouvertement à plusieurs reprises, le comble c'est que Sérac le précise dans son article, Placé combat au côté de l'UMP dans le camp de la réaction, à croire que pour Sérac il doit posséder une qualité exceptionnelle, un don d'ubiquité !

Qu'est-ce qu'il vous faut de plus comme faits, comme preuves supplémentaires pour que vous cessiez une fois pour toute de vous adresser à ces réactionnaires, douteriez-vous qu'ils le soient vraiment, souhaitez-vous que les travailleurs et les militants en doutent ou continuent d'en douter que vous ne vous y prendriez pas autrement. En quoi cela aide-t-il le niveau de conscience politique des militants et des travailleurs à progresser, on serait curieux d'entendre votre réponse.

Mais où le POI a-t-il la tête demanderez-vous ?

Réponse page 8 : "*La délégation des maires à l'Elysée se prépare*" ou page 9 "*Le POI propose de présenter des candidatures ouvrières*", lors d'une réunion organisée par le POI à Roquebrun (Hérault). Et sur quelle ligne politique : "*annulation de la dette, tout de suite maintenant*", ben voyons, encore un numéro d'illusionnisme, alors que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait prendre un décret l'annulant, mais cela ne figure pas dans ce compte-rendu ni sans doute dans l'intervention des militants du POI. Ils sont révolutionnaires, socialistes, trotskystes, etc. les jours de fête seulement, ponctuellement dans une déclaration ou lors d'un meeting mais surtout pas sur le terrain : place aux illusions et aux grandes manoeuvres !

Les camarades du POI (CCI) qui m'ont écrit qu'ils n'avaient pas progressé politiquement ou qu'ils n'étaient pas capables d'analyser la situation par eux-même après avoir milité deux ou trois décennies dans ce courant politique, et qui se demandaient surpris pourquoi ont la réponse ici.

Vous pouvez prendre absolument toutes les questions qui sont abordées dans leur journal, vous ne trouverez jamais expliqué sur quoi repose finalement leurs analyses, encore moins leurs positions en dehors de références à des enseignements théoriques que leurs dirigeants ont appris un jour par coeur et qu'ils répètent sans cesse comme un moulin à prières, apparemment sans les avoir jamais vraiment compris à fond. Je dis cela très simplement, sans animosité ou prétention aucune.

Quelle surprise !

Un article du figaro.fr du 19 juin 2011 intitulé *La Grèce envisage un référendum sur la rigueur*, disponible sur Internet.

- "*Le premier ministre Georges Papandréou, qui joue son maintien au pouvoir, a annoncé la tenue probable d'une consultation populaire à l'automne.*"

Ils ne disent pas que des conneries au Figaro

«Lénine avait certainement raison. Il n'y a pas de plus subtil et plus sûr moyen de renverser les fondements d'une société que de corrompre sa monnaie», prétendait Keynes, cité aujourd'hui par les économistes de l'UBS à propos des pays du sud de la zone euro.

Pour l'Europe, le risque est autant politique qu'économique et financier. (lefigaro.fr 02.11)

Pour comprendre ce que voulait dire Lénine il fallait effectivement ajouter la dimension politique à cette crise. Pour jeter un clin d'oeil au dernier ouvrage que Jean-Jacques Marie consacre à Lénine *La révolution permanente*, on pourrait dire que la révolution permanente prend ses racines dans une crise économique, qui devient sociale, puis politique...

Sur la situation en Grèce, suite

Je ne reviens pas sur ce que j'ai écrit hier. Rien à ajouter non plus. Je précise que j'avais exposé ma position sur le référendum annoncé et je n'ai aucune raison de la modifier. Attendons de voir la suite.

Papandréou

Hier son porte-parole a assuré qu'il avait «*informé ses partenaires de ses intentions*» de soumettre à référendum l'accord européen de sauvetage du pays - une affirmation que personne ne confirme en Europe -, tout en reconnaissant que la date de l'annonce était restée «*confidentielle/hypocrisie*» de la droite grecque, accusée de dénoncer tout haut un accord qu'elle approuve tout bas. En clair, Papandréou a essayé de forcer l'union nationale.

Avant la réunion de Cannes, Papandréou assurait que la question porterait sur le plan de sauvetage et non sur la sortie de l'euro. (liberation.fr 02.11)

Je ne partage pas cette analyse, seule une défaite politique de la classe ouvrière pourrait le sortir d'affaire, provisoirement. Elle pourrait intervenir lors de ce référendum, on voit mal comment, lors d'élections anticipées, là aussi on voit mal comment puisque la majorité des Grecs savent qui n'ont de plus à attendre de la Nouvelle démocratie, le parti de droite équivalent de l'UMP. (lire la suite dans ma causerie d'hier)

Paris et Berlin

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont menacé mercredi la Grèce d'une suspension de l'aide européenne si Athènes n'acceptait pas d'appliquer tous les volets de l'accord conclu à Bruxelles jeudi dernier sur un sauvetage financier de ce pays.

"*Nous ne pouvons engager l'argent du contribuable européen (...) qu'à partir du moment où un certain nombre de règles (...) sont respectées*", a déclaré le président français lors d'une conférence de presse commune avec la chancelière allemande.

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont déclaré, à l'issue d'une réunion avec George Papandréou, qu'une nouvelle tranche d'aide ne serait versée à Athènes que lorsque la Grèce aurait accepté de mettre en oeuvre tous les aspects du compromis de Bruxelles et quand toute incertitude sur le référendum annoncé par le Premier ministre grec sur cet accord aurait été levée.

Nicolas Sarkozy a précisé que la France et l'Allemagne voulaient une "*réponse définitive*" et "*accélérée*" à la crise de la dette grecque, passant par une application de ce compromis.

Selon le président français, George Papandréou a indiqué que le référendum pourrait avoir lieu "*autour du 4 ou 5 décembre*". (Reuters 02.11)

Commission européenne

Barroso a lancé hier soir «*un appel urgent et vibrant en faveur de l'unité nationale et politique en Grèce*» : «*Sans l'accord de la Grèce au programme de l'UE et du FMI, les conditions pour les Grecs seraient plus douloureuses, en particulier pour les plus vulnérables.*» (liberation.fr 02.11)

Zone euro

Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) a décidé de suspendre une émission de dette à dix ans d'un montant maximum de trois milliards d'euros promis à l'Irlande, apprend-on mercredi de sources proches de l'opération.

Le fonds de sauvetage de la zone euro avait mandaté lundi Barclays Capital, Crédit agricole et JP Morgan, et les marchés s'attendaient à un prix d'émission et une adjudication mercredi.

L'opération devrait désormais être réalisée dans les deux semaines.

Depuis que les banques ont été mandatées pour l'émission, les conditions de marché se sont considérablement détériorées et la prime de risque exigée du FESF pour emprunter s'est accrue, en réaction à l'annonce en Grèce d'un référendum sur le plan d'aide européen.

L'obligation à 10 ans du FESF, qui se traitait à 75 points de base (pdb) au-dessus de la courbe des swaps quand les banques ont été mandatées se traite désormais 90 pdb au-dessus. (Reuters 02.10)

FMI

Les dirigeants européens sont déterminés à agir de façon coordonnée face à la crise dans la zone euro, a déclaré mercredi la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde. (Reuters 02.11)

On pourrait dire qu'elle enfonce des portes ouvertes, l'essentiel est ailleurs. Lagarde parle au nom des "dirigeants européens" qui appliquent la politique décidée à Washington, CQFD. La preuve.

L'Union européenne et le Fonds monétaire international ne verseront pas la sixième tranche d'aide à Athènes, de huit milliards d'euros, tant que la Grèce n'aura pas organisé le référendum annoncé par le Premier ministre George Papandréou, a-t-on appris mercredi de sources proches du FMI et de l'UE.

"Le conseil d'administration ne voudra pas verser d'argent à la Grèce pour se demander ensuite ce qui va se passer", a déclaré la source du FMI. "Le conseil voudra l'assurance que la Grèce respectera ses engagements et pour l'heure, Papandréou n'en est pas capable."

Quant à la source proche de l'Union européenne, elle a déclaré que les pays de l'Union s'étaient alignés sur la position du FMI et qu'ils ne verseraient rien tant que le Fonds n'aurait pas obtenu de clarifications de la part de la Grèce. (Reuters 02.11)

Autres déclarations

L'intégralité de la classe politique et l'opinion publique s'interrogent encore sur les motivations de Georges Papandréou.

Pour Nikos Mourkogiannis, consultant économique international, «*au retour de Bruxelles, Georges Papandréou a réellement compris qu'il ne pourrait pas gouverner sans la volonté du peuple et sans l'aval de ses propres députés. La grogne sociale s'exprime à tous les niveaux*», explique-t-il. Les nombreuses grèves et manifestations nuisent sérieusement au fonctionnement de l'État. Les administrations, centre d'impôts ou hôpitaux tournent au ralenti au point de saboter la mise en œuvre des mesures d'austérité imposées par l'Union européenne et le Fond monétaire international.

Au sein de l'UMP, le député UMP des Yvelines, Jacques Myard donne raison à Georges Papandréou: "*Il a décidé de consulter le peuple, provoquant une vague de récriminations plus stupéfiantes les unes que les autres*". (lexpress.fr 02.11)

La causerie d'hier après-midi (en France) sur la situation en Grèce.

Le début de cette causerie est datée du 3 avec un peu d'avance, de façon à inclure les dernières nouvelles après l'annonce de la tenue d'un référendum en Grèce par le Premier ministre Papandréou.

Voici en quels termes ce référendum pourrait être concocté : vous avez le choix entre accepter l'accord conclu à Bruxelles le 27 octobre dernier qui est un moindre mal, et le refuser, ce qui signifierait sortir de l'euro et davantage d'austérité.

Puisque tous les dirigeants du vieux monde ne peuvent pas admettre que les Grecs pourraient rejeter l'accord du 27 octobre avec la formidable régression sociale qu'il entraînerait pour toutes les couches exploitées du pays, et surtout les conséquences politiques dans toute la zone euro, même si les termes de ce référendum ne laissent pas vraiment le choix aux Grecs, entre la peste et le choléra, il mérite d'être soutenu et d'appeler à voter contre l'accord passé entre Papandréou, l'Union européenne et le FMI, aux masses exploitées grecques ensuite de trouver la voie de l'unité et de l'organisation pour renverser le régime.

En votant contre l'accord de Bruxelles du 27 octobre, ils infligeront une défaite politique à ceux qui l'ont signé dans le dos des travailleurs grecs, ils ont besoin de cette victoire pour prendre confiance en eux et continuer le combat...

Papandréou

«Le référendum fournira un mandat clair, mais aussi un message clair à l'intérieur et à l'extérieur de la Grèce sur notre engagement européen et notre appartenance à l'euro», déclare Papandréou. «Nous devons faire en sorte que les choses soient claires à tous points de vue, et je dirai au G20 (de mercredi, nldr) qu'il leur faudra finalement adopter des politiques qui garantissent que la démocratie soit maintenue au-dessus des appétits des marchés».

Son ministre de l'Intérieur, Haris Kastanidis, a déclaré par la suite que le référendum pourrait se tenir dès le mois de décembre.

"Il y a une possibilité d'organiser le référendum avant janvier, en décembre" si la Grèce et les partenaires internationaux se mettent d'accord sur les modalités de l'accord de l'aide plus rapidement que prévu, a-t-il déclaré à la télévision publique. (liberation.fr 02.11)

Le gouvernement grec

Le cabinet grec, réuni en session extraordinaire dans la nuit de mardi à mercredi, approuve «à l'unanimité» le projet de référendum. Le cabinet approuve aussi la décision de Papandréou de demander vendredi un vote de confiance du parlement. (liberation.fr 02.11)

OMC

«Ce que me disent mes copains grecs, c'est que ce référendum peut être gagné. Les Grecs sont probablement capables d'apprécier que c'est ça ou quelque chose d'encore pire», assure Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

Une sortie de la Grèce de la zone euro et l'abandon de la monnaie commune serait «plus douloureuse» pour les Grecs que les plans d'austérité successifs imposés au pays, en récession pour la 4e année de suite. (liberation.fr 02.11)

PS

François Hollande : «le premier ministre grec soumet cette question référendaire au Parlement grec. C'est son droit. C'est la légitimité du peuple grec d'être consulté, si le Parlement l'accepte».

«Si le référendum n'est pas décidé, de toutes façons, il faudra reprendre la question grecque, car on a bien compris qu'elle n'était pas vraiment réglée y compris avec le dernier sommet européen.» «Il est tout à fait important que les Grecs soient mis devant leurs responsabilités, sous une forme ou sous une autre, référendum ou pas, et que les Européens soient conscients que la question grecque n'est pas aujourd'hui réglée» (libération.fr 02.11)

Bref, que le peuple grec accepte ou non l'accord conclu lors du dernier sommet européen, il devra être appliqué et ils devront en subir les conséquences. Que disent Sarkozy, Merkel, Lagarde ? La même chose ou c'est plutôt lui qui leur emboîte le pas.

Papandréou est acculé, je pense qu'il n'a même pas la possibilité de poser cette question devant le Parlement.

Autres réactions

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble estime mercredi dans le *Financial Times Deutschland* que les Grecs soutiendront les réformes du gouvernement lors du référendum.

"Si la Grèce accepte le fardeau et les efforts exigés par les programmes d'aide, s'ils veulent demeurer dans la zone euro, ils soutiendront le plan", affirme-t-il. (Reuters 02.11)

L'annonce du référendum est «une bombe lancée sur les marchés», estime le gouverneur de la banque centrale de Taïwan. (liberation.fr 02.11)

La Chine espère que les pays de la zone euro appliqueront leur plan anticrise pour alléger la dette de la Grèce. (liberation.fr 02.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1-

Selon une étude présentée ce mercredi matin à Paris, le Cevipof, centre d'études de Sciences Po, en deux ans, la part de la population qui pense que leurs élus cherchent à tirer profit d'eux a augmenté de 12 points, tandis que 69% des Français estiment que les dirigeants politiques sont "plutôt corrompus". 83% jugent par ailleurs que leurs préoccupations sont peu ou pas prises en compte. Bref, c'est le désamour intégral.

"*On ne vote pas forcément pour les gens qu'on aime*", tempère Pascal Perrineau, le directeur du Cevipof, pour justifier deux chiffres paradoxaux avec ceux précités: 60% des personnes interrogées s'intéressent à la politique (contre seulement 55 en 2009) et près de 80% des sondés affirment qu'ils iront voter en 2012. Pour dire quoi? Qu'il y a trop d'immigrés en France (60%), qu'il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres (73%), 58 % des Français demandent une régulation forte de l'économie (+6 points par rapport à décembre 2009) et qu'il faut réformer le système capitaliste (49%).

Depuis son pupitre, Pascal Perrineau qualifie la demande de protectionnisme de "vertigineuse". Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon président, alors?

Non, car 66% des Français n'ont jamais eu confiance en l'une comme en l'autre. Tandis que 56% d'entre eux se disent inquiétés par la présidente du Front national, qui, néanmoins, glane la palme du "*concernant*": avec 35% de gens assurant qu'elle comprend leurs problèmes, elle devance tous les autres responsables politiques nationaux.

Les deux grands perdants de l'étude, à écouter Pascal Perrineau, sont l'écologiste Eva Joly et le centriste François Bayrou. "Une fois de plus, on voit que les Verts n'ont pas choisi le bon candidat", juge le directeur du Cevipof, s'appuyant sur les seulement 8% de sondés qui ont "toujours eu confiance" en elle. Quant à Bayrou, il serait victime d'un "phénomène d'usure", pour s'être "trop banalisé". (l'express.fr et lemonde.fr 02.11)

La confiance dans la gauche augmente de 12 points rapport à décembre 2009 pour se situer à 27 % alors que celle dans la droite baisse de un point à 21 %.

Voilà qui est bon signe, si une majorité estime que les élus des partis institutionnels et leurs satellites sont corrompus et se foutent bien de leurs problèmes, ils sont plus nombreux à s'intéresser à la politique, il ne leur reste plus qu'une étape à franchir pour prendre leur destin en mains, le plus difficile. On y vient, patience camarades.

Les 27% qui font "*confiance dans la gauche*" doivent correspondre au poids dans la société des couches de la petite-bourgeoisie les plus frappées par la cure d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement, ainsi que les couches moyennes.

1.2- Pour conserver les apparences... et préserver le régime

1.2.1- Le Sénat, à majorité de gauche, a rejeté mercredi en commission le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2012, jugeant «indigent, irresponsable et irréaliste» ce texte, d'abord soumis à l'Assemblée et que les députés devaient adopter en séance dans l'après-midi. (libération.fr 02.11)

1.2.2- Le Président du Sénat, prenant en compte la grogne des élus locaux face à la réforme des collectivités, avait fait de son abrogation l'argument principal de la campagne sénatoriale. La PPL Sueur, présentée le 26 octobre dernier, prévoit ainsi de renforcer les attributions des élus locaux.

Lancée par le gouvernement, la réforme territoriale devait achever, à marche forcée et sous la houlette des préfets, le regroupement des communes d'ici le 31 décembre 2011, sous la forme de schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI). La commission des lois avait ensuite décidé de repousser le délai de deux ans, et donné la main aux élus au détriment des préfets.

L'abrogation du conseiller territorial, élément symbolique et incontournable de la réforme voulue par Nicolas Sarkozy sera donc la prochaine étape. Un texte allant dans ce sens sera présenté le 15 novembre par le groupe communiste. (publicsenat.fr 02.11)

On s'en tape complètement, puisque c'est l'Assemblée nationale dominée par l'UMP qui aura le dernier mot. Cependant, on pourrait se servir de cet élément pour mettre en évidence l'aspect profondément antidémocratique des institutions de la Ve République, à l'opposée de la campagne du POI qui légitime le Sénat et Sarkozy.

1.2- La milice, le retour

Claude Guéant en visite lundi à Saint-Ouen a annoncé l'élargissement de la réserve de la police (anciens policiers et jeunes retraités) à tous les citoyens lambda. Ils seront formés et rémunérés pour mener des actions de sécurité. (20minutes.fr 02.10)

Commentaire d'un internaute.

- *"Charles Pasqua l'appelle à ses côtés, en 1994, au ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, comme directeur-adjoint de cabinet, puis le nomme directeur général de la police nationale. Tout est dit !"*

2- Israël

Israël serait en train d'envisager plus sérieusement que jamais une attaque préventive contre les installations nucléaires iraniennes. Depuis plusieurs semaines déjà, des diplomates étrangers s'alarment des préparatifs israéliens. L'éditorialiste Nahum Barnea du quotidien Yedioth Ahronoth a porté le débat sur la place publique en Israël vendredi dernier, en laissant entendre que Nétanyahou et son ministre de la Défense Ehoud Barak auraient déjà pris la décision de lancer une attaque contre l'Iran.

Barak a précisé lundi qu'aucune décision n'avait été arrêtée. Sans vraiment convaincre, puisqu'il a ajouté le lendemain à la Knesset qu'il pouvait y avoir «des situations sensibles dans lesquelles Israël devra défendre ses intérêts vitaux de façon indépendante».

Mercredi, le quotidien Haaretz, citant une source officielle israélienne, confirmait que Nétanyahou et Barak s'efforçaient de convaincre une majorité au sein du cabinet, et que Liberman, le ministre des Affaires étrangères, se serait déjà rallié à cette option.

S'il reste difficile de mesurer à quel point ces rumeurs sont fondées, la possibilité d'un raid israélien contre les installations nucléaires iraniennes est loin d'être une simple spéculation.

Israël a déjà par deux fois lancé des attaques surprises contre des sites nucléaires au Moyen-Orient. En 1981, l'aviation israélienne avait détruit le réacteur irakien d'Osirak, puis, en septembre 2007, une installation nucléaire secrète en Syrie.

Dans les deux cas, les raids n'ont été précédés d'aucune escalade verbale ou diplomatique, ni par un débat public. Ces opérations ont été chaque fois décidées par le cabinet restreint.

Les précédents chefs sécuritaires israéliens, Meir Dagan au Mossad, Gabi Ashkenazi, à l'état-major, Amos Yadlin à la tête d'Aman, le renseignement militaire, et Yuval Diskin au Shin Beth, les services de sécurité intérieure, opposés à une aventure militaire contre l'Iran, ont tous été remplacés au cours de l'année écoulée. Leurs successeurs, Tamir Pardo, Benny Gantz, Aviv Kochavi et Yoram Cohen, ont été nommés par Nétanyahou, et ne pèsent pas autant que leurs prédécesseurs.

L'Agence internationale pour l'énergie atomique devrait rendre un rapport important sur le programme nucléaire iranien la semaine prochaine. De nouvelles sanctions pourraient cependant se heurter à l'opposition de la Chine et de la Russie.

Les opérations secrètes, attribuées au Mossad, ont elles aussi considérablement ralenti le programme. Au moins trois savants atomistes iraniens ont été assassinés mystérieusement au cours des deux dernières années. Un étrange virus informatique, Stuxnet, a dérégulé les centrifugeuses produisant de l'uranium enrichi. De tout aussi mystérieuses explosions ont saboté des installations souterraines iraniennes en octobre 2010. Mais les actions clandestines, dont Meir Dagan avait été le grand ordonnateur sont partielles.

Benjamin Nétanyahou, qui répète depuis sa réélection en 2009 qu'un Iran nucléaire ferait peser sur Israël une menace existentielle, et Ehoud Barak, son ancien supérieur quand il servait au commando Sayeret Matkal, forment un tandem étroitement soudé. Ils ne peuvent décider seuls d'une opération contre les sites nucléaires iraniens, qui, par son ampleur, sa difficulté, et par les risques de conflagration régionale qu'elle comporte, serait sans précédent. Mais ils peuvent peser de tout leur poids en sa faveur s'ils considèrent qu'elle devient inévitable. (lefigaro.fr 12.11)

3- Leur monde

Le monde ne tourne pas rond. Et va de plus en plus mal. Imaginer qu'il y a sur cette terre 1,5 milliard de personnes en surpoids pour 925 millions d'autres souffrant de la faim crée un malaise certain, selon les statistiques de la Fédération internationale de la Croix-Rouge, publiées fin septembre en Inde.

«Si la libéralisation des marchés a abouti à une situation où 15% de l'humanité a faim tandis que 20% est en surpoids, il y a quelque chose qui n'a pas marché quelque part», a souligné le secrétaire général de l'organisation, Bekele Geleta.

En trente ans, l'obésité a doublé dans le monde. Et les enfants de moins de 5 ans sont de plus en plus touchés, selon l'OMS.

En Afrique, le nombre d'obèses dans cette catégorie d'âge a bondi, passant de 4 millions en 1980 à 13,5 millions en 2010, soit de 4% à 8,5% de l'ensemble des enfants de cet âge. Contrairement à leurs parents, ces enfants consomment dès le plus jeune âge beaucoup plus d'aliments industriels qui contiennent beaucoup de graisses et de sucre et passent leur temps libre devant la télévision.

Les boissons gazeuses, le fameuses «sucreries», sont redoutables. Dans les familles des classes moyennes africaines, elles tendent à remplacer l'eau à table. Logiquement, les maladies cardio-vasculaires et le diabète enregistrent des hausses foudroyantes. Pour de nombreux jeunes, l'accession à la modernité occidentale passe par la «junk food», la malbouffe.

La sécheresse frappant la Corne de l'Afrique et la famine qui menace 12 millions de personnes a aujourd'hui disparu des écrans radars de l'actualité mondiale, même si la situation reste alarmante. Le monde a montré peu de solidarité pour les petits Somaliens qui lui tendaient la main. Cette indifférence a été constatée en Occident mais aussi dans les pays arabo-musulmans (à l'exception notable de la Turquie), en Chine et même dans le reste de l'Afrique. Ce manque de solidarité envers la Somalie, dévastée par 20 ans de guerre civile, écartelée entre chefs de guerre sanguinaires et miliciens shebab fanatiques, en dit long sur l'état du monde en 2011.

Mais il n'y a pas que la Somalie qui crie famine, la malnutrition augmente en République démocratique du Congo (RDC), au Burundi et dans toute la bande sahélienne. (Slateafrique.com)

Tous les matins en pensant aux derniers méfaits du vieux monde contre les peuples les plus faibles que je vais découvrir sur Internet, j'ai vraiment envie de gerber et bien davantage encore... L'air de rien, on s'en prend plein la gueule tous les jours, ce n'est pas une raison pour déprimer ou se laisser aller, au contraire cela doit nous aider à nous forger un caractère de fer, à renforcer notre détermination à combattre pour en finir avec ce vieux monde pourri.

Pour rappel, dans le monde toutes les six secondes, un homme, une femme ou un enfant meurt de faim ou de malnutrition.

Social

France

1- Le Moyen-Age ou la barbarie

Une femme SDF, vivant sous une tente avec son mari dans une rue de Paris, a accouché mardi d'une petite fille dont le décès a été constaté à 13H50 malgré l'intervention des pompiers et du Samu, a-t-on appris de source policière.

Selon le collectif les Morts de la Rue, le couple vivait depuis peu sous une tente, rue de l'Observatoire dans le XIVe arrondissement et il n'était pas connu des services habituels de maraude.

Selon des éléments recueillis à la mairie de Paris, la mère est âgée de 38 ans, le père, 39 ans et ils sont tous les deux nés en France. On ignore si l'enfant était mort-né.

Dans la capitale, faute d'alternative, une trentaine de familles sans-abris sont encore hébergées par les services d'urgence des hôpitaux de Paris. Un constat qui inquiète alors que, le gouvernement a finalement renoncé à ses restrictions budgétaires. Benoist Apparu, secrétaire d'Etat au Logement avait, en effet, au début de l'été dernier, annoncé que 4500 places d'hébergement d'urgence allaient être supprimées au profit de l'accueil dans des logements.

L'annonce avait provoqué la grogne des associations, le Samu social en tête, qui avait fermé son seul centre parisien. En signe de protestation, le docteur Xavier Emmanuelli, fondateur du Samu social, avait même démissionné. La crise avait finalement été résolue dans le courant du mois d'août. La mairie de Paris se substituant au gouvernement en finançant les places d'accueil: pour l'essentiel des nuits dans des hôtels de la capitale et de sa banlieue.

Reste que ce si le financement de l'hébergement d'urgence paraît, pour l'heure, revenu à son niveau antérieur, il n'assure pas pour autant l'hébergement de tous comme le prouve la présence de familles dans les services hospitaliers qui offrent un dernier refuge.

Les services sociaux et les associations d'aide aux SDF sont, il est vrai, confrontés désormais à un "public" très différent. A sa création, il y a dix huit ans, le Samu social venait essentiellement en aide à des SDF "classiques" - clochards, zonards cassés par la rue... Depuis, cette population a cédé la place à des familles, des mineurs et beaucoup de femmes seules accompagnées d'enfants.

En 2010, la capitale comptait ainsi 3700 familles SDF, soit 11 200 personnes contre 3000 en 2009. Conséquence de la crise et de l'arrivée d'une immigration récente issue des pays de l'Est où d'Afrique sub-saharienne, cette détérioration de la situation ne

paraît pas devoir s'interrompre. Et la baisse annoncée des crédits européens pour le financement des associations distribuant de la nourriture aux plus démunis n'est pas de nature à améliorer le sort des plus pauvres. (libération.fr et l'express.fr 02.11)

2- Quel Jenni ! Des intellectuels bien mal inspirés.

"*L'Art français de la guerre*", premier roman d'Alexis Jenni, aux éditions Gallimard, a reçu mercredi le prix Goncourt, le plus prestigieux des prix littéraires français.

Sur les six dernières années, les prix Goncourt ont été vendus à 400.000 exemplaires en moyenne, d'après une étude de GfK. (Reuters 02.11)

Economie

Portugal

Le Portugal emprunte 1,244 milliard d'euros en bons du Trésor à trois mois, à des taux d'intérêt en légère hausse par rapport à la dernière opération similaire: l'Etat portugais est parvenu à placer ces titres au taux de 4,997%. (liberation.fr 02.11)

Le double de l'Allemagne.

[Haut de page ↗](#)

Le 4 novembre

CAUSERIE

Il est déjà 13h30 chez moi, 9h chez vous, trop tard pour corriger les fautes. L'actualisation du site m'a pris 6h ce matin. Il faut en vouloir, n'est-ce pas, surtout dans un environnement aussi hostile ou si peu fraternel, je parle du mouvement ouvrier français et son avant-garde. J'ai ajouté deux articles en ligne, dans la rubrique économie et politique.

Quel boulot ! A part un courriel d'encouragement reçu d'un camarade hier, aucune contribution politique ou simple réflexion sur le développement de la situation en Grèce, donc on s'en passera. Vous ne voulez pas prendre de risques, vous avez raison, c'est le meilleur moyen de ne jamais progresser ! Vous craignez quoi, qu'on vous juge, il n'y a pas de procureurs parmi nous. J'ai donc décidé d'en prendre et tant pis pour les erreurs, on rectifiera plus tard s'il y a lieu.

Entre nous, ce matin en prenant connaissance des derniers rebondissements intervenus hier après-midi en Grèce, il m'a fallu moins de cinq minutes pour en comprendre la signification qui n'entraîne qu'une légère modification de la tactique que j'avais développée depuis l'annonce d'un référendum, et aucune sur le plan stratégique, le combat devant être axé contre les institutions.

Pour rappel, nous avons soutenu l'idée d'un référendum en indiquant que le peuple grec pourrait s'en saisir pour infliger une défaite à la fois au gouvernement Papandréou, au Pasok et à la Nouvelle droite qui soutient l'accord de Bruxelles du 27 octobre, en précisant que les masses exploitées avaient besoin d'une victoire politique pour prendre confiance en elles et amplifier leur mobilisation, processus au cours duquel elles devaient s'organiser et centraliser toutes les couches déjà mobilisées afin de se doter d'un organisme politique indépendant de l'Etat dans la perspective du renversement des institutions.

Du reste, il faut préciser que l'alternative qui aurait été proposé aux Grecs à travers ce référendum, rester ou sortir de l'euro et de l'Union européenne, si elle était interprétée comme devant choisir entre la peste et le choléra, parce que dans les deux cas, conserver l'euro ou revenir au drachme se traduirait de toutes manières par d'immenses sacrifices pour le prolétariat grec, cette interprétation de l'enjeu de ce référendum dans un sens ou dans l'autre s'inscrivait dans la perspective du maintien du régime capitaliste et des institutions et correspondait à l'idée que s'en faisait les opposants à ce référendum, ne pouvant concevoir ou interdisant à la classe ouvrière toute issue politique conforme à ses intérêts une fois rompu les liens avec l'Union européenne.

Et ce n'est pas un hasard si les principaux partis politiques en Grèce (PASOK, KKE et Nouvelle démocratie), l'UE et tous les chefs d'Etat présents au G20 se sont prononcés contre la tenue de ce référendum. Même constat en France, sans exception, et ceux qui ont déclaré qu'ils y étaient favorables, à "gauche" se sont empressés d'ajouter que c'était dans l'espoir que le oui l'emporterait, quant aux souverainistes et à l'extrême droite, les premiers l'ont soutenu parce qu'ils rêvent de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers pour revenir à la situation où les Etats dominants il y a un demi-siècle ou davantage dominaient le monde et non pour que le prolétariat s'émancipe du capital, les seconds l'ont soutenu dans la même perspective mais sans y

croire vraiment, tout en étant animés d'une autre intention, se préparer politiquement et préparer les conditions d'un affrontement entre les différentes nations en Europe dans la foulée de l'éclatement de l'économie mondiale, le fascisme demeurant le dernier rempart du régime contre la révolution socialiste.

Tous ceux qui se sont prononcés contre ce référendum ou qui par leur silence s'y sont opposés, se sont dressés comme un seul homme pour soutenir le régime en Grèce et l'Union européenne en proie à une crise inextricable, qui lui sera fatale à terme.

Une question. Comment se fait-il que les pourfendeurs du consensus UMP-PS en France , PASOK-Nouvelle Démocratie en Grèce n'aient pas saisis cette occasion pour soutenir l'idée d'un référendum une fois annoncé par Papandréou ?

- Georges Papandréou s'est dit prêt "à parler avec le chef de la droite (Nouvelle Démocratie) Antonis Samaras pour avancer sur la base d'un (gouvernement) de consensus". (lepoint.fr 03.11)

Le choix était donc très clair entre la recherche d'un consensus pour imposer l'accord du 27 octobre et le référendum qui aurait signifié son rejet, et la réponse devait être spontanée. Ceux qui n'ont pas appuyé le référendum dont Papandréou dira qu'il "n'a jamais été une fin en soi" se sont placés d'eux mêmes dans le camp de ceux qui cherchaient à tout prix les moyens de réaliser un consensus. Les camarades du POI feraient bien de s'interroger sur les réelles intentions de leurs dirigeants ou sur l'orientation politique de leur parti, si je peux me permettre de formuler un conseil.

Sarkozy, Merkel, Barroso, Lagarde, Obama et l'ensemble des dirigeants des principaux partis politiques en Grèce peuvent être satisfaits, au-delà de l'union nationale en Grèce, ils ont réussi à réaliser l'union internationale de tous les partis bourgeois et ouvriers contre la classe ouvrière grecque et au-delà contre l'ensemble prolétariat européen.

Dans ces conditions, on voit mal comment le prolétariat grec pourrait s'en sortir, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il va se résigner du jour au lendemain à subir de nouveaux sacrifices. Quelles tâches et perspectives politiques pouvons-nous lui proposer ?

Sur le plan tactique.

La tenue d'un référendum ayant épouvanté tout ce que compte de réactionnaires et de contre-révolutionnaires la Grèce, n'étant pas sur place pour juger de la situation, il semble que se battre pour qu'il ait lieu soit une position correcte, en même temps si aucune organisation ou parti politique ne relaie ce mot d'ordre, on ne voit pas comment les masses pourraient s'en servir pour amplifier leur mobilisation et lui donner une orientation politique correcte. C'est aux camarades révolutionnaires sur place d'en juger.

Si maintenant il fallait abandonner la revendication d'un référendum, il faudrait peut-être attendre de voir ce qui va se passer dans les heures et les jours à venir pour définir une nouvelle tactique. Cependant on peut s'y risquer avec les quelques éléments en notre possession qui permettent d'entrevoir la situation qui se dessine dans les prochains jours.

Quels sont ces éléments et les différents scénarios envisagés par le PASOK et la Nouvelle démocratie ?

Commençons par la liste de ces éléments, on verra ensuite comment ils peuvent s'articuler : vote négatif ou positif au Parlement ce jour, dissolution ou non du Parlement, démission de Papandréou, élections anticipées, union nationale avec ou sans Papandréou, gouvernement de transition formé par la Nouvelle droite sous la direction de Papandréou.

Faisons un point avec les dernières infos qui nous sont parvenues.

George Papandréou a conclu un accord avec ses ministres par lequel il s'engage à démissionner et à laisser la place à un gouvernement de coalition s'ils l'aident à remporter vendredi un vote de confiance au parlement grec, a-t-on appris jeudi de sources gouvernementales.

L'opposition conservatrice exige pour sa part le départ du chef du gouvernement et la tenue d'élections législatives anticipées dans un délai de six semaines.

(A Papandréou, plusieurs ministres emmenés par Evangelos Venizelos, le titulaire du portefeuille des Finances) "Il lui a été dit qu'il devait se retirer dans le calme afin de sauver son parti", a dit l'une de ces sources gouvernementales grecques à Reuters, sous le sceau de l'anonymat. "Il a accepté de démissionner."

"Venizelos lui a dit qu'il devait effectuer une sortie honorable à la fois pour lui et pour son parti et que les ministres l'aideraient en ce sens", a-t-on dit de même source. "Cela à condition qu'il survive au vote de confiance, ce qui n'est pas du tout certain."

Un ministre présent à la réunion a déclaré que George Papandréou avait accepté le principe de sa démission à la suite d'un accord

de coalition avec Nouvelle Démocratie, le parti conservateur d'opposition emmené par Antonis Samaras.

"C'était ça l'accord", a dit ce ministre ayant requis l'anonymat. "Les choses s'avèrent difficiles maintenant parce que Samaras fixe toutes les conditions."

Selon des sources internes à Nouvelle Démocratie, le parti conservateur envisage la formation d'un gouvernement de techniciens chargé de diriger le pays pendant un mois à six semaines et il pose comme condition essentielle la démission de George Papandréou.

"Nous ne demandons même pas d'avoir nos représentants au sein de ce gouvernement. En fait, la meilleure solution serait qu'il soit totalement apolitique", a dit un responsable de Nouvelle Démocratie.

Au sein du gouvernement, on dit que les dirigeants socialistes engageront les négociations sur un mandat de six mois pour ce gouvernement, afin d'obtenir au bout du compte une durée de trois mois.

Les deux camps sont d'accord pour que ce gouvernement ratifie l'accord conclu le 27 octobre à Bruxelles avant de conduire le pays jusqu'à des élections.

Un peu plus tôt jeudi, George Papandréou a déclaré qu'il était prêt à renoncer à son projet de référendum si l'opposition était pour sa part disposée à soutenir au parlement l'accord conclu à Bruxelles.

Le référendum "n'a jamais été un objectif en soi", a-t-il dit, en assurant que, si une telle consultation devait avoir lieu, elle ne porterait pas sur la maintien ou non de la Grèce dans la zone euro.

George Papandréou s'est pour sa part félicité d'avoir, par sa proposition, débloqué la situation politique et contraint Antonis Samaras à soutenir l'accord de Bruxelles.

"Je suis ravi que l'ouverture de la discussion via le projet de référendum ait provoqué un choc positif", a-t-il dit. "Si l'opposition vient à la table des négociations pour soutenir le plan de sauvetage, alors un référendum n'est pas nécessaire."

Dans un communiqué, Antonis Samaras a demandé *"la formation d'un gouvernement de transition, temporaire, avec un mandat exclusif pour convoquer des élections, et (...) la ratification du plan de sauvetage par le Parlement actuel"*.

"Là où nous en sommes arrivés, à cause de la politique du gouvernement, le nouvel accord de financement est inévitable et doit être garanti", a-t-il ajouté, revenant sur ses précédentes prises de position jusqu'alors hostiles aux nouvelles mesures d'austérité. (Reuters 04.11)

Avant de poursuivre, il faut noter que tous les partis grecs institutionnels appellent à des élections anticipées, alors que ce mot d'ordre n'a jamais été repris par la majorité des manifestants depuis des mois.

Partant de là, au moins trois scénarios institutionnels sont possibles.

1- Papandréou n'obtient pas la majorité aujourd'hui au Parlement et il démissionne. Je n'ai pas la Constitution grecque sous les yeux, mais si c'est le Président de la République qui nomme le Premier ministre, il peut nommer à sa place le ministre des Finances, Evangelos Venizelos, qui enterrera définitivement le référendum et formera un gouvernement d'union nationale ou un gouvernement de transition composé uniquement de membres de Nouvelle Démocratie. Le scénario idéal pour eux.

2- Papandréou n'obtient pas la majorité au Parlement et le dissout en appelant à des élections anticipées. Problème, l'accord sur les décisions arrêtées le 27 octobre à Bruxelles est repoussé d'au moins un mois, après la formation d'un nouveau gouvernement, alors qu'il y a urgence du côté de la trésorerie de l'Etat.

3- Papandréou obtient la majorité au Parlement et s'aligne sur les positions de son ministre des Finances citées ci-dessus. Pas sûr que cela suffise, la Nouvelle Démocratie exige sa tête.

J'ajoute plus tard cette précision tirée d'un article de Libération.fr :

- "Selon la constitution grecque, une démission du Premier ministre n'entraînerait pas forcément la tenue d'élections législatives anticipées, mais déclencherait la recherche d'une majorité gouvernementale dans un délai maximal de neuf jours.

Si une majorité n'est pas possible au sein du Pasok (socialiste), le président de la République peut essayer de former

un gouvernement de coalition avec des représentants de l'opposition, ou de l'ensemble des partis représentés au parlement."

Bref, toutes les combinaisons sont possibles du moment qu'elles concourent à sauver le régime, on s'en doutait !

Quel que soit le scénario institutionnel qui va découler du vote aujourd'hui au Parlement, la question est de définir une tactique à partir du rejet de la politique d'austérité concoctée par l'UE et le FMI, approuvée par le gouvernement, le PASOK et la Nouvelle Démocratie, donc contre l'union nationale.

La classe ouvrière ne pouvant plus se saisir du référendum, elle doit se donner pour objectif de s'organiser et de rassembler ses forces, de les structurer de l'échelon local jusqu'au niveau national pour résister au rouleau compresseur de l'union nationale, en ajoutant à ses revendications sociale des objectifs politiques, dont l'annulation de l'accord de Bruxelles que le prochain gouvernement signera, condition indispensable pour entrevoir une issue politique correspondant à ses besoins.

Sur le plan stratégique.

Le combat doit se concentrer contre les institutions inféodées à l'Union européenne et au FMI.

Des institutions qui ont démontré à travers cette expérience et les partis qui les dominent, qu'elles étaient au service du capitalisme qui les avait créées, et par conséquent qu'il était impossible qu'elles soient également au service des masses exploitées. En conclusion, la classe ouvrière doit se donner pour objectif politique de se doter de ses propres organes de pouvoir politique indépendant de l'Etat afin de renverser les institutions en place et de constituer un gouvernement ouvrier révolutionnaire, la seule solution pour pouvoir rompre avec l'euro et l'Union européenne, annuler la dette de l'Etat, abroger toutes les mesures antisociales adoptées par le gouvernement et votées par les députés au cours des dernières années, s'attaquer aux fondements du capitalisme afin de pouvoir réorganiser la production et la société sur la base des besoins de toutes les couches exploitées qui constituent l'immense masse de la population.

Nous nous arrêterons là pour aujourd'hui. Vous voyez camarades, ce n'est pas si compliqué que cela de définir une tactique et une stratégie conforme aux intérêts des travailleurs grecs qui permet de faire un pas en avant vers le socialisme.

Les dirigeants du POI, du NPA et de LO en sont apparemment incapables, un simple constat.

Je ne sais pas si les militants se rendent vraiment compte de ce que cela signifie, je ne le pense pas : lorsque dans le feu de l'action il faut analyser la situation avec le plus de précision possible et d'urgence prendre des décisions dont peut découler l'évolution de la situation dans un sens ou un autre, ils pointent aux abonnés absents. Ils ne peuvent pas s'en remettre à des principes ou réciter des enseignements du marxisme appris par coeur, ils sont réduits au silence, à l'impuissance, au rôle d'observateurs.

Déclarations sur la situation en Grèce

Papandréou

Jeudi, Georges Papandréou a annoncé être prêt à retirer son projet, à condition que la droite vote le plan de sauvetage européen. *"Même si nous n'allons pas à un référendum, qui n'a jamais été une fin en soi (...), je salue la position du parti de l'opposition"*, a-t-il déclaré dans un communiqué.

Georges Papandréou s'est dit prêt *"à parler avec le chef de la droite (Nouvelle Démocratie) Antonis Samaras pour avancer sur la base d'un (gouvernement) de consensus"*. Il a proposé que deux de ses proches, *"le ministre des Transports Dimitris Reppas et son conseiller Nikos Athanassakis, se chargent des négociations avec des responsables du parti de droite sur cette base"*. *"Je crois en ce moment historique que les partis politiques peuvent se mettre d'accord"*, a souligné Georges Papandréou.

Plus tard dans l'après-midi, le chef du gouvernement a toutefois déclaré que des élections anticipées seraient *"catastrophiques"* pour la Grèce. (lepoint.fr 03.11)

Selon Le Figaro. Le premier ministre a fait une nouvelle fois marche arrière. Face à son groupe parlementaire, Papandréou a annoncé qu'il n'organiserait ni élection - estimant qu'elles constitueraient une *«catastrophe»* -, ni référendum - *«qui signifierait la sortie de l'euro»*. Mais il s'est dit toujours disposé à dialoguer avec l'opposition pour *«mettre en œuvre le plan d'aide de l'Union européenne»*. (lefigaro.fr 03.11 à 23h27)

Nouvelle Démocratie

Le matin même, Antonis Samaras avait proposé la formation d'un gouvernement de transition qui aurait comme mission la ratification en premier lieu de l'accord européen avant le déroulement des élections législatives anticipées. *"Là où on en est arrivé"*

avec la politique du gouvernement (socialiste), le nouvel accord sur la poursuite de l'aide à la Grèce est inévitable et il faut le garantir", a déclaré Antonis Samaras. (lepoint.fr 03.11)

Le chef de l'opposition conservatrice grecque a appelé à la démission du Premier ministre socialiste Georges Papandréou jeudi et a claqué la porte du Parlement avec son groupe pendant le débat sur le vote de confiance au gouvernement prévu vendredi. (AP 03.11)

PASOK

Un petit groupe de députés du Pasok en Grèce prépareraient une proposition pour former un gouvernement de coalition avec à sa tête Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), a-t-on appris jeudi de sources proches de la formation politique.

La directrice de cabinet de George Papandréou a toutefois assuré que le Premier ministre n'avait nullement l'intention de démissionner. (Reuters 03.11)

Sarkozy

"En tout cas nous sommes très heureux qu'il se trouve suffisamment de responsables politiques en Grèce pour avoir compris le message et se hisser au dessus des intérêts partisans pour parler d'intérêt national". (AP 03.11)

L'intérêt national se confondant naturellement avec celui de l'aristocratie financière, tandis que les "intérêts partisans", entendez ceux des travailleurs devaient être foulés aux pieds, normal en sorte de sa part.

La Bourse

L'éventualité de voir Athènes renoncer au référendum annoncé par surprise lundi soir semblait rassurer les investisseurs: alors qu'ils avaient ouvert en baisse, les marchés européens étaient en nette hausse en début d'après-midi.

G20

Sarkozy.

«Les pays en excédent témoignent de leur volonté d'aider la croissance mondiale», a déclaré le président français (20minutes.fr). Avec la chancelière Angela Merkel, *"nous avons indiqué la volonté européenne d'aller très vite dans la mise en oeuvre du FESF"*, le Fonds européen de stabilisation financière chargé d'aider les pays en difficulté, a-t-il rappelé. (AP 03.11)

Pas de bol, le président chinois a martelé une nouvelle fois qu'il ne mettrait pas un centime dans le FESF avant d'être assuré qu'il n'y laissera pas des plumes ! Sarkozy a avoué à sa manière qu'il y a comme un problème sur cette question sans craindre de se contredire et de se ridiculiser, il a une trop haute idée de lui-même pour cela, en précisant *«il faut mettre d'accord beaucoup de gens»*. (20minutes.fr) C'est plus facile à se mettre d'accord sur la question de la dette grecque quand on est deux, lui-même et Merkel, les autres chefs d'Etat de la Zone euro ou de l'UE comptent pour du beurre, ils ont dû apprécier !

De son côté, le Premier ministre japonais, Yoshihiko Noda, a affirmé attendre des détails concrets avant de décider ou non de participer au renflouement de la zone euro. (liberation.fr 03.11)

Même punition concernant la taxation des transactions financières, *"moralelement absolument incontournable"* mais physiquement *"absolument"* contournable !

Une taxe sur les transactions financières est *"moralelement absolument incontournable"*, a jugé jeudi le président français Nicolas Sarkozy lors d'une conférence de presse au sommet du G-20 à Cannes.

"Inutile de vous dire qu'il n'y a pas consensus", a précisé le président. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni notamment s'opposent à une telle taxe. (AP 03.11) Pas de bol décidément, bref encore un sommet pour des prunes ou presque !

BCE. Mario Draghi issu de Goldman Sachs n'a pas perdu de temps : Cadeau !

La Banque centrale européenne (BCE) a, contre toute attente, réduit ses taux directeurs d'un quart de point jeudi, les préoccupations liées à l'aggravation de la crise de la zone euro l'ayant emporté sur une inflation toujours élevée.

Le taux de refinancement, son principal taux directeur, est ainsi ramené à 1,25%. Le taux de facilité de dépôt est ramené à 0,5% et le taux de prêt marginal revient à 2,0%.

L'annonce de la BCE a donné un coup de fouet aux Bourses européennes. (Reuters 03.11)

La BCE va pouvoir prêter aux banques à un taux encore plus faible, histoire entre autres d'amortir les "pertes" subies avec les obligations grecques, etc

Les Banques. Sauve-qui-peut et grandes manoeuvres!

Les banques, en particulier BNP Paribas et ING, ont décidé de se délester de milliards d'euros de dette souveraine de la zone euro, afin de réduire leur exposition aux pays jugés les plus fragiles de la région.

D'autres établissements financiers devraient leur emboîter le pas, échaudés par la crise de la zone euro, encore accentuée par les spéculations sur une sortie de la Grèce de l'euro, ce qui dévaloriserait la dette publique de la République hellénique.

"La valeur de marché de la dette des pays qui sont surveillés de plus près devrait baisser encore avec le désengagement des banques vis-à-vis de la dette souveraine", a observé mercredi Charles Dallara, directeur général de l'Institut de la finance internationale (Ifi).

Le gouvernement français a demandé à la banque de ne pas vendre la dette grecque qu'elle détenait, afin de ne pas contribuer à la déstabilisation de la zone euro, rapporte un banquier senior, qui n'a pas voulu être identifié.

Au-delà de la contraction de 2,2 milliards d'euros de son portefeuille de dette espagnole, ramené à 0,5 milliard, BNP a réduit son portefeuille d'un milliard sur la dette française, à 13,8 milliards, et de 1,4 milliard sur la dette allemande, à 2,5 milliards d'euros.

De la même manière, le groupe financier ING a annoncé jeudi avoir réduit ces quatre derniers mois de 5,4 milliards son portefeuille de dette grecque, italienne, irlandaise, portugaise et espagnole. La banque néerlandaise a passé notamment une charge de 467 millions d'euros sur ses créances souveraines grecques.

Parmi les acquéreurs peuvent figurer des fonds alternatifs, mais la Banque centrale européenne devrait être de loin le plus gros acheteur sur le marché secondaire. BNP a toutefois précisé avoir reclassé sa dette italienne sur le marché et non auprès de la BCE.

Barclays a également annoncé la semaine dernière avoir réduit de 31% son exposition à la dette espagnole, italienne, portugaise, irlandaise et grecque au troisième trimestre à huit milliards d'euros, essentiellement via des cessions. (Reuters 03.11)

Les banques ont un prétexte en or pour provisionner des milliards d'euros qu'elles déduiront lors de leurs bilans pour payer moins d'impôts ou pas du tout. Et il y en a pour croire qu'elles y laissent leurs chemises, quelle naïveté, il en faudrait plus.

Parole d'internaute

- "L'éventualité de voir Athènes renoncer au référendum annoncé par surprise lundi soir semblait rassurer les investisseurs" (Reuters 03.11)

On voit bien ici la logique de ce qu'on appelle "le marché" : si on laisse le peuple de côté, la bourse monte, si on lui demande son avis, la bourse baisse..."

En réponse au coup de force de Sarkozy et Merkel, celui du Pasok leur allié contre le peuple grec...

Y en aura pour tout le monde

(Rédigé hier soir (en Inde) avant de prendre connaissance des derniers développements en Grèce, ce matin, et l'annonce de l'annulation probable du référendum.)

LO, Nathalie Arthaud le 2 novembre.

- Le référendum "n'est qu'une manoeuvre politicienne. Il y a mille et une manières de piper un référendum dans la formulation des questions."

Et il y a "*mille et une manières*" de se défilier face à une situation qu'on ne comprend pas, merci de nous tendre la perche.

Précisons ce que nous avons déjà dit, à savoir que les masses pouvaient se saisir de ce référendum pour infliger une défaite politique au régime, ce dont elles ont impérativement besoin pour prendre davantage confiance en elles-mêmes et amplifier leur mobilisation pour peu qu'elles trouvent la voie de l'unité et de l'organisation.

Apparemment la question qui sera posée au peuple grec consistera à leur demander si oui ou non ils veulent rester dans la zone euro synonyme de régression sociale sans fin, donc en votant non, ils infligeront une cinglante défaite politique au Pasok et à la Nouvelle démocratie, à l'UE et au FMI, y compris Sarkozy et Merkel. Victoire politique dont le prolétariat pourra se saisir à son tour dans chaque pays de la zone euro pour exiger d'en sortir.

J'avais imaginé un instant qu'il faudrait peut-être conserver l'euro comme monnaie au niveau des transactions internationales et retourner au franc pour le marché intérieur, mais la question ainsi posée cela semble impossible, la sortie de l'euro est inévitable, c'est dans cette voie qu'il faut donc aller, de toutes manières, comme dit l'adage : faisons table rase du passé... et en avant vers le socialisme !

NPA - **Europe : un accord contre les peuples**, le 2 novembre

- "*l'annonce du référendum par un Premier ministre qui veut tenter de détourner le mécontentement vers les urnes. Cette manœuvre ne suspend pas forcément l'application de l'accord mais l'ébranle fortement.*"

Ils sont sur la même ligne que les staliniens, pas étonnant.

NPA - **Europe : un accord contre les peuples**, le 2 novembre

Ils ont tout compris... de travers !

- "*Dans l'accord, il y a d'abord l'effacement d'une partie de la dette grecque. Les gouvernants ont fini par se rendre à l'évidence : le pays est asphyxié et la résistance populaire est forte.*"

Comme si les banques avaient donné leur accord à un plan qui prévoierait qu'ils perdraient des milliards d'euros, il faut vraiment être naïf ou ignorant pour croire pareille baliverne.

Et s'étonne suite au sommet européen de Bruxelles du 27 octobre :

- "*Et il n'y a rien dans l'accord sur la régulation des marchés financiers : où est la taxe sur les transactions financières annoncée par Sarkozy et Merkel ?*"

Ah ben alors ! Ils y ont cru, tout comme le POI, qui, il n'y a pas si longtemps, se demandait si les dirigeants corrompus des syndicats espagnols iraient "*jusqu'au bout*", jusqu'à la rupture avec le gouvernement. Pas de bol !

Ah la croissance, c'était le bon temps, n'est-ce pas, quel dommage franchement !

- "*C'est l'hyper-austérité qui s'annonce pour les peuples. Avec toutes ses conséquences sociales dramatiques... et alors que nous sommes dans une situation de fort ralentissement de la croissance.*"

Merde alors, tout fout le camp, même pas un os à donner à ronger aux couches privilégiées ou petites-bourgeoises que vous représentez, on en a les larmes aux yeux !

Rompre avec l'UE, vous n'y pensez pas :

- "*Il faut construire une autre Europe sans les traités de Maastricht et Lisbonne*", sans rompre avec l'UE puisque c'est écrit nulle part. J'extrapole, vous croyez vraiment, tenez ils sont noyautés par les staliniens du M'PEP, dans un autre article *L'accord du sommet européen des 26-27 octobre 2011 est inacceptable* (cadtm.org), 30 octobre, sur le site national du NPA :

- "*Dans le cas de l'Union européenne, il convient d'abroger différents traités dont ceux de Maastricht et de Lisbonne. Il faut aussi modifier radicalement les statuts de la Banque centrale européenne.*"

C'est clair : construire une autre Europe dans le cadre de l'Union européenne une fois abrogés "*différents traités dont ceux de Maastricht et de Lisbonne*", tout en conservant la BCE, une fois modifié "*radicalement (ses) statuts*". Qui ose encore avoir

un doute ?

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui annulerait la dette de l'Etat purement et simplement, vous n'y pensez pas :

- "*Moratoire immédiat du paiement de la dette (intérêt et principal) de l'État, prélude à une annulation de la dette illégitime.*" un jour peut-être, lointain, indéterminée...

Ces "gens « d'en bas »" dont les dirigeants ont les yeux rivés « en haut »

- "*Pour construire une Europe des travailleurs et des peuples, il faudra des mouvements sociaux et démocratiques d'ampleur, une mise en mouvement prolongée et déterminée des gens « d'en bas », dont les « Indignés » ne sont qu'un prologue.*"

Les « Indignés », un mouvement contre-révolutionnaire ou sans orientation politique précise, disons les choses telles qu'elles sont, infiltré, noyauté ou pourri par en haut au même titre que le Forum social mondial ou les altermondialistes, voire la Libye, le Syrie, l'Egypte, la Tunisie, l'Espagne, les Etats-Unis, je m'arrête là ou je continue ?

Plus intéressant.

Lu dans un article de la Tendence Claire du NPA, le 1er novembre, sur le rôle du maintien de l'ordre établi par le parti stalinien grec (KKE) :

- Il est clair que les staliniens ont sauvé la mise au gouvernement. Le Guardian écrit ainsi : « *Si les militants du parti communiste, immensément disciplinés, n'avaient pas formé une chaîne humaine autour du Parlement, il est probable que la masse humaine bouillonnante aurait tenté de prendre d'assaut le bâtiment dès le début* » (1). Non seulement ils n'ont pas cherché à marcher sur le parlement, mais ils ont collaboré étroitement avec la police (allant jusqu'à leur livrer des manifestants) pour éviter tout débordement.

L'assemblée populaire de Syntagma du 21 octobre a ainsi déclaré qu'« ils [KKE] ont assuré la bonne garde du parlement et, au lieu de l'encercler, ont agi encore plus sauvagement que la police, brisant des crânes et livrant des manifestants aux forces de répression » (2).

Notes.

1- <http://www.guardian.co.uk/business/blog/2011/oct/19/european-debt-crisis-shares-rally>

2- <http://www.ventlibertaire33.com/article-resolution-de-l-assemblee-populaire-de-la-place-syntagma-87163165.html>

C'est marrant, cette précision ne figurait pas dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (173). Difficile après avoir relayé un communiqué du 1er novembre du parti stalinien... On se demande si ce sont les "pablistes" ou les "lambertistes", deux expressions que je rejette, qui sont les plus crypto-staliniens ?

Merci de la part des lecteurs aux camarades de la Tendence Claire du NPA pour cette précision et leur analyse (sur leur site), bien le bonjour à eux au passage.

La réaction resserre les rangs. Titre d'articles.

- Sarkozy-Villepin, le scénario du rapprochement - LeFigaro.fr

- L'appel à Bayrou de Pierre Méhaignerie - LeFigaro.fr

- Charon reçu par Fillon à Matignon - l'express.fr

Le saviez-vous

Selon CCFD-Terre Solidaire qui vient de publier un rapport intitulé «*Paradis fiscaux: Le G20 de la dernière chance*», titre qui a lui seul illustre bien les illusions de ses rédacteurs, l'essentiel est dans les infos qui suivent.

800 milliards d'euros s'échappent chaque année des pays en en développement et la seule évasion fiscale des multinationales génère un manque à gagner de 125 milliards d'euros.

Les paradis fiscaux ne se sont jamais aussi bien portés. La moitié des échanges commerciaux et des flux financiers transitent par les paradis fiscaux. Ils abritent 20% des filiales des 50 premières grandes entreprises européennes.

Les États membres (du G20 - Ndlr) représentent à eux seuls 39% de l'opacité internationale, et 88% si on y ajoute les autres pays de l'Union européenne et les territoires sous son influence. (source : 20minutes.fr 03.11)

«Paradis fiscaux: Le G20 de la dernière chance», impossible de trouver un titre plus mal approprié mais qui correspond bien à l'orientation politique du contenu de ce rapport : le capitalisme est indépassable, éternel...

INFOS EN BREF

Politique

France

Daniel Cohn-Bendit a salué, jeudi 3 novembre, sur France Inter, la décision de Georges Papandréou d'organiser un référendum.

Pour le vice-président des députés verts au Parlement européen, le premier ministre grec a "absolument" des chances que le "oui" soit majoritaire lors du scrutin convoqué en décembre car c'est "un référendum existentiel pour les Grecs". "On leur demande une maturité politique difficile", analyse M. Cohn-Bendit. (lemonde.fr 03.11)

Réactionnaire jusqu'à la moelle ! En plus, il prend les Grecs pour des cons, ce qui ne nous surprend pas : son fond de commerce repose sur le mépris des travailleurs, une ordure quoi.

Israël

1-Israël va suspendre sa participation au budget de l'Unesco en réaction à la décision du bras culturel des Nations unies d'accorder à l'Autorité palestinienne le statut de membre à part entière, annoncent jeudi les services du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Le communiqué affirme en outre que la décision de l'Unesco, prise lundi, compromet les chances de conclure un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens.

L'Etat juif verse chaque année deux millions de dollars (1,45 million d'euros) à l'Unesco.

Les Etats-Unis, plus proche allié d'Israël, ont également suspendu leur participation, qui représente pour sa part 60 millions de dollars, soit 22% du budget de l'institution. (Reuters 03.11)

2- Les autorités israéliennes ont organisé jeudi dans le centre du pays un important exercice de défense civile destiné à préparer la population à une attaque de missiles, alors que se multiplient les spéculations sur une attaque contre l'Iran soupçonné de vouloir acquérir l'arme nucléaire.

Les sirènes d'alerte aérienne ont retenti dans la région de Tel Aviv où les services de secours ont été mobilisés.

Des soldats et des ambulanciers, certains portant des tenues de protection contre les attaques chimiques, ont participé à cet exercice qui, a précisé l'armée, "s'inscrivait dans le cadre normal du programme mis au point pour l'année 2011 et n'avait rien à voir avec les événements actuels".

La presse israélienne fait état de rumeurs selon lesquelles le Premier ministre Benjamin Netanyahu chercherait à obtenir le feu vert de son gouvernement à une attaque contre les installations nucléaires iraniennes.

Mercredi, les Israéliens ont procédé à un test de missiles à partir d'une base militaire proche de Tel Aviv. Selon les médias, c'est un missile Jericho 3, capable de transporter une ogive nucléaire, qui a été lancé.

Israël a également annoncé que son armée de l'air venait d'achever une semaine d'exercices en Sardaigne.

Les spéculations sur une possible attaque de Tsahal contre l'Iran interviennent alors que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit présenter la semaine prochaine un rapport qui, selon des diplomates occidentaux, devrait signaler que l'Iran est de plus en plus en mesure de se doter de l'arme atomique.

"Nous avons eu l'occasion de parler d'une série de questions relatives à la sécurité. En particulier la menace persistante que pose le programme nucléaire iranien", a dit le président américain lors d'une conférence de presse commune avec Nicolas Sarkozy.

"L'Agence internationale de l'énergie atomique doit rendre public un rapport sur le programme nucléaire iranien la semaine prochaine et le président Sarkozy et moi-même sommes d'accord sur la nécessité de maintenir une pression sans précédent sur l'Iran pour qu'il remplisse ses obligations", a-t-il ajouté.

Les dirigeants israéliens ont toujours dit qu'ils n'écartaient aucune option pour contrer les ambitions nucléaires de Téhéran.

L'Iran affirme se consacrer à un programme purement civil et ne pas chercher à se doter d'un arsenal nucléaire. (Reuters 03.11)

Social

France

Quelque 10.000 pompiers professionnels, selon leurs syndicats, ont commencé à défiler ce jeudi après-midi à Paris, une manifestation nationale visant à dénoncer une réforme de leur filière.

Les syndicats dénoncent une réforme qui vise notamment à faciliter les recrutements et l'entrée des sapeurs-pompiers volontaires dans la filière professionnelle qui relève de la Fonction publique territoriale.

Sur la banderole en tête de la manifestation, on peut lire: "*Filière sacrifiée par le plan d'austérité. Non au démantèlement de notre profession*". (AP 03.11)

Etats-Unis

Des milliers de manifestants sont descendus, mercredi 2 novembre, dans les rues d'Oakland, dans le nord de la Californie, appelant à la grève générale contre les inégalités économiques et les violences policières. La foule comportait également de nombreux enseignants, qui soutiennent le mouvement. Brother Muziki, professeur d'école élémentaire, portait une pancarte où l'on pouvait lire : "*Renflouez les écoles et les services publics, pas les banques !*" "*Nos salles de classe sont surpeuplées, a-t-il déclaré.*

Les manifestants ont réussi à empêcher toute activité dans le port californien, l'un des plus gros ports de containers du pays, a dit une source portuaire. Les manifestants sont montés sur des porte-containers et ont escaladé des échafaudages à l'entrée du port. Les syndicats locaux, bien que sympathisants de leurs revendications, ont fait savoir qu'ils n'avaient pas l'autorisation de déclarer une grève officielle. Les responsables municipaux ont annoncé que les administrations et les écoles étaient normalement ouvertes.

Le mouvement d'Oakland, affilié de loin au regroupement Occupy Wall Street de New York, a pris de l'ampleur la semaine dernière à la suite de heurts avec la police. Lors de ces affrontements, Scott Olsen, un ancien marine âgé de 24 ans, avait été grièvement blessé.

"Nous sommes ici pour défendre Scott Olsen et honorer la mémoire d'Oscar Grant", a déclaré mercredi devant la foule la militante Angela Davis, figure emblématique des mouvements de contestation des années 1960 et 1970. Oscar Grant avait été tué le jour de l'an 2009 à l'âge de 22 ans sur un quai de gare d'Oakland par un policier qui a, par la suite, expliqué avoir confondu son pistolet avec son Taser lors d'une échauffourée. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Los Angeles et Seattle en solidarité avec les "indignés" d'Oakland. En début de journée, cinq personnes ont été interpellées à Seattle après s'être enchaînées dans une agence de la banque Chase. (lemonde.fr 03.11)

Commentaire d'un internaute

- "*Pour ceux qui ne savent pas, Scott Olsen a reçu une décharge de flashball à bout portant dans la tête. La répression est ultra violente.*"

[Haut de page ↗](#)

Le 5 novembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne plusieurs articles et documents dans les rubriques économie, politique et la Tribune libre. Je n'ai pas le temps de tous les commenter.

Avant l'émission Envoyé Spécial, diffusée récemment sur France 2 mais que j'ai regardé seulement avant-hier en différé sur TV5Monde Asie, consacrée en partie au *carroussel à la TVA*, vous connaissiez cette fraude gigantesque au fisc ?

Des gangsters en cols blancs, patrons de grandes entreprises parfois cotées en Bourse, ils rafflent ainsi entre 10 et 15 milliards d'euros par an en France dans les caisses de l'Etat, et celui-ci à toutes les peines du monde à mettre la main dessus, étrange non avec les moyens sophistiqués dont disposent la police scientifique et la section de la police judiciaire des douanes ? C'est marrant, personne n'en parle, à ma connaissance.

Autre chose

Le reportage sur la Somalie m'a fait réagir violemment aussi.

On a vu un bébé de 3 mois qui pesait à peine un kilo, il doit être mort depuis. Que dire ? Rien, les mots me manquent, je vais encore m'emporter et devenir vulgaire. Cela va au-delà de la barbarie, on est passé à un cran supérieur, celui de l'extermination massive, de la destruction définitive dont il ne reste plus rien, une menace fatale plane sur la survie de l'humanité dorénavant.

Parfois je me dis que nos petites querelles c'est vraiment de la merde à côté. Je savais que l'homme était le plus grand prédateur de la planète et de tous les temps, je comprends parfaitement ceux qui en sont dégoûtés. Mais bon, raison de plus pour continuer le combat sans fléchir, ne serait qu'en mémoire de ces innocentes victimes, il n'empêche que leur monde est vraiment dégueulasse.

Un malheureux Somalien répond au journaliste-reporter : depuis 20 ans il n'y a que trois choses qui comptent dans notre vie : la maladie, la faim et la guerre, on n'a connu que ça, un témoignage bouleversant, j'ai la rage !

Autre chose.

J'ai également mis en ligne deux articles sur la dette de l'Etat dont les conclusions sont évidemment incorrectes de notre point de vue, l'essentiel est ailleurs dans l'imagination dont fait preuve son auteur pour justifier finalement le paiement de cette dette par les peuples, et faire croire que les créanciers de l'Etat seraient victimes de l'annulation partielle de sa dette.

Quand on analyse cette question à partir de la date où cette dette a été contractée jusqu'au jour où les termes du contrat passé entre l'Etat et ses créanciers ont été révisés, le terme est plus approprié qu'annulés, ainsi que les éléments concomitants qui accompagnent cette révision des créances de l'Etat et qui découlent de décisions politiques prise par les représentants de l'Etat, le gouvernement et le parlement, on s'aperçoit qu'à l'arrivée les créanciers de l'Etat sont très rarement perdants, pour ne pas dire jamais, mieux, qu'ils y gagnent sur le long terme, puisque les mesures antisociales qui seront adoptées par l'Etat en contrepartie de sa dette qui l'étrangle et qui serviront à les justifier, profiteront aux créanciers et s'appliqueront au-delà du contrat qui liait les deux parties, j'y reviendrai plus loin.

La même argumentation que dans ces deux articles figure dans un article signé Jean-Jacques Chavigné, le compère de Gérard Filoche ("La dette indigne" dix questions dix réponses, Ed. JC Gawsevitch), dans le portail www.democratie-socialisme.org (un courant du PS). On peut noter également qu'on y retrouve les arguments en faveur d'un "*audit public*" et d'un "*moratoire de la dette*", pour finalement admettre la légitimité d'une partie de cette dette, des arguments partagés par le Parti de gauche, le Front de gauche et bien entendu le panier de crabes du M'PEP. Pour se dédouaner et tenter de masquer leur subordination au capital, Jean-Jacques Chavigné écrit qu'"*un référendum précis devrait, ensuite, permettre de décider quelle partie de la dette serait, s'il y a lieu, remboursée.*", comme s'il ne savait pas que jamais dans le passé en dehors du régime bolchevik de Lénine en 1917, la dette d'un Etat n'a été totalement annulé, une précaution de casuiste.

En réalité, on ne sait pas trop à qui il faut attribuer la primeur de cette entreprise frauduleuse, peu importe ici.

Le miroir aux alouettes ou le tour de passe-passe de la soi-disant annulation de la dette argentine.

En réalité, seuls les petits épargnants y laisseront leurs chemises.

La dernière escoquerie en date sur cette question est récente, elle date du 26 octobre 2011, sur le site <http://docteurangelique.forumactif.com>, un portail "*catholique*" dans lequel figure un article de Laurent Pinsolle présenté comme "*proche de Debout la République*" (le parti du député Nicolas Dupont-Aignan), qui a écrit : "*L'Argentine n'a plus rien emprunté aux marchés financiers depuis dix ans. Et c'est un choix politique.*"

Archifaux. Nous sommes en 2011. La preuve. (La documentation française : <http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr/>)

Janvier 2001

Le gouvernement argentin obtient des aides globales atteignant 39,7 milliards de dollars, soit 14 milliards du FMI, 5 milliards de la Banque mondiale et 20 milliards du secteur privé.

16 janvier 2003

Accord transitoire entre l'Argentine et le FMI ; il porte sur l'octroi d'un crédit de 2,9 milliards de dollars et sur le rééchelonnement de la dette, soit 6,6 milliards de dollars d'ici août 2003.

20 septembre 2003

Accord entre l'Argentine et le FMI. Il doit permettre de financer pour les trois années à venir la dette de 15 milliards de dollars de l'Argentine envers les institutions de crédit multilatérales. Il prévoit également un engagement de l'Argentine à porter son excédent budgétaire à 30% en 2004. Le 22 septembre, le ministre de l'économie Roberto Lavagna annonce un plan de restructuration équivalent à une réduction de 75% du stock de sa dette.

10 janvier 2004

Le président Kirchner réaffirme, avant son départ pour le sommet des Amériques à Monterey, que l'Argentine ne modifiera pas son offre vis-à-vis de ses créanciers. Face au redressement de l'économie argentine, le FMI souhaite que Buenos Aires consacre une partie de ses rentrées fiscales 2004 à améliorer son offre sur la dette, tout en maintenant le versement de 3 milliards de dollars à l'Argentine en mars.

10 mars 2004

L'Argentine accepte de payer l'échéance de 3,1 milliards de dollars due au FMI, permettant au pays d'éviter d'entrer en défaut de paiement.

14 janvier 2005

Restructuration de la dette privée. Le ministre argentin de l'économie Roberto Lavagna annonce aux créanciers privés la somme envisagée pour le remboursement de leurs prêts : environ 35% de ce qui est dû, notamment aux 400 000 porteurs de titres italiens. La dette privée argentine est composée de 152 obligations distinctes, émises en 14 monnaies différentes et répondant à 8 législations, pour un montant de 81 milliards de dollars impayés depuis 2001.

Comme dirait l'autre : il n'y a pas photo !

Tout comme avec la Grèce, l'Etat annule une partie de sa dette, une fois que les créanciers se sont déjà bien largement goinfrés, à des conditions qui leur conviennent, qui consistent à réduire les taux d'intérêt du restant de la dette tout en l'échelonnant sur une durée plus longue, ce qui revient à consentir un nouveau prêt à l'Etat sans que cela apparaisse comme une nouvelle dette, les créanciers n'étant pas pressés de récupérer leur capital du moment qu'on leur verse les intérêts rubis sur l'ongle.

Dans le cas de l'Argentine, les créanciers de l'Etat avaient déjà perçus des intérêts colossaux depuis 1999 sous la présidence de Fernando de la Rúa, mais on pourrait remonter à l'époque de la dictature militaire de 1976 à 1983, ou encore entre 1989 et 1999 sous le régime de Carlos Menem qui en instaurant la parité peso-dollar avait orchestré la fuite des capitaux des riches Argentins qui placèrent leur épargne à l'étranger, l'équivalent de la dette du pays, selon la Documentation française.

Ce n'est pas fini, il faut ajouter que sur recommandation du FMI Carlos Menem procédera à un vaste programme de privatisation dont profiteront les principaux créanciers de l'Etat argentin.

Bref, cette liste n'est exhaustive, comme on le voit l'annulation de la dette de l'Etat argentin a été du domaine de la propagande du capitalisme mondial et ses valets de "gauche", une formidable escroquerie politique qui n'a servi qu'à tenter de masquer la réalité, c'est-à-dire que par tous les bouts les gangsters de la finance ponctionnent les peuples, et que la dette de l'Etat n'est que l'un des moyens les plus commodes qu'ils ont mis au point avec la complicité des gouvernements concernés pour y parvenir.

En conclusion, ce qu'ils ne peuvent pas obtenir par la lutte des classes parce que le rapport de forces serait à leur désavantage ou parce qu'ils pourraient tourner en leur défaveur, parce qu'affronter directement le prolétariat comporterait plus d'inconvénients que d'avantages, pour vaquer tranquillement à leurs affaires, ils ont besoin de stabilité politique, de la paix sociale, ils s'arrangent

pour parvenir à leurs fins par d'autres moyens. Et comme chaque fois, c'est au détriment des droits sociaux des travailleurs qui sont systématiquement remise en cause, mesure assortie d'une brutale politique d'austérité, les prédateurs de la finance peuvent espérer y gagner sur le long terme, car il sera difficile au prolétariat de se mobiliser massivement pour reconquérir ses droits perdus, davantage encore pour renationaliser les entreprises d'Etat ou les services privatisés.

En complément sur le même thème, un extrait d'un article du 23 septembre paru dans le portail Slate.fr, qui nous rappelle ou nous apprend que l'annulation de la dette d'un Etat ne remonte pas à hier et s'est déjà produit une multitude de fois :

- *"Face à une dette (principale et intérêts) hors de contrôle, l'Etat peut alors choisir, comme ultime porte de sortie, de ne pas rembourser tout ou partie de ses créanciers: c'est le défaut souverain. Une solution qui n'est pas si rare : les économistes Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff dénombrent dans leur livre Cette fois c'est différent. Huit siècles de folie financière plus de 71 crises de défaut souverain entre 1975 et 2006. Rien qu'en quinze ans, il y en a déjà eu deux majeures: la Russie en 1998 et l'Argentine en 2001. Pour la France, le dernier défaut remonte à 1812, époque où les conquêtes napoléoniennes avaient rendu le pays exsangue."*

La suite de cet article confirme ce que j'ai indiqué plus haut, à savoir que les banquiers et autres investisseurs privés s'arrangeaient toujours avec leurs clients pour ne rien perdre à l'arrivée, soit parce qu'ils ont déjà encaissé l'équivalent du capital en intérêts, en réalité bien davantage la plupart du temps, soit par le truchement de mécanismes accommodants qui leur permettront de se refaire une santé par la suite, de préférence de s'enrichir encore plus.

Par exemple, la baisse des taux d'intérêt décidée hier par la BCE va dans ce sens-là, prêter de l'argent aux banques à pratiquement 0% d'intérêt, qu'elles prêteront à leur tour aux Etats à 2, 3, voire 5% ou plus en achetant leurs obligations et le tour est joué ! C'est pour cette raison (notamment) que la BCE ne prête pas directement aux Etats, il serait impossible aux banquiers de continuer de les ponctionner ou d'en tirer des profits sans prendre le moindre risque, elle n'est pas belle la vie !

A propos de la Grèce.

Nous continuons de traiter la crise grecque dans cette rubrique sous la forme d'une chronique, afin de regrouper toutes les éléments relatifs à cette question et pouvoir analyser l'ensemble de la situation, puis définir une ligne politique.

Que s'est-il passé hier ? C'est le troisième scénario que j'avais évoqué hier qui s'est réalisé. A savoir que Papandréou a obtenu la majorité au Parlement, il a retiré son référendum, il va sans doute être remplacé par son ministre des Finances, Evangelos Venizelos, qui va former un gouvernement d'union nationale, dont la première décision sera d'entériner l'accord de Bruxelles du 27 octobre.

Est-ce que pour autant cela règle quelque chose ? Pour qui ?

Cela aura permis de ramener au pouvoir le parti officiel du capital, la Nouvelle Démocratie, à peine deux ans après sa défaite aux élections législatives, qui n'ayant pas à subir les contradictions auxquelles est en proie le PASOK, prendra la direction de la mettre en oeuvre de la violente politique d'austérité qui constituait un des deux volets de l'accord de Bruxelles du 27 octobre, d'autant plus facilement - ce sont eux qui l'espèrent, qu'y sera associé étroitement le PASOK, l'objectif étant de cadenasser le mouvement ouvrier pour imposer cette régression sociale, l'annulation du référendum signifiant que le peuple grec n'avait pas son mot à dire et qu'il devrait la subir, y compris en recourant à la force pour l'appliquer, à la répression.

Est-ce à dire que le prolétariat avait des illusions sur les intentions du PASOK ? Pas du tout, c'est ce que s'acharne à nous faire croire les opportunistes de tous poils pour masquer leur incurie politique ou leur capitulation devant le capital.

Ce qu'il y a de paradoxale dans la situation en Grèce et dans bien d'autres pays, c'est que le parti social-libéral issu de la social-démocratie apparaît dans l'imagination collective comme un parti d'opposition institutionnel face au parti officiel du capital, ce qui n'en fait pas pour autant aux yeux des travailleurs un parti anticapitaliste ou socialiste, cette image est minutieusement entretenue ou préservée par les tenants du régime, ce qu'on retrouve sur le terrain pratique de la lutte des classes, tandis qu'il n'existe aucun autre parti suffisamment implanté dans toutes les couches exploitées qui représente réellement le socialisme, donc qui pourrait constituer un pôle de regroupement à la fois pour le prolétariat et les pans entiers de la petite-bourgeoisie dont le mode de vie est plus proche de celui de l'ouvrier que du bourgeois.

Il découle de cette situation, qu'une fois que le parti social-libéral s'associe au parti du capital au plus haut de l'Etat, quand ils forment un gouvernement d'union nationale, c'est l'idée même d'opposition qui disparaît, peu importe qu'elle soit associée au parti social-libéral, on pourrait préciser en parlant de la disparition d'une opposition organisée qu'elle renvoie chaque travailleur à sa propre condition, inorganisé, isolé, atomisé, donc faible et démuné pour résister au rouleau compresseur dévastateur de l'union nationale.

L'union nationale au même titre que le front populaire est l'antichambre du fascisme ou de la dictature militaire.

La seule façon de résister pour l'exploité de briser l'isolement qui mine sa détermination et l'expose à subir des coups terribles sans pouvoir réagir, c'est de s'organiser et de participer à la construction d'un véritable parti communiste. Je ne vais développer à nouveau ce que j'ai déjà exposé dans une précédente causerie, sur les mesures liberticides et répressives que le gouvernement prendra sans doute pour briser la mobilisation en cours de nombreuses couches exploitées de la société en Grèce.

Car les manoeuvres institutionnelles du PASOK et de la Nouvelle Démocratie n'ont absolument rien réglé du côté des travailleurs grecs, c'est cela l'élément majeur de la situation. De même que les mesures adoptées le 27 octobre à Bruxelles ne permettront pas à l'Etat grec de se relever et d'éviter la banqueroute ; je ne sais pas si vous avez fait attention à ce qu'ils ont dit ce jour-là, ils soulageaient l'Etat grec de 100 milliards d'euros de dettes, pour qu'il puisse rapidement de nouveau emprunter sur les marchés... et se retrouver dans une situation inextricable ou comparable un peu plus tard !

La suite de cette analyse figure dans la causerie d'hier, il n'y a rien à en changer ni à y ajouter, l'axe du combat politique contre le gouvernement Papandréou étant simplement reformulé contre le gouvernement d'union nationale PASOK-Nouvelle Démocratie.

Les déclarations d'hier.

Papandréou

1- Le parlement grec a voté vendredi la confiance au gouvernement du Premier ministre George Papandréou, qui n'aura donc pas à convoquer d'élections anticipées.

L'ensemble des élus du parti socialiste ont soutenu Papandréou, dont le mandat à la tête du gouvernement semble toutefois toucher à son terme.

Dans son discours face au parlement prononcé peu avant le vote, il a appelé à la formation d'un gouvernement de coalition et laissé entendre qu'il était prêt à quitter ses fonctions. (Reuters 04.11)

2- *«J'ai été en contact avec le président et je me rendrai auprès de lui demain (samedi) pour l'informer de mes intentions et (lui dire) que je vais de l'avant avec l'ensemble des partis vers un gouvernement de coalition plus large»*, a dit au parlement le leader socialiste. Il a ajouté que les discussions avec les partis auraient aussi pour but de définir la composition *«et même le chef de cette coalition»*. *«Mon poste est la dernière chose dont je me soucie. Peu importe même que je ne sois pas réélu. Le temps est venu de faire un nouvel effort (...) Je n'ai jamais conçu la politique comme une profession»*, a dit Papandréou.

Selon plusieurs sources proches des négociations, Papandréou s'est mis d'accord avec son ministre des Finances, Evangelos Venizelos, pour quitter le pouvoir et lui laisser le soin de former un gouvernement de coalition. (20minutes.fr 04.11)

Evangelos Venizelos

Le nouveau gouvernement grec de coalition devra approuver le plan de sauvetage de la Grèce et devrait rester au pouvoir jusqu'à la fin du mois de février, a déclaré vendredi le ministre des Finances Evangelos Venizelos.

"Le gouvernement de coalition élargi qui doit être formé devra préserver la crédibilité internationale et assurer le versement rapide de 30 milliards d'euros pour recapitaliser les banques grecques", a déclaré Venizelos.

La nature de ce futur gouvernement est encore ouverte au débat, mais il devra être composé de responsables politiques, a-t-il ajouté. (Reuters 04.11)

Qui a dit ?

«La consommation est un des leviers de la croissance» mais *«nous ne pouvons pas continuer de laisser dépendre toute l'activité économique d'une énième relance de cette consommation par l'aggravation de la dette publique»*. Il faut avoir *«le courage de mettre en œuvre»* de *«nouveaux modes de vie»* et une *«consommation plus raisonnable et plus équitable»*. (lefigaro.fr 04.11)

Vous donnez votre langue au chat, pas au diable, je vous mets sur la piste : le cardinal André Vingt-Trois, vendredi matin à Lourdes, dans son discours d'ouverture de l'assemblée plénière des évêques.

Toujours réac !

Décryptage d'une manipulation.

Libération titre un article : *De plus en plus réacs, les Français? Le Nouvel Observateur : Les Français restent "réformistes" mais les "réactionnaires" progressent*

Voyons de quoi il en retourne au juste.

La proportion de gens qui souhaitent «*revenir en arrière*» progresse dans la société française. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée les 16 et 17 août auprès de 960 personnes par l'institut Ipsos, pour la Fondation Jean-Jaurès et publiée jeudi. Ces «*réactionnaires*» (29%) restent cependant moins nombreux que les «*réformistes*» (43%), qui souhaitent «*des changements*». En 2007, les réactionnaires n'étaient que 13%. (libération.fr 04.11)

Si «*revenir en arrière*» signifie se réappropriier les droits sociaux qui ont été liquidés depuis 30 ans, rétablir les services publics qui ont été liquidés ou démentelés, nous sommes des réacs !

Pour en avoir le coeur net et voir de quelle manière ce sondage a été réalisé, j'ai fait une recherche sur le Net.

Tout d'abord, j'ai appris que *Libération* et le *Nouvel Observateur* n'avaient fait que reprendre les conclusions du sondage réalisé par Ipsos pour le compte de cette fondation qui est un appendice du PS, connue selon le Réseau Voltaire pour ses relations avec les néo-conservateurs américains si j'ai bonne mémoire, ce qui est compatible avec l'orientation qui a adoptée par les auteurs de ce sondage.

Cette opération est digne d'un manuel de propagande dont l'objet serait de convaincre la population que le capitalisme est dorénavant le seul système économique possible et viable pour l'éternité. C'est ainsi qu'ils en sont arrivés à la conclusion qu'une majorité estimait que le clivage droite gauche n'existait plus, autrement dit si l'un des deux termes de l'opposition entre le capitalisme et le socialisme devait rester en piste, ce serait évidemment le capitalisme, le socialisme étant éliminé.

Pour parvenir à ce constat ou plutôt au résultat auquel les commanditaires de ce sondage voulaient parvenir, ils ont dû se livrer à une manipulation fort simple à réaliser, qui consistait à donner un contenu à chaque réponse différent de celui que la personne interrogée avait pu lui donner en répondant à la question qui lui était posée. Prenons un exemple :

Question : A propos de la société, quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?

Six réponses possibles :

- 1- Il faut la transformer radicalement (11%)
- 2- Il faut la réformer en profondeur (30%)
- 3- Il faut l'aménager sur quelques aspects mais sans toucher à l'essentiel (26%)
- 4- Il faut la laisser dans son état actuel (2%)
- 5- Il faut revenir en arrière sur certaines choses (29%)
- 6- Ne se prononce pas (2%)

Aux points 1 et 2 c'est la même question qui était posée en réalité, la plupart des gens ne faisant pas la différence entre transformer et réformer radicalement ou en profondeur la société, c'était un pléonasme. Cela donne 41% de personnes qui estiment qu'un grand coup de ménage s'impose. J'aurais pu répondre oui aux deux questions.

J'aurais pu aussi répondre oui au point 3, considérant que pour moi l'essentiel ce sont les droits sociaux et politiques que nous avons acquis et qui perdurent, parce qu'ils constituent les valeurs essentielles auxquelles je suis attaché et sans lesquelles toute notion de progrès est impensable.

J'aurais également pu répondre affirmativement au point 5, considérant qu'il faut revenir à la situation que nous connaissions avant le saccage des services publics par exemple.

En conclusion, il n'y aurait que 2% de réactionnaires potentiels ou assumés, cela correspond environ au pourcentage des nantis que compte la société, les 96% restants seraient progressistes sans pour autant être révolutionnaires évidemment.

Donc on aboutit sans forcer le trait à une conclusion diamétralement opposée à celle de la Fondation Jaurès.

Autre question abordée dans ce sondage.

"D'un côté, les Français ne sont plus croyants. 58 % d'entre eux estiment le clivage (gauche/droite) « dépassé » – 35 % seulement sont d'un avis contraire."

"D'un autre côté, pourtant, les Français sont encore pratiquants. Ils sont 74 % à accepter de se positionner à droite ou à gauche – comme si c'était moins l'existence que la lisibilité du clivage qui faisait problème. Surtout, lorsqu'on les interroge non plus sur la représentation qu'ils se font du clivage gauche/droite mais sur le jugement qu'ils portent sur la société, on constate qu'il existe bien une sensibilité de gauche et une sensibilité de droite..."

Comment pourraient-ils estimer que le clivage gauche/droite veut dire existe quand la droite et la gauche font la même politique ou qu'ils ont le même programme ?

Et s'ils sont 74% à se positionner à droite ou à gauche, c'est à la fois en fonction de la classification établie et entretenue entre la droite et la gauche et de leurs intérêts de classe, accordant plus d'importance à *"l'existence"*, la leur, plutôt qu'à *"la lisibilité du clivage qui (fait) problème"* effectivement, puisque ce clivage n'existe pas vraiment entre l'UMP et le PS. Cela confirme bien que les travailleurs qui votent pour les partis dits de gauche, le font par dépit, à défaut de mieux ou parce qu'ils n'ont pas confiance dans les autres partis, ou encore parce que leur niveau de conscience politique ne va pas au-delà.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Barakozy

A six mois de l'élection présidentielle française, Barack Obama a rendu vendredi un hommage appuyé à Nicolas Sarkozy, dont il a loué le *«leadership»* et l'énergie.

Ils se sont employés avec force superlatifs à souligner la proximité de vues et la complicité qu'ils n'ont eu de cesse d'afficher durant les deux jours du sommet, dominé par les turbulences de la zone euro. *«Etant donné que nous avons beaucoup travaillé ensemble, Nicolas et moi-même, nous avons un lien excellent et nous l'avons toujours eu»*, a affirmé Barack Obama lors de cet entretien croisé enregistré dans l'après-midi dans le bureau du maire de Cannes.

«Nicolas a toujours été un partenaire ouvert, qui travaille beaucoup, qui a beaucoup d'énergie», a poursuivi le chef de la Maison Blanche.

«Que ce soit sur les questions économiques ou des questions liées à la sécurité, il a été un partenaire absolument essentiel. On n'aurait pas pu réussir en Libye sans l'initiative, sans le leadership de Nicolas Sarkozy et de l'Otan», a assuré le président américain. *«On ne serait pas dans une position aussi forte en Afghanistan sans le leadership de Nicolas Sarkozy, ainsi que les autres partenaires de la coalition»*, a-t-il ajouté. (20minutes.fr 04.11)

1.2- Comment sauver les apparences.

Le Sénat a adopté, vendredi 4 novembre, par 187 voix contre 141 une proposition de loi socialiste transformant radicalement le volet de la réforme territoriale consacré au regroupement des communes.

La majorité des sénateurs centristes a voté avec la nouvelle majorité de gauche PS, PCF, EELV et PRG ce texte qui redonne la main aux élus locaux au détriment du préfet pour achever la carte de l'intercommunalité. L'UMP a voté contre.

La proposition de loi (PPL) du président de la commission des Lois, Jean-Pierre Sueur (PS), repousse le délai d'achèvement du processus de regroupement des communes au 31 décembre 2013 et étend les prérogatives de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) composée des élus concernés. Cette commission élaborera puis adoptera dans chaque département les périmètres et conditions du regroupement des communes. Dans la loi votée en 2010, c'est le préfet qui dispose de ces compétences. Le préfet pourra arrêter le schéma mais uniquement en cas de blocage.

Le texte PS préserve également les syndicats intercommunaux déjà existants, notamment scolaires, menacés de disparaître et proroge le mandat des élus intercommunaux. (lemonde.fr 04.11)

"la carte de l'intercommunalité" n'est pas remise en cause, ce seront les élus locaux qui seront chargés d'achever la sale besogne. Mais comme cette proposition doit maintenant passer à l'Assemblée nationale et qu'elle sera rejetée...

2- Yémen

Plusieurs milliers de chiïtes ont affronté vendredi les forces de l'ordre à Bahreïn au cours des obsèques d'un homme qui, selon le mouvement d'opposition Wefaq, a été tué par la police, ont rapporté des témoins.

Ali al Daihi, père d'Hussein al Daihi, un secrétaire général adjoint du Wefaq, a succombé jeudi à des blessures infligées la veille par la police anti-émeutes alors qu'il rentrait chez lui, écrit le Wefaq sur son site internet. (Reuters 04.11)

Social

France

L'intersyndicale CGT, CFDT, FA-SPP des pompiers professionnels a appelé, vendredi, à des rassemblements dans toute la France le 17 novembre contre la réforme de leur filière, au lendemain d'une manifestation nationale qui a mobilisé entre 3.200 et 10.000 sapeurs-pompiers, selon les sources, dans les rues de Paris jeudi.

Dans un communiqué, les syndicats précisent que cette nouvelle journée de mobilisation prendra la forme d'une "action en direction des préfets de Région". (AP 04.11)

Economie

1- G20

1.1- FMI

Le G20 va accepter d'apporter des ressources supplémentaires au Fonds monétaire international (FMI) face à la crise, "rapidement si nécessaire", a annoncé vendredi le président de l'Union européenne Herman Van Rompuy en marge du sommet de Cannes (France). (libération.fr 04.11)

1.2- FESF.

A propos de ce dernier, les pays «Brics» (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont déclaré qu'ils n'apporteraient aucun soutien, s'entendant sur le fait qu'une aide financière à la zone euro ne pouvait transiter que par le FMI. (20minutes.fr 04.11)

1.3- Sarkozy

1.3.1- Le président français Nicolas Sarkozy a remercié vendredi son homologue américain Barack Obama de se montrer "ouvert sur la taxation des acteurs financiers".

"On reste avec des différences de modalités mais la volonté de faire participer le secteur financier à la solution de la crise (...) elle est totale des deux côtés de l'Atlantique", s'est réjoui Nicolas Sarkozy.

"Aux Etats-Unis, nous avons un concept similaire que nous appelons taxe de responsabilité financière", a expliqué Barack Obama. "C'est dirigé plus directement sur les banques, et non sur les transactions".

"Mais le principe que nous partageons, c'est qu'on ne peut pas avoir des grandes institutions financières qui font des paris dangereux, des opérations risquées, qui finissent par avoir un impact énorme sur les contribuables américains ou français, sur les citoyens ordinaires, et que ce soient ces citoyens ordinaires qui en paient seuls les frais", a ajouté Barack Obama.

"C'est le premier président des Etats-Unis qui fait un pas vers la taxation des acteurs financiers", a souligné Nicolas Sarkozy, en se disant "reconnaisant". (AP 04.11)

Quel bouffon ! Et les banquiers d'en pisser debout dans leurs culottes : évidemment que faire "participer le secteur financier à la solution de la crise" va de soi, sinon comment pourrait-on continuer de nous enrichir sur les gueux qui triment comme des esclaves, franchement, pour qui il nous prend ce roquet !

1.3.2- Par ailleurs, le chef de l'Etat a évoqué "la publication, par le Forum global, de 11 pays que nous estimons être des

paradis fiscaux", avant d'en énumérer une partie. "*Antigua, Barbuda, la Barbade, Botswana, Brunei, Panama, Seychelles, Trinidad-et-Tobago, Uruguay, Vanuatu ne se sont pas dotés d'un cadre juridique adapté à l'échange d'informations fiscales*", a-t-il déploré.

"*Nous ne voulons plus de paradis fiscaux. Et les pays qui demeurent des paradis fiscaux avec la dissimulation bancaire seront mis au ban de la communauté internationale*", a menacé Nicolas Sarkozy. (AP 04.11)

Il n'en aurait pas oublié quelques-uns : la Suisse, le Liechtenstein, le Luxembourg... et la City à Londres, Monaco, etc.

1.4- Italie. Mise sous tutelle du FMI.

Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, a confirmé vendredi avoir fait appel au Fonds monétaire international (FMI) pour "*surveiller*" et "*certifier*" la mise en oeuvre des mesures anti-crise de l'Italie. (libération.fr 04.11)

2- France. Ça baigne pour eux !

Hermès voit aujourd'hui sa dynamique de croissance freinée par des capacités de production limitées, face à une demande explosive et résistante aux soubresauts de la conjoncture mondiale.

Mireille Maury, directrice financière du groupe, a précisé à Reuters que la décélération intervenue outre-Atlantique et en France s'expliquait uniquement par des capacités de production insuffisantes.

Le groupe, qui emploie environ 2.000 artisans, augmente ses effectifs d'environ 10% par an, un rythme loin de satisfaire l'appétit d'une clientèle peu sensible aux aléas de l'économie, y compris dans les pays matures.

Hermès a également dit tabler sur une marge opérationnelle courante 2011 légèrement supérieure à celle de 2010, qui avait atteint un niveau historique de 27,8%. (Reuter 04.11)

3- Chypre

L'agence de notation Moody's Investors Service a abaissé vendredi la note de Chypre de deux crans, au motif que le gouvernement devra sans doute soutenir le secteur bancaire l'an prochain en raison de son exposition à la dette grecque.

L'agence américaine a ramené la note souveraine de Chypre de Baa1 à Baa3, soit un cran seulement au-dessus de la catégorie spéculative.

Une des raisons au déclassement annoncé vendredi soir, explique Moody's, est la faible capacité de Chypre à mettre en oeuvre des réformes structurelles et budgétaire nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des finances publiques du pays. (Reuters 04.11)

4- Irlande

L'Irlande a annoncé vendredi un renforcement de son programme d'austérité pour atteindre les objectifs fixés en contrepartie du plan d'aide de 67,5 milliards d'euros obtenu auprès de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) en novembre 2010. Dublin s'engage à réduire son déficit budgétaire de 3,8 milliards d'euros en 2012 et à poursuivre les hausses d'impôts ainsi que la diminution de ses dépenses jusqu'en 2015.

Le ministre des Finances, Michael Noonan, a déclaré que ces mesures, inscrites dans son projet fiscal 2012-2015 étaient nécessaires pour arriver à ramener le déficit sous la barre des 3% du produit intérieur brut (PIB).

"*Il faut combler le large fossé qui existe encore entre les dépenses et les recettes du gouvernement*", a-t-il estimé, car sinon le pays court à "*une dette insupportable et une perte de souveraineté pour longtemps*".

Le ministre des Finances, qui présentera un budget détaillé le 6 décembre, a précisé qu'il prévoyait notamment 1,6 milliard d'euros de hausses d'impôts et 2,2 milliards de réduction des dépenses en 2012.

Il table sur un total de 12,4 milliards d'euros de réduction du déficit et de 4,65 milliards d'augmentations des impôts sur quatre ans, soit plus de 1.000 euros pour chaque femme, homme et enfant du pays. (AP 04.11)

Haut de page ↗

Le 6 novembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne des articles supplémentaires dans les rubriques économie, politique et internationale. Hier j'ai mis en ligne un document de l'Ifri destiné principalement à l'armée, sur la façon dont elle perçoit une insurrection, un mouvement de type guérilla ou une guerre révolutionnaire et les moyens de les combattre. Utiles pour les futurs dirigeants du commandement militaire de la révolution...

Abordons aujourd'hui un autre aspect de la crise financière, les CDS. Qu'est-ce que c'est et comment ça marche ?

1- Aujourd'hui, il est un sujet dont on ne parle pas et qui pourrait devenir l'une des principales informations financières, c'est celui des CDS ou credit default swaps. Ce sont les contrats d'assurance contre le défaut de paiement. Les contrats d'assurance contre le défaut de paiement sur la France et sur l'Italie atteignent des records en pleine incertitude sur la crise de la dette en zone euro. Un exemple : quand le CDS sur la France atteint 180 points de base, cela signifie qu'il faut déboursier 180.000 dollars par an pour assurer 10 millions de dollars de dette d'Etat française à 5 ans. (...)

Bien évidemment, la chute des cours des valeurs bancaires ne signifie pas seulement que leurs actionnaires perdent de plus en plus d'argent ; cela veut aussi dire que leurs CDS grimpent aussi. Bref, la pression monte partout... mais nous organisons un GVAIN qui coûtera beaucoup d'argent et n'aboutira à RIEN.

On exigera toujours plus des Etats et de leurs populations. Les politiciens ajouteront plan de rigueur après plan de rigueur, les « *forces de marchés* » via les comptes numérotés pousseront toujours plus les CDS à la hausse et nous allons être asphyxiés. (liesidotorg.wordpress.com 03.11)

2- Les 17 membres de la zone Euro restructurent la dette de la Grèce de telle sorte que les CDS (contrats de protection sur le risque grec) ne soient pas activés (le montant des contrats de garantie sont supérieurs au montant du risque grec) afin d'éviter la faillite des établissements bancaires qui ont garanti ces contrats. En même temps, les mêmes 17 membres continuent à mettre en œuvre les mécanismes qui offrent au FESF la possibilité d'émettre des CDS pour couvrir les premières pertes des obligations émises par les pays « périphériques ». (atlantico.fr 05.11)

Note : le site "liesidotorg.wordpress.com" est animé par des intellectuels indépendants, le site atlantico.fr est animé par des membres de l'UMP, dont des économistes. Intéressant la démonstration qu'ils font ici des manoeuvres de la zone euro pour "*éviter la faillite des établissements bancaires*", non ?

On ne doit pas cracher sur ce genre d'informations, puisqu'elles nous servent à mieux comprendre la situation... et les combattre. Les militants qui se sont détournés du site que j'anime, parce que je mettais en ligne des articles provenant de sites animés par des gens peu ou pas du tout fréquentables sont des crétins ou de médiocres dogmatiques.

Manipulation et propagande Medef-UMP

1- Un Français sur trois souhaite un abandon de l'euro et un retour au franc, un chiffre en baisse et très inférieur à la proportion des Allemands souhaitant un retour au mark, deux fois supérieur.

Selon un sondage Ifop pour le site internet Atlantico, 32% des Français souhaitent de retour à l'ancienne monnaie nationale contre 67%. Le chiffre était de 37% en septembre dernier. (Reuters 05.11)

1- L'Ifop, c'est Parisot, le Medef ; 2- Atlantico, c'est un portail... de l'UMP, cherchez l'erreur.

Commentaire d'internautes

- "*vous êtes sûr que c'est pas deux français sur trois.... Mauvais ou erreur de sondage*"

- "*et bien moi je ne suis pas FN, mais dans mon entourage c'est plutôt 50%*"

- "*les 2/3 il semblerait vrai.*"

2- Ils sont 89% à considérer que l'argent prêté au pays en difficulté est « *de l'argent perdu* » car il ne pourra pas le

rembourser, souligne un autre sondage publié ce samedi sur le site de Ouest France. (lefigaro.fr 05.11)

Pas plus que l'Etat français ne sera en mesure d'éponger sa dette qui n'est pas davantage celle des travailleurs, mais cela ne figure dans aucun sondage, et pour cause...

3- Deux Français sur trois (68%) déclarent subir actuellement les effets de la crise économique dans leur vie personnelle et dans celles de leurs proches, selon un sondage Ifop à paraître dans Sud Ouest Dimanche.

La proportion des personnes interrogées estimant que la crise les affecte "*beaucoup*" (30%) est en augmentation. 32% des Français s'estiment en revanche peu ou pas du tout affectés par la crise, dont 7% "pas du tout". (20minutes.fr 05.11)

On approche du point de rupture qui sera atteint dans les prochains mois, pour des millions de travailleurs il est déjà dépassé depuis des années.

Cette crise est une excellente leçon de chose grande nature pour comprendre la nature du capitalisme, faut-il encore analyser cette crise au-delà de son seul aspect financier qui n'est que le sommet de l'iceberg en train de couler. Tous ceux qui se limitent à cet aspect financier dans leurs critiques du capitalisme, démontrent qu'ils n'ont pas du tout l'intention de s'attaquer à ses fondements, la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Sur la situation en Grèce

On peut prendre comme référence les manifestations du 28 octobre pour affirmer qu'il existe une situation révolutionnaire en Grèce.

On ne l'a pas dit parce que cela allait de soi, l'annonce puis le retrait du référendum exprime la confusion, le désarroi, les divisions qui règne au sommet de l'Etat, qui est à son tour le produit de leur impuissance à faire refluer la puissante mobilisation des masses exploitées.

En ligne direct avec la crise sociale qui ravage le pays et déstabilise l'Etat, l'annonce de ce référendum par Papandréou avait plusieurs significations ou correspondait à au moins deux objectifs :

1- Tenter pour gagner du temps d'apporter une réponse à la détermination des masses qui s'était exprimée lors de la grève générale des 19 et 20 octobre dernier, puis lors des manifestations du 28 au cours desquelles personne n'avait pu éviter que l'autorité de l'Etat soit piétiné publiquement, témoignant ainsi de son affaiblissement ;

2- Associer la Nouvelle démocratie à l'accord de Bruxelles du 27 octobre, afin que le PASOK ne soit pas le seul à supporter un fardeau trop lourd pour ses épaules (et à en payer le prix électoral, mais là c'est peine perdu !) ou tout simplement, parce qu'il en était incapable du fait que cet accord était rejeté par la quasi-totalité des travailleurs du pays, ceux-ci n'accordant aucune confiance au PASOK.

On pourrait ajouter que c'est le 28 octobre que Papandréou a réellement pris conscience de la menace qui planait dorénavant sur le régime, et qu'il était devenu urgent par n'importe quel moyen de tenter de renouer avec le peuple grec qu'il avait toujours ignoré depuis deux ans au profit de l'UE et du FMI, des intérêts de l'aristocratie financière en définitif. La suite de cette analyse figure dans les causeries des derniers jours.

J'ajouterai juste un mot.

D'ici en Inde, il m'est difficile d'apprécier la situation exacte en Grèce, je manque d'informations sur le degré de mobilisation et d'organisation des différentes couches exploitées, ainsi que sur les partis ou organisations autres que le KKE, le parti stalinien grec.

Cependant, il me semble que la crise ne pouvant que s'approfondir dans les jours et semaines à venir, il est possible d'envisager à court terme que cette formidable mobilisation des masses et particulièrement de la jeunesse se transforme en soulèvement contre le régime.

Dans cette perspective, la tâche urgente à mettre à l'ordre du jour de l'avant-garde révolutionnaire, c'est de structurer ou renforcer le degré d'organisation du prolétariat et sa jeunesse, de parvenir à unifier tous les secteurs qui sont dors et déjà mobilisés afin d'avancer uni contre les institutions, sous peine d'une dislocation quand la répression s'abattra sur le prolétariat, ses partis et organisations.

Pour se faire, il faut que les travailleurs grecs se donnent des objectifs politiques, condition indispensable pour donner une orientation politique correcte à leur mobilisation et lui donner un contenu révolutionnaire conscient, car sans élévation du niveau de conscience politique au cours du processus révolutionnaire, ils ne pourront prétendre atteindre aucun de ces objectifs,

ils demeureront divisés et la proie des staliniens et des provocateurs en tous genres.

Il faut se concentrer à tout prix sur la question de l'organisation des masses avant que le soulèvement ait lieu, après il sera trop tard. L'objectif à atteindre à travers l'unification de tous les secteurs engagés dans ce combat, c'est la constitution d'un organe politique indépendant de l'Etat qui instaurera une situation de double pouvoir.

Cet organe politique constitué de délégués élus intégrant les partis et syndicats engagés au côté des travailleurs en lutte issus des comités de grève ou assemblées populaires à travers tout le pays, doit prendre la direction de la révolution et appeler tous les travailleurs qui ne se sont pas encore engagés dans ce combat à rejoindre les centaines de milliers de travailleurs et jeunes déjà mobilisés et organisés, rassembler l'ensemble de la classe et tous les pans de la petite-bourgeoisie qui a pris conscience qu'elle n'avait plus rien à attendre de ce régime, pour constituer l'embryon d'un nouvel Etat sur la base de leurs propres besoins sociaux et préparer l'assaut final contre les institutions.

Voilà comment doit se diposer l'avant-garde révolutionnaire en Grèce, y compris pour se renforcer et construire un véritable parti communiste, sur la base de la rupture avec le capitalisme, donc l'UE et le FMI, l'expropriation des propriétaires et actionnaires des grandes entreprise, à commencer par les banques, et la rupture avec les institutions, l'abolition de la Constitution, sur les cendres desquelles l'ensemble des masses exploitées sous la direction de la classe ouvrière bâtiront un nouvel Etat, un Etat social, socialiste, le premier maillon des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Toute la difficulté ou complexité de la situation réside dans le fait que les revendications transitoires ou démocratiques bourgeoises, les revendications sociales des travailleurs, ne peuvent pas être satisfaites sans s'attaquer aux fondements du régime et de l'Etat, la crise du capitalisme a pris une telle ampleur et elle a atteint une telle profondeur, que les revendications transitoires se confondent d'emblée, pour ainsi dire sans transition, avec le programme de la révolution socialiste. (A suivre)

En avant vers le socialisme, vive la révolution socialiste mondiale !

Chers camarades, l'heure est grave, chacun doit en prendre conscience, dites-moi dans quel journal ou quel site Internet d'un parti vous trouvez ce genre d'analyses ? Sauf erreur de ma part, nulle part. Vous voulez que je vous dise ce que j'en déduis, les héritiers de Lénine et Trotsky sont morts politiquement, inexistantes.

Les dernières infos

Papandréou

La crise politique se poursuit en Grèce. Quelques heures après avoir obtenu la confiance du Parlement grec, le Premier ministre Georges Papandréou s'est attelé samedi à essayer de former un gouvernement d'union nationale dans son pays toujours au bord de la faillite. Mais la droite ne veut pas y participer et réclame l'organisation immédiate d'élections anticipées.

M. Papandréou a bien accepté de démissionner si nécessaire pour faciliter la formation d'une coalition, proposant au principal parti d'opposition de droite, Nouvelle Démocratie, d'y participer. Mais cette offre a été rapidement rejetée par le chef de ce parti conservateur, Antonis Samaras.

Mais l'appel de M. Papandréou a été rejeté par Antonis Samaras. *"Nous n'avons pas demandé de place dans son gouvernement. Tout ce que nous voulons, c'est que M. Papandréou démissionne, parce qu'il est devenu dangereux pour le pays"*, a-t-il lancé lors d'une intervention télévisée. *"Nous exigeons des élections immédiates"*, a-t-il ajouté.

Reste au président Papoulias la rude tâche de jouer les intermédiaires dans ce blocage. Il recevra notamment M. Samaras dimanche à 13h (11h GMT). (AP 05.11)

A sa sortie du bureau de Papoulias, Papandréou s'est entretenu avec son ministre des finances, Evangelos Venizélos, et ex-riival malheureux, que des médias grecs citent comme un candidat possible à la direction d'un nouvel exécutif. Il a également convoqué une réunion ministérielle pour dimanche dans la soirée.

Samedi, seules deux petites formations de droite dissidentes de la Nouvelle Démocratie -le parti d'extrême droite Laos de Georges Karatzaferis et l'Alliance démocratique de la libérale Dora Bakoyanni- s'affirmaient prêtes à jouer le jeu, avec un renfort potentiel d'une vingtaine de députés mais un capital de légitimation politique réduit. (20minutes.fr 05.11)

Ce que les travailleurs doivent payer.

Chaque plan d'aide internationale a été concomitant avec d'inutiles et très coûteuses commandes d'armement par l'armée grecque à l'Allemagne, à la France ou aux États-Unis. Le budget militaire de la Grèce par contribuable est presque le double de celui

des autres membres de la zone euro. Le dernier plan d'urgence adopté en octobre par les États de la zone euro et le FMI a correspondu à une commande aux États-Unis de 400 chars M1 Abrams et de 20 véhicules amphibie AA7VA1 pour la modique somme d'1,28 milliard d'euros. Ce schéma reproduit celui que l'on avait connu en 2003 lorsque les subventions européennes pour la modernisation de l'agriculture polonaise avaient été détournés pour acheter des F-16 états-uniens et les engager aux côtés du Pentagone dans l'aventure irakienne.

On observera que la vente des F-16 à la Pologne avait été négociée par un cabinet d'avocats US dirigé par Christine Lagarde, devenue depuis directrice du FMI et à ce titre bienfaitrice de l'état-major grec et de l'industrie militaire US pour ce nouveau contrat. (Réseau Voltaire 03.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- «**L'heure de vérité a sonné**»... dans tous les sens du terme.

François Fillon samedi à Morzine : il n'y a pas d'alternative à la réduction de la dette, et celle-ci ne sera possible qu'en réduisant les dépenses publiques. Alors que les derniers arbitrages concernant le nouveau plan d'austérité sont rendus ce week-end à l'Élysée, avant sa présentation lundi, le premier ministre a donné le ton : crise de la dette oblige, le budget de l'Etat pour 2012 sera «*le plus rigoureux depuis l'après-guerre*».

«L'heure de vérité a sonné, a-t-il mis en garde. Il n'est pas utile de s'en prendre aux agences de notation, aux banquiers, aux spéculateurs ou à je ne sais quel bouc émissaire, pas utile de faire croire qu'il y a des trésors cachés pour financer nos dépenses publiques. [...]» (Alors qui porte la responsabilité de cette dette si ce n'est l'aristocratie financière, devinez : les travailleurs, cela va de soi - note du site)

«Il n'y a pas d'autre recette pour réduire l'endettement que de réduire la dépense», a estimé François Fillon. Mais grâce à ces efforts, le premier ministre juge que la France «restera l'un des dix pays au monde avec la meilleure crédibilité financière», et donc les conditions d'emprunt les plus favorables. (Pour engraisser qui, les malheureux banquiers, car l'Etat compte bien continuer d'emprunter, tout comme l'Etat grec, c'est le tonneau des Danaïdes, pour le plus grand bonheur des prédateurs de la finance - note du site)

Côté recettes, plusieurs pistes ont d'ores et déjà été divulguées. Selon les informations du Figaro, le gouvernement pourrait d'abord procéder à une hausse de l'impôt sur les sociétés des entreprises qui réalisent plus de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires. La recette annuelle de ce supplément d'impôt est évaluée à un milliard d'euros par an. Une hausse ciblée de la TVA est par ailleurs envisagée, qui rapporterait également aux alentours d'un milliard d'euros. Sur ce point, deux hypothèses demeurent : soit une hausse de la TVA à 7% pour l'ensemble des produits actuellement taxés à 5,5%. Soit la création d'un nouveau taux à 7%, qui viserait quelques secteurs, dont celui de la restauration. (Un milliard d'euros par an pour les grandes entreprises, un milliard d'euros minimum pour les travailleurs au titre de la TVA, plus 2 milliards d'euros au titre d'un jour de travail non rémunéré (lire ci-dessous), donc trois fois plus pour les travailleurs, c'est ce qu'ils appellent l'équité ou la justice sociale ! - note du site)

Enfin, le Journal du Dimanche cité par l'AFP, croit savoir qu'une nouvelle journée de solidarité pourrait être créée. Créée en 2004 sous l'impulsion de Jean-Pierre Raffarin après la canicule de 2003, il s'agit d'un jour de travail non rémunéré dont les fruits financent la prise en charge des personnes âgées et handicapées. Chaque année, cette journée travaillée fait entrer environ 2 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat. (lefigaro.fr 05.11) (C'est le rétablissement de la corvée qui existait sous l'Ancien régime ! - note du site)

1.2- Gaucheritude. En dessous de la ligne de flottaison

L'ancien ministre Jean-Pierre Chevènement, 72 ans, président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen (MRC), a officialisé samedi soir au journal télévisé de France 2 sa candidature à l'élection présidentielle de 2012.

"J'ai beaucoup réfléchi et j'ai décidé de me porter candidat pour faire bouger les lignes, comme je l'avais dit, c'est-à-dire pour mettre la gauche et la France à la hauteur des défis qui sont devant nous", a-t-il déclaré.

"J'avais le tort en 2002 d'avoir raison contre tous les autres et je n'accepte pas que ceux qui ont fait le lit du Front National en se ralliant au néolibéralisme puissent me transformer en bouc émissaire", a-t-il ajouté alors qu'il était interrogé sur le fait de savoir si cela ne faisait trop de candidatures à gauche de l'échiquier. (liberation.fr 05.11)

Vaut mieux en rire qu'en pleurer, imaginez un instant un second tour en 2012 avec deux candidats restant en lice Sarkozy et Le Pen ?

Dupont-Aignan sera le candidat des gaullistes de droite et Chevènement celui des gaullistes de gauche, c'est ainsi qu'il se présentait il y a 30 ans, il ne manque plus que Villepin, Morin ou Bayrou qui représenterait les gaullistes du centre, tandis que Sarkozy représente les gaullistes d'extrême droite. Madame Le Pen représentant toutes les raclures monarchistes, cléricaux fondamentalistes, vichystes et les nostalgiques de la Cagoule et des ligues fascistes réunis.

2- Allemagne

Angela Merkel s'attend à voir la crise de la dette s'installer dans la durée et ne prévoit pas de véritable amélioration avant dix ans.

"Presque tous les pays d'Europe ont dépensé toutes ces années plus qu'ils ne gagnaient", a-t-elle souligné. (Reuters 05.11)

Question à cent balles : ne se sont-ils pas plutôt soumis au diktat américain pour éviter l'effondrement de l'impérialisme américain et retarder l'explosion de l'économie mondiale ?

3- Italie

3.1- Plusieurs dizaines de milliers de manifestants sont descendus samedi dans les rues du centre de Rome à l'appel de l'opposition, pour réclamer le départ du président du conseil Silvio Berlusconi.

La crise de la dette souveraine a encore affaibli Silvio Berlusconi, alors que les querelles au sein de sa coalition ont empêché l'Italie de prendre des mesures claires pour rassurer les marchés. (AP 05.11)

3.2- La presse italienne passe Silvio Berlusconi par pertes et profits samedi après un sommet du G20 jugé humiliant pour le président du Conseil, dont la situation semble désespérée même aux yeux des journaux lui étant a priori favorables.

Même le quotidien pro-gouvernemental "Il Foglio", dirigé par l'un des conseillers de Silvio Berlusconi, décrit le chef du gouvernement comme "l'ombre de lui-même". Il ajoute que l'Italie est "un pays extrêmement solide mais il nous manque un détail: un leadership politique". (Reuters 05.11)

4- Israël

Et maintenant, la théorie du complot ! Après un étonnant silence de plus de cinq jours, pendant lesquels la plupart des ministres israéliens ont fait chorus dans le débat très public sur l'opportunité ou non, pour Israël, d'envisager des frappes militaires contre les installations nucléaires iraniennes, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a demandé au Shin Bet, le service de renseignement intérieur, de diligenter une enquête sur l'origine des fuites concernant une discussion censée rester confinée au cénacle du cabinet restreint.

Haro donc sur la presse, coupable d'avoir rendu compte des états d'âme de ministres qui se sont notamment exprimés... à la Knesset, le Parlement israélien ! Mais comme les médias peuvent rendre des services, c'est par le biais du quotidien koweïtien Al-Jarida que le gouvernement israélien a choisi de faire part de la saisie du Shin Bet et de ses soupçons. Le bureau du premier ministre n'a ni confirmé ni démenti les informations d'Al-Jarida, un journal très souvent utilisé par l'exécutif israélien pour distiller informations, rumeurs et ballons d'essai.

Que dit Al-Jarida ? Que ces fuites sont la manifestation du désir de revanche des anciens chefs du Mossad (renseignement extérieur) et du Shin Bet Meir Dagan et Youval Diskin, le premier n'ayant pas apprécié de ne pas être renouvelé dans ses fonctions, et le second de ne pas lui avoir succédé. Les deux hommes auraient "recruté" des journalistes pour nuire au premier ministre et au ministre de la défense, Ehoud Barak, et torpiller l'intention prêtée aux deux hommes de pousser les feux en faveur d'une intervention militaire contre l'Iran.

Mais Meir Dagan est du genre combatif : "Je suis un criminel qui viole les règles de sécurité ? Qu'ils me jugent donc ! Ceux qui ont poussé la question iranienne au centre de l'actualité, ce sont le premier ministre et le ministre de la défense", a ajouté l'ancien patron du Mossad. Dans cette ambiance de règlement de comptes, Moshé Yaalon, le ministre des affaires stratégiques, a dénoncé le comportement "cynique et irresponsable" de son collègue de la défense, par ailleurs soupçonné d'exagérer à dessein les menaces contre Israël pour obtenir des rallonges financières pour son ministère.

La plupart des éditorialistes de la presse israélienne dénoncent l'hypocrisie du gouvernement, qui, n'ayant pas fait usage de la censure militaire (une pratique pourtant courante sur des sujets sensibles), a laissé le débat prendre de l'ampleur, avant de désigner un bouc émissaire : la presse.

Que la tentation de frappes préventives contre l'Iran existe en Israël, nul ne peut en douter. La preuve : le débat s'est transporté, vendredi 4 novembre, de Jérusalem à... Cannes. Lors du sommet du G20, Nicolas Sarkozy s'est refusé à envisager une hypothèse guerrière, insistant au contraire sur la nécessité de multiplier les sanctions contre Téhéran. Le ton se voulait apaisant, mais non dénué d'une menace à peine voilée : "*Si Israël était menacé dans son existence, la France ne resterait pas les bras croisés*", a souligné le président français. (lemonde.fr 05.11)

Libye

Dans un entretien accordé le 31 octobre 2011 à Radio Canada, le lieutenant-général Charles Bouchard, qui commanda l'Opération Unified Protector en Libye, révèle qu'une cellule d'analyse avait été installée au Quartier général de l'OTAN à Naples. Elle avait pour mission d'étudier et de comprendre ce qui se passait au sol, c'est-à-dire à la fois les mouvements de l'Armée libyenne et ceux des « rebelles ».

Pour nourrir cette cellule plusieurs réseaux d'information avaient été créés. « *Les renseignements venaient de beaucoup de sources, dont les médias qui étaient au sol et nous donnaient beaucoup d'informations sur les intentions et où étaient les forces terrestres* ».

C'est la première fois qu'un responsable de l'OTAN admet que des journalistes étrangers présents en Libye étaient des agents de l'Alliance atlantique. Peu avant la chute de Tripoli, Thierry Meyssan avait fait scandale en affirmant que la plupart des journalistes occidentaux hébergés à l'hôtel Rixos étaient des agents de l'OTAN. Il avait notamment mis en cause les équipes d'AP, BBC, CNN et Fox. (Réseau Voltaire 03.11)

Société

France

Près de trois foyers français sur quatre sont équipés d'au moins un ordinateur, près d'un foyer sur trois en possède plusieurs (contre 28,7% il y a un an). Et, comme si cela ne leur suffisait pas, ils sont de plus en plus nombreux à lorgner sur les tablettes multimédias (trois fois plus de foyers qu'en 2010 prévoient d'acheter une tablette d'ici six mois, soit 525 000 foyers). Autant dire qu'il y a une nette tendance « multiéquipement » au sein des familles, selon cette étude Médiamétrie-GFK publiée hier. (liberation.fr 05.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 7 novembre

CAUSERIE

Hier après-midi, j'ai actualisé toutes les pages d'accueil des différents thèmes présents dans le site. J'ai créé une section *Zone euro. FESF et MES (Le mécanisme européen de stabilisation)* dans la page économie.

Rectificatif.

J'ai écrit hier que le portail atlantico.fr était un site de l'UMP, ce n'est pas le cas. En fait, il publie des articles de différents auteurs dont des membres de l'UMP, comme le fait slate.fr qui met en ligne des articles de J-F Copé (UMP) ou de J. Attali (PS), sans pour autant être un site de l'UMP ou du PS.

Le n°36 de Révolution socialiste du Groupe Bolchevik est paru. Excellent comme d'habitude, je n'ai pas encore eu le temps de le lire entièrement, mais je vous en recommande la lecture vivement. Vous savez ce qui fait la qualité de leurs analyses, c'est qu'elles incluent les rapports entre les classes, à l'intérieur des classes et avec les appareils, les partis, les institutions, et ils ne craignent pas d'aborder les questions économiques auxquelles sont finalement liées aux questions sociales et politiques, quand ces dernières n'en découlent pas directement, à l'arrivée on dispose d'une analyse globale de la situation qui ne peut que nous aider à mieux la comprendre, qu'on soit d'accord ou non avec leurs conclusions.

Ce numéro comporte une analyse sur la situation en France et en Europe, un article très étayé sur la Syrie et qui nous éclaire utilement sur la situation dans ce pays, un autre fait le point sur la situation en Libye. Je ne vais pas énumérer tous les articles que comporte ce numéro de Révolution socialiste.

Je terminerai en signalant une *Note de lecture* du livre de François Chesnais, membre du NPA et d'ATTAC, *Les Dettes illégitimes*,

qui met en relief tour à tour la soumission de son auteur au capitalisme et à l'Etat, qu'il s'emploie à défendre par les mêmes artifices que tous ceux qui expliquent que la crise actuelle serait due à la dérive du capitalisme financier et non aux fondements du capitalisme, dénonçant les méfaits du néo-libéralisme pour finalement prôner le keynésianisme, le tout dans une grande confusion, cet article ne fait que trois pages mais vous ne perdrez pas votre temps à le lire attentivement.

Je signale également aux camarades la parution du n°24 de *Combattre pour en finir avec le capitalisme* du groupe CCI (T), mis en ligne dans le site aujourd'hui. L'analyse de ces camarades portent davantage sur les aspects sociaux de la crise du capitalisme et la manière dont les uns et les autres la présentent et prétendent y répondre, ce qui ne manque pas d'intérêt non plus. J'ai apprécié leur caractérisation politique du mouvement dénommé les Indignés "*Les mouvements des Indignés, nés en Europe en réaction à la compromission irrémédiable des appareils politiques et syndicaux du mouvement ouvrier et aux USA de l'absence même de tout parti ouvrier, ne font que revendiquer une plus grande démocratie tout en reprenant la politique des partis réformistes qui critiquent les « excès » du capitalisme*".

On trouve aussi dans ce numéro un article particulièrement intéressant sur la situation en Grèce, rendant compte des multiples manifestations qui ces dernières semaines s'en sont pris directement aux institutions, ce qui était impensable il y a peu encore, montrant à quel point l'Etat était affaibli et isolé des masses exploitées, à la fois en proie à une grave crise politique se soldant par la paralysie de l'Etat et son impossibilité de faire refluer la mobilisation des masses, encore moins à les affronter directement, autant d'éléments qui ajoutés aux multiples grèves et occupations d'entreprises ou de ministères permettent de caractériser la situation comme révolutionnaire ou pré-révolutionnaire selon certains camarades.

Pour moi qui suis si loin et isolé, en les lisant, en une fraction de secondes je me retrouve plongé au coeur de la lutte des classes avec toujours en prime une perspective politique révolutionnaire. Alors si je peux me permettre, encore bravo aux camarades des groupes bolchevik et CCI (T), un grand remerciement en vous souhaitant bonne continuation ou tout le meilleur, au choix.

Rien de tel pour être de bonne humeur et garder le moral, au beau fixe bien entendu.

Il en faut du moral pour supporter ce qui suit, il faut rester lucide en toutes circonstances, même quand après avoir dressé un constat de la situation, on se dit qu'on est franchement mal barré avec de tels partis, le POI, le NPA et LO.

Jugez plutôt.

LO

Le néant politique.

Article - Nathalie Arthaud : La zone euro dans la tourmente capitaliste, le 2 novembre.

- "*Et elles (les classes populaires grecques) auront à continuer (à se battre) pour refuser les mesures d'austérité calamiteuses qui leur sont imposées dans le seul but de rassurer les groupes financiers usuriers. (...) Cette politique ne pourra que s'aggraver si on les laisse faire.*"

NPA

Aucune orientation ou aucun objectif politique.

Article - G20: le bal des vampires, 2 novembre.

- "*Nous devons prendre nos affaires en mains pour amplifier la voix des révolutions arabes, des indignés de Wall Street, de Grèce et d'ailleurs et des salariés qui luttent à travers le monde contre les plans d'austérité.*"

Je ne veux pas jouer les trouble-fête, mais il me semble qu'à vouloir "*amplifier*" cette "*voix*", ils vont finir par s'égosiller... Les révolutions tunisienne et égyptienne doivent plutôt changer de voie en mettant à l'ordre du jour l'expropriation des capitalistes, la rupture avec les différents impérialistes et la nécessité d'abolir les institutions de l'ancien régime qui sont toujours en place.

Quant au mouvement des Indignés très largement médiatisés, il n'a aucun avenir s'il ne parvient pas à remettre en cause les rapports de production, à remonter jusqu'à la racine de la crise du capitalisme, car c'est seulement en parvenant à ce point que l'on accède à la compréhension de la nécessité de l'extraire, que l'on parvient à se forger la conviction qu'il faut en finir avec le capitalisme, conviction qui partant du développement historique du capitalisme aboutit au constat de son effondrement, prélude à sa disparition pour peu que la classe ouvrière parvienne à se doter d'une nouvelle direction dans chaque pays et à l'échelle internationale.

Pourquoi est-on toujours incapable de neutraliser totalement le virus du sida ? Parce qu'on n'a pas encore été capable de remonter jusqu'à la source, il y a dans les rapports entre les différents éléments qui le composent et qui lui permettent de s'attaquer à des cellules saines du corps quelque chose qui nous échappent, dont on n'a pas encore compris le fonctionnement. C'est la même chose avec le capitalisme.

Plus la population mondiale et la pauvreté augmente, plus une infime minorité de la population s'approprié une part grandissante des richesses produites, en disant cela, souvent on croit avoir avancé ou fait une grande découverte qui va bouleverser le monde, alors qu'il ne s'agit que d'un banal constat. Il faut gratter et aller plus loin, on est là uniquement en présence des conséquences de quelque chose, il faut donc en découvrir la cause, car cette contradiction n'est pas apparue un jour miraculeusement, il faut trouver sur quels rapports économiques et sociaux elle repose, et c'est seulement lorsqu'on y sera parvenu, qu'on pourra agir sur ces rapports, qu'on sera en mesure d'agir directement et efficacement sur les origines de la crise actuelle, et de trouver au sein même de ces rapports les éléments qui nous permettront de définir une issue politique favorable aux exploités en s'inspirant des enseignements de la lutte de classe des générations passées, en partant du niveau de conscience le plus élevé atteint par le combat du prolétariat mondial pour son émancipation du capital, pour conquérir sa liberté.

POI

Aucun objectif politique.

Extrait du communiqué du bureau national du POI, le 5 novembre :

- "En Grèce, c'est par le moyen de la lutte de classe (grèves, manifestations, occupations...) que les travailleurs et la population cherchent les voies de l'unité et de l'indépendance de leurs organisations pour résister."

Le POI apparaît ainsi comme le plus farouche ennemi de l'organisation de la classe par elle-même intégrant partis et syndicats. Alors que des pans entiers de la classe et de la jeunesse passent à l'offensive, le POI appelle à "résister", à croire qu'ils font tout pour tirer la classe en arrière au lieu de l'aider à d'aller de l'avant, à briser le carcan insupportable des appareils sur le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Même punition ou politique stérile en France :

- "En France aussi, les développements de la situation mettent chaque jour davantage à l'ordre du jour la lutte de classe, la réalisation de l'unité des travailleurs et de leurs organisations pour bloquer les plans d'austérité."

La situation sociale et politique n'est pas vraiment la même en Grèce et en France, on est bien d'accord. Vous aurez constaté qu'ils tiennent dans les deux cas le même discours à la virgule près, ce qui confirme ce que j'ai écrit plus haut. Comme si s'en remettre à ces organisations pouvaient constituer une issue politique à la crise du capitalisme, c'est plutôt flatteur pour les appareils qu'ils sont censés combattre. Vous aurez noté au passage qu'ils n'ont tiré aucun enseignement de la défaite de la mobilisation contre la "réforme" des retraites de l'automne 2010.

Ne demanderaient-ils pas aux banquiers de s'infliger eux-mêmes un terrible châtement pour expier leurs vilains péchés, à défaut de pouvoir nous-mêmes leur infliger une sévère correction, les exproprier.

Un discours inaudible :

"C'est aux capitalistes et aux banquiers de payer pour leurs propres dettes et les conséquences de leurs spéculations. "

En réduisant de quelque 40 ou 50% ou plus les créances de l'Etat grec qu'ils détenaient, les dirigeants de la zone euro n'ont-ils pas sous-entendu si fort que c'est parvenu jusqu'à nos oreilles, qu'ils avaient fait casquer les banquiers, qu'en quelque sorte ils se seraient sacrifiés pour la bonne cause, sauver l'euro et l'Union européenne, donc leurs peuples ? Même si sur le fond ce n'est pas exact, c'est le même discours.

Maintenant Fillon vient de déclarer qu'ils ne fallait pas prendre les malheureux banquiers pour des "boucs émissaires" de la crise, mais c'était APRES la parution de ce communiqué, pas de bol.

Le saviez-vous

Vu et entendu aux infos hier soir sur TV5Monde Asie : aux Etats-Unis il est interdit de faire sécher son linge à l'extérieur, les Américains qui disposent d'un jardin s'expose à une amende s'ils contreviennent à cette loi. Et vous savez pourquoi ? Parce qu'il est indécent d'exposer un slip ou un soutien-gorge à la vue de ses voisins ou des passants. Complètement dingue, non ?

Le journaliste a précisé qu'un rapport très sérieux sur la consommation d'électricité aux Etats-Unis était parvenu à la conclusion que la moitié de l'énergie nucléaire produite dans ce pays passait dans les sèche-linges, aberrant. Et dire qu'il y en a qui appelle encore cela une démocratie...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le gouvernement français envisage d'accélérer le calendrier de transition vers l'âge de départ à la retraite à 62 ans dans le cadre de ses mesures pour le redressement des finances publiques, selon le journal Les Échos à paraître lundi 7 novembre.

La réforme des retraites, entrée en vigueur le 1er juillet 2011, prévoit que l'âge légal de départ à la retraite soit porté progressivement de 60 ans aujourd'hui à 62 ans en 2018, à raison de quatre mois par an. Les personnes nées entre le 1er juillet et le 31 décembre 1951 ont ainsi quatre mois de travail en plus à réaliser, la génération 1952 8 mois et ainsi de suite jusqu'à arriver à 62 ans.

Cette échéance de 2018 serait avancée à 2017 voire 2016, ce qui entraînerait plusieurs milliards d'euros d'économies sur la prochaine législature, avance le quotidien économique.

Le gouvernement Fillon doit dévoiler lundi 7 novembre de nouvelles mesures d'austérité liées à la révision à la baisse de la prévision de croissance pour 2012 (1 % contre 1,75 % attendu auparavant). Ce train de mesures prévoirait en outre une désindexation partielle des prestations sociales, un coup de rabot d'environ 500 millions d'euros sur les dépenses d'assurance-maladie, une réduction supplémentaire de 500 millions d'euros des crédits ministériels et une surcote d'impôt pour les grands groupes réalisant un chiffre d'affaires de 120 à 150 millions d'euros, voire 500 millions, ajoute le quotidien Les Echos. (lemonde.fr 06.11)

La piste d'une seconde journée de solidarité "*ne sera pas retenue*", a annoncé dimanche soir le ministre de l'Economie François Baroin. (AP 06.11)

2- Grèce

Tard dans la soirée de dimanche, le premier ministre Georges Papandréou et le leader de l'opposition Antonis Samaras sont parvenus à se mettre d'accord sur le principe d'un gouvernement d'union nationale, auquel ne participera pas Papandréou.

Pour le remplacer, nombreux sont les députés des deux bords à préconiser le choix d'une personnalité compétente - indépendante, comme -Lukas -Papademos, professeur d'économie à l'Université d'Athènes, ancien gouverneur de la Banque centrale, et ancien vice-président de la BCE, de 2004 à 2009.

Une telle nomination aurait l'avantage de satisfaire les ministres européens de l'Eurogroupe, lesquels doivent se réunir ce lundi. (lefigaro.fr 06.11)

Le gouvernement provisoire devrait rester en place environ trois ou quatre mois pour garantir la mise en oeuvre du nouvel accord européen sur le désendettement de la Grèce conclu le 27 octobre dernier. (AP 06.11)

"*Nous avons appelé à un gouvernement d'union nationale, restant persuadés qu'il s'agit de la manière convaincante de rétablir la confiance et d'honorer les engagements*", a dit à Reuters Olli Rehn, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, alors que les partis politiques grecs négociaient âprement un accord de coalition, finalement trouvé dimanche en début de soirée. (Reuters 06.11)

3- Israël

"*La possibilité d'une attaque militaire contre l'Iran est plus proche que l'option diplomatique*", a affirmé le président dans une interview au quotidien Israël Hayom.

"*Je ne pense qu'il y ait déjà une décision à ce sujet, mais l'impression prévaut que les Iraniens s'approchent de l'arme atomique. Apparemment cela devrait se produire d'ici un an environ*", a ajouté le président.

"*Nous ne devons pas dévoiler à l'ennemi quelles sont nos intentions. Il faut être discrets pour tout ce qui est opérationnel*", a poursuivi M. Peres.

Lors d'une autre interview à la radio publique, M. Peres a affirmé que, selon les "*signes avant-coureurs, l'Agence a en main des preuves que les Iraniens malgré leur dénégations vont bien produire un armement nucléaire*".

"*Jusqu'à présent, l'Agence avait accordé le bénéfice du doute à l'Iran. Ce rapport, s'il est publié, va lever le doute*", a ajouté le président en préconisant un durcissement des sanctions "*économiques et pétrolières*" contre Téhéran.

L'Iran a pour sa part réfuté par avance les accusations du prochain rapport de l'AIEA en affirmant qu'elles sont basées sur des "*faux documents*", selon le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi cité dimanche par la presse.

L'hypothèse d'une frappe préventive d'Israël contre les installations nucléaires de l'Iran a repris corps ces derniers jours, à la faveur de fuites organisées vers les médias d'un débat qui divise les membres du cabinet de Benjamin Netanyahu.

Le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a démenti lundi des informations selon lesquelles il aurait d'ores et déjà décidé avec M. Netanyahu d'attaquer l'Iran.

Mais, il a ensuite ajouté qu'"*il peut se créer des situations au Moyen-Orient dans lesquelles Israël devra défendre ses intérêts vitaux de façon indépendante, sans avoir à s'appuyer sur d'autres forces régionales ou autres*". (lexpress.fr 06.11)

Social

Israël

Une grève illimitée lancée à l'appel du principal syndicat du pays devrait paralyser Israël lundi, notamment les transports, les administrations publiques, les universités, les banques et la Bourse.

Le conflit porte sur le statut de quelque 250.000 vacataires de la fonction publique, dont le syndicat Histadrut réclame la titularisation.

"*La grève sera illimitée et seule une injonction de la justice peut l'empêcher*", a déclaré dimanche Ofer Eini, le numéro un de Histadrut, à l'antenne de la radio de l'armée israélienne.

La justice israélienne doit se prononcer ce dimanche sur la légalité de cette grève.

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a invité la centrale syndicale, qui rassemble des centaines de milliers d'employés de la fonction publique, à revenir sur sa décision.

"*Je crois qu'il est possible de parvenir à une solution juste et responsable à la question des vacataires*", a déclaré le chef du gouvernement, également à l'antenne de la radio de l'armée.

"*Nous devons parvenir à une solution qui ne nuise pas à l'économie israélienne alors que les économies du monde entier sont plongées dans le chaos*", a-t-il ajouté. (Reuters 06.11)

Economie

1- Zone euro

Trois jours après avoir éclipsé les enjeux internationaux du sommet du G20 de Cannes, la situation budgétaire et politique en Grèce et en Italie sera de nouveau au coeur des discussions entre les ministres des Finances de la zone euro et de l'Union européenne lundi et mardi à Bruxelles.

Les réunions de l'Eurogroupe et du conseil Ecofin donneront le coup d'envoi à une nouvelle semaine décisive pour le futur de la monnaie unique.

Les ministres des Finances devront agir sur plusieurs fronts pour tenter d'éteindre l'incendie qui menace l'euro et qui, après avoir emporté la Grèce, l'Irlande et le Portugal, menace désormais l'Italie, l'Espagne et à terme la France.

FESF. Les investisseurs dans les titres souverains de la zone euro pourraient se voir offrir des garanties sur les premières pertes par le FESF dès décembre.

L'une des options qui recueille le plus de suffrages serait d'utiliser les Droits de tirage spéciaux (DTS) des Européens au FMI pour permettre cet effet de levier.

Mais la Bundesbank est opposée à une mise en commun de ces DTS ou à leur augmentation que ce soit pour accroître les capacités du FESF directement ou indirectement, par exemple en garantissant des fonds qui seraient investis par la Chine, la Russie ou le Brésil dans un véhicule spécial ou sur un compte administré par le FMI. (Reuters 06.11)

2- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) discute souvent de la possibilité de mettre un terme à ses rachats de titres de dette souveraine italiens au cas où Rome ne mettrait pas en oeuvre les réformes promises, déclare Yves Mersch, membre du conseil des gouverneurs de la BCE.

Yves Mersch a par ailleurs défendu le droit de l'Italien Lorenzon Bini Smaghi à rester au conseil de la BCE malgré le fait que l'Italie y dispose désormais de deux membres et la France d'aucun après le départ de la présidence de la BCE de Jean-Claude Trichet.

La France avait appuyé la candidature de Mario Draghi, le successeur de Jean-Claude Trichet, en échange de la promesse que Lorenzo Bini Smaghi céderait son siège à un Français.

"Il (Lorenzon Bini Smaghi) dispose d'un mandat de huit ans (...) l'esprit des traités veut que tout le monde laisse son passeport au vestiaire pour participer aux réunions de la BCE", a déclaré Yves Mersch. (Reuters 06.11)

Cela signifie que la France n'est plus représentée à la BCE. On s'en fout, mais il y a un cocu dans cette affaire, devinez qui : l'hystérique du Palais !

3- Allemagne

Une rumeur non démentie court depuis l'été : l'Allemagne a commandé au britannique De La Rue une impression de Deutschemarks. De La Rue est une société leader mondial de l'impression de billets de banque. La fuite provient d'un employé. Elle a été relayée par la presse britannique.

Le prix politique de la réunification allemande fut l'euro. Le prix comptable de cette réunification fut de 1 300 Mds d'euros selon l'institut de recherche IWH de Halle qui a fait l'addition en 2009, soit plus de 50 % du PIB de 2008.

La banque UBS a récemment estimé le coût d'une sortie de l'euro de l'Allemagne : l'année de la sécession la facture serait de 6 000 à 8 000 € par Allemand soit 20 à 25 % de perte de PIB, puis de 3 500 à 4 000 € ensuite. Le PIB allemand est d'environ 2 400 Mds d'euros, 25 % de PIB c'est donc 600 Mds d'euros.

La sécession n'est pas si désastreuse. Par comparaison, les engagements de l'Allemagne dans le FESF européen s'élèvent à 348 Mds€ (en direct et en garanties) auxquels s'ajoute une recapitalisation de ses banques. Vous arrivez facilement à 400 Mds d'euros... si tout va bien. Car avec le ralentissement économique, la situation se dégradera très vite.

Le reste de l'Europe – ses autorités, ses élus et ses citoyens – doit comprendre que la décision de l'Allemagne ne se fera pas sur cet aspect comptable. L'Allemagne sortira de l'euro si la BCE pratique le péché mortel de la création monétaire. Autrement dit, si elle a recours à la "planche à billets".

Les prises en pension (ou rachats sur le marché secondaire) d'obligations souveraines irlandaises, grecques, italiennes, portugaises... ne sont pas autre chose. Des euros surgissent du néant sans contrepartie de valeur créée. Les prétendus « gels » ou « neutralisations » de la BCE n'existent que sur le papier.

Quelqu'un devra payer un jour cette création monétaire. Personne ne sait pour le moment qui exactement. Mais l'Allemagne dit « pas moi, car je connais le prix ». Souvenez-vous, en 1922, déjà, Rudolf Havenstein, directeur de la Banque centrale allemande, la Reichsbank, justifiait son impression monétaire par « la lutte contre le chômage ».

Le prix politique, l'enchaînement des événements, c'est l'inflation, puis l'hyperinflation, le désordre et le discrédit absolu des autorités, la dictature vue comme seule « force de l'ordre » et la guerre.

Mario Draghi, nouveau gouverneur de la Banque centrale européenne, vient d'adopter une ligne allemande : plus de rachat par la BCE d'obligations des pays en difficulté.

La riposte du milieu bancaire ne s'est pas faite attendre : puisque les obligations souveraines deviennent du crédit subprime, nous

n'en prendrons plus. C'est en substance le message de Baudouin Prot, le président de BNP Paribas sur BFM vendredi 4 novembre.

Faute de refinancement possible sur les marchés ou auprès d'une banque centrale complaisante, l'Italie, l'Espagne et même la France sont en route vers la faillite. Les faillis demanderont leur sécession. L'Allemagne n'aura pas besoin de quitter l'euro.

Il restera alors un euro du haut, du nord et un euro du bas, du sud. L'Euro du haut sera peut-être une union monétaire de l'Autriche, de la Finlande et du Danemark autour du nouveau deutschemark imprimé par De La Rue ... (atlantico.fr 06.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 novembre

CAUSERIE

Pour le chef de l'Etat et le Premier ministre, les Français sont désormais conscients de la nécessité de "*sortir de cette spirale dangereuse*" de l'endettement et prêts à accepter des "*efforts*" sur le long terme. (Reuters 07.11)

Ils voudraient plutôt sortir de la spirale infernale de la régression sociale qui s'annonce sans fin, mais comme ils ne savent pas comment s'y prendre, la propagande gouvernementale risque d'en convaincre plus d'un à se dire que cela pourrait être encore pire et se contenter de leur triste sort.

Il n'y a que les travailleurs qui sont déjà pris à la gorge, les couches les plus pauvres ou les plus durement frappées par la crise du capitalisme, qui sont susceptibles de se mobiliser, mais ce sont aussi les moins organisés, les plus atomisés dans la société, celles dont ce sont justement détournés partis ouvriers et syndicats, donc il y a un risque qu'elles sombrent dans le désespoir et s'en remettent au premier sauveur suprême qui se présentera et qui n'aura pour seul objectif que de les enterrer un peu plus...

Quant aux couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière et les couches moyennes qui sont le fond de commerce des syndicats, des réformistes, des social-libéraux et néo stalinien, elles se mobiliseront uniquement sur leurs propres revendications pour conserver leurs avantages par rapport au reste de la classe ouvrière, le contenu de leur mobilisation constituera en rien une menace pour le régime en l'absence d'objectif politique, la question du pouvoir politique et de l'Etat n'étant à l'ordre du jour d'aucun parti, tout comme la remise en cause des fondements du capitalisme ne figure au programme d'aucun syndicat.

La crise sociale et politique pose une seule et unique question à chaque travailleur et jeune sous la forme d'une alternative simple à comprendre : soumission au capitalisme et aux institutions, et dans ce cas-là il faut être bon joueur et en accepter toutes les conséquences, ou rupture avec eux, prendre son sort entre ses mains pour entrevoir la reconstruction de la société sur de nouvelles bases, sociales. Ce qui ne veut pas dire qu'ils se la posent ainsi, loin de là.

Plus la crise du capitalisme s'approfondit et plus ses fondements, son fonctionnement et ses institutions politique sont exposés, mis à nu, décriés, remis en cause, la cible de toutes les critiques et attaques de la part des travailleurs. Chacun est amené par la force des choses à se poser de plus en plus de questions, parfois des questions qu'ils n'auraient jamais imaginé se poser un jour ou la veille encore, une maturation intellectuelle est à l'oeuvre, toutes les classes et couches se livrent à une profonde réflexion sur la société, mais elles butent sur un formidable obstacle, l'inertie de l'histoire, le poids des habitudes, deux siècles de subordination au capitalisme que l'épouvantable expérience du stalinisme n'a fait que renforcer, que les intellectuels fidèles au capitalisme se sont employés consciencieusement à identifier au socialisme, pour finalement en conclure que le capitalisme était le système économique idéal, avec certes des imperfections, des excès qu'il suffirait de corriger pour que chacun nage dans le bonheur, du coup pendant des décennies la réflexion des travailleurs n'a jamais été au-delà de cette limite jugée infranchissable...

Sauf qu'aujourd'hui avec l'effondrement du capitalisme, cette limite intangible hier se trouve fragilisée, elle n'est pas encore sur le point de craquer, l'orientation politique de notre intervention dans la lutte des classes doit aider les travailleurs à oser la franchir, à la faire péter, à se positionner uniquement à partir de leurs propres besoins. Il suffit qu'ils admettent que leurs besoins ou aspirations sont parfaitement légitimes au lieu de les refouler ou de s'asseoir dessus, pour que l'horizon se dégage soudainement, pour qu'ils retrouvent l'espoir et se disent que finalement tout est possible, reste ensuite à trouver les moyens de transformer ce constat dans la pratique, à définir les moyens politiques qui leur permettront d'entrevoir les conditions indispensables à réaliser pour pouvoir ensuite satisfaire leurs besoins, se rassembler, s'organiser, construire un nouveau parti communiste, bref, renouer avec la tradition du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle dont les enseignements sont irremplaçables.

Revenons à l'actualité et voyons de quelle manière les agents du capital s'y prennent pour soutenir le régime contre les masses exploitées.

Le PS et ses satellites, ainsi que les dirigeants syndicaux, leur discours consiste à dénoncer l'absence de mesures pour stimuler la croissance et la soumission du gouvernement aux marchés et aux agences de notation. Mieux encore, après le discours de Fillon hier, ils en redemandent ! Pour eux le problème, c'est la croissance et les marchés ou les agences de notation. Qu'est-ce que cela signifie ?

La croissance pour être maintenue en régime capitaliste, dans le cadre du marché mondial où fait rage la concurrence entre capitalistes, implique une augmentation de la productivité, de la compétitivité des entreprises, donc de l'exploitation des travailleurs, réclamer plus de croissance, c'est exiger une amplification de l'exploitation, de s'attaquer aux conditions de travail, c'est réactionnaire.

Le gouvernement "*est dans la main des marchés financiers*" et les mesures qu'il présente ne sont qu'un "*affichage*" destiné aux agences de notation selon Jean-Claude Mailly, hier sur RTL. (AP 07.11) Ainsi, ce n'est pas le capitalisme qui est responsable de cette crise et ses conséquences, mais les agences de notation, les marchés financiers, c'est bien pratique, dès lors pourquoi vouloir s'attaquer au capitalisme, vous n'y pensez pas... et la boucle est bouclée, ils sont tous sur la même longueur d'onde : préserver à tout prix le capitalisme.

Et comme les mesures scélérates annoncées hier par Fillon ne suffiront pas pour sortir l'Etat et le capitalisme français du marasme, les uns et les autres en redemandent, pour les riches disent-ils, alors que chacun sait qu'ils sont toujours épargnés par les gouvernements de droite ou de gauche et que finalement c'est toujours sur les travailleurs que cela retombe. Eux, cela ne les gêne pas puisqu'ils prétendent agir dans le respect de "*l'intérêt général*", sans avouer bien entendu qu'il se confond avec les intérêts des capitalistes. Et quand Hollande déclare "*je veux donner du sens à la rigueur*", au passage il admet la rigueur, il se livre exactement à l'exercice qui vient d'être décrit, prétendant faire payer les nantis, alors que chacun sait qu'il n'en fera rien, rappelons que le problème est ailleurs, dans la nécessité d'exproprier les capitalistes et pour se faire renverser les institutions.

Dans un discours (comme dans un programme d'ailleurs), la part de non-dit est parfois ou souvent plus importante pour en comprendre la signification, vous en avez un exemple ici.

Réclamer plus de croissance, c'est réclamer plus d'exploitation, et prétendre que le problème serait les marchés ou les agences de notation permet de détourner l'attention des travailleurs du gouvernement et des institutions, donc soutenir le régime l'air de rien, et pour finir, prétendre que la réduction de la dette de l'Etat serait la priorité, c'est affirmer que les revendications sociales des travailleurs doivent passer à la trappe, que les exploités doivent se sacrifier au profit des banquiers et autres exploités.

Russie

Le gazoduc Nord Stream, nouvelle autoroute maritime du gaz entre la Russie et l'Europe via la Baltique, devait connaître mardi en Allemagne une inauguration solennelle, à la mesure de son importance stratégique.

La chancelière allemande Angela Merkel, le président russe Dmitri Medvedev, les Premiers ministres français et néerlandais François Fillon et Mark Rutte, ainsi que le commissaire européen à l'Energie Günther Oettinger ouvriront les vannes de la première conduite de ce serpent de métal de 1.200 kilomètres, qui débouche à Lubmin, en ex-RDA (nord-est).

Le gazoduc, qui d'ici la fin de 2012 sera doté d'une deuxième conduite, distribuera assez de gaz pour 26 millions de foyers en Europe.

Derrière l'infrastructure à 7,4 milliards d'euros, un consortium dominé par le géant gazier russe Gazprom, avec les allemands BASF et EON, le néerlandais Gasunie et le français GDF Suez.

Nord Stream doit permettre d'échapper aux litiges à répétition ces dernières années entre Moscou et l'Ukraine, où transite l'essentiel des importations européennes de gaz russe. Au contraire des autres gazoducs, qui transitent aussi par les pays baltes et la Pologne, la nouvelle conduite est exclusivement maritime. Bien avant le virage anti-nucléaire de l'Allemagne, le gazoduc bénéficiait d'un partisan de poids en Allemagne: l'ancien chancelier Gerhard Schröder (1998-2005), aujourd'hui président du conseil de surveillance du gazoduc. (20minutes.fr 08.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Propagande gouvernementale et manipulation médiatique

A six mois du premier tour de l'élection présidentielle, la cote de popularité de Nicolas Sarkozy remonte. La cote de confiance du chef de l'Etat a bondi de cinq points à 37 % en novembre sur un mois, selon un sondage LH2 pour le Nouvelobs.com rendu public lundi. LH2 évoque "*une nette embellie*".

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy progresse également de six points au mois d'octobre dans le baromètre politique TNS Sofres de novembre pour Le Figaro Magazine. Le chef de l'Etat y est crédité de 30 % d'opinions favorables.

30 % des personnes interrogées font "*plutôt*" ou "*tout à fait*" confiance au président de la République, alors que 66 % ne lui font "*plutôt pas*" ou "*pas du tout*" confiance. (lemonde.fr 07.11)

Je ne me souvenais pas qu'il était tombé ou retombé à 24% le mois dernier, l'essentiel pour eux c'est de faire croire qu'il peut remonter et gagner en 2012, ils vont y parvenir sans difficulté face à Hollande. Des internautes l'appellent le "*flan*", je dirais plutôt le soufflé qui monte le temps du battage médiatique des "primaires"... pour retomber aussitôt.

1.2- La mafia des Hauts-de-Seine encore sur le banc des accusés.

Le sénateur des Hauts-de-Seine Charles Pasqua, le député-maire d'Issy-les-Moulineaux André Santini et neuf autres personnes seront jugés du 15 au 26 octobre 2012 par le tribunal correctionnel de Versailles (Yvelines) dans le cadre de l'affaire de la Fondation Hamon.

MM. Pasqua et Santini sont renvoyés pour "*détournement de fonds publics*", "*recel de faux*", ainsi que "*prise illégale d'intérêt*" concernant le second. Le donateur des oeuvres d'art, le promoteur Jean Hamon, fait partie des personnes renvoyées devant le tribunal.

En 2001, le conseil général des Hauts-de-Seine et la ville d'Issy-les-Moulineaux créaient le Syndicat mixte de l'Ile Saint-Germain (SMISG) en vue de la création d'un musée destiné à recevoir la donation d'un promoteur collectionneur d'art, Jean Hamon.

Le musée, qui ne verra jamais le jour, devait abriter 192 oeuvres, estimées à l'époque à près de huit millions d'euros. La ville d'Issy-les-Moulineaux assurait un tiers du budget, le reste étant pris en charge par le conseil général.

Dans l'attente de la construction du musée, les oeuvres étaient stockées et entretenues, aux frais du contribuable, dans un château appartenant à M. Hamon, qui percevait des frais de garde. (AP 07.11)

... mais la blanchisseuse du parquet aux ordres des voyous de l'UMP des Hauts-de-Seine veille !

1.3- Vous avez dit quoi, la blanchisseuse, de qui ?

La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris a refusé lundi la poursuite de l'enquête du juge Serge Tournaire dans l'affaire des sondages de l'Elysée, a-t-on appris auprès de Me Jérôme Karsenti, l'avocat de l'association Anticor à l'origine de la plainte.

Dans son arrêt, la chambre de l'instruction a estimé que l'instruction "*conduirait à exercer une action ou à réaliser des actes d'information pouvant mettre en cause la responsabilité du chef de l'Etat*". Me Karsenti a annoncé son intention de se pourvoir en cassation. (AP 07.11)

Ah ben si la "*responsabilité du chef de l'Etat*" risquait d'être engagée, imaginez un peu le "*sauveur*" du monde !

1.4- Haro sur les plus pauvres, la réaction sur toute la ligne !

François Fillon a annoncé lundi que la France devrait "*économiser un peu plus de 100 milliards d'euros pour arriver à zéro déficit d'ici 2016*". Côté dépenses, l'État fera 500 millions d'euros d'économies supplémentaires en 2012, a détaillé le Premier ministre. Cela porte l'effort à 1,5 milliard d'économies supplémentaires par rapport au projet de budget initial. "*Ce que nous voulons conforter en premier, c'est la réduction de nos dépenses publiques, car c'est le premier levier d'assainissement de nos finances*", a souligné le Premier ministre en présentant un nouveau plan de rigueur.

"*Il est impensable de le faire en augmentant exclusivement les impôts, comme le suggère l'opposition. Cela reviendrait à tripler l'impôt sur le revenu ou à doubler la TVA. Il n'y a donc pas d'autre solution pour réduire l'endettement que de réduire les dépenses et d'ajuster la fiscalité de façon ciblée*", a-t-il plaidé. De fait, il a confirmé que la TVA à taux réduit serait relevée à 7 %, sauf sur les produits de première nécessité. Il a aussi promis la poursuite de "*l'effort de réduction des niches fiscales*", avec des mesures devant générer "*2,6 milliards d'économies*", dont la suppression du dispositif Scellier. "*Nous continuerons à la faire de manière transversale avec l'augmentation du rabot, mais également de façon ciblée sur les niches les plus coûteuses qui ont*

en partie contribué à pousser à la hausse les prix du logement. Le dispositif Scellier, déjà recentré pour 2012, sera purement et simplement supprimé", a-t-il déclaré.

Au rayon des mesures attendues, Fillon a expliqué que l'application du passage de l'âge légal de départ en retraite à 62 ans allait être avancée d'un an, à 2017, ce qui doit permettre de diminuer de 4,4 milliards d'euros les déficits des caisses de retraite entre 2012 et 2016. Il a indiqué que cette mesure allait *"se traduire par quelques mois d'activité supplémentaire pour les générations nées entre 1952 et 1956"*. *"Cette accélération va conforter la réforme de 2010 et permettra de diminuer de plus de 4,4 milliards d'euros les déficits cumulés des régimes de retraite entre 2012 et 2016"*, a précisé Fillon. Plus symbolique, le Premier ministre a annoncé le gel du salaire du président de la République et des ministres jusqu'au retour à *"l'équilibre strict des finances publiques"*.

François Fillon a assuré que le mot *"faillite"* n'était *"plus un mot abstrait"* et que *"notre souveraineté financière, économique et sociale"* exigeait *"des efforts collectifs et prolongés, et même quelques sacrifices"*. *"Le temps est venu d'ajuster les efforts de la France. Avec le président de la République, nous n'avons qu'un seul objectif, celui de protéger les Français contre les graves difficultés que rencontrent aujourd'hui plusieurs pays européens"*, a martelé le Premier ministre. (lepoint.fr 07.11)

Inutile de commenter, c'est suffisamment explicite, chaque militant en est capable. Ne pas oublier que c'est un président et un gouvernement minoritaire et illégitime qui prend ces mesures d'austérité contre les travailleurs.

Réactions politiques et patronales.

PS- Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste, dans un communiqué:

"Faute d'avoir le courage de s'attaquer à dix ans de gaspillages fiscaux, le gouvernement s'enferme dans une politique dangereuse pour l'économie et injuste socialement (...) Le pays a besoin de croissance..."

"... la réduction des déficits et de la dette ne sera pas au rendez-vous et dans quelques semaines ou quelques mois, on nous présentera un nouveau plan de rigueur". (AP 07.11) (Elle en redemande ! - note du site)

PCF- Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste, dans un communiqué : *"La saignée sociale n'assainira pas les finances publiques mais tuera le malade. Au terme de cette politique, il n'y aura pas de déficit zéro en 2016..."* (AP 07.11) (Quel malheur, lui aussi il en redemande ! Leur objectif est le même que Sarkozy, il le dit lui-même ici, excellent. - note du site)

MEDEF- Laurence Parisot, dans un communiqué, *"salue l'accélération des réformes structurelles"* et juge que *"le rythme de relèvement de l'âge de départ à la retraite est une condition déterminante d'un retour rapide à l'équilibre des régimes"*. Par ailleurs, le Medef considère *"que la hausse de l'impôt sur les sociétés des entreprises de plus de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires ne peut être qu'un prélèvement exceptionnel dû à notre situation budgétaire"*. (AP 07.11)

Réactions syndicales.

CFDT et CGT - Le Premier ministre François Fillon a annoncé *"un plan de rigueur qui n'est pas à la hauteur des enjeux"*, et *"fait l'impasse sur toute mesure de relance et de soutien à l'activité et à l'emploi"*, a estimé lundi la CFDT.

La confédération, qui dénonce plusieurs *"mesures injustes et inefficaces"*, annonce dans un communiqué qu'elle *"prendra contact dans les jours à venir avec les autres organisations syndicales afin d'envisager les suites à donner"*.

Sur la même ligne, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a souhaité lundi une réunion "rapide" de l'intersyndicale nationale.

"Ce plan a été une nouvelle fois élaboré sans aucune concertation avec les organisations syndicales. Le gouvernement se prive ainsi de propositions qui font consensus pour réduire la dette: la suppression des heures supplémentaires défiscalisées, qui aurait rapporté 4 milliards d'euros par an", déclare notamment la confédération de François Chérèque.

Il estime en outre que *"l'accélération de la réforme des retraites de 2010, déjà injuste, rapporte peu, inquiète les salariés et ne sert qu'à envoyer un signal aux agences de notation"*.

Seul point un peu positif, pour la CFDT, *"le passage à 7% du taux intermédiaire de TVA permet une harmonisation avec l'Allemagne qui va dans le bon sens, à condition qu'il ne s'applique pas aux produits de première nécessité"*. (AP 07.11)

FO- Le syndicat FO a qualifié de *"logique suicidaire"* les nouvelles mesures d'économie annoncées lundi par le Premier ministre François Fillon, déplorant *"l'absence de réponse crédible pour créer de la croissance"*.

Dans un communiqué, le syndicat dirigé par Jean-Claude mailly dénonce *"la baisse du pouvoir d'achat des ménages (via la hausse*

de la TVA et le gel du barème de l'impôt sur le revenu et la désindexation de certaines prestations sociales), l'amplification de la RGPP et la compression des dépenses de santé notamment".

Pour FO, "l'accélération de la mise en oeuvre de la 'contre-réforme' des retraites est, à cet égard, significative et constitue une provocation de plus qui va impacter directement les salariés et sacrifier les générations 1952 à 1955".

"L'ensemble des mesures annoncées aboutit à une politique générale d'austérité qui constitue une nouvelle fois une réponse soumise aux marchés financiers et aux agences de notation", estime cette confédération. (AP 07.11)

UNSA- Luc Bérille, secrétaire général de l'UNSA, dans un entretien téléphonique à l'Associated Press:

"Autant on peut cautionner une politique d'assainissement des comptes publics, autant on ne peut cautionner une politique qui n'offre aucune perspective de croissance et risque de nous enliser dans le chômage" (AP 07.11) (Cautionner une "politique d'assainissement des comptes publics", c'est cautionner la liquidation des services publics, au moins c'est clair. - note du site)

CFTC- Dans un communiqué, le syndicat se dit "persuadé que ce plan risque de tuer la croissance" et que "pour la relancer, il faut donner la priorité à l'emploi et au pouvoir d'achat des Français". (AP 07.11) (La croissance, c'est aussi faire en sorte que la machine capitaliste fonctionne à plein régime, ce qui nécessite la paix sociale bien entendu, la CFTC s'y emploie, elle est dans son rôle. note du site)

CGC- "Nous sommes d'accord pour faire un effort mais celui-ci doit être équitablement réparti!", a déclaré la confédération des cadres dans un communiqué. (Ah ben si vous êtes "d'accord pour faire un effort", c'est que les couches moyennes peuvent encore le supporter, elles apprécieront. - note du site)

Pour la CGC, "la question vitale à laquelle ne répondent pas les propositions du gouvernement est: comment relancer la croissance de notre pays afin de recréer de l'emploi local et durable et, in fine, de redonner du pouvoir d'achat à chacune et chacun". (AP 07.11) (Ah la croissance, mais aucun d'entre eux ne se posera la question de savoir dans quelles conditions elle est réalisée, qui en fait les frais, des travailleurs surexploités en France ou à l'autre bout du monde, qu'est-ce que cela peut foutre, n'est-ce pas, on en profite c'est l'essentiel, on n'en parle pas et le tour est joué. - note du site)

Autre réaction.

UFC-Que Choisir- L'association de consommateurs UFC-Que Choisir a dénoncé lundi l'annonce par le gouvernement de la hausse prévue de la TVA à taux réduit, qui passerait de 5,5% à 7% dans certains secteurs. Une mesure qui va "renchérir des produits aussi essentiels que les médicaments en vente libre, les abonnements de gaz et d'électricité ou les transports publics", ce qui devrait "augmenter les prélèvements sur les consommateurs de 2 milliards d'euros".

Dans un communiqué, l'UFC dénonce "une mesure aveugle et inéquitable". Pour elle, "la seule voie acceptable (...) est que les hausses de TVA obéissent à une véritable logique consumériste". Aussi, l'association "ne s'opposerait pas (...) à une augmentation ciblée, définie en concertation avec les représentants de consommateurs sur la base de critères sanitaires et environnementaux". (AP 07.11)

2- Grèce

Le Premier ministre sortant Georges Papandréou et son rival conservateur Antonis Samaras sont parvenus lundi soir à un accord sur le nouveau chef du gouvernement de coalition qu'ils se sont engagés à former dimanche, a déclaré la chaîne de télévision publique Net.

Le nom du nouveau Premier ministre sera annoncé mardi, en même temps que la composition de ce nouveau cabinet, censé sortir la Grèce de sa grave crise économique et politique en assurant, avant des élections anticipées d'ici à la fin février, la mise en place du plan de désendettement de la zone euro adopté fin octobre à Bruxelles, a affirmé Net. (20minutes.fr 07.11)

On attendra les infos d'aujourd'hui pour réagir demain.

Il semblerait qu'ils aient désigné un banquier, c'est ainsi aussi qu'on désigne un cadre supérieur d'une banque, ex-membre de la BCE comme Premier ministre, autrement dit c'est la BCE qui dirigera le prochain gouvernement grec, une provocation quoi ! Si des camarades peuvent m'adresser des articles ou des infos sur la situation en Grèce, n'hésitez pas.

3- Suisse. Comme si être un paradis fiscal ne suffisait pas.

Depuis plusieurs mois sur les bords du lac Léman, la question n'était pas de savoir si Daniel Zappelli, procureur général de Genève depuis 2002, allait quitter le palais de justice, mais bien quand il serait contraint de le faire. Au début de mois octobre, ses quatre adjoints ont sifflé la fin de la partie en dénonçant le "*manque de conduite dont souffre le ministère public*" en faisant état de la "*dégradation catastrophique tant de son efficacité que des conditions de travail à tous les échelons*". Ce matin, Daniel Zappelli a annoncé qu'il quitterait son poste le 31 mars 2012. Son mandat courait jusqu'en 2014.

À Genève, où les magistrats sont désignés par le suffrage universel, l'élection de Daniel Zappelli relève d'une erreur de casting. En 2002, le procureur général Bernard Bertossa décide de ne pas se représenter. C'est un monument de la justice internationale. Pendant douze ans, il a lutté contre le blanchiment d'argent et le crime organisé qui gangrènent la cité de Calvin. Il s'en est pris à la nouvelle mafia russe. Mais cela ne fait guère les affaires des banquiers, des fiduciaires, des avocats d'affaires.

Ces derniers décident de soutenir Daniel Zappelli, 38 ans, inconnu du public. Il est membre du parti radical (droite) et ancien substitut du procureur. En 2002, Daniel Zappelli bat d'une très courte tête Jean-Bernard Schmid, le candidat de la gauche. Moins de cent voix les séparent. En 2008, il est réélu plus facilement, face à un adversaire socialiste. Sa mission : enterrer tous les dossiers susceptibles de faire du tort à la place financière genevoise. Dorénavant, on ne parle plus de valises de billets de banque, encore moins de corruption, et d'argent sale.

En revanche, Daniel Zappelli s'est engagé à lutter contre la petite délinquance : les voleurs de mobylettes et les vendeurs de drogue n'avaient qu'à bien se tenir. Il a totalement échoué. En septembre dernier, la presse locale révélait que le procureur général demandait à ses collaborateurs de n'infliger que des amendes avec sursis aux dealers qui transportaient moins de 2,5 kg de haschich ou de 60 grammes d'héroïne...

Plus grave, dans un document découvert en mars 2009 lors d'une perquisition dans le bureau d'un suspect, impliqué dans des fonds angolais, un magistrat tombe sur une curieuse note, écrite par un avocat, révélant que "*le procureur est hostile à cette poursuite et (qu')il est prêt à se saisir d'un élément qui lui permettrait d'intervenir*"... Plus récemment, on découvrait que Daniel Zappelli était administrateur de deux sociétés offshore au... Panama. Bernard Bertossa ne s'est pas gêné pour dénoncer son successeur. "*Le parquet devra être dirigé par quelqu'un qui a des compétences personnelles et professionnelles reconnues. Ce n'est manifestement pas le cas du procureur général actuel*", déclare-t-il dans le quotidien Le Temps. En dix ans, Daniel Zappelli n'a jamais habité sa fonction. Qualifié de "*foireur*", qualificatif qui désigne localement les amoureux de la fête, le procureur général fréquentait davantage les soirées mondaines que son bureau, au coeur de la vieille ville de Genève. (lepoint.fr 07.11)

4- Nicaragua

Le président sortant et ancien guérillero marxiste Daniel Ortega a été triomphalement réélu dès le premier tour, dimanche, à la tête du Nicaragua où ses promesses de lutte contre la pauvreté lui ont valu un large soutien.

L'ancien leader de la révolution sandiniste de la fin des années 1970, Daniel Ortega, a été triomphalement réélu dès le premier tour, dimanche, à la tête du Nicaragua, il a recueilli 62,7% des suffrages après dépouillement des résultats dans 86% des bureaux de vote, soit plus du double que son rival le mieux placé, l'homme d'affaires conservateur Fabio Gadea.

Dès sa prise de fonction début 2007, Ortega s'est affiché en croyant social-démocrate et a troqué ses treillis militaires pour des t-shirts blancs et le drapeau rouge et noir sandiniste pour des bannières roses lors de la campagne électorale.

Malgré un recul du nombre d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté, passé de 65,5% en 2005 à 57%, le Nicaragua demeure le pays le plus pauvre des Amériques après Haïti. (Reuters 07.11)

5- Guatemala

Ancien directeur des services de renseignements de l'armée Otto Pérez Molina, 61 ans, qui dirige le Parti patriote (PP), l'a emporté avec 54% des voix contre 46% au candidat du parti Liberté démocratique rénovatrice (Lider), Manuel Baldizón, 41 ans, un ancien magnat devenu homme politique populiste.

Otto Pérez Molina succède au social-démocrate Alvaro Colom, qui ne pouvait pas se représenter. Comme ils l'ont fait à chaque fois depuis le retour de la démocratie dans ce pays d'Amérique centrale en 1986, les électeurs guatémaltèques ont porté au pouvoir le candidat qui avait perdu la présidentielle précédente.

Dans ce pays gangréné par la violence, envahi par les gangs et des cartels de la drogue mexicaine, et qui possède l'un des plus forts taux de meurtres du monde, les électeurs ont apparemment été séduits par la fermeté prônée par l'ancien général.

Le pays affiche l'un des plus faibles taux d'imposition dans le monde ce qui lui laisse peu de ressources pour financer les écoles et les infrastructures. Plus de la moitié des 14 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Mais l'establishment

s'est traditionnellement opposé à une hausse des impôts. (AP 07.11)

Social

1- France

La première séance de négociations sous l'égide du médiateur à Mayotte, en proie à une crise sociale depuis fin septembre, a tourné court lundi matin après le départ de l'intersyndicale furieuse de voir le syndicat FO y participer.

Force ouvrière avait signé, seule, un protocole d'accord avec le patronat le 17 octobre, au grand dam des autres syndicats qui l'estimaient insuffisant pour répondre à leurs attentes en matière de lutte contre le vie chère.

La séance avortée devait porter sur les prix des trois produits restant au centre du conflit: viande de boeuf, gaz, sable.

A 9H00, le négociateur Denis Robin, ancien préfet de l'île, les patrons de la grande distribution et le secrétaire général de FO, Madi M'Colo, étaient déjà à la table des négociations à la case Rocher, en Petite Terre.

A leur arrivée à 9H45, les leaders de l'intersyndicale (CGTMa, CISMA/CFDT, CGC-CFE) et les associations des consommateurs (ASCOMA, Collectif des Citoyens perdus) ont signifié leur opposition catégorique à la présence de FO et sont repartis vers la Grande Terre, a-t-on appris auprès d'eux.

«Nous réagissons ainsi par rapport au mépris des représentants de l'Etat. Dans l'histoire de la République, nous savons que quand il y a une grève, ce sont les parties concernées qui sont appelées à négocier un accord de fin de conflit», a déclaré à l'AFP Salim Naouda, secrétaire général de la CGTMa et porte-parole de l'intersyndicale.

«Mais depuis le 17 octobre», a-t-il poursuivi, *«on veut nous imposer systématiquement la présence Force ouvrière qui est sortie de notre mouvement revendicatif».*

«Nous estimons que le gouvernement ne respecte pas le droit syndical à Mayotte. Il veut instrumentaliser ce mouvement et utiliser FO pour diviser la population de Mayotte», a déploré Salim Naouda. (20minutes.fr 07.10)

J'ai hésité avant de mettre cet article dans la rubrique "France", mais où le mettre ? Ce que reproche à FO le porte-parole de l'intersyndicale, ce n'est pas trop d'avoir signé un accord avec le représentant de l'Etat, mais d'avoir été le premier à le faire, ils se sont fait voler la vedette ! (pour les nuls en orthographe, quand le verbe "faire" ou "laisser" est suivi d'un verbe à l'infinitif, il est invariable)

2- Etats-Unis

Le nombre d'Américains vivant sous le seuil de pauvreté s'est élevé à 49,1 millions de personnes en 2010, un niveau sans précédent selon les statistiques publiées lundi par le Bureau fédéral du recensement.

Au total, le Bureau du recensement conclut à un taux national de pauvreté de 16% de la population totale. (Reuters 07.11)

Commentaire d'un internaute

- "*Principe des vases communicants: il faut 100 000 pauvres pour fabriquer un milliardaire.*"

3- Israël

Un mouvement de grève entamé lundi dans les aéroports, ports et banques en Israël à l'appel du principal syndicat du pays s'est achevé au bout de quatre heures conformément à une décision de justice prise dans la nuit.

La centrale syndicale Histadrut, qui regroupe des centaines de milliers de travailleurs du service public, avait menacé de paralyser l'ensemble des services publics, y compris les hôpitaux et la Bourse, jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé avec le gouvernement concernant le sort de salariés intérimaires.

Les responsables syndicaux avaient finalement accepté de se plier à une décision de justice de limiter le mouvement à quatre heures. Le tribunal a appelé les deux parties à tenir des pourparlers pour trouver une solution et à faire état de l'avancement des discussions

Histadrut réclame l'intégration de 250.000 salariés intérimaires dans le secteur public. (Reuters 07.11)

Economie

1- Zone euro

Dans le flou sur l'évolution de la situation politique en Grèce et en Italie et sur les options permettant de maximiser les capacités du fonds de soutien à l'euro, les ministres des Finances de la zone euro ont décidé lundi de remettre à plus tard toute décision sur ces trois dossiers.

Les pays utilisant la monnaie unique, qui continuent d'avoir des points de vue divergents sur l'approche à adopter sur ces différentes questions, chercheront également à mettre à profit les prochains jours pour rapprocher leurs positions, en espérant y voir plus clair d'ici une nouvelle réunion de l'Eurogroupe le 29 novembre.

Lundi, le directeur général du FESF, Klaus Regling, est reparti avec un accord a minima sur un document technique présentant les différentes options disponibles, tournant autour d'un mécanisme d'assurance partielle des nouvelles obligations émises en zone euro et d'un dispositif consistant à attirer des contributions extra-européennes dans un nouveau fonds adossé au FESF et au FMI.

Il aura désormais pour charge de présenter aux investisseurs internationaux potentiels, intervenants de marché et agences de notation au cours des prochaines semaines.

Selon le vœu de l'Eurogroupe, ces travaux techniques devront être terminés d'ici fin novembre, afin que le fonds "maximisé" puisse être utilisé dès le mois de décembre. (Reuters 07.11)

2- BCE

La Banque centrale européenne a annoncé lundi avoir porté son programme de rachat d'obligations d'Etat la semaine dernière à 9,5 milliards d'euros.

Ces acquisitions visent à enrayer une envolée des taux d'emprunt de l'Italie et de l'Espagne et à éviter ainsi une contagion de la crise de la dette qui frappe la Grèce.

Les rachats annoncés lundi sont bien supérieurs à ceux de 4 milliards d'euros effectués la semaine précédente. (AP 07.11)

3- BEI

La Banque européenne d'investissement (BEI) pourrait apporter jusqu'à 74 milliards d'euros de prêts en deux ans aux banques d'Europe si son propre capital était renforcé, entre autres avec des liquidités apportées par ses actionnaires, selon un document élaboré pour les ministres des Finances de l'Union.

Rédigé pour le conseil des ministres des Finances de l'UE qui se réunit mardi, ce rapport détaille les moyens qui pourraient être mis en oeuvre en cas d'assèchement du crédit.

"Le risque de réduction de l'effet de levier par les banques n'est pas négligeable et il est donc important de maintenir et même d'augmenter les prêts de la BEI à l'économie réelle par l'intermédiaire des banques", explique la Banque dans ce document, daté du 3 novembre. (Reuters 07.11)

4- Allemagne

Les taux d'emprunt de l'Allemagne sont encore descendus à un niveau record, les investisseurs se tournant vers les bons du Trésor allemand, plus que jamais considérés comme une valeur refuge au sein de la zone euro.

La Bundesbank a annoncé lundi que le taux de rendement des bons du Trésor à six mois était tombé 0,08%. La banque centrale allemande a dit avoir vendu pour 3,8 milliards d'euros lors d'une émission qui a attiré plus de deux fois plus d'offres. (AP 07.11)

5- Italie

Les taux de rendement des emprunts italiens à 10 ans ont dépassé la cote d'alerte, à plus de 6,5 %. Ceci signifie que l'Italie n'est

plus en état de faire appel au marché pour se financer elle-même. Il faut se souvenir que c'est à partir de ce taux de 6,5 % à 10 ans que la Grèce, le Portugal et l'Irlande ont fait appel à l'aide extérieur pour se financer. Un engrenage qui a été fatal à la Grèce !

L'Italie ne peut plus se financer par ses propres moyens Une démission de Silvio Berlusconi permettrait au marché de reprendre des couleurs, mais elle ne réglerait pas le problème de fond du pays : une dette colossale de 1900 milliards d'euros qui représente 120 % du PIB et un plan d'économies de 59 milliards qui n'a aucune crédibilité aux yeux des investisseurs internationaux.

Ce qui sauve l'Italie c'est qu'elle n'a pas de besoins immédiats de refinancement. Ceux-ci vont cependant monter en charge dès le printemps 2012, puisqu'ils ont été estimés à 230 milliards d'euros par l'Union européenne et le FMI. Les sommes en jeu sont considérables, elles ne peuvent qu'inquiéter les marchés. (lefigaro.fr 07.11)

6- Etats-Unis

Environ la moitié des grandes banques américaines sondées par la Réserve fédérale ont déclaré avoir émis des prêts aux banques européennes ou étendu leurs lignes de crédit, alors que le secteur bancaire européen est sous pression dans un contexte de crise budgétaire.

Selon une enquête trimestrielle réalisée par l'institut d'émission, le système bancaire américain est menacé significativement par l'Europe, en dépit d'une exposition directe relativement faible aux obligations souveraines des Etats en difficulté comme la Grèce.

"Environ la moitié des banques locales qui ont répondu à cette enquête, pour la plupart de grandes banques, ont indiqué avoir émis des prêts ou étendu les lignes de crédit de banques européennes ou à leurs filiales (...)", montre cette enquête publiée lundi. (Reuters 07.11)

7- Chine

Confrontée notamment à une diminution de la surface des terres arables, la Chine deviendra dans cinq à 10 ans le premier importateur mondial de produits agricoles, estime un cercle de pensée gouvernemental, cité lundi par le journal Beijing Times.

Chang Guoqiang, chercheur du Centre de Recherche et de Développement du Conseil d'Etat, ne précise pas quels types de produits agricoles la Chine devra importer. La Chine est déjà le premier importateur mondial de soja et de coton.

La production agricole est de faible envergure, les aires cultivables par habitant représentent moins de 40% de la moyenne mondiale, les structures organisationnelles sont sous-développées et enfin l'agriculture manque d'apports scientifiques et technologiques, constate Cheng.

La Chine, deuxième consommateur mondial de maïs, premier dans le porc et également gros consommateur de sucre, a déjà augmenté ses importations afférentes cette année, la production intérieure ne suffisant pas à alimenter la demande.

Pour faire face à une demande croissante de produits agricoles, la COFCO, première société de négoce publique chinoise, consacrera plus de 10 milliards de dollars à des fusions et acquisitions à l'étranger, spécifiquement aux Etats-Unis, en Australie et en Asie du sud-est, dans les cinq années à venir, écrivait la semaine dernière le China Daily.

"Parce que le pays dispose de ressources agricoles limitées, il nous faut regarder à l'extérieur", déclarait Jiang Hua, membre du conseil d'administration de la COFCO, cité par le quotidien. *"Les 10 années qui viennent seront une période de forte croissance de la consommation chinoise de produits alimentaires, notamment de volaille, de viande, d'oeufs et de produits laitiers".*

COFCO a acheté en juillet une participation de 99% dans la société sucrière australienne Tully Sugar. Elle avait acquis en 2008 une participation de 4,95% dans Smithfield Foods, le premier producteur américain de viande de porc. (Reuters 07.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 9 novembre

CAUSERIE

Comment définit-on la nature d'un parti politique, au-delà de son programme qu'il respectera ou non, où tout peut y figurer et son contraire, au-delà des déclarations de ses dirigeants qui pratiquent facilement le double langage, au-delà de sa composition,

au-delà de la manière dont il présente son combat, de préférence sous un angle avantageux, au-delà de ce qu'en disent ses propres militants ? A la manière dont il se comporte vis-à-vis de l'Etat.

Au fait, trouvez-vous crédible de demander un entretien avec Sarkozy pour l'informer des conséquences sur les travailleurs de ses plans de rigueur à répétition et dans l'attente du prochain qui sera encore pire ? Il faut être un fou furieux ou s'en foutre totalement pour aller le rencontrer. Qui n'aurait pas encore compris ses réelles intentions après l'annonce des mesures de lundi dernier, qui aurait encore le moindre doute ? Personne, sauf les dirigeants du POI qui s'emploient à entretenir cette illusion criminelle.

S'agissant du NPA, la crise qu'il traverse, nous l'avions prévue dès sa fondation. Que voulez-vous, on ne se refait pas, c'est valable pour tous les partis.

Aujourd'hui l'actualité est trop chargée, je n'ai pas le temps de commenter chaque info, je me suis relu rapidement...

En finir avec l'Etat et le capitalisme, une seule et même question à l'ordre du jour

"*Notre pays ne doit pas être condamné un jour à mener une politique imposée par d'autres*" a dit Fillon, lundi, "*pour mieux faire digérer aux Français son deuxième plan de rigueur en moins de trois mois*". (lepoint.fr 08.11)

Si elle est imposée par d'autres, par exemple la BCE, l'UE et le FMI, c'est que lui et son gouvernement n'en seraient pas responsable, c'est la première chose. Mais alors qui l'impose puisqu'il fait la même politique, qui en est à la fois le commanditaire et le bénéficiaire puisque les deux aspects de cette question sont indissociables ?

Avant d'y répondre citons-le une seconde fois, il a précisé que "*la faillite n'est plus un mot abstrait*", la faillite de qui ou de quoi ? De l'Etat soumis à l'aristocratie financière ou du capitalisme qui a conduit une infime minorité à s'enrichir comme jamais auparavant et une part toujours plus grande de la population à sombrer dans le chômage, la précarité et la pauvreté ? Les deux en réalité.

Mais alors, il faut en déduire que pour sortir de cette crise, la seule issue politique est d'en finir avec cet Etat (ses institutions) et le capitalisme. Même pas besoin d'être marxiste pour en arriver à cette conclusion. Par contre, si on n'est pas marxiste ou qu'on se détourne de ses enseignements, on demeurera incapable de définir les moyens qui permettraient à cette issue politique de devenir réalité. C'est aussi simple que cela. Sans théorie révolutionnaire : pas de révolution ! Soit on renoue avec le marxisme et on se donne les moyens de parvenir à l'objectif qu'on s'est fixé, soit on s'y refuse et dans ce cas-là on abandonne cet objectif ou on s'en donne un autre qui coïncidera avec la poursuite de cette crise et la survie du capitalisme.

Ce n'est pas nous qui faisons de l'adoption du marxisme un préalable pour résoudre cette crise conformément aux besoins des travailleurs, c'est le processus dialectique qui s'exprime à travers les contradictions du capitalisme de son origine à nos jours, de ses fondements jusqu'à son effondrement.

Pourquoi le marxisme, parce que c'est lui et lui seul qui a analysé jusqu'au bout à la fois ces contradictions, décrits sur quoi elles reposaient et comment elles évolueraient, et de quelle manière il était possible de les combattre efficacement pour les dépasser. Il n'existe aucune autre théorie disponible réunissant toutes ces qualités, un simple constat.

On peut partir de l'affirmation de Fillon, à la fois en la recadrant et en la complétant et le tour est joué, on rétablit la vérité, ensuite on peut proposer une perspective politique aux travailleurs.

Ils étaient ses complices, et voilà qu'ils livrent le pouvoir politique aux marchés

La Grèce est dorénavant sous la tutelle de la BCE, l'UE et le FMI. L'Italie vient de lui emboîter le pas.

En Grèce, c'est un ex- vice-président de la BCE qui est pressenti pour devenir Premier ministre. Aux infos hier soir sur TV5Monde Asia, ils ont dit qu'il était prévu que le taux de chômage atteindrait 25% à la fin de l'année.

En Italie, les commentateurs aux ordres estiment qu'après la démission de Berlusconi un gouvernement d'union nationale dominé par des technocrates ferait l'affaire, comme en Grèce.

Et en France ? Hier, selon Le Point, le nouveau plan de rigueur avait été "*soigneusement calibré*" pour "*convaincre les agences de notation la stratégie française*" et que "*la consolidation budgétaire à moyen terme*" avait été opérée "*conformément à la recommandation du FMI*", témoignent ainsi la totale complicité entre le gouvernement Sarkozy-Fillon avec ces agences du capital, mais il y a un hic qu'a relevé Philippe Waechter, directeur des études économiques chez Natixis Asset Management, cité par Reuters "*la problématique liée à la croissance, un des aspects importants sur la question du triple A*", n'a pas été traitée, et pour cause : toutes les mesures annoncées lundi la plombe, et c'est justement le but du jeu pour ensuite passer aux

choses sérieuses : mettre en oeuvre un plan de rigueur d'une violence inouïe après les élections de 2012, calqué sur la Grèce et demain l'Italie, et dont la BCE, l'UE et le FMI seront chargés de surveiller l'application.

Entre temps, l'Espagne, le Portugal et peut-être l'Irlande seront soumis à la même politique ultra réactionnaire... si le système capitaliste ne s'écroule pas avant.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Parole de banquiers. Léger, puis douloureux... mais pas pour eux !

Les dernières mesures présentées lundi par François Fillon «*souligne l'engagement du gouvernement à coller à ses objectifs de déficit (4,5% du produit intérieur brut en 2012)*», se félicitent les économistes de Credit Suisse. Société générale, Exane BNP Paribas ou encore HSBC, adopte le même le ton.

Ce plan «*concrétise l'engagement de la France pris au G20*», commente par exemple Pierre-Olivier Befy, économiste en chef chez Exane. Ces mesures, en particulier l'accélération de la réforme des retraites, sont aussi «*un message clé envoyé aux agences de notation*», note Michel Martinez, de Société générale.

Credit Suisse estime que l'impact sur les ménages les plus modestes devrait rester «*léger*» du fait de la répartition des mesures entre imposition des sociétés et du capital, hausse de la TVA réduite et désindexation de certaines allocations sociales.

Le gros de l'effort pourrait porter sur les années suivant l'élection présidentielle de 2012, prévoit Michel Martinez : «*de nouvelles et douloureuses mesures devront être mises en place après le mois de mai, en particulier pour réussir à réduire le déficit public à 2% du PIB en 2014.*» (lefigaro.fr 08.11)

1.2- Parole de menteurs.

«*Je ne peux plus le voir, c'est un menteur.*» C'est en ces termes que Nicolas Sarkozy a décrit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu au cours d'une discussion avec Barack Obama lors du G20 à Cannes. Manque de chance, l'échange a été suivi par des journalistes présents grâce à un boîtier de traduction qui leur avait été remis, selon le site Arrêt sur images.

«*Tu en as marre de lui mais moi, je dois traiter avec lui tous les jours*», a renchéri Barack Obama, selon le site. Une conversation dont la teneur a été confirmée par un correspondant de l'agence Reuters, et évoquée -sans citer les termes employés- sur le blog du journaliste du Monde présent sur place, qui indique que «*les deux dirigeants se sont affligés à huis clos de leurs relations difficiles avec le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou*». (20minutes.fr 08.11)

L'Etat sioniste est la lie du monde : il doit disparaître !

1.3- Le plan de rigueur annoncé avant-hier vu par les éditorialistes de la presse écrite.

«*En fait, l'inquiétude centrale que soulève ce plan, au-delà des multiples questions qu'il suscite, c'est qu'il est mou du genou côté croissance*» commente ainsi Paul Burel dans Ouest-France.

«*Le deuxième plan de rigueur en trois mois présenté par François Fillon sera-t-il le +der des ders+?*» s'interroge Jacques Camus dans La République du Centre. «*Personne n'y croit vraiment et c'est bien là son principal défaut.*» Patrick Fluckiger explique dans L'Alsace que «*le plus inquiétant est que tout cela ne suffira pas*», car le gouvernement «*ne fait pas reculer la dette. Or c'est elle qui provoque et entretient la crise de l'euro.*» Et Olivier Picard insiste dans les Dernières nouvelles d'Alsace: les mesures annoncées «*risquent simplement d'être inefficaces et impopulaires pour rien*».

Plusieurs quotidiens condamnent, en outre, le renforcement des «*inégalités*» qui s'expriment dans ce nouveau train de mesures.

François Martin, dans le Midi libre, qualifie les nouvelles mesures d'«*injustes et déséquilibrées*» et Daniel Ruiz (La Montagne) estime que «*la grande réforme qui perçait sous le ton autoritaire du Premier ministre n'est pas là, les inégalités, si*».

Paul Quinio, de Libération, va encore plus loin: «*La faillite du sarkozysme: c'est ce qu'a acté hier François Fillon en présentant son deuxième plan en quelques mois*». «*Il ne reste rien du sarkozysme originel*» de 2007, ajoute-t-il.

Mais plusieurs quotidiens soulignent les enjeux électoraux de ces annonces à six mois du scrutin présidentiel.

Pour Gaëtan de Capèle (Le Figaro), le plan «*ne peut se concevoir que comme une étape dans une réflexion beaucoup plus large sur le périmètre, le poids et le coût de la sphère publique, qui étouffe notre économie. C'est un débat essentiel pour la France. Et pour l'élection de 2012.*» Les Echos se situent sur le même terrain dans leur analyse.

Mais pour Dominique Garraud (Charente Libre), «*la ficelle est un peu grosse qui consiste à vouloir convaincre à la fois les agences de notation et des électeurs dont la défiance vis-à-vis de Nicolas Sarkozy est toujours en pente ascendante*». Il critique «*une navigation à la godille et par gros temps*» de la majorité.

Quant à Patrice Chabanet (Journal de la Haute-Marne), «*le plan pluriannuel annoncé hier force en effet le candidat socialiste à abattre ses cartes plus tôt qu'il ne l'avait prévu*». (liberation.fr 08.11)

Entre regret et angoisse, on les comprend, demain ce sera un véritable cauchemar et vous n'en dormirez plus la nuit...

1.4- En famille. Chez les jaunes.

Xavier Bertrand, ministre de la santé et du travail, s'est déclaré, mardi 8 novembre, prêt à discuter d'économies en matière de dépenses de santé mais pas du nouveau plan d'austérité annoncé lundi par François Fillon.

'*C'est de la responsabilité politique de mettre en place un plan anti-déficit. On ne peut pas demander aux syndicats de partager cette responsabilité politique*', a-t-il dit sur France 2. Mais, a-t-il ajouté, '*il y a d'autres points qui peuvent être discutés, notamment la baisse des dépenses de santé*', où le gouvernement prévoit une économie de 500 millions d'euros.

Plusieurs syndicats, parmi lesquels la CFDT, se sont étonnés que le gouvernement ne les ait pas consultés avant l'annonce des mesures anti-déficit annoncées lundi par le premier ministre François Fillon.

L'Unsa, la CGC et la CFTC ont accepté de rencontrer Xavier Bertrand ce mardi et mercredi. '*D'autres responsables (syndicats) savent que ma porte leur reste ouverte*', a déclaré le ministre. (lemonde.fr 08.11)

1.5- En famille. Le Front de gauche : un appendice du PS. Une "**candidatures indépendantes**"... pour une politique qui ne l'est pas.

Le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon est prêt à causer circonscriptions législatives avec le PS et les écologistes. Jusqu'ici, les alliés des communistes au sein du Front de gauche avaient toujours refusé de négocier des places de députés avec le grand frère socialiste. La règle suivie: on se présente partout face aux candidats PS ou Europe Ecologie-Les Verts (EE-LV) au premier tour pour «*permettre aux électeurs de gauche de pouvoir choisir*».

Mais au moment même où les tensions reprennent entre socialistes et écologistes, voici le PG qui réajuste sa stratégie et invite les dirigeants du PS et d' EE-LV à discuter des «*circonscriptions où la gauche pourrait risquer d'être éliminée du second tour au profit d'un duel droite-FN*».

Dans un courrier adressé ce mardi à ses homologues, Eric Coquerel, secrétaire national du PG chargé des relations extérieures et des élections : «*Aussi, sans rompre avec la stratégie du Front de Gauche de candidatures indépendantes au premier tour*», le PG est «*prêt à œuvrer pour limiter au maximum*» les «*cas*» de retrait d'un candidat de gauche dans une triangulaire pour faire barrage à l'extrême droite.

«*Nous pensons nécessaire de les anticiper et non de les gérer au coup par coup*», justifie Coquerel qui propose aux socialistes et aux écologistes de «*de comparer [leurs] informations: dans quels départements, dans quelles circonscriptions ce risque existe-t-il?*»

«*Nous sommes disponibles pour travailler à la représentation proportionnelle des forces de gauche sur l'ensemble de ces circonscriptions repérées comme, nous semble-t-il, vous l'avez-vous-même déjà entrevu avec d'autres forces*», conclut ce proche de Mélenchon qui propose une «*réunion*» au PS et EE-LV. Proposer de discuter avec des cousins quand ceux-ci se disputent, curieuse manière choisie par le PG pour participer aux projets familiaux à gauche. (liberation.fr 08.11)

Nous n'avons aucun mérite de l'avoir déjà écrit il y a quelques mois. De la même manière que si le candidat du PS figure au second tour de la présidentielle en 2012, le PG et le FG appelleront à voter pour lui pour "*battre la droite*".

La crise actuelle du capitalisme pose la question non pas de la meilleure manière de s'en accommoder en le rafistolant pour que les masses exploitées puissent en supporter les conséquences sans trop en souffrir, elle pose directement la question de la

nécessité de l'abolir parce qu'elle se traduit et se traduira encore davantage dans les mois à venir par une violente régression sociale insupportable.

Quelque part j'avais écrit que cette crise était différente des précédentes et qu'il se pourrait bien que ce soit la dernière, précisant qu'elle inaugurerait une période de crise continue, qui pourrait être fatale au capitalisme si le prolétariat parvenait à se donner une nouvelle direction ou signifier à terme le déclin inexorable de la civilisation humaine, puis sa disparition.

Le PG et avec lui le FG ne fait pas que "*réajuster sa stratégie*", cette orientation est conforme à sa nature, à son refus de rompre avec le capitalisme, les institutions et l'UE qui constitue la toile de fond de sa politique, la raison d'être de ce parti et ses alliés, et les places au côté des ennemis du socialisme et de tous ceux qui combattent pour en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques.

1.6- La nature du PS au grand jour. La seule voie : marcher sur les traces de Papandréou.

Pour les membres du collectif des Economistes atterrés, parmi lesquels Henri Sterdyniak et Cédric Durand, M. Hollande ne cesse depuis plusieurs jours de mettre en cause les gouvernements ou le duo Merkel-Sarkozy sur la gestion de la crise de la dette grecque, mais sans jamais faire de contre-proposition ni remettre en cause les dogmes de la règle européenne. D'autres comme Daniel Cohen ou Thomas Piketty, bien que proches du PS et moins radicaux, n'en font pas moins entendre eux aussi des critiques.

Le député de Corrèze a annoncé qu'il présenterait son scénario de sortie de crise "*dans quelques jours*". Il doit réunir "*ses*" économistes mercredi 9 novembre pour le mettre au point. En attendant, il campe sur une posture d'opposant mais donne l'impression que la gauche tâtonne.

Il n'a pas manqué de dénoncer le plan de rigueur annoncé par François Fillon en le jugeant "*incohérent, injuste et inconséquent*". Il a renchéri, lundi 7 novembre sur France 2 en estimant que ce plan était "*un constat d'échec que le premier ministre, au nom du président de la République, a dressé*". Mais pas un mot sur un éventuel plan alternatif.

Cette hésitation commence à se voir. "*Le PS est embarrassé*" remarque Henri Sterdyniak, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Aux yeux du chercheur, François Hollande "*a du mal à se différencier car il a peur qu'on l'accuse d'être irresponsable et de mettre en péril le triple A de la France*".

Le candidat PS, qui n'a cessé de mettre en avant son sérieux budgétaire durant la primaire, ne veut pas apparaître laxiste. "*François Hollande n'ose pas promouvoir sa politique de relance par l'investissement productif, les nouvelles technologies et plus de solidarité*", continue le cofondateur du collectif des Economistes atterrés.

Daniel Cohen, professeur d'économie à l'Ecole normale supérieure et conseiller de la banque d'affaires Lazard (ainsi que membre du conseil de surveillance du Monde), a lui aussi du mal à cacher sa gêne. Selon lui, le candidat socialiste a tous les outils pour montrer sa différence.

"*Le programme du PS est rempli de dispositions qui visent à amortir la crise*", souligne celui qui conseilla Martine Aubry durant la primaire. "*La gauche est capable de revenir à des paramètres budgétaires plus sains et de se créer des marges de manœuvre*", insiste-t-il. La frustration est partagée par Thomas Piketty, professeur à l'Ecole d'économie de Paris (EEP). "*La gauche pourrait être plus explicite et aller plus loin dans la formulation d'une alternative*", assure-t-il. "*On a besoin de plus d'audace et de propositions alternatives de la part du PS*", insiste ce spécialiste de la fiscalité, co-auteur de Pour une révolution fiscale (Le Seuil).

"*Le silence de la gauche est assourdissant*", constate de son côté Cédric Durand, maître de conférences à l'université Paris 13. Cet autre signataire du Manifeste des Economistes atterrés met l'attentisme du candidat Hollande sur le compte du "*consensus*" droite-gauche sur la construction européenne. "*Ils sont d'accord sur une gestion libérale, souligne-t-il. Or la politique de rigueur appliquée par l'Union européenne est injuste, dangereuse et antidémocratique.*"

La gauche est pourtant attendue, disent, avec leurs nuances, ces économistes. Il lui faut faire des propositions et montrer ses différences avec la politique de la droite. D'autant que les résultats des plans de rigueur appliqués dans l'UE vont être dramatiques, estiment ces spécialistes. "*C'est désolant de voir l'Europe converger vers une purge budgétaire qui va se traduire par une dette majeure et une croissance très faible*", assure M. Cohen. "*La gestion de la crise par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy est lamentable. François Hollande serait de toutes façons meilleur*", affirme M. Piketty.

Tous pensent qu'il faut arrêter la spirale de la rigueur. La gauche doit assumer sa relance par la croissance sans complexe, en remettant en cause les "*tabous*" de la construction européenne comme le pacte de stabilité et l'indépendance de la BCE, disent-ils. "*Il faut que le PS et le SPD fassent des propositions communes plus concrètes*", avertit Thomas Piketty. Cette autre politique passe par "*un saut dans le fédéralisme européen*" via l'instauration d'eurobonds et la création d'une Agence de la dette

européenne, défend le professeur de l'EEP.

Même insistance du côté de Daniel Cohen pour qui "*la gauche doit tenir un discours de croissance au niveau européen*". Mais elle doit aussi s'inscrire dans le débat présidentiel français. L'économiste de l'ENS estime que François Hollande doit montrer que l'austérité n'est "*pas inéluctable*" en proposant des mesures comme l'arrêt du soutien aux heures supplémentaires, la suppression des niches fiscales ou la fixation des prix des loyers. "*Il faut relancer l'économie par une vraie politique industrielle, l'investissement sur les nouvelles technologies et impulser une politique de solidarité par l'harmonisation fiscale*", propose de son côté Henri Sterdyniak.

"*On aimerait savoir ce que pense le PS du poids des marchés et de leur chantage sur les déficits publics*", se demande Cédric Durand pour qui il faut "*poser la question de l'annulation de la dette vu son coût social*". "*La question des nationalisations demeure une question centrale sur laquelle François reste silencieux*", note ce proche du NPA.

Même si les pistes divergent, l'attente est forte. Un mot d'ordre semble réunir tous ces chercheurs : ne pas faire comme les socialistes espagnols ou grecs. "*La gauche française n'a pas comme seul destin de suivre celui de Papandréou*", résume ainsi Daniel Cohen. (lemonde.fr 08.11)

Mais si, mais si, messieurs les économites, vous avez une mauvaise mémoire ou une mémoire très sélective, jamais dans le passé un parti issu de la social-démocratie n'a rompu avec le capitalisme, c'est ce que vous lui demandez de faire d'une certaine manière, inconsciemment bien sûr, car en réalité ce n'est pas non plus votre intention.

Les mesures que vous espérez qu'Hollande prendrait, nécessiteraient qu'il rompe avec la domination de l'aristocratie financière, qui est un fait accompli et non quelque chose en devenir, et vous pensez qu'elle le laisserait faire, en ferait-il l'annonce, qu'aussitôt elle prendrait des mesures qui le forceraient à reculer parce qu'il est incapable de se placer résolument au côté de la classe ouvrière, Hollande est un représentant de la classe des capitalistes et rien d'autre.

Ils n'ont pas compris ou ne veulent pas comprendre, que refuser de se soumettre à la loi des marchés revient à remettre en cause pas seulement le libéralisme, mais le capitalisme lui-même, et que seul un véritable parti socialiste ou communiste pourrait s'engager dans cette voie, ce que n'est pas le PS.

Messieurs les économistes qui vous dites de gauche, c'est à vous de rompre avec le capitalisme, de démontrer que vous en êtes capables, et dans ce cas-là, il vous faudra vous tourner vers un autre parti que le PS ou participer à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui lui combat pour la rupture avec le capitalisme. Il n'existe pas d'autre alternative : soutenir le régime capitaliste ou s'y adapter, ce qui revient au même, ou rompre avec lui et le combattre jusqu'à ce qu'il soit éradiqué de la surface de la terre.

2- Grèce

Les partis politiques grecs, en pourparlers sur la formation d'un gouvernement d'union nationale, sont d'accord pour nommer à sa tête l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne Lucas Papademos, a-t-on déclaré mardi de source proche du parti socialiste au pouvoir.

Les tractations visant à désigner un nouveau Premier ministre suscitent l'impatience de l'Union européenne, qui a demandé mardi à la Grèce de s'engager par écrit à mettre en oeuvre le plan de sauvetage européen.

Le Premier ministre socialiste sortant, George Papandréou, a déclaré dans la journée à son cabinet qu'il s'attendait à ce que son successeur soit nommé mardi soir.

Un peu plus tard, on indiquait de source proche du Pasok que les négociations étaient "*en cours de finalisation avec Papademos en tant que Premier ministre*".

Mais aucun accord n'avait émergé en fin de soirée en raison de querelles intestines dans les rangs de Nouvelle Démocratie (ND, principale formation conservatrice de l'opposition).

Selon des sources politiques, certains élus de ND accuseraient Antonis Samaris, chef de file du parti, de faire trop de concessions, notamment en effectuant un virage de 180° sur l'acceptation des mesures d'austérité assorties au plan de sauvetage financier.

On ignore toutefois encore si Papademos, qui a quitté la BCE l'an dernier et enseigné à Harvard, acceptera le poste.

Les socialistes du Pasok et de ND se préparent à former un gouvernement d'union nationale appelé à diriger le pays

jusqu'aux élections anticipées de février prochain.

Les partis ont décidé de mettre en place une "*coalition des cent jours*" qui devra obtenir l'aval du parlement sur le plan de sauvetage de 130 milliards d'euros élaboré par l'UE.

Un ministre a déclaré que l'UE avait demandé à la Grèce de rédiger une lettre qui l'engage à mettre en oeuvre le plan de sauvetage européen et qui porte les signatures du Premier ministre sortant, de son successeur, du ministre des Finances, du chef de l'opposition et du gouverneur de la banque centrale.

A l'issue d'une réunion de l'Eurogroupe, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, a déclaré lundi soir qu'il était "*essentiel que le nouveau gouvernement prenne des engagements clairs, par écrit, envers le programme UE-FMI et l'ensemble des éléments inclus dans le deuxième plan (d'aide)*".

Les tractations grecques sont suivies avec attention jusqu'aux Etats-Unis, où le porte-parole de la Maison blanche a exhorté lundi le gouvernement à "*agir aussi vite que possible pour remplir ses engagements*".

Lucas Papademos est arrivé lundi à Athènes en provenance des Etats-Unis. Ex-gouverneur de la banque centrale grecque, figure bien connue des capitales européennes, il avait supervisé le passage de la Grèce à l'euro en 2002 avant de prendre ses fonctions à la BCE. (Reuters 08.11)

3- Italie

Silvio Berlusconi a annoncé mardi qu'il quitterait le pouvoir une fois voté le nouveau budget et après avoir subi dans la journée un échec humiliant au Parlement.

Le président du Conseil a confirmé une déclaration du président de la République selon laquelle il démissionnerait après l'adoption en urgence à la Chambre des députés et au Sénat de la loi de finances assortie des amendements exigés par les partenaires européens de Rome.

Ces votes, qui devraient intervenir d'ici la fin du mois, mettront alors un point final à la domination qu'il a exercée pendant 17 ans sur la vie politique transalpine.

Son échec à mettre en oeuvre des réformes a alimenté une fronde au sein de son parti. Sur sa proche chaîne de télévision, Canale 5, Silvio Berlusconi a confié mardi soir qu'à ses yeux, la seule issue résidait dans des élections législatives anticipées.

Le président Giorgio Napolitano a, pour sa part, annoncé qu'il allait engager des consultations avec les partis politiques en vue de la formation d'un nouveau gouvernement.

Le locataire du palais du Quirinal et les marchés seraient, croit-on, favorables à la mise en place d'un gouvernement de techniciens ou d'union nationale.

Mardi après-midi, le gouvernement de centre droit a remporté à la Chambre un vote sur les comptes publics 2010 grâce à l'abstention de l'opposition, mais sans parvenir à obtenir la majorité absolue des 630 voix que compte l'assemblée.

Pier Luigi Bersani, chef de file du Parti démocrate, principale formation de l'opposition, a déclaré que l'Italie courait le risque de perdre tout accès aux marchés financiers alors que le rendement des emprunts italiens tourne autour de 7%. (Reuters 08.11)

4-Iran

4.1- L'Iran semble avoir travaillé à la conception d'une bombe nucléaire et mène peut-être encore des recherches de cette nature, a indiqué mardi l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans un rapport qui devrait accentuer les tensions au Moyen-Orient.

Citant des informations "*crédibles*" de ses Etats membres et d'autres sources, l'agence énumère une série d'activités pouvant être liées à la mise au point d'armes nucléaires, par exemple des tests d'explosifs puissants ou la fabrication d'un détonateur de bombe atomique.

Ce rapport très attendu, précédé par des spéculations de la presse israélienne sur d'éventuels raids préventifs contre des sites nucléaires iraniens, expose de nouveaux éléments laissant penser que la République islamique cherche à développer des capacités nucléaires militaires de façon secrète et concertée.

Certaines de ces activités iraniennes ont des applications civiles et militaires, mais "*d'autres sont spécifiques aux armes nucléaires*", dit le rapport que Reuters s'est procuré mardi avant une réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA.

Téhéran, qui nie farouchement mener des recherches clandestines pour fabriquer une arme atomique, a immédiatement condamné le rapport. "*Il est déséquilibré, manque de professionnalisme et répond à des mobiles politiques*", a dit Ali Asghar Soltanieh, représentant de l'Iran auprès de l'AIEA.

Un responsable américain anonyme a indiqué dès mardi que Washington pourrait prendre de nouvelles mesures contre des banques commerciales ou des sociétés écran iraniennes, mais il a jugé moins probables des sanctions contre le secteur pétrolier et gazier de l'Iran pour le moment.

"*Je pense qu'il se dégage des faits un dossier accablant relatif à une initiative nucléaire militaire complexe visant à miniaturiser une ogive pour missile balistique*", a déclaré David Albright, l'un des principaux spécialistes américains de la prolifération nucléaire.

"*C'est accablant par l'abondance des détails, c'est un dossier très convaincant*", a-t-il dit à Reuters de Washington.

La Russie a critiqué le rapport en faisant valoir qu'il réduirait les chances de dialogue avec Téhéran sur ses activités nucléaires et en laissant entendre qu'il avait pour objet de faire échouer une solution diplomatique.

"*Nous avons des doutes sérieux quant au bien-fondé d'initiatives révélant au grand public le contenu du rapport, principalement parce que c'est précisément maintenant que semblaient apparaître des chances de reprise du dialogue entre les six médiateurs internationaux et Téhéran*", note le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Il ajoute qu'il lui faut du temps pour déterminer si le rapport contient de nouveaux indices d'éléments militaires dans le programme nucléaire de l'Iran, ou s'il ne s'agit que d'une volonté de "*soulever délibérément ou non les émotions*".

L'AIEA dit avoir examiné avec soin les renseignements secrets fournis par des Etats membres et avoir constaté leur solidité en ce qui concerne les contenus techniques, les personnes et les organismes cités ou les périodes considérées. Elle dit avoir également effectué ses propres vérifications.

"*L'agence a de sérieuses inquiétudes concernant une possible dimension militaire du programme nucléaire iranien*", dit le document auquel est attachée une annexe de 13 pages comportant des descriptions de recherches sur les explosifs et des simulations par ordinateur en rapport avec des détonations nucléaires. (Reuters 08.11)

Bref, ce rapport ne comporte rien de nouveau, aucune certitude, ce sont ses rédacteurs qui le disent eux mêmes, peu importe, ils s'appuient sur "*les renseignements secrets fournis par des Etats membres*" qui eux sont naturellement au-dessus de tout soupçon, Etats qui ont intérêt à s'en prendre à l'Iran, plus exactement à mettre la main sur son pétrole... comme ce fut le cas récemment avec la Libye ou encore avec l'Irak, l'Afghanistan.

On voit que ce rapport est cousu de fil blanc, normal, l'AIEA roule pour les impérialistes dominants...

Commentaire d'un internaute

- "*En quoi est-il dangereux que l'Iran ait l'arme atomique? Le premier qui bouge une oreille pour envoyer cet engin s'en prendra automatiquement plusieurs sur la tête. Il est impossible aujourd'hui d'envoyer un engin sans que cela soit détecté. Il n'y a pas d'arme plus pacifiste que celle-là.*"

4.2- Le ministre israélien de la Défense a refusé d'exclure d'attaquer des installations nucléaires en Iran mardi, peu avant la publication d'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui devrait renforcer les soupçons sur l'existence d'un programme nucléaire militaire iranien.

Ehud Barak a expliqué sur Radio Israël qu'il était sceptique quant à l'adoption par la communauté internationale de sanctions invalidantes contre le régime islamique. "*Tant qu'il n'y a pas de telles sanctions et que de telles sanctions n'ont pas prouvé leur efficacité*", Israël recommandera qu'aucune option, y compris militaire, ne soit exclue, a dit le ministre.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré mardi à la télévision d'Etat que le directeur général de l'AIEA, le Japonais Yukiya Amano, n'avait "aucun pouvoir propre" et violait les règles de son agence. "*Il livre les papiers que lui confient les responsables américains*", a-t-il accusé.

Téhéran a récusé par avance les conclusions du rapport qui devait être présenté mardi par l'AIEA et qui devraient être utilisées par Washington pour demander un nouveau renforcement des sanctions. (AP 08.11)

5- Tunisie

Le visage de la future Assemblée constituante en Tunisie vient de subir quelques liftings. Le tribunal administratif de Tunis a examiné 15 recours avant de clôturer, mardi 8 novembre, le dossier des élections du 23 octobre pour l'Assemblée chargée d'élaborer une nouvelle Constitution. Le tribunal a réattribué 7 sièges au parti Al Aridha El Chaabia (Pétition Populaire), qui aura désormais 26 représentants, annonce Mosaïque FM.

La modification des résultats par le tribunal, mardi 8 novembre, rend une partie des sièges perdus par le parti Al Aridha, rapporte une journaliste au micro de Mosaïque FM.

Au total, 89 recours ont été examinés parmi les 104 dossiers déposés. Aujourd'hui la répartition des sièges dans l'Assemblée constituante est la suivante: Le Mouvement Ennahda perd deux sièges et comptabilisent 89 sièges. Le mouvement libéral Ettakol se voit amputé d'un siège et devrait occuper 20 sièges. Le Congrès pour la République (CPR) et le parti démocratique progressiste perdent un siège et comptabilisent respectivement 29 sièges et 16 sièges dans la prochaine Assemblée constituante. (Slateafrique.com 08.11)

6- Libye

Pour la première fois, le 26 octobre, le Qatar admet avoir envoyé des troupes au sol aux côtés des rebelles libyens, explique The Guardian. C'est ce qu'a affirmé le général qatarien Hamad ben Ali al-Attiya, en marge d'une réunion des chefs d'état-major ayant participé aux opérations libyennes, à Doha, au Qatar.

«Des centaines de soldats du Qatar étaient présents dans toutes les régions, ils assuraient les opérations d'entraînement et les transmissions», a-t-il déclaré. «Nous assurons la liaison entre les rebelles et l'Otan», poursuit-il, en estimant son engagement indispensable pour aider les civils ayant pris les armes sans «l'expertise militaire nécessaire».

Selon une source diplomatique française suivant ce dossier, ce serait près de 5.000 Forces spéciales du Qatar qui auraient été déployées en Libye, comme le rapporte Georges Malbrunot du Figaro. Le journaliste affirme que «les troupes de Doha se sont d'abord déployées à Tobrouk puis ensuite à l'ouest dans le djebel Nefoussa, où le chef d'état-major qatarien, le général Hamad ben Ali al-Attyiah s'est rendu à plusieurs reprises». Selon cette même source, «les Qataris sont arrivés avec des valises remplies d'argent, ce qui leur permet de retourner des tribus». Il observe aussi que l'engagement –un peu trop marqué– du Qatar aux côtés des islamistes a suscité des critiques au sein du Conseil national de transition (CNT), mais également en France et en Grande-Bretagne.

Jusqu'à présent, les pays participants à l'opération contre le régime de Kadhafi, dont le Qatar, avaient seulement fait part d'opérations aériennes sous le commandement de l'Otan. En effet, la résolution 1973 de l'ONU, adoptée le 17 mars 2011, interdisait –en principe– toute intervention des troupes au sol.

A ce jour, ni la France ni la Grande-Bretagne n'ont assuré avoir envoyé des soldats au sol pour combattre les forces loyalistes. La France reconnaissant seulement avoir mis en place des «officiers de liaison», c'est-à-dire des conseillers militaires auprès du CNT. (Slateafrique.com 08.11)

Syndicat

France. Quand la jaunisse en redemande.

Véronique Descacq de la CFDT dans un chat du Monde.fr, extraits :

Bernard : La CFDT compte-t-elle appeler à la grève contre le nouveau plan de rigueur ?

Véronique Descacq : Pour l'instant, ce n'est pas le sujet. On peut douter qu'une grève apporte une solution à la question du pouvoir d'achat des salariés. Ce que l'on veut, c'est que le gouvernement entende nos contre-propositions.

Le Roux : Quand vous arrêterez vos querelles inter-syndicales pour lancer un mouvement de grèves générales illimitées contre les agences de notations pour la défense des intérêts des salariés? (je suis syndiqué à la CFDT retraité)

Véronique Descacq : C'est la mobilisation des salariés sur le terrain qui peut en assurer la réussite. On prend le pouls des salariés mais après, on ne sent pas la volonté des salariés de se lancer dans une grève massive illimitée.

Laurent : Croyez-vous que la France a les moyens de maintenir son niveau de protection sociale ?

Véronique Descacq : Il faut réformer la protection sociale pour qu'elle réponde mieux aux enjeux de la société d'aujourd'hui (évolution du monde du travail, évolution de la famille...). Pour répondre à ces deux enjeux, cohésion et soutien de l'activité économique, il y a beaucoup de redéploiement à faire à budget constant en matière de politique familiale, par exemple. Mais il faut accepter qu'en matière de santé, les coûts sont amenés à évoluer du fait des progrès médicaux et de l'allongement de la durée de vie et qu'il faudra trouver des ressources supplémentaires au travers d'un impôt équitable, comme la CSG par exemple. (No comment, je deviendrais vulgaire, déjà que j'ai la patience de lire ces saloperies... - note du site)

92 : Allez-vous rencontrer Xavier Bertrand dans les prochains jours pour discuter de la rigueur comme il vous l'a proposé ?

Véronique Descacq : Xavier Bertrand n'a pas proposé de nous rencontrer pour parler de la rigueur, mais seulement pour parler de l'économie sur les dépenses de santé. Or, nous, nous pensons qu'il y a beaucoup d'autres sujets qui concernent les salariés. En particulier, tout ce qui concerne la fiscalité.

En revanche, on veut rencontrer le premier ministre sur l'ensemble du plan. (mais il ne demande pas mieux ! - note du site)

Bertrand : Alors que la conjoncture politique, économique et sociale donne crédit aux revendications salariales, le mouvement social-syndical est quasiment inexistant. Comment expliquez-vous cela ?

Véronique Descacq : A la CFDT, on a à la fois une vision d'ensemble des enjeux économiques et sociaux (...) De leur côté, les salariés ont conscience de la gravité de la situation économique. (...) Mais ils ne pensent pas que ce soit au travers des grèves que la situation évoluera. (Qu'est-ce que vous croyez, les travailleurs ne peuvent pas avoir "*conscience de la gravité de la situation économique*" des malheureux banquiers et à la fois avoir conscience de leurs propres intérêts. - note du site)

Christophe : Pour en revenir aux allocations familiales, ne croyez-vous pas qu'il serait nécessaire de définir un plafond de ressources au-dessus duquel les ménages concernés ne pourraient prétendre à en bénéficier ?

Véronique Descacq : A la CFDT, on est très attaché à l'universalité des allocations familiales. Tous les salariés participent à son financement, donc tout le monde doit pouvoir en bénéficier. En revanche, faire entrer les allocations familiales dans le barème de l'impôt sur le revenu pourrait être une bonne piste pour rendre les choses plus équitables. Il y a des dispositifs bien plus inéquitables, parce qu'ils profitent proportionnellement plus aux revenus élevés. (Ainsi des foyers de travailleurs qui sont aujourd'hui non imposables le seraient demain, merci pour eux, quelle réac !)

Guest : Pourquoi les syndicats ne disent pas simplement les choses. A savoir qu'une gestion très rigoureuse est nécessaire, mais que la véritable question qui se dessine est de savoir qui subira les ajustements nécessaires ?

Véronique Descacq : Il me semble que c'est ce que l'on dit. A la CFDT, on a la conviction que la question de la dette est à prendre en compte sérieusement. Il faudra donc faire des efforts, en particulier augmenter les ressources de l'Etat et de la protection sociale. Toute la question est de faire en sorte que ces efforts soient équitablement répartis. C'est la raison pour laquelle nous proposons une remise à plat de la fiscalité pour rendre les impôts plus progressifs. (Ce sont les arguments, le programme du gouvernement, préconisé par la BCE, l'UE et le FMI. Pourriture! - note du site) (lemonde.fr 08.11)

Social

France

1.1- Sanofi supprime 1450 postes.

Sanofi a annoncé mardi en comité d'entreprise que la restructuration de ses activités de recherche et développement entraînerait la suppression de 555 postes en Europe et de l'ordre de 900 aux Etats-Unis, ont annoncé à Reuters des élus CGT auprès de cette instance.(Reuters 08.11)

1.2- Répression. Matracage de lycéens.

Des élèves, dont certains auraient été blessés, et des professeurs ont bloqué l'entrée du lycée Honoré de Balzac à Paris pour réclamer de meilleures conditions de travail. Manifestation musclée devant le lycée Honoré de Balzac à Paris (XVIIe). Les

forces de l'ordre sont intervenues ce mardi pour forcer l'entrée de l'établissement scolaire, bloquée depuis le début de matinée par les professeurs et les élèves.

Ces événements font suite à une grève entamée le 3 novembre dernier par le personnel de la cité scolaire, pour protester contre les mauvaises conditions de travail. Pour soutenir le mouvement, des élèves ont décidé, ce mardi matin, de bloquer l'entrée de l'établissement. "*Les élèves formaient une chaîne humaine devant l'entrée. Le blocus était alors pacifique*", témoigne une élève de terminale.

Jusqu'à l'intervention des forces de l'ordre vers 10 heures pour débloquent l'établissement. Des heurts ont alors opposé une dizaine de policiers aux manifestants. Une élève aurait le tibia cassé par une lampe torche d'un policier. Un de ses camarades, âgé de 17 ans, se serait ouvert l'arcade sourcilière. Ce dernier a été conduit au service médico-judiciaire de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu pour faire constater ces blessures. Il devrait être entendu dans la journée au commissariat du XVII^e arrondissement.

D'après la police, l'élève arrêté s'est montré particulièrement agressif envers les forces de l'ordre. Une version contestée par les élèves. Les lycéens assurent avoir été victimes d'une violence inappropriée: coups de matraque, usage de gaz lacrymogène... Plusieurs élèves envisagent de porter plainte cet après-midi. (lexpress.fr 08.11)

Economie

1- UE.

1.1- Enterrée !

Divisée, l'Union européenne a décidé mardi de remettre au printemps au moins la création d'une taxe sur les transactions financières, qui bénéficie pourtant du soutien actif de la France et de l'Allemagne.

"*Aujourd'hui à l'Ecofin, nous avons surtout parlé de la taxe sur les transactions financières. Le débat a été animé*", a expliqué le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. "*Nous nous sommes entendus pour déterminer rapidement, au printemps, si celle-ci avait un avenir.*"

Mardi, l'Irlande s'est dite réticente à ce que la taxe soit adoptée au sein de la seule zone euro, comme l'envisageaient la France et l'Allemagne.

Quant à la Grande-Bretagne, dont les critiques ont redoublé ces derniers jours, elle a purement et simplement demandé que le dossier soit définitivement archivé.

"*Je suggérerais que nous enterrions cette idée selon laquelle il y aura une taxe sur les transactions financières*", a dit à ses homologues le ministre britannique des Finances, George Osborne. (Reuters 08.11)

1.2- Edulcoré !

Suspendus à l'évolution de la situation politique en Italie, dans le flou quant au futur gouvernement d'union nationale en Grèce et au point mort sur la réforme du fonds de soutien à l'euro, les ministres européens des Finances ont peiné mardi à maintenir un front uni sur le soutien à apporter aux banques.

Alors que les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept se sont entendus fin octobre sur un plan de recapitalisation des établissements européens à hauteur de 106 milliards d'euros et sur le principe de leur fournir des garanties de financement, la mise en oeuvre de ces décisions se heurte à des réticences.

D'un côté, plusieurs pays sont inquiets des effets négatifs sur le financement de l'économie d'une recapitalisation menée uniquement en interne par les banques, via réduction de voilure et ventes d'actifs.

De l'autre, les Vingt-Sept divergent sur l'opportunité de fournir aux banques des garanties leur permettant d'accéder à des financements sur le marché interbancaire, notamment en dollar, ainsi que sur le degré de coordination au niveau européen d'un tel exercice.

Après plusieurs heures de discussions infructueuses mardi, les ministres européens des Finances ont finalement décidé de procéder à des travaux complémentaires sur ces deux questions au cours des prochaines semaines, des efforts qui pourraient devenir inutiles si la situation en Italie - la troisième économie de la zone euro - venait à empirer encore.

Sur la première question - le "*deleveraging*" - les ministres ont insisté pour que le financement de la recapitalisation par ventes

d'actifs et réduction de voilure ne se produise pas de manière trop abrupte, afin que les banques puissent continuer à assurer leur rôle de financement de l'économie, a expliqué le commissaire au Marché intérieur Michel Barnier, dans un communiqué.

"Dans les efforts de recapitalisation, nous voulons nous assurer qu'il n'y ait pas de 'deleveraging' massif et soudain", a-t-il dit après la réunion mensuelle du conseil Ecofin.

Sur la seconde question - celle de garanties de financement - le débat est plus compliqué encore. Plusieurs pays, dont la France, s'y opposent et jugent qu'il ne s'agit pas du problème le plus immédiat auquel doivent faire face les établissements du continent.

Interrogé sur ce point, le ministre français de l'Economie François Baroin a répondu : *"Ce n'est pas ce qui est dit."*

"S'agissant de la recapitalisation des banques, il n'y a rien de changé. Il y a un rendez-vous, une méthode, un calendrier et un niveau de fonds propres en dur qui est exigé pour les banques", a-t-il dit à l'issue de la réunion.

Plus tôt dans la journée, le ministre suédois des Finances, Anders Borg, avait quant à lui mis en garde contre toute tentation de revoir à la baisse les termes de l'accord.

"Nous devrions faire ce que nous avons promis. Nous devrions coller à ces chiffres. Nous devrions clairement reconnaître que toute édulcoration sera coûteuse en terme de crédibilité", a-t-il insisté.

"Nous ne devrions pas changer les critères et nous devrions nous en tenir aux règles de calcul préparées par l'Autorité bancaire européenne", a-t-il encore dit.

La Commission a annoncé mardi qu'elle proposerait très rapidement un cadre législatif européen afin d'assurer la bonne mise en oeuvre du plan de recapitalisation. (Reuters 08.11)

1.3- Déséquilibré !

Une proposition de la Commission européenne visant à sanctionner les pays aux déséquilibres économiques trop accentués semble plus clémente envers ceux qui ont des excédents que ceux qui sont déficitaires, une manière d'apaiser Berlin, montre un document.

La proposition de la CE, discutée par les ministres des Finances de l'Union européenne mardi, comporte une liste d'indicateurs économiques et différents seuils qui seraient employés pour déterminer si tel ou tel pays de la zone euro a développé des déséquilibres susceptibles de porter préjudice à l'ensemble de la zone.

Si le pays concerné ne faisait rien pour redresser la barre, il s'exposerait à une amende représentant 0,1% du PIB.

L'un des indicateurs scrutés serait la balance des comptes courants. Un signal d'alarme se déclencherait si le déficit dépassait 4% du PIB ou si l'excédent représentait plus de 6% du PIB, en prenant pour base de calcul une moyenne mobile sur trois ans, suivant le document présenté aux ministres mardi.

L'Allemagne, premier exportateur européen, avait un excédent courant de 6,6% en 2006, de 7,6% en 2007, de 6,7% en 2008 et de 5,0% en 2009. La CE l'estime à 5,1% en 2010 et l'anticipe à 4,7% cette année et 4,6% en 2012.

Certains pays et parlementaires européens voulaient des pourcentages identiques pour les excédents et les déficits, ce qui aurait placé l'Allemagne dans le camp des mauvais élèves.

Certains pays de la zone euro ont souvent reproché à l'Allemagne de trop orienter son économie vers l'exportation et de ne pas assez stimuler sa demande intérieure, ce qui aiderait les autres pays européens à plus exporter vers elle.

La CE examinerait aussi la dette extérieure nette, le niveau d'alerte étant fixé à -35% du PIB. La dette privée ne pourrait excéder 160% du PIB et la dette publique 60%.

D'autres seuils d'alerte sont prévus: une perte de part de marché de plus de 6% sur cinq ans, une hausse du coût unitaire du travail de plus de 9% sur trois ans (12% hors zone euro), des flux de crédits au secteur privé dépassant 15% du PIB, une hausse annuelle de plus de 6% des prix de l'immobilier par rapport à un déflateur de la consommation d'Eurostat, un taux de chômage de plus de 10% en moyenne mobile sur trois ans.

Enfin, le taux de change effectif réel, fondé sur des déflateurs d'inflation et mesuré sur un échantillon de 35 pays industrialisés,

ne devrait pas monter ou baisser de plus de 5% (11% hors zone euro) sur une période de trois ans.

Le document de la CE précise que seront pris en compte le nombre total d'infractions, la gravité de chaque infraction et la combinaison d'infractions susceptible d'attester d'un problème économique plus vaste. (Reuters 08.11)

2- France

Le déficit commercial de la France s'est creusé en septembre, à 6,303 milliards d'euros, après 4,310 milliards d'euros (révisé) en août, selon les données CVS/CJO publiées mardi par les Douanes.

Le solde cumulé de la balance commerciale depuis le 1er janvier s'établit à -54,177 milliards d'euros, contre -37,834 milliards sur les neuf premiers mois de l'an dernier.

Les exportations FAB en données CVS/CJO sont ressorties à 36,971 milliards d'euros en septembre contre 30,549 en août.

Les importations ont augmenté à 42,757 milliards d'euros après 36,165 milliards en août. (Reuters 08.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 novembre

CAUSERIE

Un camarade qui a adressé ma causerie d'hier à un autre militant l'a fait précéder de ces quelques mots : "*causerie du 09 11 11 : excellent comme toujours et tellement complet qu'on se demande s'ils ne sont pas plusieurs à écrire tous les jours.*". C'est bien seul à l'autre bout du monde que je fais ce boulot, sans l'aide de personne, même pas par Internet. C'est en grande partie une question d'organisation, et ce n'est pas facile tous les jours.

Merci à toi pour cet encouragement, j'en ai besoin parfois. Et porte-toi bien.

J'ai mis en ligne des articles et des documents dans les rubriques économie, social et la Tribune libre.

Propagande. Matracage

En à peine un mois, la cote de confiance de Sarkozy est passé dans les sondages de 24% pour l'estimation la plus basse à 40% selon CSA-Les Echos. Quant à Hollande, il ne dégagerait plus une image positive que pour 51% des personnes sondées. (source : liberation .fr 09.11)

Je n'ai plus le temps d'écrire un mot sur l'intervention hier de Hollande, je me demande même si c'est vraiment nécessaire, une perte de temps ? On verra cela demain, l'actualité est trop chargée.

Notes de lecture du n°174 d'**Informations ouvrières**

Comment le POI se fait le complice du PS et des bureaucrates syndicaux qui soutiennent le régime.

1- Hollande : "*il a raison*".

"*Que répond François Hollande ? Il dénonce « un plan injuste » qui frappe les couches les plus vulnérables de la population, et regrette que les cadeaux faits aux capitalistes ne soient pas remis en cause. Il a raison. Que propose-t-il sur cette base ? « De donner du sens à la rigueur » par des mesures plus équilibrées. Peu ou prou, les dirigeants des autres partis issus du mouvement ouvrier entonnent le même refrain.*"

2- Admettre dans la formulation que les privilégiés pourraient consentir des sacrifices.

"*La réponse à la situation ne saurait être dans un partage équilibré des sacrifices.*"

3- Comment le mouvement ouvrier complètement gangrené par le social-libéralisme et sous son contrôle pourrait défendre

réellement les intérêts des travailleurs.

"Le mouvement ouvrier, pour jouer son rôle, se doit de refuser tout accompagnement des plans et mesures d'austérité."

Page 3, Christel Keiser et Dominique Ferré en rajoutent une couche, pas directement, ces cuistres passent par Les Echos : « *Aujourd'hui, les syndicats ont pris leurs distances avec le monde politique* », les "syndicats", mais qui dans les syndicats, les militants et les adhérents ou les bureaucrates qui les contrôlent, tous ensemble, sauf que les militants n'ont pas vraiment les mêmes intentions que leurs dirigeants et que cela ne figure nulle part, à l'arrivée en lisant cet article, on arrive à la conclusion qu'ils sont bien finalement ces bureaucrates pourris puisqu'ils "ont pris leurs distances avec le monde politique" détestée par les masses exploitées, c'est qu'eux au moins ils ne sont pas aussi pourris, la suite le confirme : *"Et pour cause : depuis des mois, occupations, grèves et manifestations se multiplient dans tous les secteurs (et se poursuivent encore aujourd'hui, y compris dans certains ministères, nous indiquent nos correspondants), entraînant les organisations contre les mesures du gouvernement « socialiste » aux ordres de la troïka"*, on pourrait parfaitement croire que ce sont les dirigeants syndicaux qui sont à l'origine de ces grèves, etc.

4- Alors que le représentant de l'Etat s'est présenté comme celui des banquiers, de l'aristocratie financière, des capitalistes, à travers la politique d'austérité qu'il a annoncée, démontrant ainsi clairement que l'Etat était au service de la classe des capitalistes, axer le combat à la fois contre l'Etat et le capitalisme semblait en découler, disons logiquement. Au lieu de cela voilà la conclusion que nous livre Marie Stagliano :

"Les choses sont claires. Pour un gouvernement dont la priorité est le retour à « l'équilibre des dépenses publiques », le scénario est déjà tout programmé : des plans de rigueur qui vont se succéder année après année, jamais suffisants, toujours plus brutaux contre toutes les couches de la population."

Conclusion qui n'est en réalité qu'un simple constat, alors que Fillon ne s'est pas contenté de présenter un ensemble de mesures, il a précisé qu'il ne fallait faire des banquiers des "boucs émissaires" se présentant ainsi comme leur représentant officiel à la tête de l'Etat, un détail qui apparemment a échappé aux dirigeants du POI, mais qui à lui seule concentre la situation et ses contradictions sur le plan économique, social et politique, Fillon prétendant défendre l'intérêt général mais se doit de monter au créneau pour défendre ses amis les banquiers.

Ce "détail" une fois écarté ou laissé de côté volontairement, il fallait bien une nouvelle fois désigner aux militants et travailleurs un autre objectif que l'Etat, ce qui ne demandera aucun effort à Yan Legoff en page 4 en citant l'appel lancé "le 2 juillet par des militants et élus de toutes tendances" :

"Il revient au mouvement ouvrier de s'unir au-delà des divergences compréhensibles pour refuser les diktats de l'Union européenne", au lieu d'axer le combat contre le gouvernement et les institutions, l'Etat. Dans son éditorial Gluckstein a écrit que *"Peu ou prou, les dirigeants des autres partis issus du mouvement ouvrier entonnent le même refrain"*, à sa façon le POI aussi, et la boucle est bouclée.

Du renoncement au combat contre l'Etat au social-patriotisme, un glissement droitier logique, inéluctable.

Page 7, dans une interview, Bruno Lemerle, secrétaire de la CGT du groupe PSA Peugeot Citroën à Sochaux, et si je ne m'abuse militant du POI affirme en réponse aux investissements de PSA en Chine, en Inde et en Russie : *"nous, on est contre la réimportation et la mise en concurrence des salariés"*, point barre, donc PSA devrait continuer de produire en France pour que vous conserviez vos emplois, c'est bien cela, tandis que de leur côté les travailleurs chinois, indiens ou russes ont le droit de penser la même chose car eux aussi ils ont besoin de bosser pour survivre. On va où avec un tel raisonnement ?

Défendre son emploi est une chose, c'est parfaitement légitime, mais pas de n'importe quelle manière, certainement pas comme le POI s'y prend, c'est totalement inacceptable, le POI a repris à son compte les arguments qu'utilisaient hier les staliniens, arguments que les dirigeants du POI vilipendaient violemment à l'époque (OCI-PCI).

Le double langage permanent des dirigeants du POI.

D'un côté le gouvernement et l'Etat sont épargnés.

Extrait du communiqué du POI du 5 novembre : *"C'est ainsi que s'ouvrira la voie de la reconquête de la souveraineté populaire et de la démocratie, ce qui exige de s'émanciper des carcans de l'Union européenne." (...)* *"L'issue exige, comme l'ont dit les travailleurs grecs, de chasser la troïka et l'ensemble de ses plans. Cela passera nécessairement par la rupture avec l'Union européenne, le FMI et la BCE."*, n'y cherchez pas trace du gouvernement, de l'Etat ou des institutions, vo-la-ti-li-sés !

D'un autre côté parce qu'ils leur arrivent de se souvenir que l'Etat et les institutions existent encore, le bureau nationale du POI du 5 novembre *"a décidé de préparer une plaquette de présentation du POI (reliant ses positions fondamentales et ses*

propositions présentes) pour unifier nationalement notre campagne", c'est l'os à ronger pour leurs militants qui supportent de plus en plus mal la politique droitière de leurs dirigeants.

L'intervention de Gauquelin dans la Tribune libre, - procédé malhonnête qui consiste à donner la parole à un dirigeant du POI, là en l'occurrence du courant communiste internationaliste, sans le signaler aux lecteurs, est correcte sans entrer dans les détails, mais elle ne dépasse pas le cadre purement théorique, on ne la retrouve pas dans la pratique qui entre en contradiction avec elle, hélas !

En fait, ils ont conçu les courants socialiste, communiste et anarcho-syndicaliste du POI (et avant au PT), non pas pour construire le parti dont la classe ouvrière aura impérativement besoin pour prendre le pouvoir, mais uniquement pour assurer leur propre survie en tant que courant se réclamant du trotskysme, et ils se foutent pas mal que leur parti adopte une politique droitière pour y parvenir, Gauquelin en fait une nouvelle fois la démonstration.

On comprend aussi pourquoi *Informations ouvrières* reproduit des extraits de déclarations ou d'interviews de dirigeants du PS et ses satellites sans les commenter même très brièvement, sans démonter leur double langage, sans mettre en lumière leurs réelles intentions, laissant ainsi planer le doute sur celles-ci, selon la fable que ces dirigeants et ces partis pourraient un jour se ranger au côté de la révolution socialiste...

Dites-nous, comment s'appelle ce genre de procédés ? On dirait bien une manipulation, non ? Mais non, calomnie, c'est la démocratie de laisser les militants penser ce qu'ils veulent d'un article qu'on a soigneusement sélectionné avant de le porter à leur connaissance, ben voyons, il est bien connu qu'ils disposent des outils pour l'analyser comme il se doit sans se faire avoir...

Éditorial commenté de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 9 novembre 2011

Exercice de style : comment fonctionne le double langage des dirigeants des syndicats. Mailly à la manoeuvre.

G20

Pourvu que le G20 tienne toutes ses promesses :

"Sur toutes les questions économiques et financières, il conviendra donc de voir si les déclarations sont effectivement suivies d'effet, ce qui n'est pas garanti." Non, sans blague !

Mailly est un homme heureux, il a été entendu au G20 :

" Sur le plan social, nous avons obtenu que l'accent soit mis sur la croissance et l'emploi, sur l'instauration d'un socle de protection sociale, sur la nécessité de faire respecter les huit conventions internationales du travail, dites fondamentales, et sur un rôle plus important de l'Organisation internationale du travail face au FMI, à l'OMC et à la Banque mondiale. Les revendications que nous développons depuis plusieurs années avec la CSI ont été reprises, de manière plus soft, dans une déclaration commune, sur le plan international, des syndicats et du patronat. Là encore, il va falloir faire pression pour que tout cela s'applique." Il doit être le seul à y croire avec les dirigeants du POI qui votent systématiquement les résolutions de la direction de FO.

Chouette alors : Le G20 *"va dans le bon sens"* !

"Autant les conclusions du G20 au niveau social vont dans le bon sens, autant le grand écart avec la politique nationale est marquant :

- D'une part sur la forme. Alors qu'à l'occasion de la préparation du G20 les consultations syndicales ont eu lieu, en France ce fut le black-out total. Ce qui constitue un déni de démocratie, un mépris réel des travailleurs.

- D'autre part, sur le fond, on ne peut pas faire le constat de l'augmentation des inégalités sur le plan international et accroître celles-ci sur le plan national. On ne peut pas être progressiste sur le plan international et rétrograde sur le plan national."

Ils collaborent même au G20 ! Les dirigeants du G20, dont Sarkozy *"progressiste sur le plan international"*, en voilà une perle, merci monsieur Mailly pour cette précision. Vive la collaboration de classes internationales !

Est-il exagéré de parler d'un complot international entre les dirigeants du vieux monde et ceux du mouvement ouvrier contre les travailleurs du monde entier ? Voilà ce que le POI (notamment) couvre sans cesse, y compris Gauquelin et son courant communiste internationaliste.

Budget 2012 de la France et plan d'austérité.

Côté jardin.

Il en redemande, pardi "*pour créer de la croissance*" !

"Le Premier ministre avait annoncé un budget 2012 très rigoureux, le plus rigoureux depuis 1945! C'est en réalité un plan d'austérité qui suit une logique suicidaire et qui appelle sans aucun doute à d'autres plans d'austérité à court terme, puisqu'il ne contient aucune réponse plausible pour créer de la croissance." Suicidaire pour qui, l'Etat, les capitalistes, mais qui s'en plaindrait à part ceux qui font cause commune avec eux et leur souhaitent bon rétablissement.

Il s'attendait à quoi ? Lui il s'en tape, il n'est pas concerné !

Ah la croissance qui donne du "*grain à moudre*" aux réformistes qui peuvent ainsi camoufler plus aisément leur subordination incurable, irrévocable au capitalisme, qui permet d'entretenir leur fond de commerce, ils y tiennent.

Si la croissance accompagnait l'austérité, il n'y verrait aucun inconvénient, c'est ce que j'en déduis. Pour un peu il faudrait se réjouir que ce plan d'austérité ne soit pas plus violent.

En fait tous ces gens-là se lamentent hypocritement que la crise leur enlève le pain de la bouche et non de la bouche des travailleurs. De notre côté, nous estimons que la crise est une aubaine, car elle favorise la prise de conscience des travailleurs du fonctionnement du capitalisme, nous ne nous réjouissons pas des mauvais coups qu'ils prennent évidemment, mais nous incluons dans notre stratégie les sacrifices que les travailleurs devront subir inévitablement pour s'émanciper du capital, alors que les bureaucrates les conçoivent, soit dans la perspective d'un avenir meilleur qui ne serait pas près de voir le jour s'ils demeuraient à la direction du mouvement ouvrier, soit dans la perspective de la pérennité du capitalisme comme un moindre mal.

Côté cours

"Le choix du gouvernement est donc révélateur. Ainsi, au lieu de préserver les travailleurs, de rétablir de la justice fiscale et de soutenir la croissance et l'activité, il a fait le choix délibéré de l'austérité sociale avec une baisse du pouvoir d'achat des ménages, l'amplification de la RGPP et notamment la compression des dépenses sociales et par là même il fait chuter la consommation, la croissance, l'emploi, amenant progressivement le pays vers une situation à la grecque."

Le gouvernement Sarkozy-Fillon aurait pu avoir l'intention ou l'objectif de "*préserver les travailleurs*", grotesque, il fallait oser y croire et le dire, voilà ce que les dirigeants du POI cautionnent ! En réalité, le gouvernement n'a conservé que l'austérité, pas de bol pour Mailly qui se lamente histoire de se positionner au côté des travailleurs... pour mieux les tromper.

Voilà que les gouvernements sont à leur tour victime d'un "*piège*", au moins Mailly pourra se lamenter avec eux, en famille quoi !

- "*Au final, le contenu de ce deuxième plan d'austérité constitue une fois de plus une réponse soumise à la dictature des agences de notation et montre l'incapacité des gouvernements à s'émanciper des marchés financiers."*

Comme l'on très bien dit les camarades du groupe bolchevik, mettre en avant la dictature des agences de notation ne sert qu'à épargner les gouvernements de leur propre responsabilité, à détourner l'attention des travailleurs des institutions et des capitalistes qui en France profitent de la politique d'austérité, notre ennemi est dans notre propre pays, et non à Bruxelles ou Washington ou je ne sais où.

Tous ceux qui tiennent ce discours signifient qu'ils n'ont pas l'intention de combattre le gouvernement, l'Etat et le capitalisme, ne parlons même pas de les liquider...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Il suffit de vouloir pour pouvoir...

Interview de Luc Chatel, ministre de l'Éducation, par Le Figaro.

Quelles sont vos propositions ?

Elles s'articuleront autour d'un fil conducteur : donner plus de liberté tout en garantissant davantage de protection. C'est une ligne cohérente avec l'image du président protecteur que souhaite incarner Nicolas Sarkozy. Les thèmes qui nous préoccupent sont le temps de travail et le contrat de travail, la fiscalité et les finances publiques, la croissance et l'innovation.

(Traduction : augmenter le temps de travail et apporter plus de flexibilité dans le contrat de travail au profit des patrons, pour dégager une marge qui permettrait de financer la croissance et l'innovation (cadeaux aux patrons sous couvert de la recherche et du développement - note du site).

La majorité peut-elle gagner en disant aux Français qu'ils vont devoir faire des efforts jusqu'en 2016 ?

Dans un contexte de crise, il faut un président courageux, qui sache garder son sang-froid. Les Français sont lucides. Ils n'attendent pas du rêve. Ils sont prêts à faire des efforts mais veulent comprendre pourquoi nous leur demandons ces efforts. Quand Churchill a dit : «*Je vous promets du sang et des larmes*», il a ajouté «*mais à la fin je vous conduirai à la victoire*». La campagne permettra de donner le cap et l'horizon. Et, à mon sens, le cap doit être celui d'une nouvelle prospérité, d'une croissance pour tous. Il faut donner un message d'optimisme aux Français. La croissance est en nous si nous la voulons. Les efforts demandés ne sont pas gratuits. L'objectif, ce n'est pas de mourir guéri. (lefigaro.fr 09.11)

(La dramatisation, la peur qui vous pousse dans les bras d'un sauveur suprême, et si cela ne suffit pas, après la culpabilisation, la "*croissance est en nous si nous la voulons*", si nous ne l'avons pas c'est que nous n'avons pas fait tout ce qu'il fallait, on est coupable quelque part, en désespoir de cause il reste la méthode Coué, l'autosuggestion, la naïveté de croire que par miracle tout va finalement s'arranger, pendant qu'on continue de vous matraquer... - note du site)

1.2- Le "**dépaysement**", c'est bon pour les affaires auxquelles Sarkozy est mêlé... pour mieux les enterrer.

La Cour de cassation a rejeté mercredi la demande de dépaysement de l'affaire de proxénétisme instruite à Lille (Nord), dite du Carlton, demandée par le parquet général de la cour d'appel de Douai.

Un peu plus tôt dans la journée, le parquet général de la Cour de cassation s'était opposé à ce dépaysement, estimant qu'il "*n'avait pas de sens*". (AP 09.11)

1.3- La fable du centre ne prend plus quand la situation se radicalise, mais...

Le président du Nouveau centre, Hervé Morin, a annoncé hier sur BFM TV-RMC, qu'il annoncera sa candidature le 27 novembre. Les sondages le créditent régulièrement d'un petit 1 ou 2%. (liberation.fr 09.11)

1.4- Mélenchon une fois gavé, dévoile ses batteries... de poulets.

Dans une interview à 20minutes.fr, "*Nos dirigeants sont des poulets d'élevage héritiers des trente glorieuses. Ils sont dans le monde d'avant, celui des carrières perpétuelles et de l'équilibre de Yalta. Ils ne voient pas que la saison des tempêtes est de retour.*".

(Il en est lui-même le pur produit, mais il ne s'en rend pas compte - note du site)

A la lecture de votre programme antilibéral, on se dit qu'il serait illogique que vous appeliez à voter pour le PS en cas de second tour Hollande-Sarkozy?

(...) Mais si ce n'est pas moi en tête de la gauche au soir du premier tour, je n'aurai pas le choix.

(Trop facile quand on sort du même tonneau, en réalité on a toujours le choix - note du site)

Le programme du Front de gauche est-il communiste?

Il a une inspiration communiste et le PC est mon allié. Ce que j'incarne au Front de gauche, c'est une sorte de synthèse moderne des idées qui sont dans le communisme. En y apportant le socialisme, la République et l'écologie politique. Mais je n'ai pas honte du mot «*communisme*», au contraire, c'est un beau mot qui parle du bien commun. En revanche, ce n'est pas un programme communiste: il ne propose pas la nationalisation de l'économie, mais la socialisation de certains secteurs. (20minutes.fr 09.11)

(Ouf ! Le renégat dans le costard du fossoyeur du communisme, il ne pouvait pas trouver pire alliés pour continuer cette sale besogne... Si l'on fait du vin ou du vinaigre à partir du raisin, du vinaigre il ne sortira jamais du vin ! - note du site)

1.5- Comment tenir en vie le plus longtemps possible le cadavre puant du stalinisme

Stéphane Courtois, historien du communisme et directeur de recherche au CNRS répond aux questions de 20minutes.fr

Le parti de la place du Colonel Fabien compte beaucoup de militants proportionnellement à son poids politique. Quelque 135.000 personnes sont encartées au PCF, sensiblement autant qu'au PS, par exemple. Loin devant le NPA qui, même à la meilleure époque en 2008, auréolé des 4% de Besancenot après 2007, a plafonné autour des 9.000 militants. C'est également un parti qui, malgré son effritement, conserve un important maillage territorial d'élus, héritage de ses années fastes. Il y a 10.000 élus communistes, dont presque un dixième de maires, treize députés et 19 sénateurs. Avec des bastions d'importance, dans le Val-de-Marne, en Seine-Saint-Denis ou dans le Nord. Autre basion du PCF, relève Stéphane Courtois, la CGT.

«*Dans l'enseignement, à l'université, dans les médias, il y a toujours une révérence positive à l'égard du communisme*», explique l'historien. On peut également y ajouter la Fête de l'Huma, qui attire toujours les foules. Autour de 600.000 personnes se pressent à la Courneuve chaque année. En deçà des chiffres des années 80, bien sûr, mais cela reste un rendez-vous couru. Pas forcément politique, tempère toutefois l'historien, pour qui les groupes de musique invités sont «*dépolitisés*», à la différence des années 80. (20minutes.fr 09.11)

1.6- Il est des nôtres chantent-ils en coeur... A bas les privilèges !

Indélogeable. Malgré les demandes répétées de la Ville de Paris, Jean-Pierre Chevènement refuse de quitter le logement social qu'il occupe depuis 1983, rue Descartes, dans le Ve arrondissement de la capitale, à deux pas du Panthéon. Quelque 120m2 de surface pour un loyer de 1519 euros, soit moins de la moitié du prix du marché.

La mairie de Paris n'a eu pourtant eu de cesse de le relancer. En juillet dernier, à la suite d'un rapport accablant de la Chambre régionale des comptes d'Ile de France, le président de la RIVP, le maire PS du IIIe arrondissement Pierre Aidenbaum, s'est fendu d'un courrier lapidaire.

Jean-Pierre Chevènement finira alors par accepter - «*non sans difficulté de négociation*», note Pierre Aidenbaum - une réévaluation d'un loyer «*manifestement sous-évalué*», qui est passé de 1271€ à 1519€. Mais pas question de quitter l'appartement et de céder face à la Ville de Paris, qui cherche selon lui à «*porter atteinte à (sa) réputation d'honnêteté*». Jean-Pierre Chevènement le soutient mordicus : il ne commet rien d'illégal en occupant un logement social. «*Ce n'est pas une question de légalité, c'est une question de justice sociale*», rétorque Pierre Aidenbaum, joint par L'Express.fr. Le maire socialiste note qu'avec son indemnité parlementaire de 5700 euros et sa retraite d'ancien ministre, le candidat à la présidentielle, assujéti à l'impôt sur la fortune selon ses opposants belfortains, a «*largement les moyens de se loger ailleurs dans Paris*». (lefigaro.fr 09.11)

1.7- Encore un coup d'épée dans l'eau

Le Sénat, à majorité de gauche, a supprimé dans la nuit de mardi à mercredi, dans le cadre de l'examen du projet de budget de la sécu pour 2012, le dispositif d'exonération des heures supplémentaires prévu dans la loi Tépà de 2007, mesure emblématique du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Le dernier mot reviendra toutefois aux députés et à la majorité présidentielle. (lemonde.fr 09.11)

Question à cent balles : S'ils parviennent au pouvoir en 2012, reviendront-ils sur l'exonération des heures supplémentaires et toutes les mesures antisociales adoptées depuis deux ou trois décennies ? L'expérience passée (en 81) prouve que non, sauf sur des bricoles, histoire de donner du «*grain à moudre*» à tous les collaborateurs du régime.

2- Grèce

Le Premier ministre grec, George Papandréou, a annoncé sa démission mercredi et les dirigeants politiques ne parviennent apparemment pas à se mettre d'accord sur le nom de son successeur, qui doit prendre la tête d'un gouvernement d'union chargé d'éviter la faillite au pays.

Après trois jours d'âpres négociations, Filippos Petsalnikos, l'actuel président du Parlement, avait été donné dans l'après-midi comme le probable successeur de Papandréou.

Mais selon des sources proches des discussions, de nombreux élus du Parti socialiste (Pasok) et de Nouvelle Démocratie, le parti conservateur d'opposition, seraient hostiles à ce choix.

Plusieurs députés ont ressorti le nom de Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), qui faisait en début de semaine figure de grand favori pour le poste de Premier ministre.

La candidature Papademos «*a rencontré des problèmes de la part des deux partis*», avait dit mercredi une source politique à

Reuters. Selon certains médias grecs, Lucas Papademos aurait posé des conditions que ni le Pasok ni Nouvelle Démocratie n'auraient acceptées.

"La seule solution, c'est Papademos. S'il accepte d'ici demain matin, nous serons en mesure d'avoir un gouvernement fort qui sortira le pays de la crise", a dit à Reuters le député du Pasok Spyros Vougiatis.

Le nom du président de la Cour européenne de justice, Vassilios Skouris, a également été évoqué.

Le ministre des Finances, Evangelos Venizelos, devrait conserver son portefeuille, a-t-on dit de source proche du Pasok.

Prévue mercredi en fin d'après-midi, la réunion entre les dirigeants des partis politiques autour du président Karolos Papoulias a été repoussée à jeudi matin à 08h00 GMT, a annoncé la présidence.

En annonçant sa démission, George Papandréou n'a pas cité le nom de son successeur.

Les négociations ont marqué le pas en raison de querelles intestines au sein de Nouvelle Démocratie. Selon des sources politiques, certains élus de ND accuseraient Antonis Samaras, chef de file du parti, de faire trop de concessions, notamment en effectuant un virage à 180° sur l'acceptation des mesures d'austérité assorties au plan de sauvetage financier. (Reuters 09.11)

3- Italie.

Silvio Berlusconi a confirmé mercredi qu'il démissionnerait de la présidence du Conseil italien une fois entérinées les réformes économiques d'urgence réclamées par l'Union européenne.

Il a en outre défendu sa préférence pour la tenue d'élections législatives anticipées, auxquelles il ne se présentera pas.

"Nous devons d'urgence adresser à l'Europe et au monde un signal fort montrant que nous prenons la situation au sérieux", a-t-il dit par téléphone, lors d'une émission télévisée.

Le chef de l'Etat, Giorgio Napolitano, a préconisé des mesures immédiates pour rétablir la confiance des marchés financiers dans l'Italie.

"L'Italie, en tant que pays, doit retrouver sa crédibilité et la confiance de sa population pour s'extraire d'une ornière très dangereuse sur les marchés financiers, en ce qui concerne notre dette publique et les conditions auxquelles sont soumises nos institutions bancaires", a-t-il dit lors d'une cérémonie au palais du Quirinal, le siège de la présidence.

"Cela requiert un engagement immédiat et prolongé en faveur de notre dette publique", a-t-il ajouté.

Dans l'après-midi, il a estimé que la nouvelle loi de stabilité financière serait adoptée d'ici quelques jours.

Silvio Berlusconi a promis de démissionner après avoir perdu sa majorité absolue à la Chambre des députés mardi lors de la ratification des comptes publics 2010. Ceux-ci ont été validés par 308 voix sur 630.

Mais il entend rester en fonctions jusqu'à l'adoption du nouveau budget, qui devait être voté d'ici la fin du mois mais dont l'examen à la Chambre des députés pourrait être accéléré.

Le président du Sénat, Renato Schifano, va demander aux élus de la chambre haute d'adopter la loi sur la stabilité financière d'ici la fin de cette semaine, dit-on de source politique. Le président de la chambre basse a lui aussi indiqué qu'il s'efforcera de faire en sorte que la loi soit adoptée définitivement d'ici dimanche, a-t-on appris au parlement.

Il a rappelé son opposition à toute forme de gouvernement de transition ou d'union nationale - choix que privilégient l'opposition et nombre d'acteurs sur les marchés financiers -, assurant qu'à ses yeux, l'organisation de législatives anticipées était la seule issue viable.

Le chef de file de l'opposition de centre gauche, Pier Luigi Bersani, a jugé peu probable la formation d'un cabinet d'union nationale, en raison de la résistance de la droite à cette idée, et estime que des législatives anticipées, qu'il ne souhaite pas, sont vraisemblables.

Dans une interview que publie le quotidien La Stampa, "Il Cavaliere" pense que ce scrutin pourrait se tenir début février et que l'ancien ministre de la Justice Angelino Alfano, actuel secrétaire général du Peuple de la liberté (PDL, droite), en sera le candidat

au poste de président du Conseil.

"Je démissionnerai dès que la loi budgétaire aura été adoptée, et comme j'estime qu'il n'y a pas d'autre majorité possible (dans l'actuel parlement-NDLR), je pense que des élections auront lieu au début de février, et je ne serai pas candidat", dit-il dans l'interview.

L'aspiration de Berlusconi à de nouvelles élections est contestée au sein même du PDL. Deux courants de ce parti, Grande Sud, de Gianfranco Micciche, et celui de l'ex-ministre de l'Industrie Claudio Scajola s'y opposent en estimant que cela accroîtrait l'instabilité de la Péninsule. (Reuters 09.11)

Et pourquoi Berlusconi n'a-t-il pas déjà démissionné ? Réponse : "Mardi après-midi, le gouvernement de centre droit a remporté à la Chambre un vote sur les comptes publics 2010 grâce à l'abstention de l'opposition, mais sans parvenir à obtenir la majorité absolue des 630 voix que compte l'assemblée." (Reuters 08.11) Parce que ce qu'ils appellent l'opposition s'est abstenue au lieu de voter contre. Si elle avait voté contre Berlusconi et son gouvernement tombait.

Social

1- France

Selon une étude réalisée par le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), 79% des personnes interrogées souhaiteraient en apprendre davantage en matière de finance au cours de leur scolarité. Ils sont même 86% chez les 18-24 ans. De plus, 77% se disent prêts à suivre une formation dans leur entreprise.

Et trois sondés sur quatre ont une idée précise de ce qu'ils dépensent chaque mois. (20minutes.fr 09.11)

On y est obligé quand on a à peine de quoi survivre ou que votre niveau de vie ne cesse de baisser.

2- Grande-Bretagne

Des milliers d'étudiants londoniens 10 000 selon les organisateurs, 2 000 selon la police ont manifesté mercredi dans la capitale du Royaume-Uni contre la hausse des frais de scolarité à l'université. Le Comité national contre les frais et les coupes budgétaires dénonce les plans du gouvernement, qui souhaiterait 'privatiser' ses universités.

'C'est un cabinet de millionnaires qui nous dit que l'on va devoir payer trois fois plus de frais universitaires', s'insurge sur le site de la BBC Michael Chassum, le leader de la contestation. Depuis des mois, le gouvernement britannique tente de faire passer sa réforme des universités et de leur financement, inspirée du modèle américain. Cette réforme signifie un doublement voire un triplement des frais d'entrée : dès 2012 il en coûterait près de 10 000 euros par an à chaque étudiant.

Quatre mille policiers encadraient la manifestation de mercredi. En cas de débordements, consigne leur a été donnée de tirer avec des balles en caoutchouc. (lemonde.fr 09.11)

3- Libye

Le Premier ministre libyen a été contraint d'intervenir personnellement mercredi à Tripoli pour calmer une foule de combattants en colère qui réclamaient leur solde, leur intégration dans une armée nouvelle ou des emplois, maintenant que les affrontements ont cessé dans le pays.

"Le gouvernement doit former une armée et nous voulons en faire partie", a déclaré l'un des manifestants, Mohammed Chaabane. "Nous avons fait la révolution et nous voulons participer à l'avenir de ce pays."

Apparemment rassurés, les combattants se sont ensuite dispersés dans le calme.

Interrogé par Reuters, le Premier ministre a déclaré que le nouveau régime avait besoin des milliards de dollars gelés sur les comptes à l'étranger de Mouammar Kadhafi, tué le mois dernier à Syrte.

"Cet argent appartient à la Libye. Nous ne demandons pas l'aumône", a-t-il expliqué.

Plusieurs milliards de dollars ont déjà été remis aux nouvelles autorités libyennes mais la majeure partie de la fortune de l'ancien "guide", estimée à 150 milliards de dollars, n'est toujours pas débloquée.

Il s'agit notamment, a-t-il ajouté, de donner du travail aux combattants démobilisés. "Pas question de leur dire simplement: 'OK,

rendez votre fusil et rentrez chez vous', ce n'est pas cela notre approche."

"Nous allons étudier les problèmes, mettre au point des réponses et faire en sorte que ces gens ne se sentent plus abandonnés." (Reuters 09.11)

Economie

1- La Bourse ou la vie

1.1- Wall Street a chuté de 3,20% mercredi, effaçant ainsi d'un coup les gains cumulés depuis le début de la semaine. Le S&P-500, plus large, a perdu 3,67% et le Nasdaq Composite a reculé de 3,88%.

Tous les indices sectoriels S&P ont fini dans le rouge, celui relatif aux sociétés financières ayant le plus chuté (-5,44%), les investisseurs se débarrassant des valeurs bancaires en raison de leurs inquiétudes concernant l'exposition à la dette européenne.

L'indice bancaire KBW a de son côté plongé de 5,90%.

Les rendements des obligations d'Etat italiennes à 10 ans ont dépassé mercredi le seuil critique de 7%, avec un pic de 7,502% en séance.

"Nous n'avons aucune vision claire des choses (...) la situation est très mouvante avec des responsables politiques au centre du jeu" a noté Robbert Van Batenburg, chargé de la recherche actions chez Louis Capital. (Reuters 09.11)

Parce que les *"responsables politiques au centre du jeu"* sont incapables d'une part, de faire accepter de nouveaux sacrifices au prolétariat de l'UE (qui est fortement mobilisé en Grèce, cela va venir dans tous les autres pays, un peu de patience), et d'autre part, ils sont incapable de l'affronter directement pour leur imposer. La question à l'ordre du jour est bien politique, celle du pouvoir et de l'Etat, dans les deux camps en présence.

1.2- L'indice CAC 40 a fini en baisse de 2,17% dans le sillage de la place milanaise en chute de 3,78%.

La Bourse de Londres a reculé de 1,92%, celle de Francfort de 2,21% et l'indice EuroStoxx 50 de 2,34%.

L'indice Stoxx des banques européennes (-3,67%) et celui des assureurs (-4,38%) signent les deux plus fortes baisses sectorielles en Europe. (Reuters 09.11)

2- UE.

2.1- Au bord de l'éclatement.

José Manuel Barroso a mis en garde mercredi contre les coûts économiques d'éventuelles scissions au sein de la zone euro.

Lors d'un discours à Berlin, le président de la Commission européenne a jugé qu'un éventuel renforcement de l'intégration en matière de politique économique ne devait pas se faire au prix d'une Union européenne à plusieurs vitesses.

"Il ne saurait y avoir paix et prospérité au Nord et à l'Ouest s'il n'y a pas paix et prospérité au Sud et à l'Est", a-t-il dit.

Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, a lui aussi jugé que les pays de la zone euro devaient tenter de sortir de la crise ensemble et non se diviser.

"L'Europe est de plus en plus petite et le moment n'est pas venu de nous diviser en sous-catégories nationales, nous devons aller de l'avant ensemble", a-t-il dit à Lisbonne en réponse à une question sur une éventuelle scission de la zone euro en deux groupes.

Herman Van Rompuy a abondé dans ce sens.

"L'objectif est de maintenir l'unité de la zone euro, avec tous les 17 pays membres", a déclaré le président du Conseil européen lors d'un déplacement en Suisse. (Reuters 09.11)

2.2- **"Rien ne semble en mesure de satisfaire les marchés."**

Rien ne semble en mesure de satisfaire les marchés. Les investisseurs souhaitent le départ de Silvio Berlusconi. Ils l'ont eu. Ils voulaient qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy s'entendent pour résoudre la crise de la zone euro. Ils se sont mis d'accord. A chaque fois, le marché a commencé par se réjouir des avancées obtenues puis il a replongé. La question mérite d'être posée : que veulent les marchés ? Quelles mesures pourraient être prises pour sortir de la spirale destructrice dans laquelle nous sommes ?

Pour Xavier Gandrille, président de la société de gestion Amplégest, il faut apporter deux réponses. « *Il faut d'abord s'occuper du passé et déterminer qui prend en charge les pertes. Il faudrait que la BCE se porte garant de toutes les dettes publiques en Europe. Peut-être qu'elle n'aurait même pas à exercer cette garantie mais elle aurait un effet stabilisateur* ». Il faut aussi que l'avenir soit assuré. « *Le marché a besoin d'être rassuré sur la zone euro. Une règle d'or budgétaire doit être appliquée dans tous les pays. De ce point de vue des eurobonds sont une bonne solution. Dans tous les cas, un transfert fiscal des pays les mieux lotis vers ceux qui vont moins bien est attendu* ».

Du côté de Xavier de Villepion, vendeur actions de Global Equities, les attentes portent sur plus de clarté et de rapidité. « *Les marchés veulent une cohérence politique et une orthodoxie budgétaire. Mais cela paraît vraiment long et inachevé. Les investisseurs perdent patience* ». (lefigaro.fr 09.11)

3- Grèce

Les Grecs ont retiré une partie de leurs économies des banques du pays au cours de la semaine écoulée en raison de la crise politique et de leur crainte d'un abandon de l'euro, a-t-on appris mercredi de sources bancaires.

Selon un banquier ayant requis l'anonymat, les Grecs ont retiré jusqu'à cinq milliards d'euros, soit près de 3% du montant total des dépôts.

"*De nombreuses personnes ont retiré leur argent des banques jeudi et vendredi et les convoyeurs de fonds ont eu du mal à approvisionner les banques en liquide pour répondre à cette demande extraordinaire*", a-t-on dit d'une autre source bancaire, également sous le sceau de l'anonymat.

"*Nous en sommes arrivés au point où des clients demandent à retirer jusqu'à 600.000 ou 700.000 euros en liquide pour ramener l'argent chez eux, c'est incroyable*", a dit le premier banquier. "*Le système est mis à rude épreuve.*"

Ce banquier dit que son établissement en est venu à proposer jusqu'à 7% de rémunération pour certains comptes afin de convaincre les clients de ne pas toucher à leur argent.

Dans une agence athénienne de la National Bank, la plus grande banque du pays, on a pu entendre un employé dire à un autre: "*Beaucoup d'argent a été retiré vendredi.*"

Le montant des dépôts a chuté de plus de 21% depuis janvier 2010, date à laquelle la Grèce a sombré dans la crise de la dette, et les banques du pays s'appuient de plus en plus sur la Banque centrale européenne pour couvrir leurs besoins en liquidités.

La dernière vague de retraits concerne essentiellement des comptes au détail alors qu'un premier mouvement l'an dernier avait conduit les clients les plus aisés à transférer à l'étranger une partie de leur épargne, a dit un banquier. (Reuters 09.11)

4-Italie

4.1- Les difficultés de l'Italie annoncent une "*nouvelle phase, encore plus dangereuse de la crise de la dette en Europe*", a déclaré mercredi Mohamed El-Erian, directeur général de PIMCO, premier gestionnaire mondial de fonds obligataires.

La Banque centrale européenne (BCE) peut agir pour casser une spirale infernale mais ne peut être efficace que si ses actions sont soutenues par une série d'autres mesures, a-t-il dit à Reuters. (Reuters 09.11)

4.2- Le rendement des obligations à dix ans a atteint 7,40% mercredi, au lendemain de l'annonce de la démission prochaine du chef du gouvernement, Silvio Berlusconi.

"*Sept pour cent n'est pas soutenable sur plusieurs années. Cela doit finir par descendre. Sinon, nous sommes en danger*", a estimé Jan Randolph, responsable de l'analyse du risque souverain chez IHS Global Insight.

L'envolée des taux rend de plus en plus coûteux son refinancement sur les marchés, or l'Italie doit lever 300 milliards d'euros pour la seule année 2012. (AP 09.11)

5- Allemagne

La croissance économique de l'Allemagne devrait passer sous les 1% du produit intérieur brut (PIB) en 2012, à 0,9%, en raison de l'incertitude généralisée et de la pression en faveur de la réduction des dettes des pays riches, a estimé mercredi la commission d'économistes indépendants auprès du gouvernement.

Pour 2011, ils prévoient 3% de croissance, contre 3,7% en 2010.

Ces économistes jugent critique de maîtriser la crise de la dette dans la zone euro et suggèrent, en cas d'échec des solutions actuelles, la mise en place d'un "*pacte de remboursement de la dette*" qui inclurait un fonds garanti conjointement par les 17 pays de la zone euro.

La chancelière Angela Merkel s'est montrée sceptique sur cette question, soulignant que cela "*nécessiterait un grand nombre de modifications des traités (européens)*."

Les cinq économistes tablent sur une croissance de la première économie de la zone euro de seulement 0,9% en 2012, voire 0,4% si la crise continue de s'amplifier, et même une légère contraction de l'économie en cas de stagnation du commerce international. La croissance allemande est actuellement tirée par les exportations et une demande intérieure en hausse. (AP 09.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 11 novembre

CAUSERIE

1- Au nom de l'intérêt général.

1.1- Quand il y en a pour les uns...

Le secteur de l'hôtellerie de luxe semble avoir eu gain de cause. La nouvelle taxe sur les nuitées d'hôtels à plus de 200 euros sera supprimée, affirment les organisations patronales du secteur. Ils s'exprimaient à l'issue d'une rencontre avec le secrétaire d'Etat au tourisme, Frédéric Lefebvre.

Votée en septembre au Parlement, la taxe est entrée en vigueur au 1er novembre. Si elle avait été maintenue, cette taxe se serait ajoutée à la hausse prévue de la TVA dans le secteur au 1er janvier, conformément aux annonces du premier ministre.

Dès l'annonce du plan d'économie, le groupe hôtelier Accor notamment, par la voix de son directeur général délégué, Yann Caillère avait demandé que hausse de TVA et taxe sur les nuitées se s'ajoutent pas. (lemonde.fr 10.11)

1.2- ... il ne peut pas y en avoir pour les autres.

Le gouvernement envisage d'infliger des amendes aux salariés ayant bénéficié d'un arrêt maladie injustifié, dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale, a-t-on appris jeudi 10 novembre auprès du ministère du travail. "*Un texte réglementaire est en cours de préparation et devrait sortir d'ici la fin de l'année*", a indiqué le ministère, confirmant une information diffusée par Europe 1.

"*Le gouvernement oublie de rappeler que ce sont les médecins qui prescrivent la durée des arrêts maladie : ce ne sont donc pas les malades qui doivent être tenus responsables d'un arrêt qui semblerait injustifié*", a indiqué dans un communiqué la Fédération nationale des accidentés de la vie (Fnath), association de malades et de personnes handicapées, en s'interrogeant sur les possibilités de recours.

"*Si pénalités il doit y avoir, ce sont les médecins traitants qui doivent les subir. Ce n'est pas à la personne en arrêt de faire les frais d'une approche différente entre deux médecins sur l'opportunité et la durée de leur arrêt*", poursuit l'association, qui revendique 200 000 adhérents. (lemonde.fr 10.11)

2- Ils s'entre-déchirent.

Malgré les promesses d'unité, la guerre des nerfs entre Jean-François Copé et François Fillon continue - LeMonde.fr -

Bougrab et Klarsfeld fatigués par les accents nationalistes de l'UMP - L'Express.fr

Le Conseil constitutionnel censure la classification de lieux secret défense - AP

Dati sanctionne deux de ses adjointes - L'Express.fr -

Les libéraux veulent exister - 20minutes.fr

A droite, les courants s'agitent - L'Express.fr

3- Procéder par abstraction... pour mieux promouvoir la dictature des marchés. Mode d'emploi.

Titre : *Chute de Berlusconi: «L'impérialisme des marchés» plus fort que «le jeu de la démocratie»*

«Où s'arrêtera le déluge d'une crise financière qui en, dix mois, a déjà emporté cinq chefs de gouvernement?», s'interroge Vincent Giret dans *Libération*, soulignant que «ce ne sont pas des foules de manifestants en colère, mais les agences de notation et les marchés financiers qui ont crié un retentissant "dégage!"». (20minutes.fr 10.11)

Impasse sur le fait que ces "*chefs de gouvernement*" sont tombés pour avoir suivi à la lettre la politique qui leur était dictée par les marchés, une fois parvenu à l'objectif que l'aristocratie financière s'était fixé, c'est-à-dire, étrangler les Etats de façon à ce qu'ils ne soient plus en mesure de rembourser leurs dettes, pour justifier ensuite l'application de plans d'austérité contre les travailleurs, compte tenu à la fois que le marché mondial ne permettait pas d'assouvir leur soif insatiable de profit et de trouver des placements avantageux pour les masses colossales de capitaux qu'ils avaient déjà accumulées, les privatisations programmées en Grèce, en Italie, en Espagne et au Portugal devraient combler ce besoins...

Mais surtout ce que les médias taisent délibérément, c'est l'impossibilité de ces "*chefs de gouvernement*" de faire accepter ces brutales mesures antisociales à leurs populations, la résistance des exploités qui ne se manifestent certes pas au plan national ou de manière organisé, mais qui s'exprime par mille et une manière comme on le constate dans chaque pays, par des grèves et des manifestations, le refus d'accepter un emploi sous-payé, le développement du travail au noir, en réduisant volontairement leur consommation quand cela ne leur est pas déjà imposé, les travailleurs ont démontré qu'ils n'étaient pas à court d'imagination dans ce domaine, les Grecs en tête, les fonctionnaires entravant le fonctionnement des ministères, le refus des agents équivalents d'EDF en Grèce de procéder à des coupures de courant pour les familles qui ne peuvent payer leurs factures, etc. Sur le plan politique, le rejet massif de tous les partis institutionnels et la méfiance grandissante envers les institutions, l'abstention lors d'élections, etc. leur cauchemar, car à terme cela signifie la remise en cause du régime, de l'Etat capitaliste ou bourgeois.

Ce qui est également intéressant dans le constat que dressent les médias aux ordres, c'est qu'ils décrivent les marchés comme une dictature opposée à la démocratie, ce qui est à la fois vrai et faux, ce qui n'est pas vraiment un problème, car en mettant en lumière les régimes existant dans ces pays, la complicité ou la collusion entre les différents gouvernements et les marchés démontre qu'en fait de démocratie, ces peuples vivaient inconsciemment sous une dictature qui ne voulait pas dire son nom, et qui se drappait dans les oripeaux d'une démocratie (bourgeoise) coïncidant avec les intérêts d'une seule classe (décadente, corrompue...), celle des exploités, mettant ainsi à l'ordre du jour, le combat non pas pour le retour à une démocratie au service de la classe des capitalistes et dont la situation actuelle est le produit ou le prolongement, la ligne politique réactionnaire adoptée par le POI notamment, mais le combat pour en finir avec cette démocratie qui se confond avec la dictature du capital, une démocratie qui ne pourrait voir le jour que lorsque la classe ouvrière et toutes les couches exploitées auront renversé la classe au pouvoir et seront devenues la classe dominante.

4- Chronique annoncée

En Italie : Mario Monti, ancien Commissaire européen désigné par Berlusconi, l'homme de Bruxelles formé aux Etats-Unis ; en Grèce : Lucas Papademos, ancien vice-président de la BCE ; France : Dominique Strauss-Kahn ex-directeur général du FMI, excusez-moi, pour lui c'est rapé...

En coeur en haut : Les banquiers au pouvoir, les banquiers au pouvoir... Ça c'est aujourd'hui...

En coeur en bas : Les banquiers à l'échafaud, les banquiers à l'échafaud... Ça c'est pour demain...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Bouc émissaire

L'UMP s'est prononcée, jeudi 10 novembre, pour un retour à la loi Pasqua de 1993 sur l'acquisition de la nationalité.

Actuellement, en vertu du droit du sol, tout enfant né en France de parents étrangers devient, sauf refus de sa part, automatiquement français à sa majorité s'il vit en France ou a vécu en France pendant cinq ans depuis ses 11 ans. Désormais, il devrait, à 18 ans, "*en faire la demande*" écrite, préconise le parti majoritaire parmi les 15 propositions de son "*atelier*" sur "*La Nation dans la mondialisation*", destinées à alimenter le projet pour 2012 du futur candidat Nicolas Sarkozy. (lemonde.fr 10.11)

2- Grèce

2.1- Le nouveau gouvernement grec sera dirigé par Lucas Papadémos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), et prêtera serment vendredi à 12h00 GMT, a annoncé la présidence grecque.

Le chef de l'Etat, Karolos Papoulias, a reçu jeudi matin les dirigeants des principaux partis politiques, dont le Premier ministre sortant, le socialiste Georges Papandréou, mais aussi Lucas Papadémos, également ex-gouverneur de la banque nationale.

"*Je suis convaincu que la participation du pays à la zone euro constitue une garantie de stabilité monétaire. Nous devons tous être optimistes quant à l'issue tant que nous ferons preuve d'unité*", a déclaré le Premier ministre désigné.

Les discussions entre dirigeants politiques grecs autour du Premier ministre désigné se sont achevées jeudi soir sans annonce sur la composition du futur gouvernement, a-t-on appris auprès d'un responsable du gouvernement sortant.

Lucas Papadémos a précisé qu'aucune date précise n'avait été arrêtée quant à des élections législatives anticipées en 2012, celle du 19 février n'étant, dit-il, qu'une préférence. (Reuters 10.11)

Ce qui est extraordinaire dans la plupart des commentaires que l'on peut lire dans les médias ou la presse nationale, c'est qu'ils évoquent les marchés qui s'estiment satisfaits de cette nomination, le PASOK et la Nouvelle Démocratie qui vont finir par s'entendre, mais ils oublient systématiquement les masses grecques comme si elles comptaient pour du beurre, alors qu'elles sont l'unique facteur qui empêche les marchés et les partis institutionnels grecs d'agir à leur guise par crainte de la réaction violente des travailleurs. Cela relève de la désinformation.

2.2- Il y a une certaine ironie à voir Lucas Papadémos désigné Premier ministre pour aider la Grèce à survivre dans la zone euro: il fut en effet l'un de ceux qui ont facilité l'adoption de la monnaie unique par son pays.

Il a glané assez de respect auprès des dirigeants européens et des marchés financiers pour être nommé, à sa surprise, vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), l'un des plus hauts postes internationaux jamais occupés par un Grec.

Nul doute que son parcours, ainsi que le temps passé à la Réserve fédérale de Boston, font de lui l'homme le plus compétent pour mesurer les répercussions économiques et internationales de la crise de la dette grecque.

Lucas Papadémos s'est attiré maintes critiques comme gouverneur de la Banque centrale à la fin des années 1990, pour avoir dit que la bourse grecque nourrissait une dangereuse bulle spéculative. Quand les actions ont entamé leur inévitable dégringolade, certains l'ont accusé de l'avoir déclenchée.

Il a fait aussi l'objet de critiques à la BCE lorsqu'il est devenu apparent que les chiffres de la dette grecque utilisés pour faire entrer la drachme dans l'eurozone ne prenaient pas en compte les énormes dépenses militaires du pays.

En réponse, il a expliqué qu'il l'avait fait comprendre aux responsables européens quand il était gouverneur de la Banque centrale grecque et qu'ils l'avaient accepté.

"*Il a besoin de beaucoup de temps pour prendre une décision*", dit un ancien collègue de la Banque centrale. "*Je me demande si son style fonctionnera à un moment où la Grèce a besoin d'un dirigeant solide et aux prises de décision rapides.*"

Il est certainement prudent et ne joue pas cartes sur table.

Mais personne à Francfort ne dira qu'il ait jamais enfreint les réglementations de la BCE.

Lorsqu'il était à la BCE, il a plutôt fait profil bas, assis à côté de son président d'alors, Jean-Claude Trichet, lors des conférences de presse, et ne dévoilant que ponctuellement des informations sur les travaux internes de la BCE.

Toutefois, avoir gagné le respect de ses pairs et des marchés financiers ne garantit pas que la prévenance discrète de Lucas Papadémos réussira à sortir la Grèce de la crise. (Reuters 10.11)

Traduisons: à faire cesser les grèves, occupations et manifestations... On ne lui souhaitera pas bon courage.

3- Italie

3.1 - L'ancien commissaire européen Mario Monti faisait figure de favori jeudi pour succéder à Silvio Berlusconi à la tête du gouvernement italien et tenter de contrer l'envolée des coûts d'emprunt du pays, une nouvelle qui a brièvement soulagé les Bourses européennes.

Cet économiste de 68 ans, ancien commissaire européen et aujourd'hui président de l'université Bocconi de Milan, est considéré depuis des semaines par les marchés comme le meilleur candidat susceptible de diriger un gouvernement d'unité nationale et de mettre en oeuvre d'urgence les mesures d'austérité nécessaires au redressement des comptes du pays.

Dans un revirement clé jeudi, le Peuple de la liberté (PDL) au pouvoir a tempéré son insistance à organiser des élections législatives anticipées et a dit envisager l'option d'un gouvernement dirigé par Mario Monti, soulageant les marchés européens qui ont affiché un net rebond après une ouverture en baisse.

Silvio Berlusconi le connaît et le respecte. C'est d'ailleurs lui qui l'avait présenté à Bruxelles comme candidat «indépendant», en 1994, pour représenter l'Italie à la Commission européenne. Il estime aujourd'hui «*inévitable*» sa nomination au Palais Chigi et lui a transmis par télégramme ses «*félicitations*» pour sa toute fraîche nomination à la dignité de sénateur à vie. «*Elle témoigne des très importants mérites que vous avez gagnés dans les domaines scientifique et social.*»

Les Bourses ont toutefois effacé leurs gains dans la matinée après des propos du ministre de l'Intérieur Roberto Maroni selon lesquels son parti, la Ligue du Nord, alliée de Silvio Berlusconi dans la coalition au pouvoir, ne soutiendrait pas un nouveau gouvernement dirigé par Mario Monti et que des élections anticipées constituaient la seule option réaliste pour le pays.

Le président italien Giorgio Napolitano a nommé Mario Monti sénateur à vie mercredi. Les investisseurs y ont vu le signe qu'il lui demanderait de tenter de former un gouvernement dès le départ de Silvio Berlusconi, attendu dans les prochains jours.

Luigi Bersani, le leader du Parti démocrate (PD), la principale formation de gauche, applaudit: «*Un choix excellent qui enrichira le Parlement*», a-t-il dit en apprenant sa nomination de sénateur à vie. Belle satisfaction pour cet économiste élevé chez les jésuites et qui s'est scrupuleusement tenu toute sa vie à l'écart de la politique.

"*Le PDL ne peut simplement suivre l'appel aux urnes qui émane du noyau dur*", a dit le ministre des Affaires étrangères Franco Frattini dans une interview au Corriere della Sera. "*Il y a un intérêt national, qui passe avant tout.*"

Le chef de file du PDL au parlement, Fabrizio Cicchitto, a dit à Reuters que son parti discutait des deux hypothèses, celle d'élections anticipées et celle d'un gouvernement dirigé par Mario Monti, mais qu'il n'avait pas encore fait son choix.

"*Il y a une discussion en cours. Nous devons décider de soutenir des élections ou bien un gouvernement de Monti*", a-t-il dit à Reuters. (Reuters 10.11)

3.2- Né en mars 1943 à Varese (Lombardie), la ville fétiche du leader de la Ligue Umberto Bossi, Mario Monti entreprend des études commerciales à la grande université Bocconi de Milan (dont il deviendra président du conseil d'administration en 1994). Il complète sa formation à Yale, aux États-Unis, sous la houlette du futur Prix Nobel d'économie James Tobin, avant de retourner enseigner en Italie.

Mario Monti est un homme à l'aspect austère, discret sur sa vie privée, sans lien connu avec l'establishment politique. «*Il y aura un travail énorme à faire*», expliquait-il cette semaine. Redonner confiance aux marchés implique l'adoption de réformes douloureuses que l'Italie esquivait depuis des années, la réforme d'un Code du travail désuet, la remise à plat du dossier des retraites, comme Bruxelles le demande à nouveau, l'instauration de règles nouvelles en faveur de la mobilité sociale, de la libéralisation des corps de métier, la mise en chantier d'une réforme fiscale et, surtout, l'allègement du poids énorme de l'appareil d'État, qui ponctionne lourdement le budget de l'Italie. Un travail de longue haleine, qu'il s'agit d'ébaucher sans attendre. «*Monti est le seul à pouvoir le faire*», assure l'ancien président du patronat et président de Ferrari, Luca Cordero di Montezemolo.

Éditorialiste respecté, il s'est aussi révélé censeur lucide et sévère. Il avait été le premier, en juillet dernier, à dénoncer dans le Corriere della Sera «*un plan gouvernemental trop timide pour favoriser la croissance*». Accusé un jour en conférence de presse d'avoir fait sa carrière à l'ombre des «*pouvoirs forts*» (les banques, l'industrie, etc.), il avait répondu: «*Des pouvoirs forts, je*

n'en connais aucun. Si ce n'est l'Europe. Et cela me fait plaisir d'avoir contribué à la rendre plus forte.» (lefigaro.fr 10.11)

Evidemment, avec un tel palmarès à son actif, cela inspire le respect, surtout du côté des marchés et de l'UE...

4- Portugal

Les parlementaires portugais ont commencé à débattre jeudi du plan du gouvernement destiné à procéder à de nouvelles baisses salariales et hausses d'impôts en 2012.

La coalition gouvernementale de centre-droit avance que les mesures élargies d'austérité incluses dans son projet de loi de finances pour 2012 sont inévitables.

Le pays doit atteindre ses objectifs de réduction de la dette en échange du déblocage, par tranches, de l'aide financière.

Le Parti socialiste, principale formation de l'opposition, a approuvé les termes du plan de renflouement. (AP 10.11)

Social

France

Le Smic sera revalorisé automatiquement de 2,1% au 1er décembre, en raison d'une augmentation de l'inflation de 2,1% sur un an, a annoncé jeudi la direction générale du travail (DGT).

Dans un communiqué, la DGT précise que le salaire minimum passera de 9 euros brut de l'heure à 9,19 euros, pour atteindre 1.393,82 euros brut par mois contre 1.365 euros précédemment.

Environ 2,3 millions de Français, soit un salarié sur dix, sont payés au Smic. (liberation.fr 10.11)

Economie

1- Banque mondiale. Niveau record des stocks... et des prix !

Les prix alimentaires mondiaux restent soutenus. Conjugée à une certaine volatilité, cette situation frappe durement les pays les plus pauvres et accroît les tensions sur l'économie mondiale, selon le nouveau rapport Food Price Watch du Groupe de la Banque mondiale, publié à la veille du sommet du G20 de Cannes, en France. Alors que l'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a enregistré un repli marginal de 1 % le mois dernier, s'établissant à 5 % de son record de février, il dépasse encore de 19 % son niveau de septembre 2010.

« *La crise alimentaire est loin d'être finie* », a déclaré le président du Groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick.

Selon le rapport trimestriel Food Price Watch, les inondations récentes en Thaïlande – les pires depuis 50 ans – pourraient renforcer les incertitudes à court terme, avec des pertes totales de production estimées entre 16 et 24 %. Parallèlement, la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique touche désormais plus de 13,3 millions d'habitants – un million de plus qu'en août et les perspectives sont préoccupantes.

Selon le rapport, les céréales ont augmenté de 30 % entre septembre 2010 et septembre 2011, le maïs progressant de 43 %, le riz de 26 % et le blé de 16 %. L'huile de soja s'est renchéri de 26 %. Au dernier trimestre cependant, l'accroissement de 3 % des cours des céréales a été plus ou moins compensé par un recul équivalent pour les matières grasses.

Pour autant, des anticipations positives pour les approvisionnements et les stocks pourraient lever une partie des tensions sur les cours alimentaires mondiaux. Les dernières prévisions pour 2011-12 tablent sur un niveau record en dix ans des stocks mondiaux de blé, la production mondiale de maïs ayant augmenté de 4 % grâce aux bons résultats en Argentine, au Brésil, en Chine, en Russie et en Ukraine. La production mondiale de riz devrait elle aussi connaître une embellie en 2011-12, des précipitations particulièrement propices pendant la mousson en Inde ayant entraîné une récolte exceptionnelle.

Le rapport Food Price Watch met en garde contre les difficultés que les pays en développement pourraient éprouver pour protéger leurs populations vulnérables, leurs ressources ayant été mises à mal par la crise économique et les programmes de relance. (web.worldbank.org 01.11)

2- Banques

Qui veut encore détenir de la dette italienne ? Depuis quelques mois, les acheteurs ne se bousculent plus pour glisser dans leur portefeuille des obligations transalpines. Mercredi, le taux d'intérêt des titres à 10 ans a dépassé les 7 %, en plein doute sur l'avenir politique du pays. Si cette situation devait se maintenir longtemps, l'endettement italien, qui atteint 120 % du PIB, deviendrait de plus en plus cher à financer.

Paradoxalement, le plan du 27 octobre, censé mettre un terme à cette spirale, pourrait alimenter la défiance. Pour réinsuffler de la confiance dans le système bancaire européen, la zone euro et l'Union européenne se sont mises d'accord sur une participation accrue des banques pour alléger la dette grecque, et sur le renforcement accéléré de leurs fonds propres.

Une exigence pousse les établissements à se débarrasser de leur dette souveraine à risque, comme celle de l'Italie. "*Les décisions prises par les autorités européennes ont accéléré le sell-off*", témoigne Cyril Regnat, stratégeste taux chez Natixis. D'autant que pour évaluer leurs nouveaux besoins en fonds propres, l'Autorité bancaire européenne a finalement décidé de valoriser les dettes souveraines contenues dans les "*books*" des banques à leur valeur de marché, et non plus à leur valeur comptable, dans un souci de transparence sur leur véritable situation financière.

Une hérésie contre-productive, dénoncent les banques françaises, qui rappellent que leurs titres souverains avaient vocation à être conservés dans leur portefeuille jusqu'à leur arrivée à échéance, c'est-à-dire jusqu'au remboursement de leur valeur faciale lors de l'émission... Comme l'explique un banquier, la comptabilisation à valeur de marché "*n'a aucun sens*", à moins de supposer que les pays concernés sont certains de faire défaut... D'ailleurs, fait-il valoir, les obligations des États aujourd'hui en difficulté n'étaient-elles pas considérées comme parmi les plus sûres ?

L'argument est imparable pour justifier les ventes massives de dette souveraine des pays en difficulté, quitte à aggraver la crise de la dette souveraine.

À leur décharge, les banques françaises n'ont pas beaucoup d'alternatives. Encouragées par le gouvernement, qui n'a aucune envie de rouvrir un guichet public, elles veulent à tout prix éviter de recourir à l'État pour se recapitaliser. Elles sont aussi extrêmement réticentes à faire appel à l'argent des investisseurs, une solution qui aurait pour effet de diluer un peu plus leur actionnariat, et donc de le dissuader de continuer à les soutenir.

Toutes tiennent le même discours : elles s'en sortiront seules, grâce à la mise en réserve de leur bénéfice. Lors de la présentation de ses résultats au troisième trimestre mardi, la Société Générale a ainsi annoncé qu'elle ne distribuerait pas un centime de dividendes à ses actionnaires l'année prochaine au titre de 2011, une première depuis sa privatisation en 1987 !

Mais cela ne suffira pas. Les banques françaises doivent aussi se serrer la ceinture. Elles se sont engagées dans des plans de réduction de leurs activités, notamment les plus consommatrices en liquidités. Comme à BNP Paribas, où plusieurs centaines de suppressions de postes ont été annoncées la semaine dernière, "*essentiellement dans la banque d'investissement et au niveau mondial*", selon son directeur général Baudouin Prot. (lepoint.fr 10.11)

3- UE

3.1- L'Europe risque de connaître une nouvelle "phase de récession", a averti jeudi la Commission européenne en révisant fortement en baisse sa prévision de croissance pour la zone euro l'an prochain à seulement 0,5% contre 1,8% attendu auparavant.

"*La croissance s'est arrêtée en Europe et nous pourrions connaître une nouvelle phase de récession*", a prévenu le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, à l'occasion de la publication des prévisions économiques d'automne de l'exécutif européen.

"*Une récession profonde et prolongée et de nouvelles turbulences sur les marchés financiers ne peuvent plus être exclus*", a ainsi avancé Marco Buti, le directeur général aux affaires économiques et monétaires de la Commission européenne.

"*L'économie mondiale est à nouveau entrée dans une zone dangereuse. Au printemps, la crise de la dette souveraine semblait contenue. En outre, des signes de demande intérieure permettaient de croire à une légère reprise de l'activité en Europe (...). Ces espoirs ont été balayés*", indique la Commission européenne en guise d'introduction, dans un document de quelque 250 pages. (liberation.fr 10.11)

Quand on lit cela, on se dit qu'ils se foutent du monde ou qu'ils ne savent vraiment pas où ils en sont, sans doute les deux à la fois avec une préférence pour la seconde option, ils prennent leurs désirs pour la réalité ou ils ont mis au point des mécanismes comptables tellement complexes qu'ils n'y comprennent plus rien, sans parler de l'opacité qui les entourent et qui fausse tous leurs savants calculs.

Nous ne sommes peut-être pas des économistes chevronnés, mais cela ne nous empêche pas de comprendre que le capitalisme

est destiné à s'effondrer. Si maintenant on s'en tient au blabla que Gauquelin nous a servi dans les derniers IO (n°174) sur la propriété privée des moyens de production, on ne comprendra rien à la situation actuelle et à cette crise d'une ampleur sans précédent dans l'histoire du capitalisme, parce que les contradictions du système économique en vigueur n'ont pas seulement atteint un niveau de tension insoutenable pouvant être contenues ou ramenées à un niveau supportable aux moyens d'artifices.

Même une guerre mondiale comparable aux deux précédentes n'y suffirait pas, il faudrait qu'elle soit pour ainsi dire planétaire, puisque dorénavant le capitalisme s'est développé sur tous les continents ainsi que la population, facteur que l'on néglige, 7 milliards excusez du peu. Facteur impossible à faire reculer, à gérer à court terme maintenant, sachant que la population mondiale augmente au rythme d'un milliard tous les 12 ans, ce qui signifie que les besoins à satisfaire de la population augmentent au même rythme, facteur que l'on néglige en permanence dans nos analyses ou pire, qu'on ignore, ce qui est incompatible avec l'appropriation de la majorité des richesses produites par une infime minorité de privilégiés. Sans entrer dans les méandres des critères économiques, c'est ce facteur qui plombe l'avenir du capitalisme et le condamne à brève échéance.

Il faudrait réfléchir plus en profondeur à cette question et peut-être reconsidérer la place accordée aux différents facteurs économiques et les rapports qu'ils entretiennent pour mieux saisir l'évolution du capitalisme mondial, dont le taux de profit et la loi de l'offre et la demande, celle-ci devenant déterminante, dans la mesure où les gains obtenus en terme de profits sont déjà en partie engloutis à subventionner la pauvreté dans le monde et devraient l'être davantage dans l'avenir, au total, Etats et entreprises, déboursent par le biais d'institutions en tous genre des centaines de milliards pour subvenir aux besoins élémentaires quotidiens de plus d'un milliard d'hommes et femmes qui ne produisent aucune richesse, donc qui ne leur rapportent aucun profit, loin d'éradiquer la pauvreté car elle ne cesse de prendre de l'ampleur dans le monde (à mettre en relief avec les ambitions hypocrites affichées par l'ONU), tandis qu'il y a de plus en plus de milliardaires ou de millionnaires en dollar ou euro dans le monde, c'est ce grand écart qui est mortel pour le capitalisme et lui sera fatal à terme, pas d'un coup de baguette magique, quand le prolétariat mondial se sera doté d'une véritable Internationale pour le liquider de la surface de la terre.

3.2- Une intégration européenne accrue est nécessaire pour surmonter les défis posés par la crise de la dette souveraine mais ce processus ne doit pas être vecteur de divisions dans la zone euro ou dans l'Union européenne, a déclaré jeudi une porte-parole de la Commission européenne.

"Un ralentissement du processus d'intégration n'est pas une option en raison des défis auxquels nous faisons face. Mais c'est un processus ouvert, pas un processus exclusif ou qui crée des divisions", a déclaré Pia Ahrenkilde Hansen.

Citant un discours prononcé mercredi soir par le président de la Commission José Manuel Barroso, elle a déclaré qu'une scission de ma zone euro ou de l'Union européenne ferait dans un premier temps chuter de moitié le PIB de l'Union européenne.

Selon plusieurs sources, Paris et Berlin ont travaillé ces dernière semaines sur l'hypothèse d'une redéfinition radicale de la zone euro autour d'un noyau fédéral. (Reuters 10.11)

4- France

4.1- Production industrielle et manufacturière : recul.

La production industrielle de la France a reculé plus que prévu au mois de septembre, se contractant de 1,7% après une progression confirmée de 0,5% en août, selon les données publiées jeudi par l'Insee.

La hausse de la production industrielle ressort à 0,8% sur les trois mois à fin septembre.

La production manufacturière, c'est à dire hors énergie mais incluant l'agroalimentaire, a reculé de 1,6% au mois de septembre, sa hausse au troisième trimestre par rapport au trimestre précédant ressortant à 0,5%. (Reuters 10.11)

4.2- Secteur automobile : ralentit.

Alors que les constructeurs affirmaient encore récemment ne pas observer de ralentissement notable de leur activité, plusieurs marchés automobiles montrent des signes de retournement.

Principale zone de danger, en Europe, la crise de la dette a commencé à se traduire par une chute de la demande. «Nous observons sur octobre-novembre une baisse des commandes sur l'ensemble du marché européen de 9 % sur un an », déclare au Figaro Jérôme Stoll, le directeur commercial de Renault. Sur neuf mois, les ventes de voitures neuves ont reculé de 1,1 % sur le Vieux Continent.

«Le marché européen se retourne un peu, avec un fort effet en France », constate également Frédéric Banzet, le directeur général de Citroën. L'allemand Opel prévoit, lui, «une contraction significative » l'an prochain.

Dans l'Hexagone, malgré de spectaculaires offres promotionnelles, les *« commandes ont chuté d'environ 15 % le mois dernier, atteignant leur plus bas niveau depuis plus de cinq ans »*, note Flavien Neuvy, le directeur de l'Observatoire Cetelem de l'automobile, même si les immatriculations ont augmenté de 2,8 %. L'effet sur les ventes ne se fera sentir que plus tard, lors de la livraison - et donc de l'immatriculation - de ces véhicules.

Ce refroidissement concerne aussi les pays émergents, qui tiraient jusqu'ici la croissance. En Chine, les ventes ont reculé de 1,1 % en octobre. Les professionnels tablent sur une augmentation de 5 % en 2011 et non plus de 10 % à 15 % comme en début d'année.

Sur la même période, l'Inde a vu son marché s'effondrer de 24 %, la plus forte baisse depuis plus de dix ans. Les experts estiment qu'il ne devrait progresser que de 2 % à 4 %, pour l'année budgétaire close fin mars 2012, contre un bond de 10 % à 12 % auparavant. Enfin, au Brésil, le marché a reculé de 8,3 % le mois dernier. Seule la Russie continue sur sa lancée (+ 27 % en octobre). (lefigaro.fr 10.11)

Renault et PSA en ont profité pour programmer de nouvelles journées de chômage technique pour limiter leurs stocks disent-ils, alors qu'il suffisait de baisser les cadences de travail, inimaginable, même les syndicats n'y pensent pas...

4.3- Marché immobilier : chute.

Le marché immobilier est en train de se gripper et la production de crédits qui chute en est le signe. Celle-ci avait augmenté de 19,1 %, sur un an, au premier semestre ; elle a décroché de 13,7 % au troisième trimestre, selon l'étude de l'observatoire Crédit Logement/CSA. Le montant des crédits immobiliers accordés par les banques devrait s'élever à 155 milliards d'euros cette année. Il recule de 8 % par rapport à 2010 (168,8 milliards), année proche du record absolu de 2007 (170,2 milliards).

«Le marché a commencé à se gripper pendant l'été. Et comme à l'automne 2008, il se bloque depuis octobre pour les logements anciens», constate Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris-Ouest. Traditionnellement, les ventes de logements ralentissent pendant la trêve estivale et reprennent à l'automne, en octobre. Mais cette année, les reventes de logements deviennent plus difficiles.

Les raisons de ce véritable retournement de tendance sont nombreuses. À commencer par l'inquiétude des ménages, dont le moral est au plus bas.

Dans le même temps, les banques sont, elles, devenues moins prêtes. Les autorités monétaires, soucieuses de voir les établissements financiers augmenter leurs fonds propres, leur ont clairement demandé d'avoir une *« gestion rigoureuse des risques de crédit »* et *« d'éviter un allongement excessif de la durée des crédits »*.

Les taux des crédits immobiliers sont en revanche stables depuis juin (3,86 % en moyenne en octobre, contre 3,89 % en septembre). Mais, *« ils vont monter et pourraient atteindre 4 % et plus en moyenne d'ici à la fin de l'année »*, prédit Michel Mouillart. D'autant que le taux de l'emprunt d'État français (OAT à 10 ans), sur lequel les prêts à taux fixes sont indexés, grimpe depuis quelques jours (3,42 % jeudi après-midi).

L'année 2012 s'annonce bien plus difficile encore pour les acquéreurs. Selon l'observatoire, la baisse du volume de crédits accordés devrait s'accélérer avec, au mieux, une chute de 16 % par rapport à 2010 pour tomber aux alentours de 130 milliards, pas loin de 2009 (120 milliards). *« Avec la suppression du PTZ + (prêt à taux zéro +) pour l'achat de logements anciens, décidé dans le nouveau plan de rigueur, la crise sera de plus grande ampleur qu'en 2008 et aura un impact négatif considérable sur les crédits immobiliers »*, affirme Michel Mouillart. Ce qui pourrait faire reculer les prix des logements. Les ménages les plus jeunes et les plus modestes seront les plus touchés par cette nouvelle crise immobilière. Aujourd'hui, les emprunteurs sont de plus en plus des ménages aisés, qui empruntent pour des périodes moins longues et qui bénéficient d'un apport personnel important. (lefigaro.fr 10.11)

5- Japon

Sous pression médiatique depuis des semaines, Olympus a reconnu mardi avoir acquis plusieurs sociétés dans des conditions financières exorbitantes afin de maquiller des pertes sur d'autres investissements. Ces tours de passe-passe comptables auraient eu lieu depuis vingt ans, à la barbe des auditeurs du groupe et des autorités financières nippones.

La police nipponne, qui rechigne d'ordinaire à traiter les scandales financiers car elle ne les comprend pas, aurait ouvert une enquête sur Olympus. La presse de l'Archipel, qui était restée en retrait avant les aveux officiels des dirigeants actuels, se déchaîne depuis deux jours. Elle évoque la banque d'investissement Nomura, dont un ancien employé aurait organisé l'infrastructure frauduleuse utilisée par Olympus.

En un mois, le géant de l'optique a perdu 80% de sa capitalisation boursière. (lefigaro.fr 10.11)

Comme quoi il est facile de falsifier les comptes d'une grande entreprise... ou d'un Etat !

Société.

L'homme est le plus grand prédateur de tous les temps.

Le rhinocéros noir d'Afrique de l'ouest est officiellement déclaré éteint et deux autres espèces de rhinocéros pourraient connaître le même sort, a annoncé jeudi l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Une récente étude sur le rhinocéros noir d'Afrique de l'ouest a conduit à conclure à l'extinction de l'espèce, précise l'UICN. Le rhinocéros blanc du Nord, originaire d'Afrique centrale, est de son côté "*peut-être éteint*" à l'état sauvage tandis que le rhinocéros de Java est "*probablement éteint*" au Vietnam, où son dernier représentant aurait été tué par des braconniers en 2010.

Environ un quart de l'ensemble des mammifères est menacé d'extinction, précise l'organisation non gouvernementale, qui rappelle que certaines espèces ont pu être sauvées grâce à des programmes de préservation. Les rhinocéros blancs du Sud, qui n'étaient plus qu'une centaine à la fin du 19e siècle, ont ainsi vu leur population rebondir pour dépasser aujourd'hui les 20.000 animaux.

La liste rouge des espèces menacées de l'UICN comprend 62.000 espèces de plantes et d'animaux. (AP 10.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 12 novembre

CAUSERIE

A propos du site.

C'est bien de bosser, c'est mieux quand cela sert à quelque chose, on s'encourage comme on peut...

Du 4 au 10 novembre, vous avez été 1 151 à vous connecter au site, 119 visites en moyenne, mercredi 143, puis une pointe à 179 jeudi dernier : record pulvérisé ! Pourquoi ? Je n'en sais fichtre rien ! Faites connaître le site autour de vous, laissez les coordonnées du site dans les blogs où vous intervenez, je n'ai pas le temps de le faire.

J'ai ajouté quelques articles dans les rubriques économie, politique et internationale. Attention, je les ai classés par ordre chronologique en suivant les dates de parution sur le Net, qui ne correspond pas forcément à la date où je les ai mis en ligne dans le site.

Je m'applique à mettre en ligne la plupart des articles ou documents que j'ai pu lire, ainsi vous disposez des mêmes sources d'information que moi pour vous forger votre propre conviction sur la situation dans le monde. Ensuite peu importe qu'on parvienne aux mêmes conclusions, cela vous permet également de comprendre comment j'ai réalisé mes propres analyses, en étant toujours axé sur les mêmes objectifs qui sont tous liés : la construction du parti, construire un parti de militants conscients, la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le socialisme.

Si vous voulez consulter les causeries du 1er au 8 novembre, elles ont été archivées dans le fichier suivant [cliquez ici](#) - au format html

Bon week-end et bonne continuation à tous. On vaincra !

Propagande à destination de tous les peuples en Europe

Titre : *Les Grecs réservent un bon accueil à Papadémos* (Reuters 11.11)

Un technocrate, un banquier désigné Premier ministre, flanqué de ministres d'extrême droite, voilà à quoi les travailleurs grecs auraient "*réserve un bon accueil*" !

Un gouvernement de la "gauche" à l'extrême droite , voilà la réponse politique au prolétariat grec qui exigeait de pouvoir

s'exprimer démocratiquement sur l'accord de Bruxelles du 27 octobre et au-delà sur l'euro et l'appartenance de la Grèce à l'Union européenne. Ainsi ils entendent interdire aux masses laborieuses grecques toute expression politique indépendante de l'Etat et de la classe dont il représente les intérêts, celle des banquiers et des capitalistes, c'est en tout la signification politique de cette provocation de la dernière chance, avant de faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre.

Le travailleur grec lambda peut en déduire qu'il n'y a pas d'issue à la crise actuelle et qu'il devra supporter en silence les sacrifices qu'on exige de lui. Certains vont sombrer dans le désespoir et s'engager, soit au côté de l'extrême droite, soit au côté du parti néo stalinien (KKE), ou encore au côté des anarchistes, préparant ainsi l'intervention de l'armée. Les travailleurs grecs n'attendaient pas un miracle après la démission de Papandréou puisqu'ils rejettent en bloc tous les partis institutionnels

Les jours précédents nous avons développé une ligne politique sur laquelle l'avant-garde pourrait poursuivre le combat pour construire le parti. J'ignore en quoi consiste les forces qui combattent réellement pour la révolution socialiste en Grèce, je présume qu'elles sont faibles dans tous les domaines, cependant la situation est favorable à la construction du parti, dans la mesure où il n'existe aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs en dehors de la rupture avec les institutions, l'UE et le FMI, ainsi qu'avec le capitalisme.

La formation de ce gouvernement ne règle aucun problème, c'est cela l'élément déterminant de la situation : toutes les questions que se posaient les travailleurs sont demeurées comme artificiellement suspendues en l'air quelques instants avant, puis après, il se peut que la mobilisation reflue pendant quelques jours pour reprendre de plus belle dès l'accord de Bruxelles signé par le gouvernement et le parlement, ainsi que le budget 2012 d'austérité ou plutôt de guerre contre les travailleurs qui prévoit 27 milliards d'euros de coupes sombres, on ne voit ni pourquoi ni comment les travailleurs pourraient attendre les élections législatives qui doivent théoriquement avoir lieu vers la mi-février 2012, que devraient-ils en attendre, n'ont-ils pas fait l'expérience au cours des derniers mois et des deux dernières années que ces partis étaient engagés au côté de leur ennemi de classe ?

La question est aussi de savoir quelles sont les couches les plus frappées par les mesures d'austérité, quelle proportion elles représentent par rapport à l'ensemble des exploités, de quelles ressources les autres couches disposent-elles encore pour ne pas voir leur niveau de vie nettement dégradé ou sombrer dans la précarité et la pauvreté. Quelle va être l'attitude de la jeunesse qui est à la pointe du combat, sachant que 42,5% des 16 à 25 ans sont au chômage ? Quel est son niveau d'organisation, son degré de conscience politique ?

C'est pratiquement une lapalissage de dire que c'est la cruelle absence d'un véritable parti communiste qui pèse le plus sur la situation de la classe ouvrière en Grèce (et partout ailleurs). Pour les renégats et les opportunistes, son absence a au moins le mérite de faire qu'on n'en parle pas, de faire passer à la trappe ce facteur, selon la méthode des non-dits qui leur permet d'éviter de se découvrir ainsi que leurs réelles intentions. Il faut être lucide et ne se faire aucune illusion sur l'évolution possible de la situation en Grèce et ailleurs, tant qu'on n'aura pas réglé la question du parti et de l'Internationale.

La question qui est directement posée en Grèce et dans de nombreux pays est celle de l'Etat et du pouvoir politique. Ne pas la mettre en avant et ne pas subordonner sa politique à cette question revient à s'en détourner et à refuser de combattre dans la perspective du renversement du régime en place, à l'arrivée cela revient à soutenir l'ordre établi, qu'on l'admette ou non n'y changeant rien. A chacun ses responsabilités.

On se disait aussi...

Jean-Pierre Jouyet, le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), répond dans une interview aux questions du figaro.fr à propos de l'erreur commise par S&P annonçant la dégradation de la note de la France.

Jouyet a claironné que l'AMF allait "*enquêter*", prenant l'affaire très au sérieux, ça c'était pour l'effet d'annonce ou pour la galerie, à laquelle il fallait montrer que contrairement à Papandréou ou Berlusconi, le locataire du Palais maîtrisait parfaitement la situation et qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, la situation financière de la France est sous contrôle, le flic-président et sa garde rapprochée y veillent en personne tel Arpagon, ils peuvent compter sur l'AMF qui "*agit ici comme gendarme du marché bien sûr, mais aussi comme bras armé de la République française*".

Toutefois, il a tenu à préciser que sa démarche consistait à envoyer un "*signal politique fort*" à l'adresse des marchés et leurs représentants qui trônent au sommet des Etats les plus puissants de la planète, pour les rassurer dit-il, on se demande de quoi au juste, car il ne faudrait pas que son enquête remonte trop loin et embarrasse ceux qui tirent les ficelles de la crise ou en profitent pour s'enrichir davantage. Aucun risque, il a tout de suite ajouté que "*techniquement, l'enquête s'annonce extrêmement difficile*", on se disait aussi...

L'AMF, l'UE, la BCE, le FMI, le G20, bref, tout ce que le monde compte de dirigeants préoccupés par le bien-être des peuples est favorable au contrôle des agences de notation, Jouyet faisant preuve d'audace n'hésite pas à déclarer que c'est "*nécessaire*", rappelant au passage que cela "*a été acté au niveau international en 2008... et fin 2011*", mais pas de bol : "*nous n'y sommes toujours pas en Europe*", car voyez-vous de l'autre côté de l'Atlantique l'affaire serait déjà réglée, ce qui n'étonnera personne puisque c'est de là que sévissent ces officines de la mafia financière.

Une fois l'audace de ce roquet retombée, comme si l'illusion qu'elle avait fait naître s'ancrerait profondément dans le cerveau des naïfs ou des ignorants, place à la réalité : *"sur le fond, la réforme doit être menée, mais en ayant conscience que son objectif n'est pas que l'Europe se passe de la notation. Elle est nécessaire"*, on se disait aussi...

Les agences de notation américaines ont encore de beaux jours devant elles avec de tels paltoquets, qui en réalité en sont les complices... et parfois les victimes, règle du jeu dont ils ont conscience et qu'ils acceptent puisqu'ils en tirent eux-mêmes profit. (source : lefigaro.fr 11.11)

Tenez, pendant qu'on y est on pourrait faire un parallèle avec l'attitude des dirigeants syndicaux qui sont à la fois complices et victimes de la collaboration de classes, les mailles du fameux *"piège"* dans lequel ils tomberaient malgré eux selon le POI. Eux aussi ils sont complices et victimes d'une règle du jeu dont ils ont parfaitement conscience et qu'ils ont acceptée parce qu'ils en tirent eux-mêmes profit, en tant qu'appareils au service du capitalisme, les seuls perdants étant les travailleurs.

Qui est complice de qui, qui tire les ficelles. Qui est victime et à qui profite le crime.

Toujours la même histoire, il faut creuser ou couper les cheveux en quatre si l'on veut vraiment comprendre quelque chose, se poser des questions qui débouchent sur d'autres questions et tenir le coup jusqu'à trouver des réponses satisfaisantes à chacune d'en elle, si on lâche le morceau en cours de route, on est foutu ou susceptible d'être manipulé par plus malin que soi, d'où la nécessité d'être à la fois modeste, persévérant, déterminé et patient. Un luxe vous me direz dans un monde qui vit à toute allure et s'emballe, certes, mais on n'a pas le choix.

Le complot mondial des dirigeants du vieux monde capitaliste et des dirigeants des syndicats ouvriers contre les travailleurs du monde entier.

En jetant un coup d'oeil aux statistiques du site, j'ai cru remarquer que ce qui s'était passé au G20 ne vous avait pas vraiment intéressé, c'est un tort si je peux me permettre, vous auriez pu constater comment au niveau le plus élevé, entre les Etats, le patronat et les syndicats, la collaboration de classes dans le dos et contre les travailleurs du monde entier fonctionnait à merveille

Extrait de la *Déclaration commune B20-L20* à l'adresse du G20 à Cannes.

"...nous pensons, que le riche échange sur ces sujets qui a eu lieu, au sein du G20, entre les partenaires sociaux et les gouvernements, contribuerait significativement à faire face à ces enjeux et aiderait également les pays non-membres du G20 à définir des politiques susceptibles de répondre aux différents aspects des défis soulevés par la situation de l'emploi. Nous demandons donc avec insistance au G20 de faire de ces différents sujets une priorité afin de réduire le chômage et éviter qu'une proportion croissante de la population ne perde confiance et espoir en l'économie mondiale."

Leur *"riche échange"* permettrait aux pays dominés de faire face aux *"défis soulevés par la situation de l'emploi"*, alors que c'est justement dans ces pays-là que la classe ouvrière et la paysannerie est la plus misérable, la plus exploitée par les multinationales des pays dominants, ceux justement qui participaient au G20.

Patrons et bureaucrates syndicaux ont témoigné leur détermination à oeuvrer ensemble pour que *"la population ne perde confiance et espoir en l'économie mondiale"*, légitimant celle-ci et contribuant ainsi à maintenir ces populations sous le joug du capitalisme.

Alors que depuis l'emballlement de cette crise en 2008 des centaines d'emplois productifs ont disparu dans les pays du G20 (Espagne, Portugal, Grèce, France, Etats-Unis, Chine, Inde, etc.), les syndicats s'associent au patronat pour remercier les gouvernements du G20 d'avoir *"concentré leur action sur la protection et le développement de l'emploi productif"* : *"Le B20 et le L20 reconnaissent ensemble les efforts entrepris durant la crise par de nombreux gouvernements afin de concentrer leur action sur la protection et le développement de l'emploi productif"*.

Et pour rendre cette collaboration de classes plus fructueuse et durable, ils annoncent qu'elle va s'enrichir d'un nouvel organisme à cet effet : *"nous apportons notre soutien à la création d'une Task Force du G20 sur l'emploi, selon les principes définis par les Ministres du Travail du G20 en septembre 2011"*.

Les syndicats prêtent leur concours aux négriers pour surexploiter la jeunesse : *"Il est nécessaire et urgent que les gouvernements et les partenaires sociaux entreprennent des efforts afin de créer des emplois stables, parmi lesquels des apprentissages et des stages qui, couplés à des offres de formation, permettront l'acquisition de qualifications; de renforcer les compétences professionnelles et d'améliorer le degré d'employabilité."*

Il ne s'agit pas de fournir un vrai travail avec un vrai salaire aux jeunes pour qu'ils puissent entrevoir leur avenir, non ils sont condamnés à ne pas en avoir puisqu'ils promettent la précarité généralisée.

Alors que tous les gouvernements remettent en cause les systèmes de protection sociale quand ils existent, conformément à la volonté exprimée par le patronat, en France le Medef, voilà que "*les représentants des entreprises et des salariés*" manifestent "*un intérêt commun*" sur cette question, comme si les intérêts des travailleurs et ceux du patronat n'étaient pas antagoniques : "*Les représentants des entreprises et des salariés ont un intérêt commun dans la création ou le renforcement des systèmes de protection sociale, sur la base de principes majeurs qui seraient partagés par tous*", et comme rien ne les arrête, ils font référence aux facteurs que le gouvernement et le patronat a avancé à l'automne 2010 pour sabrer dans le système de retraite, les "*critères démographiques et juridiques*" à partir desquels ils ont justifié le report de l'âge de départ à la retraite.

Pour que l'on n'ait plus aucun doute sur soumission des syndicats au capitalisme et ses institutions internationales, ils ont tenu à préciser : "*En ce qui concerne le B20 et le L20, nous participerons à la mise en oeuvre des Principes Directeurs sur les Entreprises et les Droits de l'Homme adoptés par le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU en juin dernier et nous reconnaissons la pertinence et l'utilité des autres instruments sur les entreprises multinationales, notamment la Déclaration de Principes Tripartite de l'OIT sur les Entreprises Multinationales et la Politique Sociale.*"

Et d'enfoncer le clou sur le terrain pratique : "*Nous ne pouvons qu'approuver de tels efforts visant à établir un lien entre leurs actions, et ainsi obtenir des résultats plus probants*", qui se traduiront inmanquablement par l'augmentation de la productivité, donc de l'exploitation, et de nouvelles dégradations des conditions de travail.

L'OIT, dont le POI ne cesse de faire les louanges, est au coeur de ce dispositif contre le prolétariat mondial : "*Toute forme de coopération associant l'Organisation Internationale du Travail présente en outre l'avantage de pouvoir associer les partenaires sociaux, ainsi que cela est permis par les Statuts de l'Organisation*".

Est-ce suffisamment clair ? A qui faut-il faire un dessin ? Alors est-il exagéré de parler d'un complot contre le prolétariat mondial ? Et il ne date pas d'hier...

Ceux qui soutiennent ou participent à l'OIT ou une agence de l'ONU (Unesco par exemple), soutiennent le capitalisme mondial qu'ils prétendent combattre par ailleurs. Ceux qui participent au G20 et qui osent s'exprimer au nom des travailleurs, sont étrangers à la classe ouvrière, ils sont ses pires ennemis après les représentants officiels du capital.

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

Le nouveau gouvernement grec de coalition a prêté serment vendredi à Athènes. Avec, à la barre, l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne Lucas Papadémos et, aux Finances, le ministre sortant Evángelos Vénizélos, profondément impliqué dans la négociation de l'accord européen du 27 octobre sur le désendettement du pays.

Lucas Papadémos s'est vu confier la tâche délicate de désigner une équipe de coalition équilibrée, chargée de conduire le pays vers des législatives anticipées, provisoirement prévues pour février 2012.

Son gouvernement de transition, formé après d'intenses tractations, comprend des représentants des deux principales formations politiques (les socialistes du PASOK et les conservateurs de la Nouvelle Démocratie) ainsi que des membres d'un parti de droite de moindre envergure, une première depuis le retour de la démocratie en Grèce en 1974 après la chute de la dictature des colonels. Makis Voridis a été nommé ministre des Transports et Adonis Georgiadis, au secrétariat d'Etat au développement et à la Marine marchande. Conscients des difficultés, les partis ont mis de côté leurs rivalités pour replacer le pays sur de bons rails financiers et s'assurer de son maintien dans la zone euro.

M. Vénizélos a conservé son poste aux Finances tandis que les portefeuilles clés des Affaires étrangères (l'ex-Commissaire européen Stavros Dimas, 70 ans -ndlr) et de la Défense sont allés aux conservateurs et quelques autres à un petit parti nationaliste de droite. La composition du gouvernement a été lue à la télévision publique et le nouveau cabinet a prêté serment dans l'après-midi.

Dans les prochains jours, le nouveau cabinet devra obtenir la confiance du Parlement; un vote qu'il est quasiment certain de remporter dans la mesure où il bénéficie du soutien des troupes socialistes de Papandréou et les conservateurs d'Antonis Samaras, leader de la Nouvelle Démocratie.

Le nouveau Premier ministre devra faire adopter un budget 2012 de nouveau marqué par la rigueur, organiser la privatisation de plusieurs entreprises publiques, lutter contre une évasion fiscale généralisée et commencer à réduire la montagne de dette du pays.

La présence à la tête du gouvernement de M. Papadémos -qui a également occupé la fonction de gouverneur de la Banque

centrale de Grèce entre 1994 et 2002- ne devrait durer que quelques mois, mais le défi n'en sera pas moins lourd, eu égard à l'application des mesures drastiques déjà adoptées, qui comprennent une suspension -à salaire réduit- de 30.000 fonctionnaires et une série de privatisations.

La nomination de Lucas Papadémos pourrait s'accompagner d'un apaisement social, au moins dans un premier temps, avancent certains analystes. *"Je pense qu'il bénéficiera d'une brève lune de miel"*, souligne Thanos Dokos, patron de la Fondation hellénique de politique européenne et étrangère. *"Bien évidemment, à un certain moment, les gens escomptent des résultats qui, j'en ai peur, ne seront pas au rendez-vous sur le court terme."*

Environ 8.000 partisans du Parti communiste ont défilé jeudi soir devant le parlement aux cris de *"Halte à l'austérité"*. (AP, Reuters et 20minutes.fr 11.11)

Pour nous ce sera : A bas le gouvernement d'union nationale, à bas le gouvernement des banques, de la BCE et du FMI, à bas les institutions, nous ne paierons pas votre dette, organisons-nous, tout le pouvoir aux travailleurs !

Social

Le revenu des plus riches ont augmenté de 9,7 % en 2010. Le chiffre 9,7 %, c'est la croissance des revenus en 2010, des 11 millions d'individus les plus riches du monde, selon Capgemini et Merrill Lynch. Cette population cumule un patrimoine de 42 700 milliards de dollars. (lexpress.fr 11.11)

Ils représentent 0,145% de la population mondiale (7 milliards) : 11 millions d'individus les plus riches du monde cumulent un patrimoine de 42 700 milliards de dollars, selon Capgemini et Merrill Lynch, soit l'équivalent environ de 85% du PIB mondial.

La démocratie est incompatible avec une telle concentration des richesses entre quelques mains, 0,15% de la population mondiale... Partant de là, le combat pour la démocratie est inséparable (subordonné au) du combat pour les exproprier et leur confisquer tous leurs biens et avoirs.

Economie

1- Banques

Les banques européennes pourraient renoncer à 3.000 milliards d'euros de prêts pour renforcer leurs fonds propres, un trou énorme dans le paysage financier que pourraient se hâter de combler banques japonaises, financiers islamiques et autres fonds de pension.

Ce seront surtout les financements de projets, du commerce maritime, de l'aviation et des infrastructures qui seront touchés, les banques réduisant leurs actifs pondérés du risque (RWA) et repensant leurs relations avec leur clientèle.

"La façon la plus simple pour les banques de réduire leurs actifs est de ne pas reconduire les prêts aux clients à chaque fois qu'ils se refinancent", explique un banquier.

Une banque avec 250 milliards d'euros de risque de crédit et qui veut porter son ratio de fonds propres de 7% à 9% peut procéder à une augmentation de capital de cinq milliards d'euros ou vendre 50 milliards d'euros de ces actifs pondérés des risques. Au vu des valorisations boursières déprimées, les banques sont peu incitées à lever du capital.

"On risque de voir un trou de 1.000 à 3.000 milliards d'euros, les banques dégonflant leur bilan pour éviter une augmentation de capital", dit Simon Samuels, analyste de Barclays Capital.

Au vu de la situation instable de la zone euro, le mouvement de dégonflement (deleveraging) s'accélère. Les grandes banques françaises, jusqu'alors dans les plus hauts rangs du classement des prêts, sont à la pointe d'un mouvement que suivent aussi leurs concurrentes italiennes, allemandes, espagnoles, néerlandaises, suisses et britanniques, expliquent des banquiers.

Les banques veulent se dessaisir d'actifs en dollar, devenus plus onéreux à financer depuis que les banques et fonds monétaires aux Etats-Unis, alarmés par la crise de la dette de la zone euro, n'ont plus envie de faire affaire avec leurs homologues européens.

De ce fait, les segments où dominent les financements en dollar - aviation, commerce maritime par exemple - et les crédits les plus longs, donc a priori assortis du plus gros risque pondéré, figurent dans la première vague des crédits abandonnés ou renégociés par les banques européennes.

Les banques européennes détiennent dans les 42.000 milliards d'euros d'actifs (soit plus de 11.000 milliards de risque de crédit

chez 90 des plus grandes banques), et les analystes de JPMorgan estiment qu'elles pourraient rétrécir leur bilan de 2.000 milliards d'euros, soit 4,7% des actifs. D'autres analystes visent un montant proche des 3.000 milliards d'euros.

Ce mouvement de recul pourrait s'abriter derrière des considérations proprement nationales. Commerzbank a ainsi déclaré qu'elle refuserait tout prêt qui n'aide pas l'Allemagne ou la Pologne.

"Les banques européennes vendent leur exposition à des crédits non européens, ça crée des tensions et il y a un effet de propagation", dit un banquier d'investissement d'un établissement de Wall Street.

Les banques de la zone euro détiennent plus de 6.000 milliards d'actifs en dehors de la région, dont 1.800 milliards aux Etats-Unis et 1.000 milliards en Europe de l'Est, selon des analystes de Nomura.

Cela veut dire par exemple que les banques espagnoles réduiraient leurs prêts au Brésil et au Mexique et que les banques françaises, italiennes et allemandes feraient de même en Europe orientale.

Le banquier d'investissement explique que BNP Paribas et Société générale ont déjà sensiblement réduit leur exposition à la Russie.

Les banques japonaises saisissent cette nouvelle opportunité, et c'est ainsi que Bank of Tokyo Mitsubishi a payé en 2010 plus de six milliards de dollars pour reprendre des prêts de financement de projets de la Royal Bank of Scotland.

Grâce à une monnaie forte et à une trésorerie dépassant les six milliards de dollars, les banques japonaises négocient la reprise de davantage d'actifs bancaires européens et elles pourraient être encore plus présentes l'an prochain.

D'autres établissements asiatiques, mais aussi du Moyen-Orient, du Canada et des Etats-Unis sont également partis en chasse.

Les fonds de pension s'intéressent aux prêts destinés à des infrastructures, tandis que la compagnie aérienne Emirates a fait savoir qu'elle se tournait vers le marché de la finance islamique pour ses achats dans la mesure où les banques européennes sont en retrait.

Dans un secteur qui met autant en avant la relation à la clientèle, une telle attitude risque d'avoir des conséquences sur le long terme pour les banques européennes. Et aussi sur leurs résultats.

La britannique Lloyds a réduit ses actifs de plus de 20% ces deux dernières années, au prix d'une perte de revenus des prêts. Elle a averti cette semaine qu'elle risquait de ne pas atteindre ses objectifs de revenus sur le moyen terme.

Le projet de la BNP de réduire son risque de crédit de 70 milliards d'euros pourrait lui coûter 1,2 milliard d'euros en raison de coûts de restructuration et de pertes sur les cessions. Elle pourrait également accuser un manque à gagner de 750 millions d'euros chaque année. (Reuters 11.11)

2- Espagne

L'économie espagnole a cessé de croître au troisième trimestre par rapport au deuxième, une donnée susceptible de soulever des doutes sur la capacité du gouvernement à tenir son objectif de réduction du déficit budgétaire fixé pour 2011.

D'une année sur l'autre le produit intérieur brut (PIB) de la quatrième économie de l'économie de la zone euro affiche une hausse de 0,8% sur la période.

Les drastiques mesures d'austérité mises en place par le gouvernement socialiste de Jose Luis Rodriguez Zapatero pour maîtriser les comptes publics et éviter de devoir se tourner vers l'aide internationale ont largement contribué à l'atonie de la croissance.

L'Espagne se retrouve ainsi au bord de la récession, avec en plus un contexte de baisse de rentrées fiscales en raison notamment d'un taux de chômage ayant dépassé les 20%. (Reuters 11.11)

3- Chine

Les négociations entre l'Europe et la Chine pour une participation de Pékin à l'aide à la zone euro sont dans une impasse après le refus opposé par des responsables européens à d'accepter au moins une des conditions posées par la Chine, a-t-on appris vendredi de deux sources différentes.

En l'échange de son aide, Pékin réclamait qu'on lui reconnaisse davantage de poids au Fonds monétaire international (FMI), un

statut d'économie de marché à l'Organisation mondiale du commerce ou la levée de l'embargo européen sur les armes, ont dit les sources.

La plus simple des solutions aurait été que l'Union cède sur la question du FMI ce que les Européens ont refusé de faire lorsqu'ils ont compris que la Chine ne leur viendrait en aide qu'en l'échange d'une influence plus forte dans la prise de décision au FMI et une accélération de l'inclusion du yuan dans le panier des DTS.

Reconnaître à la Chine un poids plus important au FMI se serait fait au détriment des Européens, voire en diluant l'influence des Etats-Unis.

"*Nous sommes prêts à aider, mais nous ne sommes pas une association caritative*", a dit l'une des sources, résumant la pensée des dirigeants chinois.

"*Les Etats-Unis et le FMI posent eux aussi leurs conditions(en l'échange de leur aide), il n'est donc pas déraisonnable que la Chine en fasse autant.*"

Les espoirs nourris par Pékin de voir le yuan entrer dans le panier de référence du FMI ont été douchés jeudi lorsque sa directrice générale Christine Lagarde a déclaré que l'heure de le faire n'était pas encore venue.

Certains dirigeants européens reprochent aux Chinois une forme d'opportunisme en profitant de la crise de la dette pour accroître leur influence.

"*Je n'aime pas toutes ces discussions sur l'idée selon laquelle l'Europe fait la manche en Chine, parce que l'Europe a les moyens de s'en sortir d'elle même si elle trouve les ressources nécessaires*", a dit cette semaine un haut responsable européen qui s'exprimait sous le sceau de l'anonymat. (Reuters 11.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 13 novembre

CAUSERIE

Le capitalisme financier au pouvoir

En Grèce, c'est entendu, c'est la BCE qui gouverne par l'intermédiaire du Premier ministre Lucas Papadémos, ancien vice-président de la BCE.

En Italie, c'est la même punition, proximité oblige : le nouveau président de la Banque centrale européenne Mario Draghi a rendu visite samedi à son compatriote Mario Monti à son domicile romain. (20minutes.fr 12.11)

Mélenchonade.

Selon M. Mélenchon. "*Hollande et Sarkozy sont deux hommes d'un autre temps, ils ne voient pas la faillite du système*" (liberation.fr 12.11) Et la verraient-ils qu'est-ce que cela changerait, faudrait-il par hasard en attendre quelque chose de positif pour les travailleurs ? C'est ce qu'il suggère indirectement, je ne suis même pas sûr qu'il en a conscience tellement il est imbu de sa personne.

De plus, l'affirmation de Mélenchon est fausse, Hollande et Sarkozy ont parfaitement conscience de la situation. Mélenchon aurait sa place dans la délégation des élus que le POI parraine et qui doit se rendre chez Sarkozy et le président du Sénat.

Allons plus loin, qu'est-ce que cela signifie au juste ? Puisqu'ils ne "*voient pas la faillite du système*", on ne peut pas les y associer, pour un peu on ne peut rien leur reprocher, on ne peut pas prétendre qu'ils en seraient responsables. Mélenchon s'emploie donc à les épargner, et contrairement à ce que son affirmation pourrait laisser penser, à les légitimer, finalement, c'est une manière comme une autre de soutenir le régime.

C'est ce qu'on appelle être démasqué.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Bonapartiste, antidémocratique, bananière, corrompue, décomposée... et grabataire, vous aurez reconnu la Ve République !

Selon l'étude que nous publions, l'âge moyen des députés est aujourd'hui de 59 ans et cinq mois. L'Assemblée nationale est la plus âgée de la Ve République. Parmi les députés élus en 2007, 272 avaient plus de 60 ans. Les seniors sont presque majoritaires, alors que seuls 97 élus ont moins de 50 ans, dont 12 moins de 40 ans.

Le sociologue Louis Chauvel avait ainsi observé que, "avec neuf élus seniors pour un de moins de 40 ans, l'Assemblée nationale française affiche l'une des moyennes d'âge politique les plus élevées d'Europe". Le Royaume-Uni compte trois seniors pour un junior de moins de 40 ans, l'Italie 2,66, l'Allemagne 0,78 et la Suède 0,44.

En 1981, l'Assemblée nationale comptait un député de moins de 40 ans pour un député de plus de 60 ans. En 1946, les juniors, issus de la Résistance, représentaient près de 35 %, contre 2 % en 2011. (lemonde.fr 12.11)

2- Italie

Le président du Conseil italien Silvio Berlusconi a remis sa démission samedi au président Giorgio Napolitano sous les huées de la foule romaine venue célébrer le départ du "Cavaliere".

Après le Sénat vendredi, la Chambre des députés a entériné le texte en fin d'après-midi, ouvrant la voie à une démission rapide de Berlusconi et à la formation d'un nouveau gouvernement.

Le magnat des médias, arrivé au pouvoir en 1994 sur fond d'effondrement de la démocratie chrétienne et d'opération "Mains propres", a été président du Conseil en 1994-95, 2001-2006 et depuis la dernière victoire de son parti allié à la Ligue du Nord aux législatives d'avril 2008.

Le président Giorgio Napolitano devrait désormais charger l'ancien commissaire européen à la Concurrence Mario Monti de former le prochain gouvernement.

Celui-ci devrait former un cabinet restreint composé de techniciens, afin de tirer l'Italie hors de la crise de la dette souveraine.

Monti a été nommé mercredi dernier sénateur à vie par le président de la République, un décret inattendu qui a préparé le terrain à sa désignation à la tête du gouvernement. Samedi matin, il a eu des consultations avec Mario Draghi, le nouveau président - italien - de la Banque centrale européenne.

Selon certains politologues, son gouvernement pourrait être annoncé dès dimanche soir, avant l'ouverture des marchés.

Les prochaines législatives n'étant pas prévues avant 2013, un gouvernement technique pourrait disposer d'un an et demi pour faire adopter des réformes économiques douloureuses, mais il aura pour cela besoin du soutien d'une majorité parlementaire et risque de ce fait de tomber d'ici là.

Le scénario d'une éviction programmée de Berlusconi a allégé les tensions en fin de semaine.

Mais il faudra à Monti, ou à toute autre personnalité nommée à la tête du gouvernement, obtenir un soutien politique suffisant pour réformer les retraites, le marché du travail et le secteur public ainsi que le réclament les partenaires européens de Rome.

Le Parti démocrate, principale formation de l'opposition de centre gauche, et des élus centristes ont promis d'apporter leur soutien au nouveau gouvernement.

A l'exception notable du principal syndicat du pays, la CGIL, organisations syndicales et patronales ont aussi lancé un appel à la formation d'un gouvernement d'urgence, la patronne des patrons Emma Marcegaglia jugeant que Mario Monti est «l'homme de la situation».

La Ligue du Nord, alliée fédéraliste de Berlusconi, a déclaré qu'elle ne participerait pas à un gouvernement Monti.

Peuple de la liberté (PDL), le parti d'"*Il Cavaliere*", a accepté de soutenir un gouvernement Monti à condition que ce dernier s'entienne à l'application des réformes décidées avec l'Union européenne, selon un député PDL, Mario Baccini.

"*Nous avons donné au premier ministre Berlusconi un mandat pour procéder à des consultations afin de voir que le programme est celui convenu avec l'Union européenne, pour s'assurer que le gouvernement n'est pas politique et par-dessus tout pour vérifier le calendrier du nouveau gouvernement*", a expliqué Mario Baccini à des journalistes.

"*Les gouvernements techniques, ça n'existe pas, parce que tous les gouvernements sont politiques par le biais du vote du parlement*", rappelait jeudi l'actuel ministre des Affaires étrangères, Franco Frattini.

Et les atermoiements observés en Grèce cette semaine sont là pour rappeler que le passage du projet à la réalité peut être tortueux. (Reuters et 20minutes.fr 12.11)

3- Grèce

Le cabinet grec d'union nationale dirigé par Lucas Papadémos pourrait rester en place un ou deux mois de plus que les 100 jours prévus, mais nul ne doit s'attendre à un relâchement de la politique d'austérité appliquée depuis deux ans, a prévenu samedi un responsable de la nouvelle équipe.

Dans un sondage de l'institut MRB rendu public samedi par le journal Realnews, 75% des personnes interrogées disent avoir une bonne opinion du nouveau chef de gouvernement, et 68% soutenir un gouvernement de coalition comme celui qui vient d'être formé.

Au cas où des élections législatives auraient lieu maintenant, les conservateurs de la Nouvelle démocratie (ND) arriveraient en tête avec 33,1% des voix, sans pour autant avoir à eux seuls la majorité absolue au parlement.

Les socialistes du Pasok ne recueilleraient que 18,1%. Ce sondage a été réalisé le 10 novembre, jour où Papadémos a été confirmé à la tête du gouvernement, et le 11 novembre, jour de l'investiture de son cabinet d'union.

Des experts estiment que Lucas Papadémos se heurtera, bien qu'il incarne un nouveau départ dans la lutte contre la dette, aux deux mêmes obstacles que le cabinet précédent : les dissensions politiques et une opinion farouchement opposée à de nouveaux sacrifices économiques.

Après les hausses d'impôts, la réduction des salaires et des retraites ainsi que les licenciements de fonctionnaires, les Grecs font face à un chômage record dont le taux frise les 20% et à une quatrième année de récession en 2012.

"*Je ne suis pas soulagée du tout qu'il y ait un nouveau gouvernement*", dit Eleni Papageorgiou, femme au foyer de 53 ans. "*Je sais une seule chose : quel que soit le gouvernement, les choses vont s'aggraver pour moi au lieu de s'améliorer.*"

Des militants prévoient déjà de manifester contre le nouveau gouvernement sur la place Syntagma, où une série de manifestations organisées depuis des mois ont parfois donné lieu à de très violents accrochages avec la police.

Pour certains médias grecs, la taille du gouvernement (48 ministres et vice-ministres nommés pour apaiser les partis rivaux) et les querelles qui ont précédé sa mise en place, augurent mal des mois qui viennent.

"*Attention ! Danger !*", prévient le quotidien de centre gauche *Ta Nea* dans un éditorial où il rappelle que le dernier cabinet d'union du pays, formé en 1989 sous la conduite de l'ex-gouverneur de la banque centrale Xénophon Zolotas, avait éclaté au bout de trois mois. (Reuters 12.11)

Social

1- Portugal

Des dizaines de milliers de fonctionnaires portugais ont défilé samedi à Lisbonne pour dénoncer la baisse de leurs traitements inscrite dans le projet de budget 2012 du nouveau gouvernement de centre droit.

Les manifestants ont dénoncé une décision imposée par les bailleurs de fonds du pays - Union européenne et Fonds monétaire international - au lendemain de l'adoption en première lecture de la loi de finances par le parlement.

La large avenue de la Liberté et la place des Restauradores ont été envahies par la foule scandant "*FMI Dehors!*" ou "*Non au vol*"

de nos salaires".

Plusieurs milliers de militaires à la retraite se sont rassemblés séparément devant le siège du ministère des Finances, sur le Tage, pour dénoncer le gel de leurs pensions.

Le budget 2012 élaboré par le gouvernement de centre droit de Pedro Passos Coelho prévoit la suppression des primes de congé et primes de fin d'année pour les fonctionnaires et la hausse des taxes sur de nombreux produits et services.

La manifestation de samedi intervient douze jours avant une grande grève générale contre l'austérité programmée le 24 novembre. Des mouvements de jeunesse préparent également un grand rassemblement le 26 novembre avant le vote final du budget le 29 novembre. (Reuters 12.11)

2- Allemagne

Plusieurs milliers d'"indignés" allemands manifestaient samedi à Francfort et Berlin pour dénoncer les excès de la spéculation financière et demander au gouvernement le démantèlement des grandes banques.

A Francfort, quelque 9.000 personnes, selon la police, manifestaient dans le calme près des bureaux de la Banque centrale européenne (BCE) au coeur de la ville. A Berlin, les manifestants ont formé une chaîne humaine pour encercler des parties du quartier des ministères. La police parlait de "*plusieurs milliers*" de manifestants dans la capitale allemande. (AP 12.11)

Et les syndicats, les partis de gauche ou d'extrême gauche, l'avant-garde révolutionnaire, où sont-ils, que font-ils, vous en avez entendu parler ?

Economie

1- UE

Les Etats de la zone euro doivent agir davantage au niveau européen et confier une partie de leurs responsabilités budgétaires et fiscales aux institutions européennes pour sortir de la crise de la dette, estime le ministre allemand des Finances dans des interviews publiées samedi.

Wolfgang Schäuble a déclaré à l'hebdomadaire allemand Focus que l'Italie serait en mesure de surmonter ses difficultés, qui découlent d'une crise de confiance sur les marchés.

Bien que l'Europe dispose d'un pacte de stabilité et de croissance censé permettre d'intervenir beaucoup plus tôt, il est nécessaire que les pays membres agissent plus au niveau de l'UE, dit Schäuble.

"La pression exercée par la crise produit des effets qui ne seraient pas possibles autrement (...) plus grande est la crise, plus grand est le besoin de changement, poursuit-il. Le sentiment que cela nous conduira finalement beaucoup plus loin m'aide à traverser les moments pénibles."

Dans une autre interview accordée au *Monde*, Schäuble juge nécessaire, pour mieux s'assurer que les membres de la zone euro tiennent leurs engagements, de modifier les traités européens existants de façon à ce que les membres de la Commission européenne disposent en matière budgétaire de pouvoirs équivalant à ceux qu'ils ont déjà sur les questions de concurrence.

"Pourquoi le membre de la commission chargé de la mise en oeuvre des accords n'aurait-il pas les mêmes droits que le commissaire à la concurrence ?, demande-t-il. Pourquoi a-t-on le droit de porter plainte devant la Cour de justice des communautés européennes pour violation du droit européen mais pas du Pacte de stabilité ?"

Membre du parti conservateur CDU, M. Schäuble a souligné que sa formation politique, réunie en congrès à partir de lundi, allait "*réclamer plus d'Europe*" et se pencher sur l'idée d'élire le président de la Commission européenne au suffrage universel. "*Ce serait une vraie révolution*", a-t-il commenté. (Reuters et liberation.fr 12.11)

2- Hongrie

L'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a placé la note souveraine de la Hongrie (BBB-) «*sous surveillance négative*», a indiqué l'agence samedi matin, une décision récusée par le gouvernement hongrois qui fait valoir les «bons» indices macro-économiques du pays (déficit public et dette). «*A cause de la hausse des risques qui affectent la crédibilité financière de la Hongrie comme la dégradation de l'environnement économique et financier extérieur, S&P a placé la dette hongroise BBB-*

sous surveillance négative», de même que la note de la dette à court terme (A-3), a indiqué l'agence de notation.

La décision de S&P arrive au lendemain de l'annonce d'une autre agence de notation, Fitch, qui a indiqué avoir ramené de «stable» à «négative» sa perspective de la note souveraine hongroise (également BBB-).

Les raisons relevées par les deux agences sont quasiment identiques et reprennent les critiques des derniers mois des analystes qui ont dénoncé la politique économique «*non-orthodoxe*» du Premier ministre conservateur hongrois, Viktor Orban. Sont notamment dans le collimateur des mesures économiques contraires aux règles de l'Union européenne et prises sans consultations préalables avec les secteurs concernés, comme l'imposition des banques (623 millions d'euros) et des taxes extraordinaires sur les sociétés d'énergie, de distribution et de télécoms.

Egalement sous le feu des critiques se trouve la récente décision du gouvernement hongrois permettant à la population endettée en devises étrangères (franc suisse ou euro) de rembourser ses emprunts à un taux préférentiel, au moins 20% en-dessous des taux de changes réels. Cette mesure avait été vivement critiquée par la Banque centrale européenne (BCE), qui l'avait qualifiée de «dangereuse» non seulement pour le pays, mais aussi pour les banques de la région.

Le gouvernement hongrois a déjà récusé les avis des agences de notation, insistant sur le fait que le déficit public du pays resterait sous les 3% du Produit intérieur brut (PIB) en 2011 et en 2012 et que la Hongrie était un des rares pays ayant fait baisser leur dette nationale (d'environ 81% à 73% du PIB). (20minutes.fr 12.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 14 novembre

CAUSERIE

Demain je mettrai en ligne d'autres articles économiques que j'ai dégotés sur le Net. ("dégoter" avec 1 ou 2 T)

1- Le M'PEP : un mouvement politique qui combat le socialisme.

Continuons l'examen de "*l'opinion du M'PEP*" sur le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, que nous avons entamé dans une précédente causerie. Je voulais revenir en détail sur chaque point abordé dans ce document, mais je n'en ai pas le temps.

La société ne comporterait plus deux classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, la bourgeoisie et la classe ouvrière ou le prolétariat, elles ne seraient plus que des "*catégories sociales*" ou des "*notions*" parmi d'autres, glissement sémantique qui est loin d'être anodin puisqu'il débouche sur la remise en cause des conclusions du *Manifeste*, du socialisme.

Voyons comment ces faussaires, ces fossoyeurs du marxisme s'y sont pris étape par étape, pour bien comprendre que nous sommes face à une entreprise délibérée.

1- Remise en cause de l'opposition irréductible entre les principales classes, la bourgeoisie et le prolétariat, qui deviennent des "*catégories sociales*" ou des "*notions*", on ferait difficilement plus vague pour les diluer dans le fatras réactionnaire de l'intérêt général, principe qui a les faveurs de ces agents du capital. Vous allez rapidement comprendre pourquoi.

2- Remise en cause de la principale leçon que Marx et Engels avaient tirée de l'expérience de la Commune, mais sans la citer, la nécessité de démolir de fond en comble l'Etat bourgeois et de construire un Etat ouvrier sur ses cendres, l'impossibilité de s'emparer de l'Etat pour le faire fonctionner pour le compte de la classe des exploitées.

3- Jaurès est appelé en renfort pour remettre en cause la "*méthode*" préconisée par Marx et Engels pour s'emparer du pouvoir, une "*révolution violente*", ainsi que la dictature du prolétariat, comme si la violence qui accompagnait toute révolution prolétarienne était le fait de la classe ouvrière et non de la classe dominante qui prend l'initiative de déclencher une guerre civile...

De plus, remettre en cause la dictature du prolétariat revient à refuser à la classe ouvrière de s'élever au rang de classe dominante, de renverser la dictature du capital. C'est la définition de la dictature du prolétariat, quand la classe ouvrière détient tout le pouvoir et rien de plus.

4- Ils citent Jaurès qui nie l'effondrement du capitalisme, qui au contraire demeurerait éternellement progressiste, et c'est ainsi que par sa lutte de classe et le suffrage universel, "*légalement*" la classe ouvrière parviendrait au pouvoir et réaliserait le socialisme. Vous aurez reconnu le programme du Front de gauche.

La crise actuelle constitue (si nécessaire) un démenti cinglant à la théorie défendue par Jaurès et les réformistes en général. Quant au caractère progressiste du capitalisme, qu'ils aillent donc raconter cela aux ouvriers en Chine, en Inde, au Bangladesh et ailleurs qui triment comme des esclaves. A l'heure où la barbarie capitaliste gagne du terrain dans le monde entier, si ces philistins s'emploient à nier la réalité qu'ils ont pourtant sous les yeux, c'est parce qu'elle ne les concernent pas vraiment, ils sont étrangers à la classe ouvrière et signent ainsi leur crime.

5- Et pour clore cette interprétation frauduleuse du Manifeste ils citent une dernière fois Jaurès, pour lequel " *la gloire de Marx est d'avoir été le plus net, le plus puissant de ceux qui mirent fin à ce qu'il y avait d'empirisme dans le mouvement ouvrier, à ce qu'il y avait d'utopisme dans la pensée socialiste* ", après s'être acharné à vider la pensée de Marx de sa substance et s'est évertués à démontrer au moyen de citations tronquées que les conclusions de ses travaux étaient obsolètes depuis le début du XXe siècle, ce qui revient à affirmer que tous les militants ou tous les partis qui se réclament aujourd'hui du socialisme scientifique de Marx et Engels sont des utopistes et la boucle est bouclée, puisque les intentions réelles du M'PEP sont de soutenir l'ordre établi et combattre le socialisme.

Une précision à propos de Jaurès qu'ils citent abondamment. Je vous avoue que je ne suis pas un spécialiste en la matière. Ils se sont inspirés d'un article paru en décembre 1901, alors qu'il me semble que sa pensée avait évolué vers le marxisme, évoluer ne voulant pas dire forcément avoir franchi le pas.

En guise d'épilogue

Dans leur dernier appel daté du 7 novembre pour venir en aide au peuple Grec, ces " *intellectuel(-le-)s attaché(-e-)s aux Lumières, les militant(-e-)s fidèles aux valeurs progressistes des grandes révolutions du passé* " en appellent à la racaille stalinienne : Jacques Duclos et Maurice Thorez, comme quoi je n'exagérerais pas en les traitant de staliens, ils le revendiquent.

Et comme il se doit, ce mouvement politique contre-révolutionnaire n'entend pas s'attaquer aux fondements du capitalisme et aux institutions puisqu'il les soutient. Quelques extraits pour s'en convaincre si besoin :

1- Il revendique " *le droit pour chaque peuple de produire chez lui* ", autrement dit d'être exploité par ses propres capitalistes puisqu'il n'est pas question d'une révolution pour les renverser et les exproprier, à chacun des peuples ses capitalistes et les peuples couleront des jours heureux.

2- " *C'est aussi le droit pour tous les peuples qui le souhaitent de rompre avec l'« économie de marché ouverte sur le monde »* ", mais surtout pas avec " *l'économie de marché* " tout court, l'astuce ou le tour de passe-passe était là, nous avons à faire à des manipulateurs professionnels.

3- Exproprier les capitalistes, vous n'y pensez pas : " *Ce n'est pas l'esclavage des peuples pour dettes qu'il faut rétablir, c'est au contraire l'euro-esclavage de la dette qu'il faut abolir en taxant durement tous les usuriers du capital* ", le discours de Sarkozy au G20 !

4- Eux aussi ils veulent rompre avec l'UE, avec l'euro, car voyez-vous la vie était si belle pour les travailleurs quand ils n'existaient pas qu'on en vient à rêver que par le seul fait de rétablir le franc et la souveraineté sur la monnaie le bonheur nous tendrait les bras au coin de la rue : " *Et s'il faut pour cela rompre avec cette prison des peuples qu'est l'U.E., s'il faut pour cela en finir avec l'étouffante « monnaie unique », les peuples n'en mourront pas* ", ils étoufferont comme ils étouffaient hier, ce que ces philistins se fichent pas mal, ils brassent du vent et donnent l'impression de combattre au côté de la classe ouvrière, alors qu'en réalité ils servent la cause de la réaction en détournant travailleurs et militants du socialisme et des partis qui s'en réclament, ceux qui ne figurent pas dans leur mouvement.

5- le discours se veut radical en apparence, mais comme dans un mauvais scénario la chute est misérable : nationaliste, patriotique, à gerber : « *la patrie ou la mort, nous vaincrons !* ». Là encore ils le revendiquent : " *A la fois patriotique et internationaliste, la nouvelle bataille contre l'esclavage pour dettes vient de commencer à Athènes* ". Tous au côté de notre propre bourgeoisie, de nos braves capitalistes pour défendre notre industrie, nos emplois, notre propre Etat contre l'UE, voilà le contenu réactionnaire de ce mouvement politique dans lequel on trouve des dirigeants et militants d'Attac, du PCF, du PG, du GU et du NPA, plus des altermondialistes déclarés, notamment.

J'ai mis cet article au format pdf dans la rubrique *Les articles du site*.

Les articles et documents auxquels j'ai fait référence figurent sur le Net, pour ceux qui veulent les consulter.

2- La Croix et la bannière de la manipulation...

Selon un sondage CSA à paraître lundi dans La Croix, les Français se disent heureux dans leur travail actuel à 57%. (20minutes.

fr 13.11)

Les personnes qui ont répondu à ce sondage ont très bien pu vouloir dire qu'ils étaient heureux du travail qu'ils exerçaient pour des raisons diverses, par exemple parce qu'ils l'ont choisi ou parce sous différents rapports ils y trouvent leur compte, sur le plan financier ou parce qu'il ne leur demande pas un trop grand investissement personnel, surtout physique.

J'ai bossé dans plus de 40 boîtes et je me suis toujours débrouillé pour ne travailler que 4 à 6 heures maximum par jour sur les 8 que je devais à mon patron, et quand cela n'était pas possible je changeais de boîte, quitte même à prendre un boulot moins rémunéré mais où je travaillerais peut-être moins, je n'ai jamais imaginé accepter un travail qui ne me laisserait pas le temps de penser pendant 7 ou 8 heures ou qui m'éreinterait physiquement ou psychologiquement.

Depuis le premier jour où j'ai commencé à travailler, il y a 40 ans si je pars de l'époque où j'étais apprenti mécanicien chez Renault, j'ai toujours résisté à l'exploitation, je ne détestais pas le travail, je considérais que l'on devait travailler pour vivre et non l'inverse, qu'on n'était pas des esclaves tout simplement.

Le travail n'est pas une fin en soi, pas plus que la jouissance de la vie en général chère aux hédonistes, doctrine philosophique des privilégiés qui peuvent se payer le luxe d'éviter les problèmes que génère cette société et la souffrance qui les accompagne très souvent, sans jamais comprendre grand chose à l'existence puisque nos problèmes sont à la fois le produit des questions qui se posent à l'humanité et qu'elle n'a pas encore résolues et contiennent (en germe) les réponses pour y répondre.

L'ouvrier est davantage un épicurien qu'un hédoniste, philosophie réservée aux intellectuels (Onfray qui s'en réclame par exemple), il tire du plaisir de la manière dont il exécute une tâche en s'y appliquant de son mieux, et non du travail en soi qu'il a toutes les raisons du monde de détester. Allez donc dire à un ouvrier dans une fonderie que c'était son destin et qu'il devrait s'en réjouir.

L'homme n'a pas une grande capacité de jouissance : il est content de peu et goûte mieux son plaisir quand il est rare. C'est dans la pauvreté que je suis devenu épicurien. (J. Chardonne, Éva) Quand on est ouvrier on n'a pas vraiment le choix, et l'on ne risque pas de se contenter du peu de plaisir que nous procure la société puisqu'il est si rare, si éphémère, quoiqu'il ait tendance avec l'amélioration de ses conditions matérielles d'existence à confondre le plaisir individuel, superficiel et passager que procure la possession de biens matériels, avec le bonheur que procure la libération du règne de l'exploitation et de l'oppression qui ne peut que se concevoir que collectivement, l'élévation de notre niveau de conscience n'ayant rien de superficiel ou de passager.

Pas besoin d'être pauvre pour être ou devenir épicurien, par contre ceux qui sont nés avec une cuillère en argent dans la bouche, et auxquels tous les plaisirs sont accessibles en claquant dans les doigts, finiront par faire du plaisir l'unique quête de leur vie pour en avoir été rassasiés jusqu'à la gueule au point d'en avoir perdu jusqu'au sens et devenir inaccessible.

Vous vous souvenez peut-être d'une causerie dans laquelle j'avais évoqué André Breton qui avait fait l'éloge du plaisir qu'on pouvait ressentir en dégustant un cornichon. Je ne me souviens plus dans lequel de ses livres j'ai lu cela, par contre je me souviens très bien que je me trouvais dans le métro, je devais aller bosser sans doute, pas vraiment le lieu ni le moment d'éprouver du bonheur, et pourtant cette lecture a marqué mon existence parce que je m'y retrouvais, ce fut une révélation sur ma propre personnalité, ma philosophie de la vie faite de petites choses insignifiantes en apparence, mais qui vous permettent de tenir debout, de rester debout, de ne pas crouler sous le poids de la misère que la société vous impose.

J'ai été balayeur ou homme d'entretien dans une petite usine, directeur technique, commerçant, prof, je ne peux pas dire que j'ai éprouvé plus de plaisir à accomplir une tâche plutôt qu'une autre, j'ai éprouvé la même satisfaction pour avoir fait mon travail le mieux possible dans des conditions qui m'avaient été imposées.

Le ver était dans le fruit... et il a tout bouffé !

Cécile Duflot et Eva Joly font de la sortie du nucléaire un principe non négociable avec Hollande et le PS, du coup s'ils devaient en rester là, l'élection au second tour des présidentielles du candidat du PS serait largement compromise compte tenu de l'apport en voix d'EELV qui lui sont indispensables.

Le candidat écologiste de l'UMP en rajoute une couche pour le compte du candidat Sarkozy

Le Figaro nous dit qu'elles ont "reçu le soutien sur ce sujet du candidat malheureux à la primaire écologiste, Nicolas Hulot. Dans une tribune au JDD, celui-ci juge aussi que la sortie du nucléaire est «un objectif moral incontournable»" (lefigaro.fr 13.11), car en matière de moral il en connaît un rayon le bougre, comme par exemple être financé par des multinationales et prétendre les combattre.

Normal qu'ils les soutiennent puisque c'est au profit de l'hystérique du Palais.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Les citoyens finiront par se révolter contre la '*dictature de fait*' des marchés financiers depuis le début de la crise de la dette en zone euro, a déclaré le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), Jean-Pierre Jouyet, dans un entretien au Journal du dimanche.

Les marchés '*ont fait pression sur le jeu démocratique*', a-t-il expliqué, soulignant qu'avec le départ du président du conseil italien, Silvio Berlusconi, '*c'est le troisième gouvernement qui saute à leur initiative pour cause de dette excessive*'.

Avant le renoncement de M. Berlusconi, son homologue grec Georges Papandréou en avait fait de même, mercredi soir. En novembre 2010, le Premier ministre irlandais Brian Cowen avait lui aussi été contraint d'annoncer son départ en février 2011, après la mise en place d'un plan d'aide d'urgence à son pays. (lemonde.fr 13.11)

A mettre en relief avec ceux qui titrent : "*Non à l'austérité*" (couverture du IO n°174) L'avant-garde paraît-il !

A bas la dictature du capital, Vive la dictature du prolétariat ! Ils ont fait faillite, chassons-les du pouvoir !

2- Sommet Asie-Pacifique (Apec)

2.1- Le président américain et les huit autres dirigeants concernés ont annoncé samedi avoir accompli d'importants progrès en vue de la création du Partenariat transpacifique (TPP), une initiative commerciale regroupant neuf Etats d'Asie, d'Océanie et des Amériques.

"*Nos neuf pays ont défini les contours généraux d'un accord*", a déclaré Barack Obama à l'issue d'une réunion entre les chefs d'Etat et de gouvernement de ces Etats, en marge du sommet annuel du forum économique Asie-Pacifique (Apec), à Honolulu.

Le Premier ministre malaisien Najib Razak est allé jusqu'à évoquer l'échéance du mois de juillet pour cet accord, même si le communiqué conjoint publié samedi ne mentionne aucune date.

"*Nous sommes tombés globalement d'accord pour définir une date-butoir en juillet*", a-t-il dit à la presse.

Face au marasme économique de la zone euro, le gouvernement américain se tourne vers la zone Asie-Pacifique et sa croissance élevée, jugée fondamentale pour dynamiser les exportations américaines et créer des emplois.

L'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Malaisie, le Vietnam, Brunei, le Chili et le Pérou participent au projet, en plus des Etats-Unis.

Les discussions entre ces Etats ont reçu un coup de fouet vendredi avec l'annonce que le Japon, troisième économie mondiale, envisageait de s'y joindre. La nouvelle a été confirmée samedi soir par le Premier ministre japonais Yoshihiko Noda.

Ce dernier a annoncé avoir soumis une demande d'adhésion de son pays au TPP lors d'un entretien bilatéral avec Barack Obama.

"*Le président Obama s'est réjoui de cette décision et a proposé que le Japon et les Etats-Unis fassent la promotion de la coopération lors des négociations à venir*", a-t-il dit.

Le Canada, le Mexique, les Philippines, la Papouasie-Nouvelle Guinée et la Corée du Sud sont également vus comme de possibles participants à ce projet. La Chine n'a en revanche pas manifesté son intérêt.

Washington espère notamment que le TPP lui permettra de ne pas être marginalisé, alors que de nombreux pays asiatiques réorganisent leurs activités économiques autour de la Chine.

L'objectif principal du TPP sera de supprimer progressivement les tarifs douaniers sur une période de dix ans.

2.2- Le sommet Asie-Pacifique (Apec) à Honolulu a donné lieu samedi à des échanges contradictoires entre les Etats-Unis et la Chine, les deux géants de la région dont les analyses divergent en matière économique.

Le président chinois Hu Jintao a voulu, lors de son intervention, assurer les autres dirigeants de l'ouverture de Pékin aux échanges commerciaux et à la poursuite de réformes.

Il a en contrepartie souligné que son pays entendait peser davantage dans les grandes orientations de l'économie mondiale, et estimé que les pourparlers du cycle de Doha, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), demeuraient le lieu privilégié de débat sur le libre-échange.

Barack Obama a estimé lui que Pékin devait respecter les règles en vigueur sur la protection de la propriété intellectuelle et laisser le yuan s'apprécier face au dollar.

"Ce que je dis depuis mon premier jour en fonction (...), c'est que nous voulons que les Chinois respectent les règles. Et le dossier des changes est probablement un bon exemple", a dit le président des Etats-Unis.

"Pour une économie comme celle des Etats-Unis - dont le principal avantage compétitif réside dans notre savoir, nos innovations, nos brevets, nos droits d'auteur -, il est inacceptable de ne pas bénéficier du niveau de protection nécessaire dans un marché aussi important que la Chine", a-t-il poursuivi.

Lors d'une rencontre bilatérale avec Hu Jintao, il a fait état de la *"frustration croissante"* de l'opinion publique américaine face aux pratiques de la Chine en matière de commerce et de changes, jugées déloyales, a rapporté à la presse un conseiller du président américain.

"Le déficit commercial et les problèmes de chômage ne sont pas la conséquence du taux de change du yuan et même une forte appréciation du yuan ne réglerait pas les problèmes auxquels sont confrontés les Etats-Unis", a répliqué Hu Jintao, cité par le site chinanews.com à Pékin.

Les Etats-Unis ne disposent guère de moyens d'influencer Pékin: la Chine est en effet le premier détenteur de dette américaine avec plus de 1.100 milliards de dollars.

Le débat sur le cadre à privilégier pour organiser le commerce régional illustre le désaccord sino-américain.

Les Etats-Unis privilégient leur projet de Partenariat transpacifique (TPP) aux objectifs commerciaux plus stricts que ceux du cycle de Doha.

Hu Jintao, qui s'exprimait devant une assemblée de dirigeants d'entreprises, a assuré que la Chine était déterminée à faire progresser le libre-échange autour de l'océan Pacifique. Il a toutefois souligné que les pourparlers de Doha devaient se poursuivre afin de déboucher au plus vite sur un accord offrant des concessions sur les taxes douanières aux pays les moins développés.

Autre débat en cours, la représentation de la Chine au FMI. Les Etats-Unis comme les pays européens renâclent à céder plus de pouvoirs aux grands pays émergents au sein du Fonds monétaire international.

La gouvernance économique, a répondu Hu Jintao, doit refléter l'évolution du paysage mondial afin de renforcer *"la voix des marchés émergents et des pays en développement"*. (Reuters 13.11)

3- Syrie

La décision de la Ligue arabe de suspendre la Syrie et d'imposer des sanctions après huit mois de troubles pourrait augurer de mesures internationales plus sévères à l'encontre de Damas, mais ne devrait pas déboucher sur une intervention militaire de l'Occident.

Contrairement au scénario libyen, lorsque l'organisation panarabe avait sollicité en mars l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne sur le pays, préparant le terrain à une intervention de l'Otan, les mesures prises samedi par la Ligue ne prévoient pas de requérir l'usage de la force.

Elles renforcent néanmoins la main des puissances occidentales, qui réclament une position de l'Onu plus sévère face à la répression des manifestations anti-Assad.

"Nous ne voulons pas d'intervention étrangère", a souligné Hamad Bin Djassim al Sani, Premier ministre du Qatar en annonçant la décision de la Ligue au Caire. *"Il n'est pas question d'armer (l'opposition) ni d'appeler à une zone d'exclusion aérienne. Personne à la Ligue ne parle de cela."*

Il n'en reste pas moins que les mesures annoncées de la part de pays traditionnellement réticents à s'ingérer dans les

affaires intérieures d'autres Etats membres accentuent fortement la pression sur le régime du président Bachar al Assad.

Damas ne s'y est pas trompé en réagissant avec colère à sa suspension des instances de la Ligue, approuvée par les chefs de la diplomatie de 18 des 22 pays membres. Le pays affirme que de telles décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité et accuse l'organisation d'appliquer un programme anti-syrien et pro-occidental.

Mais selon Chris Phillips, spécialiste du Moyen-Orient à l'Unité d'intelligence économique (EIU), la décision de suspension de la Ligue arabe pourrait d'une certaine façon amener la Chine à assouplir son opposition à une résolution de l'Onu qui condamnerait la répression syrienne.

"C'est un message clair à la Chine: vous n'avez pas besoin de soutenir Assad pour continuer à être du côté (des pays arabes)", a-t-il dit. "Si la Chine pouvait être influencée, cela mettrait la pression sur la Russie et son veto."

Le rôle central de la Syrie dans la politique du Moyen-Orient rend les puissances occidentales très hésitantes à intervenir.

Mélange complexe d'ethnies et de croyances, alliée avec Téhéran et avec des groupes d'activistes comme le Hamas et le Hezbollah, la Syrie est toujours théoriquement en guerre contre Israël, qui s'est emparé du plateau du Golan en 1967. (Reuters 13.11)

C'est le Qatar qui est à la tête de la Ligue arabe, l'allié de la coalition militaire qui est intervenu en Libye, donc inutile de se poser la question de savoir qui tire les ficelles, on a la réponse ici.

Il est clair qu'ils envisagent sérieusement de s'attaquer à la Syrie et à l'Iran, mais ils doivent tenir compte de plusieurs facteurs qui retardent l'application de leur plan : sur le plan politique les élections américaines, françaises et espagnoles, sur le plan économique et social, le coût de la guerre, 500 milliards de dollars rien que pour l'Afghanistan depuis 2001, la détérioration de la situation en Europe et l'incertitude qui pèse aux Etats-Unis même, certes ils ont commencé le retrait de leurs troupes en Irak et en Afghanistan, mais ont-ils encore les moyens de se lancer dans une nouvelle guerre dont les conséquences pourraient rapidement leur échapper pour s'étendre à tous les continents, comment la financeraient-ils sans alourdir leurs dettes abyssales, comment dans ces conditions exiger de nouveaux sacrifices au prolétariat mondial qui résiste et cherche la voie pour mettre en échec le capital ?

Social

1- France

1.1- Génération sacrifiée

«Entre juin 2011 et octobre 2011, il y a 223.000 jeunes qui sont sortis du système éducatif sans diplôme. Cela représente environ 5% des jeunes de plus de 16 ans qui sont dans nos lycées ou nos lycées professionnels», a précisé le ministre. Sur ces 223.000, «un quart sont pris en charge par les missions locales. Et il en reste environ 160.000 qui jusqu'à présent étaient partis sans laisser d'adresse, perdus de vue», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 13.11)

1.2- Grève reconductible à Pôle emploi

Le principal syndicat de Pôle emploi, le SNU, a appelé à une grève reconductible lundi 14 novembre, pour manifester l'exaspération des personnels du service public de l'emploi face à leur manque de moyens. 'Nous appelons à une mobilisation pour infléchir sur les orientations budgétaires', a expliqué Jean-Charles Steyger, délégué syndical.

Aujourd'hui les syndicats se disent alarmés par la hausse du nombre des demandeurs d'emploi qui dépasse les 4 millions en comptabilisant ceux qui ont une activité réduite. Le nombre des chômeurs sans aucune activité a atteint 2,78 millions en septembre, un plus haut depuis janvier 2000. Les syndicats déplorent également un manque de moyens et d'effectifs et une dégradation des services rendus aux demandeurs d'emploi. Une analyse confortée ces derniers mois par une série de rapports peu amènes pour le service public de l'emploi.

De ce manque de moyens découlent aussi des conditions de travail dégradées pour les personnels de Pôle emploi, dont la charge de travail a explosé et qui ne bénéficient plus des 1 800 postes supplémentaires en CDD accordés lorsque la crise a éclaté. Dans un projet de budget pour l'emploi globalement en baisse de 12% selon des économistes le budget de Pôle emploi est maintenu pour 2012, ce que le SNU assimile à 'une baisse de fait', dans le contexte actuel.

Le SNU est cette fois le seul syndicat représentatif à avoir appelé à ce mouvement, même si les autres organisations syndicales se font également régulièrement l'écho du mécontentement des agents de l'entité née, il y a trois ans, de la fusion de l'ANPE (chargée du placement des chômeurs) et des Assedic (indemnisation). (lemonde.fr 13.11)

2- Chine

De violents affrontements ont opposé les forces de l'ordre à des villageois en colère contre la vente de terres samedi dans le sud de la Chine, a indiqué la police.

Des milliers de personnes armées de batons, de pierres et de cocktails Molotov ont participé aux heurts, qui auraient fait trois morts, selon le quotidien de Hong Kong, l'Oriental Daily News.

La police de la préfecture de Zhongshan, dans la province du Guangdong (sud), a indiqué sur un compte Weibo, le Twitter chinois, que les habitants du village de Yilong avaient envahi un parc industriel où ils "ont cassé, pillé et brûlé".

La police a démenti qu'il y ait eu des victimes. Elle n'a pas précisé combien de personnes avaient été impliquées mais indiqué que depuis le mois d'août, des villageois bloquent le parc industriel au prétexte d'un contentieux foncier entre deux quartiers, a affirmé la police.

Deux ateliers ont été incendiés, rapporte l'Oriental Daily News, selon lequel les habitants reprochent aux dirigeants locaux d'empêcher le produit de la vente de terrains communaux. Quelque 3.000 policiers ont été déployés, affirme encore le journal. (liberation.fr 13.11)

Economie

Allemagne

Selon Der Spiegel, Berlin «se préparerait à une possible sortie de la Grèce de la zone euro». L'hebdomadaire allemand, qui s'appuie sur des sources au sein du ministère des Finances, rapporte que le gouvernement «a effectué des simulations sur un éventail de scénarios» dont le pire prévoit que la Grèce puisse «tomber dans un cercle vicieux de misère qui pourrait durer des décennies», notamment car ses banques seraient privées d'accès aux marchés internationaux de capitaux, et entraînerait d'autres pays avec elle.

Dans un scénario intermédiaire, l'Union européenne verrait elle la crise s'intensifier, notamment en Espagne et en Italie. Un scénario «de base» prévoit lui que la situation ne devienne «pas trop mauvaise» et que la sortie de la Grèce puisse même «contribuer à renforcer la zone euro à long terme».

Dans un entretien au Monde, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble dément le scénario d'une «division» de la zone euro. Il comprend que «beaucoup de [ses] concitoyens» soient favorables à une sortie de la Grèce de la zone, mais affirme que «l'Allemagne et la France feront tout pour que la Grèce [y] reste». Pour cela, «le peuple grec doit décider s'il peut et s'il souhaite accepter les contraintes qu'impose le maintien de leur pays dans la zone euro». (Slate.fr 13.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 15 novembre

CAUSERIE

Que pouvons-nous, que devons-nous opposer à la dictature du capital, sinon la dictature des travailleurs, du prolétariat ?

1- A propos de la Syrie

On jugera la légitimité de l'opposition syrienne en exil au soutien dont elle se targue de la part de la Ligue arabe ayant à sa tête l'émir Hamad bin Khalifa al-Thani qui dirige le régime féodal du Qatar. On jugera également sa légitimité au regard du soutien que lui apporte de soit-disant régimes démocratiques comme la France, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis qui ont dénié au peuple grec de se prononcer démocratiquement par référendum sur son avenir.

Autrement dit, sans pour autant soutenir le régime en place en Syrie, nous ne soutiendrons pas cette opposition fantoche financée par la coalition militaire qui est intervenue en Libye et à qui nous déniions toute légitimité. Elle est en Syrie, l'équivalent du CNT en Libye qui représentait une frange de la bourgeoisie dans ce pays.

2- La dette, une histoire de vases communicants qui tourne mal

On est lundi soir, il est 19h15, je viens de dîner modestement, mais j'ai à l'esprit que plus d'un milliard d'hommes, de femmes et d'enfants n'auront même pas cette chance ce soir, et c'est l'estomac torturé par la faim qu'ils devront tenter de trouver le sommeil... Pendant ce temps-là, aux quatre coins du monde des privilégiés qui s'enrichissent en dormant s'empiffreront à s'en faire péter la panse dans l'indifférence de leur triste sort, et pour cause, ils en sont responsables.

C'est ce que nous allons vérifier tout de suite à partir de quelques données sur l'évolution économique et sociale au cours des décennies précédentes aux Etats-Unis, l'Etat le plus riche de la planète où la précarité, les inégalités et la pauvreté ont explosé.

Ces données proviennent d'un article du portail contreinfo.info.

- Aux USA, de 1945 à 1973, les gains de croissance se sont répartis ainsi : 32% sont allés aux 10% les plus riches et 68% au reste de la population. (source : Université de Berkeley - Etats-Unis)

- Entre 1974 et 2008, tous les gains de croissance sont allés aux 10% les plus riches. Les revenus des autres 90% de la population ont baissé. (id)

- Total des chômeurs plus les salariés à temp partiel : 2001 : environ 7% ; 2010 : 17,5% (source : Département du travail américain)

- Pourcentage de la population active en activité : 2000 : environ 64,5% ; 2011 : un peu plus de 58% (id)

- Profit après impôt des entreprises : 2000 : quelque 550 milliards de dollars ; 2011 : environ 1 500 milliards de dollars. (source : département du commerce américain)

- Salaire des dirigeants d'entreprise par multiple du revenu moyen : en 1980 : X 50 ; 2000 : X 520 environ ; 2007 : X 350 (source : Executive excess 2008)

Entre 1990 et 2005,

- Augmentation des revenus des PDG : + 298,2%
- Augmentation de l'indice boursier S&P 500 : + 141,4%
- Augmentation des profits des entreprises : + 106,7%
- Augmentation des salaires dans le secteur marchand : + 4,3%
- Augmentation du salaire minimum fédéral : - 9,3% (je ne me suis pas trompé de signe !)

(source : (source : Executive excess 2006)

Edifiant, non ?

En jetant un rapide coup d'oeil aux tableaux qui relayaient ces données, j'ai observé que chaque crise s'était soldée par une nouvelle dérégulation des marchés financiers et l'envolée des profits des entreprises américaines, des indices boursiers et de l'enrichissement des gangsters de la finance et des multinationales, et que parallèlement le pourcentage du travail dans le PIB avait diminué, ce qui traduisait la stagnation ou la baisse des salaires.

Comme disait Louis de Funès dans *Les folies des grandeurs* qu'ils ont repassé hier soir sur TV5Monde Asie (la seule chaîne francophone que je peux capter ici en Inde), dans le rôle de chevalier de la toison d'or au service du roi : *les pauvres sont faits pour être de plus en plus pauvres et le rester, et les riches pour devenir de plus en plus riches.*

On n'a jamais disposé dans le passé d'autant d'éléments provenant de différentes parties de la société à travers le monde pour démontrer la nécessité urgente de liquider le capitalisme, et il s'avère que nous ne sommes pas foutus de nous en servir efficacement, non pas pour s'attaquer aux méfaits du capitalisme, encore moins pour le réformer, mais pour préparer les conditions qui nous permettront de nous attaquer à ses fondements, de le renverser, ce qui suppose que nous ne lui cédions rien, dans une perspective politique révolutionnaire : prendre le pouvoir.

A bas l'austérité, d'accord, à condition d'ajouter que le gouvernement et les institutions sont illégitimes et qu'ils doivent disparaître, que c'est au peuple travailleur que doit revenir le pouvoir pour décider de son avenir, tout le pouvoir, exactement comme les exploités disposent de tous les pouvoirs flanqués d'une armée de valets dits de gauche à leur service et qu'ils entretiennent en échange.

3- Les miasmes de la Ve République.

Michel Rocard était l'invité du 19h de Public Sénat, ce lundi, sur Public Sénat. Interrogé sur l'attaque de Jean-Luc Mélenchon contre François Hollande : « *Qu'il se taise. Pourquoi répondre ?* »

Interrogé sur la situation de Dominique Strauss-Kahn, Michel Rocard « *trouve qu'on devrait maintenant le laisser tranquille* ». « *C'est une souffrance* ». (publicsenat.fr 14.11)

Strauss-Kahn souffre le malheureux, on imagine aussi que les détracteurs de son "ami" devraient se taire, car "Dominique est l'un de mes amis, il vit une histoire assez épouvantable qui le détruit lui-même, moi ça m'attriste". On compatit, à côté la misère du monde est un détail ! Lundi matin sur Europe 1, à la question « *lorsque vous avez dit fin août, que DSK était un malade, vous aviez raison avant tout le monde ?* », Michel Rocard a répondu : « *J'ai été le premier à le dire mais tout le monde le pensait* ». (20minutes.fr 14.11)

Tiens donc un aveu, car si "tout le monde le pensait", c'est que tout le monde savait que c'était un perverse sexuel et que son argent lui permettait de satisfaire tous ses fantasmes... On imagine mal qu' Aubry n'ait pas été informée des parties fines auxquelles il participait dans sa bonne ville de Lille, alors que le Carlton et d'autres gourbis plus discrets faisaient office de bordels. Au fait, il reposait sur quoi "leur pacte", l'omerta sur ses frasques sexuelles ?

Rocard s'en fout puisqu'il considère que c'est une "maladie", pas d'être riche bien entendu, c'est une qualité voyons, d'ailleurs les banquiers non plus n'ont rien à se reprocher, ils sont sans doute tout simplement malades, le capitalisme est victime des excès de la finance, une maladie en somme ! Rocard a peut-être raison après tout, Strauss-Kahn est malade, mais à son âge c'est rédhibitoire, c'est le genre de malades qu'il faut exécuter pour qu'ils cessent définitivement de nuire à la société, y compris Rocard, le père de la CSG.

Revenons à Tati brasse du vent, tandis que monsieur Hulot fait du pédalo.

Pierre Moscovici a le premier dénoncé une « *rhétorique qui n'est pas toujours de gauche* » consistant à renvoyer dos à dos PS et UMP, et qui sert « *la droite ou l'extrême droite* ». « *La déclaration de Jean-Luc Mélenchon m'a choqué, a-t-il dit sur Radio J, c'est une faute. Cette idée reprend le thème de la droite, "le marin d'eau douce"... Elle est vraiment à côté de la plaque.* » Mélenchon contre-attaque alors par communiqué, voyant dans la réplique de Moscovici un « *dérapiage* ». « *Il se croit bien inspiré en m'accusant de faire le jeu de la droite et de l'extrême droite parce que j'ai fait mouche* », croit-il savoir.

Et Jack Lang condamne une « *campagne ordurière* » contre son candidat. La charge est lourde: le député PS parle « *d'étranges convergences dans l'insulte grossière* » unissant « *le cabinet noir de l'Élysée, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen* ». Et de suggérer au leader du Parti de gauche d'adopter un « *comportement plus convenable* ».

Lors de son point-presse hebdomadaire, le porte-parole Benoît Hamon regrette, à son tour, que Mélenchon « *s'inscrive dans une compétition avec la droite* », où c'est « *à qui disqualifiera le plus François Hollande* ». « *Quand il pose un signe égal entre François Hollande et Nicolas Sarkozy vis-à-vis de la crise (...), intellectuellement son analyse est fautive* », recuse-t-il.

Arnaud Montebourg a frappé plus fort, sur France Inter, en recommandant au candidat allié au PCF de ne pas se transformer « *en une sorte de Georges Marchais qui voudrait faire échouer la gauche 30 ans après* ». Réplique immédiate du secrétaire national du Parti de gauche, Alexis Corbière, sur son blog: « *Pour être utile aux belles idées qu'il a défendues durant la primaire, souvent empruntées au Front de Gauche, M. Montebourg devrait éviter de se donner pour rôle de gardien de plage devant le pédalo de M. Hollande.* »

« *Il y a toute la rangée des repentis qui part devant pour faire du zèle* », observe Mélenchon, « *amusé* » par Lang mais « *peiné* » par la pique de Montebourg. Puis il balance: « *Moi aussi j'en prends des claques. Quand tous ces gens me traitent d'agent de l'extrême droite alors que ce sont eux qui gouvernent avec en Grèce, est-ce que je pleurniche?* » (liberation.fr 14.11)

Tous ces philistins nous donnent envie de vomir, ils soutiennent un programme similaire à celui de l'UMP, mais ils refusent de l'assumer. Moscovici le cafard qui se prend pour quelqu'un d'important, Lang le paltoquet, le lèche-cul du régime hier encore en mission en Corée du Nord pour La Talonnette, comme ordure qui bouffe à tous les râteliers il sait de quoi il cause, Hamon et Montebourg qui se renient plus vite que la girouette à suivre le sens du vent, des parasites sans scrupules guidés uniquement par leur ambition personnelle, en voilà des gens délicats qui inspirent confiance et le respect !

Mélenchon a trouvé le bon filon pour faire parler de lui, inépuisable, pour cela il faudrait qu'il aille au bout de son analyse, mais là c'est franchement trop lui demander, il en est incapable.

5- Un deal de voyous. Sordide et surréaliste.

L'UMP veut créer un "droit à l'achat" de leur logement pour les locataires de HLM, ainsi qu'un bail "gagnant-gagnant" qui assouplirait les procédures d'expulsion en échange d'un loyer plus faible et d'une absence de caution.

L'UMP veut permettre à un locataire de HLM, sous certaines conditions (10 à 15 ans de location, solvabilité, impossibilité de revendre le bien dans les cinq ans pour éviter tout effet d'aubaine), d'acheter son logement à coût réduit: décote jusqu'à 35% du prix du marché et majoration du prêt à taux zéro.

Par ailleurs, l'UMP propose la mise en place d'un bail "*gagnant-gagnant*": le propriétaire pratiquerait "*des loyers faibles*" et renoncerait "*aux garanties*" en échange de "*délais de préavis plus réduits et de procédures d'expulsion accélérées*".

L'UMP veut que 10% des logements sociaux nouvellement construits soient réservés aux classes moyennes, un objectif à atteindre d'ici à 2017. (libération.fr 14.11)

Vous êtes pauvre, on vous baisse votre loyer symboliquement et en échange si les aléas de la vie dans leur société font qu'un jour vous ne pouvez plus payer votre loyer, on vous foutra à la rue plus facilement, génial non ? A l'UMP ils vous prennent vraiment pour des demeures !

Pour continuer d'engraisser les riches, il faut absolument que les pauvres ou ceux qui ne le sont pas encore tout à fait s'endettent jusqu'au cou, et puis cela les fera réfléchir à deux fois avant de décider de se mettre en grève...

Mais le parti des banquiers n'est pas à court d'idées pour vous pourrir la vie un peu plus, il vous propose une autre alternative alléchante : vous êtes pauvre, ce n'est pas vraiment de votre faute mais presque, c'est quand même vous qui l'avez cherché, passons, vous vivez en HLM, en voilà une drôle d'idée, et les rêves les plus fous traversent votre cervelle de moineau, vous y vivez parce que vous n'avez pas vraiment le choix, vous n'êtes peut-être pas encore endetté ou peu, si vous n'êtes pas encore totalement dans la merde, le gang de la Bourse a concocté un plan pour vous y mettre, et attendez, pour des décennies tant qu'à faire.

Comme ils vous prennent pour des abrutis finis, ils espèrent que vous ignorerez jusqu'au bout, que lorsque vous serez devenus propriétaires vous perdrez la plupart de vos droits, vous serez considéré comme un nanti par les services de l'Etat qui s'empresseront de vous couper les allocations logements par exemple, sans compter qu'il vous faudra régler les charges à la solde des copropriétaires qui dans bien des cas s'élèvent au prix d'un loyer, vous ne pourrez pas y faire face et le noeud coulant passé autour de votre cou vous étonnera, il ne vous restera que vos yeux pour pleurer et rien à vous foutre sous la dent...

Et puis, à l'UMP, c'est une façon de venir en aide à leurs amis les banquiers, rançonner les pauvres ou ceux qui ne le sont pas encore tout à fait par des moyens détournés, ils savent faire et cela ne leur pose aucun problème moral. Vous ne vous souvenez pas du discours de Lagarde au printemps 2010, qui voulait que les banques assouplissent leurs conditions, afin que les plus pauvres accèdent au crédit plus facilement et deviennent propriétaires, ils ont de la suite dans les idées les bougres, n'est-ce pas ?

C'est très facile d'embobiner les pauvres, c'est le sport national des marchands de rêves, dont les banquiers et les organismes de crédit, tout ce que compte de mercantilistes cette société abjecte. Je me souviens encore de ce couple misérable, dont le mari était éboueur à la ville de Clichy, qui avait acquis à crédit une Bible de luxe à la fin des années 80.

Plus proche de nous et cela me concerne directement, mon épouse Mageswary m'a dit au téléphone qu'elle était harcelée par la BNP qui lui propose de prendre un crédit pour acheter ce qu'elle veut, ce qu'elle a refusé évidemment, alors qu'elle n'a pour seul revenu que son allocation d'handicapée, soit environ 1000 euros, dont il faut déduire l'APL et son loyer, il lui reste 650 euros pour vivre par mois, donc sa banque estime que c'est encore beaucoup trop, qu'elle est suffisamment riche pour s'endetter.

Même le Secours populaire et les Restos du coeur la considère comme une nantis, ils lui ont demandé d'être bénévole mais ils lui ont supprimé l'aide alimentaire qu'ils lui fournissaient jusqu'à présent. Elle consacre trois matinées par semaine au Secours populaire, pour les Restos du coeur je n'en sais rien.

6- En famille. Le banquier du PS toujours au service du gang du Fouquet's.

Après une réunion en octobre, Jacques Attali relance la commission sur la libération de la croissance en novembre.

La première réunion a eu lieu en octobre - avec un diagnostic unanimement pessimiste sur l'état du pays, mais des solutions ont néanmoins fleuri. Une deuxième rencontre est prévue en novembre. Feu vert lui a été donné par Nicolas Sarkozy, qui avait missionné l'ancien sherpa de François Mitterrand dès le début de son quinquennat. (lexpress.fr 14.11)

Rappelons qu'Attali est un banquier et qu'il est un des dirigeants du PS.

7- Subventionner la misère par crainte qu'elle devienne intolérable et les submerge.

- L'aide alimentaire de l'Europe sauvée jusqu'en 2013 - LeFigaro.fr

- Budget 2012: rejet attendu d'un amendement UMP visant à réduire la défiscalisation des dons - AP

- Paris : Un plan hiver pour éviter le pire en Ile-de-France - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- L'UMP en campagne sur cinq thèmes de l'extrême droite.

Le parti majoritaire a diffusé lundi un tract, tiré à trois millions d'exemplaires, dans lequel il sonne la mobilisation derrière Nicolas Sarkozy et tire à boulets rouges contre un PS.

Le tract de quatre pages, intitulé "*Rejoignez le parti des droits et des devoirs*", a été envoyé aux fédérations UMP pour qu'elles le distribuent sur les marchés, à la sortie des métros ou des gares...

L'UMP y vante le bilan du quinquennat de Nicolas Sarkozy et, à l'inverse, met en garde contre les propositions du PS et son candidat à la présidentielle, François Hollande.

Parallèlement, l'UMP a distribué aux fédérations cinq affiches bleu-blanc-rouge, tirées à 40 000 exemplaires chacune, barrées d'un "*Fiers de nos valeurs*" et déclinées en cinq slogans: "*Je crois en la France*", "*Oui à la sécurité, non au laxisme*", "*Oui à la solidarité, non à la fraude*", "*Oui au travail, non à l'assistanat*" et "*Oui à la laïcité, non à la burqa*". (lexpress.fr 14.11)

Quel "*parti majoritaire*", le peuple travailleur ? Fastoche avec un adversaire comme Hollande. L'UMP se place ainsi délibérément sur le terrain politique du FN... La Nouvelle Démocratie en Grèce a été plus loin en s'associant au gouvernement avec un parti d'extrême droite. Plus le PASOK, il ne manque plus que les colonels !

Il faut ajouter à propos de la Grèce, que l'extrême droite a hérité de deux ministères clés dans la mise en oeuvre des contre-réformes qui font partie du dernier plan d'austérité, je n'ai plus en tête les ministères en question, je crois qu'il s'agit du ministère des transports et l'autre doit être celui des Affaires sociales, avec au programme des privatisations à la pelle et la remise en cause des retraites. Une provocation en direction des fonctionnaires et des syndicats, qui soyons en sûr ne rompent pas pour autant leurs relations avec le gouvernement et les institutions... à moins qu'ils y soient obligés sous la pression des travailleurs pour ne pas perdre le contrôle de la situation, d'où la nécessité absolue pour les travailleurs grecs de constituer des organismes de combat pour assurer le contrôle de leur mobilisation et lui donner un contenu politique correct...

1.2- Maurice Lévy rémunération 2010 : 3 600 000 euros. (un internaute)

C'est un «*nouveau pacte économique et social*» que l'Association française des entreprises privées (Afed) va envoyer aux candidats à l'élection présidentielle. Présidé par Maurice Lévy, le mouvement patronal a élaboré un rapport dont les propositions visent à «*permettre aux entreprises françaises d'être plus fortes dans la compétition internationale*».

«*Si l'on n'est pas assez compétitif face aux marchés occidentaux, il n'y a aucune chance que l'on rééquilibre notre balance commerciale et que l'on se remette à créer durablement des emplois*», insiste Maurice Lévy.

Le «*pacte*» de l'Afed s'appuie sur trois piliers forts: l'assainissement des finances publiques par la baisse des dépenses, la réduction du coût du travail via la création d'une TVA sociale et la suppression des 35 heures.

La maîtrise des dépenses d'abord. «*C'est un préalable incontournable*», indique le document. Il faut «*une règle d'or*» qui dirait que «*toute augmentation d'un euro des prélèvements obligatoires doit être accompagnée d'un euro de diminution des dépenses*».

Le coût du travail ensuite. Il faut s'y attaquer sérieusement «*si la France veut se réindustrialiser, monter en gamme, défendre son secteur des services et ainsi créer des emplois*», note le rapport. Le financement du modèle français repose «*beaucoup trop*» sur des prélèvements portant sur le travail. L'Afed rappelle ainsi que la contribution patronale à la branche famille représente 32 milliards d'euros. Et préconise de basculer une partie de ces charges sur la TVA - comme l'a fait l'Allemagne. «*Un passage de la TVA à 21% dégagerait une recette supplémentaire de 13 milliards qui permettrait d'alléger d'autant la part des cotisations sociales*», plaident les entreprises. (lefigaro.fr 14.11)

Quant aux 35 heures, elles restent «*un handicap*» pour les entreprises. Et même si des aménagements ont été introduits, «*ils sont compris comme des écarts*» par rapport à la durée légale. L'Afep juge donc «*opportun*» d'engager une négociation entre les partenaires sociaux et avec les pouvoirs publics pour avancer sur leur suppression. (lefigaro.fr 14.11)

Un violent programme de régression sociale, une nouvelle déclaration de guerre à la classe ouvrière, la réaction sur toute la ligne.

Maurice Lévy est le président de Publicis depuis 1987, groupe créé par Marcel Bleustein-Blanchet dont la principale actionnaire est sa fille, Élisabeth Badinter, elle fait aussi partie du Conseil de surveillance de Publicis (Wikipedia), une multinationale en fait, qui compte plus de 70 sociétés dans le monde, la rédaction d'*Informations ouvrières* ne trouveraient-elle pas opportun de consacrer une nouvelle page à la millionnaire Élisabeth Badinter, histoire de s'assurer qu'elle ne partage pas la politique réactionnaire de monsieur Maurice Lévy ?

2- Italie

Désigné au poste de président du Conseil, Mario Monti a déclaré lundi qu'il était "*prématuré*" de dire si d'autres mesures d'austérité devaient être adoptées par l'Italie pour sauver les finances du pays et relancer l'économie.

Le futur chef du gouvernement italien, Mario Monti, a réclamé un peu de temps aux marchés pour former son équipe et mettre en œuvre un programme qui contiendra "*des sacrifices*", afin de récupérer la crédibilité perdue dans les derniers mois du gouvernement de Silvio Berlusconi.

Mario Monti a passé sa journée à rencontrer des représentants de partis politiques afin de savoir s'il disposait d'un soutien suffisant au Parlement pour former un gouvernement, au terme d'un week-end agité marqué par la démission de Silvio Berlusconi. (AP et lemonde.fr 14.11)

3- Grèce

3.2- Lucas Papademos, le nouveau premier ministre grec, a prononcé son discours de politique générale de crise devant les députés. Pour lui, la mise en œuvre des décisions prises lors du sommet du 27 octobre sur la zone euro est bien la « principale tâche » de son gouvernement. Lucas Papademos a indiqué que le déficit public du pays en 2011 sera réduit «*aux alentours de 9 %*» du PIB après avoir été de 10,6 % en 2010 et de 15,7 % en 2009. Inquiet du taux de chômage à 18,4 %, ce banquier, ancien vice-président de la Banque centrale européenne, a également prévenu que la Grèce aura besoin d'un nouveau programme d'ajustement budgétaire.

Ce gouvernement de 49 ministres n'a donc pas de temps à perdre. Il doit théoriquement effectuer en deux mois ce qui n'a pas été fait en deux ans et regagner la crédibilité perdue du pays auprès des partenaires européens.

Sa priorité est d'obtenir la sixième tranche du prêt de 110 milliards d'euros, accordé à la Grèce en mai 2010. Vendredi, les inspecteurs de l'Union européenne et du FMI reviennent à Athènes pour rendre leur avis sur le déblocage de ces huit milliards d'euros. «*Les dirigeants européens sont clairs. Ils veulent une application urgente des réformes engagées et la garantie de la ratification de l'accord du 27 octobre*», reprend Giorgos Tzogopoulos. Cet accord devrait être ratifié ces prochaines semaines, malgré la réticence d'Antonis Samaras, le chef de l'opposition.

La deuxième priorité de Lucas Papademos est le vote du budget 2012 qui doit être scellé et déposé au Parlement lundi prochain. Selon une source proche du ministre des Finances, deux projets de budgets seraient à l'étude. Le premier prévoit la mise en place de l'accord européen du 27 octobre avec, notamment, la négociation avec les banques grecques sur la réduction de 50 % de leurs avoirs en obligations d'État. Ce qui permettrait à l'État grec d'effacer 100 milliards d'euros de sa dette de 350 milliards d'euros et de recevoir une nouvelle aide de 130 milliards d'euros. Le second comprend de nombreuses mesures d'austérité pour atteindre les objectifs imposés par les créanciers du pays dans le cas d'une non-ratification de l'accord européen du 27 octobre.

Dans les deux cas, Kostas Tsirikas, le président du syndicat du public Adedy, conteste cette politique : «*À la fin du mois de novembre, 20.000 fonctionnaires seront mis à la porte, et 10.000 en décembre. Les créanciers veulent détruire les conventions collectives et nous ne pouvons pas nous laisser faire, même si c'est pour le bien du pays*», affirme-t-il. (lefigaro.fr 14.11)

Le "*même*" est de trop, car "*si c'est pour le bien du pays*", on peut bien faire encore un petit sacrifice devraient estimer les travailleurs qui ont encore les moyens d'en supporter, c'est ce qu'il suggère. Voilà comment cette racaille entend diviser les travailleurs.

3.2- Des dizaines de milliers de manifestants hostiles aux mesures d'austérité engagées depuis plus d'un an se rassembleront jeudi, pour l'anniversaire du soulèvement étudiant qui contribua à renverser la junte militaire au pouvoir en Grèce de 1967 à 1974.

Mardi, les fonctionnaires sont appelés à un débrayage de trois heures en signe de protestation contre les licenciements, les réductions de salaires et de pensions de retraite décidés en octobre. Un syndicat du secteur privé envisage de son côté des grèves nationales dans le courant du mois après l'adoption du budget au Parlement. (Reuters 14.11)

Tiens, l'union nationale a du plomb dans l'aile, la lutte des classes s'invite au festin des affameurs et des prédateurs de la finance.

J'ai lu hier un communiqué daté du 7 novembre de la secrétaire-générale du PC de Grèce (KKE) Aleka Papatou (solidarite-internationale-pcf.over-blog.net), très virulente, très radicale, "*elle a insisté sur la nécessité de constituer un front populaire social pour renverser le pouvoir des monopoles, les socialiser, pour retirer la Grèce de l'UE et de l'OTAN et annuler la dette*", des objectifs auxquels on peut s'associer, mais voilà, quand il s'agit de passer à l'exercice pratique cela se gâte, à savoir comment sur le plan politique dans quelle perspective il faut combattre, car pour réaliser ces objectifs il faut impérativement qu'au préalable les institutions politiques nationales grecques aient été renversées, ce dont il n'est nulle part question dans son communiqué, en revanche elle se prononce pour des élections anticipées dans le cadre de ces institutions, car voyez-vous ce serait par les urnes qu'il serait possible à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, la "*révolution par les urnes*" ou "*citoyennes*" de Mélenchon à la sauce grecque.

Attention camarades, je m'adresse ici aux jeunes militants, aucun miracle n'aura lieu, un parti stalinien ou néo stalinien ne rompra jamais avec le capital, il ne faut surtout pas se fier aux discours de ses dirigeants et il est fortement recommandé de les lire très attentivement, sinon vous risquez de leur prêter des intentions qu'ils n'ont pas, n'ont jamais eu et n'auront jamais. Si vous avez des difficultés à les suivre dans leurs discours, demandez-vous qu'est-ce qu'ils proposent sur le plan pratique, au niveau des tâches qu'ils proposent aux travailleurs d'accomplir et dans quelle perspective politique, en ayant toujours à l'esprit la question du pouvoir et de l'Etat, comment cette question s'exprime et s'articule avec les revendications sociales des travailleurs, quelle place ils accordent au gouvernement ouvrier... s'ils ne l'ont pas "oublié" en cours de route.

Un parti politique qui réduit son intervention dans la lutte de classe aux revendications sociales ou se comporte comme un syndicat ne fait qu'alimenter les illusions des travailleurs dans le régime au lieu de le combattre, il remplit à des degrés divers le même rôle que les syndicats contrôlés par des bureaucrates corrompus au côté du régime.

Social

1- France

Dans son rapport "*Sécurité sociale 2010*", la Cour des comptes évalue ainsi à environ trois milliards d'euros par an les fraudes à la Sécu, soit 1% des prestations versées.

Dans un document publié en mars 2009, l'assurance-maladie précisait avoir réalisé 132 millions d'euros d'économies en 2008 en luttant contre la fraude et les abus, dont une bonne partie était imputable à des cliniques, des hôpitaux et des professionnels de santé.

Pour l'assurance-maladie, ce montant de 132 millions est à mettre en perspective avec les 125 milliards d'euros versés en moyenne chaque année pour des remboursements de soins. La fraude détectée représentait ainsi 0,1% des versements.

De son côté, la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) estime avoir été escroquée de 90,1 millions d'euros en 2010, ce qui ne constitue que 0,15% des 60 milliards d'euros de "*prestations directes versées aux allocataires pour les prestations légales et l'action sociale familiale*".

En 2010, la Direction nationale à la lutte contre la fraude (DLNF), rattachée au ministère du Budget, notait que le total de la fraude détectée par l'ensemble des organismes de Sécurité sociale (régime général, mais aussi agricole et indépendants) atteignait 457,6 millions d'euros, soit 19% de plus que l'année précédente.

La DLNF notait toutefois que cet accroissement était en bonne partie imputable à l'augmentation des redressements de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, autrement dit la Caisse nationale des URSSAF) en matière de travail illégal. Les redressements sont passés de 130 à 185,5 millions d'euros entre 2009 et 2010 (+42).

Et concernant la fraude aux prélèvements obligatoires, l'ACOSS avance l'évaluation suivante: en 2009, dans le cadre du travail dissimulé, ce sont entre 15,5 et 18,7 milliards d'euros de cotisations sociales que les employeurs n'ont pas versés, ce qui représente 6 à 7,5% des cotisations dûment acquittées. (AP 14.11)

En réalité, la "*fraude*" attribuée à des travailleurs est une goutte d'eau à côté de la fraude des cols et des blouses blanches qui se chiffre en dizaines de milliards d'euros.

2- Allemagne. Même le minimum au seuil de la misère, c'est encore trop !

L'Allemagne va en enfin instaurer une sorte de salaire minimum pour les travailleurs les plus pauvres. Après des semaines de débat interne dans son parti, Angela Merkel a donné son accord pour l'instauration d'un salaire minimum pour les salariés des branches d'activité qui en sont démunies. Elle l'a annoncé lundi lors du congrès du parti chrétien-démocrate (CDU) à Leipzig . «*Nous voulons un seuil limite en dessous duquel un salaire ne peut pas tomber dans les secteurs où il n'existe pas d'accord entre partenaires sociaux*», a expliqué Angela Merkel. Ces salaires devraient néanmoins être négociés secteurs par secteurs, la chancelière étant toujours opposée à un salaire minimum unique comme il existe en France.

En Allemagne les salaires sont négociés à échéance régulière par les syndicats dans le cadre des branches professionnelles et selon la région concernée. L'industrie par exemple négocie avec le très puissant syndicat de la métallurgie IG Metall le tarif horaire minimal des salariés, qui changent selon la zone géographique. Cela amène à des disparités qui peuvent être très prononcées : aujourd'hui encore, les salariés de l'Est du pays gagnent 17% de moins que leurs collègues de l'Ouest.

Beaucoup de secteurs d'activités, par exemple dans les services, l'hôtellerie où la restauration, ne disposent pas d'accord salarial global. C'est à eux que s'appliquera, s'il est voté, le projet présenté par la chancelière : «*Il y a des gens qui ont deux ou trois emplois et qui ont en même temps trop peu dans le porte-monnaie pour vivre*», a souligné Angela Merkel devant les délégués de son parti. C'est le paradoxe de la réussite allemande: la première puissance économique européenne est ressortie renforcée de la crise de 2008, mais le nombre d'emplois très mal payés a fortement augmenté ces dernières années. La flexibilité et la productivité ont été assurées par le recours au travail partiel et au «mini-job», ces emplois peu qualifiés qui sont parfois payés 4 euros de l'heure. Selon une étude, 6,5 millions de personnes, soit 20% de la population active, sont des travailleurs pauvres qui touchent moins de 10 euros bruts de l'heure.

Pour entrer en vigueur, le projet doit encore être négocié avec le parti libéral FDP, partenaire de coalition du gouvernement de Merkel, avant d'être voté par le Parlement. Il répond à une nécessité sociale : selon une étude du DIW, le principal organisme de recherches économiques, le pouvoir d'achat réel des Allemands a baissé de 4,7% sur les dix dernières années. (lefiagro.fr 14.11)

Economie

1- Faites sauter la banque !

1.1- Goldman Sachs.

Deux autres poids lourds tiennent le haut du pavé dans la défenestration de l'euro, Otmar Issing, ex-président de la Bundesbank et Jim O'Neill, l'inventeur du concept des BRICS, l'acronyme désignant les marchés émergents à fort potentiel de croissance (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ex-président de Goldman Sachs International dont il est resté l'un des administrateurs, l'Irlandais Peter Sutherland a joué un rôle-clé dans le sauvetage de l'Irlande. Enfin, Paul Deighton, qui a passé 22 ans chez Goldman Sachs, est directeur général du comité organisateur des Jeux olympiques de Londres en 2012. La lanterne rouge car chacun sait que le sport comme l'amitié est hors concours. (lemonde.fr 14.11)

1.2- Italie UniCredit, première banque d'Italie, a annoncé lundi une augmentation de capital de 7,5 milliards d'euros et plus de 6.000 suppressions de postes après des pertes colossales au troisième trimestre.

La banque, qui a accusé une perte nette trimestrielle de 10,6 milliards d'euros, a également prévenu qu'elle ne verserait pas de dividende au titre de l'exercice 2011.

UniCredit détient 38 milliards d'euros d'obligations du Trésor italien. Son titre de Bourse a perdu plus de la moitié de sa valeur depuis le début de l'année.

C'est aussi le créancier italien le plus exposé à l'international, avec des activités dans 22 pays.

Le groupe bancaire cherche désormais, comme d'autres, à réduire sa présence dans la banque d'investissement, trop volatile, pour se concentrer sur la banque de détail et d'entreprise.

Il a ainsi annoncé une réorganisation de ses activités qui prévoit notamment de mettre un terme à son activité de trading basé à Londres. Il a dans le même temps précisé qu'il entendait conserver un rôle majeur en Europe centrale et orientale.

Quelque 5.200 postes seront supprimés en Italie et peut-être 2.000 autres en Europe occidentale, ceux-ci pouvant être partiellement compensés par des créations de postes en Europe de l'Est.

La perte d'UniCredit au troisième trimestre est largement imputable à 9,6 milliards d'euros de dépréciations, dont 8,7 milliards liés à des acquisitions malencontreuses en Europe de l'Est ces dernières années. La banque a également fait état de dépréciations

sur ses obligations souveraines grecques.

En renforçant ses fonds propres, en réduisant son activité de banque d'investissement et en se focalisant sur ses marchés clés en Italie, en Autriche, en Allemagne, en Pologne et en Turquie, l'administrateur délégué d'UniCredit, Federico Ghizzoni, espère protéger la première banque italienne en termes d'actifs de la volatilité des marchés et lui faire gagner en rentabilité.

Le groupe vise ainsi un bénéfice net de 3,8 milliards d'euros d'ici 2013 et de 6,5 milliards en 2015.

Federico Ghizzoni devra toutefois convaincre les principaux actionnaires d'UniCredit de soutenir cette augmentation de capital, la troisième depuis 2009. Le fonds souverain libyen détient par ailleurs 7,5% du capital de la banque, une participation toujours gelée en raison des sanctions imposées à la Libye durant le conflit qui a mené à la chute du régime du colonel Kadhafi.

Mediobanca et Bank of America-Merrill Lynch sont à la tête d'un vaste consortium de banques chargées de l'augmentation de capital, parmi lesquelles Credit Suisse, JP Morgan, BNP Paribas, Société générale, UBS et Deutsche Bank. Leur mandat expire en avril 2012.

Une augmentation de capital de 7,5 milliards d'euros serait la plus importante menée par une banque européenne depuis celle de Deutsche Bank en octobre 2010 (10,2 milliards d'euros), éclipsant la recapitalisation de 5,3 milliards d'euros de Commerzbank et celle de 5 milliards d'euros d'Intesa en juin dernier. (Reuters 14.11)

1.3- Japon

La banque japonaise Mizuho va supprimer 3.000 postes en réaction à la détérioration d'un climat économique marqué par une demande faible pour le crédit et un contexte économique difficile au plan international.

Mizuho Financial Group a annoncé la suppression de ces postes, qui représentent près de 5% de ses effectifs, d'ici mars 2016 dans le cadre de la fusion de ses activités de banque de détail et d'entreprise.

Les revenus semestriels de Mizuho Financial Group, deuxième banque japonaise en actifs, ont reculé d'un quart, en raison notamment d'une chute des revenus dans le trading obligataire. (Reuters 14.11)

2- OCDE La détérioration de la conjoncture s'est poursuivie en septembre au sein des principales économies mondiales, particulièrement en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie et au Brésil, montrent les indicateurs avancés de l'OCDE publiés lundi. En recul pour le sixième mois consécutif, ces indicateurs avancés se situent sous le seuil de 100 - lequel distingue la hausse de la baisse de l'activité - dans la majorité des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le Japon, les Etats-Unis et la Russie sont les trois seuls pays pour lesquels les indicateurs avancés restent supérieurs à ce niveau. (Reuters 14.11)

3- Inde

Coca-Cola, numéro un mondial des boissons sans alcool, va investir 2 milliards de dollars (1,46 milliard d'euros) en Inde d'ici 2017 pour développer ses activités sur ce marché à forte croissance.

Cette somme représente la totalité des investissements réalisés en Inde ces 18 dernières années par la société américaine.

Coca-Cola India et ses partenaires souhaitent investir dans le marketing et l'image de la marque, l'extension des réseaux de distribution et le développement des capacités de production, a dit la société dans un communiqué.

Coca-Cola emploie actuellement 25.000 personnes en Inde, pays dont la croissance est la deuxième plus rapide des économies développées, ajoute le communiqué. (Reuters 14.11)

J'avais lu quelque part que Coca Cola et Pepsi détenaient déjà 96% du marché indien des boissons sans alcool, leur problème, c'est que les Indiens consomment encore trop peu ce genre de boisson qui à l'inconvénient dans un pays chaud de vous donner soif immédiatement après l'avoir ingurgitée !

[Haut de page ↗](#)

Le 16 novembre

JOURNAL

Juste un mot pour se détendre avant d'aborder la causerie et les infos en bref, il est 16h20 et je viens tout juste de terminer le boulot, j'y suis depuis 6h30 ce matin avec un break de 15 minutes à 13h.

J'ai été dérangé il y a une heure environ. Mon bureau donne sur le jardin. J'ai un oeil sur l'écran et l'autre dans la verdure, j'ai cru apercevoir une forme qui se déplaçait dans le jardin, je me penche pour regarder de plus près : un singe qui se gratte la tête en m'observant.

La porte d'entrée reste ouverte la journée, alors je suis sorti pour lui demander d'aller voir ailleurs. Ici c'est comme une forêt avec des arbres immenses, ils ne manquent pas d'espace, mais comme ils savent qu'il y a des arbres fruitiers ici ou là, ils viennent se servir, normal, après tout, ils sont chez eux aussi bien que nous ou davantage.

CAUSERIE

Qu'on se le dise : tous d'affreux profiteurs !

Etre immigré est une tache, être chômeur est un vice, être pauvre est une tare, être jeune est une lacune, être vieux est un excès, être malade est le comble de l'infamie. Signé : Sarkozy, Parisot, Barroso, Draghi !

La suite plus loin en détail.

1- Décryptage d'une manipulation du Figaro

- *"Plus d'un salarié sur deux a investi 12% de son salaire net sur un plan d'épargne salariale depuis un an. La plupart économise pour leur retraite, selon une étude menée par l'institut CSA pour le Club de l'épargne salariale."*

Notez bien *"plus d'un salarié sur deux"*, donc plus de 50% des travailleurs optent pour cette forme d'épargne.

- *"Plus de la moitié (55%) des sondés pour cette étude se disent pour l'heure satisfaits des performances financières de leurs placements d'entreprise."*

Notez bien, *"plus de la moitié"* sont satisfaits, cela donne 55% de quelque 50%, on tombe donc à 27,5% de travailleurs satisfaits parmi ceux qui ont choisi ce plan. Ce n'est pas fini.

Puis le journaliste vante les mérites de ce plan d'épargne salariale qui est exonéré de l'impôt sur le revenu *"ce qui explique le succès grandissant de ces formules (avec le Perco -Plan d'épargne retraite collectif)"* et d'ajouter qu'elles sont *"réservées encore à des privilégiés"*.

Tiens donc, mais encore, *"70% des salariés n'ont toujours pas accès à un dispositif d'épargne salariale"*, donc le total de ceux qui y ont accès est en réalité de 30%, donc les données fournies au début de cet article étaient fausses *"plus d'un salarié sur deux"*, il s'agirait plutôt d'un salarié sur deux sur la base de 30%, ce chiffre provient du Club de l'épargne salariale, cela donne 15%, et 55% de satisfaits donnent 8,25%.

Ce que ne dit pas cet article, c'est que le salarié a la possibilité de retirer à tout moment l'argent qu'il a déposé dans ce plan d'épargne... déduction faite de l'impôt !

On aura compris que l'objectif de cet article était de vendre aux lecteurs ces plans d'épargne pour le compte du patronat.

Un internaute apporte cette précision importante :

- *"Les Français ne plébiscitent rien !!! C'est le patron qui décide de mettre en place un mécanisme d'épargne salariale ... et les salariés sont bien obligés de suivre !!! ... ça évite au patronat d'augmenter les salaires ... et aux vilains ouvriers de dilapider leur pognon au bistrot les soirs de paye !!! Un mécanisme digne de la fin du 19e siècle industriel !!! Un " progrès " en quelque sorte ..."*

De plus, mais là je manque d'éléments pour l'affirmer, si l'argent des salariés placé sur ce plan est placé en Bourse ou dans des fonds d'investissement, le jour où la Bourse s'écroulera où la boîte coulera ils auront perdu toutes leurs économies.

2- En effet cela mérite une explication.

Avec près de 5 millions de chômeurs (dont 2 millions longue durée, et 1,3 sans prestations), comment expliquer que cette bombe sociale n'explose pas ? *«C'est la question qu'on se pose tous, confie Sara Balinda, économiste. D'autant que le phénomène s'aggrave à un rythme rapide, on devrait être en présence d'une poche d'exclus considérable. Je crains spécialement pour 2012 car, deux ans après l'hécatombe de 2010, le gros des sans-emploi longue durée ne recevra plus aucune aide.»* (liberation.fr 15.11)

Des syndicats et des partis ouvriers corrompus, complètement gangrenés par le réformisme, totalement subordonnés au capitalisme et à ses institutions politiques, l'incurie politique devenue légendaire des "héritiers" du bolchevisme qui se traduit concrètement par l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire 71 ans après l'assassinat de Trotsky, du coup, sans autre perspective que le capitalisme, les travailleurs sont incapables de donner un contenu et une orientation politique correcte à leur rejet des politiques réactionnaires qui leur sont imposées. C'est le produit de la faillite des stratégies qui ont été mises en oeuvre pour combattre le réformisme et le stalinisme pendant plus d'un demi-siècle et dont les responsables étaient principalement Pierre Lambert, Alain Krivine et Arlette Laguiller.

Ces derniers n'ont eu de cesse de vouloir ménager la chèvre et le chou, de dénoncer le réformisme et le stalinisme sans jamais rompre avec leurs dirigeants et leurs partis, au-delà avec le capitalisme et le institutions, alliance avec les réformistes contre les staliniens, alors que le stalinisme était une forme de réformisme adaptée à une situation particulière, la preuve en est que les partis staliniens n'ont eu aucune difficulté à se transformer en partis réformistes sur le modèle des partis sociaux-démocrates dégénérés ; front unique en direction des partis PS-PCF en France pour soit-disant combattre les illusions des travailleurs dans ces partis sur le terrain des illusions, stratégie qui a abouti en fait à entretenir des illusions dans ces partis pendant les décennies qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale, puis, comme la perspective du socialisme était liée à ces partis, quand les illusions dans ces partis se sont envolées, la perspective du socialisme s'est évaporée du même coup, en réalité elle s'était déjà fortement diluée, d'autant plus facilement que pendant des décennies le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière fut une fin en soi, le seul objectif du combat du mouvement ouvrier au lieu d'être subordonné à la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, sous différents prétextes fallacieux et sans jamais vouloir l'admettre, cette politique qui était la conclusion pratique d'analyses erronées, devait enchaîner encore davantage les masses au capitalisme ; la défense de la démocratie et de la République, inséparable de la défense des institutions de la Ve République (dans la tête des travailleurs et des militants) quand elle n'est pas résolument orientée dans la perspective de leur abolition, d'une République sociale ou socialiste ; la priorité mise sur la rupture avec l'UE qui a pour vertu d'épargner la responsabilité des institutions de la Ve République dans la situation sociale actuelle ; le consensus avec les appareils des syndicats qui les légitime au passage ; ajoutons le gauchisme et le sectarisme, chacun reconnaîtra sans peine les différents partis.

3- Quand en haut on ne peut plus gouverner comme avant...

En faisant tomber les gouvernements grecs et italiens, les marchés ont-ils réussi là où les peuples ont échoué, se demande l'économiste Bruno Amable, professeur à l'université Paris-I, chroniqueur à Libération et notamment l'auteur du livre les Cinq Capitalismes (Seuil, 2005).

Les masses exploitées ont compris depuis longtemps que les partis institutionnels (PS-PCF) qui se réclament du socialisme étaient entièrement soumis au capitalisme et qu'elles n'avaient plus rien à en attendre, et depuis elles ont été incapables de se doter d'une nouvelle direction ou de nouveaux partis ouvriers, parce qu'entre temps elles ont été elles-mêmes asservies au capitalisme et les dirigeants des partis qui étaient susceptibles de remplacer le PS et le PCF, n'ont pas été capables de définir une stratégie qui leur aurait permis de conquérir la confiance de larges couches de la classe ouvrière, du coup, au moment où la plus formidable crise du capitalisme survient, les travailleurs se retrouvent démunis, désarmés politiquement pour affronter la dictature de l'industrie financière et des multinationales, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne tentent pas de résister, mais sans discipline, sans orientation politique et sans parti pour les guider sur la bonne voie, celle qui conduit au renversement du régime, à la révolution socialiste.

Il serait plus juste d'affirmer que c'est Papandréou et Berlusconi qui ont préparé le terrain aux marchés pour en avoir toujours été les fidèles représentants et donc complices. Leur éviction du pouvoir par ceux qui les avaient placés au sommet de l'Etat, ressemble à la solution du désespoir ou de la dernière chance face à la résistance des travailleurs, organisés ou non d'ailleurs, le capital n'osant pas pour le moment les affronter directement par crainte qu'ils ne se radicalisent davantage et que leur mobilisation ne débouche sur l'adoption d'objectifs politiques qui uniraient l'ensemble des exploités contre le capitalisme et ses institutions.

Ce qui est étonnant à la lecture d'articles de dizaines et dizaines d'économistes, d'historiens, de sociologues, de philosophes, d'universitaires ou d'intellectuels en tous genres, c'est qu'aucun ne parvient à penser au-delà du capitalisme, tous demeurent enfermés dans le carcan qu'impose le capital à tous les peuples, même les multiples témoignages de la barbarie à laquelle conduit le capitalisme à travers le monde depuis des décennies, avec une accélération et une amplification depuis 2001, ne réussissent pas à les convaincre qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans leurs analyses, ils sont incapables de se situer autrement que sur le terrain des besoins du capitalisme et de se situer exclusivement sur celui des travailleurs et des peuples.

Moi, je ne suis pas un intellectuel, mais quand je me rends compte après coup que les conclusions que j'avais tirées à la suite d'une analyse s'étaient avérées incorrectes, je laisse tout de côté et je me hâte de procéder à une nouvelle analyse pour corriger

mes erreurs ou combler mes lacunes lorsque des faits m'ont échappé, quand une réponse à une question ne me satisfait pas, je ne me dis pas qu'on fera avec pour finalement m'en satisfaire et colporter des idées erronées, je reprends tout à zéro et je repasse en revue tous les facteurs, tous les rapports entre eux, dix fois, cent fois s'il le faut jusqu'à temps que je parvienne à une réponse que je puisse défendre parce qu'étayer solidement sur des faits.

Le problème des intellectuels, c'est qu'ils ont tourné le dos définitivement au socialisme, ils considèrent que le stalinisme et le rétablissement du capitalisme en URSS et en Chine sont la preuve que le socialisme était une utopie sans chercher plus loin ; ils se montrent volontiers très critiques envers le capitalisme, sans adopter pour autant une méthode scientifique qui seule leur permettrait de l'analyser et d'arriver aux mêmes conclusions que les maîtres du marxisme, de rompre avec le capitalisme. Ils admettent que dans le passé les représentants du capital ont menti et mentent toujours aux peuples sur tout un tas de questions, mais apparemment il ne leur vient pas à l'esprit qu'ils auraient pu aussi leur mentir sur l'origine du stalinisme et bien d'autres questions déterminantes pour comprendre l'évolution de la société et du monde depuis 71 ans ou plus loin encore, cela nécessite de leur part de faire un effort qu'ils ne sont pas encore prêts à faire pour le moment.

La plupart d'entre eux ne savent même pas de quoi ils parlent, ils adoptent des positions indéfendables, ils s'en contentent parce qu'elles sont dans l'air du temps, c'est suffisant pour eux, sans risques, et puis il faut dire qu'ils ne se sentent pas vraiment directement concernés par la politique d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement, leur bonne conscience est réglée sur leur compte en banque. Qu'ils adoptent des positions contraires aux intérêts de la classe dominante, qu'ils se retrouveraient au banc de leur communauté de gens bien pensants, ils n'y tiennent pas vraiment, ils auraient plus à y perdre qu'à y gagner personnellement, pour qu'ils adoptent un autre comportement ou une autre morale, il faudrait qu'ils se rangent résolument au côté de la classe ouvrière.

Par nature ou par défaut, un intellectuel conceptualise tout ce qui parvient à sa connaissance en autant d'abstractions qu'ils relie ensuite entre elles tant bien que mal, sans parvenir à comprendre les rapports dialectiques que les faits entretiennent entre eux, du coup ils sont incapables d'en saisir avec précision l'évolution et la nature, c'est ainsi que les intérêts des capitalistes deviennent ceux des exploités une fois qu'ils ont été recyclés artificiellement dans la machine infernale à broyer les cerveaux, l'intérêt général. (A suivre)

4- La cynique vengeance de la justice impériale

Le procès de six présumés pirates somaliens, accusés d'avoir détourné le voilier "Carré d'as" en septembre 2008 dans le golfe d'Aden et d'avoir pris en otage un couple de sexagénaires français en vue d'obtenir une rançon, s'est ouvert mardi devant la cour d'assises des mineurs de Paris.

Il s'agit du premier procès de pirates somaliens en France. Les six accusés encourent la réclusion criminelle à perpétuité.

La prise d'otages avait duré deux semaines, du 2 au 16 septembre 2008, et avait pris fin avec une opération des commandos de marine français, menée dans les eaux territoriales somaliennes.

Seuls trois des six pirates sont accusés d'avoir pris part au "*détournement*" du voilier. Mais les six hommes sont tous accusés d'avoir participé à la prise d'otages sous le chef d'"arrestation, enlèvement, détention ou séquestration en bande organisée" en vue d'obtenir le versement d'une rançon, crime passible de la réclusion criminelle à perpétuité. Tous sont également jugés pour "*association de malfaiteurs*" et cinq d'entre eux pour "*vols en bande organisée, avec usage ou menace d'une arme*".

Les six "*pirates*", âgés de 20 ans à 36 ans, se disant "*pêcheurs*", "*marin*", "*électricien*", "*étudiant*" ou "*sans emploi*" avant les faits et présentés comme des "*petites mains*" par leurs avocats, ont fait leur entrée dans le box en fin de matinée, semblant plutôt intimidés et quelque peu engourdis par le froid. Ne parlant pas français, ils sont assistés de trois interprètes.

Les débats ne se dérouleront pas à huis clos. Le seul accusé qui était mineur au moment des faits a accepté la publicité des débats. (AP 15.11)

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a précisé que les prisonniers avaient été détenus dans des conditions particulièrement dures, séparés et isolés des autres détenus de la prison, et que pendant trois ans personne ne s'était manifesté en Somalie pour leur venir en aide ou tout simplement prendre de leurs nouvelles, reproduisant la thèse avancée par leur avocat qu'ils ne faisaient pas partie d'un réseau criminel organisé, mais qu'ils avaient agi seuls en proie au désespoir face à la situation dramatique que connaît leur pays.

Cet argument m'a semblé vraisemblable, c'est pourquoi j'ai mis cette info en ligne dans le site. Leur avocat a précisé que leur incarcération à l'isolement dans des conditions habituellement réservées à des criminelles de guerre ayant commis des atrocités sur des civiles, les avait gravement perturbés mentalement, au point que certains sont devenus pour ainsi dire "*fous*" citant d'autres sources, sans doute les autorités pénitentiaires ou le médecin de la prison.

Il faut imaginer déjà le choc qu'ils ont dû subir de se retrouver subitement dans un pays totalement différent du leur, la Somalie est un pays moyenâgeux, puis d'être enfermés sans aucun moyen de communiquer avec l'extérieur, et sans rien comprendre à ce qui leur arrive, se demander quotidiennement pendant trois ans ce qui va advenir d'eux, trois ans à l'isolement c'est très long, suffisamment pour devenir dingue assurément ou avoir envie d'en finir une fois pour toute.

La justice du misérable nabot qui trône au Palais se venge sur les plus faibles qu'elle exhibe comme des trophées de guerre, alors qu'elle est incapable de mettre la main sur les délinquants en col blanc, qui au moyen du carroussel sur la TVA vident les caisses de l'Etat en toute impunité, ou plus simplement, le parquet dans sa mansuétude s'emploie à blanchir les amis du président du gang du Fouquet's.

Le PS : un parti étranger à la classe ouvrière.

Selon une étude CSA publiée ce mardi, les classes moyennes et aisées se sont plus mobilisées que les classes populaires pour participer à la primaire citoyenne.

Selon l'institut, dans les territoires où la part des ménages ouvriers et employés est faible, le taux moyen de participation s'est élevée à 6,61%, alors qu'il n'a atteint que 4,08% dans les territoires où les ménages ouvriers et employés sont nombreux.

De même, la population diplômée a relativement plus voté que la population sans diplôme, bien que ce différentiel soit "*moins élevé qu'attendu*", selon Yves-Marie Cann, du département Opinion de CSA. L'étude souligne que "*la participation atteint fréquemment ses plus hauts niveaux dans les départements abritant d'importants pôles universitaires*".

Enfin selon le CSA, "*le haut niveau de participation a pleinement, voire principalement profité à François Hollande*". Dans les 48 départements métropolitains où le taux de participation a été le plus faible, il dispose en moyenne (au premier tour) d'une avance de 9,63 points sur Martine Aubry, contre 16,61 dans ceux où la participation a été la plus élevée. (lexpress.fr 15.11)

Cela confirme l'appréciation que nous avons donnée. En revanche, ceux qui s'étaient empressés d'affirmer que le niveau élevé de participation aux primaires du PS incarnait le rejet de la politique de Sarkozy par les classes populaires en seront une nouvelle fois pour leurs frais. Ils ont montré à cette occasion quelle classe sociale leurs partis représentaient vraiment, celle des petits-bourgeois et des couches moyennes les plus subordonnées au capitalisme, dont des pans entiers placent leurs espoirs dans le PS pour maintenir leur niveau de vie, mais certainement pas la classe ouvrière et le socialisme. C'était de leur part une façon comme une autre de soutenir le PS et le régime, et de montrer qu'ils n'ont d'indépendant que le nom.

- Entre 1945 et 1950 environ, une partie de la classe ouvrière croyait encore que le PS et le PCF oeuvraient pour le socialisme.

- Entre 1950 et 1958, cette illusion s'est fortement dissipée au profit d'une plus grande adaptation au capitalisme, les réformes aidant, dont l'union nationale fut le point d'orgue sur le plan politique.

- Entre 1958 à 1981, cette chimère a fini par disparaître grâce au "*grain à moudre*" et une collaboration de classes sans faille, la victoire du non au référendum de 1969 n'ayant été finalement qu'un épiphénomène.

- Depuis 1981, la classe ouvrière ne croit plus en rien et s'accroche à ce qui peut encore être sauvé sans aucune perspective politique pour l'avenir, sans aucun idéal. Le "*grain à moudre*" ne fut qu'une chimère aussi éphémère qu'un mirage que la confrérie des opportunistes réunies offrit en pâture aux masses ignorantes qu'ils manipulèrent, pendant que le combat pour le socialisme était relayé au musée des antiquités de la lutte des classes...

Maintenant, l'imposture portée à son comble veut que chacun s'étonne que tout fout le camp et que le mouvement ouvrier soit réduit à l'impuissance ou presque, car la classe désarmée politiquement tente malgré tout de résister. Ceux qui n'ont eu de cesse de jeter les travailleurs dans les bras du PS et du PCF, de redorer leurs blasons à coups de front unique, portent la responsabilité de la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

INFOS EN BREF

Politique

UE. Les agences de notation, un sujet "*très politique*" : pas touche !

Michel Barnier espérait sortir de la réunion hebdomadaire de la Commission européenne avec un accord sur l'ensemble des mesures qu'il proposait pour réduire l'influence des agences de notation. Las ! Le commissaire au Marché intérieur a dû remballer sa mesure-phare : la suspension provisoire de la note d'un État bénéficiant d'une aide financière internationale.

José Manuel Barroso soutenait les propositions. Cela suffit souvent à convaincre les récalcitrants. Mais pas cette fois-ci, signe de la division au sein de l'exécutif européen. "*C'est un sujet très politique et très sensible*", lâche un proche du dossier.

Le commissaire français reste en tout cas convaincu qu'il faut "*reconstruire une souveraineté politique pour ne pas subir la souveraineté des marchés*".

Michel Barnier et son président, José Manuel Barroso, avaient même envisagé de créer une agence européenne de notation pour contrebalancer le pouvoir des "Big Three". Mais le président de la Commission y a finalement renoncé : "*Ce n'est pas à la Commission de créer des agences publiques. Nous pourrions avoir des conflits d'intérêts*", a-t-il déclaré, lundi soir, sur LCI. "*Cela coûterait 300 à 500 millions d'euros. Nous ne les avons pas. Et on pourrait être suspecté d'être juge et partie*", ajoute Michel Barnier. (lepoint.fr 15.11)

Si la dictature du capital sous la direction des voyous de la finance internationale, qui s'exprime à travers les prises de position des agences de notation américaines, est un sujet "*très politique*", cela signifie qu'il faut impérativement lier, mieux, subordonner le combat contre le capitalisme au combat contre ses institutions politiques. C'est dialectique, simple à comprendre. Allez faire comprendre cela à nos dirigeants qui osent se réclamer de la révolution permanente, alors qu'ils ne sont même pas foutus de saisir le rapport qui existe entre le combat du capital contre la classe ouvrière sur les plans économiques et politique !

Des gens sans principes, sans scrupules, sans morales ou si, ceux des carriéristes liés au régime.

Un accord a minima. Les négociations ont abouti entre le PS et Europe-écologie-Les Verts (EELV), ce mardi, après une longue nuit de discussion. Le texte a été validé par le bureau national du PS dans la soirée. Cet accord programmatique, qui devrait faciliter un rassemblement lors de la présidentielle de 2012, devrait ensuite être avalisé par le Conseil fédéral des écologistes, le week-end prochain.

Si tel est le cas, l'accord se ferait sans avoir résolu les désaccords principaux, comme le problème des chantiers de l'EPR de Flamenville et de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes près de Nantes, que les écologistes voudraient voir arrêtés. (20minutes.fr 15.11)

Commentaire d'un internaute :

- "*Si j'ai bien compris ils sont d'accord sur rien sauf sur le partage des circonscriptions de députés.*"

Vous avez tout compris, pire que des vers, des rats !

Social

1- France

1.1- L'offensive tout azimut du parti et du syndicat du capital.

1.1.1- Le Medef. A six mois de la présidentielle, Mme Parisot a proposé "*un nouveau pacte fiscal et social pour la compétitivité de la France*". Son principe : bouleverser le financement de la protection sociale, en transférant une partie des cotisations assises sur le travail vers la consommation.

Dans la ligne de mire du Medef, qui dit viser une convergence du coût du travail entre la France et l'Allemagne, les cotisations pour la branche famille et une partie des cotisations maladie. Celles-ci devraient, selon le patronat, relever de l'Etat, donc de l'impôt, plutôt que des cotisations.

Le Medef avance trois scénarios qui prévoient tous une baisse de certaines cotisations patronales, compensée par une hausse de la TVA, et une baisse des cotisations salariales, compensée par une hausse de la CSG. Ce dispositif permettrait un résultat "*gagnant-gagnant salariés-employeurs*", selon Mme Parisot. L'assiette de la CSG étant plus large que celle des cotisations salariales – elle s'applique notamment aux revenus du capital –, la réforme se traduirait par des hausses de salaire. Un point important pour faire accepter une remontée de la TVA qui entraînera une perte de pouvoir d'achat.

Le scénario le plus prudent prévoit un transfert de 5 points de cotisation, soit 30 milliards d'euros, en augmentant la TVA de 19,6 % à 22 %, et la CSG de 0,75 point. Selon le Medef, un salarié à 2 000 euros brut mensuels verrait son salaire net augmenter de 15 euros.

Le scénario le plus ambitieux prévoit 70 milliards d'euros de transfert, avec une baisse de 7,5 points des cotisations patronales et de 4,5 points des cotisations salariales, avec une TVA à 25 % et CSG augmentée de 2 points. Toujours selon le Medef, le salarié à

2 000 euros brut verrait alors son net progresser de 50 euros.

Preuve que ce scénario séduit, l'Association française des entreprises privées (AFEP), qui regroupe les entreprises du CAC 40, devait plaider dans le même sens, mardi, lors de la présentation de ses propositions pour la présidentielle.

Sous la houlette de son président, Maurice Lévy, l'AFEP estime "*que le facteur travail n'est pas l'assiette adéquate pour le futur (...). Transférer ces charges sur la TVA, la CSG ou une taxation écologique est possible et indispensable*". (Le Monde 15.11)

1.1.2- L'UMP Nicolas Sarkozy a proposé mardi d'installer d'ici la fin de l'année un Haut conseil associant les partenaires sociaux qui formulerait, avant la présidentielle de 2012, des propositions sur le financement du modèle social français.

"*Je propose d'installer le Haut conseil du financement de la protection sociale qui associera les partenaires sociaux*", a déclaré le chef de l'Etat lors d'un déplacement à Bordeaux sur le thème de la lutte contre les fraudes sociales.

"*Ce Haut conseil engagera le débat public sur ces questions qui sont au coeur de notre pacte social et de son avenir. Il nous aidera à poursuivre dans la voie du redressement des différentes branches de la Sécurité sociale*", a estimé Nicolas Sarkozy.

L'objectif : savoir si "*le financement de la protection sociale doit reposer autant sur les salaires, alors que nos partenaires européens et mondiaux font un choix différent et que nos salariés sont de plus en plus mis en concurrence*".

Le président a souhaité que "*ce conseil commence à travailler avant la fin de l'année, qu'il apporte de la sérénité, du sérieux et de l'objectivité dans ce débat*". (AP et lepoint.fr 15.11)

1.1.3 - Le président de la République Nicolas Sarkozy a affirmé mardi que l'obligation de travail pour les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), bientôt testée dans plusieurs départements, a pour but de leur «*redonner de la dignité*».

«*Nous irons plus loin dans la logique des droits et des devoirs*», a dit le chef de l'Etat lors d'un déplacement à Bordeaux sur le thème de la fraude sociale.

«*D'ici à la fin de l'année, nous expérimenterons dans une dizaine de départements une obligation de travail de 7 heures pour les bénéficiaires du RSA*», a-t-il déclaré, confirmant une annonce faite par le gouvernement en septembre.

Et d'ajouter: «*qu'on me comprenne bien, ce n'est pas pour punir, c'est au contraire pour respecter, pour redonner de la dignité, on n'a pas de dignité quand on ne peut survivre qu'en tendant la main*».

Les contrats seront des «*contrats uniques d'insertion*» (CUI), aidés à 95% par l'Etat et les Conseils généraux.

En tenant compte de la baisse du RSA induite par la reprise d'un travail, l'allocataire y gagnera environ 130 euros par mois, selon les calculs de l'ancien ministre des Solidarités, Marc-Philippe Daubresse, à l'initiative de ce projet.

Actuellement, les CUI sont de vingt heures par semaine. Comme pour ces CUI longs, les allocataires auxquels on proposera les nouveaux contrats de sept heures devront les accepter, au risque de se voir infliger des sanctions par le conseil général (réduction voire suppression du RSA). (liberation.fr 15.11)

1.1.4 - Le gouvernement. Les carences d'un système (capitaliste) à bout de souffle.

Un quatrième jour de carence va être appliqué aux salariés du privé en arrêt maladie, a annoncé mardi le gouvernement, en escomptant une économie de 200 millions d'euros pour la Sécurité sociale.

Actuellement, le délai avant lequel les salariés sont indemnisés par l'assurance maladie est de trois jours, souvent compensés par l'employeur dans les grandes entreprises.

'*Par souci d'équité*' sera aussi institué '*un jour de carence dans les trois fonctions publiques*', ont annoncé dans un communiqué commun les ministres du budget Valérie Pécresse, du travail Xavier Bertrand et de la fonction publique François Sauvadet. Une mesure que le premier ministre François Fillon avait jugé '*raisonnable*' quelques heures plus tôt, devant les députés UMP.

Si l'instauration d'une quatrième journée dans le secteur privé est une mesure réglementaire, la mesure concernant les fonctionnaires nécessite une disposition législative, précise le communiqué.

Selon les ministres, 'les indemnités journalières maladie, qui représentent 6,6 milliards d'euros, progressent à un rythme élevé et difficilement justifiable (+3,9 % en 2010, après +5,1 % en 2009)'. Les ministres font valoir que 'le projet de loi de financement initial de la Sécurité sociale prévoyait de modifier le taux de remplacement des indemnités journalières (IJ), permettant ainsi une moindre dépense de 220 millions d'euros'.

Ces deux mesures sont donc destinées à obtenir 'une économie équivalente', expliquent Mme Péresse et MM. Bertrand et Sauvadet. Ils préviennent aussi que 'les actions de contrôle des arrêts de travail, de courte et de longue durée, vont se renforcer'. (lemonde.fr 15.11)

1.2- PSA Peugeot Citroën va supprimer 5.000 emplois en France.

PSA Peugeot Citroën va supprimer 5.000 emplois en France dans le cadre de son plan européen de réduction de coûts annoncé pour 2012, a déclaré mardi la CGT. PSA Peugeot Citroën emploie 100.000 personnes au total en France.

Le groupe automobile a annoncé le 26 octobre son intention de supprimer 6.000 postes en Europe, dont un millier en production, après un nouvel avertissement sur ses résultats financiers et en réaction à la baisse de ses ventes en Europe depuis la fin de l'été.

Selon Jean-Pierre Mercier, représentant CGT à l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), 1.900 postes seront supprimés en production, et 3.100 parmi les structures du groupe (commercial, marketing, informatique, recherche et développement).

Selon la CGT, sur les 1.900 postes de production concernés, 1.000 seraient des contrats à durée indéterminée (CDI), les 900 autres touchant les effectifs d'intérimaires ou de sous-traitants. Neuf cents CDI seraient menacés dans les activités de structures, toujours selon le syndicat.

Le président du directoire du constructeur, Philippe Varin, avait justifié le mois dernier les réductions d'effectifs par les "forts vents contraires" rencontrés par PSA et par un environnement général "sensiblement plus dur" que prévu.

PSA a dû revoir à la baisse fin octobre sa prévision de bénéfice courant 2011, son deuxième avertissement sur ses résultats en trois mois. (Reuters 15.11)

1.3- Suppression d'emplois et politique d'austérité à la Société générale

Le groupe Société générale va supprimer «des centaines d'emplois en France», ont annoncé ce mardi les syndicats, à l'issue d'une rencontre avec le PDG de la banque, Frédéric Oudéa.

Ces réductions d'effectifs concerneront la banque de financement et d'investissement (BFI) du groupe et seront accompagnées de mesures d'austérité salariale, ont ajouté les syndicats.

«Frédéric Oudéa nous a d'abord fait un exposé assez pessimiste de la situation générale et des perspectives pour 2012 pour nous annoncer une politique d'austérité et des centaines de suppressions d'emplois dans la BFI», a déclaré à l'AFP, Michel Marchet, délégué central CGT.

«Les chiffres ne sont pas encore déterminés. Il nous a demandé d'engager la négociation d'un plan de départ et de gestion de mobilité qui servira à déterminer le nombre exact des suppressions», a-t-il précisé ajoutant que la direction était cependant prête «à discuter de mesures qui permettraient d'éviter les départs contraints».

La consultation devrait débiter «très rapidement, au plus tard début 2012». Le groupe bancaire emploie plus de 160 000 salariés dans le monde, dont 40 000 en France. La BFI compte 5 000 salariés en France et 7 000 à l'étranger.

A la différence d'une banque de dépôt, les banques de financement et d'investissement ne reçoivent pas les dépôts des particuliers et recherchent les liquidités auprès des autres banques, des marchés monétaires ou de la Banque centrale.

«Frédéric Oudéa a aussi fait état d'une politique de rémunération maîtrisée ce qui veut dire bien évidemment pas d'augmentation de salaire collective cette année», a souligné Maryse Gaudet déléguée FO. (liberation.fr 15.11)

Economie

1- Faites sauter la banque

Interview de Ludovic Herschlikovitz, Président Directeur Général de Choisirmabanque.com, comparateur de frais bancaires en ligne.

Atlantico : Pouvez-vous revenir sur les conclusions de cette étude menée par Choisirmabanque.com ?

Ludovic Herschlikovitz : Premier constat de cette étude : 122 banques sur 124 sont aujourd'hui hors la loi s'agissant des facturations de dépassement d'autorisation de découvert. Globalement lorsqu'on se trouve en situation de découvert, les banques appliquent une autorisation sur laquelle elles facturent des agios et des frais supplémentaires en cas de dépassement du montant autorisé. Sauf qu'en plus d'appliquer un taux supérieur, les banques appliquent surtout des frais fixes, que l'on appelle commissions d'intervention ou frais de forçage. Ce sont précisément ces frais-là qui sont totalement hors la loi. Un arrêt de la cour de cassation de février 2008 stipule en effet que ces frais d'intervention doivent être intégrés dans les taux qui sont appliqués par les banques. Le fait qu'ils soient facturés en plus amène à ce que le taux appliqué par la banque explose totalement le taux de l'usure.

Atlantico : Comment un tel détournement de la loi est-il possible ?

Ludovic Herschlikovitz : C'est ainsi. Les banques profitent et appliquent ce type de frais depuis une dizaine d'années à peu près et aujourd'hui même les pouvoirs publics ne font pas grand-chose pour contrer cela. Le rapport initié par Christine Lagarde il y a à peu près six mois, qui devait être un grand nettoyage des frais bancaires, n'a rien changé. Messieurs Pauget et Constans, qui ont rédigé ce rapport, n'ont même pas dénié évoquer ce sujet alors qu'il s'agit d'une véritable aberration juridique. (Atlantico.fr 15.11)

2- France

L'économie française a rebondi de 0,4% entre juillet et septembre, soutenue une fois de plus par la consommation des ménages, mais pourrait retomber à zéro en fin d'année et entrer en récession début 2012, conséquence logique des mauvais indicateurs qui se succèdent depuis plusieurs semaines.

Dans un communiqué séparé, l'Insee a en effet annoncé que les secteurs marchands non agricoles n'avaient créé "que" 7.400 postes entre juillet et septembre, ce qui revient à une contribution nulle.

Si la consommation des ménages a appuyé la performance du PIB au troisième trimestre, les dépenses des entreprises se sont contractées, de 0,3%, un signal jugé inquiétant par les professionnels. (Reuters 15.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 17 novembre

CAUSERIE

La dictature en marche en Europe

En Grèce, le gouvernement le plus réactionnaire depuis la chute des colonels en 1974, flanqué de deux ministres et deux secrétaires d'Etat du parti d'extrême droite LAOS.

En Italie, le gouvernement le plus réactionnaire depuis Mussolini ou quand El Cavaliere cède la place au duce Monti, un banquier, flanqué d'un ecclésiastique et d'un militaire.

Des gouvernements et des institutions illégitimes représentant les intérêts exclusifs des capitalistes sans l'ombre d'un doute puisqu'ils le revendiquent ouvertement. Dès lors, l'objectif politique que devrait se donner les partis ouvriers et syndicats ne devrait-il pas être de préparer les conditions pour les renverser et prendre le pouvoir, pour décréter seuls légitimes les besoins des travailleurs qui constituent l'immense masse de la population ? Pouah, vous n'y pensez pas !

Et en France ? En France, nos dirigeants veulent faire payer les capitalistes au lieu de combattre pour les exproprier, seul moyen pour ne pas payer leurs dettes à leur place. Autrement dit, les capitalistes et les institutions peuvent rester au pouvoir ou demeurer en place aussi longtemps qu'ils le souhaitent du moment qu'ils règlent la dette de l'Etat, et comme ils ne la paieront pas, c'est nous qui le feront à leur place, CQFD.

Ainsi au grand jour se manifeste jour après jour leur incurie politique ou leur subordination au capital et aux institutions. Ils sont incapables de fixer des objectifs politiques à la classe ouvrière, exiger le retrait des plans d'austérité revient à considérer que la condition ouvrière était acceptable avant qu'ils ne soient adoptés.

Ils nous rétorqueront que les masses exploitées ne sont pas prêtes à se saisir de ces objectifs politiques. Baliverne de bureaucrates, de capitulards ou d'ignorants, elles ne sont pas davantage prêtes à se mobiliser contre les plans d'austérités qui les frappent à des degrés divers en fonction des couches auxquelles elles appartiennent. Les masses exploitées sont très hétérogènes, seul des objectifs politiques peuvent les unir contre l'ordre établi.

Absolument aucun argument valable ne peut contredire la nécessité de se fixer des objectifs politiques, car l'issue à la crise du capitalisme se situe sur le terrain politique, et que c'est dans ce domaine que la conscience de classe des travailleurs doit impérativement progresser, de plus, seuls ces objectifs peuvent fournir une orientation et une perspective politique correcte à leur mobilisation, qui dans son développement doit déboucher sur la remise en cause du régime et son renversement en posant la question du pouvoir, de l'Etat et d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire.

Il est parfaitement clair que refuser de donner ces objectifs politiques à la classe ouvrière revient à l'enfermer dans le carcan du régime au lieu de le combattre et de permettre aux travailleurs d'entrevoir qu'au-delà de ce régime, il sera possible de réorganiser la société et d'en finir avec le règne de l'exploitation et de l'oppression, d'avancer vers le socialisme. C'est leur interdire tout espoir.

Pas un travailleur aujourd'hui ne pense qu'il pourrait prétendre à un avenir meilleur sous les auspices du capitalisme, tous les travailleurs se rendent compte que petit à petit tout est en train de foutre le camp, que la vie devient de plus en plus dure, insupportable, que leurs conditions de travail ne cessent de se dégrader, et pour y remédier nos dirigeants n'ont rien trouvé de mieux que leur proposer de revenir en arrière, alors que les travailleurs savent pertinemment pour l'avoir vécu, qu'ils avaient observé impuissant à la dégradation de leurs conditions de vie au cours des dernières décennies, que quoi qu'ils aient tenté dans le passé à travers leurs mobilisations en demeurant sur le terrain purement économique, ils n'ont pas pu empêcher les privatisations et la liquidation des services publics ainsi que leurs droits sociaux, alors leur proposer une nouvelle fois de mener le combat sur le terrain du trade-unionisme, c'est tout simplement criminel et ne peut conduire qu'à une impasse, une nouvelle défaite, ajoutons, sans en tirer le moindre enseignement pratique, comme chaque fois dans le passé.

La question est de savoir pour quel objectif nous combattons : pour que le gouvernement retire ses plans d'austérité afin que les exploités supportent mieux le capitalisme avant la prochaine offensive qu'ils ne pourront pas aborder dans de meilleures conditions puisqu'ils seront demeurés totalement subordonnés au capitalisme, ou nous nous saisissons de ces plans d'austérité pour les dresser contre le régime dans la perspective de le renverser pour qu'il n'y ait plus jamais de plans d'austérité dans l'avenir.

Autre objection. Et si nous n'avons pas les moyens de les organiser pour qu'ils se dressent contre régime, qu'est-ce qu'on fait gros malin ? C'est là mal poser la question. En fixant des objectifs politiques à la classe ouvrière, à cette étape vous vous donnez les moyens de recruter son avant-garde pour construire le parti, en procédant pas à pas patiemment, il arrivera un moment où votre parti sera suffisamment puissant pour que la classe s'en saisisse et se mobilise sur ces objectifs politiques entraînant derrière elle les couches les plus arriérées du prolétariat, ainsi que les travailleurs encore indécis, qui hésitent à s'organiser. Bien entendu, il aurait été préférable d'y penser avant, disons il y a quelques dizaines d'années en arrière, mais bon, on ne va pas refaire l'histoire, faisons avec ce que l'on a, avec la réalité, au lieu de tenter de s'en détourner pour finalement sombrer dans l'opportunisme. Cessez de vous prendre pour ce que vous n'êtes pas, vos forces sont ridiculement faibles, regardez la réalité en face, c'est là qu'est la solution et nulle part ailleurs.

Réforme ou révolution, réformisme ou socialisme, telles sont les deux seules orientations ou conceptions de la lutte de classe possibles. Ajoutons que si nos dirigeants subordonnaient leur stratégie à la construction du parti et à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ils n'avanceraient pas ces mots d'ordre stériles, car ce n'est pas en se fixant comme objectif l'unité et le retrait des plans d'austérité que l'on forge une armée de combattants révolutionnaires conscients.

Il est... des nôtres, non, des leurs !

Ancien bras-droit de Dominique Strauss-Kahn, son ancien professeur, Pierre Moscovici a longtemps soutenu une candidature du patron du FMI à l'élection présidentielle de 2012.

En échange de son soutien à Hollande après l'affaire du Sofitel, le député de Corrèze a nommé Moscovici, ancien ministre des Affaires européennes de Lionel Jospin, «coordonnateur» de sa campagne pour la primaire socialiste d'octobre 2011. Un rôle de premier plan qu'il conserve pour la campagne présidentielle, où il obtient le poste de directeur de campagne de François Hollande.

Issu d'une famille aisée, fils d'un psychosociologue co-fondateur des Verts, Serge Moscovici, et d'une psychanalyste, Pierre Moscovici a d'abord commencé à militer au sein de la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine.

Élève brillant, il obtient deux DEA avant d'entrer à Sciences Po Paris puis à l'ENA.

C'est en sortant de l'ENA en 1984, affecté à la Cour des comptes, que Pierre Moscovici quitte la LCR. IL n'adhère au PS que deux ans plus tard. Doué, il entre en 1988 au cabinet de Lionel Jospin, alors ministre de l'Education nationale. «Car le véritable artisan

de l'homme politique qu'est aujourd'hui Pierre Moscovici demeure Lionel Jospin», écrivait, en 2006, Le Nouvel Economiste.

Lorsque Lionel Jospin accède à Matignon en 1997, il est le benjamin du gouvernement, nommé ministre des Affaires européennes.

Après cinq ans au gouvernement, il est chargé du programme de Lionel Jospin pour la campagne présidentielle 2002 qui voit son champion échouer au premier tour, dépassé par Jean-Marie Le Pen. «J'étais bouleversé, mais pas totalement surpris. Depuis les municipales de 2001, je sentais que l'électorat populaire avait décroché. Nous étions déconnectés des problèmes du peuple», racontait-il au Point en 2007.

En 2006, il soutient Dominique Strauss-Kahn à la primaire socialiste. Son champion échoue à nouveau mais il commence à devenir ambitieux, tout en soutenant son mentor et grand ami, parti au FMI.

Il est le fidèle ami de Dominique Strauss-Kahn qui était son professeur à l'ENA et qu'il a soutenu à la Primaire socialiste de 2006. «J'ai de l'estime et de l'admiration pour Dominique Strauss-Kahn, nous avons des rapports fraternels», confiait-il en 2006 au Nouvel Economiste.

Vice-président du Cercle de l'industrie (créé en 1993 par DSK), «un lieu d'échanges autour des grandes entreprises industrielles», Pierre Moscovici a noué des relations avec des grands patrons. Il est également membre de l'élitiste club Le Siècle.

En 2009, il lance son propre courant social-démocrate, Besoin de Gauche et prépare une potentielle candidature de Dominique Strauss-Kahn à la Primaire socialiste. (slate.fr 16.11)

Une belle raclure, non ? Il est à l'image du PS, étranger à la classe ouvrière. Jospin issu de l'OCI, Moscovici issu de la LCR, on comprend pourquoi le POI et le NPA sont incapables de rompre avec ce parti passé avec armes et bagages du côté de l'ennemi il y a 97 ans, c'était hier quoi. En dehors de profs d'université, ils n'ont été capables de retenir dans leurs rangs aucun intellectuel de haut niveau.

Pas "**seul responsable**", mais responsable quand même. En toile de fond : le soutien au régime.

Lu dans un appel de travailleurs et étudiants grecs à Paris, appelant à un rassemblement le jeudi 17 novembre à 19h, 43 rue Saint-Denis à Paris, devant la Fontaine des Innocents. Appel soutenu par les organisations suivantes : Aitec-IPAM, Attac, CADTM, Fondation Copernic, FSC, FSU, Gauche Unitaire, MJC, M'PEP, PCF, PG, PRCF, NPA, SNHR-Sud, Sud Etudiants, Union syndicale Solidaires. Extrait.

- "*Ces destructions sociales sont justifiées par le poids de la dette grecque, dont le peuple serait seul responsable*".

Formulé de cette manière, cela signifie que le peuple grec aurait sa part de responsabilité de la dette. Prenons-les au mot. Laquelle ?

Celle correspondant aux dépenses de l'Etat pour assurer son fonctionnement ? Impossible sans légitimer les coups de hache portés à la fonction publique, sans légitimer la baisse de revenu des fonctionnaires. Celle correspondant aux dépenses de l'Etat dans le domaine de l'économie ? Impossible, elles sont imputables aux capitalistes. Que reste-t-il alors ? Celle correspondant aux dépenses de l'Etat dans le domaine social : éducation, santé, logement ? Ou celui de la culture ? Mais ne correspondraient-elles pas à l'application ou à la satisfaction d'un droit inaliénable, à des besoins élémentaires auxquels chacun peut prétendre légitimement ? La dette qu'ils veulent nous faire payer, ne correspondrait-elle pas justement au coût jugé insupportable par les capitalistes des besoins sociaux que jusqu'à présent l'Etat prenait en charge ?

Les capitalistes estiment que les recettes de l'Etat qui proviennent des impôts et taxes prélevés aux différentes classes sociales, principalement à celle la plus nombreuse dans la société, celle des travailleurs, doivent servir uniquement à financer les fonctions régaliennes de l'Etat (administration, justice, police et armée) et les entreprises privées, tandis que l'ensemble des besoins sociaux de la population doivent en être exclus et être livrés au mercantilisme, sans tenir compte des énormes inégalités qui existent dans la société et de l'impossibilité des couches les plus pauvres de pouvoir satisfaire leurs besoins sociaux les plus élémentaires.

La dette, qui a servi de prétexte à l'élaboration de violents plans d'austérité contre les travailleurs, va se traduire par une formidable régression sociale renvoyant la condition ouvrière un siècle en arrière ou pas loin, à peu près là où en est justement le prolétariat des pays dits en voie de développement, dont la Chine qui sert de modèle à l'avenir que les capitalistes réservent à la classe ouvrière, si elle ne parvient pas à s'emparer du pouvoir politique et à les exproprier.

Dès lors, les objectifs des responsables de cette dette sont clairs, nets et précis, y associer les travailleurs sous une forme ou une autre revient à dire que, puisqu'ils ont contribué à leur propre malheur c'est normal qu'ils en supportent les conséquences, pire encore, ils doivent payer une partie de cette dette pour avoir le droit de vivre toujours plus mal, c'est le comble du cynisme auquel s'associe les signataires de cet appel.

Cet appel reprend la thèse déjà exposée dans un autre appel où les mêmes signataires estimaient qu'"une partie (de la dette), et laquelle, peut-elle être considérée comme illégitime, c'est-à-dire contractée au mépris de l'intérêt général et à ce titre faire l'objet d'une annulation ?," comme si finalement la politique dans son ensemble, et non prise morceau par morceau, mise en oeuvre par le gouvernement, n'avait pas pour unique objectif d'assurer la pérennité du système capitaliste.

Cette formulation n'est pas maladroite ou anodine. Elle a un contenu réactionnaire.

Elle exprime sous une forme voilée le soutien politique de ceux qui s'y reconnaissent à l'Etat, lui reconnaissant sournoisement malgré tous ses défauts le mérite d'oeuvrer également au bien-être du peuple, niant de la sorte que l'Etat ne serait pas exclusivement au service de la classe dominante, niant sa nature sociale pour finalement le rendre acceptable tel qu'il existe, puisqu'il servirait également les intérêts de la classe dominée, niant ou faisant abstraction des conditions qui avaient conduit l'Etat à intégrer jusqu'à un certain degré les besoins sociaux des travailleurs, les propres besoins du capital pour se développer et non par philanthropie ou humanisme, et la lutte de classe des générations passées. En allant plus loin, cela signifie que le combat politique ne doit pas être orienté vers la destruction de cet Etat, mais pour en améliorer le fonctionnement au service des exploités, ce n'est pas tout, cette orientation politique a l'insigne mérite de rendre inutile ou obsolète la révolution pour le renverser ainsi que la construction d'un Etat ouvrier, niant les enseignements de la Commune de 1871 et de la révolution russe de 191, une "*révolution par les urnes*" ou une "*révolution citoyenne*" fera l'affaire, autrement dit le capitalisme a encore de beaux jours devant lui avec de tels "opposants" et la boucle parfaite de l'opportunisme est bouclée.

Une histoire belge, une fois, non 521, mais cette fois aux couleurs de l'union nationale !

Le roi des Belges, Albert II, a de nouveau souligné mercredi 16 novembre '*l'urgence*' d'aboutir à un accord sur la formation d'un gouvernement, 521 jours après les élections, alors que les pourparlers achoppent sur les questions budgétaires.

La Belgique est sans gouvernement de plein exercice depuis avril 2010 et les discussions pour la formation d'un nouvel exécutif entamées après les législatives du 13 juin 2010 n'ont toujours pas abouti.

Mais les négociations marathon de ces derniers jours butent sur de vives tensions entre les ailes droite et gauche de la coalition de six partis qui devraient soutenir le futur gouvernement d'Elio Di Rupo. Pour rentrer dans les clous et respecter les engagements budgétaires pris envers l'UE, les responsables belges doivent trouver 11,3 milliards d'euros pour le budget 2012 et une vingtaine de milliards au total d'ici à 2015. Un effort d'une ampleur historique contre lequel les syndicats ont déjà appelé à manifester le 2 décembre. (lemonde.fr 16.11)

Les affaires sont les affaires ou comment pourrir nos gosses par le fric le plus tôt possible.

1- Carte bleue pour les ados, livret Jeune, prêt permis de conduire à un euro par jour, épargne étudiante, carte de paiement et de retrait rechargeable sur Internet pour les enfants de 12 ans, contrats d'assurance vie spécial têtes blondes.... Après avoir massivement investi le marché des jeunes, les banques lèvent un dernier tabou en s'attaquant aux 6-10 ans.

C'est la Société Générale qui donne le la en lançant le premier site d'éducation financière dédié aux enfants. A grands renforts de campagnes publicitaires, où intervient Jamy Gourmaud, figure télévisuelle de la jeunesse avec son «*C'est pas sorcier*» sur France 3, le groupe bancaire compte sensibiliser les plus petits à l'argent, épargnants et souscripteurs de contrats en devenir. «*Parce que demain se prépare dès aujourd'hui*», argumente-t-on en misant sur cet «*outil évolutif qui grandira avec les enfants*».

«*Anniversaire, Noël, petite souris... même pour les plus petits, les occasions sont nombreuses de remplir leur tirelire. Leur apprendre dès maintenant à gérer leur argent, c'est leur donner toutes les chances de réussir plus tard leur vie financière*», justifie la Société Générale.

Il est vrai que, selon différentes études, l'argent de poche se donne de plus en plus dès l'école primaire. En moyenne, 30% des foyers en donnent régulièrement à leur enfant entre 6 et 10 ans, avec de fortes diversités en fonction de l'âge (23% à 6 ans, 40% à 10 ans). La tranche des 2-4 ans n'est pas oubliée: 13% d'entre eux reçoivent en moyenne 6 euros par mois. Une somme plus importante que les 5-7 ans qui, pour 29%, reçoivent en moyenne 5 euros. Parmi les parents qui n'en donnent pas, 90% déclarent que leur enfant reçoit en revanche des sommes ponctuelles lors d'événements, comme les anniversaires, les étrennes, les petits travaux... (lefigaro.fr 16.11)

2- Le groupe BNP-Paribas a annoncé, mercredi en comité central d'entreprise (CCE), la suppression de 1.396 postes dans le monde, 373 en France et 1.023 à l'étranger, sur l'année 2012, selon les syndicats.

Selon les syndicats, la direction s'est engagée à ne pas faire de licenciements économiques. Les suppressions se feraient via des mesures d'accompagnement à la mobilité interne et les départs volontaires.

Selon les informations communiquées par les syndicats, les secteurs du financement et de l'investissement seront principalement touchés. (AP 16.11)

Ainsi va la crise...

Il est jaune, taillé en forme de poire et de la taille d'une noix. Le diamant «Sun Drop», de 110,3 carats, a été adjugé à Genève à 10 millions de francs suisses (8,06 millions d'euros) lors d'une vente aux enchères de la maison Sotheby's organisée mardi soir. "C'est un record absolu pour un diamant jaune. C'est une pierre spectaculaire, unique", s'est enthousiasmé le commissaire priseur. (lefigaro.fr 16.11)

Quelle est la signification politique de la nomination de Loukas Papadimos en Grèce et de Mario Monti en Italie, ainsi que leurs gouvernements d'union nationale ?

En Europe, les présidents de la Commission et du Conseil européen ont appelé à accélérer les travaux sur le renforcement de la gouvernance économique et l'intégration des politiques économiques, budgétaires et fiscales au sein de la zone euro.

"Nous faisons aujourd'hui face à une crise véritablement systémique qui requiert un engagement encore plus fort de tous et d'importantes mesures supplémentaires", a dit José Manuel Barroso devant le Parlement européen à Strasbourg.

"Le moment de vérité approche (...) Nous avons les moyens de répondre à la crise en Europe, pourvu que nous en ayons la volonté politique", a-t-il poursuivi. (Reuters 16.11)

Des Premiers ministres et des gouvernements issus d'élections qui renvoyaient dos-à-dos les partis institutionnels censés représenter les deux classes antagoniques ne leur permettaient pas d'engager immédiatement une brutale offensive contre la classe ouvrière, il fallait passer outre à tout prix et cadenasser toute expression démocratique même déformée.

Ils sont donc passés outre les Constitutions grecque et italienne qu'ils ont pour ainsi dire violées, en Grèce et en Italie, les présidents de la République ont nommé des Premiers ministres qui n'étaient pas issus des rangs du parti majoritaire au parlement, dès lors ils n'ont aucune légitimité constitutionnelle, argument qu'on ne reprendra pas à notre compte, car notre combat ne consiste pas à exiger le respect d'une Constitution et d'institutions au service du capital et qu'il faut au contraire liquider, des Premiers ministres qui incarnent directement le pouvoir de l'industrie financière et ses intérêts déclarés priorité nationale absolue, tandis que les besoins sociaux des travailleurs sont foulés aux pieds et déclarés illégitimes.

C'est un coup de force, l'équivalent d'un coup d'Etat réalisé par les voyous de la finance et des multinationales qui contrôlent l'économie mondiale, qui n'aurait pas pu avoir lieu aussi facilement sans la complicité des principaux partis ouvriers et des syndicats.

Intox et propagande

- Les Français s'estiment plutôt heureux, d'après une étude annuelle de l'Insee. Sur une échelle de 0 à 10, ils se donnent la note de 7,3, annonce Europe 1. (lepost.fr 16.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

À cinq mois de l'élection présidentielle, la route est encore longue pour Nicolas Sarkozy. Selon notre sondage Ipsos-Le Point du mois de novembre, seulement 36 % des Français pensent que le chef de l'État serait réélu s'il se présentait lors de la prochaine élection présidentielle.

Le chiffre n'a pas bougé d'un iota depuis le mois de juillet, lorsque l'institut de sondage avait posé exactement la même question. Ainsi, en novembre, seulement 8 % des Français jugent certaine la réélection du chef de l'État et 28 % d'entre eux l'estiment probable.

Le pronostic de victoire de Nicolas Sarkozy reste donc faible malgré l'embellie de sa cote dans les études d'opinion. (lepoint.fr 16.11)

C'est désolant franchement, après avoir dépensé tant d'énergie... Mais bon, il se sera enrichi pendant son mandat, ce n'est déjà pas si mal. Et gageons que ses amis du gang du Fouquet's ne seront pas ingrats avec lui, moins qu'ils le sont avec leurs salariés, sans difficulté !

Et puis, il faut bien avouer que malgré cette cote de popularité dans les talonnettes et avoir subi quatre échecs électoraux depuis qu'il trône au Palais, il aura réussi l'exploit qu'aucun parti ouvrier ne fasse campagne sur le thème de son illégitimité et le fait que son parti était minoritaire dans le pays.

Si on se fiait quelque peu à ce sondage qui semble refléter assez fidèlement l'état d'esprit qui règne dans le pays à son égard, avec 8% seulement qui estiment sa réélection assurée, sauf événement exceptionnel qui lui sauverait la mise au dernier moment et malgré un adversaire potentiel (Hollande) manifestement pas à la hauteur du poste qu'il brigue, on peut pronostiquer sa défaite en 2012.

On peut oser un pronostic s'il tient jusqu'à l'élection présidentielle et que Hollande serait élu : aussitôt à l'échelle internationale l'aristocratie financière va se déchaîner contre lui et son gouvernement plongeant le pays dans une crise politique à laquelle ils seront incapables de faire face, et pour s'en sortir Hollande emboîtera le pas de la Grèce et de l'Italie en formant un gouvernement d'union nationale...

Et dire que le POI est sur le point d'organiser une délégation d'élus chez Sarkozy (et au Sénat), à croire qu'ils vivent dans un autre monde ou sur une autre planète...

2- Grèce

2.1- Au Parlement et dans la rue

Le nouveau gouvernement de coalition de Lucas Papadémos a obtenu mercredi la confiance du Parlement avec une confortable majorité, avant l'ouverture de négociations sur les détails d'un plan de réduction de la dette du pays.

Les parlementaires ont voté en faveur de la nouvelle équipe formée par le Premier ministre par intérim, nommé la semaine dernière à l'issue de laborieuses tractations avec les partis.

Le gouvernement de l'ex-vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), qui a la difficile mission de sauver la Grèce de la faillite, est soutenu par les deux principales formations politiques du pays -socialistes du PASOK de l'ex-chef du gouvernement Georges Papandréou (majoritaires) et conservateurs de la Nouvelle Démocratie d'Antonis Samaras- ainsi par le Laos, parti de droite nationaliste et xénophobe qui compte quatre membres dans la nouvelle équipe.

A l'issue du vote de confiance, M. Papadémos devait rencontrer Charles Dallara, directeur de l'Institut de la finance internationale -lobby bancaire mondial-, lequel devait également avoir des entretiens avec le ministre des Finances Evangelos Venizelos.

La Une de mercredi du quotidien "*Ta Nea*" mettait en lumière cette impasse: "*la signature (de Samaras) vaut huit milliards d'euros*".

Le dirigeant de la Nouvelle Démocratie a déclaré devant le Parlement que les trois leaders partenaires de la nouvelle coalition gouvernementale s'étaient déjà engagés par écrit à soutenir Lucas Papadémos, et que réclamer des promesses supplémentaires était excessif.

"Non seulement, nous soutenons le gouvernement de transition, mais nous avons joué un rôle de premier plan dans sa formation", a souligné mercredi Antonis Samaras, ajoutant que M. Papadémos disposait d'un mandat précis pour appliquer l'accord du 27 octobre.

Si des sondages d'opinion montrent que son équipe -qui doit gouverner jusqu'à la tenue d'élections en février- bénéficie d'un soutien populaire, la colère est toujours de mise après 20 mois de cure d'austérité et de tours de vis successifs, qui ont provoqué une vague de grèves générales et de manifestations souvent violentes.

Mercredi, des salariés de l'entreprise publique d'électricité ont coupé le courant dans le bâtiment du ministère de la Santé à Athènes pendant quatre heures, accusant ses services de devoir à la compagnie 3,8 millions d'euros. AP

Signe du manque d'unité au sein du gouvernement, 101 députés socialistes ont signé une pétition mardi pour dénoncer la coopération avec Nouvelle Démocratie et le LAOS.

Le nouveau gouvernement se prépare par ailleurs à vivre sa première manifestation jeudi qui devrait faire descendre dans les rues d'Athènes des dizaines de milliers de personnes opposées aux nouvelles mesures d'austérité.

"Nous nous attendons à une mobilisation massive car cela fait trop longtemps que la colère gronde", prévient Mary Bossis, professeur à l'université du Pirée. "*Des incidents ne sont pas à exclure.*" (Reuters 16.11)

2.2- Le parti d'extrême droite LAOS dans tous ses états.

2.2.1- Le parti d'extrême droite LAOS, membre de la coalition gouvernementale à Athènes, apportera son "soutien inconditionnel" au Premier ministre Lucas Papadémos et ne juge pas nécessaire d'organiser des législatives anticipées en février prochain.

"Je crois que Papadémos est le mieux à même de remettre sur pied l'économie grecque. J'ai confiance en lui", a dit à Reuters le chef de file du LAOS, Georges Karatzaféris, 64 ans. (Reuters 16.11)

2.2.2- Avec retard, la participation au nouveau gouvernement du parti d'extrême droite, le LAOS, commence à susciter des réactions d'inquiétudes en Grèce. Au point que le président de ce parti, Georges Karatzaféris a été obligé d'expliquer, mardi 15 novembre, sur une chaîne de télévision, qu'il n'était pas antisémite. "L'Holocauste est un fait. C'est le plus grand crime de l'histoire", a déclaré cet ancien journaliste, qui a commencé sa carrière politique au sein de Nouvelle Démocratie.

En créant le LAOS, il était moins affirmatif : "Parlons des mythes d'Auschwitz et de Dachau et de ces fours, parlons des chambres à gaz pour voir si les murs étaient isolés pour retenir le gaz ou s'ils étaient seulement faits de briques." Selon lui, le Mossad avait prévenu les juifs des attentats du World Trade Center en 2001. En 2000, il assurait que son parti était sans juifs, sans communistes, sans homosexuels et sans francs-maçons.

Depuis son entrée au Parlement en 2007, avec 5,6 % des voix, le LAOS a considérablement adouci son discours. Il a voté en faveur du mémorandum signé avec le Fonds monétaire international, la Commission et la Banque centrale européennes, en 2010. "Il a suivi une évolution comparable à celle de Gianfranco Fini en Italie. Il se présente comme un parti populiste et nationaliste et non plus comme un parti d'extrême droite, explique le politologue Elias Nikolakopoulos. Depuis son vote sur le Mémorandum, il s'est montré plus responsable que l'opposition de droite." Georges Karatzaféris est omniprésent sur les plateaux de télévisions. Pendant les deux folles semaines que vient de connaître la Grèce, il a même paru plus raisonnable que les deux principaux partis.

"Mais il y a des liens souterrains, observe M. Nikolakopoulos. A Athènes, lors des élections locales de l'automne 2010, le LAOS avait appelé à voter pour l'ancien maire Nouvelle Démocratie. Mais dans les bureaux de vote des quartiers populaires du centre, on a pu observer que le même nombre de voix se reportait aux municipales sur le candidat néonazi, entré au conseil d'Athènes, et aux régionales sur le candidat du LAOS. Les électeurs du LAOS ont voté pour le néonazi."

Sur les quatre ministres et secrétaires d'Etat du LAOS, l'un, Adonis Georgiadis, secrétaire d'Etat à la marine marchande, a soutenu un livre antisémite du néonazi Constantin Plevris, l'autre, Makis Voridis, ministre des transports, était le responsable du Front hellénique, un parti d'extrême droite nostalgique de la junte. M. Voridis a nettement atténué son discours.

"Lors du débat sur la réforme de la citoyenneté en 2010, les élus du LAOS ont affiché leur peur obsessionnelle d'un état multiculturaliste", explique Anna Triandafyllidou, professeure à l'Institut universitaire européenne à Florence. Cette spécialiste des questions d'immigration a une autre explication à l'indifférence initiale suscitée par l'entrée du LAOS au gouvernement : "Il y a une grande tolérance pour les discours racistes et antisémites dans une partie de la société grecque." (lemonde.fr 16.11)

Seul le masque a changé, comme au FN en France.

Commentaire d'un internaute.

- "Pour celles et ceux que cela intéresse, sur mon blog (<http://demari.blog.lemonde.fr/>), on trouve une belle photo de Makis Voridis en train d'intervenir au congrès fondateur du Parti de la France, de Carl Lang, dissident de droite du FN. Ah oui, c'était il y a des siècles : en novembre 2009... On trouve aussi quelques informations sur les crimes de l'extrême droite contre les Grecs, de 1936 (Metaxas) à 1974 (chute de la junte des colonels). Que du beau monde !"

3- Italie. La Sainte alliance de la banque, du sabre et du goupillon

L'économiste Mario Monti a formé mercredi un nouveau gouvernement qui ne compte aucun homme politique de profession. Il a fait appel à des banquiers, des diplomates et des chefs d'entreprise pour s'assurer que l'Italie, confrontée durement à la crise de la dette, échappe à un désastre financier.

L'ex-commissaire européen à la concurrence, âgé de 68 ans, a annoncé qu'il occupera la double fonction de président du Conseil et ministre de l'Economie pour l'instant, alors qu'il essaye de remettre sur pied les finances du pays et relancer la croissance.

Mario Monti et ses nouveaux ministres ont prêté serment mercredi. Le président Giorgio Napolitano a dirigé la cérémonie de prestation de serment au Palais du Quirinal, quelques heures seulement après la formation du nouveau gouvernement.

Le nouveau président du Conseil a promis d'être fidèle à l'Italie, de respecter la constitution et d'oeuvrer en faveur des intérêts de la nation.

Mario Monti, qui a insisté sur le fait que la croissance économique de l'Italie était pour lui une priorité, présentera ses mesures d'urgence anti-crise dès jeudi au Sénat, avant un vote de confiance. Puis il y aura un second vote, à la Chambre des députés, probablement vendredi.

Le rétablissement de la confiance dans l'avenir financier de l'Italie est crucial parce qu'en tant que troisième économie de la zone euro, elle est trop importante pour être secourue.

Mario Monti a fait peu d'allusions à son programme politique mercredi. Expliquant pourquoi son gouvernement ne comptait aucun responsable de parti politique, il a confié que ses discussions avec les dirigeants des partis l'avaient conduit à la conclusion "*que la non-présence d'hommes politiques dans son gouvernement l'aiderait*".

Corrado Passera, PDG de la deuxième banque italienne, Intesa Sanpaolo SpA, dirigera le ministère du Développement économique et des infrastructures, qui rassemblera les portefeuilles du développement économique, des infrastructures et des transports, il fait figure de véritable numéro deux ; Piero Gnudi, président d'Enel, celui du Tourisme et des Sports, dans un pays où les recettes du tourisme sont très importantes; Giulio Terzi di Sant'Agata, actuel ambassadeur italien à Washington, celui de ministre des Affaires étrangères.

A l'intérieur, Anna Cancellieri est préfète. A la justice, Paola Severino est vice-présidente du conseil de la magistrature et avocate pénaliste réputée. A la défense, Giampaolo Di Paola est amiral et préside le comité militaire de l'OTAN. Aux affaires sociales, Elsa Fornero est une économiste spécialisée dans le problème des retraites. Enfin, le ministre de l'éducation, Francesco Profumo, est recteur de l'université de Turin.

Un historien de l'Eglise catholique entretenant des liens étroits avec le Vatican, Andrea Riccardi, a été nommé ministre de la Coopération internationale. La désignation à ce poste du fondateur de la Communauté de Sant'Egidio à la fin des années 60 semble récompenser les parlementaires pro-Vatican au Parlement. MM. Riccardi et Passera participaient d'ailleurs au séminaire de Todi (Ombrie), en octobre, au cours duquel les associations catholiques ont demandé de "purifier l'atmosphère de l'Italie" berlusconienne. (AP et lemonde.fr 16.11)

4- Koweït

Selon l'opposition, des milliers de manifestants ont pénétré dans la salle principale pour réclamer la démission du Premier ministre. Depuis plusieurs semaines, un scandale de corruption agite la monarchie. Des milliers de manifestants ont envahi ce mercredi le bâtiment du Parlement à Koweït, après que les forces de l'ordre ont réprimé une manifestation réclamant la démission du Premier ministre, a annoncé un député de l'opposition.

"*Nous sommes entrés à présent dans le Parlement*", a déclaré le député Moussallam al-Barrack qui avait pris la tête de la manifestation avec d'autres parlementaires et militants qui demandaient également la dissolution du Parlement.

Les manifestants ont forcé les portes du Parlement et pénétré dans la salle principale où ils ont entonné l'hymne national, avant d'en ressortir quelques minutes plus tard.

Auparavant, les forces de l'ordre ont frappé des manifestants à coups de matraque, afin de les empêcher de défiler jusqu'à la résidence du Premier ministre après une manifestation massive organisée devant le bâtiment du Parlement. Selon des témoins, cinq personnes ont été blessées et recevaient des soins sur place.

La manifestation avait été organisée à l'appel de l'opposition pour réclamer la démission du Premier ministre cheikh Nasser Mohammad al-Ahamd Al-Sabah, un membre de la famille régnante, et la dissolution du Parlement. (lexpress.fr 16.11)

Social

Grande-Bretagne

Le taux de chômage britannique a atteint lors du trimestre écoulé son niveau le plus élevé depuis 15 ans, tandis que le nombre de jeunes adultes sans emploi touchait un record, selon les chiffres publiés mercredi par l'Office national de la statistique (ONS).

Il y a eu 129.000 sans-emploi supplémentaires au sens du Bureau international du travail (BIT) pour les trois mois à septembre, ce qui porte le nombre de chômeurs à 2,622 millions, le niveau le plus élevé depuis le trimestre juillet-septembre 1994.

Le taux de chômage s'élève à 8,3% de la population active. Il s'agit du taux le plus élevé depuis avril-juin 1996.

Le nombre de jeunes chômeurs a atteint 1,016 million, ce qui porte le taux de chômage dans cette catégorie des 16-24 ans, à 21,9%. C'est la première fois que la barre de un million est dépassée chez les jeunes depuis 1992 que ce genre de statistique existe.

Le gouvernement, à qui l'on demande de relancer la croissance, est limité dans cette voie par sa promesse de réduire le déficit budgétaire via un plan d'austérité qui prévoit la perte de 400.000 emplois dans le secteur public. (Reuters 16.11)

Economie

1- FMI

Antonio Borges, le directeur du département Europe du Fonds monétaire international (FMI), a démissionné avec effet immédiat, a annoncé le Fonds mercredi.

Le FMI précise que la directrice générale Christine Lagarde entend nommer Reza Moghadam, actuel directeur du département stratégie, à la succession de Borges, avec effet jeudi. (Reuters 16.11)

2- UE

2.1- Au tour de la France...

Après la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie, la crise de la zone euro frappe désormais aux portes de la France, forçant la Banque centrale européenne à monter en première ligne pour freiner l'hémorragie.

Selon des courtiers, la BCE a intensifié mercredi ses rachats de titres italiens et espagnols au lendemain d'une journée noire sur le marché obligataire, au cours de laquelle les primes de risque de la France et de plusieurs autres pays du coeur de la zone euro ont bondi à des niveaux jugés impensables il y a encore quelques jours.

Cette intervention n'a toutefois pas permis de desserrer l'étau autour de la dette française alors que les investisseurs voient l'Europe prendre le chemin périlleux de la récession et restent défiants face à la capacité des dirigeants du continent à prendre des décisions structurelles mettant fin à la crise.

L'écart de rendement entre les dettes française et allemande se rapproche des 200 points de base, un niveau inconnu depuis le début des années 1990.

Ajoutant à la pression des investisseurs des derniers jours, le président américain, Barack Obama, a de nouveau appelé les dirigeants européens à agir de manière déterminante.

"Nous allons continuer de conseiller les leaders européens sur les options nécessaires pour calmer les marchés. Cela appellera des décisions difficiles", a-t-il dit à la presse lors d'une visite en Australie.

En Europe, les présidents de la Commission et du Conseil européen ont appelé à accélérer les travaux sur le renforcement de la gouvernance économique et l'intégration des politiques économiques, budgétaires et fiscales au sein de la zone euro.

"Nous faisons aujourd'hui face à une crise véritablement systémique qui requiert un engagement encore plus fort de tous et d'importantes mesures supplémentaires", a dit José Manuel Barroso devant le Parlement européen à Strasbourg.

"Le moment de vérité approche (...) Nous avons les moyens de répondre à la crise en Europe, pourvu que nous en ayons la volonté politique", a-t-il poursuivi.

Une fois que cette intégration budgétaire sera en place et que de nouveaux outils de gouvernance auront été décidés, des obligations européennes - que de nombreux économistes jugent être une solution à la crise actuelle - deviendront alors "naturelles", a-t-il encore dit.

La chancelière allemande, Angela Merkel, a réaffirmé mercredi l'opposition de Berlin à ces "*euro-obligations*", même si elle a ouvert la porte à un abandon partiel de souveraineté pour favoriser l'intégration économique et budgétaire.

Les "*euro bonds*" sont, avec une intervention massive de la BCE, les deux solutions structurelles les plus fréquemment évoquées pour résoudre la crise de confiance affectant des pays comme la France ou l'Italie, trop gros pour être secourus par le Fonds

européen de stabilité financière (FESF).

D'autant que le FESF, dont les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept avaient décidé fin octobre d'augmenter les capacités pour les porter à 1.000 milliards d'euros, peine de plus en plus à attirer les investisseurs.

Après une émission obligataire en demi-teinte la semaine dernière, son directeur général, Klaus Regling, a reconnu qu'il faudrait plus de temps que prévu pour donner au fonds l'effet de levier envisagé afin de démultiplier les 440 milliards d'euros dont il dispose actuellement.

"Il ne faut pas s'attendre à ce qu'il y ait dès décembre des centaines de milliards prêts à être déployés dans nos nouveaux instruments", a déclaré au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung son directeur général, Klaus Regling, alors que les dirigeants des Vingt-Sept avaient initialement émis le souhait que la réforme du fonds soit achevée en novembre.

La situation reste également tendue dans les pays de la zone euro qui sont plus particulièrement dans le viseur des marchés. (Reuters 16.11)

2.2- ... et de l'Allemagne !

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a déclaré mercredi à la presse allemande que le niveau de la dette allemande était préoccupant, soulignant qu'il était supérieur à celui de l'endettement de l'Espagne.

"J'estime que le niveau de la dette allemande est source d'inquiétude", a-t-il déclaré dans une interview accordée au journal General-Anzeiger et qui sera publiée jeudi.

"L'endettement de l'Allemagne est plus élevé que celui de l'Espagne", ajoute-t-il. "Seulement, ici (en Allemagne) personne ne veut le savoir." (Reuters 16.11)

3- Grande-Bretagne

La Banque d'Angleterre a annoncé mercredi une révision de ses prévisions de croissance et d'inflation et laissé entendre qu'elle pourrait devoir injecter des liquidités supplémentaires dans une économie britannique qu'elle estime mal en point.

"Les perspectives de l'économie britannique se sont détériorées", déclare la banque centrale dans son rapport trimestriel sur l'inflation.

Le gouverneur de la BoE, Mervyn King, estime que les conditions de marché se sont détériorées depuis août, ce qui veut dire que l'économie britannique pourrait rester stagnante jusqu'à la mi-2012.

La banque centrale a augmenté son programme de rachat d'actifs de 75 milliards de livres pour le porter à 275 milliards le mois dernier.

L'inflation s'est établie à 5% en octobre. Dans ses prévisions d'août.

En terme de croissance, la BoE anticipe désormais une augmentation du produit intérieur brut (PIB) inférieure à 1% pendant toute l'année 2012.

Ces prévisions vont dans le sens de ceux qui pensent que la Banque d'Angleterre injectera 50 milliards de livres supplémentaires dans la relance lors de son prochain rapport sur l'inflation en février. (Reuters 16.11)

4- Japon

Olympus, au centre d'un scandale financier, se prépare à ouvrir des procédures à l'encontre des dirigeants dont la responsabilité serait reconnue dans les fraudes comptables dont le groupe se serait rendu coupable pendant plus de vingt ans, montre une note interne adressée aux salariés.

Malgré le rebond de 61% de l'action Olympus au cours des trois derniers jours, elle accuse toujours une chute de 70% depuis les premiers soupçons d'irrégularité apparus vers la mi-octobre. (Reuters 16.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 novembre

CAUSERIE

En raison de fortes pluies (mousson), je suis privé de courant depuis le début de la matinée (il est 15h30), du coup je n'ai pas le temps de finaliser la causerie que j'avais commencée à rédiger hier soir, ce sera pour demain. Ce qui suit, je l'ai réalisé entre 7h et 11h ce matin, puis j'ai continué sur le portable pour économiser la batterie qui me fournit du courant dans la maison, je n'ai pas envie de passer ma soirée dans le noir ou de me balader avec ma lampe de secours sous le bras !

Je ne mettrai en ligne aucune page du dernier numéro d'*Informations ouvrières* car cela n'en vaut vraiment pas la peine. La plupart des infos sont déjà disponibles dans le site, voire bien davantage, avec des analyses en prime.

Histoires d'uniformes.

1- J'irai cracher sur vos tombes

- Le ministère de la Défense a annoncé jeudi que les cendres du général Marcel Bigeard seront transférées à l'Hôtel des Invalides, à Paris.

Baroudeur des guerres coloniales, Commandant du 6e bataillon de parachutistes coloniaux, il avait résisté jusqu'à la chute de Dien Biên Phủ en mai 1954. (lefigaro.fr 17.11)

Commentaire d'internaute

- "*Massacrer les colonisés, les exterminer, c'est "grandiose" n'est-ce pas? C'est quoi déjà "les crimes contre l'humanité" ?*

J'Irai Cracher sur vos Tombes est le premier livre publié par Boris Vian (qui s'en reconnaîtra officiellement l'auteur le 24 novembre 1948, devant un juge d'instruction) et sera un temps interdit à la vente après que son auteur ait été condamné pour outrage aux bonnes mœurs en 1950. (/www.polarnoir.f)

2- Tous des soldats du capital.

Le parti de la majorité présidentielle aimerait tester un retour de l'uniforme dans les écoles, rapporte le Figaro ce jeudi.

Ce port du «*vêtement commun*» aurait pour objectif de «*gommer les inégalités sociales*» et de renforcer «*un esprit d'appartenance*», selon l'UMP qui entend placer cette proposition parmi celles du «*pacte républicain et la nation*», base du prochain projet présidentiel. (sur 20minutes.fr 17.11)

Quel cynisme «*gommer les inégalités sociales*», alors que leur politique conduit à les amplifier ! Ils pourraient s'inspirer de l'uniforme de la légion étrangère en mémoire au général Marcel Bigeard !

Et le jour où éclatera la révolution, ils s'étonneront de son extrême violence...

L'idiot utile.

José Manuel Barroso mercredi devant le Parlement européen : «*Je trouve plutôt curieux que l'Europe, l'une des régions les plus riches du monde, puisse dépendre des économies émergentes et de pays bien plus pauvres que nous*» . (lefigaro.fr 17.11)

Réfléchissez un instant : comment s'est développé le capitalisme au XVIIIe et XIXe siècle ? Par le biais de la colonisation, pas de la Corse, de la Sicile, de l'île de Wight ou de la Crète...

Ce n'est pas à lui que je m'adresse, car ce qu'il voulait dire, c'est que les dirigeants européens doivent prendre leur courage à deux mains pour affronter directement leurs peuples, se donner les moyens de leur imposer la formidable régression sociale à laquelle adhère Barroso, sur le modèle de la Grèce et de l'Italie par exemple, ajoutons, provisoirement, car cela ne suffira pas...

Le FMI passe à l'offensive contre les peuples en Europe. L'impérialisme américain renforce sa main mise sur le FMI et fait appel à un "*initié*" pour mettre les Etats européens au pas

(Après la "démission" du directeur du département Europe du Fonds monétaire international, Antonio Borges.)

Cette décision a été saluée par les analystes qui y voient un changement clair de politique qui pourrait se traduire par une plus grande implication du FMI dans la gestion de la crise de la dette souveraine qui menace de faire plonger l'économie mondiale dans la récession.

Reza Moghadam "est vu comme un initié très crédible et puissant", indique Eswar Prasad, ancien responsable du FMI et haut responsable de Brookings Institution à Washington.

"Cela montre que le FMI a l'intention de jouer un rôle plus assuré en Europe et Reza Moghadam est quelqu'un qui est perçu comme étant capable de faire évoluer le Fonds vers une position plus offensive." (Reuters 17.11)

Parole d'internaute.

- "Si l'inflation rend le remboursement de votre crédit plus facile, dites-vous bien que l'autre revers de la médaille est que l'argent investi dans votre crédit ne vaut plus rien, donc que les déposants qui vous ont prêté l'argent via votre banque ont été spoliés.

Cela signifie aussi que l'épargne, y compris celle stockée dans les caisses de retraites complémentaires et dans les assurances-vie disparaîtra: des années de labeur de millions de personnes disparaîtraient pour permettre aux emprunteurs de rembourser plus facilement. Cela s'apparente, lorsque réalisé de façon délibérée, à du VOL." (lefigaro.fr 17.11)

Le capitalisme lui-même repose-t-il sur autre chose que le vol ? (Marx)

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

1.1- «L'absence de croissance a annulé les sacrifices» déjà accomplis par les Italiens ces dernières années, a déploré Mario Monti dans son premier discours devant le Sénat qui sera suivi dans la soirée d'un vote de confiance dont l'issue favorable est acquise.

(Vos sacrifices n'ont servi qu'à enrichir ceux pour lesquels on vous demande de faire nouveaux sacrifices, dit autrement et plus ouvertement : on s'est foutu de votre gueule ! Péché avoué... déjà pardonné ! Ajoutons : et on va continuer, si vous nous le permettez, merci d'avance... - note du site)

Mario Monti a toutefois promis le respect de «l'équité» dans la distribution des nouveaux «sacrifices» car «plus leur distribution sera équitable, plus ils seront acceptés».

(Il a le droit d'y croire et le prolétariat italien a le droit de refuser de nouveaux sacrifices. - note du site)

L'ex-commissaire européen a également annoncé qu'il s'attaquera à deux réformes structurelles réclamées par l'Union européenne et attendues par les marchés, celles des retraites et du marché du travail.

Le système des retraites italien est l'un des plus solides d'Europe mais il compte «d'amples disparités de traitement et des secteurs de privilèges injustifiés», tandis que les règles du marché du travail doivent être réformées pour éviter que certains salariés ne soient «excessivement protégés et d'autres privés de protections et d'assurance chômage», a-t-il souligné.

(Calez les retraites et la protection sociale sur les plus défavorisés, ainsi la misère sera mieux partagée pour que les riches profitent des économies réalisées, ainsi "l'équité" sera respectée. Ce ne sont pas les banquiers et les capitalistes qui bénéficient de privilèges extraordinaires qui seraient responsables de la situation actuelle, mais les exploités. Le mépris, c'est en prime ! - note du site)

Sur le plan fiscal, Mario Monti a souligné par ailleurs le besoin de réduire la pression fiscale sur le travail et de «réexaminer le poids des prélèvements sur la richesse immobilière».

(Abaisser le coût du travail, sans doute au nom de "l'équité" envers les travailleurs chinois, par exemple, leur référence en la matière. - note du site)

Dans ce cadre, l'absence de taxe foncière sur la résidence principale depuis son abolition par le gouvernement Berlusconi est une «anomalie» italienne, a-t-il dit.

(Donc réintroduction ou création d'une nouvelle taxe. - note du site)

(Ce n'est pas tout.)

Après l'adoption de deux plans d'austérité ces derniers mois en Italie, Mario Monti a souligné qu'afin de respecter l'objectif de l'équilibre budgétaire en 2013, le gouvernement évaluera «*dans les prochaines semaines la nécessité de nouvelles mesures de correction budgétaire*».

(Traduisons : de nouvelles coupes sombres dans les différents budgets sociaux de l'Etat, agrémentées sans doute de la hausse des taxes ou impôts déjà existant. Il est sûr de ne rien avoir oublié ? - note du site)

Mario Monti a finalement annoncé vouloir tenter de réconcilier les Italiens avec la politique et les institutions du pays, après une longue période marquée par une profonde division entre les «*pro-berlusconiens*» et les «*anti-berlusconiens*». (20minutes.fr 17.11)

En fait, ils avaient raison, le marché vont réussir là où les peuples ont échoué jusqu'à présent : unir toutes les couches exploitées de la société contre le capitalisme et l'Etat.

Vous aurez noté que dans son discours il n'a pas dit un mot sur les banques ou les institutions financières. Et pour cause, il s'agissait de faire oublier qu'elles portaient l'entière responsabilité de la situation actuelle pour la reporter sur ceux qui bénéficient de "*privilèges injustifiés*", les travailleurs.

1.2- Des milliers de personnes ont manifesté jeudi dans plusieurs villes italiennes pour protester contre "*le gouvernement des banquiers*" formé par Mario Monti pour éviter au pays de crouler sous son endettement.

A Milan, la capitale économique, les étudiants ont lancé des pétards pour tenter de briser le cordon de police les empêchant d'avancer vers l'université Bocconi, présidée par Mario Monti et devenue le symbole de son "*cabinet de techniciens*".

La police a répliqué à coups de matraques. Un journaliste a été blessé par un pétard.

Les étudiants ont aussi jeté des oeufs et de faux billets en dollars contre le bâtiment de la Fédération bancaire italienne. "*Nous ne voulons pas que les banquiers gouvernent*" ou "*Le gouvernement Monti n'est pas la solution*", criaient les manifestants.

A Turin, des affrontements ont eu lieu entre les forces de l'ordre et certains membres du cortège, fort de plusieurs milliers de personnes. Des anarchistes ont tenté de s'approcher du siège local de la Banque d'Italie.

D'autres manifestations ont eu lieu à Rome, Palerme et Bari. Les étudiants ont défilé devant les universités où certains ministres de Monti enseignaient, des sièges de banques et des centres des impôts.

A Rome, les slogans de quelque deux mille manifestants ironisaient sur le nom du nouveau ministre de l'éducation nationale, Francesco Profumo ("parfum" en italien), en dénonçant par avance "*un parfum d'austérité. Non au gouvernement des sacrifices*". Partis de l'université publique de La Sapienza, ils devaient rejoindre un cortège du syndicat minoritaire mais radical Cobas, dont le mot d'ordre de grève dans les transports publics, a coïncidé, par un hasard de calendrier, avec les manifestations estudiantines.

A Palerme, en Sicile, quelque cinq mille protestataires, le plus grand cortège jusqu'à présent, ont scandé des slogans contre l'ultralibéralisme qui domine, selon eux, en Europe. "*Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiciens et banquiers*", criaient-ils.

Le fait qu'aucun membre du gouvernement n'ait jamais été élu au suffrage universel pourrait rendre encore plus injustes, aux yeux de l'opinion publique, les mesures d'austérité promises aux Italiens. (Reuters et lemonde.fr 17.11)

2- Grèce

Les policiers chargés d'assurer la protection du Parlement grec ont tiré des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes jeudi pour disperser de jeunes émeutiers au moment où des milliers de personnes défilaient dans les rues d'Athènes dans le cadre d'une manifestation annuelle.

Les participants entendaient commémorer la répression sanglante du soulèvement étudiant de 1973 par la dictature militaire ayant dirigé la Grèce de 1967 à 1974.

Craignant que ce rendez-vous ne se transforme en manifestation anti-gouvernementale et ne débouche sur des violences à l'heure de la douloureuse cure d'austérité imposée au pays, quelque 7.000 policiers étaient chargés de surveiller le bon déroulement du défilé.

Selon la police, des dizaines d'individus masqués sont sortis de la foule des quelque 25.000 manifestants qui se dirigeaient vers l'ambassade des Etats-Unis et lancé des engins incendiaires sur les policiers anti-émeutes qui ont riposté à coups de gaz lacrymogènes. Les incidents ont brièvement interrompu le défilé. On ne faisait pas état d'arrestations ni de blessés dans l'immédiat.

Au total, 255 des 300 parlementaires ont voté en faveur de la nouvelle équipe formée par le Premier ministre par intérim nommé la semaine dernière à l'issue de laborieuses tractations avec les partis. Seuls 38 députés ont voté contre, les sept derniers élus étant absents.

Lucas Papadémos rencontrera lundi à Bruxelles de hauts responsables de l'Union européenne, avant de se rendre le lendemain au Luxembourg pour rencontrer le Premier ministre Jean-Claude Juncker, qui préside les réunions des ministres des Finances de la zone euro. (AP 17.11)

Bruxelles, Francfort et Luxembourg sont devenues le siège des gouvernements des Etats de l'UE.

255 des 300 parlementaires grecs ont adoubé le gouvernement fantoche concocté par la troïka, autrement dit il n'y a rien à attendre des institutions. Il ne s'agit pas de nos jours d'instaurer une République sur la base des classes sociales existantes dans la perspective de perpétuer la division de la société entre classe dominante et dominée, mais dans celle de leur extinction, ce qui ne peut se réaliser que sous la direction de la classe la plus nombreuse qui n'en exploite aucune autre : la classe ouvrière, celle qui rassemble l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels, du secteur privé et public, des villes et des campagnes.

3- Espagne

Le probable chef du futur gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a annoncé qu'il *'faudra faire des coupes partout'* sauf dans les retraites, afin de tenir la prévision de réduction du déficit budgétaire à 4,4 % du PIB en 2012, dans un entretien publié jeudi 17 novembre par le quotidien El Pais.

'Le plan de stabilité présenté à Bruxelles prévoit un engagement de déficit de 4,4 %. Ma volonté est de l'appliquer. Tout le monde doit savoir que pour mon gouvernement, la priorité sera de tenir les engagements de l'Espagne à Bruxelles', a affirmé le leader de l'opposition de droite.

Le Trésor espagnol a émis jeudi pour 3,563 milliards d'euros d'obligations à dix ans, à un taux d'intérêt qui a bondi à 6,975 %, très proche du seuil de 7 %, dans un climat de tension extrême sur les marchés. (lemonde.fr 17.11)

Pourquoi annonce-t-il qu'il procèdera à "des coupes partout" dès le lendemain des législatives, n'est-ce pas incohérent ?

Pas du tout, au contraire. Il peut tabler sur une forte abstention populaire dont les voix ne se porteront pas sur le PSOE. Assurer de l'emporter, il annonce la couleur avant les élections, en procédant ainsi, lorsque son parti sera au pouvoir, il pourra justifier sa politique ultra réactionnaire en affirmant qu'elle avait reçu un accueil favorable de la majorité des électeurs, peu importe que cela soit faux ou exagéré, le but de cette manoeuvre est de calmer à l'avance ceux qui voudront s'opposer à sa politique antisociale en avançant un argument qui pourrait les diviser et introduire le doute dans leur esprit, pour entamer leur détermination, ce qui lui laissera les mains libres pour agir pendant ce temps-là. C'est en tout cas le calcul qu'il a fait, rien ne dit maintenant que les choses se passeront ainsi...

Hier et avant-hier, aux infos du soir sur TV5Monde Asie, j'ai vu qu'il y avait eu des manifestations en Espagne, notamment du personnel de santé, rien dans les dépêches ou articles d'agences de presse ou des médias.

République Tchèque

Quelque 2.000 Tchèques se sont rassemblés jeudi place Wenceslas, en plein coeur de Prague, pour dénoncer, à l'occasion du 22e anniversaire de la *"révolution de velours"*, les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement.

Partisans de modestes mouvements d'extrême gauche et syndicalistes ont manifesté aux côtés de figures du Parti social démocrate, principale formation de l'opposition qui est en tête des intentions de vote.

Certains agitaient des drapeaux soviétiques et d'autres portaient des T-shirts à l'effigie de Che Guevara. "Le 17 novembre 1989 a été une grande duperie et une trahison du peuple de Tchécoslovaquie", pouvait-on lire sur une banderole. (Reuters 17.11)

Suisse

Le magazine L'Hebdo de Lausanne vient d'accorder deux pages à l'"*indigné historique*", tandis que Le Matin Dimanche, le plus gros tirage de la presse francophone de Suisse, lui offre, à une semaine d'intervalle, deux très longues interviewes, reprenant en titre l'une des déclarations-chocs de Jean Ziegler : "*Les grands banquiers devraient être traduits devant un tribunal.*" Un véritable concert de louanges accompagne dans la Confédération la sortie du dernier livre de l'ancien professeur de sociologie et ancien député socialiste, Destruction massive. Géopolitique de la faim (Le Seuil).

Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation de 2000 à 2008, le Suisse Jean Ziegler considère que la faim dans le monde, qui tue toutes les cinq secondes un enfant de moins de dix ans, "*tient du crime organisé*". Il s'en prend aux grands "*prédateurs du capitalisme financier globalisé*" et à leurs complices, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, que le sociologue baptise "*les trois cavaliers de l'apocalypse de la faim organisée*". Destruction massive arrivait la semaine dernière en deuxième position des livres les plus vendus, tous rayons confondus.

Jean Ziegler n'a jamais été à pareille fête dans son pays. Depuis la parution, en 1976, de Une Suisse au-dessus de tout soupçon, présentant la Confédération comme le receleur du crime organisé et de l'argent des dictateurs et des trafiquants, il était la bête noire des bien-pensants. En 1997, lorsqu'il ose dénoncer la complicité des banquiers suisses vis-à-vis du régime nazi, cette haine atteint son paroxysme. Des personnalités déposent une plainte contre lui pour "*trahison et atteinte à l'indépendance et à la sécurité de la Suisse*". En Suisse alémanique, on évoque un "amalgame infâme", on moque "son incontinence verbale". Le quotidien Der Bund dénonce "*une insupportable fatuité*".

Felix Auer, ancien journaliste et ancien député, publie un ouvrage au titre éloquent : Jean Ziegler ou l'histoire falsifiée. En Suisse francophone, L'Hebdo tire à boulets rouges sur le polémiste. "*Peut-on encore croire Jean Ziegler ?*" s'interroge le magazine. Selon lui, le député socialiste n'aurait connu que des échecs. La preuve ? Jean Ziegler pourfend le secret bancaire. Or celui-ci existe toujours... Coup de pied de l'âne, L'Hebdo trouve que son livre La Suisse, l'or et les morts, paru en 1997, est bien écrit car "*ce n'est pas lui qui l'a écrit*"...

Attablé Aux Cheminots, un café populaire de Genève, Jean Ziegler, 77 ans, prend ce retour en grâce avec humour. "*Les banquiers suisses s'adaptent. Pendant des décennies, ils ont tenté de me faire passer pour un fou, un menteur. Mais, avec la crise, ils se rendent compte que les Suisses sont de plus en plus nombreux à me croire. Alors, d'hypocrites, les banquiers sont devenus cyniques. Mais rien n'a changé. La Suisse et toujours le receleur du monde. Et, au parlement suisse, pas une décision n'est prise sans l'aval des banquiers*", constate l'ancien professeur à l'université de Genève. (lepoint.fr 17.11)

Le problème de Ziegler, c'est qu'il n'a jamais réussi à franchir le dernier pas et à rompre avec le capital. Ses analyses et ses prises de position ne manquent pas d'intérêt, mais quand il en arrive à la conclusion, il se jette dans les bras de l'ONU, selon lui la seule instance capable de remettre de l'ordre dans un monde livré au chaos et à la barbarie, alors que l'ONU n'a cessé de couvrir tous les crimes commis dans le monde contre les peuples par l'ensemble des Etats qui justement composent cette institution.

On ne peut pas lui reprocher un manque de rigueur dans ses analyses, en revanche on lui reprochera de ne pas être capable de concevoir que la société et le monde n'ont pas toujours été divisés en classes et que l'Etat n'a pas toujours existé. Facteur qu'il faut avoir présent à l'esprit pour comprendre que le développement des forces productives dans le cadre du développement historique du capitalisme ne peut conduire (de nos jours) qu'à une dictature de l'oligarchie financière à l'échelle mondiale et à la paupérisation d'une masse toujours plus importante de la population qui en est le pendant. Et que dans ces conditions, le seul moyen d'empêcher que ce terrible scénario ne se réalise et que la civilisation ou les progrès qu'elle a réalisés au cours des siècles passés ne soient réduits à néant, repose sur la détermination des exploités de refuser cette régression sociale et politique et d'être réduits en esclavage, sur la capacité des masses laborieuses à s'unir et à prendre leur destin en mains, à renverser le pouvoir de l'aristocratie financière par une révolution, à prendre la direction de l'ensemble de l'économie, afin de réorganiser la production et la société en fonction des besoins et aspirations de la population, pour enfin pouvoir les satisfaire et assurer le bien-être et l'épanouissement de chacun, tandis que la paix et l'harmonie règneront entre tous les peuples...

Quand on y réfléchit un peu, on constate que l'incapacité des intellectuels de concevoir que le système capitalisme pourrait avoir une fin, repose sur leur ignorance du développement de la civilisation humaine depuis le néolithique, des rapports sociaux qui s'étaient développés avant que les classes et l'Etat ne fassent leur apparition, pour ne conserver que ceux qui ont existés par la suite, sans même étudier la place des différentes classes tout au long du développement des forces productives et les différents modes de production qui allaient se succéder, au fur et à mesure qu'elles allaient se développer. Du coup, ils ne perçoivent pas que le système capitaliste correspond à la fin d'un cycle historique où pour la première fois dans l'histoire de l'humanité la classe dominée qui aspire à prendre le pouvoir ou la place de la classe dominante, n'a pas engendré et ne peut pas engendrer une nouvelle classe qu'elle exploiterait et opprimerait à son tour, comme ce fut toujours le cas dans le passé.

On pourrait ajouter que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le niveau atteint par le développement des

forces productives permet de satisfaire les besoins de l'ensemble de l'humanité, précisons, sans asservir aucun peuple.

L'actualité et la légitimité du marxisme, du socialisme scientifique, repose sur la prise en compte de ces faits établis, incontestables et dont chacun peut vérifier la véracité.

Economie

1- UE

1.1- Division, tension, tour de passe-passe...

Le débat sur le rôle de la Banque centrale européenne repart-il de plus belle. La France avait accepté, au G20 de Cannes, de mettre en sourdine sa demande que la BCE puisse, de façon permanente, acheter la dette des membres de la zone euro les plus en difficulté, pour faire baisser leurs taux d'emprunt. Il lui «*suffirait*» pour cela de faire tourner la planche à billets - au risque de l'inflation.

Réponse du président de la Bundesbank, Jens Weidmann, qui est farouchement opposé à toute intervention plus poussée de la BCE, notamment pour aider l'Italie. «*L'utilisation de la politique monétaire à des fins de politique budgétaire doit prendre fin*».

Bruxelles et les grandes capitales européennes envisagent d'autres solutions. Pour satisfaire Paris sans défier Berlin, une option à l'étude serait que la BCE prête en urgence au FMI afin qu'il finance à son tour le fonds de sauvetage européen. Une façon de résoudre la quadrature du cercle : le FESF disposerait, indirectement, des ressources en principe illimitées de la Banque centrale, et celle-ci participerait massivement à la défense de l'euro sans violer ouvertement un statut qui lui interdit de financer les déficits nationaux. Reste à convaincre non seulement Angela Merkel mais aussi la sourcilleuse Cour constitutionnelle allemande. (lefigaro.fr 17.11)

Un "viol" consenti en somme, parce qu'à défaut de pouvoir y résister ou y échapper, un viol ne serait plus tout à fait un viol ! Affolant leur notion du droit, mais pas si étonnant que cela. A ce compte-là, il est possible de tout justifier une fois requalifié, même le pire crime, si la victime n'a pas pu l'empêcher, c'est que quelque part elle ne le voulait pas vraiment, du coup ce n'est plus tout à fait un crime et le tour est joué. Comment justifient-ils le capitalisme basé sur une injustice ? Exactement de la même manière.

Quand ils disent "ressources en principe illimitées de la Banque centrale", cela porte un nom : la planche à billets !

Leur modèle c'est la Fed, mais là où cela ne fonctionne pas, c'est que la Fed est constituée de banques privées donc indépendantes de l'Etat, alors que la BCE est constituée à partir des banques centrales des différents Etats de l'UE, la Banque de France pour ce qui est de la France. Bien qu'indépendante, lorsque la BCE prend une décision elle engage les Etats de l'UE sur le plan politique qui doivent rendre des comptes à leurs peuples, alors que lorsque la Fed prend une décision, elle n'a de compte à rendre à personne, elle n'a pas les mêmes contraintes puisque la totalité des institutions sont à sa botte.

En Europe, ce sont des Etats, des institutions politiques qui gouvernent dans chaque pays, aux Etats-Unis, c'est une banque ou un cartel de banques, la Fed qui dicte la politique que les institutions de l'Etat doivent appliquer. Le candidat qui l'emporte à la présidentielle correspond à celui qui était le mieux placé dans un contexte précis pour appliquer la politique définie par la Fed.

1.2- C'est la faute à Darwin !

L'euro est un projet "darwinien" au sein duquel ne peuvent survivre que les pays les plus forts et ses membres ayant une note "triple A" doivent se voir donner une voix prépondérante face aux autres, a estimé jeudi le ministre finlandais des Affaires européennes, Alexander Stubb.

Ces déclarations interviennent alors qu'après la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie, c'est maintenant au tour des pays du coeur de la zone euro d'être placés sous une intense pression des marchés, laissant planer le doute sur le futur de la monnaie unique.

"Pour moi, l'euro est un système darwinien. C'est la survie du plus fort et les marchés se chargent de cela et je pense que c'est le meilleur moyen de maintenir la pression", a dit Alexander Stubb lors d'une interview à Reuters.

"Vous pouvez toujours parler d'un noyau dur politique mais pour être honnête, c'est du vent. Le vrai noyau dur c'est celui formé par les pays qui ont une note triple A et font partie de l'euro (...) Je pense que ces pays devraient, sans aller jusqu'à dicter les règles, tout du moins avoir une voix prépondérante", a-t-il ajouté.

"Je ne dis pas que les marchés sont parfaits mais je dis que nous avons besoin d'une combinaison de règles de marchés et de

règles politiques", a encore fait valoir l'ancien ministre finlandais des Affaires étrangères et spécialiste des questions liées à la construction européenne et à la création de l'euro.

Interrogé sur la forme juridique que pourrait prendre cette euro zone recentrée sur ses membres les plus solides, il a jugé que le meilleur moyen d'y parvenir était d'avoir recours à une "*coopération renforcée*" - c'est à dire la possibilité offerte par le traité de Lisbonne à quelques Etats membres d'avancer dans l'intégration sans attendre le feu vert des Vingt-Sept.

Cette possibilité, déjà évoquée par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel dans les coulisses des sommets européens de juillet et octobre, permettrait d'éviter de plonger l'Union européenne dans une longue introspection sur son futur, qui plus est soumise à la ratification de chacun des Etats membres, estime-t-il.

"Les deux critères en seraient être un pays triple A et respecter les critères de l'Union économique et monétaire. Et si nous ne pouvons pas réunir neuf pays (le minimum requis pour cette coopération renforcée, ndlr), alors il doit y avoir un programme clair pour les pays ne remplissant pas les critères sur la manière dont ils y parviendront", dit-il. (Reuters 17.11)

Du vent, il revient au point de départ ! Si c'est du vent, alors pourquoi reproduire ce genre d'articles ? Pour montrer qu'ils sont dans une impasse. Il ne suffit pas d'affirmer quelque chose, il faut le prouver, le montrer ou le démontrer. Ici on a rompu avec cette pratique détestable qui consistait à affirmer n'importe quoi étayé sur aucun fait, en guise de vérité de préférence.

2- Etats-Unis

2.1- En une journée, la dette publique américaine a grossi de 55,8 milliards de dollars. Résultat, mardi, elle atteignait 15.033,6 milliards de dollars (soit 48.000 dollars par Américain - ndlr), selon le département du Trésor américain. Elle correspond désormais à 99% du PIB prévu par la Maison Blanche pour l'ensemble de l'année 2011.

Cette dette avait franchi à la hausse le cap des 10.000 milliards de dollars en septembre 2008. Depuis cette date, les États-Unis accumulent 1000 milliards de dette supplémentaire tous les sept mois et demi en moyenne.

Pessimiste, le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, dans son dernier «Moniteur des finances publiques» daté de septembre, que la dette publique des États-unis allait atteindre 100% du PIB à la fin de l'année, 105% en 2012, et continuer de progresser jusqu'à 115% en 2016. (lefigaro.fr 17.11)

A ce rythme-là, à raison de 5.000 milliards supplémentaires tous les trois ans, soit une augmentation de 50%, elle dépassera allègrement les 115% en 2016 et sera plus proche des 200%.

Commentaire d'un internaute

- "*Cet article remet en lumière que les plus grosses montagnes de dettes sont celles des USA , du Japon et de la G-B. Pour les USA il faudrait ajouter que les dettes privées (entreprises , ménages, banques) sont d'environ 30.000 M : 300% du PIB pour la dette globale des Américains (230% pour les Japonais). Si le dollar n'avait pas le rôle de devise mondiale , les taux des obligations flamberaient et la faillite serait déclarée en quelques mois. L'origine de la crise est aux USA et non chez les salariés de Grèce ou d'ailleurs.*"

2.2- Si la crise de la dette de la zone euro n'est pas résolue à temps et de manière adéquate, la perspective de crédit des banques américaines risque de se dégrader, estime Fitch mercredi.

"Les banques américaines ont une exposition directe aux marchés européens en difficulté (Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne) qui est gérable", observe l'agence de notation. *"Mais en cas de nouvelle contagion, un risque sérieux se poserait"*, ajoute-t-elle.

"Notre souci, c'est le risque de contrepartie, l'impact de l'Europe sur la croissance économique mondiale et la manière dont cela pèse sur la reprise économique des Etats-Unis", explique Joseph Scott, l'un des analystes ayant rédigé le rapport de Fitch.

Les analystes ne voient pas les problèmes se résoudre avant un an, voire plus, et ne risquent pas a priori d'adapter leur perspective sur le secteur rapidement. *"Ça aura un résultat incertain et prolongé"*, a ajouté Scott.

Enfin, si l'exposition nette des banques américaines apparaît gérable, c'est au niveau de l'efficacité des couvertures par le biais des CDS que les analystes se posent des questions. (Reuters 17.11)

Haut de page ↗

Le 19 novembre

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps de terminer la causerie que j'avais commencé au brouillon le 17, ce sera pour demain.

Une question tabou

Question : Sarkozy a annoncé la création d'un "Haut Conseil au financement de la protection sociale" qui associera les "partenaires sociaux" : dès lors n'est-il pas du devoir des partis se réclamant de la classe ouvrière d'engager immédiatement le combat pour empêcher les dirigeants syndicaux corrompus d'y participer ?

Arrêtez de nous mener en bateau !

S'en tenir à des revendications économique sans fixer au prolétariat, au mouvement ouvrier, syndicats et partis compris, pour objectif le renversement du capitalisme, c'est leur interdire de trouver une issue à la crise du capitalisme, c'est servir le régime en place au moment où, non seulement il témoigne de sa détermination à ne rien céder, il accroît son offensive contre la classe ouvrière.

Soutenir le régime, c'est la signification du communiqué adoptée hier par l'intersyndicale jaune, à l'exception de FO qui a refusé de le signer, sous prétexte que la journée d'action du 13 décembre prochain n'était pas assortie d'un appel à la grève, comme si une grève de 24h pouvait changer quelque chose, bref, sans pour autant adopter la perspective que j'ai exposée au paragraphe précédent.

Quant aux partis ouvriers, sachant que l'issue à la crise du capitalisme se situe sur le terrain politique, refuser de proposer des objectifs politiques aux travailleurs et militants revient à les laisser désarmés politiquement, donc à servir les intérêts du régime en place.

Vous avez sans doute encore en mémoire les mots d'ordre faussement radicaux, du style : il faut interdire les licenciements, mot d'ordre qui avait laissé "*perplexe*" plus d'un travailleur de l'aveu même de ses auteurs si vous vous souvenez, il faut stopper la contre-réforme des retraites, comme si c'était possible sans chasser Sarkozy et son gouvernement et sans renverser les institutions, ils n'ont tiré aucune leçon de cette expérience, ce qui saute aux yeux et est complètement aberrant, c'est qu'ils ne tiennent pas compte que les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes ont évolué depuis 30 ans, ainsi que le capitalisme à l'échelle mondiale, pour adopter finalement la même stratégie dans une situation qui a radicalement changé. Le POI en rajoute une couche aujourd'hui : "*unité pour les arrêter, unité pour le retrait immédiat des plans d'austérité !*" (IO n°175), ben voyons, personne n'y croit à part le POI, peu importe, ils s'en foutent, ils persistent et signent...

A l'opposé de ces furieux opportunistes, les travailleurs sentent bien ou ils ont bien compris que ce n'était pas une simple mobilisation ou une manifestation qui fera céder le gouvernement Sarkozy-Fillon, qu'il en faudra plus cette fois-ci, en même temps les choses sont complexes. Bien qu'ils rejettent massivement les plans d'austérité du gouvernement, ils ne savent pas vers quel parti se tourner, ils n'ont confiance dans aucun parti ouvrier puisqu'au cours des dernières décennies qui se sont écoulées, pas un n'est parvenu à s'ancrer profondément au sein des différentes couches d'exploités.

Ces différentes couches témoignent de l'hétérogénéité du prolétariat, elles ne sont pas toutes logées à la même enseigne, certaines s'en tirent mieux que d'autres, tandis que certaines sont au bord de l'asphyxie, du désespoir, elles connaissent des conditions insupportables au quotidien, d'autres encore voient leur niveau de vie se dégrader à une vitesse affolante, ce qu'elles n'auraient jamais imaginé il y a peu encore, le point commun entre elles, c'est qu'aucune ne peut envisager une amélioration de son sort dans les mois ou les années à venir, donc aucune n'a intérêt au maintien du régime actuel, encore moins à le soutenir, dès lors on peut en déduire que des centaines de milliers de travailleurs et jeunes sont dors et déjà prêts à en découdre avec ce régime honni, cherche la voie pour l'affronter, cherche une voie pour en finir avec ce régime synonyme de régression social à l'infini.

Ces travailleurs et jeunes, qui sont sourds aux appels à la patience et aux sacrifices du gouvernement, tournent ainsi le dos aux besoins des capitalistes qu'exprime la politique réactionnaire du gouvernement, on peut avancer qu'ils sont sur le point de rompre avec le capitalisme... Cela démontre que ces travailleurs pourraient se saisir d'une politique résolument tournée contre les institutions et le capitalisme pour peu qu'on ose leur proposer sérieusement, elle est la réponse pratique aux questions qu'ils se posent, à l'issue politique qu'ils recherchent désespérément, sur cet axe-là il est possible de construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Les travailleurs savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ils ne savent pas encore ce qu'ils veulent vraiment, car pour le savoir il faudrait qu'ils se tournent vers le socialisme, la seule alternative possible au capitalisme.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, il a été question de la privatisation des coiffeurs et barbiers à Cuba. Le journaliste donna la parole à l'un d'entre eux qui s'est dit enfin "*libéré*" de la contrainte de l'Etat... Je me suis dit que ce n'était pas possible d'entendre un truc pareil, et j'ai immédiatement pensé (en colère !) à nos chers partis en France qui refusent obstinément d'expliquer aux travailleurs ce que serait leur vie sous un régime avançant sur la voie du socialisme. Vous êtes coiffeur, vos journées sont longues, vos conditions de travail sont difficiles, vous voudriez investir dans du matériel plus productif et réaménager ou rénover votre salon mais l'argent vous manque, vous êtes déjà endetté, votre revenu est maigre ou vous permet tout juste de survivre, etc.

Vous êtes coiffeur, vous remplissez une fonction sociale dans la société au service de la population, cela mérite le respect. Sous un régime socialiste, si vous le souhaitez, un contrat pourrait être établi entre l'Etat et vous stipulant que : l'Etat vous garantirait un salaire minimum de 2 000 euros net pas mois ou plus en fonction de la taille et l'emplacement de votre salon, de votre clientèle, sur la base d'un temps de travail n'excédant pas celui d'un ouvrier (25 à 30 heures par semaine ?), l'Etat vous aiderait à moderniser votre outil de travail en vous permettant d'accéder au crédit gratuitement, vous demeureriez propriétaire de votre fond de commerce, et le jour où vous voudriez le revendre l'Etat disposerait d'un droit de préemption pour l'acquérir au prix du marché, ainsi vous pourriez exercer votre profession et satisfaire les besoins de la population dans les meilleures conditions qui soient, tout le monde y trouverait son compte...

On pourrait imaginer une disposition similaire (à compléter) pour tous les commerçants et artisans, toutes les professions intermédiaires ou dites libérales, ainsi que les petites entreprises, les agriculteurs et les éleveurs, les pêcheurs, etc, dans la mesure où ce serait possible, en mettant en commun au sein de coopératives machines et outillages onéreux, mettre en place une centrale d'achat, l'objectif étant que chacun puisse exercer la profession de son choix et vivre décemment de son travail, les syndicats des différents secteurs d'activité se chargeant de l'organisation, etc.

Pourquoi aucun parti n'est-il capable de préparer une telle brochure ? C'est apparemment plus important de cavalier après des élus pour des signatures (NPA) ou préparer des délégations (POI) chez Sarkozy et au Sénat, bref, perdre son temps.

Parole d'internaute.

- "*La France serait seule si elle sortait de l'Europe ? Mais savez-vous que*

La France est membre du G8, Groupe des pays les plus industrialisés.

La France est membre de l'OCDE Organisation de Coopération et de développement économique.

La France est membre du Conseil de l'Europe (dans lequel siègent entre autres la Russie, la Norvège et la Suisse, en incise, c'est la Suisse qui a révélé le scandale des prisonniers américains en Europe, l'UE n'a rien fait - l'Amérique est un puissant pays...).

La France est membre de la FAO, de l'OMC, d'INTERPOLE, du FMI, de la BERD, de la Commission du Pacifique Sud, de la Commission de l'Océan Indien, du Traité de l'Antarctique, de l'Organisation Internationale du Travail, de l'ASEM, de l'UNESCO, de l'OMS, de l'OACI, de l'UPU, de l'UIT, de l'OMI (organisation maritime internationale), de l'OMPI (propriété Intellectuelle), de l'ONUDI, du FIDA, de l'AIEA, , etc., etc.

La France possède le deuxième réseau diplomatique du monde après celui des Etats-Unis : 156 ambassades, 26 représentations, 98 postes consulaires, soit une ambassade ou un consulat dans 250 villes au monde situées dans 166 états.

Enfin, La France est membre permanent avec droit de veto du conseil des Nations Unies.

Et vous dites que la France serait seule, Monsieur, mais vous plaisantez, ou vous ne connaissez rien à votre pays. Réfléchissez avant de parler."

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

1.1- Division, tension. Chacun pour soi.

La rencontre de la chancelière allemande Angela Merkel avec le premier ministre britannique Cameron, loin de marquer un rapprochement, a acté les différences entre les deux pays sur les contours de l'Europe. Malgré les déclarations cordiales des

deux chefs de gouvernement, les divergences sur la question du sauvetage de l'euro continuent. «*L'Allemagne a ses intérêts, la Grande-Bretagne a les siens*», a reconnu David Cameron à l'issue de la rencontre.

Les points d'achoppement sont toujours là et aucune solution n'est en vue, a concédé la chancelière. La Grande-Bretagne refuse toujours l'idée d'une taxe sur les transactions financières, soutenue par Paris et Berlin, au motif qu'elle handicaperait gravement la City londonienne. Sur la question d'une plus grande implication de la Banque centrale européenne pour résoudre la crise de l'euro, que promet Londres, la chancelière allemande s'est montrée inflexible. Berlin refuse en effet l'idée que la BCE intervienne plus sur les marchés.

Quelques heures plus tôt le ministre japonais des Finances avait appelé l'Allemagne à conduire l'Europe pour créer un "*pare-feu*" contre la contagion. "*Il est important que l'Allemagne joue un rôle central dans la création d'un plan de financement solide*", a expliqué Jun Azumi. Le Japon, l'un des principaux créanciers internationaux avec la Chine, s'inquiète pour ses avoirs en euros, et de l'impact des difficultés européennes sur la conjoncture mondiale.

Les derniers développements sur les marchés ont tout pour inquiéter les Européens et leurs partenaires. Vendredi matin l'écart entre les taux des obligations à 10 ans de l'Allemagne et de l'Espagne vendredi matin a atteint un nouveau record depuis la création de la zone euro.

Même les pays les plus solides de la zone euro, comme la Finlande, l'Autriche, les Pays-Bas ou la France sont désormais touchés par la hausse des taux.

La crainte se répand que les mesures d'austérité imposées aux pays européens ne finissent par plonger toute l'Europe, Allemagne incluse, dans la récession. (lefigaro.fr et liberation.fr 18.11)

Non, sans blague !

1.2- Bruits de "**bottes**" ?

Au cours d'une réunion de la CDU à Leipzig, le chef du groupe parlementaire de Merkel, Volker Kauder, a déclaré sous les applaudissements des délégués que l'Allemagne n'accepterait pas de voir la Grande-Bretagne "*défendre ses seuls intérêts*" et avant tout ceux des financiers de la City.

Il ajoutait triomphalement que "*l'Europe parle d'un seul coup allemand*", allusion à l'acceptation de plus en large d'une rigueur budgétaire à l'allemande au sein de l'UE.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a dit pour sa part que l'ensemble de l'Europe finirait par adopter la monnaie unique et que cela "*pourrait arriver plus vite que certains ne le croient dans les îles Britanniques*".

Pareils commentaires ont provoqué de fortes réactions dans la presse britannique.

"*Nous n'avons plus à craindre les bottes militaires, mais nous avons tout à craindre des bottes autoritaires allemandes*", écrit le Daily Mail. "*L'Allemagne prend l'initiative (...) comme elle ne l'osait plus depuis la Seconde Guerre mondiale.*"

Le journal allemand au plus fort tirage, Bild, a répliqué le matin même de la venue de David Cameron à Berlin: "*Que fait encore l'Angleterre dans l'UE ?*" (Reuters 18.11)

2- France

François Hollande envisage un effort de 50 milliards d'euros de redressement budgétaire supplémentaire sur 2012 et 2013 pour réduire le déficit public à 3%, a dit à Reuters une conseillère du candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Deux tiers viendraient de mesures fiscales, dont l'annulation du "*paquet fiscal*" de 2007, et un tiers d'économies, la répartition définitive pouvant aller jusqu'à moitié-moitié, a précisé l'économiste Karine Berger.

"*On parle de 50 milliards*", a-t-elle déclaré. "*On est un peu tôt dans la campagne pour donner des éléments précis mais notre ligne est qu'il faut évidemment continuer un contrôle des dépenses extrêmement strict.*"

L'accent sera mis sur le redressement des comptes de santé, avec un objectif de progression des dépenses d'assurance maladie nettement inférieur au 2,5% par an désormais prévu par le gouvernement, en mettant notamment les consultations médicales à contribution.

"La France est attendue sur une parole très forte et très claire de rétablissement des finances publiques", a ajouté l'économiste. "On fera tout pour conserver la note 'triple A' et si, par malheur, on devait la perdre, on s'engage à tout faire pour la rétablir", a-t-elle ajouté.

Pour ramener le déficit à 3%, l'évolution des dépenses sera fortement contrainte. Le nombre de fonctionnaires n'augmentera pas, les 60.000 emplois supplémentaires prévus dans l'Education nationale étant compensés par des départs en retraite ailleurs.

Michel Sapin, en charge du programme présidentiel de François Hollande, disait dans un récent entretien à Reuters "Lorsque la gauche arrivera au pouvoir, ce ne sera pas pour donner pendant deux ans pour ensuite reprendre pendant trois ans". "Cela peut être l'inverse : être extrêmement sérieux pendant deux ans pour pouvoir distribuer un peu plus pendant les trois ans qui suivront." (Reuters 18.11)

C'est comme vouloir faire croire qu'après la hausse des prix des loyers, de l'essence, etc. ils pourraient redescendre...

Hollande surenchère, il veut être le meilleur élève de la classe... au service des marchés financiers et des capitalistes.

J'ai expliqué hier pourquoi Hollande et Sarkozy annoncent ouvertement qu'ils vont amplifier l'offensive contre la classe ouvrière après les élections, parce qu'ils savent qu'aucun parti ne peut leur ravir le pouvoir...

La vérité, c'est que le PS et le PCF n'ont jamais constitué une opposition au régime, encore moins aujourd'hui qu'hier, et c'est seulement aujourd'hui qu'on commence à s'en apercevoir, pas tout le monde...

3- Grèce

Sur le plan de la rigueur, la Grèce veut resserrer sa ceinture d'un cran supplémentaire en 2012. Le gouvernement du nouveau premier ministre, Lucas Papadémos, a revu à la baisse son objectif de déficit pour l'année prochaine, à 5,4% du produit intérieur brut (PIB), après 9% en 2011. L'avant-projet de budget visait initialement une différence entre recettes et dépenses de 6,8%.

D'autre part, le nouveau projet de budget prévoit que la Grèce fera face à une récession pire que prévu auparavant, de 2,8% contre 2,5% d'abord calculé. Cela signifie moins de recettes fiscales que prévu, et donc plus de rigueur à venir. En 2011, l'activité a reculé de 5,5%, alors que le FMI tablait en décembre 2010 sur une baisse de l'activité de seulement 3%.

D'autre part, même si le projet de budget est présenté comme très rigoureux, des doutes peuvent subsister sur sa future mise en oeuvre. L'exécution du budget 2011 a ainsi dérapé et l'objectif initial d'un déficit de 7,6% a dû être revu à la hausse à 9%. Et encore : à en croire les chiffres du rapport des finances publiques grecques du mois d'octobre, il faut s'attendre à un déficit de 9,2% à la fin de l'année, selon les calculs des économistes de Barclays Capital.

Certes, la récession est plus grave que prévue et explique des recettes inférieures aux prévisions, reconnaissent ces analystes. Mais la pente des dépenses est inquiétante, ajoutent-ils : depuis le début de l'année, et malgré toutes les mesures annoncées, le niveau de la dépenses publique n'a quasiment pas bougé. (lefigaro.fr 18.11)

4- Egypte

«Ed wahda», «une seule main». Repris par des centaines de milliers de voix, le grand slogan de la révolution égyptienne a de nouveau résonné, vendredi, au-dessus de la place Tahrir. Mais s'il était précédé, à l'époque du soulèvement contre Hosni Moubarak, des inséparables «l'armée et le peuple», c'est désormais la junte militaire au pouvoir qui fait l'unanimité contre elle. «Le peuple veut la chute du régime !», ont crié les manifestants en réclamant le départ du Conseil suprême des forces armées (CSFA). Cible de leurs récriminations, le chef de ce concile occulte, le mouchir (maréchal) Mohammed Tantawi, ancien ministre de la Défense de Moubarak, est accusé d'avoir trahi la révolution en refusant l'adoption de réformes démocratiques et en retardant la restitution du pouvoir aux civils.

«Les généraux veulent désigner eux-mêmes 80 % des membres de la Constituante, ils veulent que le budget de l'armée reste secret, que son indépendance du pouvoir et de la justice civile soit inscrite dans la Constitution et qu'elle en soit la "protectrice", ce qui lui fournirait un prétexte pour se mêler à tout instant des affaires politiques. Tout cela est inacceptable», explique Khaled el-Saïd, candidat de la Coalition de la jeunesse révolutionnaire aux législatives. (lefigaro.fr 18.11)

5- Pologne

Le nouveau gouvernement polonais s'est engagé vendredi à ramener le déficit budgétaire au-dessous de la limite des 3% du PIB l'an prochain conformément aux règles de l'Union européenne, et à 1% d'ici à 2015.

Le gouvernement compte en outre relever par étapes l'âge de départ à la retraite à 67 ans et abandonner peu à peu les privilèges accordés sur ce plan aux agriculteurs, aux mineurs, aux policiers et à d'autres groupes professionnels.

Donald Tusk a également dit que la Pologne ne se laisserait pas écartier des décisions de nature à affecter l'avenir de la zone euro, dans laquelle elle espère entrer ultérieurement.

"Le véritable dilemme est de savoir comment nous tenir au centre de l'Europe sans nous retrouver en marge ou à l'extérieur de l'Europe à cause de la crise, a-t-il dit. Mon gouvernement a l'intention d'agir pour assurer à la Pologne la plus forte position possible au centre de l'Europe."

Le nouveau gouvernement, qui a prêté serment vendredi en présence du président Bronislaw Komorowski, doit faire l'objet d'un vote de confiance samedi au parlement. (Reuters 18.11)

6- Birmanie. Les coulisses d'un "**revirement**"... orchestré par l'impérialisme américain.

La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton se rendra en Birmanie le mois prochain, pour la première visite d'un chef de la diplomatie américaine en 50 ans, a annoncé, vendredi, Barack Obama, disant voir "*des lueurs de progrès*" dans le pays.

"La nuit dernière, j'ai parlé directement à Aung San Suu Kyi et obtenu la confirmation qu'elle soutenait l'engagement américain en vue de faire avancer le processus", a déclaré Barack Obama à la presse, en marge d'une visite sur l'île indonésienne de Bali, où il doit participer à un sommet asiatique. *"Après des années et des années de noirceur, nous voyons depuis plusieurs semaines des lueurs de progrès"* dans les réformes birmanes, a-t-il ajouté, soulignant des "*mesures importantes*" prises par le président birman Thein Sein, que Barack Obama côtoiera samedi lors du Sommet de l'Asie orientale (EAS), auquel les États-Unis participent officiellement pour la première fois.

"Bien entendu, il reste beaucoup à faire. Nous restons inquiets eu égard au système politique fermé, au traitement des minorités, à la détention des prisonniers politiques et aux relations avec la Corée du Nord", a cependant averti Barack Obama. *"Mais nous voulons saisir ce qui pourrait être une occasion historique de progrès en établissant clairement que, si la Birmanie continue sur la voie de la démocratie, elle peut forger une nouvelle relation avec les États-Unis"*, a-t-il dit. La visite d'Hillary Clinton aura pour but "*d'explorer les possibilités pour les États-Unis de doter (la Birmanie) des capacités de mettre en oeuvre une transition positive*", a-t-il expliqué. Les États-Unis continuent à imposer des sanctions au régime birman.

"Cette possibilité dépendra d'actions concrètes supplémentaires par le gouvernement birman. Si la Birmanie ne suit pas le chemin de la réforme, elle continuera à subir sanctions et isolement", a-t-il souligné. Le déplacement d'Hillary Clinton devrait consacrer le retour de la Birmanie sur la scène diplomatique internationale. (lepoint.fr 18.11)

Social

France

Syndicat

1- Sarkozy, Parisot, Draghi : profitez-en, la voie est libre !

L'intersyndicale a appelé vendredi 18 novembre à une '*journée nationale de mobilisation interprofessionnelle, notamment avec des rassemblements*' le 13 décembre, pour protester contre les plans d'austérité du gouvernement. Réunis au siège de la CGT à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, cinq syndicats (CGT, CFDT, FSU, Solidaires et UNSA) ont également lancé un 'appel commun' aux salariés pour '*interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprises dans la période du 1er au 15 décembre*'.

Force ouvrière (FO), qui participait pour la première fois depuis deux ans à cette intersyndicale, a indiqué qu'elle ne signerait pas cet appel commun mais s'associerait à la journée du 13 décembre. La centrale de Jean-Claude Mailly revendiquera, dans le cadre de cette journée, un appel à la grève, option qui n'a pas été retenue par les autres organisations. (lemonde.fr 18.11)

Ce sera sans nous !

2- CGT

Virginie Gensel, patronne de la fédération énergie de la CGT, redoute les conséquences sociales d'une sortie du nucléaire et juge que l'arrêt de l'EPR serait «*une folie*».

Secrétaire générale de la Fédération nationale mines-énergie de la CGT, revendiquant 60.000 adhérents, Virginie Gensel

dénonce, dans une interview au Figaro , l'accord EELV-PS sur le nucléaire . Pour sa part, Bernard Thibault, le secrétaire général de la confédération syndicale, a critiqué vendredi sur BFM Business un mélange «entre les engagements en matière de politique énergétique et les relations des partis pour former des majorités dans les Assemblées».

Tous les arguments avancés par la CGT (pas seulement) pour défendre le nucléaire sont calqués sur ceux des lobbyistes et de l'UMP-PS, madame Gensel les revendique :

1- "Derrière la première intention affichée, réduire le nucléaire, il y a la sortie du nucléaire. Nous sommes favorables au développement des énergies renouvelables, mais elles ne sont pas en capacité, en l'état actuel, de répondre aux besoins. Personne ne fait de réelles propositions pour savoir par quoi on remplacerait le nucléaire. Voyez l'Allemagne, où l'on dit que les énergies renouvelables vont être développées : en attendant, les centrales thermiques sont sollicitées, et l'on augmente tranquillement l'effet de serre."

(La théorie de l'effet de serre et du réchauffement de la planète due à l'activité humaine chère aux dirigeants du vieux monde. - note du site)

2- "La filière emploie quelque 125.000 personnes, auxquelles il faut ajouter un chiffre équivalent pour les sous-traitants."

Le nucléaire est porteur d'emplois, alors que les autres sources d'énergie ne le seraient pas.

3- "Il y a en France, 3 ou 4 millions de foyers en précarité énergétique, c'est-à-dire qui consacrent une part importante de leurs revenus à s'éclairer et se chauffer. Si les prix de l'électricité augmentent, qu'en sera-t-il pour eux ?"

Elle fait feu de tout bois.

4- "Le prix bas du courant en France est aussi un élément de compétitivité pour notre industrie."

C'est bien connu que la CGT est un syndicat qui doit prendre en compte les intérêts des industriels, la référence aux "foyers en précarité énergétique" servait uniquement d'écran de fumée pour le justifier.

5- "D'une manière générale, la recherche dans l'énergie, mais également dans le nucléaire, est aujourd'hui insuffisamment poussée. S'agissant de la génération IV des réacteurs, des pays comme la Russie et l'Inde sont en avance par rapport à la France."

Là elle fait dans la surenchère, et quelles références : un Etat mafieux et un Etat semi-féodal pourri par la corruption !

Et la CGT serait-elle pour la renationalisation totale d'EDF-GDF, pour mettre fin à la sous-traitance ? Vous rigolez :

6- "Nous sommes pour que des métiers liés à la sûreté soient réinternalisés et pour un statut de haut niveau pour tous les salariés. Nous avons demandé à Éric Besson, le ministre de l'Industrie, d'ouvrir des négociations sur la sous-traitance." (lefigaro.fr 18.11)

Elle ne répond pas à la question qui lui était posée, elle se dérobe.

La question du nucléaire n'est pas une question économique ou sociale, la seule question qui mérite d'être posée et qu'évidemment Le Figaro n'a pas posé : le danger que représente une centrale nucléaire ainsi que ses déchets vaut-il la peine de mettre en danger l'avenir de l'humanité ? Dit autrement : la civilisation humaine s'est développée pendant 10.000 ans sans recourir à l'usage de matériaux ou de techniques qui remettraient en cause son existence et celle de la planète, alors pourquoi soudainement devrait-elle prendre un tel risque ?

A part le profit et la survie du capitalisme, qu'est-ce qui justifie l'emploi de l'énergie nucléaire ? Inutile de rappeler que je suis pour la fermeture programmée de toutes les centrales nucléaires en France et dans le monde.

3- CFTC. Royal : "**irremplaçable**".

Ségolène Royal a fait une apparition, vendredi 18 novembre, en tant que présidente de la région Poitou-Charentes, à la clôture du 51e congrès confédéral de la CFTC à Poitiers.

Si Marie-Anne Montchamp, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des solidarités, a porté, jeudi 17 novembre, la bonne parole du gouvernement sur les handicapés, Xavier Bertrand, ministre du travail, a fait défection, comme au congrès de Strasbourg en 2008, pour des raisons d'agenda.

Si, en 2013, la Confédération française des travailleurs chrétiens n'atteint pas, aux élections professionnelles, le seuil de 8 % au niveau interprofessionnel, elle perdra sa représentativité nationale.

Sans jamais citer la loi, Mme Royal a affirmé, sous des applaudissements nourris, que "*la CFTC occupe une place irremplaçable dans le paysage syndical*". Saluant les valeurs humaines et l'engagement spirituel de la centrale chrétienne, elle a souligné son "*respect*" de la pluralité syndicale : "*Vous vous battez sur la représentativité et vous avez raison.*"

Le rapport-programme décennal, adopté à la quasi-unanimité, évoque "*une économie humaniste du marché et du service public, qui doit prendre le pas sur l'économie de marché, trop soumise au capitalisme financier*". "*Au nom des valeurs sociales chrétiennes, affirme-t-il, sachons résister au matérialisme capitaliste mondialisé, lequel bafoue cette dignité spirituelle qui différencie la personne humaine d'une simple marchandise livrée au marché.*"

"*La CFTC remportera la bataille de la représentativité syndicale*", a martelé Philippe Louis, qui a été élu, comme prévu, à la présidence de la confédération, où il succède à Jacques Voisin. M. Louis, qui réclame la mise en place d'"*un comité permanent du dialogue social*", juge qu'"*il faut faire évoluer la loi*". Il estime que 70 % des résultats qui sont remontés au Haut Conseil du dialogue social, organisme qui doit trancher en 2013, sont entachés du doute. (lemonde.fr 18.11)

Société

Ces trusts pharmaceutiques qui sèment la mort.

L'Agence américaine des médicaments (FDA) a décidé, vendredi 18 novembre, de retirer du marché l'Avastin, anticancéreux le plus vendu au monde, dans le traitement des cancers avancés du sein. Le médicament du laboratoire suisse Roche reste toutefois autorisé pour traiter certains types de cancer du côlon, du poumon, du rein et du cerveau, a précisé la FDA dans un communiqué. L'institution américaine met notamment en cause son inefficacité et des effets secondaires graves.

"*Les femmes qui prennent de l'Avastin pour traiter un cancer du sein métastasé s'exposent à des effets secondaires mettant potentiellement en danger leur vie*", a déclaré la directrice de la FDA, citant des risques de crise cardiaque, d'hypertension ou d'hémorragie potentiellement fatals. Selon elle, les preuves de l'efficacité de cet anticancéreux pour retarder la croissance de la tumeur des patientes ou pour "*prolonger leur vie ou leur confort*" ne sont pas suffisantes pour justifier ce risque.

La décision de la FDA n'est pas une surprise : un comité d'experts indépendants qu'elle avait consulté s'était prononcé fin juin à l'unanimité contre le maintien sur le marché de l'Avastin pour le cancer du sein, administré en combinaison avec l'anticancéreux Paclitaxel (Taxol).

En décembre 2010, la FDA s'apprêtait déjà à révoquer l'autorisation de prescription de ce médicament, mais Roche et sa filiale américaine Genentech, qui a mis au point l'Avastin, avaient, chose rare, fait appel de cette décision, demandant plus de temps pour que le laboratoire effectue d'autres études.

La révocation de l'Avastin pour le cancer du sein pourrait potentiellement faire perdre un milliard de dollars par an au groupe helvétique, selon des estimations d'experts. (lemonde.fr 18.11)

Economie

1- BCE

Des traders ont rapporté que la BCE rachetait ce vendredi des titres de dette italienne sur le marché. Résultat, le rendement de ces obligations à 10 ans a reculé de 4 points de base, descendant sous la barre insoutenable des 7%, à 6,87%.

La BCE n'agit qu'en attendant que les États mettent en place leur propre mécanisme anti-crise, le Fonds européen de stabilité financière (FESF), a répété Mario Draghi ce vendredi. Il y a quatre semaines, les dirigeants européens ont décidé d'en accroître les pouvoirs pour qu'il puisse racheter de la dette d'État. Mais ces réformes ne sont toujours pas opérationnelles. «*Où en est-on de la mise en oeuvre de ces décisions? s'est interrogé le président de la BCE. Il ne faut plus attendre plus longtemps.*» (lefigaro/fr 18.11)

Commentaire d'un internaute :

- "*NY Times DealBook a découvert une source de financement exotique via le London Stock Exchange's et la chambre de compensation italienne Cassa Di Compensazione E Garanzia SpA (CC&G)... (<http://dealbook.nytimes.com/2011/11/17/banks-in-italy-find-an-unusual-liquidity-lifeline/>)*"

J'ai chargé cet article et traduit le passage suivant :

Et les turbulences de l'Italie ont été une bonne affaire pour le London Stock Exchange. Selon Londres, CC & G a annoncé un bond de 209 % de son revenu à £ 54,3 millions ou 83,6 millions de dollars, au cours du premier semestre de l'année, comparativement à la même période en 2010.

Les affaires italiennes représentent désormais 14% du revenu global de la Bourse, contre seulement 5% dans la première moitié de 2010.

Les Anglais, qui ont un pied dans la Fed, tirent profit de la crise de l'euro tout en conservant la livre sterling...

2- France

La Lorraine subit depuis trois ans sa plus grave crise économique depuis 1930 avec notamment un produit intérieur brut (PIB) en recul de 2,1% en 2009, selon un rapport présenté vendredi au Conseil économique, social et environnemental (CESE) de la région.

Malgré une hausse de l'activité dans le secteur sidérurgique en 2010, les niveaux de production de la branche restent très en retrait en 2011 par rapport à ceux d'avant-crise: -38% par rapport à 2007 pour l'acier brut et -13% pour les produits finis laminés, note encore le document de 225 pages.

Les exportations de la région ont reculé de 7,5% entre les 2e et 3e trimestres de l'exercice en cours tandis que la construction de logements a chuté de 9% en avril-mai-juin par rapport à janvier-février-mars.

La Lorraine, qui compte 861.000 postes de travail (3,28% de l'emploi national), a franchi en 2011 le cap des 100.000 travailleurs frontaliers employés au Luxembourg, en Allemagne et en Belgique, note encore le rapport du CESE.

Depuis 2008, la région a enregistré 11% des pertes d'emploi au niveau national, dont 43.000 postes dans l'industrie manufacturière entre 2010 et 2011. La Lorraine est la 10e des 22 régions françaises en terme de population (2,4 M habitants) mais pointait en 2009 en 19e position pour son PIB par habitant (23.653 euros). (liberation.fr 18.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 novembre

CAUSERIE

A propos du site.

Rectificatif. J'ai rectifié l'adresse incorrecte de quelques articles figurant dans la rubrique *politique*. Si vous ne trouvez pas un article dans le fichier "textes" (www.luttedeclasse.org/textes/), c'est qu'il a été mis par erreur dans le fichier "dossier" (www.luttedeclasse.org/dossier/), avec mes excuses. Le site comporte désormais plus de 3 800 fichiers, dont plus de 95% sont des articles, le reste sont des images ou des fichiers java script servant à la mise en page.

Lundi dernier vous avez été 199 à vous connecter au site, record pulvérisé ! Qu'est-ce qui se passe ?

Et vous avez téléchargé 1908 fichiers depuis le 1er novembre, auxquels il faut ajouter ceux qui ont été ouverts sans être téléchargés. Je ne comprends pas. Est-ce que quelqu'un pourrait m'expliquer ?

Le temps passe très vite. On n'a guère le temps de revenir en arrière, ce qui nous posera un sérieux problème dans l'avenir, si on n'a pas pris le temps nécessaire pour analyser et corriger au fur et à mesure les erreurs que nous avons commises, elles deviendront de véritables boulets qu'on traînera constamment derrière nous et qui entraveront notre marche... avant qu'ils nous exposent à la figure.

Le pire consiste à refuser de reconnaître nos erreurs, à les diluer dans la réalité qui ainsi nous apparaîtra faussée sans que cela nous gêne le moins du monde puisque nous en sommes à la fois les acteurs et les bénéficiaires, procédé qui présente l'avantage d'en atténuer les traces, de les effacer ou de les rendre méconnaissables aux yeux des naïfs ou des ignorants, par la suite il suffira d'entonner tranquillement toujours le même refrain sans que personne n'y trouve rien à redire. Il y a des psychopathes qui à force de croire en leurs mensonges finissent par les confondre avec la réalité.

Il en va de même du dirigeant qui se prend pour ce qu'il n'est pas et finit par se prendre au jeu, qui parfois pendant des décennies ou jusqu'à son dernier souffle, s'accroche à une vérité qui en réalité ne l'était pas. Il ne doute pas de son interprétation erronée, puisqu'il a réussi à se convaincre qu'elle était juste, elle est devenue la réalité à la manière des philosophes idéalistes qui marchent sur la tête, son doute porte plutôt sur la question de savoir si la réalité finira par lui donner raison après s'être donné tant de mal pour qu'elle épouse les méandres scabreux de ses caprices ou de sa mégalomanie.

Je n'ai plus le temps de me livrer à ce genre de causeries dans lesquelles je lie politique, philosophie ou psychologie. Et puis je déteste me répéter, quand je reviens sur une question précise c'est uniquement pour y réfléchir dans un contexte ou sous un angle différent, pour l'approfondir. Ceux qui parmi vous ont découvert le site récemment peuvent lire les causeries depuis août 2008 en laissant de côté les infos en bref, en tout il y a trois fichiers seulement.

Ces militants ou simples travailleurs peuvent aussi se demander d'où sort ce type là, etc. C'est parfaitement légitime. Il nous raconte un tas de choses aujourd'hui, mais hier ne disait-il pas autre chose ou l'inverse, ne ferait-il pas partie de tous ces gens qui racontent la même chose que d'autres en faisant croire qu'il aurait découvert quelque chose, bref, ne serait-il pas un parasite de plus qui se nourrirait de la confusion générale qui règne dans le mouvement ouvrier, ils sont légions en effet ?

Pour le vérifier, il existe les articles que j'ai rédigés depuis 2004 et les causeries plus récentes, depuis août 2008, pour vous faciliter la tâche je reproduis un extrait d'un article que j'avais mis en ligne le 9 décembre 2005, vous pourrez constater par vous-même qu'il correspond à la situation que nous pouvons observer en 2011, je précise qu'il a été rédigé 2 ou 3 ans avant le déclenchement de la dernière crise du capitalisme :

- "Qui ne voit pas que nous ne sommes pas face à une crise classique ou cyclique du système capitaliste aujourd'hui, mais qu'il est entré dans sa phase finale de pourrissement et de décomposition nécessitant pour assurer sa survie la liquidation de tous les acquis sociaux et démocratiques dans tous les pays, menant à la barbarie sur tous les continents ?

Qui ne voit pas que nous sommes face à un tournant de l'impérialisme mondial ?

Qui ne voit pas que ceux qui gouvernent se moquent dorénavant du résultat des élections, des pétitions, des manifestations, des grèves qu'ils réglementent, interdisent ou répriment violemment ?

Tous ces éléments nous amènent à dire solennellement, que face à l'offensive tout azimut de l'impérialisme mondial, nous sommes placés devant l'alternative suivante : soit nous engageons résolument le combat sur la question du pouvoir comme perspective politique immédiate et seul moyen de stopper net cette offensive, soit nous abandonnons le prolétariat à son sort et nous serons défaits et laminés avec lui.

Notre initiative n'a pas d'autre objectif que de favoriser la réalisation d'un front unique conduisant à la mobilisation des masses pour renverser le régime en place.

La question du parti étant la question déterminante qui conditionne le succès ou l'échec de toute révolution sociale ou prolétarienne, c'est en avançant sur cette question que nous pourrions avancer sur toutes les autres questions."

Depuis j'ai affiné cette analyse, mais tout y était, de la chute de Lehman Brothers à la crise des subprimes aux Etats-Unis, des révolutions en Tunisie et en Egypte au coups d'Etat de l'aristocratie financière en Italie et en Grèce, en passant par l'impasse à laquelle les mobilisations contre les mesures d'austérité dans les différents pays européens ont conduit pour avoir été incapables de se fixer des objectifs politiques, à la crise ou la décomposition qui secoue tous les partis ouvriers pour s'être écartés ou avoir abandonné les enseignements du marxisme ou du léninisme, qui se traduit par leur incapacité à poser la question du pouvoir et de l'Etat, à l'heure où celle-ci concentre à la fois toute la situation et l'issue politique pour en sortir : qui gouverne pour qui, qui doit gouverner pour qui.

Autre chose très rapidement.

L'évolution du capitalisme mondial a été marquée par au moins deux facteurs déterminants : la division internationale du travail qui a été poussée à l'extrême et la dérégulation de l'économie par étapes successives depuis le début des années 70. Ce sont des facteurs économiques, car ce sont des rapports économiques qui sont à l'origine de tous les autres rapports dans la société, y compris les rapports politiques. Il est quasiment impossible de se positionner correctement sur le plan politique si l'on n'a pas un tant soit peu une idée suffisamment précise sur l'évolution probable du capitalisme mondial dans les années ou décennies à venir. Si par exemple on a sous-estimé ou carrément oublié le facteur démographique dans notre analyse, dont on voit aujourd'hui les implications sur le marché mondial et les rapports entre les différents impérialistes, on aura faux sur toute la ligne.

Ce sont ces deux facteurs qui servent principalement de toile de fond à la situation. On peut affirmer qu'à terme ils signent l'arrêt de mort du capitalisme, après avoir permis pendant une période à une poignée de privilégiés de s'enrichir dans des

proportions colossales, monstrueuses au détriment du reste de la population mondiale. C'est la contradiction sur laquelle repose finalement le capitalisme depuis qu'il existe, qui poussée à l'extrême entraînera sa chute, sa disparition à l'échelle de l'humanité. De manière chaotique et anarchique le capitalisme aura préparé les conditions qui permettront à l'humanité (une fois seulement que nous l'aurons renversé) de se libérer du règne de la nécessité pour passer à celui de la liberté. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

Egypte

Des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait un mort et près de 700 blessés samedi place Tahrir, au Caire, au lendemain d'un grand rassemblement pour exhorter l'armée à accélérer le transfert du pouvoir.

Une centaine de manifestants avaient passé la nuit sur la place, épice de la contestation du régime d'Hosni Moubarak l'hiver dernier, après la grande manifestation de vendredi, qui avait réuni 50.000 personnes, essentiellement des islamistes.

Après le déblayage des tentes par les policiers, plusieurs centaines de contestataires sont revenus sur la place et c'est alors que des heurts ont éclaté.

Un porte-parole du ministère de la Santé cité par l'agence de presse Mena a fait état d'un tué, un homme de 23 ans qui a succombé à une blessure par balle après son hospitalisation, et de 676 blessés. La télévision publique signale quant à elle l'arrestation et l'inculpation de "18 auteurs de troubles"

Le rassemblement de vendredi, à l'appel des islamistes et des libéraux, visait à faire pression sur le Conseil suprême des forces armées (CSFA), à la tête du pays depuis la chute d'Hosni Moubarak en février, pour un transfert rapide du pouvoir. La première phase des élections législatives, premier scrutin de l'après-Moubarak, doit débiter le 28 novembre.

La quarantaine d'associations à l'origine de la manifestation dénoncent en outre plusieurs articles du projet de réforme constitutionnelle qui accorde à l'armée l'autorité exclusive sur son fonctionnement interne et son budget.

Selon une dépêche de l'agence Mena diffusée samedi soir, le vice-Premier ministre Ali al Silmi a modifié deux articles contestés du projet. L'alinéa de l'article 9 qui faisait de l'armée la garante de la légitimité constitutionnelle a ainsi été retiré.

Celui selon lequel les forces gouvernementales devaient être seules responsables de leurs affaires internes, de leur budget et de leur législation a en outre été modifié, tout comme l'article 10, qui annonçait la création d'un Conseil national de défense présidé par le chef de l'Etat". (Reuters 19.11)

Social

1- Allemagne

Areva envisage de supprimer 1.300 postes en Allemagne en réaction à la décision de Berlin de sortir du nucléaire d'ici à 2022, rapporte l'hebdomadaire Der Spiegel.

Le spécialiste français du nucléaire devrait annoncer ces suppressions de postes en décembre, ajoute le journal sans citer de sources.

Le Figaro a rapporté en octobre qu'un plan stratégique actuellement en préparation chez Areva qui sera présenté début décembre se traduira par 3.000 à 4.000 suppressions d'emplois.

La société compte près de 48.000 salariés, dont 30.000 en France et 5.700 en Allemagne. (Reuters 19.11)

2- Chine

De violents heurts ont opposé la police chinoise et les 7 000 salariés grévistes d'une fabrique de chaussures Adidas, Nike et New Balance du sud de la Chine, a annoncé vendredi 18 novembre le China Labor Watch (CNW), spécialisé dans la défense des droits de l'homme. D'après un communiqué de l'organisation, des dizaines d'ouvriers qui protestaient contre des licenciements et des réductions de salaires ont été blessés jeudi lorsque les forces de l'ordre ont tenté de démanteler un barrage installé sur la rue principale de la ville située près de Dongguan, dans la province de Guangdong.

Les salariés de l'usine de Yucheng, près de Huangjiang, se sont mis en grève après le licenciement le mois dernier de 18 de leurs cadres, interprété par les ouvriers comme un signe de prochaine délocalisation, a ajouté CNW dont le siège est à New York. L'un des personnels licenciés a déclaré au China Business News que son départ faisait partie d'un projet de déménagement de la production dans la province de Jiangxi afin de réduire les coûts qui sont plus élevés dans le vaste pôle manufacturier de Dongguan.

La suppression de primes de rendement et des heures supplémentaires a attisé la colère des ouvriers. *'Notre salaire de base mensuel n'est que de 1 100 yuans (130 euros)' et 'nous avons vraiment besoin de faire des heures supplémentaires'*, a déclaré une ouvrière au Yangcheng Evening. Selon le journal, les interventions des autorités locales pour un maintien des heures supplémentaires, sont restées sans réponse de la part de la direction de l'usine qui est la propriété d'un groupe d'investissement de Taïwan.

Cette grève est la dernière d'une série d'incidents et de mouvements sociaux qui ont éclaté dans le Guangdong, une région connue comme le grand atelier du monde et qui attire des dizaines de millions de travailleurs migrants. (lemonde.fr 19.11)

Economie

1- UE

Le lancement *"d'eurobonds"*, ou euro-obligations, pourrait *"rapidement atténuer la crise de la dette souveraine actuelle"*, et *"renforcer la résistance"* de la zone euro à de futures crises, juge la Commission européenne dans un document qu'elle doit publier la semaine prochaine.

Dans ce "Livre vert" cité samedi par le quotidien italien La Stampa, et dont l'AFP a obtenu copie, l'exécutif européen étudie la faisabilité de trois options, dont l'une --la moins ambitieuse des trois-- ne nécessiterait pas de changement des traités européens et *"pourrait être mise en oeuvre rapidement"*.

Qu'elle soit totale ou partielle selon les options, cette mise en commun de la dette des pays de la zone euro *"ne doit pas conduire à une réduction de la discipline budgétaire"*, afin d'éviter que des *"pays-cigale"* ne se financent sur le dos des pays plus vertueux adeptes de la rigueur budgétaire, prévient le texte.

La première option est la plus radicale, mais aussi *"la plus efficace"* selon le texte: les euro-obligations se substitueraient aux obligations actuellement émises par les différents Etats membres de la zone euro et elles bénéficieraient de garanties communes.

Une seconde option serait de créer des euro-obligations bénéficiant également de garanties communes, mais qui ne couvriraient qu'une partie des besoins de refinancement des Etats de la zone euro, ces derniers continuant à émettre des obligations nationales.

Moins ambitieuse, elle laisserait *"les Etats aujourd'hui lourdement endettés vulnérables"* à un éventuel défaut de paiement, relève la Commission.

Dans ces deux cas, cette mise en commun de la dette nécessiterait un changement du traité de Lisbonne, dont l'article 125 stipule la *"clause de non-renflouement"* selon laquelle les Etats doivent assumer seuls leurs engagements financiers.

La troisième option consiste à créer des euro-obligations qui, là aussi, ne se substitueraient que partiellement aux obligations nationales, et pour lesquelles chaque Etat serait cette fois tenu d'apporter des garanties à hauteur de sa part respective d'euro-obligations émises.

Les Etats sujets à des taux de crédit élevés *"bénéficieraient nettement moins"*, dans ce scénario, des conditions plus favorables des Etats les mieux notés, admet la Commission.

Toutefois, elle ne nécessiterait pas de changement de traité et sa mise en place potentiellement rapide *"pourrait, contrairement aux deux autres approches, peut-être aider à faire face à la crise actuelle"*, juge le texte. (liberation.fr 19.11)

2- Allemagne

Membre du club très fermé des pays notés AAA (l'équivalent d'un 20/20) par les agences de notation, le pays revêt à première vue toutes les qualités - ou presque - dont peut rêver un chef d'Etat. Un déficit public en baisse que le Fonds monétaire international (FMI) voit à moins de 1,7 % du produit intérieur brut (PIB) en 2011. Un stock de dettes, certes élevé à 82,6 % du PIB, mais sur la pente descendante. Un chômage contenu à 6 % de la population active (contre 9,5 % prévu en France). Et, enfin, une balance des paiements courants excédentaire.

Mais, aux yeux des experts, Berlin n'est pas si exemplaire. "*Son déficit est honteusement truqué !*", dénonce Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. Et de développer : après le choc de 2008, le pays a eu recours à une tactique légale, mais peu éthique, pour comptabiliser les dizaines de milliards d'euros déboursés (ou offerts en garanties) afin de relancer son économie et sauver son secteur financier.

Les sommes, poursuit M. Broyer, ont été logées dans un fonds spécial "*Sondervermögen*" qui a contribué à faire grossir la dette mais n'est pas pris en compte dans le calcul du déficit public. Sans cette astuce le déficit allemand en 2009 n'aurait pas été de 3,2 % mais de 5,1 %, calcule Natixis. Un niveau comparable à celui de la France... De quoi faire écho aux propos de Jean-Claude Juncker, le président luxembourgeois de l'Eurogroupe. "*En Allemagne, on fait souvent comme si le pays n'avait aucun problème, comme si l'Allemagne était exempte de dettes tandis que tous les autres auraient des dettes excessives*", a-t-il lâché récemment. Une contre-vérité à ses yeux : "*L'Allemagne a une dette plus élevée que celle de l'Espagne. Seulement personne ne veut le savoir ici.*"

De fait, selon la Commission européenne, si l'on regarde le ratio dette sur PIB, l'Allemagne fait moins bien que neuf autres pays de la zone euro. Et malgré des recettes fiscales en forte hausse (de 40 milliards d'euros) en 2011 grâce à une croissance dynamique, la dette publique devrait croître, en valeur absolue, cette année de 25 milliards d'euros. La rigueur allemande serait donc toute relative ? D'influents économistes allemands, de sensibilités différentes, partagent l'avis de M. Juncker.

"*Le niveau de la dette allemande est inquiétant, si l'on se projette dans l'avenir*", juge Henrik Enderlein, dirigeant de la Hertie School of governance. Le déclin démographique du pays, qui contribue à modérer le taux de chômage, se traduira par "*une baisse massive des recettes du gouvernement*", explique-t-il. "*Dans le même temps, le vieillissement de la population va faire exploser les coûts de la sécurité sociale et de l'assurance-maladie*". En 2010 une étude de la Banque des règlements internationaux (BRI) chiffrait d'ailleurs l'explosion des dépenses de santé en Allemagne à 10 % du PIB en 2035...

"*La dette est bien au-dessus des 60 % prévus par le traité de Maastricht. L'Allemagne non plus n'a pas rempli sa tâche*", déplore Hans-Werner Sinn. Le très influent président de l'Ifo poursuit : "*L'endettement déjà élevé montre que l'Allemagne ne peut sauver personne sans perdre elle-même sa notation.*" Autrement dit, le pays ne serait pas à l'abri, lui non plus, d'une dégradation qui le verrait perdre, un jour, son "AAA", sésame pour emprunter à bon compte sur les marchés financiers. A travers sa participation au Fonds européen de stabilité financière, censé sauver les pays en déroute de l'Union monétaire, "*l'Allemagne a déjà mis sa note gravement en danger. Les primes d'assurances sur les emprunts à dix ans de l'Etat allemand ont décuplé par rapport à ce qu'ils étaient avant la crise*", précise l'économiste eurosceptique.

Jochen Möbert, économiste à la Deutsche Bank, évoque "*trois risques (qui) pourraient menacer la note allemande : une récession, une aide accrue aux pays périphériques et une aversion des marchés pour les emprunts d'Etat*". L'Allemagne n'est pas menacée de récession. Mais, comme l'ensemble de la zone euro, elle est promise à un ralentissement en 2012 : les experts tablent sur une croissance de 0,9 % l'an prochain contre 3 % en 2011.

Pour l'heure, les marchés, qui désormais n'hésitent plus à s'attaquer à la Belgique ou à la France, réservent à l'Allemagne un traitement de faveur. Dans la zone euro, d'ailleurs, c'est Berlin qui doit déboursier le taux d'intérêt le plus faible pour emprunter.

Mais le "*modèle de stabilité allemand*", hérité en grande partie des réformes structurelles (marché du travail, système des retraites) menées sous le gouvernement Schröder, soit bien avant la crise, n'est pas non plus un rempart imprenable. A en croire les économistes en tout cas. (lemonde.fr 19.11)

Ce sont les éléments fournis dans le dernier paragraphe qui permettent en partie d'expliquer la disposition favorable des marchés envers l'Allemagne.

Schröder a déjà taillé à la hache dans les droits sociaux des travailleurs, difficile d'aller plus loin en Allemagne sans remettre en cause la précieuse paix sociale signée entre le patronat allemand et les syndicats, alors que dans la plupart des autres pays de l'UE les gouvernements en place n'ont pas osé terminer la sale besogne, d'où la nomination en Italie et en Grèce de représentant de l'oligarchie financière aux ordres de Bruxelles pour s'y atteler au pas de charge.

Sans le dernier paragraphe, cet article aurait été incomplet ou incompréhensible, à moins d'avoir à l'esprit tous les rapports entre les différents facteurs dans le passé et au présent pour comprendre la situation, ce qui n'est pas évident ou impossible instantanément pour les quelque 200 pays qui existent dans le monde.

Vous voyez, cela tient à peu de chose de se tromper ou non. Généralement, vaut mieux prendre le temps de réfléchir et de s'informer avant de donner un avis sur un pays, c'est plus prudent et plus sérieux aussi. Que savions-nous sur la Libye à la mi-février ? Pas grand chose en dehors de généralité ou des grandes lignes, et encore, d'où des hésitations ou des erreurs d'appréciation que l'on corrige par la suite. Idem pour la Syrie, le Yémen, Bahreïn, etc.

Les gros malins qui savent tout et détiennent la vérité se retranchent courageusement derrière des principes qu'ils récitent par coeur comme des moulins à prière tibétains, croyant ainsi apporter quelque chose à la compréhension d'une situation complexe qui

ne cesse d'évoluer, pour finalement après avoir lâché un bruyant pet s'empresse de faire allégeance aux institutions et à son chef suprême des armées. C'est beau quand même l'inconsistance, j'allais écrire par erreur l'incontinence, mais finalement ils font bon ménage, quand on s'empiffre dans des banquets laïcs et républicains avant de demander audience au monarque qui piétine les valeurs de la République.

[Haut de page ↗](#)

Le 21 novembre

CAUSERIE

Bernard-Henri Lévy. Flagrant délit de mensonge.

Lors de l'émission *On n'est pas couché* diffusée samedi dernier en différé sur TV5Monde Asie, j'ai entendu Bernard-Henri Lévy affirmer à deux reprises qu'il ne connaissait absolument personne du CNT il y a quelques mois encore, quand Sarkonapoléon décida de bombarder les positions de Kadhafi, pas même son futur Premier ministre Mahmoud Jibril.

Evidemment aucun participant à cette émission de "divertissement" n'a répliqué, alors que "M. Jibril avait aussi créé des sociétés de négoce, dont une chargée du commerce du bois de Malaisie et d'Australie avec son ami français Bernard-Henri Lévy" (Réseau Voltaire) (www.luttedeclassé.org/dossier/qatar_media_230911.pdf)

Vous voyez quel usage on peut faire des articles du Réseau Voltaire... Si nous ne sommes pas informés, comment voulez-vous mettre en échec ou contrer la propagande gouvernementale ou patronale ?

Notre ennemi est dans notre propre pays

Lu sur le site de la tendance C4 du NPA, dans une interview de l'OKDE Ergatiki Pali (Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce-Lutte Ouvrière www.okde.gr)

- "Partout, il faudrait développer la solidarité avec la lutte des travailleurs et de la jeunesse en Grèce. "

Pourquoi utiliser le conditionnel, il suffit de s'attaquer à notre propre bourgeoisie dans chacun de nos pays, non ? Aux institutions, à l'Etat. Or ce représentant de l'OKDE avance une panoplie de revendications sociales, mais pas un seul objectif politique en dehors "d'un soulèvement généralisé et « pour qu'ils s'en aillent tous »" ou encore "l'idée que seule la grève générale politique est capable d'en finir avec ce gouvernement", qui n'en sont pas, comme si en soi le fait de chasser le gouvernement en place et la grève générale constituaient une réponse à la question du pouvoir.

Mais "nous menons aussi la lutte pour une autre société, pour le socialisme, pour la révolution", dès lors on se demande bien comment !

Lu dans le n°175 d'**Informations ouvrières**

1- Page 16 : "En 1992, avec une heure de Smic net, on pouvait acheter sept litres de gazole. Fin 2011, on ne peut en acheter que cinq."

Ah ben alors, travailleurs, travailleuses : sortez vos mouchoirs !

En Inde où j'ai déjà passé 17 ans, en 1992 le prix du litre d'essence était entre 20 et 23 roupies, en 2011 il dépasse 63 roupies : je sens que je vais craquer et me tirer une balle dans la tête !

Vive la crise, faisons table rase !

Parce que vous croyez à la fable que c'est le compte en banque bien garni et le frigo bien rempli qu'on fera une révolution ? Ce ne serait pas plutôt le contraire, non ? On n'a rien sans rien, et hélas ce n'est pas nous qui décidons de la règle du jeu, alors faisons avec au lieu de se lamenter comme des vieillards séniles avant l'âge !

2- Page 13 : "Le beau rugby, malade de la finance, tend à ne devenir qu'une référence pour les jours de fête", comme la révolution socialiste pour certains...

Comme sport je préfère la révolution au rugby qui tient de l'infantilisme barbare, mais tous les goûts sont dans la nature... primaire de l'homme, préhistorique quoi.

On est lundi on se détend un peu, sinon comment on va terminer la semaine, hein ?

Etats-Unis

Le document *Tendances dans la répartition des revenus des ménages entre 1979 et 2007* aux Etats-Unis est en anglais (Trends in the Distribution of Household Income Between 1979 and 2007), il émane du Congrès américain, mais il comporte de très nombreux graphiques accessibles quand on maîtrise un minimum l'anglais. Si j'ai le temps, je préparerai un bref article avec les graphiques les plus significatifs.

La croissance de la fortune des plus riches a été exponentielle : + 275% entre 1979 et 2007, passant de 8% du revenu national à 17%.

Espagne

Aux infos du soir avant-hier sur TV5Monde Asie, ils ont dit que 200 personnes étaient expulsées par jour à Madrid en Espagne. Dans leur reportage, ils ont évoqué le cas des gens qui logaient précédemment dans des HLM avant que la ville de Madrid leur propose d'en devenir propriétaire, pour qu'ensuite ils se retrouvent dans l'impossibilité de rembourser leur prêt hypothécaire et finissent par se retrouver à la rue. N'était-ce pas ce dispositif que l'UMP voulait justement proposer en France ?

Le journaliste a ajouté qu'il y aurait 3 millions d'appartements vides en Espagne.

Des sujets à développer

1- L'alliance de l'impérialisme américain avec les islamistes, de l'Arabie Saoudite à Al-Qaida (leur création), en passant par le régime Turc et le parti islamiste en Tunisie ou les frères musulmans en Egypte et en Libye...

2- Lors du sommet de l'APEC à Honolulu, Hawaii, les 12 et 13 novembre 2011, et lors du 19e sommet de l'ASEAN qui vient de se terminer en Indonésie, Obama est intervenu pour tenter d'isoler la Chine tout témoignant sa détermination à renforcer la présence militaire américaine dans le Pacifique, notamment en s'appuyant sur l'Australie, pays membre de l'APEC, mais dont la candidature à l'ASEAN a été rejetée.

L'APEC a 21 membres, qui représentent plus du tiers de la population du monde (2,6 milliards de personnes), approximativement 60 % du PIB du monde et environ 47 % du commerce mondial. Il représente également la zone économique la plus dynamique dans le monde, ayant participé à presque 70 % de la croissance économique globale entre 1994 et 2004.

L'APEC : Australie, Brunei, Canada, Corée du Sud, États-Unis, Indonésie, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Thaïlande, Chine, Hong Kong, Chinese Taipei, Mexique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Chili, Pérou, Russie, Viêt Nam.

L'ASEAN a 10 membres : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Viêt Nam, Laos Laos, Birmanie, Cambodge.

L'indignation de la bonne conscience.

Monique Dagnaud, sociologue, directrice de recherche au CNRS, dans un article paru hier dans le portail Slate.fr, dont le titre correspond parfaitement à l'état d'esprit des fondateurs et intervenants sur ce site plus qu'à la réalité *Pourquoi la jeunesse française ne s'indigne pas*. De quelle "jeunesse" parle-t-elle ?

- (en France) *"Il est possible que dans une société très politisée, la posture un peu floue et hors système politique des Indignés ait du mal à galvaniser les ardeurs"*, mais mobilise largement les médias... et les intellectuels dans votre genre, simple constatation.

L'illusion fera long feu, disions-nous il y a 9 mois à propos de l'engouement pour les réseaux sociaux sur Internet, les fesses boucs et autres attrape-nigauds manipulés par les différents régimes, parfois même pas, puisque leurs auteurs ont fait des études pour ensuite servir docilement le capitalisme sans trop se poser de questions.

- *"Si les jeunes Français ne se reconnaissent que mollement dans les mouvements des Indignés, c'est que ceux-ci brassent des mots d'ordre plutôt vastes: sentiment d'injustice, indignation contre des dirigeants économiques prédateurs et des gouvernants impuissants, appel à une société meilleure, à un autre modèle de croissance, une autre organisation sociale. Entre protestation morale et front du refus, ils sont éloignés de la scène partisane classique, et en outre, n'envisagent pas de s'y tailler une place."*

Des mots d'ordre "*plutôt vastes*" qui ne partent pas des préoccupations quotidiennes des travailleurs, préoccupations sociales élémentaires à côté desquelles la "*protestation morale*" apparaît comme un luxe de fils à papa, qui ne veulent pas se mouiller sur le terrain politique appelé ici par dérision ou par mépris une "*scène partisane classique*", parce que leur mouvement n'a ni avenir ni perspective, dès lors on comprend qu'ils "*n'envisagent pas de s'y tailler une place*", il suffit qu'ils soient servis pour faire ensuite l'apologie du capitalisme se foutant pas mal du sort du prolétariat dans lequel ils sont incapables de se reconnaître.

Réaction de deux internautes à cet article

1- "*Votre article est bien le reflet de la pensée du Français moyen c'est à dire celui qui a fait un minimum d'études sup, a le même boulot depuis au moins 10 ans, s'est acheté une maison et ne veut pas vraiment savoir ce qui se passe hors de chez lui! La jeunesse française est indignée mais personne ne veut vraiment l'écouter et le pire c'est qu'elle n'a aucune chance d'être crédible car comme vous même vous le dites si bien, la colère sociale en France est canalisée par les politiques qui eux ont plutôt d'autres intérêts!*". Vous voulez dire sans doute ceux du capital...

2- "*Les jeunes Français participent peu à ce mouvement car ils le savent complètement stérile. Ce mouvement est mou, tiède et manque de sueur. Etre indigné ? La jeunesse française l'est tous les jours mais pour elle, habituée aux "mouvements sociaux", cela ne suffit pas. Pour qu'un mouvement prenne forme il faut être plus qu'indigné : il faut être révolté !*" A qui le dites-vous !

Ce mouvement prend davantage dans les pays où il n'existe pas vraiment d'opposition sur le plan politique face au régime en place (Etats-Unis), ou dans les pays qui ont vécu ces dernières décennies sous des gouvernements dits de gauche (Espagne, Grèce, Grande-Bretagne). Le cas de l'Allemagne est particulier, puisque Schröder et le SPD ont déjà appliqué la politique réactionnaire que la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Portugal s'approprient à mettre en place. En France, les jeunes diplômés sont partagés entre Sarkozy et Hollande pour seul horizon, ajoutons que malgré la brutalité des trois plans d'austérité adoptés par le gouvernement, ce n'est rien à côté de la situation dramatique qui prévaut en Grèce, en Espagne et au Portugal, et qui frappe en majorité la jeunesse avec un taux de chômage record, plus de 40%, on en est encore très loin en France pour cette couche privilégiée de la jeunesse.

INFOS EN BREF

Politique

1- France.

1.1- Le "**chemin étroit**" ... des promesses sans lendemain.

François Rebsamen, chef de file des sénateurs PS, et membre de l'équipe de campagne de François Hollande, a modéré dimanche, certaines mesures du projet socialiste pour 2012 comme les 300.000 emplois d'avenir ou les 10.000 policiers supplémentaires.

Dans une interview au *Parisien*, M. Rebsamen répète que le projet PS «*constitue le cadre de la stratégie économique*» du candidat socialiste à la présidentielle, mais note que «*la crise rend le chemin étroit*».

«*Les emplois d'avenir sont un outil intéressant qui a fonctionné en 1997. Nous ne renierons pas cette promesse, mais il faut être clair que nous n'en créerons pas 300.000 dès l'année prochaine*», dit-il.

Il précise en outre que «*l'allocation d'autonomie pour les jeunes*» devait «*être soumise à conditions de ressources*».

Questionné sur les 10.000 policiers supplémentaires prévus dans le projet PS, M. Rebsamen répond que «*si les marges de manoeuvre le permettent, ce serait évidemment une bonne chose, car c'est exactement le nombre de postes supprimés par la droite*».

Mais, ajoute-t-il, «*l'embauche de 10.000 policiers supplémentaires ne pourra pas se faire comme cela, d'un coup de baguette magique*». Et de proposer «*de commencer par sanctuariser les effectifs*» actuels. (Liberation.fr 20.11)

A bas la dictature du capital, boycott des institutions !

1.2- L'effort "**partagé**" entre ceux qui triment pour survivre et ceux qui s'enrichissent en dormant = plus 2 heures de boulot par semaine !

Le centriste Hervé Morin, futur candidat à l'élection présidentielle de 2012 en France, a proposé dimanche d'augmenter la durée

de travail en France de 35 à 37 heures par semaine.

"*La réduction de la dépense et la hausse des impôts ont une limite*", a déclaré le président du Nouveau Centre avant de se prononcer pour une "*troisième voie*".

"*Cette troisième voie, c'est celle de l'effort, de l'effort partagé, de la lucidité*", a dit l'ancien ministre de la Défense, qui présentait son projet dans un discours à l'occasion du Conseil national de son parti à Paris.

"*Cet effort, il a un nom : la semaine de 37 heures*", a ajouté Hervé Morin, qui annoncera officiellement sa candidature dimanche prochain. (Reuters 20.11)

2- Italie

Le nouveau gouvernement italien dirigé par Mario Monti pulvérise les records de popularité avec environ 80% des Italiens exprimant un avis favorable, selon un sondage publié dimanche par le quotidien de gauche La Repubblica.

Sur une échelle de 1 (le vote le plus bas) à 10, les Italiens donnant plus de 6 au gouvernement sont 78,6%. Le jugement porté sur la personne de M. Monti est encore meilleur avec 83,8% de personnes interrogées, selon ce sondage réalisé les 17 et 18 novembre par Demos sur un échantillon de 2.377 personnes.

«*Une semaine a été suffisante pour que le climat de l'opinion publique passe de la dépression à l'euphorie*», écrit l'institut de sondage, évoquant «*une majorité sans précédent*» dans l'histoire de l'après-guerre en Italie, aussi bien en ce qui concerne le soutien parlementaire que populaire. (liberation.fr 20.11)

Bon, on a compris il n'y a que les 16,2% de nantis qui n'ont pas émis un avis favorable envers Monti, parce qu'il n'en fait pas encore assez pour les plus riches...

3- Espagne

Le conservateur Mariano Rajoy sera le prochain président du gouvernement espagnol. Le Parti populaire (PP), qu'il préside, a remporté les élections législatives qui avaient lieu dimanche 20 novembre, avec une majorité absolue de 186 sièges, sur les 350 que compte le Congrès des députés. C'est la majorité la plus importante qu'ait obtenu le PP depuis sa création, en 1989. Le PP arrive en tête dans 45 des 52 circonscriptions espagnoles.

Mariano Rajoy a lancé un appel à l'union des Espagnols dimanche soir. Il a indiqué vouloir être "*le président de tous*" pour "*faire la guerre à la crise*", il a appelé à un "*effort de tous*" car "*il n'y aura pas de miracle*".

C'est avant tout l'ampleur de la défaite socialiste qui fait le triomphe de la droite. Car le PP a à peine progressé en nombre de voix et, en pourcentage (44,02 %), il fait moins bien qu'Aznar en 2000. En face, les socialistes au pouvoir se sont effondrés. Leur revers est historique. Avec 110 députés, ils perdent 59 sièges et 4,5 millions des 11,3 millions qui s'étaient portées sur leurs listes en 2008. Avec 28,35 % des voix (sur 99 % des bulletins dépouillés) le PSOE enregistre son plus faible résultat depuis son accession au pouvoir en 1982. Jamais depuis lors il n'avait obtenu moins de 34 % des voix aux élections législatives.

Le parti de José Luis Rodriguez Zapatero n'est plus en tête que dans deux provinces, celles de Barcelone et de Séville. Le PSOE perd donc ses deux principaux bastions et réservoirs de voix, l'Andalousie et la Catalogne. En Catalogne, pour la première fois, il est devancé par les nationalistes de Convergence et Union (CiU) et, en Andalousie, par le PP.

Les électeurs perdus par le PSOE se sont dispersés. Une partie d'entre eux se sont tournés vers les écolo-communistes d'Izquierda unida (IU, gauche unie), qui passent de 3,74 % à 6,85 %, soit environ 60 % d'électeurs en plus (et 11 sièges, contre 2 auparavant). D'autres ont pu se porter sur UpyD, un parti centriste fondé par une ancienne socialiste, Rosa Díez, qui obtient 4,65 % des suffrages et 5 sièges. Des centaines de milliers de voix se sont éparpillées sur de "petites" listes, qu'elles aient déjà été présentes en 2008 ou qu'elles soient nouvelles venues, comme celle du parti écologiste EQUO (212 000 voix). D'autres enfin ont pu s'abstenir (à 28,31 %, l'abstention a progressé d'un peu moins d'un point).

Au Pays basque, la gauche indépendantiste, qui n'avait pu présenter de candidats depuis 2003 faute de se démarquer de l'ETA, a pleinement tiré profit de l'abandon de la violence par l'organisation indépendantiste armée. Sous l'étiquette Amairu, ses listes arrivent en tête en nombre de sièges (6 députés), même si elles restent devancées par le Parti nationaliste basque (PNV) en voix (24,12 % contre 27,42 %). Les socialistes, qui dirigent la région, ne sont qu'en troisième position (21,54 %). (lemonde.fr 20.11)

Mariano Rajoy ne se présentait pas puisqu'il était pressenti pour devenir Premier ministre. Il faut savoir qu'il s'était présenté aux élections en 2004 et 2008, et que ces deux fois il avait été battu. (entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie)

4- Egypte

La police égyptienne appuyée par l'armée a de nouveau entrepris dimanche soir de déloger par la force les manifestants réunis sur la place Tahrir au Caire pour réclamer aux militaires une accélération du transfert du pouvoir aux civils.

L'agence de presse Mena a fait état de trois morts et 192 blessés dimanche, au deuxième jour de ces violences, à un peu plus d'une semaine du début des élections législatives le 28 novembre. Ces chiffres portent à au moins cinq morts et plus d'un millier de blessés le bilan des affrontements depuis samedi.

De sources médicales, on a signalé 11 morts pour la seule journée de dimanche.

Dans la nuit, des affrontements violents se déroulaient toujours dans les rues menant au ministère de l'Intérieur, situé à proximité de la place Tahrir, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des protestataires lançaient des pierres et des cocktails Molotov en direction des policiers, qui répliquaient avec des tirs de fusils et de balles de caoutchouc, a rapporté le journaliste.

Les manifestants scandaient "*Nous ne partirons pas*" et "*Le peuple veut la chute du maréchal*" Hussein Tantaoui, dirigeant de fait de l'Egypte, alors que de nombreux protestataires, la plupart en sang, étaient régulièrement évacués pour recevoir des soins.

Les autorités affirment que la police n'a pas ouvert le feu sur les manifestants mais ces derniers ont brandi des cartouches, des douilles et des grenades vides de gaz lacrymogènes.

"*Le peuple veut la chute du régime*", ont scandé des milliers de manifestants avant et après la charge de la police, appuyée par des militaires qui étaient jusqu'à présent restés en retrait.

Tandis que la nuit tombait, les forces de sécurité sont intervenues sur la place Tahrir à coups de matraques et de grenades lacrymogènes.

Sur des images de télévision, on a pu voir un groupe de manifestants former un cordon face à la progression de la police.

"*L'armée envoie ses soldats sur la place Tahrir pour aider la sûreté de l'Etat à disperser les manifestants. Ils nous cognent fort dessus*", a dit un manifestant, Ragab Chemieki.

Les forces de sécurité ont procédé à des dizaines d'arrestations, a rapporté un témoin, ce qui n'a pas empêché les manifestants de revenir sur la place, épice centre du soulèvement de janvier et février derniers.

"*Le conseil militaire se bouche les oreilles, il nous ignore, il n'en a rien à faire de nous et nous allons continuer à occuper les rues et à revendiquer nos droits. La justice finira par triompher*", a dit Amal el Mohandes, 31 ans.

Des manifestations ont aussi eu lieu dans d'autres villes du pays dimanche.

Plus de 2.000 personnes ont assisté aux obsèques de Bahaa el Senoussi, manifestant tué à Alexandrie. Plusieurs centaines d'entre elles se sont ensuite rassemblées devant la préfecture en criant "*Les responsables du ministère de l'Intérieur sont des voyous*".

Des manifestants ont aussi défilé dans l'est de l'Egypte, à Suez et Ismaïlia, et dans le nord du Sinaï, par solidarité.

A Suez, des militaires tiraient en l'air pour disperser des manifestants, au lendemain d'affrontements dans cette ville située sur la mer Rouge, selon un correspondant de l'AFP.

Le texte incriminé accorderait à l'armée une autorité exclusive sur la gestion de ses affaires et de son budget et lui confierait des pouvoirs étendus dans le domaine de la sécurité nationale.

Ces projets ont été amendés mais pas suffisamment aux yeux des manifestants.

A l'issue de la réunion ministérielle de dimanche, le vice-Premier ministre, Ali al Silmi, a prévenu: "*Nous ne reculerons pas sur les derniers amendements proposés au texte constitutionnel.*" (Reuters et liberation.fr 20.11)

La question qui est posée en Egypte est celle de la dissolution, du démantèlement de l'armée à travers la remise en cause du

pouvoir qu'elle a acquis dans des secteurs clés de l'économie, l'expropriation de l'armée de secteurs de l'industrie qu'elle contrôle pour son propre compte.

Ce qui est intéressant ici, c'est que la révolution égyptienne ne peut pas se développer sans s'attaquer directement à l'armée qui est le garant du régime de la propriété privée des moyens de production aux mains de la bourgeoisie égyptienne, des différents impérialistes... et de l'armée elle-même.

La révolution égyptienne pose la question de la dissolution de l'armée et du peuple en armes pour pouvoir avancer vers la remise en cause des fondements du capitalisme.

C'est le programme de la révolution socialiste qui est à l'ordre du jour. C'est l'actualité des enseignements de la Commune et de la révolution russe de 1917 dont tous les partis se sont écartés ou qu'ils ont volontairement abandonnés au profit d'une voie légaliste qui confine de fait à la capitulation ou à la trahison des objectifs pour lesquels ils prétendent combattre.

Un cinglant démenti aux dangereux illusionnistes qui voudraient nous faire croire qu'on pourrait avancer sur la voie du socialisme par le biais d'un bulletin de vote, d'une "*révolution par les urnes*" ou une "*révolution citoyenne*", ou encore l'élection d'une Assemblée constituante qui n'aurait en réalité aucun pouvoir tant que l'armée et l'appareil répressif de l'Etat capitaliste n'auraient pas été démentelés.

Ces charlatans ou aventuriers irresponsables voudraient faire croire aux travailleurs et aux militants en totale contradiction avec l'expérience de toutes les révolutions au cours des XIX et XXe siècle, qu'il serait possible au prolétariat d'accéder au pouvoir et de s'attaquer au capitalisme en faisant l'économie d'une guerre civile, dont nous savons très bien qu'elle sera inévitable dans la mesure où la classe dominante refusera de céder pouvoir et privilèges et résistera par tous les moyens à sa disposition, dont l'appareil policier et militaire de l'Etat.

Cette expérience, qui est en train de se dérouler sous nos yeux en Egypte, démontre l'inanité, l'impasse criminelle à laquelle conduit inévitablement la perspective du passage du capitalisme au socialisme par la voie paisible des urnes, seule la révolution en allant jusqu'au bout de son processus dialectique, en détruisant l'Etat capitaliste de fond en comble permettra d'avancer sur la voie du socialisme.

Cela signifie que le parti ouvrier révolutionnaire doit inscrire dans son programme la dissolution de l'armée et de l'ensemble de l'appareil répressif de l'Etat et la nécessité d'armer le prolétariat pour défendre la révolution et vaincre la réaction.

Autrefois les partis communistes n'hésitaient pas à braver le régime et à entreprendre des actions illégales, de nos jours, leurs héritiers ou ce qu'il en reste, n'osent même pas employer simplement des expressions qui pourraient choquer les oreilles du législateur, ils respectent la légalité à la lettre et le font savoir bien fort pour qu'en haut on les entende. A croire qu'autrefois dirigeants et militants ne craignaient pas la répression, sans doute parce qu'il existait une fraternité ou une solidarité qui depuis a disparu, aujourd'hui tout ce petit monde dispose d'un mode de vie relativement confortable contrairement au début du XXe siècle et il y tient plus que tout, individuellement, les intérêts collectifs sont relégués au second plan, ce que l'activisme camoufle utilement en se faisant passé (inconsciemment) pour ce qu'il n'est pas, une dérive que l'on trouve dans leur programme ou leur conception de la lutte de classe et qui se retrouve jusque dans les moindres détails.

Evoquez cette question avec des dirigeants et je vous parie qu'ils se livreront à un amalgame entre le combat politique qui peut conduire à décider d'enfreindre la légalité et le gauchisme, la maladie infantile du communisme (Lénine).

Ce sont des organisations regroupant des anarchistes ou des anticapitalistes qui se livrent à des actions illégales (nucléaire, OGM, etc). Parfois ce sont des organisations contrôlées par les staliniens qui s'y livrent (Droit au logement, AC, etc.), tandis qu'à côté ils soutiennent le régime. Pendant ce temps-là, nos révolutionnaires professionnels - cette expression paraît du coup anachronique ou déplacé, grotesque de nos jours, se prélassent à l'ombre des institutions qu'ils arpentent discrètement...

Cela dit, je ne préconise pas pour autant d'entreprendre forcément des actions illégales, surtout dans le contexte actuel, vous vous retrouveriez seul contre tous et absolument personne ne vous viendrait en aide, ce serait un suicide, du gauchisme pour le coup. Ce que je voulais mettre en évidence c'est le lien politique qui existe entre l'abandon de cette forme de combat contre le régime et le refus de poser clairement la question de la nécessité d'une révolution avec toutes ses conséquences, dont l'intervention de l'armée et la guerre civile. Le refus de préparer les militants à cette situation, qui aboutira à leur incapacité à y faire face dans la plupart des cas, à la débandade... Je vous laisse deviner la suite.

Autre enseignement de la révolution égyptienne ou le même sous un angle légèrement différent, au-delà des calculs et des gesticulations politiques du régime, et la multitude de grèves et de mouvements sociaux dans le pays est là pour le rappeler, c'est la question du pouvoir économique qui est posée, qui, quelle classe détient les moyens de production et d'échange, posant la question de la nécessité d'exproprier les propriétaires ou actionnaires des grandes entreprises, dont l'armée, pour pouvoir enfin satisfaire les revendications sociales des masses exploitées.

Toutes les questions d'ordre politique en Egypte ou ailleurs nous ramènent à des questions économiques, à la question fondamental de savoir qui détient les moyens de produire les richesses et qui décide de leur répartition dans la société, au-delà, qui décide de produire quoi et pour quoi, dans quel but, s'enrichir sur le dos de la population au détriment de ses besoins ou uniquement pour les satisfaire.

On s'aperçoit rapidement en observant le déroulement de la révolution égyptienne, qu'elle plonge jusqu'aux racines du capitalisme, qu'elle pose directement la question du programme de la révolution socialiste. En Tunisie également, on y reviendra une autre fois.

5- Maroc

Des milliers de Marocains ont manifesté dimanche dans plusieurs villes du royaume pour exhorter leurs compatriotes à boycotter les élections législatives de vendredi.

Les manifestants prédisent déjà que le vote de vendredi ne sera pas démocratique.

A Tanger, dans le nord du pays, un journaliste de Reuters a rapporté qu'environ 10.000 manifestants s'étaient massés sur une place du quartier populaire de Beni Mkada. Un groupe de participants portait un faux cercueil enveloppé d'un drap blanc avec l'inscription "élections législatives".

Environ 200 policiers équipés de tenues anti-émeute ont bouclé la place mais aucun affrontement n'a été signalé. Un policier a estimé le nombre de manifestants à moins d'un millier.

A Casablanca, poumon économique du Maroc, un témoin a fait état d'au moins 6.000 participants à un rassemblement similaire malgré la pluie.

Deux diplomates occidentaux et un habitant de Rabat ont estimé la foule à environ 3.000 personnes dans la capitale.

Ce mouvement en faveur du boycottage des élections trouve peu de résonance au sein de la population, qui, dans sa grande majorité, est peu engagée politiquement et vénère le souverain.

Le scrutin devrait principalement opposer des islamistes modérés ayant juré fidélité au roi à une coalition de partis essentiellement libéraux et proches du palais.

Les détracteurs du roi jugent que cette consultation a été organisée de manière trop précipitée pour permettre un véritable débat. (Reuters 20.11)

Social

1- Etats-Unis

Le petit groupe des Américains qui gagnent le plus a doublé sa part du revenu total des États-Unis au cours des trois dernières décennies, selon une étude du très officiel Congressional Budget Office (CBO) signalée par le Washington Post. La croissance de la fortune des plus riches a été exponentielle : +275% entre 1979 et 2007, passant de 8% du revenu national à 17%.

Le rapport ajoute que depuis la fin des années 70, la politique de l'État n'a pas réduit la concentration des revenus, au contraire. Voilà qui ne va pas calmer les militants du mouvement Occupy Wall Street remarque CBS News.

Une étude qui ne va pas faciliter la campagne électorale d'Obama qui espère décrocher un second mandat. Car "selon un sondage CBS-New York Times publié cette semaine, environ 28% des personnes interrogées disent que l'administration Obama favorise les riches", même si environ 69% disent que l'opposition, les Républicains au Congrès, agissent de concert.

« L'effet de péréquation des impôts fédéraux était plus faible » en 2007 qu'en 1979, et « les recettes du gouvernement fédéral se sont éloignées d'un impôt progressif sur les revenus, au profit d'impôts moins progressifs sur les salaires » toujours selon ce rapport du Congressional Budget Office cité par le New York Times.

Pour le cinquième de la population situé en bas de l'échelle, soit les 20% les plus pauvres, le revenu réel moyen après impôt des ménages n'a augmenté que de 18%.

"Les résultats, fondés sur une analyse rigoureuse des données de l'Internal Revenue Service (IRS) et du Bureau du

recensement (Census Bureau), sont globalement en accord avec les études fournies par certains chercheurs privés et universitaires économistes. Mais parce qu'ils portent l'imprimatur du bureau du budget, qui est un organisme non partisan, ils sont susceptibles d'avoir un impact majeur sur le débat en cours au Congrès concernant l'équité de l'impôt fédéral" souligne le New York Times. (atlantico.fr 20.11)

Les plus riches ont accru leur fortune de 275% entre 1979 et 2007...

Légitime, non, le capitalisme, l'exploitation ne le sont-ils pas ? Parce que l'origine de cet enrichissement monstrueux dans tous les sens du terme ne proviendrait pas de là, de la concentration du capital ou des moyens de production entre les mains de quelques privilégiés, d'où alors ? On pose cette question aux "indignés", à tous ceux qui ne voit dans cette crise qu'une crise financière, qui ne veulent pas ou sont incapables d'aller au bout de leur analyse, de remonter jusqu'au fondement du capitalisme. Cela figurait déjà dans *Le Capital* de Marx et Engels...

2- Israël

Des centaines de journalistes, dont des présentateurs vedettes de la radio télévision, ont dénoncé dimanche 20 novembre les menaces qui pèsent selon eux sur la liberté de la presse, lors d'un rassemblement à Tel Aviv. Cette manifestation, sans précédent en Israël, visait la campagne législative tous azimuts du camp ultranationaliste, ciblant les médias jugés trop critiques envers le pouvoir, la Cour suprême et des ONG classées à gauche.

"*Nous sommes confrontés à une ivresse d'un pouvoir qui ne connaît plus ses limites*", a déclaré à la tribune le principal présentateur de nouvelles à la radio militaire, Razi Barkai. "*L'attaque contre la liberté de la presse est inséparable de l'offensive contre l'indépendance de la justice*", a mis en garde une autre journaliste, Ilana Dayan, reporter de la seconde chaîne de télévision privée.

Les journalistes s'insurgent contre un projet de loi élaboré par des députés d'extrême droite destiné à aggraver de façon draconienne la législation sur la diffamation. S'il était adopté par la Knesset (parlement), il permettrait d'infliger des amendes très lourdes à des médias attaqués en justice pour diffamation, quand bien même les plaignants n'apporteraient pas la preuve qu'ils ont subi des dommages réels du fait de la publication des textes incriminés.

Les journalistes se sont également élevés contre les pressions sur la chaîne privée 10. Connue pour son indépendance dans ses programmes de nouvelles, elle est menacée de fermeture après qu'une commission parlementaire à majorité de droite eut refusé de renflouer ses dettes. Le 13 novembre, l'extrême droite avait marqué un nouveau point en obtenant le feu vert du gouvernement à deux propositions de loi controversées ciblant le financement d'ONG israéliennes hostiles à l'occupation et à la colonisation des Territoires palestiniens. Pour l'heure, toutefois les deux lois ont été gelées, suite au tollé qu'elles ont provoqué en Israël et à l'étranger. (lemonde.fr 20.11)

On l'oublie parfois, mais en Israël aussi l'extrême droite fait partie de la coalition au pouvoir. On est solidaire de ces journalistes évidemment.

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

Une question tabou.

Quelle légitimité ont les partis PS et PCF qui se réclament à tort ou à raison des "classes populaires" ou du socialisme, et dont la classe ouvrière et les masses exploitées ont fini par se détourner totalement ?

On pourrait étendre cette question aux autres partis qui n'ont pas été capables de se construire, d'emporter l'adhésion ou d'inspirer confiance aux travailleurs après 70 ans d'existence.

On s'étonne ou feint hypocritement de s'étonner de la situation sociale et politique actuelle, comme si elle était le fait du hasard ou de la faute à pas de chance, à moins qu'il ne s'agisse encore une fois d'un foutu "piège" dans lequel nos dirigeants seraient tombés, pas seulement, la quasi-totalité des travailleurs, les générations entières d'exploités qui se sont succédés, ouvriers et intellectuels confondus, qui, pas de bol, n'auraient jamais trouvé la voie apparemment impénétrable et réservée aux seuls initiés qui conduit au socialisme comme celle du seigneur qui conduit ses élus au royaume des cieus, pour finalement former une grande chapelle sous les auspices de la franc-maçonnerie, amen !

Discours politiquement très incorrect, nous n'y sommes pour rien si ceux qui prétendent combattre l'obscurantisme adhèrent à des sociétés secrètes ou dont les débats et les pratiques doivent demeurer à l'abri des curieux, de la critique, comme s'ils avaient quelque chose à cacher ou de difficilement supportable à avouer, encore moins susceptible d'être accepté par le plus grand nombre, cela vaut pour le PS, le PCF et le POI, pour les autres partis je n'en sais rien.

Le parti, qui ne parvient pas à se développer au bout de plusieurs décennies, finit toujours par se fossiliser, se scléroser, se décomposer, bien qu'il ait pignon sur rue, ses moeurs, ses pratiques, l'état d'esprit de ses membres, tiennent davantage de la secte repliée sur elle-même plutôt que tournée vers l'extérieur à l'écoute du monde

Pourquoi les travailleurs devraient-ils renouer avec l'espoir qu'une issue politique existe à la crise du capitalisme, quand ils peuvent constater qu'aucun parti n'a réussi à l'incarner depuis l'avènement de la Ve République ?

Si on admet avec Trotsky que la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction de la classe ouvrière, force est de constater que l'on n'a pas avancé d'un pas pour la résoudre en 70 ans, donc il est normal que les travailleurs ne voient pas très bien comment ils pourraient se débarrasser du capitalisme, puisqu'aucun parti n'a été capable de les convaincre que c'était possible ou plutôt indispensable, peut-être parce qu'il n'y a plus aucun parti qui y croit vraiment, autre explication, leurs dirigeants ne sont pas à la hauteur. Mais si les dirigeants de ces partis qui en principe incarnent consciemment le mouvement inconscient s'avèrent eux-mêmes largement inconscients de la situation, il est normal qu'on en soit là aujourd'hui, et on est logiquement porté à en tirer la conclusion que tout serait foutu. C'est l'état d'esprit qui domine dans la société en général et pas seulement chez les ouvriers.

On s'est gargarisé de formules et de principes prêts à l'emploi, alors que la situation et les transformations qu'ont connu la société et le monde nécessitaient de faire du sur mesure en employant les mêmes outils, parfois en en créant d'autres, ce qu'on a été manifestement incapable de faire, le on est inclusif, je me mets dans le lot, bien que personnellement j'avais cessé de militer entre 1981 et 2001.

Les travailleurs sont pessimistes, sceptiques ou perplexes face à une situation qu'ils supportent de plus en plus mal chaque jour, et lorsqu'on leur explique qu'il existe une issue politique, ils nous écoutent poliment, mais ils voudraient bien qu'on leur explique comment ils pourraient y croire, car les discours qu'ils entendent ne répondent finalement pas aux questions qu'ils n'ont jamais réussi à se poser eux-mêmes.

On se demandait plus haut quelle légitimité avaient ces partis, des partis qui laissent Sarkozy s'exprimer tranquillement sans marteler l'argument qu'il est illégitime, en guise de fait par exemple, son parti a été mis en minorité lors des quatre élections qui ont eu lieu depuis qu'il a été élu président, qui laissent les représentants du patronat s'exprimer sans marteler que leurs besoins sont illégitimes, en guise de fait parmi d'autres, les entreprises du CAC 40 ont empoché des centaines de milliards d'euros de profits au cours des dernières années tandis que le chômage, la précarité et la pauvreté n'ont cessé d'augmenter, seuls les besoins des travailleurs sont légitimes mais personne ne le dit ou timidement, en s'excusant pour ainsi dire, des partis qui ne saisissent pas les occasions qui leur ont été données depuis 2005 pour marteler que les institutions et la Constitution sont illégitimes et qu'il faut les balayer, franchement, comment voudriez-vous que les travailleurs aient confiance dans de tels partis, des partis qui pendant des décennies leur ont dit de voter PS-PCF comme s'ils pouvaient participer à une issue politique favorable à la classe ouvrière, qui ont participé aux institutions à des degrés divers, tandis que les travailleurs s'en détournaient ? En réalité, le fossé et l'incompréhension entre les travailleurs d'une part, et les syndicats et partis d'autre part, n'a cessé de croître depuis 30 ans. Les syndicats et ces partis (POI, NPA et LO) en sont responsables et personne d'autres à leur place. (A suivre)

Tordons le coup au CNR

Le Conseil national de la résistance dont certains nous rebattent les oreilles à longueur de temps, staliniens et néostaliniens, maoïstes et gaullistes de "gauche", la panacée sur le plan politique, et pour cause, il n'a été que l'antichambre de l'union nationale qui s'est mise en place au lendemain de la guerre sous la houlette de de Gaulle. Les nostalgiques de la IVe République (1946-1958) qui comptent dans leurs rangs des "trotskystes" (sans rire !) sont en réalité des nostalgiques de l'union nationale, régime qui pava la voie au bonaparte de Gaulle et sa Ve République.

Certes, la mise en oeuvre du programme du CNR a permis d'appliquer une partie des mesures contenues dans le programme du front populaire de 1936 qui avaient été abandonnées par Blum et Thorez au profit de la Bourse, mais sa réalisation s'est faite en contrepartie du désarmement du peuple en arme et de la liquidation du mouvement révolutionnaire qui avait pris forme vers la fin de la guerre et qui menaçait l'existence de l'Etat bourgeois, pour céder la place à "*une seule police, une seule armée, un seul Etat*" (M. Thorez-PCF), ceux des capitalistes.

Un mot sur l'Espagne

Entendu hier soir aux infos de TV5Monde Asie : le parti conservateur de Mariano Rajoy a remporté les élections législatives de dimanche "*sans programme*", en fait de "*victoire*", elle a été acquise par "*omission*", à défaut de véritables adversaires. De fait, son parti, le Parti populaire, a progressé d'à peine 500 000 voix, alors que le PSOE en a perdues 4,3 millions. Où sont donc

passées ces millions de voix ? Pardi, vous allez les retrouver dans la rue très rapidement ! Et pour cause...

Selon une spécialiste de l'Espagne, la politique d'austérité qu'il va tenter de mettre en oeuvre va être "*très brutale, extrêmement violente pour redresser le pays*".

De l'audace !

Hier j'ai découvert hier soir l'existence et le succès apparemment inattendu du film muet en noir et blanc du réalisateur français Michel Hazanavicius *The Artist*. Il est en compétition aux Oscars aux Etats-Unis après avoir remporté plusieurs prix et être en passe de remporter un succès mondial.

Il fallait oser le faire, personne ne s'attendait à un tel accueil des critiques et du public. Comme quoi, quand on ose et qu'on colle à un besoin, ça marche ou ça peut marcher, mais quand on n'ose pas, on n'en saura jamais rien et cela ne marchera jamais, ça c'est pour la politique !

INFOS EN BREF

Politique

1- Sommet de l'Asie orientale (EAS).

Qui l'emportera dans cette lutte pour le leadership dans la région Asie-Pacifique ? C'est une région qui promet un formidable dynamisme au moment où les économies matures s'enfoncent dans la crise. De son côté, la Chine y investit des sommes colossales, notamment en Australie, proche allié de Washington, pour exploiter ses ressources minières. Côté américain, Barack Obama a dévoilé cette semaine le déploiement de 2.500 soldats dans le nord-ouest australien, aux portes de l'Asie du Sud-Est.

Face au géant chinois, les Philippines ont appelé les autres « *petits* » pays concernés (Vietnam, Taïwan, Malaisie, Brunei) à faire front uni, avec le soutien de Washington qui a plaidé pour une approche « *multilatérale* ». Réaction de la Chine : Pékin a brandi la menace économique à l'encontre de « *tout pays qui choisirait d'être un pion sur l'échiquier américain* ». (liesidotorg.wordpress.com 21.11)

2- Egypte

Pour la troisième journée consécutive, policiers et manifestants réclamant le départ du pouvoir de l'armée se sont affrontés lundi sur la place Tahrir du Caire sur fond de crise politique avec la démission du gouvernement intérimaire.

Ces violences, qui rappellent le pire de la "révolution du Nil", ont fait au moins 33 morts.

Vers minuit, quelque 20.000 personnes restaient massées sur cette place, haut lieu de la contestation anti-Moubarak, avec des milliers d'autres dans les rues adjacentes.

"*Le peuple veut la chute du maréchal !*", scandait la foule en visant le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, ministre de la Défense du "raïs" déchu pendant une vingtaine d'années avant de prendre les rênes du Conseil suprême des forces armées (CSFA) au pouvoir depuis le départ de Hosni Moubarak.

En fin de soirée, le CSFA a publié un communiqué appelant au calme et invitant les forces politiques à des discussions de crise pour trouver une porte de sortie. Les généraux font part de leur "*profond regret pour les victimes des ces incidents malheureux*", indique l'agence de presse officielle Mena.

"*Nous appelons toutes les composantes de la nation à faire preuve de la plus grande retenue de manière à éviter de nouvelles victimes*", a ajouté l'armée.

Le Conseil militaire ne précise pas en revanche s'il a accepté la démission du gouvernement intérimaire, présentée dimanche. D'après une source militaire, le CSFA s'efforcera de trouver un accord sur le nom d'un nouveau Premier ministre.

La démission de tous les membres du cabinet porte un coup sévère à l'autorité du Conseil militaire.

L'embrasement de la place Tahrir intervient une semaine avant le début des élections législatives le 28 novembre, premier scrutin de l'après-Moubarak.

La morgue du principal hôpital du Caire a reçu 33 corps depuis samedi. Au moins 1.250 personnes ont été blessées, dit-on au ministère de la Santé.

Les autorités affirment que la police n'a pas ouvert le feu sur les manifestants mais la plupart des cadavres à la morgue ont des impacts de balles, selon une source médicale.

"*Le régime militaire est mort, est mort*", crient les manifestants. "Liberté, liberté !" entend-on aussi.

D'autres slogans visent le maréchal Hussein Tantaoui, qui fut pendant vingt ans le ministre de la Défense de Moubarak et préside le CSFA. (Reuters 21.11)

Cet article est incomplet, il occulte la place et les privilèges que l'armée entend conserver dans le pays.

Selon un journaliste aux infos hier soir sur TVMonde Asie : 1- 80% des rédacteurs de la nouvelle constitution devraient être choisis par l'armée ; 2- elle aurait le pouvoir de retirer de la nouvelle constitution tous les articles qui ne lui conviennent pas ou portent atteinte à ses intérêts ; 3- enfin son budget, l'origine de ses fonds et leur montant ainsi que son utilisation, demeurerait secret.

Autrement dit la constitution et le "*nouveau régime*" qui se mettrait en place à l'issue des élections devrait consacrer le maintien des pouvoirs attribués par Moubarak (et l'impérialisme américain) à l'armée et devrait accepter de se placer sous sa tutelle comme gardienne de l'ordre établi, rien ne changerait en somme.

3- Tunisie

Les ministres sortants de la Défense et des Finances ainsi que le gouverneur de la banque centrale conserveront leurs attributions dans le prochain gouvernement tunisien, a-t-on déclaré lundi de source proche de la coalition majoritaire.

Selon cette source, qui appartient au parti islamique modéré Ennahda, premier parti de la nouvelle coalition, il y aura tout de même "*beaucoup de changements (dans la composition du cabinet). Il sera annoncé dans la journée*". (Reuters 21.11)

Même punition qu'en Egypte sous la conduite d'un parti islamiste. Hier j'écrivais que les islamistes étaient les alliés de l'impérialisme américain contre le prolétariat mondial, en voilà une nouvelle preuve. Hier au Caire quand la situation a commencé à dégénérer, les courageux Frères musulmans se sont fait la paire ont rapporté les agences de presse sur place.

4- Syrie

Hier (le 18 -ndlr), la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a déclaré qu'une guerre civile en Syrie était possible si l'opposition dans le pays devenait plus forte. Qu'est-ce à dire exactement ? L'opposition, déjà très armée et financée par l'extérieur, pourrait-elle prendre le pouvoir dans le sang ? Mme Clinton, bien plus élevée dans la hiérarchie des sociétés secrètes que ne l'est son mari, affirme que ses amis de Washington sont en faveur de manifestations pacifiques et d'une opposition non-violente. Selon elle, la conclusion est évidente : c'est le président syrien Bachar al-Assad qui a incité l'opposition à « *prendre les armes* ».

Interrogée sur le parallèle que l'on pourrait faire avec la Libye, Hillary Clinton répond : « *Personne ne souhaite ce genre d'action vis-à-vis de la Syrie. La Libye était un cas unique.* » « *Mais ce n'est pas applicable à la Syrie. La Syrie a son propre rythme, et ce qu'a fait la Ligue arabe est un signal clair à Assad lui signifiant que c'en est fini pour lui* », a-t-elle renchéri.

Dans le même temps, l'agent britannique Catherine Ashton, qui est aussi chef de la diplomatie européenne, s'est rendu à Moscou pour tenter d'infléchir les Russes. Réponse du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov : il s'est déclaré persuadé que des forces extérieures cherchaient à aggraver la situation en Syrie, afin de justifier leur ingérence dans les affaires politiques internes du pays. Ce n'est pas nous qui dirons le contraire.

Rappelons ce que nous écrivions dans notre dernier numéro du 15 novembre. Cela servira de complément à cet article.

L'opération de destruction de la Libye de M. Kadhafi met aussi en évidence un scénario déjà évoqué par LIESI à plusieurs reprises : la balkanisation des Etats du Moyen-Orient. En 2007, le Général Clark mentionnait un plan du Pentagone visant à déstabiliser l'Irak, la Libye, le Soudan et l'Egypte, puis la Syrie, le Yémen, la totalité du Maghreb et l'Iran. Le Pentagone n'inventait rien puisque dès 1982, la revue de stratégie sioniste Kivounim publiait ce programme en hébreu ! Le drame du Liban et de l'Irak y étaient évoqués, puis la « *dislocation de l'Egypte* », enfin : « *Une fois l'Egypte ainsi disloquée et privée de pouvoir central, des pays comme la Libye et le Soudan, et d'autres plus éloignés, connaîtront la même dissolution* ». C'est bien la preuve que les événements actuels sont l'exécution d'un plan...

NB. Le plan explicité en 1982 sur le partage de l'Égypte prévoit « *une partition du pays avec la création d'un état copte (au sud), et une mosaïque d'entités confessionnelles musulmanes diverses en Basse Égypte. Les affrontements religieux actuels sont tout à fait de nature à conforter ce processus* ». (liesidotorg.files.wordpress.com 19.11)

Social

1- France

1.1- Suppression d'emplois chez Areva

Dans le cadre d'un plan d'action stratégique, le groupe nucléaire Areva compterait supprimer entre 2.700 et 2.900 emplois, dont 1.000 à 1.200 en France.

Selon une source citée par Le Figaro.fr, ce plan d'action viserait à économiser 500 millions d'euros par an dès 2013.

Interrogé dans la foulée par BFMTV, Eric Besson a contredit cette information. "*Aucune suppression d'emploi n'est prévue en France*", a affirmé le ministre de l'Industrie.

En France, il s'agirait de réductions d'effectifs qui concerneraient exclusivement les "fonctions support" (services juridique, financier, communication, ressources humaines...), où près d'un poste sur six serait supprimé, précise cette source. (lepost.fr 21.11)

1.2- Fermeture d'une usine Honeywell

Quelque 2.500 personnes selon les gendarmes, 3.000 selon les organisateurs, ont défilé samedi matin dans les rues de Condé-sur-Noireau (Calvados) contre la fermeture prévue en 2013 de l'usine Honeywell, qui y emploie 325 personnes. (Les Echos 19.11)

1.3- Ah ces fraudeurs anonymes qui sévissent en toute tranquillité...

Liliane Bettencourt dissimulait près de 100 millions d'euros sur une douzaine de comptes en Suisse et à Singapour en 2010, année où a éclaté une tentaculaire affaire autour de l'héritière de L'Oréal, a-t-on appris lundi de source proche du dossier. (20minutes.fr 21.11)

2- Grèce

Des ouvriers municipaux et de sites de production d'électricité ont bloqué lundi plusieurs bâtiments de l'entreprise d'électricité nationale, dans toute la Grèce, pour protester contre un impôt d'urgence collecté via les factures d'électricité.

Des adhérents du syndicat des ouvriers de l'électricité avaient déjà provoqué des coupures de courant pendant quatre heures au ministère de la Santé la semaine dernière. Lundi, ils ont bloqué l'entrée du site d'où les ordres de coupure sont décidés.

Parallèlement, les pharmacies étaient fermées dans Athènes et alentour. Une grève des ouvriers des transports devrait provoquer des arrêts de travail de quatre heures pour dénoncer les réductions d'effectif. (AP 21.11)

3- Chine

La Chine compte plus de 300 millions d'utilisateurs inscrits de l'équivalent chinois de Twitter, Weibo, et le nombre d'internautes dans le pays atteint désormais les 485 millions, rapporte lundi l'agence de presse officielle Chine nouvelle, qui cite le ministère des Technologies de l'information.

La Chine compte actuellement 1.354.000 habitants, selon les dernières statistiques. (Reuters 21.11)

Economie

1- La Bourse ou la vie

À Paris, le CAC 40 a cédé 3,41%. La Bourse de Milan a lâché 4,74%, celle de Madrid 3,48%, Londres 2,62%, Francfort 3,35% et l'indice paneuropéen EuroStoxx 50 3,42%.

A new York, l'indice Dow Jones des 30 industrielles a cédé 2,11%. Le S&P-500, plus large a perdu 1,86%. Le Nasdaq Composite

a reculé de 1,92%. (Reuters 21.11)

2- Matières premières

La production mondiale d'acier, y compris celle de la Chine, a ralenti en octobre à son plus bas niveau depuis 10 mois, sur fond de demande ralentie et de prix en baisse, montrent les chiffres publiés lundi par la World Steel Association.

La production mondiale d'acier a reculé à 3,999 millions de tonnes par jour en octobre, tandis que celle de la Chine, le premier producteur et consommateur d'acier, a chuté à 1,764 million de tonnes par jour. Toutes deux sont à leur plus bas depuis décembre 2010. (Reuters 21.11)

J'ai lu hier dans un article que le pétrole et l'or étaient également à la baisse.

3- Allemagne

3.1- La banque centrale allemande révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2012, dans un rapport publié le 21 novembre.

"Un ralentissement de la conjoncture est à prévoir pour l'année prochaine, ce qui rend réaliste un scénario de base avec une hausse du Produit intérieur brut (PIB) comprise entre 0,5 et 1%", écrit la Bundesbank.

La croissance allemande devrait être soutenue par la consommation intérieure. Elle devrait en revanche être moins stimulée par le commerce extérieur.

Mais l'ombre de la crise de la dette publique plane au-dessus des prévisions allemandes. Et le gouvernement n'écarte pas le risque d'"*une longue phase de faible croissance*" si la situation européenne se dégrade. (usinenouvelle.com 21.11)

3.2- Le Handelsblatt pointe que la dette allemande n'intègre pas la majeure partie des dépenses prévues pour les retraités, les malades et les personnes dépendantes, et que son vrai montant n'est pas de 2000 milliards, mais de 5000 Mds d'euros soit 185% du PIB... comme la Grèce. (Atlantico.fr 21.11)

A noter que la même remarque est valable pour la France !

Alors à quoi rime tout cela a-t-on envie de dire naïvement ? Les Etats capitalistes les plus puissants doivent évincer les plus faibles, et pour se faire leurs peuples doivent rendre gorge jusqu'à la dernière goutte de sueur et de sang, pour conserver leur hégémonie sur le reste du monde, c'est une guerre sans oser en porter le nom. Ils vont se partager la dépouille de leurs entreprises et services publics à bon compte une fois conduits à la faillite, ainsi les capitalistes les plus puissants le seront davantage encore demain... avant que leur système ne s'effondre totalement.

3.3- L'Allemagne est restée ferme lundi sur son opposition à la création d'euro-obligations et son refus d'une plus forte intervention de la Banque centrale européenne (BCE) dans la lutte contre la crise de la dette, jugeant qu'aucune de ces solutions n'étaient «*un remède miracle*».

Le porte-parole de la chancelière Angela Merkel, Steffen Seibert, a indiqué qu'Angela Merkel privilégiait une «*solution politique*» à la crise, qui implique de rendre «*contraignant*» le respect des règles de bonne conduite budgétaire.

La chancelière est partie en campagne pour un changement «*limité*» des traités européens en ce sens, et cette démarche «*est une priorité dans toutes les conversations qu'elle mène*» avec ses partenaires européens, a ajouté Seibert. Il a jugé que la création d'euro-obligations ne «*s'attaquerait pas aux racines du mal*», c'est-à-dire à l'indiscipline budgétaire. (20minutes.fr 21.11)

Les Etats les plus riches imposent des règles à des Etats qui le sont moins, auxquels ensuite ils reprochent de ne pas les respecter et la boucle est bouclée pour leur imposer des règles encore plus drastiques qui aboutissent à les affaiblir davantage et conduisent à leur ruine !

Quand on dit "imposer", on veut dire par là que les Etats s'y conforment parce que leurs représentants sont incapables de rompre avec le capitalisme, dans ce sens ils n'ont pas le choix. Il n'y a pas de piège dans tout cela, seulement des contraintes acceptées qui sont le produit des contradictions du capitalisme.

4- Espagne

La Banque d'Espagne a annoncé lundi prendre le contrôle de Banco de Valencia, nouvel établissement espagnol victime

de l'éclatement de la bulle immobilière et première banque commerciale du pays à demander un renflouement public.

Le fonds public de restructuration bancaire FROB va renforcer le capital de la plus petite banque cotée espagnole d'un milliard d'euros et lui allouer une ligne de crédit de deux milliards, a déclaré la banque centrale dans un communiqué.

L'institution d'émission précise qu'il tentera ensuite de vendre Banco de Valencia aux enchères.

A fin juin, la banque avait un ratio de fonds propres durs de 7,36%. La proportion de créances douteuses atteignait 6,99% de ses prêts contre 6,33% à fin mars.

Depuis le début de la crise financière, la Banque d'Espagne a pris le contrôle de trois caisses d'épargne - CCM, Cajasur et Caja de Ahorros del Mediterraneo (CAM). (Reuters 21.11)

5- Hongrie

La Hongrie a officiellement sollicité lundi une aide de la part du Fonds monétaire international et de l'Union européenne, alors que jusqu'à présent le gouvernement y était farouchement opposé.

Le FMI et la Commission européenne ont dit avoir reçu une demande des autorités hongroises en vue d'une éventuelle assistance financière. (Reuters 21.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 novembre

CAUSERIE

J'ai profité des photos que j'ai prises pour envoyer à ma fille pour changer celle de moi qui figurait dans la page d'accueil du site qui datait un peu, en fait j'ai les cheveux complètement blancs depuis déjà un moment, j'ai 56 ans. Derrière on aperçoit un ventilateur tout rouillé, c'est pas terrible mais bon, je n'ai pas ni le temps ni l'envie de refaire une photo, de la charger dans le disque dur, etc. en fait je m'en tape, c'est juste pour dire quand vous vous connectez sur le site, qu'à l'autre bout il y a un militant en chair et en os qui bosse et qui ne se planque pas derrière une adresse anonyme.

Je pourrais aussi enregistrer des vidéos sonores, j'ai tout le matériel qu'il faut, mais franchement j'ai des choses plus importantes à faire que le guignole comme Mélenchon, par exemple ! Et lui apparemment il a trop de fric !

Il me reste environ trois semaines pour renouveler (ou non) l'abonnement du site au serveur de la société OVH.

La voix du capital. Ce sont les pauvres qui nous pourrissent la vie !

Jean-François Copé, mardi soir, dans le Nord à Lambersat, lors de la présentations des mesures économiques et sociales de l'UMP pour 2012 : « *Les revenus d'assistance et solidaire ne doivent pas être au même niveau que le revenu du travail* ». (publicsenat.fr 22.11)

Sinon à quoi servirait-il de réduire la part du travail au profit du capital dans le PIB , hein franchement ?

Servir en priorité les riches, c'est normal sous un régime capitaliste, et puis cela présente l'avantage de pouvoir augmenter la dette de l'Etat que la plèbe payera ensuite à leur place, privatiser les profits et socialiser les pertes est somme toute logique dans une société divisée en classe dominante et dominée, sinon à quoi cela servirait-il de détenir le pouvoir, je vous le demande.

Et puisque la populace n'a pas été en mesure de s'opposer à la hausse vertigineuse de la dette de l'Etat que nous avons fabriquée de toutes pièces pour nous enrichir autant que pour résister à nos féroces concurrents sur le marché mondial, elle sera toute aussi impuissante à s'opposer à son règlement rubis sur l'ongle, parce qu'elle n'en comprend ni l'origine ni le mécanisme cynique, comment le pourrait-elle alors qu'elle ne comprend même pas comment elle a pu s'endetter parfois elle-même jusqu'au cou ?

Subventionner la pauvreté juste ce qu'il faut pour conserver la paix sociale et vaquer tranquillement à nos affaires, mais pas trop quand même car cela a un coût faramineux à la longue d'entretenir ces parasites, être pauvre ne doit pas devenir un prétexte pour calquer son comportement sur les profiteurs que nous sommes, cet état devient un luxe intolérable en période de crise, il

serait bon de leur rappeler, un luxe qu'on peut de moins en moins financer en plus des guerres ici ou là, il va falloir qu'ils s'adaptent aussi et songent à rétrograder d'un cran, au rang de la misère, là au moins ils feront moins d'envieux ce qui est franchement un comble et ils penseront moins à se révolter contre leurs généreux donateurs que nous sommes, pas encore la misère noire remarquez bien, non, on leur promet pour plus tard si ceux qui ont le privilège d'avoir un travail et un revenu encore confortable n'acceptent pas de nouveaux sacrifices, sacrifices qu'on leur présentera de telles sortes qu'une grande partie d'entre eux les accepteront vous verrez, ainsi si le sort des plus pauvres se détériorait encore ils s'en prendraient à ceux qui s'en tirent le mieux parmi eux au lieu de s'attaquer à nous, les nantis qui baignons dans le fric, ce qui n'est pas sans danger, une noyade est vite arrivée l'air de rien, bref, ils s'entreueraient pendant qu'on compterait les points... à la Bourse en sirotant une petite coupe... Vive l'UMP !

On se demandera comment ils ont pu s'enrichir à ce point-là au cours des trois dernières décennies. Je vous donne une piste : c'est le secret d'une certaine conception de la lutte de classe qui conduit à la subordination presque totale des exploitées aux exploités. La suite, c'est le combat que nous menons quotidiennement contre toutes les formes d'opportunisme au sein du mouvement ouvrier, le pendant indispensable du combat contre le capitalisme et ses représentants, sans lequel le combat contre ces derniers confinerait à l'impuissance et favoriserait la survie du régime en place.

Manipulation et propagande sous le signe de la "**pertinence**"

- Titre : *Délinquance: 4 millions de Français victimes de vols en 2010* (lexpress.fr 22.11)

Les Français ont déclaré avoir été victimes de quatre millions de vols en 2010. Soit près de trois fois plus que les chiffres officiels, selon une enquête d'opinion dressant un état des lieux de la délinquance.

L'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) rend publique ce mardi pour la cinquième année consécutive, une enquête dite de victimation qui tranche avec les statistiques officielles, souvent sujettes à controverse, qu'il est en charge de diffuser mensuellement.

Ainsi, en 2010, selon cette enquête effectuée auprès de près de 17 000 personnes de 14 ans et plus, quelque 4 millions de vols sont déclarés contre 1,5 million rapportés dans les chiffres officiels de la police et de la gendarmerie.

Il y a parfois, pour certains délits, dix fois plus de victimes que de plaintes enregistrées et moins d'un Français sur dix déclarant déposer plainte. D'où la pertinence des enquêtes de victimation pour compléter les statistiques officielles. (lexpress.fr 22.11)

Ils ont interrogé "17 000 personnes de 14 ans et plus" et ils en concluent que "4 millions de vols sont déclarés" par an. Parce que voyez-vous l'ensemble de la population sur tout le territoire serait exactement dans la même situation que cette infime minorité de la population, et il faudrait prendre pour argent comptant les réponses obtenues par téléphone auprès de gosses de 14 ans ou de personne rendues paranoïaques par l'atmosphère nauséabonde que les médias et le gouvernement s'emploient à répandre dans tout le pays.

Plus loin, sans que l'on sache pourquoi, le panel s'élargit et concerne apparemment la même question...

"290 000 personnes interrogées, dont 145 000 femmes, disent avoir été victimes de vols ou tentatives avec violences ou menaces en 2010, révèle l'étude", pour arriver à une conclusion diamétralement opposée à la précédente : "un chiffre en hausse significative" entre 2008 et 2010 par rapport aux années précédentes s'expliquant par "la victimation déclarée des femmes".

De "trois fois plus" on est passé à une hausse "significative", l'objectif étant peut-être de justifier la politique sécuritaire du flic-président dans le cadre de sa campagne électorale. On pourrait croire que ces chiffres pourraient desservir ses intérêts, il les mettra sur le dos de la crise dont il n'est pas responsable, pour renforcer ensuite la panoplie de son arsenal répressif et liberticide ou inclure de nouvelles mesures policières dans son programme, histoire d'attirer vers lui les voix qui seraient tentées de se porter sur le FN.

Crise politique belge. Le fond de l'affaire.

Aux infos hier soir sur TV5Monde Asie, ils ont évoqué la démission du Premier ministre nommé par le roi, parce que les différents partis susceptibles de former (officiellement) un gouvernement d'union nationale n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la manière de s'attaquer aux retraites, aux allocations chômage et à l'indexation des salaires sur les prix, facteurs cités par le journaliste, bref, aux acquis sociaux des travailleurs qui n'entendent pas se laisser faire.

Donc en résumé, la crise belge qui dure depuis 528 jours est l'expression de la crise du capitalisme et de la lutte des classes et rien de plus.

L'usure et les prédateurs de la finance.

- Titre : Les taux allemands sont à leur tour rattrapés par la crise. (lefigaro.fr 22.11)

La "hausse des taux d'intérêt allemands à 10 ans qui atteignent désormais 1,94 %", tandis que pour la France, les "taux d'intérêt français (sont) revenus à 3,45 % pour les emprunts d'État à 10 ans", près du double de l'Allemagne.

Selon un graphique EFFAS, Blomberg paru dans un article du figaro.fr, les taux d'intérêt grecs à 10 ans étaient de 28,45% le 15 novembre 2011, ce qui signifie qu'à ce taux-là en 10 ans la Grèce aura déboursé en intérêts plus de trois fois le capital qu'elle avait emprunté. Et à qui l'Etat grec a-t-il emprunté cet argent ? Aux marchés, aux banquiers américains, allemands, français...

Je vous mets un lien vers ce graphique qui comporte les taux d'intérêt de 11 pays de la zone euro : [cliquez ici](#)

Pas vraiment "**cohérent**" tout cela, à moins que...

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, ils ont repassé un morceau du dernier interview de Danielle Mitterrand décédé dans la nuit d'avant-hier.

Elle affirmait qu'elle avait été "*cohérente dans ses engagements*", après avoir déclaré que le "*PS n'avait pas vraiment la tripe socialiste*", c'est le moins qu'on puisse dire.

Dans ce cas-là, pour être "*cohérent*" il aurait fallu chercher s'il n'existait pas un autre parti qui lui était socialiste jusqu'aux entrailles, à moins que sa définition du socialisme ne corresponde finalement pas à celle à laquelle on pense spontanément, à celle des fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels.

Le M⁹PEP ou le fond de commerce du stalinien Nikonoff (ex-PCF ?-Attac) notamment)

Jacques Nikonoff et le M⁹PEP présentent un nouvel ouvrage : "*Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple.*"

Pour que la "*souveraineté monétaire*" profite vraiment au peuple, il faudrait que la classe ouvrière ait été un jour au pouvoir, or elle ne l'a jamais été. Ensuite, la sortie de l'euro ne réglerait rien du point de vue des intérêts des exploités qui demeureraient la classe dominée.

Et d'annoncer un "*débat à Bruxelles le 24 novembre : Sortir de l'euro... pour s'en sortir ?*".

Ce sera sans nous ! Pour "*s'en sortir*", il faut commencer par liquider les institutions de la Ve République et abolir les privilèges de la classe dominante.

On reviendra demain sur la question de la démocratie, du pouvoir et de l'Etat, des soviets ou comités de délégués élus et de l'Assemblée constituante. Pour préparer cette causerie ou réfléchir à ce sujet, voilà les quelques questions qui me viennent à l'esprit :

- 1- Quelle démocratie est-il possible quand la classe dominante est toujours au pouvoir ?
- 2- Quelle est la nature de la démocratie quand les intérêts de la majorité des exploités sont représentés par une minorité ?
- 3- Quelle est la nature de la démocratie dans un régime où la majorité des exploités sont incapables d'exprimer leurs propres besoins parce qu'ils lui restent soumis ? (au capitalisme)
- 4- Est-il possible de passer à la démocratie ouvrière sans renverser la démocratie bourgeoise par une révolution ?
- 5- Est-il possible de passer à la démocratie en conservant les institutions de l'ancien régime (capitaliste) ?
- 6- Peut-on parler de démocratie sans remettre en cause les rapports sociaux de production, sans liquider la propriété privée des moyens de production ?
- 7- Comment peut-on prétendre sauver une démocratie (bourgeoise) qui n'est pas la nôtre, et prétendre combattre pour instituer une démocratie ouvrière ?
- 8- La démocratie ouvrière naît-elle de la démocratie bourgeoise ou de la négation (violente) de celle-ci ?

9- La démocratie ouvrière serait-elle une extension de la démocratie bourgeoise ou pour voir le jour, nécessite-t-elle de renverser la démocratie bourgeoise ? (qui incarne le pouvoir de cette classe...)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Une "**grande fierté**"... ou plutôt une honte infinie !

La France, dont les forces armées sont engagées cette année sur de nombreux théâtres d'opérations, aurait "sans problèmes" les moyens de mener d'autres opérations ponctuelles en cas de besoin, a assuré mardi le ministre de la Défense, Gérard Longuet, à l'occasion d'un colloque consacré aux opérations extérieures des armées françaises.

"Il y a un contrat capacitaire, on a toujours été dans les limites de ce contrat capacitaire tout au long de l'année 2011", au cours de laquelle les forces françaises ont assuré des engagements en Afghanistan (Pamir), en Libye (Harmattan), en Côte d'Ivoire (Licorne), mais aussi au Liban, au Sahel, au Kosovo et dans l'océan Indien, a-t-il déclaré à quelques journalistes à l'issue de ce colloque intitulé "*Regards sur une année d'engagements opérationnels*".

En concluant cette rencontre constituée de tables rondes thématiques, M. Longuet a exprimé sa "*très grande fierté devant notre capacité à mettre en oeuvre des armes sophistiquées*". A ce sujet, a-t-il relevé, "*nous ne sommes ni les plus riches ni les plus puissants*". Mais, mis à part les Etats-Unis, "avons-nous un complexe à avoir face à un autre partenaire? La réponse est non", a-t-il dit en faisant le point sur les trois principales opérations de l'année. (AP 22.11)

1.2- Comment Sarkozy muselle la justice

Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) a émis mardi un avis favorable à la nomination comme procureur de Paris de François Molins, l'actuel directeur de cabinet du ministre de la Justice, a-t-on indiqué mardi de sources judiciaires.

Le ministre Michel Mercier a en effet proposé son directeur de cabinet pour ce poste. En matière de nomination de magistrats du parquet, le CSM rend un avis simple auquel n'est pas lié le garde des Sceaux.

M. Molins prendra ses fonctions une fois le décret présidentiel signé. Il succédera à Jean-Claude Marin, officiellement installé mi-novembre comme procureur général près la Cour de cassation mais nommé en juillet.

Le choix de nommer M. Molins a été critiqué par le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) qui a estimé que le CSM avait fait preuve de "*cécité*" en abandonnant toute "*exigence d'impartialité*" pour avaliser ce choix.

M. Molins a dirigé le parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis) durant cinq ans avant d'être nommé en 2009 directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie.

Le CSM doit également émettre un avis à la nomination de quatre procureurs généraux, ceux de Nîmes, Angers, Lyon et Amiens. (AP 22.11)

1.3- Business is business !

Nicolas Hulot a repris mardi la présidence de la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH), qu'il avait quittée en avril pour se lancer en politique. (lefigaro.fr 22.11)

1.4- Une histoire de "**marionnettes**"

Sur le texte commun signé par le PS et Europe écologie-Les Verts la semaine dernière, Eva Joly avoue que "cet accord ne (la) fait pas rêver" et critique le volet nucléaire du projet présidentiel du PS, dont le candidat est François Hollande.

"*La vérité, c'est que les amis de François Hollande se sont révélés archaïques face à la modernité de notre projet. Face à ces blocages, mon travail plus que jamais sera de convaincre les Français*", dit-elle.

Eva Joly critique le rôle du géant du nucléaire Areva, qui a admis être intervenu auprès du PS au sujet d'un paragraphe de l'accord

sur la reconversion de la filière du retraitement et du combustible, retiré puis maintenu avec des précisions.

"J'ai été outrée, scandalisée, de l'intervention d'Areva dans les discussions avec le PS. Faire connaître un point de vue est une chose. S'immiscer dans la vie démocratique pour réécrire un paragraphe d'un accord entre partis en est une autre", dit-elle.

"Il pèse désormais sur les socialistes le soupçon d'être du bois dont on fait les marionnettes, et on ne me fera pas croire que c'est bon pour la politique", ajoute Eva Joly. (Reuters 22.11)

Ainsi font font font les petites marionnettes... trois petits tours et puis s'en vont !

2- Italie

Le nouveau président du Conseil italien Mario Monti, ancien commissaire européen à la Concurrence, est revenu mardi à Bruxelles avec la promesse de placer l'Union européenne au coeur des travaux de son gouvernement.

José Manuel Barroso a quant à lui exprimé sa "pleine confiance" en Mario Monti, un homme que je tiens en "haute estime", a-t-il dit.

Selon un sondage AP-GfK rendu public mardi, la très grande majorité des Italiens (93% considèrent la réduction de la dette colossale de leur pays (1.900 milliards d'euros, soit environ 120% du produit intérieur brut) comme l'une des principales priorités. Mais peu sont enclins à faire des sacrifices personnels pour y parvenir.

L'enquête montre qu'un quart des personnes interrogées environ sont favorables à des réformes du droit du travail pour faciliter les licenciements ou à un relèvement à 67 ans de l'âge de départ à la retraite. (AP 22.11)

C'est bien là toute la contradiction de la situation que doit affronter Mario Monti : aucun travailleur n'est prêt à accepter de nouveaux sacrifices, alors que le gouvernement n'a aucune légitimité pour tenter de leur imposer.

3- Egypte

3.1 - Plus de 100.000 Égyptiens se sont rassemblés mardi soir au Caire. Malgré l'annonce de la formation d'un nouveau gouvernement, ils sont décidés à rester sur la place jusqu'à ce que les militaires quittent le pouvoir...

«Irhal! Irhal! Irhal!» - «Dégage!». Le cri emblématique des révolutions arabes a résonné à nouveau avec force mardi soir sur la place Tahrir, au Caire. Rejouant le scénario de la révolution de janvier, une foule très dense a répondu par cet impératif au discours du maréchal Tantaoui, le chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige le pays depuis février. Le vieux militaire se retrouve donc à la place de Moubarak, dans le rôle du chef d'Etat qu'il faut déboulonner.

Et, une fois de plus, les Égyptiens ne semblent pas prêts à céder: ils veulent mettre un terme au régime militaire qui gouverne leur pays depuis presque 50 ans. Quel qu'en soit le prix, alors que les élections législatives doivent commencer le 28 novembre. Le discours du maréchal Tantaoui avait pourtant pour objectif d'apaiser la colère de la place Tahrir, occupée à nouveau par des dizaines de milliers de personnes.

Mais le *«peuple de Tahrir»* est loin d'être satisfait par les annonces de Tantaoui. *«La plupart des gens exigent maintenant que l'armée transfère immédiatement le pouvoir aux civils, pas l'année prochaine»*, témoigne Hisham, un ingénieur de 24 ans présent sur la place ce mardi soir. *«Il y a eu trop de morts ces derniers jours, on ne peut pas accepter de rentrer chez nous simplement sur des promesses.»*

La violence des affrontements qui durent depuis samedi a en effet poussé une partie des manifestants à se radicaliser. *«Les jeunes qui se battent ici depuis quatre jours ont vu leurs amis mourir à côté d'eux. Ils n'arrêteront pas le combat tant que les policiers et les soldats qui ont tiré sur eux ne seront pas jugés»*, souligne Sherif, 30 ans.

L'absence de leader et de coordination entre les manifestants complique en outre toute tentative de trouver un accord. Surtout, les Égyptiens, qui vénéraient leur armée il y a seulement dix mois, ont désormais du mal à faire confiance aux généraux au pouvoir. Économie en berne, hausse de la criminalité, poursuite des violences policières: beaucoup d'Égyptiens trouvent que les choses n'ont fait que se dégrader depuis février. *«Le discours de Tantaoui était fait des mêmes mensonges que ceux de Moubarak. Il s'accroche au pouvoir comme lui. Le peuple égyptien est trop sage pour s'y laisser prendre»*, assurait ce mardi soir l'activiste pro-démocratie Ragia Omran. (20minutes.fr 22.11)

3.2- Après plusieurs journées de manifestations et de violences, les militaires au pouvoir en Egypte ont accepté mardi d'accélérer le processus de transfert du pouvoir aux civils en convenant d'organiser une élection présidentielle en juin.

Dans une allocution télévisée visant à désamorcer la situation, le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, président du Conseil suprême des forces armées (CSFA) a également proposé de faire rentrer immédiatement l'armée dans les casernes si tel était le voeu du peuple.

Place Tahrir, sanctuaire de la contestation en plein coeur du Caire, certains manifestants ont raillé cette offre en scandant "*Dégage, dégage*" après avoir écouté le discours.

L'ancien ministre de la Défense du président Hosni Moubarak, renversé le 11 février par la rue, a affirmé à ses compatriotes que l'armée n'avait pas cherché ou voulu le pouvoir. (Journaliste aux ordres. Et pour cause : elle le détenait déjà ! - note du site)

Le maréchal Tantaoui a annoncé d'autre part qu'il acceptait la démission du gouvernement d'Essam Charaf, intervenue dimanche à la suite des manifestations et de violences.

Il a confirmé en outre que les élections législatives, dont la première phase doit débiter lundi prochain, auraient lieu dans les délais prévus.

"*Nous nous sommes mis d'accord sur le fait que le transfert du pouvoir à un président civil interviendrait en juillet*", avait déclaré à Reuters, avant l'allocution de Tantaoui, Emad Abdel Ghafour, chef du parti salafiste Nour, l'un des hommes politiques qui ont rencontré l'état-major de l'armée.

L'élection présidentielle aura lieu en juin et la passation de pouvoir au nouveau président en juillet, a indiqué celui-ci.

La lenteur du transfert du pouvoir au civil est au coeur des revendications des manifestants qui s'opposent depuis samedi aux forces de l'ordre sur la place Tahrir.

"*C'est évidemment insuffisant*", a jugé Chadi el Ghazali Harb, un dirigeant de la Coalition de la jeunesse révolutionnaire, à propos du discours du chef du CSFA.

"*Le Conseil militaire est pleinement responsable de l'échec politique que connaît aujourd'hui l'Egypte. Nous exigeons une solution privant immédiatement le CSFA de toutes ses prérogatives*", a-t-il confié à Reuters.

Pour les révolutionnaires de Tahrir, les généraux doivent abandonner tout de suite leur pouvoir.

"*Nous réclamons une purge complète du système et la suppression du Conseil militaire*", a déclaré l'un des manifestants, Fahmy Ali.

A Alexandrie, deuxième ville du pays, des centaines de manifestants ont marché sur une base militaire en brandissant leurs chaussures à la main en signe de dégoût des propos tenus par le maréchal Tantaoui. "*Où est le transfert du pouvoir ?*", demandaient-ils.

"*Le discours de Tantaoui ressemble comme deux gouttes d'eau à celui de Moubarak. Il ne sert qu'à nous tromper*", affirme un jeune homme de 27 ans, Youssef Chaaban.

Des heurts entre la police et des manifestants rendus furieux par l'allocution du chef de l'armée ont également éclaté à Ismaïlia, dans l'Est. (Reuters 22.11)

3.3- Les Frères musulmans d'Egypte, la force politique la mieux organisée du pays, ont annoncé leur participation à la réunion de dialogue organisée ce mardi 22 novembre par le conseil militaire, après trois jours de violences entre manifestants et police.

Les Frères musulmans avaient déjà déclaré, la veille, qu'ils ne se joindraient pas à cette manifestation massive. Le parti a annoncé que cette décision émanait du '*souci de ne pas entraîner le peuple vers de nouveaux affrontements sanglants avec des parties qui cherchent davantage de tensions*', selon un communiqué posté lundi soir sur son site Internet. Il fait référence aux trois jours d'affrontements meurtriers entre forces de l'ordre et manifestants hostiles au pouvoir militaire en place depuis la chute de Hosni Moubarak. (lemonde.fr 22.11)

Ce que ne disent pas ces trois articles, c'est que les manifestants exigent que l'armée ne joue aucun rôle dans la rédaction de la futur Constitution du pays et qu'elle accepte de voir ses privilèges (économiques) reniés, je ne dis pas abolis parce que les Egyptiens ne revendiquent pas directement l'expropriation de l'armée des secteurs de l'industrie qu'elle contrôle, en tout cas à ma connaissance.

Les Frères musulmans ne participaient pas à la manifestation d'hier soir, ils négociaient avec leur "*amie*", l'armée. Hier nous écrivions que l'impérialisme américain (notamment) était l'alliée des islamistes et s'en servaient pour défendre leurs intérêts

dans plusieurs régions du monde, du Maroc à l'Afghanistan jusqu'aux frontières avec la Chine et la Russie.

Un article à propos de la Tunisie publié hier sur le portail Slateafrique.com, le confirmait "*nombreux sont les observateurs (journalistes, politologues, diplomates) qui l'assurent : Ennahdha a bel et bien bénéficié d'un large soutien de la part des Etats-Unis et de leurs alliés, notamment le Qatar*". On le savait déjà, d'accord, mais c'est bien de pouvoir étayer cet argument à partir de plusieurs sources, en fournissant de nouveaux éléments, car les travailleurs ne sont pas tenus de nous croire sur parole, non ? Cet article figure en entier dans le site.

4- Russie

La Russie a jugé mardi les nouvelles sanctions américaines infligées à l'Iran "*inacceptables et contraires au droit international*".

Dans un communiqué au ton très vif, le ministère des Affaires étrangères réitère son hostilité aux mesures de rétorsion qui ne sont pas approuvées par le Conseil de sécurité de l'Onu, où Moscou dispose d'un droit de veto.

"*Nous soulignons une fois de plus que la Fédération de Russie juge ces mesures extraterritoriales inacceptables et contraires au droit international*", écrit Alexandre Loukachevitch, porte-parole du ministère. (Reuters 22.11)

5- Afrique du Sud

Les parlementaires sud-africains ont adopté mardi à une écrasante majorité un texte visant à protéger les secrets d'Etat. Les détracteurs de ce projet de loi, parmi lesquels deux lauréats du Nobel, Desmond Tutu et Nadine Gordimer (lauréate du prix Nobel de littérature), dénoncent un obstacle à la liberté d'expression.

Le texte a été approuvé par 229 voix contre 107 à l'issue de plusieurs mois d'intenses débats, mais son adoption était largement attendue dans la mesure où il s'agissait d'un projet de loi présenté par le Congrès national africain, au pouvoir, qui dispose d'une solide majorité au Parlement.

Des représentants des médias, des auteurs, des organisations religieuses, des défenseurs de la liberté d'expression et des dirigeants du monde des affaires figurent également au nombre des détracteurs du texte.

Des manifestations ont été organisées mardi matin au siège de l'ANC à Johannesburg et dans l'après-midi devant le Parlement au Cap au moment du vote des élus, pour dénoncer les faiblesses d'un texte qui manque, selon ses opposants, d'une disposition autorisant ceux qui enfreignent la loi à échapper à de la prison s'ils parviennent à justifier qu'ils ont agi dans l'intérêt public.

Le texte présenté par l'ANC stipule que "*l'information qui est accessible à tous est la base d'une société démocratique, ouverte et transparente*", tout en affirmant que le secret est parfois nécessaire pour "*sauver des vies*", "*protéger la liberté et la sécurité des personnes*" ainsi que la sécurité nationale ou encore "*traduire des criminels en justice*".

Avec ce texte, la divulgation de secrets d'Etat devient un crime, tout comme la rétention d'informations par un responsable pour dissimuler incompétence ou méfaits. (AP 22.11)

Social

1- France

1.1- Grève à l'usine Synkem de Chenôve

Le mouvement de grève enclenché hier matin à l'usine Synkem de Chenôve résonnait bizarrement, quatre jours après l'annonce par Abbott de la vente de ce qui reste des Laboratoires Fournier.

Car Synkem aussi, c'était Fournier. Le site avait été vendu par Solvay à un actionnaire allemand, International chemical investor group (ICIG), en 2008. Ce dernier a-t-il tenu toutes les promesses faites, en termes d'apport d'activité ? Cette question était au cœur des préoccupations des grévistes rassemblés hier matin devant les grilles de l'entreprise, à l'appel de la CGT et de la CFDT.

Pour eux, la réponse est simple : le plan social, annoncé au printemps dernier et prévoyant 15 licenciements, est la conséquence du fait que l'investisseur n'a pas tenu ses engagements pour maintenir et développer le niveau d'activité. Seize licenciements étaient même prévus (sur un total de 107 employés) à l'origine mais, à la suite de discussions menées hier matin, la direction décidait de sauvegarder un poste de magasinier. « *Pour nous, il ne s'agit que de miettes. alors que l'entreprise a réalisé un bénéfice de 7,5 millions d'€ sur trois ans et que les dividendes versés aux actionnaires sont en augmentation* », expliquait Sandrine Guignard, déléguée CFDT. Du côté des représentants de la CGT, on allait plus loin en réclamant directement une

annulation du plan social prévu.

Chez Synkem, on produit des principes actifs pour l'industrie pharmaceutique, et le plus connu d'entre eux est le fénofibrate, utilisé dans le Lipanthy. (www.bienpublic.com/cote-d-or/ 22.11)

1.2- Journée de grève dans l'Education nationale le 15 décembre.

Toutes les fédérations syndicales de l'Education nationale appellent à une journée de grève -de la maternelle au lycée- le 15 décembre pour exiger le retrait de la réforme de l'évaluation des enseignants.

"Les sujets de désaccords et de mécontentements sont aujourd'hui très nombreux dans l'Education nationale: suppressions massives de postes, dégradation des conditions de scolarisation des élèves, conditions de travail de plus en plus difficiles pour l'ensemble des personnels, autant de mesures qui ne sont pas au service de la réussite de tous", dénoncent la FSU, le SGEN-CFDT, la FERC-CGT, FO, l'UNSA-Education et la FAEN dans un communiqué commun diffusé mardi.

"Dans ce contexte, le ministre de l'Education nationale veut imposer dès la rentrée 2012 une modification en profondeur des modalités d'évaluation des personnels", ajoutent les syndicats.

"Les projets de textes, finalisés avant même toute concertation, prévoient: le gel des promotions autres qu'à l'ancienneté jusqu'en 2015", et "la progression de carrière aux seules mains du supérieur hiérarchique Dans le même temps, dans le second degré, le chef d'établissement deviendrait l'unique évaluateur", affirment-ils.

"Parce que ces projets induisent des transformations de nos métiers que nous refusons", les syndicats en demandent *"le retrait"*. (AP 22.11)

2- Allemagne

Le groupe allemand de service aux collectivités E.ON s'attend à supprimer près de 11.000 emplois, soit environ 14% de ses effectifs, afin de comprimer ses coûts après la décision de Berlin de sortir du nucléaire d'ici 2022.

Le groupe allemand comptait 79.457 employés à la fin du mois de septembre. (Reuters 22.11)

3- Grèce

Les salariés du métro, du tramway et des chemins de fer électriques d'Athènes se sont mis en grève mardi pour une durée de quatre heures afin de protester contre les mesures d'austérité.

Par ailleurs, le principal syndicat du pays a appelé mardi à une grève de 24 heures la semaine prochaine, qui serait la première de cette importance depuis la désignation du gouvernement de Lucas Papadémos.

La Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE), qui représente de nombreux salariés du secteur privé, souhaite organiser le 1er décembre cette grève générale contre les mesures d'austérité, mais attendait la décision du syndicat des fonctionnaires sur son éventuelle participation. Ce dernier devait se prononcer dans la journée.

Par ailleurs, des militants du syndicat des salariés de la compagnie nationale d'électricité ont entrepris mardi de manifester devant un bâtiment de l'entreprise dans le cadre de rassemblements contre une nouvelle taxe foncière intégrée aux factures d'électricité des consommateurs. (AP 22.11)

Economie

Japon

Les opérateurs des Bourses de Tokyo et d'Osaka ont annoncé mardi qu'elles fusionneraient en 2013 pour donner naissance à la troisième bourse mondiale, avec des titres cotés d'une valeur d'environ 3.600 milliards de dollars (2.664 milliards d'euros).

Après des mois de négociations, l'opération, d'un montant de 4,1 milliards de dollars, permettra aux deux opérateurs boursiers de mettre en commun leurs atouts complémentaires dans un secteur en forte consolidation.

Le Tokyo Stock Exchange (TSE) contrôle 90% du négoce d'actions au comptant tandis que le Osaka Securities Exchange (OSE) attire les plus gros volumes de contrats à termes sur l'indice Nikkei et autres dérivés.

La valeur combinée des titres cotés sur ces deux Bourses arrive derrière celle de NYSE Euronext (12.000 milliards de dollars) et du Nasdaq OMX Group (près de 4.000 milliards), selon les chiffres de la fédération mondiale des Bourses de valeurs (World Federation of Exchanges).

Ces cinq dernières années, les fusions-acquisitions annoncées dans le secteur des opérateurs boursiers ont représenté quelque 83 milliards de dollars, les acteurs voulant réduire leurs coûts et se diversifier face à la faiblesse des revenus tirés du trading traditionnel d'actions. (Reuters 22.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 24 novembre

CAUSERIE

Quand des esprits comptables et policiers se penchent sur la délinquance des mineurs ou quand des psychiatres ou pédopsychiatres devraient se transformer en criminologue, en policiers.

Titre : *La difficile évaluation des risques de récidive* (lefigaro.fr 23.11)

Certes, après le meurtre d'une jeune fille nommée Agnès on pourrait s'attendre à la lecture de ce titre à une analyse et des propositions sérieuses pour tenter de faire face au problème soulevé. Et bien pas du tout, on a le droit au machiavélisme de l'esprit borné du comptable qui anime les toubibs et que relaie le Figaro :

- *"L'évaluation de la dangerosité des criminels sexuels en France repose uniquement sur une expertise psychiatrique, et non sur des méthodes statistiques sur le risque de récidive comme le recommande l'Académie de médecine"...* institution aussi corrompue que le reste des institutions de ce régime en décomposition.

Donc si l'on comprend bien, pour estimer l'état de santé d'un individu ayant subi des troubles mentaux ou psychiatriques, on ne devrait pas se baser sur l'avis d'un ou plusieurs psychiatres qui l'ont examiné, sur l'analyse de son comportement et du milieu dans lequel il évolue, mais sur des chiffres, des statistiques se rapportant à une population déterminée, alors que chaque individu a vécu des expériences et un passé différents, dont le caractère et la personnalité sont différents, dont la santé mentale repose sur un équilibre propre à chaque individu entre les tendances névrotique, paranoïaque et schizophrénique, bref cette proposition est totalement aberrante, monstrueuse. Mais elle ne sort pas de nulle part.

- *"Des voix s'élèvent donc en France pour que les professionnels de santé adoptent également une approche criminologique de la dangerosité des individus, méthode notamment utilisée en Amérique du Nord. La dangerosité criminologique est une notion plus récente qui vise à estimer la probabilité de récidive d'un individu".*

Encore le modèle policier anglo-saxon ! Des pionniers en terme d'emprisonnements arbitraires de malades mentaux.

Cela tombe bien, on vient d'apprendre que le nombre de places en prison devraient passer de 57 000 à 80 000 en France d'ici 2017, soit une augmentation de 45,6%, ils construisent des prisons pendant qu'ils ferment les services psychiatriques dans les hôpitaux. Il n'y a plus de fric pour soigner les malades et nos vieux, dette de l'Etat oblige, mais ils en trouvent pour contruire des prisons, ce sont leurs copains Bouygue et Cie qui doivent se frotter les mains : *"le coût total de ce programme immobilier est chiffré par le ministère de la Justice à 3,08 milliards d'euros"* (Reuters 23.11)

Ils sont très forts pour justifier leurs crimes contre les peuples et la dérive policière, dictatoriale de l'Etat, rien d'étonnant à ce que dans un récent sondage la majorité des médecins (58%) déclarent qu'ils voteront Sarkozy en 2012.

Cette tendance à la criminalisation d'actes relevant de désordres mentaux davantage que de délits relevant du droit pénal coïncide avec la décomposition de tous les rapports et repères au sein de la société dont les conséquences ne peuvent être traitées de la part du régime que sur le plan répressif pour en être directement responsables, vous ne voudriez tout de même pas qu'il avoue ses crimes et se flagelle en place publique.

Pour leur éviter cette vilaine mésaventure, à laquelle ils n'échapperont pas un jour ou l'autre, les serviteurs zélés de ce régime décadent qui ne manquent pas d'imagination, ont mis au point des *«échelles actuarielles»* dont Le Figaro nous dit qu'elle est une *" technique (qui) liste tous les facteurs de risque d'un individu et les pondèrent afin d'obtenir une note qui permet de déterminer la dangerosité d'une personne"*, technique qui finalement pourrait très bien s'appliquer par extension à n'importe

quelle personne saine de corps et d'esprit, dont un militant qui serait maintenu en prison sans raison apparente ou alors qu'il a purgé sa peine.

Tombant pour la première fois sur le terme "*actuariel*", par curiosité j'ai regardé dans Le Grand Robert qui figure dans mon disque dur d'où il venait et ce qu'il signifiait exactement, et je n'ai pas été déçu, mieux, cela confirme ce que j'ai écrit plus haut à propos de l'esprit mercantile et sordide qui était derrière cette histoire :

- Étym. (étymologie). 1905, in Rev. gén. des sc. (Revue générale des sciences), no 8, p. 393; de *actuaire*.

Économie. Relatif aux méthodes mathématiques des actuaires (II.). - Les calculs actuariels. - Taux de rendement actuariel ou taux actuariel, taux de rendement d'un capital, lorsque le remboursement et le paiement des intérêts sont assurés par des versements échelonnés dans le temps.

Comme lorsque c'est possible je pousse la curiosité ou la rigueur plus loin, j'ai été voir sur Internet s'il n'existait pas une autre définition qui se rapporterait au domaine qui nous intéresse ici, celui de la médecine ou de la psychothérapie, et bien non, en voici un aperçu :

Relatif aux actuaires. Spécialiste des calculs statistiques appliqués à la finance et notamment aux assurances [Economie]. (www.linternaute.com/dictionnaire/fr)

Actuaire (angl. *actuary*, du latin). Spécialiste de l'application de la statistique, principalement du calcul des probabilités, aux opérations de finance et d'assurance. Cette définition tirée du Petit Larousse explique clairement le rôle de l'actuaire dans le monde financier et économique. (www.edubourse.com)

Actuariel. adjectif masculin singulier (statistiques) effectué par un *actuaire*, statisticien spécialisé dans le calcul des taux d'assurance et de finance (<http://dictionnaire.reverso.net>)

Plutôt inquiétant tout cela, si des cas relevant de la psychiatrie ou de la pédopsychiatrie sont traités par des partisans de l'ordre établi de la même manière que la finance qui plonge l'humanité dans le chaos et la barbarie !

Car cela concerne des mineurs, des gosses quoi, pour lesquels le ministre de la Justice Michel Mercier préconise "*un placement en centre éducatif fermé*", de les enfermer quoi.

La question est de savoir pourquoi la société en est arrivée à sécréter de tels rapports, de tels actes (un viol puis un meurtre) de la part d'un adolescent, et si elle est devenue pourrie à ce point-là, il faut en chercher l'origine dans les rapports sociaux sur lesquels reposent l'ensemble de tous les autres rapports dans la société, remonter aux contradictions sur lesquelles reposent ces rapports sociaux qui lorsqu'elles sont tendues à l'extrême comme c'est le cas de nos jours, peuvent déboucher sur ce genre de comportement destructeur, au même titre qu'ils produisent le chômage et la misère sociale et toutes les souffrances intolérables et injustifiables dont sont victimes les prolétaires et leurs enfants, en creusant cette question et en allant jusqu'au bout de notre analyse on parvient à en découvrir le seul coupable : le système capitaliste qui détermine ces rapports et porte la responsabilité des conséquences qui en découlent, et non les parents ou les juges qui seraient trop laxistes en la matière.

Evidemment, le législateur et ses complices du corps médical ne peuvent se livrer à une telle analyse ou accepter les conclusions à laquelle elle aboutit, puisqu'elle conduit à la condamnation sans appel du régime capitaliste. Pour eux, si ce genre de crimes n'a aucun lien avec l'évolution de la société qui découle de celle du capitalisme, il faut en chercher l'origine chez les individus qui les commettent, comme s'ils possédaient une prédisposition au crime ou à la récidive inscrite dans leurs gènes dès la naissance, à moins qu'elle ne concerne que certaines couches de la société qui seraient plus aptes que d'autres à développer ce type de comportement, ce qui revient au même, la criminalité ou la délinquance ne concernant pas les cols blancs ou les classes aisées, c'est bien connu.

Dans l'Antiquité, les mathématiciens et les médecins étaient des philosophes, de nos jours ce sont des comptables et des policiers, la démocratie a évolué... mais elle repose toujours sur l'esclavage.

C'est l'esprit misérable que l'on retrouve dans cette tentative de justification du régime policier dont Le Figaro se fait volontiers le porte-parole :

- "*Le docteur Olivier Halleguen, qui milite pour l'utilisation des échelles actuarielles en France, avance d'autres explications. «La France a une difficulté majeure à regarder en face la forme de déterminisme qui peut exister dans la délinquance. Finalement les échelles actuarielles consistent à fixer un niveau de risque de récidive, alors qu'en France on retient plus la possibilité d'une rédemption, d'une deuxième chance pour les criminels»*"

Le "*déterminisme*" faisant abstraction des conditions générales dans lesquelles la délinquance des mineurs se développe,

aboutit logiquement à sa criminalisation, à conclure arbitrairement que les auteurs parfois mineurs de faits délictueux aux yeux de la loi portent l'entière responsabilité de leurs actes (ainsi que leurs parents qu'il faut culpabiliser pour bien les enfoncer !), pire, pour la bonne raison qu'ils étaient prédisposés à les commettre, cette raison n'ayant pas disparu par enchantement, ils sont disposés à récidiver, par conséquent il faut les enfermer ou les maintenir enfermer.

Cette affaire permet au flic-président de légiférer pour la huitième fois dans ce domaine (la récidive) depuis 2002, de s'attaquer au corps enseignant, aux jeunes et à leurs parents, aux juges, alors que c'est lui et la société en putréfaction qu'il incarne qui en sont les seuls responsables et coupables.

Un jour il faudra faire une causerie sur le déterminisme et les différentes interprétations qui en ont été données, un sujet que nous n'avons pas encore abordé et que j'aborderai à ma manière, puisqu'analyser ces différentes interprétations nous entraînerait trop loin, par manque de temps comme toujours.

Je remets à plus tard la causerie annoncée sur la démocratie, je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir davantage, mais on peut ajouter des questions à celles posées hier en partant de la définition communément acceptée : Le pouvoir du peuple pour le peuple :

- 1- Le peuple qui dispose en réalité de quel pouvoir ? En détient-il vraiment un ?
- 2- Le peuple ayant acquis quel niveau de conscience de lui-même et de la société ?
- 3- Un peuple libre ou un peuple asservi, exploité ?
- 4- Sur quels rapports sociaux repose la démocratie ?
- 5- La démocratie est-elle le produit de rapports sociaux ou l'inverse ?

Je vous livre ma conclusion : la démocratie est un idéal qui n'a jamais été réalisé et qui demeure en devenir, et le jour où il se réalisera la démocratie disparaîtra, notez bien que ce n'est pas demain la veille que cela se produira, on est même plutôt franchement très mal barré pour avancer dans cette voie.

Renault. Ils ont inventé l'"**ultra low-cost**"

Il faut donc en conclure que le low-cost sera réservé aux couches de la petite-bourgeoisie qui se seront prolétarisées, tandis que l'ultra low-cost sera réservé aux couches moyennes du prolétariat qui auront sombré dans la pauvreté.

Rassurez-vous, dans un premier temps cet engin réalisé à bas coût et qui tiendra du gadget ou de la camelote sera réservé aux marchés des pays dits émergents.

Renault doit développer ce tacot en collaboration avec Bajaj Auto, le fabricant indien spécialisé dans les autorickshaw à trois ou quatre roues qui servent de taxi en ville pour les petits déplacements ou des transports de marchandises.

Vont-ils étendre dans l'avenir ce concept à d'autres domaines, l'habitation, l'habillement, l'alimentation, la santé, la culture ? Gageons qu'ils ne manqueront pas d'audace pour appeler cela le progrès social !

INFOS EN BREF

Politique

1- France. Verticalité

1.1- La candidate écologiste Eva Joly, qui a choisi de s'opposer frontalement à François Hollande dans la campagne pour l'élection présidentielle de 2012, s'est attirée mercredi les foudres du Parti socialiste mais aussi de son propre camp, où son porte-parole Yannick Jadot a démissionné.

L'ex-magistrate, virulente contre le volet nucléaire de l'accord électoral conclu dans la confusion entre le PS et Europe Ecologie-Les Verts (EELV), se retrouve considérablement isolée au point que certains écologistes, comme Daniel Cohn-Bendit, se posent la question de sa candidature en 2012.

Pour les socialistes et certains écologistes, la goutte d'eau de trop est tombée mercredi, lorsqu'Eva Joly a refusé sur RTL de dire si elle appellerait à voter pour François Hollande au second tour de la présidentielle - si tel est le scénario.

"*Je ne me trompe pas d'ennemi*", a-t-elle toutefois assuré, alors que plusieurs voix au PS et à EELV l'accusent de faire le jeu du président sortant à force d'ambiguïté.

"*Mon objectif est de battre Nicolas Sarkozy*", a-t-elle ajouté. "*Je suis très consciente que nous sommes dans le même bateau avec les socialistes*".

Face aux remous provoqués par ses propos, Eva Joly a tenté de corriger le tir via son compte Twitter : "*Je ne suis pas femme à cultiver l'ambiguïté. Evidemment au second tour, la gauche et les écolos devront se rassembler*".

"*Elle a dit ce qu'elle avait à dire. Je retiens sa dernière phrase*", a simplement commenté François Hollande en arrivant au congrès des maires, à Paris.

Dans un entretien publié mardi dans Le Monde après quelques jours de silence médiatique, Eva Joly accusait François Hollande d'être à la solde du groupe nucléaire Areva et d'être "*du bois dont on fait les marionnettes*".

"*Quand on se prétend de gauche et quand on prétend créer les conditions de la victoire, il ne faut pas se tromper d'adversaire, il faut aller à l'essentiel*", a déclaré Jean-Marc Ayrault.

Pour Daniel Cohn-Bendit, la candidate "*s'est mise dans un cul-de-sac politique*".

"*La grande majorité du potentiel des électeurs écologistes votera au deuxième tour François Hollande. Point à la ligne. Le reste, c'est de la littérature*", a-t-il dit sur i-télé, commentant les propos d'Eva Joly sur RTL. (Reuters 23.11)

1.2- Les députés PC et apparentés protestent contre l'accord entre le PS et EELV qui prévoit notamment la présentation d'un candidat contre le député apparenté PC sortant François Asensi dans la 11e circonscription de Seine-Saint-Denis.

"*Le maintien d'un candidat commun PS-EELV dans cette circonscription serait une faute politique grave*", déclare le député Roland Muzeau, porte-parole des députés PC et apparentés.

"*Chercher, comme le fait EELV à gagner des sièges au détriment du Front de gauche constitue une agression inacceptable en pure contradiction avec les attentes de nos concitoyens et concitoyennes qui aspirent à battre la droite en 2012*", ajoute-il dans un communiqué. (Reuters 23.11)

En conclusion, les "*primaires*" d'EELV et du PS : c'était du bidon pour attrape-nigauds !

Ils foulent aux pieds le programme sur lequel Eva Joly a été élue candidate pour représenter EELV à l'élection présidentielle de 2012, et ils méprisent ouvertement les personnes qui l'ont élue.

Quant au Front de gauche, ses dirigeants se sont déjà torchés avec son programme, il ne leur reste plus qu'à demander, pardon, qu'à exiger que leurs militants veuillent bien tirer la chasse derrière eux !

La conception de la démocratie de ces gens-là, y compris Eva Joly qui a fait son mea-culpa et est rentrée dans le rang, n'a rien à envier à celle du régime, normal puisqu'ils s'approprient à diriger le pays pour le compte des capitalistes.

2- Egypte

Des heurts se sont poursuivis pendant toute la journée de mercredi dans les rues du Caire, où les manifestants hostiles au pouvoir militaire tournent en dérision l'accord conclu entre l'armée et certains partis, dont les islamistes, pour accélérer le retour de civils à la tête de l'Etat. Depuis le début des protestations il y a cinq jours, le bilan s'élève à 38 tués, selon un décompte établi par Reuters, après la mort d'un homme dans la matinée à Alexandrie et d'un autre à Marsa Matrouh dans l'attaque d'un commissariat de police, selon l'agence de presse Mena.

Le ministère de la Santé fait état quant à lui de 32 morts et 2.000 blessés.

Le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, qui dirige le Conseil suprême des forces armées (CSFA) au pouvoir depuis la chute d'Hosni Moubarak en février, a annoncé mardi une accélération du processus de transfert du pouvoir avec la tenue d'une élection présidentielle en juin, soit six mois plus tôt que le calendrier de la transition initialement prévu par les militaires.

Mais son geste d'apaisement n'a pas convaincu les milliers de manifestants qui sont restés après le crépuscule sur la place

Tahrir, sanctuaire de la contestation en plein coeur du Caire, où de nouveaux incidents se sont produits dans la nuit.

Son intervention a au contraire nourri la colère des manifestants, qui ont repris à l'unisson le slogan "*Dégage, dégage*" qui avait marqué les journées révolutionnaires de l'hiver dernier.

Après la tombée de la nuit, des heurts continuaient à être signalés avec les forces de sécurité, qui ont fait usage de grenades lacrymogènes et de tirs de sommation face à des manifestants qui leur lançaient des pierres.

Des sirènes d'ambulance et des coups de feu résonnaient dans la nuit alors que les protestataires tentaient à plusieurs reprises de se regrouper pour gagner l'accès aux bâtiments du ministère de l'Intérieur.

Des témoins ont affirmé que plusieurs personnes avaient été tuées par balle sans que ces déclarations puissent être confirmées. Dans un hôpital de toile, un médecin a dit que quatre personnes avaient péri mercredi - deux tuées par balles et deux asphyxiées.

Le maréchal Tantaoui a confirmé que les élections législatives débuteraient bien lundi prochain et a également promis un gouvernement de "*salut national*" pour remplacer le gouvernement démissionnaire d'Essam Charaf.

Il a par ailleurs proposé l'organisation d'un référendum sur un retrait avancé de l'armée. Cette proposition a provoqué la colère des manifestants, qui redoutent un piège destiné à mobiliser les Egyptiens effrayés par de nouveaux troubles.

Après des discussions avec les différents mouvements politiques, notamment avec les représentants des Frères musulmans autrefois interdits, Tantaoui a modifié l'agenda.

La police a démenti avoir utilisé des balles réelles, mais la plupart des décès des derniers jours au Caire sont dus à des blessures par balles, selon les médecins.

A Tahrir, des centaines de manifestants ont passé la nuit sous des tentes ou en plein air. "*Nous resterons ici jusqu'à ce que le maréchal parte et qu'un conseil de transition civil le remplace*", a déclaré Abdullah Galal, 28 ans.

"Il faut changer le régime comme en Tunisie ou en Libye". (Reuters 23.11)

Alors qu'il n'a pas fondamentalement changé dans ces pays-là, on mesure ici l'ampleur des illusions qui habitent les masses égyptiennes... A moins que les médias censurent une partie de leurs revendications contre l'armée.

3- Koweït

Partisans et adversaires du gouvernement ont manifesté ce mardi, une semaine après l'"*invasion*" historique de protestataires dans le Parlement. Des députés sont accusés d'avoir perçu des versements illégaux. Des partisans et des adversaires du gouvernement koweïtien ont manifesté séparément ces derniers jours. Alors que des députés de la majorité sont accusés de corruption (lire l'encadré), le riche émirat pétrolier du Golfe pourrait s'enfoncer dans une crise politique.

Mardi, des groupes de l'opposition libérale ont organisé, de leur côté, un rassemblement à Koweït et réclamé le limogeage du gouvernement, qu'ils accusent de corruption. Les libéraux appellent en outre à la dissolution du Parlement et à la convocation d'élections anticipées. Lundi déjà, un rassemblement de l'opposition avait réclamé la démission du chef du gouvernement, cheikh Nasser Mohammad al-Ahmad Al-Sabah, et la dissolution du Parlement. (lexpress.fr 22.11)

4- Bahreïn

Après la présentation par une commission d'enquête indépendante à Bahreïn d'un rapport dénonçant un "*usage excessif et injustifié de la force*" de la part de la police durant les troubles qui ont secoué le petit royaume du Golfe en février et mars derniers, la principale formation chiite de l'opposition a appelé, mercredi 23 novembre, à la mise en place d'un "*gouvernement de salut national*".

"Le rapport a confirmé des violations systématiques, graves et délibérées (...), ce qui signifie que le gouvernement actuel, qui a commis ces crimes, doit être limogé et un gouvernement de salut national mis en place", a affirmé Al-Wefaq dans un communiqué. Le nouveau gouvernement devrait "*gérer une période de transition durant laquelle des réformes politiques sérieuses devraient être introduites et une transition démocratique avoir lieu*", ajoute la formation, au premier plan de l'action politique de l'opposition durant le mois de manifestations réclamant des réformes démocratiques.

Formée de cinq juristes renommés et présidée par l'Égypto-Américain Chérif Bassiouni, un expert reconnu du droit international et des droits humains, la commission souligne dans son rapport, présenté mercredi à la télévision nationale, que "*la torture a été pratiquée de façon délibérée*" à l'encontre des personnes arrêtées, dans le but de "*leur arracher des aveux*", de "les punir ou

se venger".

Mise en place fin juin par le roi Hamad Ben Issa Al-Khalifa, la commission Bassiouni a pour mission de faire la lumière sur la répression du mouvement de protestation dirigé par les chiites, majoritaires dans la population autochtone, contre la dynastie sunnite des Al-Khalifa. Ce mouvement de contestation est le plus dur qu'ait connu le royaume depuis les années 1990.

Selon la commission, ces pratiques auraient eu lieu *"contrairement aux ordres"* du gouvernement, mais les autorités ne seraient pas intervenues pour *"arrêter les mauvais traitements de la part des responsables"*.

Parallèlement à la publication du rapport, les violences se poursuivaient mercredi 23 novembre. Un homme a été tué par les forces de sécurité dans une ville à majorité chiite. Selon des témoins, la police antiémeute circulant à bord de 4x4 s'est déployée dans les rues d'Aali, près de Manama, la capitale, poursuivant des dizaines de jeunes gens. L'un d'eux a été attrapé et frappé à coups de bâton.

On pouvait lire sur les murs du quartier des slogans hostiles à la royauté, comme *"Mort à Al-Khalifa"*. La majorité chiite reproche au régime de lui interdire l'accès à la propriété et aux emplois de la fonction publique. Selon des activistes, quelques heures auparavant, des véhicules des forces de sécurité avaient percuté une voiture, tuant le conducteur. Après l'accident, les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène et ont tiré des balles en caoutchouc. On ignore si le conducteur tué était impliqué dans les protestations quasi quotidiennes dans les villes chiites du royaume. (lemonde.fr 23.11)

Ce n'est pas le Bahrein qui vient de condamner le régime syrien pour les violences qu'il a commises contre son peuple ?

5- Yémen

Vers un transfert du pouvoir au Yémen: après dix mois de crise jalonnés de manifestations, de violences meurtrières et de vaines promesses, le président Ali Abdallah Saleh a enfin signé mercredi l'accord proposé par les pays du Golfe afin de ramener le calme dans l'Etat le plus pauvre du monde arabe.

La cérémonie de signature, qui s'est déroulée à Riyad, en Arabie saoudite, a été retransmise en direct par plusieurs télévisions arabes.

La chaîne publique saoudienne a montré un Saleh souriant, assis à côté du roi Abdallah, apposer sa signature sur quatre exemplaires du plan de sortie de crise, avant d'applaudir brièvement. Le dirigeant yéménite, au pouvoir depuis 33 ans, s'est engagé à le céder à son vice-président et à pleinement coopérer avec le gouvernement de coalition proposé.

En vertu du plan élaboré par le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et soutenu par la communauté internationale, Ali Abdallah Saleh doit transférer le pouvoir à son vice-président Abed Rabbo Mansour Hadi dans les 30 jours, en échange de son immunité judiciaire (un point de l'accord que critiquent ses opposants). En outre, une élection présidentielle anticipée doit avoir lieu dans les 90 jours après la signature.

L'accord appelle également à une période de transition de deux ans, au cours de laquelle un gouvernement d'unité nationale serait chargé d'amender la Constitution, d'oeuvrer en faveur d'un retour à la sécurité et entamerait un dialogue national sur l'avenir du pays.

Reste que la signature de Saleh ne devrait pas grandement apaiser les protestataires, qui exigent davantage de réformes politiques et affirment que les formations d'opposition ayant approuvé l'initiative des pays du Golfe sont compromises par des arrangements de longue date avec le président.

A Washington, Barack Obama a salué la décision du président Saleh, affirmant que c'était un pas en avant important pour le peuple yéménite. Dans un communiqué, il a exhorté toutes les parties à mettre en oeuvre l'accord immédiatement.

La France a également salué la signature de l'accord. *"Nous formons le souhait que cette étape importante permette l'arrêt des violences ainsi qu'une transition démocratique conforme aux vœux du peuple yéménite et à la résolution 2014 du Conseil de sécurité. Nous appelons toutes les parties à se montrer à la hauteur de leurs responsabilités et à engager sans tarder la mise en oeuvre des dispositions de l'accord"*, a déclaré à Paris le porte-parole du quai d'Orsay Bernard Valero. (AP 23.11)

Les *"vœux"* du peuple yéménite, c'est que Saleh soit jugé et châtié pour les crimes que son régime a commis, normal, légitime, non ?

Social

1- France

Une promotion en guise de sanction.

L'Agence française de sécurité sanitaire et des produits de santé (Afssaps) a renoncé, mercredi 23 novembre, à promouvoir Catherine Rey-Quinio, une ancienne experte des laboratoires Servier et du Mediator, après la polémique que cette avancement a entraîné.

"Il y a eu un drame, je respecte les victimes, et je ne veux pas que leurs mémoires soient humiliées par un quelconque symbole." Dominique Maraninchi, directeur général de l'Afssaps, a indiqué que Mme Rey-Quinio avait retiré sa candidature au poste de préfigurateur de la direction de la cancérologie et de l'hématologie de l'Afssaps, auquel elle avait été nommée lundi.

Le Figaro révélait dans son édition de mercredi la promotion de cette femme chargée, entre autres, de l'évaluation du Mediator depuis 1998 jusqu'à son retrait du marché, en 2009. Une promotion qui faisait *"grincer des dents et jaser dans les couloirs de l'Afssaps, car tous ont en mémoire la façon dont Catherine Rey-Quinio a surveillé les bénéfiques du Mediator pendant des années"*, soulignait le quotidien. Chargée de la surveillance du Mediator, elle aurait dû avertir des risques que comportait le médicament mais n'aurait rien vu.

Or, Mme Rey-Quinio a travaillé pour les laboratoires Servier avant d'arriver à l'Afssaps. Elle y occupait le poste de médecin produit en charge de l'Isoméride, un médicament retiré du marché en 1997 et dont les propriétés chimiques sont très proches de celles du Mediator. En clair, Catherine Rey-Quinio connaissait parfaitement la molécule de Servier lorsqu'elle a pris en main le dossier Mediator à l'Afssaps. (lemonde.fr 23.11)

2- Finlande

Nokia-Siemens, premier fabricant de téléphones mobiles du monde, a annoncé mercredi la suppression de 17.00 emplois d'ici à 2013, pour tenter d'économiser d'un milliard d'euros.

Le groupe germano-finlandais a déclaré que ces mesures s'inscrivaient dans *"un programme international de restructuration"*. Et de prévenir, dans son communiqué, qu'il allait réduire *"significativement le nombre de sous-traitants"*.

Nokia reste le premier fabricant mondial de téléphones mobiles depuis 1998, avec 432 millions d'appareils vendus l'an dernier, soit plus que ses trois principaux concurrents réunis, mais sa part de marché continue à plonger, à 29% au premier trimestre 2011 pour atteindre son plus bas niveau depuis la fin des années 1990.

Le Finlandais a en outre perdu du terrain sur le segment lucratif des smartphones où il s'était longtemps distingué par ses innovations. Bien qu'il ait vendu 24 millions de smartphones au premier trimestre 2011, soit 13% de plus qu'en 2010, sa part de marché a chuté de 39% à 24% en un an, selon le cabinet Strategy Analytics. (AP 23.11)

Economie

1- Zone euro

La Commission européenne a proposé mercredi que lui soient confiés des pouvoirs intrusifs dans les budgets nationaux, ce qui pourrait ouvrir la voie à des émissions communes de dette pour les pays de la zone euro.

Selon le dispositif, l'exécutif communautaire pourrait émettre des recommandations ou même réclamer qu'un nouveau budget soit établi, même si les parlements nationaux conserveraient le dernier mot.

Ces nouvelles dispositions pourraient ouvrir la voie à la création d'euro-obligations, pour lesquelles la Commission a présenté trois options allant d'une simple coordination des émissions de dette à une mutualisation totale de celle-ci.

"Les objectifs présidant à ce paquet de mesures - croissance économique, stabilité financière, discipline budgétaire - sont liés entre eux", a expliqué le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso dans un communiqué.

"Nous avons besoin de chacun d'entre eux si nous voulons dépasser l'urgence actuelle et nous diriger vers une Europe dans laquelle la solidarité est contrebalancée par une responsabilité renforcée", a-t-il ajouté. (Reuters 23.11)

2- Allemagne

L'Allemagne n'a adjugé mercredi qu'un peu plus de la moitié du montant de dette qu'elle espérait écouler, essayant l'une de ses pires émissions souveraines depuis la création de l'euro faute d'avoir proposé un rendement suffisant aux yeux des investisseurs.

Berlin n'a trouvé acquéreur que pour 3,644 milliards d'euros d'emprunts à dix ans contre 6 milliards escomptés, si bien que la Bundesbank, la banque centrale allemande, a dû acheter les 39% restants pour éviter l'échec de l'opération.

Les rendements très faibles offerts par le Bund ont douché l'appétit des investisseurs, déjà inquiets quant au coût que fera peser sur l'Allemagne la spirale de la crise européenne de la dette.

"C'est un désastre complet, absolu", commente Marc Oswald, stratège pour Monument Securities à Londres.

"Cela n'augure rien de bon, c'est la pire des adjudications non couvertes que nous ayons eu cette année et il n'est pas étonnant que le Bund se soit orienté à la vente dans la foulée."

Les futures sur les Bunds, l'euro et les Bourses européennes ont en effet chuté aussitôt après l'annonce des résultats de l'adjudication.

Le rendement moyen du papier à dix ans est ressorti une nouvelle fois en baisse, à 1,98%, contre 2,09% lors d'une adjudication similaire en octobre et 2,74% en moyenne cette année, a précisé la Bundesbank.

Le ratio de couverture, qui mesure l'appétit des investisseurs, n'a atteint que 1,1, contre 1,56 en moyenne.

"Les Bunds commencent à perdre leur attrait parce que les marchés doivent commencer à croire à l'histoire des euro-obligations, et que l'Allemagne s'apprête, en substance, à garantir la dette d'autres pays", analyse Achilleas Georgolopoulos, stratège pour la Lloyds à Londres. (Reuters 23.11)

3- Chine

La Chine a ravi aux Etats-Unis la place de premier marché mondial du smartphone, en volume, au troisième trimestre, selon Strategy Analytics.

Les ventes de combinés multifonctions ont progressé de 58% en Chine pour atteindre le nombre record de 23,9 millions d'unités vendues. Dans le même temps, les ventes aux Etats-Unis ont reculé de 7% à 23,3 millions de combinés.

Le cabinet d'études de marché attribue la hausse observée en Chine à de fortes remises consenties par les opérateurs, ainsi qu'à la popularité de l'iPhone d'Apple et de certains modèles à bas prix, notamment ceux proposés par le chinois ZTE et dotés du système d'exploitation Android de Google. (Reuters 23.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 novembre

CAUSERIE

Banksters : parasites. Mode d'emploi.

La Banque centrale européenne examine la possibilité d'étendre la maturité de ses prêts aux banques à deux, voire même trois ans, voulant éviter que la crise de la zone euro ne provoque un "credit crunch" qui étoufferait son économie, apprend-on de sources proches du dossier.

Pour l'heure, la maturité maximale des opérations de liquidité de la BCE est d'un an. Lors de ces opérations, les banques reçoivent la totalité des fonds demandés.

Cette possibilité de prêt à échéance plus longue a été soulevée la semaine dernière à l'occasion d'une réunion entre la BCE et un groupe de banques comprenant Goldman Sachs, Barclays Capital et Morgan Stanley, selon une personne au fait du dossier.

(...) Il reste qu'en offrant des fonds pour une période de deux à trois ans, la BCE pourrait contribuer à renforcer la confiance envers les banques et par contrecoup sur les marchés obligataires.

"Dans la mesure où on améliore la situation des banques, on améliore la situation d'un acheteur en puissance de dette souveraine", dit un banquier.

Un responsable d'une banque européenne, qui a requis l'anonymat, se dit favorable à l'extension des maturités de prêt de la BCE. (Reuters 24.11)

Le langage employé par le journaliste donne une idée de l'ambiance, de la connivence dans laquelle se déroulent ces transactions dans le dos des peuples, la BCE "offre" des fonds aux banquiers dans le sens plutôt avantageux du terme que neutre, un cadeau plus qu'une proposition ! Le terme n'est pas exagéré, il correspond bien à la réalité, le fait que la BCE prête aux banques à un taux d'intérêt très bas aux alentours d'1%, qu'elles prêteront à leur tour aux Etats, aux entreprises ou aux particuliers à des taux d'intérêts qui seront au minimum le double ou le triple.

Donc les banquiers s'enrichissent ici par le biais d'un simple jeu d'écritures comptable, en servant d'intermédiaire entre la BCE et le destinataire d'un prêt, ils justifient cet enrichissement par le risque qu'ils prennent et la rémunération de ce service, une commission pour service rendu.

Au fait, le "*credit crunch*" (prêt interbancaire) qui étoufferait l'économie de la zone euro n'était qu'un prétexte, un alibi pour couvrir cette magouille à laquelle étaient associés évidemment Goldman Sachs, Barclays Capital et Morgan Stanley, car l'un des objectifs de cette crise est aussi ou surtout de mettre en difficulté ou de liquider les entreprises les plus faibles au profit des plus puissantes, éventuellement des banques ou des institutions financière, un objectif invouable, car il faut faire croire le plus longtemps possibles aux peuples ignorants que la crise était inévitable, une fatalité, le système capitaliste n'étant pas en cause.

Une poignée de prédateurs contrôlent le monde

Une partie importante de l'économie mondiale se jette dans les mains d'un petit groupe d'institutions financières.

Dans un nouveau document, publié par le NewYorkTimes Economix blog, en utilisant une méthodologie basée sur "la topologie du réseau", des universitaires suisses identifient les acteurs financiers qui sont au cœur de l'économie mondiale.

Top 10 des entreprises qui gouvernent le monde

1. Barclay (Grande Bretagne)
2. The Capital Group Companies (Etats-Unis)
3. Fidelity Investments (Etats-Unis)
4. AXA (France)
5. State Street Corporation (États-Unis)
6. JP Morgan & Chase (U S)
7. Legal & General Group (Grande-Bretagne)
8. Vanguard Group (Etats-Unis)
9. UBS (Suisse)
10. Merrill Lynch (Etats-Unis)

Au total, les 10 premières contrôlent 20 % du réseau financier mondial, et les 50 premières entreprises contrôlent près de 40%.

Ce qui est le plus significatif, remarquent les auteurs de cette étude, n'est pas que ces institutions financières exercent donc beaucoup de puissance, mais qu'elles sont fortement interconnectées. Comme ils l'expliquent, «l'intérêt de ce classement n'est pas qu'il expose d'insoupçonnées acteurs ultra-puissants. Au lieu de cela, il montre que la plupart des grands acteurs appartiennent au même nexus. Cela signifie qu'ils ne réalisent pas leurs affaires dans l'isolement mais, au contraire, ils sont liés ensemble dans un web extrêmement enchevêtré où ils dépendent les uns des autres. »

Tyler Cowen n'est pas convaincu. Il rétorque que le papier n'est pas suffisamment la distinction entre ce qu'il appelle la propriété, ou le contrôle, et l'«intermédiation financière», en d'autres termes, une grande partie de l'économie mondiale traverse ces entreprises, mais les actionnaires individuels ne détiennent pas le même contrôle sur un fonds mutuel, par exemple, comme une entreprise commerciale.

(Source : le NewYorkTimes Economix blog - .wikistrike.com 23.11)

Question d'un internaute : comment se fait-il que Goldman Sachs ne fasse pas partie de cette liste ?

Réponse d'un internaute que j'ai complétée : Goldman Sach est une banque, certes, mais c'est une couverture, en réalité ses dirigeants poursuivent un objectif bien plus important stratégiquement que s'enrichir : permettre à Israël (au peuple élu) d'étendre sa vision du monde à l'ensemble de la planète, le plus discrètement possible, ce qui ne serait pas le cas en apparaissant dans cette liste, on acquière davantage de pouvoir en infiltrant gouvernements, institutions et grandes entreprises internationales qu'en amassant une fortune dans un coffre, même si l'argent demeure le nerf de la guerre, on leur

fait confiance sur ce plan-là. CQFC.

Les sionistes au secours de Strauss Kahn

Le site israélien d'information Ynet annonce en exclusivité que Dominique Strauss Kahn s'est rendu pour une visite éclair de deux jours en Israël. DSK, ancien directeur déchu du FMI, a été l'hôte à Tel-Aviv de l'homme d'affaire Jean Friedman, ancien patron d'Europe 1.

Rappelons que Jean Friedman a été une personnalité proche des milieux du parti socialiste en France et du Président Mitterrand. En Israël, Jean Friedman était proche du Parti Travailleiste. Notamment, selon la presse israélienne, c'est Friedman qui a financé le rassemblement en faveur du processus d'Oslo le samedi soir le 4 novembre 1995, où fut tué le Premier ministre Itzhaq Rabin.

Les raisons de ce déplacement furtif peuvent être nombreuses. Mais il semble assez évident que DSK devait remercier qui de droit pour la bonne conclusion de son affaire de New York. Rappelons qu'après l'arrestation de DSK, son principal avocat s'est précipité à Tel Aviv et qu'après cela toute l'affaire s'est littéralement retournée en sa faveur.

La question importante est de savoir si DSK s'est entendu avec ces réseaux de pouvoir pour « programmer » autre chose. Y aura-t-il une autre affaire en France ? L'avenir nous le dira. (liesidotorg.wordpress.com 22.11)

Pendant ce temps-là un ex-président israélien est en prison pour tentatives de viol... Il faut préciser qu'il était juif... mais d'origine iranienne !

La démocratie, quelle démocratie, où cela ? Nulle part

Avant de lire ce passage et les suivants qui traitent du même sujet, je vous propose de noter l'axe politique sur lequel travailleurs et militants devraient combattre selon Daniel Gluckstein, secrétaire national du POI (éditorial, *Informations ouvrières* n°176 page 2, c'est édifiant : "*Ce qui est en cause, c'est bien le respect de la souveraineté populaire, donc de la démocratie*".

Souveraineté populaire et démocratie sans doute du même nom, qui en réalité n'ont jamais existé que dans son imagination ou sous la forme de la dictature démocratique de la bourgeoisie ou de la classe dominante, celle des capitalistes. Selon moi, appeler au "*respect*" de cette démocratie, c'est appeler à capituler devant le régime qu'on prétend combattre.

Pour cette raison notamment, nous n'appellerons pas les travailleurs et militants à participer à la conférence ouvrière du 26 novembre initiée par le POI, ni à son meeting du 7 décembre. Par ailleurs, on ne peut pas soutenir un parti qui légitime Sarkozy et le Sénat. A vous de juger librement.

Quelle démocratie s'agit-il de "*sauver*" ou "*restaurer*".

- « *La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre contre les Etats-Unis. Une guerre permanente, économique, une guerre sans morts. [...] Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. Une guerre inconnue, une guerre permanente, sans morts apparemment, et pourtant une guerre à mort* ».

Propos du président Mitterrand exprimés lors d'un entretien privé à la fin de sa vie et cité par le Courrier International du 13 avril 2000.

Lorsque F. Mitterrand dit des Américains qu'« *ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde* », il oublie de préciser que ces derniers ne sont que les pions d'un autre pouvoir, celui de l'Argent anonyme et vagabond. Ce pouvoir, comme nous le répétons inlassablement dans la Lettre d'Informations Economiques Stratégiques Internationales, est entre les mains d'un cartel de familles oligarchiques. Et cela ne date pas d'aujourd'hui puisque nous évoquons l'année 1913. Par exemple, le président américain F.D. Roosevelt dira : « *Il existe un cartel bancaire au sein de grands centres financiers qui contrôle le gouvernement depuis Andrew Jackson* ». (liesidotorg.wordpress.com 23.11)

Il s'est bien gardé de le crier sur les toits pour finalement endosser la livrée du valet de l'impérialisme américain, simple constat.

(suite) "***La démocratie n'existe ni aux USA, ni en France***". Si vous le dites...

Extraits d'un entretien du 28 octobre 2005 avec Danielle Mitterrand, réalisé par Hernando Calvo Ospina, journaliste colombien réfugié en France et collaborateur, entre autres, du Monde Diplomatique.

- « Mai 1981 fut un mois de grande activité, car c'était la préparation de l'arrivée au pouvoir de François. J'essayais d'apporter tout ce qu'il y a de meilleur en moi, pour que ce rêve d'avoir une société socialiste, quoique à l'européenne, devienne réalité. Mais bien vite j'ai commencé à voir que cette France juste et équitable ne pouvait pas s'établir. Alors je demandais à François :

“Pourquoi maintenant que tu en as le pouvoir ne fais-tu pas ce que tu avais promis ?” Il me répondait qu’il n’avait pas le pouvoir d’affronter la Banque mondiale, le capitalisme, le néolibéralisme. Qu’il avait gagné un gouvernement mais non pas le pouvoir. J’apprends ainsi qu’être le gouvernement, être président, ne sert pas à grand-chose dans ces sociétés sujettes, soumises au capitalisme. J’ai vécu l’expérience directement durant quatorze ans. Même s’il essayait d’éviter le côté le plus négatif du capitalisme, les rêves ont commencé à se briser très rapidement. [...]

[...] Pourquoi un gouvernement qui se disait de gauche ne pouvait-il pas répondre aux attentes qu’il avait créées durant tant d’années dans l’opposition, tant au niveau national qu’international ? Devait-on accepter les impératifs d’un système mercantile jusqu’à la soumission ? [...]

[...] Durant la célébration du Bicentenaire de la Déclaration des droits de l’Homme – juillet 1989 – j’ai pu voir jusqu’à quel point nous étions soumis aux Etats-Unis. L’Etat français n’invita pas plusieurs dignitaires, en particulier des Latino-Américains. Comme par hasard, c’était ces pays-là que Washington voulait détruire. [...] Je me rappelle avoir dit à François : “Jusqu’à quel point allons-nous être dépendants de l’humeur des Etats-Unis, ne pas pouvoir choisir nos invités pour nos festivités... ?” Ce fut une honte. [...]

[...] Durant toutes ces années de ma vie, spécialement après la Seconde Guerre mondiale, j’ai pu voir comment les États-Unis foulaient aux pieds la liberté et la démocratie des autres pays, particulièrement les pauvres. Ronald Reagan désigna comme terroriste le gouvernement sandiniste du Nicaragua, quand les terroristes, c’était son Administration et cette « contra » qu’il finançait.

J’étais au Nicaragua peu de temps avant qu’ils détruisent la révolution. Fonctionnait encore ce qui avait été atteint au niveau de l’éducation et de la santé, des choses qu’avait le peuple nicaraguayen pour la première fois de son histoire. Je me rappelle que Daniel Ortega me disait : « Daniella, dis à François qu’il ne peut pas nous laisser tomber ; que l’Europe démocratique ne peut pas nous abandonner... ». Je le lui ai dit en effet. Et il n’a pu rien faire : les États-Unis avaient décidé que les sandinistes devaient s’en aller avec leurs plans de développement social, pour faire place au néolibéralisme et au retour de la misère pour le peuple. Tandis que nous, nous étions en train de fêter le Bicentenaire de la Déclaration des droits de l’Homme ! [...]

En France on élit et les élus font des lois qu’ils n’ont jamais proposées et dont nous n’avons jamais voulu. Est-ce la démocratie quand après avoir voté nous n’avons pas la possibilité d’avoir de l’influence sur les élus ? Je ne crois pas que dans aucun des pays qui se disent démocratiques, ceux-là qui croient avoir le droit d’imposer « leur » démocratie aux pays pauvres, il existe la démocratie, à commencer par les États-Unis et la France. La France est une démocratie ? Une puissance mondiale ?

Je le dis en tant que Française : Cela ne veut rien dire. Si on le dit pour les niveaux d’éducation, de la recherche ou la santé, c’est nul. Pour être capables d’aider la paix mondiale, les peuples opprimés ? Nul. (legrandsoir.info 22.11)

Notez bien que ces propos ont d’autant plus de valeur qu’ils ne sont pas ceux d’une révolutionnaire ou d’un communiste.

Mais alors, si on comprend bien, la démocratie dont on nous rebat les oreilles depuis au moins un demi-siècle ne serait qu’une gigantesque supercherie, et c’est sur cette vaste escroquerie destinée à tromper travailleurs et militants sur laquelle tous les partis ouvriers sans exception ont fondé leurs stratégies, donc s’en sont rendus complices.

On comprend mieux pourquoi on n’a jamais réussi à construire le parti depuis la disparition de Trotsky. On s’est satisfait d’analyses en apparence correctes et qui se sont avérées plus tard complètement foireuses, car construites sur des rapports tout aussi foireux. La palme revient aujourd’hui dans ce domaine à ceux qui tiennent absolument à sauver ou à faire revivre quelque chose qui n’a jamais réellement existé que sous une forme empirique ou théorique, et qui en réalité n’a cessé de demeurer à l’état d’idéal.

Voilà un réquisitoire sans appel dont on peut se servir, pas seulement pour dénoncer la dictature de l’impérialisme américain, mais pour combattre pour l’abolition du capitalisme de la surface de la terre.

Pour conclure aujourd’hui sur ce sujet, donnons la parole à Engels et Lénine, cela va faire bander les fanatiques de citations, je ne les mets pas en italique parce qu’elles sont longues pour en faciliter la lecture :

1- «La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l’égalité politique : c’est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n’importe quelle autre forme de gouvernement. » (Cf. « Progrès de la réforme sociale sur le continent », 4-11-1843, trad. fr. : Écrits militaires. F. Engels)

2- «A moins de se moquer du sens commun et de l’histoire, il est clair que, tant qu’il existe des classes distinctes, on ne saurait parler de « démocratie pure », mais seulement de démocratie de classe (soit dit entre parenthèses, « démocratie pure » est

non seulement une formule d'ignorant qui ne comprend rien à la lutte des classes ni à la nature de l'État, mais encore une formule triplement creuse, car dans la société communiste, la démocratie, transformée et devenue une habitude, déperira, mais ne sera jamais une démocratie « pure »).

La « démocratie pure » n'est qu'une phrase mensongère de libéral qui cherche à duper les ouvriers. L'histoire connaît la démocratie bourgeoise qui prend la relève de la féodalité, et la démocratie prolétarienne qui prend la relève de la démocratie bourgeoise.

Mais si juste que soit cette affirmation, elle ne définit pas la dictature. (...)

Lorsque Kautsky consacre jusqu'à des dizaines de pages à « prouver » cette vérité que la démocratie bourgeoise marque un progrès par rapport au moyen âge, et que le prolétariat a le devoir impérieux de s'en servir dans sa lutte contre la bourgeoisie, c'est là justement un bavardage libéral destiné à duper les ouvriers. C'est un truisme non seulement dans l'Allemagne civilisée mais aussi dans la Russie inculte. Kautsky jette tout simplement de la poudre « savante » aux yeux des ouvriers, il prend des airs graves pour parler de Weitling, des jésuites du Paraguay et de bien d'autres choses, à seule fin d'esquiver la nature bourgeoise de la démocratie actuelle, c'est-à-dire de la démocratie capitaliste.

Du marxisme, Kautsky prend ce qui est recevable pour les libéraux, pour la bourgeoisie (critique du moyen âge, rôle historiquement progressif du capitalisme en général et de la démocratie capitaliste en particulier); il rejette, il passe sous silence, il estompe ce qui, dans le marxisme, est irrecevable pour la bourgeoisie (violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, pour l'anéantissement de cette dernière). Voilà pourquoi, par sa position objective et quelles que puissent être ses convictions subjectives, Kautsky s'avère inévitablement un laquais de la bourgeoisie.

La démocratie bourgeoise, tout en constituant un grand progrès historique par rapport au moyen âge, reste toujours, - elle ne peut pas ne pas rester telle en régime capitaliste, - une démocratie étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres. C'est cette vérité, élément constitutif majeur de la doctrine marxiste, que le « marxiste » Kautsky n'a pas comprise. Dans cette question - fondamentale - Kautsky prodigue des « amabilités » à la bourgeoisie, au lieu de présenter une critique scientifique des conditions qui font de toute démocratie bourgeoise une démocratie pour les riches.» (Lénine : la révolution prolétarienne et le renégat Kautsky)

Vous constaterez que tous les partis ouvriers ont fait disparaître de leurs programmes "*ce qui, dans le marxisme, est irrecevable pour la bourgeoisie (violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, pour l'anéantissement de cette dernière)*". A vous de juger ensuite s'ils sont plus proche de Kautsky ou de Lénine, du petit-bourgeois réformiste ou du marxiste révolutionnaire.

Pour terminer, un constat d'une lucidité implacable et d'une extraordinaire actualité, tiré du même ouvrage de Lénine :

1- "*Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile.*"

2- "*Plus la démocratie est puissamment développée, et plus la Bourse et les banquiers se soumettent les parlements bourgeois ?"*

Abattre le pouvoir des banquiers, leur confisquer tous leurs biens et privilèges passe par la liquidation de la démocratie qui sert leurs intérêts de classe, la démocratie bourgeoise, indissociable de la victoire de la révolution socialiste.

Alors vous êtes d'attaque pour sauver la "*démocratie*" et la "*souveraineté populaire*" avec les dirigeants du POI ? Qu'en pensent les militants du POI ? Une "*couleuvre*" de plus à avaler, c'est dur n'est-ce pas ?

Attention vous allez devenir des mutants, c'est qu'on ne lézarde pas chez les activistes. Les ouvriéristes du POI qui font partie de l'aristocratie ouvrière défendent le nucléaire au nom des emplois qui seraient en cause (page 7 et 14)... Cela me rappelle lorsque la fédération de Haute-Garonne du PT défendait la réouverture de l'usine AZF à l'endroit même où elle avait explosée... pour sauver des emplois évidemment, s'en foutant totalement du danger que représentait une telle usine en pleine ville et du sort des 650 000 habitants de Toulouse et sa périphérie (dont ma fille et petite-fille), comme là ils se foutent pas mal que le nucléaire représente un danger pour l'existence de millions de personnes, ils le nient ouvertement, seul leur minable fond de commerce compte à leurs yeux : pathétique, misérable, quelle honte !

Parole d'internaute

1- "*Souvenons nous que le bail de la FED expire le 23 décembre 2012. L'écroulement financier en cours est voulu et global, la grosse majorité des bourses partout sur cette planète perdent entre 20 et 30% depuis janvier 2011. Cette FED a été créée par le président pantin Wilson, suite à une « panique bancaire » aux USA, organisée par certains banquiers en 1907.*"

Le cartel en question profite de la fin programmée de son jouet pour passer à l'étape suivante : une FED à l'échelle mondiale

cette fois. Les mêmes mécanismes sont en œuvre, la finalité est évidente, pour qui écoute un peu la rhétorique mondialiste de notre époque : le scénario de sortie de crise est déjà écrit."

2- "Effectivement, tout semble préparé. On nous rabâche les oreilles d'une nécessité de plus grande convergence politique et fiscale en Europe. Le FESF est une sorte de FED à l'européenne avec les mêmes avantages (impunité totale etc...).

Avant la FED mondiale, nous devrions assister à la FED transatlantique.

Il y a pour moi une inconnue, une logique que j'ai du mal à analyser, l'Allemagne. Est-elle l'ennemi du N.O.M. (nouvel ordre mondial -ndlr) via une recherche d'accord germano-russe ?" (liesidotorg.wordpress.com 23.11)

INFOS EN BREF

Politique

1- Zone euro

Le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel ont réaffirmé ensemble jeudi qu'ils feraient "dans les jours qui viennent" des "propositions communes" de modification des traités européens afin de contribuer à endiguer la crise de la dette dans la zone euro.

La France est favorable à l'intervention directe de la BCE pour contribuer à stopper la contagion de la crise de la dette, alors que l'Allemagne y est opposée.

"La BCE est indépendante", a martelé Mme Merkel, expliquant que la proposition de modification des traités européens sera "plus politique" -puisqu'elle portera notamment sur la convergence des politiques fiscale: il s'agit d'un "chapitre très différent" qui "n'a rien à voir avec la BCE", a-t-elle déclaré. (AP 24.11)

Leur réunion d'hier n'a servi qu'à constater une fois de plus leurs désaccords. (A suivre)

2- France

2.1- Sarkozy : le président du FN !

Nicolas Sarkozy n'est plus d'accord avec lui-même. Après l'avoir soutenue en 2005, le chef de l'Etat a qualifié d'«hasardeuse» la proposition d'accorder des droits électoraux aux étrangers. Le Président s'est ainsi prononcé contre le droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de pays non membres de l'Union européenne résidant en France aux élections municipales, proposé par la nouvelle majorité sénatoriale socialiste.

«Une telle proposition me semble hasardeuse (...) parce que cette proposition risque de diviser profondément les Français au moment où, plus que jamais, nous avons besoin de les rassembler», a déclaré le président de la République devant quelque 2.000 maires reçus au Palais de l'Elysée à l'occasion de leur congrès annuel à Paris.

La Droite populaire, aile sécuritaire de l'UMP, a lancé le mois dernier une pétition contre cette proposition de loi dans laquelle elle voit une «imposture idéologique» et une «manœuvre électoraliste».

«Je crois depuis longtemps que le droit de voter et le droit d'être élu, dans nos territoires, doit demeurer un droit attaché à la nationalité française, étendu pour les élections municipales et européennes aux citoyens européens qui partagent avec nous une communauté de destin», a poursuivi le chef de l'Etat.

La seule façon pour un ressortissant d'un pays non membre de l'UE de participer aux choix politiques de la France est de prendre la nationalité française, à condition d'en remplir les conditions, a-t-il ajouté. Arno Klarsfeld, le président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) a justifié ce refus par le fait que l'intégration était loin d'être une réussite et qu'il existait le risque de voir apparaître des listes fondamentalistes aux scrutins locaux. (20minutes.fr 24.11)

La pêche aux voix du FN, rien de plus.

Sur la question soulevée. J'habite en Inde depuis 1996 et il ne m'est jamais venu à l'esprit de vouloir voter, puisque je n'ai pas les mêmes droits que le reste de la population, chaque fois que j'ai exprimé verbalement mon soutien aux opprimés devant un représentant de l'ordre établi ou contre la corruption, on m'a signifié (menacé) que je pouvais être expulsé sur le champ si

j'insistais, à part cela l'Inde est la plus grande "*démocratie*" du monde, c'est bien connu !

On peut concevoir que tout le monde ait le droit de vote à toutes les élections, j'y suis favorable évidemment, pour ce que cela changerait, puisque ceux qui l'ont n'ont jamais été foutus de s'en servir correctement, je veux dire par là, conformément à leurs propres intérêts de classe.

On se focalise volontiers sur le droit de vote et les élections en général, mais on fait peu de cas du niveau de conscience de classe du prolétariat, apparemment c'est un sujet tabou ou qui passe au second plan ou encore qui n'intéresse aucun parti ouvrier, plus enclins à se satisfaire des apparences et à cultiver les illusions au lieu de les combattre. J'exagère, vous croyez vraiment ? Les uns sont affairés à préparer l'élection présidentielle, les autres les législatives, quant à l'aspect profondément antidémocratique des institutions de la Ve République, il passe à la trappe pendant ce temps-là, il est sacrifié sur l'autel électoraliste.

2.2- Bayrou président de "*l'ordre*"...

François Bayrou, président du MoDem, a annoncé jeudi soir sa candidature à l'élection présidentielle de 2012 pour que la France reparte "*sur des bases nouvelles*".

Il est crédité d'environ 7% des intentions de vote dans les derniers sondages d'opinion. (Reuters 24.11)

3- Egypte. Provocation... répression.

3.1 - En Egypte, Kamal el-Ganzouri a été chargé ce jeudi par l'armée de former un gouvernement, d'après plusieurs télévisions privées. Kamal el-Ganzouri, septuagénaire, a été de 1996 à 1999, Premier ministre sous Hosni Moubarak.

Avant d'être à la tête du gouvernement, il avait occupé le poste de ministre du Plan, où il a notamment oeuvré pour une amélioration des relations entre son pays et la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. (l'express.fr 24.11)

3.2- Les révolutionnaires égyptiens ont appelé à une grande manifestation sur la place Tahrir du Caire (demain) vendredi pour réclamer un transfert immédiat du pouvoir à un régime civil par le biais d'un gouvernement de salut national.

Dans un communiqué, ils évoquent une marche réunissant un million de personnes à l'occasion de qu'ils appellent «*le vendredi de la dernière chance*». La Fédération des syndicats indépendants a également invité les travailleurs à marcher sur Tahrir, haut lieu de la «*révolution du Nil*» qui a renversé le 11 février, sous la pression de la rue, le régime du président Hosni Moubarak.

Une autre organisation syndicale a lancé un mot d'ordre de grève générale en signe de solidarité avec les manifestants. Les syndicats égyptiens ont joué un rôle important dans le mouvement populaire qui a fait chuter le «*raïs*». Jeudi, un calme précaire a prévalu sur la place Tahrir à la suite de la trêve conclue entre la police antiémeute et les manifestants après cinq jours de violences et la promesse de l'armée de tenir les élections législatives dans les délais prévus.

Des milliers de protestataires jurent cependant de poursuivre leur occupation de la place tant que les militaires n'auront pas cédé le pouvoir. (20minutes.fr 24.11)

4- Arabie Saoudite

Quatre hommes ont été tués par balles lors de troubles impliquant les forces de sécurité dans une région chiite de l'Arabie saoudite, mercredi 23 novembre au soir. Deux d'entre eux ont trouvé la mort lors d'échanges de tirs pendant des funérailles dans la région de Qatif, où vit une grande partie de la communauté chiite du royaume, a annoncé le ministère de l'intérieur. Neuf personnes, dont deux policiers et une femme, ont également été blessées, selon la même source. Deux autres hommes ont péri le même jour à Chouika, lors d'une manifestation.

C'est la première fois depuis le début du printemps arabe que des morts sont à déplorer dans la répression de manifestations dans l'est de l'Arabie saoudite. Le ministère de l'intérieur a mis en cause "*des criminels non identifiés*", "*infiltrés*" parmi les manifestants. D'après les autorités, "*plusieurs barrages et véhicules des forces de sécurité ont été la cible depuis lundi de tirs de façon de plus en plus fréquente*", ajoutant que les forces de l'ordre "*font preuve autant que possible de retenue*". Visant vraisemblablement l'Iran, Riyad a accusé les assaillants "*d'exécuter des complots étrangers*" et a appelé les habitants de Qatif à ne pas s'y laisser entraîner.

Lundi soir, un manifestant avait été tué par les forces de sécurité lors d'une manifestation dans la région de Qatif, qui visait à protester contre la mort, dimanche, d'un jeune homme de 19 ans, tué, selon les habitants, par la police. Plusieurs autres personnes avaient été blessées par des tirs lors de sa dispersion.

L'adolescent avait été blessé à proximité d'un barrage de police, dans des circonstances troubles. Il est mort à l'hôpital des suites de ses blessures. Selon des militants, un autre jeune homme avait été blessé samedi par des tirs des forces de sécurité dans une autre localité de la province, Awamiya. Cette ville avait été le théâtre de troubles début octobre, quatorze personnes, parmi lesquelles onze policiers, avaient alors été blessées au cours d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants.

Ces incidents interviennent alors qu'approche la commémoration du deuil chiite par des marches et des processions, qui doivent culminer le 5 décembre. (lemonde.fr 24.11)

Ce n'est pas l'Arabie Saoudite qui reproche au régime syrien de réprimer dans le sang son peuple ?

5- Yémen

Des hommes armés ont tué au moins cinq manifestants jeudi dans la capitale yéménite alors qu'ils protestaient contre l'accord conclu la veille à Ryad sur le départ programmé du président Ali Abdallah Saleh.

"Nous étions en train de défiler dans la rue Zubayr pour réclamer le jugement de Saleh et de ses partisans lorsque nous avons été attaqués par des hommes armés en civil qui ont ouvert le feu directement sur nous", a rapporté un manifestant à Reuters. (Reuters 24.11)

6- Etats-Unis Suzanne Nossel, ancienne assistante de Richard Holbrooke lorsqu'il était ambassadeur à l'ONU et actuelle assistante d'Hillary Clinton pour les organisations internationales, devient directrice exécutive d'Amnesty International USA. Elle s'est appliquée dans ses fonctions au département d'État à instrumenter les Droits de l'homme au service des ambitions impériales.

Mme Nossel avait travaillé par le passé pour Human Rights Watch, ainsi que pour Bertelsmann Media Worldwide et pour l'administration du Wall Street Journal .

Le Conseil d'administration d'Amnesty International USA a considéré que l'engagement de Suzanne Nossel au sein des administrations Clinton et Obama était un gage de compétence et ne lui a pas tenu rigueur des crimes commis en Yougoslavie, Afghanistan, Irak, Liban etc.

Mme Nossel est à l'origine de diverses campagnes contre l'Iran, la Libye et la Syrie. Au cours des derniers mois, elle s'est illustrée en intoxiquant le Conseil des Droits de l'homme de Genève de manière à faire adopter par le Conseil de sécurité une résolution autorisant la guerre contre la Libye. Les imputations de Mme Nossel ont été démenties depuis. (Réseau Voltaire 23.11)

Social

1- France

1.1- Les 107.000 enseignants débutants vont commencer leur carrière avec un salaire dépassant les 2000 euros bruts à partir de février 2012

«Le président de la République s'y était engagé. L'engagement est tenu», a indiqué le ministre de l'Éducation nationale au salon de l'Education, porte de Versailles, à Paris. Cette mesure va concerner 107.000 enseignants de l'enseignement public et 18.000 enseignants de l'enseignement privé à partir de février 2012 mais ce n'est pas le premier geste financier envers les professeurs. Les débutants avaient déjà bénéficié d'un geste de Luc Chatel en mars 2010, si bien que, par rapport à «1690 euros en 2007», la hausse de leur salaire brut est de «+ 18 % en cinq ans», fait observer le ministre.

Dans le détail, les 14.100 enseignants «à l'échelon 3», c'est à dire ceux qui viennent de réussir leurs concours recevront 2000 euros bruts lors de leur première année d'exercice, soit 100 euros de plus. Les 110 900 enseignants «à l'échelon 4 et 5», qui sont entre leur deuxième et leur quatrième année d'exercice recevront respectivement désormais 2060 euros et 2121 euros bruts, soit 64 euros et 23 euros de plus par mois. (lefigaro.fr 24.11)

1.2- Le journal *La Tribune* va demander à être placé en redressement judiciaire faute d'avoir réussi à convaincre des investisseurs de le renflouer, annonce jeudi sa direction.

Le quotidien économique, qui bénéficiait d'une procédure de sauvegarde depuis près d'un an, doit désormais trouver un repreneur pour éviter la liquidation.

La diffusion payée en France du quotidien a reculé sur les six premiers mois de l'année, passant de 69.327 à 63.091 exemplaires. Son principal concurrent est Les Echos. (Reuters 24.11)

2- Portugal

Les salariés portugais ont observé jeudi une grève générale, la première depuis un an, pour protester contre la cure d'austérité imposée par le gouvernement en échange d'une aide financière de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

Les deux principales confédérations syndicales, qui représentent à elles deux plus d'un million de travailleurs, principalement ouvriers, organisent également au moins 34 manifestations dans tout le pays pour protester contre les mesures prises pour réduire la dette publique, et qui frappent lourdement salaires et prestations sociales.

Les avions sont restés au sol, les trains à quai et les services publics ont tourné au ralenti dans le pays de 11 millions d'habitants, où le chômage affecte 12,4% de la population active, un taux sans précédent depuis les années 1980.

Les syndicats ont parlé d'une participation "*massive*", mais le gouvernement a parlé de 10,5% de grévistes parmi les fonctionnaires.

Les chiffres gouvernementaux sont "*une manipulation claire*", a dit Joao Proenca, à la tête du syndicat UGT. Manuel Carvalho, du syndicat CGTP, n'a pas donné de chiffres de participation mais a affirmé qu'elle était "*sans aucun doute plus forte que l'an dernier*".

Il y a un jour pour jour, trois des onze millions d'habitants avaient participé à la grève, selon la CGTP.

Des milliers de personnes, principalement des jeunes, ont manifesté à Lisbonne et des heurts ont éclaté devant le Parlement entre quelques manifestants et la police.

Tous les vols internationaux au départ ou à l'arrivée de Lisbonne et de Porto ont été annulés pendant la grève, a indiqué l'autorité aéroportuaire ANA sur son site internet. Un service minimum a été maintenu sur les liaisons vers Madère et les Açores.

"*La grève est générale, l'attaque est mondiale*", ont scandé les membres d'un piquet de grève installé à l'aéroport de la capitale, en allusion à ce que les syndicats présentent comme une offensive internationale contre les droits des travailleurs.

La justice a ordonné le maintien des services publics de base. A Oeiras, dans la banlieue de Lisbonne, la police a ainsi escorté les camions-poubelles pour qu'ils parviennent à franchir des cordons de grévistes. Aucun incident n'a été signalé.

La perspective de nouvelles mesures d'austérité, qui entreront pleinement en vigueur l'an prochain, pourrait mobiliser davantage la population.

"*Même si les gens acceptent en général la nécessité des mesures d'austérité, il y a un profond sentiment d'injustice concernant la répartition des sacrifices, en particulier dans le secteur public*", note Elisio Estanque, sociologue à l'université de Coimbra. (Reuters et AP 24.11)

3- Tunisie

Le couvre-feu a été décrété jeudi soir à Gafsa, dans le centre-ouest de la Tunisie, à la suite d'actes de vandalisme liés au recrutement dans ce bassin minier durement frappé par le chômage, tandis que le calme est revenu à Kasserine, dans la même région, après des affrontements entre manifestants et forces de sécurité.

Les incidents ont éclaté mercredi soir à l'annonce des résultats d'un concours de recrutement lancé par la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), principal employeur de cette région où beaucoup vivent dans des conditions précaires.

La compagnie a justifié son choix par "*des critères de recrutement basés sur ses besoins réels en ouvriers et cadres ainsi que sur le paramètre de compétence*" mais des habitants des localités de M'dhillla et Om Larayès ont dénoncé ce qu'ils considèrent comme du favoritisme.

Des protestataires ont incendié des bus et voitures et ont saccagé et pillé des sites liés à la CPG, notamment un entrepôt. Ils se sont également attaqués à des postes de police et de la Garde nationale ainsi qu'au siège de la municipalité, selon la TAP.

En dépit des renforts de l'armée et de la police dépêchés sur place, les violences visant les équipements publics et les bâtiments de la CPG se sont poursuivies jeudi. L'insécurité persistante a causé la fermeture d'une unité de production de composants automobiles relevant de la société japonaise Yasaki.

Craignant une recrudescence de la violence, le gouverneur (préfet) de Gafsa, Moncef Hani, a déclaré à la TAP avoir demandé

au ministère de la Formation professionnelle et de l'emploi de surseoir à l'annonce initialement prévue pour jeudi des résultats du concours de recrutement dans deux autres villes, Metaloui et Redeyef.

A Kasserine, le ministère de l'Intérieur a déclaré que le calme était revenu jeudi dans la journée. La veille au soir, des affrontements entre manifestants et forces de sécurité ont éclaté lors d'une marche initialement pacifique. Plusieurs milliers de personnes protestaient contre l'absence des "martyrs" locaux sur une liste des victimes du soulèvement populaire qui a renversé le régime Ben Ali en janvier dernier, selon la TAP.

L'Intérieur a également mentionné des troubles dans d'autres localités de la région, dont Thala et Fériana, précisant que l'armée avait tiré en l'air pour dissuader les manifestants de s'attaquer à des locaux administratifs.

A Kasserine, les heurts avec les forces de l'ordre et de l'armée nationale se sont soldés par 76 cas d'asphyxie par gaz lacrymogènes, selon une source médicale à l'hôpital régional citée par la TAP.

Des manifestants auraient essayé d'incendier la prison civile de Kasserine, de dévaliser une agence bancaire et de piller la section régionale de l'Union tunisienne de solidarité sociale (UTSS). Ils auraient aussi détruit et pillé des locaux commerciaux et brûlé des pneus. Les forces de l'ordre ont dispersé la foule en procédant à des tirs de sommation et en employant du gaz lacrymogène.

Les Kasserinois manifestaient contre "*l'oubli*" de leurs "*martyrs*" morts lors du soulèvement populaire qui a forcé le président Zine el Abidine ben Ali à s'exiler en Arabie saoudite le 14 janvier dernier, après 23 ans d'un pouvoir autoritaire.

Une liste lue au cours de la séance inaugurale de l'Assemblée constituante mardi, à "*l'initiative personnelle*" d'un élu, ne mentionnait en effet que "*sept martyrs*" sur les 23 tombés dans la région.

Lors d'interventions à la télévision depuis, le président de l'Assemblée constituante, Mustapha Ben Jaâfar, relayé par le nouveau président de la République pressenti Moncef Marzouki, ont présenté des "*excuses*" à la population de Kasserine, affirmant que "*l'oubli n'était pas intentionnel*". Ils se sont engagés à placer "*le dédommagement moral et matériel des martyrs en tête de leurs priorités*". (AP 24.11)

Economie

1- Obligations d'Etat

L'obligation à 10 ans allemande (Bund) a touché son plus bas niveau depuis près d'un mois jeudi, plombée par l'adjudication de la veille, avec un rendement qui a atteint jusqu'à 2,2% en séance. Le rendement a clôturé à 2,14%, en hausse de 7 points de base (pdb) sur la journée.

Après la dégradation de la note portugaise par Fitch, le rendement portugais à 10 ans a lui grimpé d'un point de pourcentage pour atteindre 13,81%.

Le rendement du papier italien à 10 ans reste sous pression à 7,17%, soit bien au-delà du niveau où il est jugé soutenable, alors que le Trésor italien doit procéder vendredi à l'émission de 8 milliards d'euros de titres à 6 mois.

Sur les marchés, les taux d'emprunt belges à 10 ans s'envolent largement au dessus des 5%. (Reuters 24.11)

2- Banque

Dexia a recours à des facilités d'urgence de fourniture de liquidités en France, en Belgique, en Espagne et en Italie, a-t-on appris jeudi d'une source bancaire, un développement qui illustre aux yeux des analystes la situation "*très grave*" de la banque franco-belge.

Cette source a indiqué que Dexia utilisait la fourniture de liquidité d'urgence (ELA) de la Banque nationale belge et d'autres "*banques centrales nationales en France, en Espagne, en Italie*", où le groupe possède des filiales.

Un analyste a déclaré que le fait que Dexia ait recours aux liquidités de banques centrales nationales de l'Eurosystème prouvait que sa situation avait encore empiré.

"*Le guichet d'urgence de la BCE (...) est très cher, donc cela montre que la situation de liquidité est très grave*", a dit cet analyste, qui a requis l'anonymat.

"A un moment donné, on se trouve à court d'actifs non plombés à présenter à la BCE, et la seule manière de se financer, c'est via l'ELA, ce qui n'est évidemment pas bon signe", a-t-il ajouté.

La source a précisé que Dexia comptait continuer à procéder de cette manière jusqu'à ce qu'une convention de garanties de 90 milliards d'euros soit conclue avec les Etats français, belge et luxembourgeois. (Reuters 24.11)

3- Belgique

Le gouvernement belge a lancé jeudi un appel à l'aide à la population face à la crise de la dette en annonçant à grand renfort de publicité un emprunt d'Etat ouvert à tous, alors que les problèmes budgétaires et politiques s'accumulent dans le pays.

«Vu les difficultés sur les marchés financiers, nous voulons davantage faire appel à la capacité d'épargne des Belges pour financer la dette», a expliqué le Premier ministre sortant Yves Leterme, qui gère les affaires courantes depuis avril 2010.

L'Agence de la dette a donc lancé un emprunt d'Etat ouvert à tous assorti de taux d'intérêt jugés intéressants, a annoncé Leterme, qui fait pour la première fois lui-même la promotion de ce type d'opérations.

Très courant dans les années 1990 en Belgique, ce mécanisme pour collecter l'épargne publique était moins utilisé ces dernières années, car il était devenu moins attractif que d'autres produits financiers. (libération.fr 24.11)

4- Portugal

L'agence de notation financière Fitch a abaissé jeudi la note de crédit du Portugal, pour la placer en catégorie spéculative.

La note est ramenée de BBB- à BB+ avec perspective négative. (Reuters 24.11)

5- Inde

L'Inde a libéralisé jeudi son secteur de la distribution, ce qui va permettre à des géants mondiaux comme Wal-Mart ou Carrefour de prendre pied sur un marché estimé à 450 milliards de dollars (337,2 milliards d'euros).

Les distributeurs étrangers pourront désormais acquérir des participations allant jusqu'à 51% dans les supermarchés de la troisième économie d'Asie, ce qui devrait aider à résorber les phénomènes de goulet d'étranglement dans l'approvisionnement, qui alimentent l'inflation.

La réforme imposera aux supermarchés des règles strictes pour qu'ils se fournissent auprès de producteurs locaux et assurent un niveau minimum d'investissement afin de soutenir l'emploi. (Reuters 24.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 novembre

CAUSERIE

A l'UMP, des députés et des sénateurs s'en prennent au gouvernement, ce dernier annonce des mesures puis finalement y renonce, des ministres se contredisent dans leurs déclarations, à Paris les futurs candidats se déchirent publiquement (Dati et Fillon), leur allié du centre va présenter au moins un ou deux candidats (Morin et Bayrou), son aile droite ultra catholique en présente un aussi (Boutin), Guéant fait sincèrement ce qu'il peut pour aider Marine Le Pen à obtenir les 500 signatures dont elle a besoin pour se présenter à la présidentielle de 2012, tandis que dans son parti il y en a qui préféreraient que leur candidat (Sarkozy) vire encore plus à droite et qu'elle ne se présente pas, pendant ce temps-là Villepin jure qu'il n'en veut plus à Sarkozy et que finalement il a abandonné l'idée de se présenter, il faut dire que l'affaire Karachi vient de connaître un nouveau rebondissement, le juge d'instruction enquêterait de nouveau du côté du clan Chirac, donc vaut mieux se faire tout petit et rentrer dans les clous. D'autres fissures sont apparues au sein de l'UMP dotées de leur propre candidat, Dupond-Aignan par exemple...

Au PS, après avoir exigé entre les deux tours de leur "primaire" qu'Aubry la ferme, c'est au tour d'Eva Joly de "respecter" le PS et son candidat, ils se déchirent sur l'accord signé entre EELV et leur parti, à Paris, Delanoë est scandalisé par le parachutage de candidats EELV, dont Duflot. Les dernières prises de position d'Eva Joly ont foutu le bordel dans son parti, son porte-parole a claqué la porte, Cohn-Bendit susurre à haute voix qu'elle devrait jeter l'éponge, Mamère regrette qu'elle soit leur

candidat, apparemment elle n'avait pas bien compris que lorsque les choses sérieuses allaient réellement commencer, elle devrait se tenir au garde-à-vous aux pieds du PS, du régime quoi. Pendant ce temps-là, leur partenaire, monsieur Hulot, en a profité pour rentrer au bercail et reprendre la direction de sa fondation bien dotée par Bouyges et Cie, les affaires sont les affaires...

Leur allié gaulliste de "gauche", Chevènement, en a rajouté une couche en prétendant vouloir "*faire bouger les lignes*" du PS, dont les mouches ne servent qu'à manipuler et attraper les naïfs, quand elles ne sont pas en plomb pour racler les fonds vaseux du régime. Quant aux attaques répétées de leur petit camarade Mélenchon elles les ulcèrent littéralement, au point de le mettre dans le même sac à merde que Marine Le Pen, pour finir, au PCF ils jurent qu'ils n'y sont pour rien et qu'ils appelleront à "*battre la droite*" au second tour en 2012...

Au PCF, ils sont divisés, entre ceux qui soutiennent Mélenchon et ceux qui estiment qu'il irait trop loin, alors qu'en réalité il n'a fait qu'enfoncer des portes ouvertes ou parler pour ne rien dire puisqu'il est inconséquent ou encore ceux qui étaient opposés à sa candidature et qui ne décollèrent pas d'être privé de candidat... mais seront bien fournis en élus aux législatives s'ils savent se tenir tranquilles, faisons-leur confiance au moins sur ce point-là.

Arrêtons-nous là un instant.

Cela ne vous fait pas penser à la situation en Grèce et en Italie la veille de l'éviction de Papandréous et Berlusconi parce que leurs gouvernements étaient paralysés ? On en reparlera en 2012... ou peut-être avant au rythme où va la décomposition (accélérée) de l'UE.

Au NPA, il y a deux semaines, lors de la diffusion sur TV5Monde Asie de l'émission *On n'est pas couché*, j'ai entendu Philippe Poutou affirmé qu'il était candidat en 2012 malgré lui, parce que "*personne ne voulait y aller*", sans conviction, en traînant les pieds, il l'a avoué très modestement, ce gars m'a l'air très bien même si on n'est pas d'accord sur beaucoup de choses, il m'a fait de la peine, sincèrement je vous assure, il n'a pas été ridicule pour sa première prestation sur un plateau de télé dans ce genre d'émissions.

Ce parti traverse une grave crise, on ne s'y retrouve plus entre les fractions, courants et tendances officieuses ou officielles ou qui se recomposent ou qui fleurissent à l'inverse proportionnellement de son nombre de militants, les uns faisant campagne pour leur candidat, d'autres s'y refusant ou assurant le minimum syndical. J'ai lu dans un article de presse que Besancenot avait déclaré pour rassurer les maires susceptibles d'apporter sa signature à leur candidat, qu'ils n'avaient pas à s'inquiéter de la démarche du NPA qui était "*démocratique*", dans les clous du régime autrement dit, si c'est lui qui l'affirme, dont acte...

C'est peut-être pour la même raison que le POI a préféré ne pas présenter Schivardi, contesté par bon nombre de militants du POI, sans l'avouer évidemment, ils ne tenaient pas à perdre encore une fois des centaines de militants...

Privatiser les profits et socialiser les pertes, en directe de la Bourse de Paris.

Les valeurs financières ont été, comme le reste de la cote, portées par des informations selon lesquelles les gouvernements européens renonceraient à faire participer le secteur privé à l'aide aux pays fragiles de la zone euro. (Reuters 25.11)

Ouf ! La veille ils avaient boudé des obligations allemandes à moins de 2% d'intérêt, hier en revanche ils se sont jetés comme des chiens enragés sur les obligations italiennes à 7,814%, normal, non ?

Maroc. Etats d'esprit.

Un tour d'horizon des motivations de la population marocaine hier jour d'élections législatives (13 millions d'électeurs inscrits), sans illusions.

Un "*devoir*".

"*Je vote parce que c'est un devoir national. J'ai fait mon devoir et j'espère que les députés feront le leur*", explique Mohamed Abidar, un instituteur de 40 ans.

Attrait de la nouveauté.

"*J'ai voté pour un parti qui me paraît sérieux. Ils n'ont jamais participé au gouvernement, donc je vais leur donner une chance*", commente pour sa part Abdelhamid Akhyat, 60 ans.

Berné une fois, pas deux.

En face du bureau de vote de l'école Slaoui, Brahim Errami, 25 ans, reste accoudé à une table de la terrasse d'un café populaire.

Il n'ira pas déposer de bulletin dans l'urne.

"J'ai voté en 2007 parce que le candidat était membre de ma famille. Lui aussi m'a déçu. Dès que les élections sont passées, je ne l'ai plus jamais vu. Donc je ferai plus la même erreur. J'ai pitié pour les gens qui entrent et qui sortent de cette école", lâche le jeune homme.

Tous "pareils".

Salim Abdellaoui, 37 ans, ne se montre pas plus motivé. "J'ai voté pour la Constitution parce que le roi a proposé du concret", explique-t-il, faisant référence à la réforme constitutionnelle adoptée à par référendum avec 98% de "oui" en juillet, "mais les politiciens ne tiennent jamais leurs promesses. Ils sont tous pareils et je n'ai pas aucune confiance en eux. Je ne vote pas".

Par dépit, l'espoir fait vivre.

A Rabat, on peut voir dans les urnes du quartier Akkari, un des plus pauvres de la capitale, que des dizaines d'électeurs ont voté depuis l'ouverture des bureaux. "J'ai voté pour un parti qui m'a convaincu. Je ne voulais pas du tout voter mais le changement de la Constitution m'a donné un peu d'espoir", confie Ali Moutii, artisan, à la sortie de l'isoloir.

A 15h, le taux de participation s'élevait à 22,4% des quelque 13 millions d'électeurs inscrits, contre 15,47% à la même heure en 2007, selon le ministère de l'Intérieur cité par l'agence de presse officielle MAP.

Le Mouvement du 20-Février, première force d'opposition marocaine depuis le début du "printemps arabe" pour la démocratie en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, a appelé au boycott du scrutin. (AP 25.11)

Parole d'internautes

1- *"Minable ! Cette Europe, pardon, Europe, qui ne parle que fric et marchandises depuis des décennies ! Tout cette nomenclature de technocrates, d'oligarques, de financiers et d'agences (qui ne veulent pas qu'on les "audite" !) qui s'auto-congratulent entre gens de bonne compagnie qui "savent" tout mieux que les béotiens peu diplômés ! Par contre, il y a quelques semaines, cette europe (sans E majuscule) a voulu supprimer les aides aux plus démunis ! Sans commentaire !*

Pendant longtemps j'ai gobé les discours des UMP, centristes et autres socialistes disant qu'ils fallait être raisonnables lors des scrutins sur l'Europe ! Quel "gogo" j'ai été ! Maintenant je deviens déraisonnable quant à cette europe ! N'avons-nous pas, quelque part, été escroqués, nous, les gens ? Quand est-ce que l'Europe se préoccupera, prioritairement, des gens, dans leur vécu quotidien ? Si on écoute nos technocrates il va falloir s'occuper des sous pendant combien de décennies encore avant de faire du social (ouh l'affreux mot pour nos oligarques financiers !). Mais je sais que tous ces pontes européens vont, pour me culpabiliser, me traiter de "populiste"..."

2- *"Allemagne est AAA pourtant elle a peiné à placer ses dernières OAT (obligations d'Etat -ndlr) à 2, 5%. En revanche l'Italie, l'Espagne n'ont eu aucun problème pour placer leurs OAT à 7, 5%. Conclusion : Ce qui déplaît aux investisseurs c'est avant tout les rendements trop bas."* (lepoint.fr 25.11)

INFOS EN BREF

Politique

ONU. La dictature des impérialistes dominants.

La proposition du Parti socialiste et des Verts de «supprimer le droit de veto» traduit une méconnaissance profonde du fonctionnement de l'ONU et des débats en cours pour réformer le Conseil de sécurité. Le droit de veto a été accordé aux cinq puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale qui fondèrent les Nations unies en 1945 (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie). C'est une «assurance tous risques » selon l'expression d'un diplomate, permettant à l'un de ces États de bloquer toute décision qu'il jugerait contraire à ses intérêts.

Attribut de la puissance, ce levier demeure, pour la France en tout cas, largement symbolique : elle ne l'a utilisé que 18 fois depuis 1945, quand les États-Unis et la Russie l'ont actionné des dizaines de fois. Mais aucun membre du «club des cinq» n'envisage d'y renoncer, ni aujourd'hui ni jamais.

La nécessité de réformer le Conseil de sécurité en l'élargissant pour qu'il reflète mieux les nouveaux équilibres du monde est une évidence. Ce projet est évoqué depuis trente ans, il piétine, et n'est pas près d'aboutir.

Toutefois, dans les commissions qui s'attellent laborieusement à ce chantier, il n'a jamais été question de supprimer le droit de veto ; tout juste, éventuellement, de l'aménager.

Un pays comme l'Inde, qui revendique un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, n'envisage d'ailleurs ce statut qu'assorti du droit de veto. Force est de constater que seules la France et la Grande-Bretagne souhaitent un élargissement du Conseil de sécurité. Les autres pays préfèrent le statu quo ou sont avant tout soucieux de barrer la route aux nations concurrentes qui pourraient rejoindre le cercle des «*grands*» : la Chine ne veut pas du Japon, l'Italie réfute le choix de l'Allemagne, le Mexique et l'Argentine celui du Brésil, les Africains se disputent les sièges qui pourraient leur échoir. Dans ces conditions, proposer la suppression du droit de veto est, au mieux une fausse bonne idée. Au pire, une inconséquence.

Créer un siège de membre permanent pour l'Union européenne est tout aussi irréaliste. Aucune entité autre qu'un État ne saurait être membre du Conseil de sécurité, ce qui rend d'ailleurs caduque la proposition d'y faire entrer des ONG. Plus qu'improbable, l'idée d'un siège européen serait également néfaste. Elle conduirait à l'affaiblissement de la position de la France, en introduisant dans le jeu des groupes régionaux. La France et la Grande-Bretagne devraient en effet renoncer à leur siège, voire les fusionner, car on imagine mal que l'Europe se voit accorder trois membres permanents. De la diplomatie fiction. (lefigaro.fr 25.11)

Que Le Figaro se rassure, Moscovici (PS) a déclaré à l'AFP : «*Il n'est pas question de remettre en cause le statut de membre permanent de la France au conseil de sécurité de l'ONU, ni le droit de veto tant que le système international n'a pas profondément changé et évolué*» (liberation.fr 25.11), ouf quel soulagement !

Les programmes de l'UMP et du PS étant identiques, la seule chose qui les différencie encore, c'est justement les petites phrases lancées ici ou là par leurs dirigeants...

La dictature que l'impérialisme américain et ses valets impose au reste du monde n'est pas de "la diplomatie fiction", mais bien la réalité, merci de nous tendre la perche. De quel droit cinq pays pourraient décider du sort de quelque 200 États et leurs populations ? Ils appellent cela la "démocratie".

Loin de nous l'idée de vouloir "réformer" l'ONU qui sert à mettre en oeuvre la politique décidée au Congrès et au Sénat américain, concoctée par le cartel des banquiers qui détiennent la Fed. Pour nous l'ONU doit être liquidée au même titre que toutes les institutions nationales, continentales ou internationales du capital, et c'est non négociable.

Un commentaire d'un internaute naïf ou ignorant permet de cerner sur quelle illusion compte s'appuyer les dirigeants du vieux monde pour conserver leur pouvoir sur le reste de l'humanité :

- "... Vous pensez donner un pouvoir mondial, un pays une voix (ça c'est aujourd'hui), pas de veto, ça c'est votre vœu imécile, les "petits pays du sud", la Lybie dans le passé avec Kadhafi ou encore Ben ali, sans parler de tous ces pays africains dirigés par des dictateurs prêts à vendre leur vote à plus offrant, donc dans votre esprit enfantin vous leur donnez le même "pouvoir" que la France, les US (qui paient!) l'Espagne et tous les autres pays "civilisés", hum je vois d'ici votre nouvel ordre mondial vert, à se tordre de rire..."

Les impérialistes qui sont responsables de l'état catastrophique dans lequel se trouvent plongés les peuples sur tous les continents, qui sont à l'origine de toutes les guerres depuis des siècles à travers toutes les crises qu'ils ont engendrées, doivent être considérés comme faisant partie du camp des "civilisés", car les guerres, génocides, famines, le chômage, la précarité extrême, la pauvreté ou la misère dans leurs propres pays ou à travers le monde pour les avoir provoqués, bref la barbarie seraient autant de témoignages du progrès social et du degré de raffinement atteint par la civilisation humaine dont se revendiquent ces États.

Par conséquent, il est parfaitement légitime qu'ils dictent leur loi aux "pays africains" et aux "petits pays du sud" qui de leur côté ne peuvent engendrer que des "dictateurs" et font partie du camp des "incivilisés", des sauvages, des barbares, alors que leur indépendance est une fiction pour dépendre économiquement de ces impérialistes, qui ont mis à leurs têtes des gouvernements corrompus et fantoches à leurs ordres.

Une fois rétabli l'ordre des choses tel qu'il existe réellement débarrassé de ces illusions ou fabulations, le jugement est sans appel : l'ONU doit disparaître.

Ce qui est intéressant aussi dans l'article du Figaro, c'est qu'il met en relief que les contradictions qui s'expriment au sein des impérialistes dominants à l'ONU ou ailleurs (FMI, OMC, etc.), laissons de côté ici ceux qui aspirent à les rejoindre (Inde, Brésil, Afrique du Sud), sont les mêmes qu'on retrouve au sein de l'Union européenne ou de la zone euro, ce qui montre qu'en dernière analyse ce sont toujours des intérêts nationaux (ceux de leurs capitalistes) qui guident les décisions des différents impérialistes et déterminent le rapport de force qui existe entre eux. L'unité de façade, qu'ils affichent lors de grands sommets, ne concerne que les moyens à mettre en oeuvre pour soumettre le prolétariat mondial et assurer la survie du régime capitaliste

Le pouvoir dictatorial, dont se sont dotés cinq Etats impérialistes au lendemain de la seconde guerre mondiale et qui reflètent leur hégémonie sur le reste du monde, doit demeurer en l'état, l'ordre mondial tel qu'ils l'ont établi en dépend.

France

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a annoncé vendredi une réforme du droit d'asile qui, selon lui, est «*détourné à des fins d'immigration économique*», lors d'une rencontre avec des journalistes.

«*Notre système d'asile est en danger parce que le dispositif est utilisé pour pénétrer et se maintenir dans notre pays*», a déploré le ministre, selon lequel la demande va augmenter à 60.000 dossiers en 2011 contre 52.762 en 2010 et 47.686 en 2009.

Selon M. Guéant, cette hausse «*repose sur des demandes infondées de plus en plus nombreuses*».

La France est la deuxième destination des demandeurs d'asile dans le monde après les Etats-Unis, et la première en Europe, devant l'Allemagne, la Suède et le Royaume-Uni.

Conséquences de cette hausse «*infondée*»: l'allongement des délais de traitement des demandes (19 mois et 12 jours en 2010 contre 16 mois et 15 jours en 2008), une saturation du dispositif d'hébergement conduisant à une occupation des structures dédiées aux sans-abri pendant l'hiver et une hausse du budget.

Face à ce constat, le gouvernement souhaite étendre la liste des pays d'origine classés sûrs à l'Arménie, la Moldavie, le Monténégro et le Bangladesh, «*première nationalité de demande d'asile alors que la situation du pays a évolué et ne le justifie pas*».

Un pays est considéré comme tel s'il veille au respect des principes de la liberté, de la démocratie et de l'état de droit, ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Par ailleurs, le gouvernement veut réduire le budget dédié à l'asile et qui sert à financer 21.500 places en CADA (centre d'accueil des demandeurs d'asile), 20.000 places d'hébergement d'urgence et une allocation temporaire d'attente pour 37.000 demandeurs.

«*Les efforts budgétaires s'imposent à tous et la modération des dépenses publiques s'impose aussi à notre politique d'asile*», a souligné le ministre qui souhaite introduire dans le droit français la notion de «*délai raisonnable*» pour le dépôt d'une demande d'asile alors qu'il n'est pas déterminé actuellement.

M. Guéant propose «*le seuil de 90 jours*» alors qu'en Grande-Bretagne «*une demande est considérée comme tardive trois jours après l'entrée sur le territoire*».

Preuve que le droit d'asile est détourné, a fait valoir le ministre, certains étrangers le demandent quand ils sont placés en rétention pour être expulsés. (libération.fr 25.11)

Si le droit d'asile concerne tout ressortissant provenant d'un pays où «*la démocratie et de l'état de droit, ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales*» font défauts, cela signifie que plusieurs milliards peuvent le revendiquer légitimement.

Dans un Etat comme le Bangladesh (par exemple) où des multinationales ou des sous-traitants travaillant pour elles emploient des millions d'esclaves qui travaillent 6 ou 7 jours par semaine à raison de 10 heures par jour minimum pour un revenu de 50 euros sans aucune protection sociale et dans des conditions de travail effroyables sans espoir d'en sortir un jour, ces esclaves n'appartiennent-ils pas à la catégorie de la population qui ne bénéficient pas de la «*démocratie*», d'un «*état de droit*», du respect «*des droits de l'homme*», etc. et qui peuvent ainsi prétendre au droit d'asile dans n'importe quel pays dits développés ?

Par ailleurs, en France et ailleurs, la tradition du mouvement ouvrier, complètement gangrené par le réformisme, veut depuis plus de 70 ans, qu'on revendique une amélioration de la condition ouvrière sans la situer dans la perspective du socialisme, sans se soucier de savoir d'où proviennent les profits réalisés par les capitalistes du moment qu'ils acceptent d'en redistribuer une partie aux travailleurs, soit à la suite d'une grève, soit dans le cadre de négociations salariales avec les syndicats qui se prêtent volontiers au jeu pour être totalement subordonnés au capitalisme.

Ce sont les mêmes qui se servent des sans-papiers ou qui dénoncent l'exploitation de la main d'oeuvre par les multinationales dans les pays comme la Chine, l'Inde ou le Bangladesh, qui en refusant de lier le combat pour les revendications sociales au renversement du capitalisme prolongent l'agonie de ces peuples ou s'en font les complices.

Guéant présente et défend ouvertement sa politique réactionnaire tournée contre les immigrés qui lui servent de boucs émissaires pour détourner l'attention des travailleurs des causes réelles à leurs problèmes, la survie du capitalisme et des institutions, tandis que les bonnes consciences de «*gauche*» s'en servent pour masquer leur refus de s'attaquer au capitalisme et

aux institutions, comme quoi ils sont complices et se complètent très bien.

Egypte

Des dizaines de milliers d'Egyptiens réclamant un régime civil ont envahi vendredi la place Tahrir au Caire pour une journée "*de la dernière chance*".

La manifestation a coïncidé avec la nomination de Kamal Ganzouri à la tête d'un gouvernement de "*salut national*".

Avec le soutien des syndicats, les contestataires espéraient réunir un million de personnes dans les rues de la capitale égyptienne.

Dans le même temps, 5.000 personnes agitant des drapeaux égyptiens ont manifesté en soutien au conseil militaire dans le quartier cairote d'Abbassiya. "*L'Egypte ne sera pas gouvernée depuis la place Tahrir*", pouvait-on lire sur une banderole.

Si Ganzouri est considéré comme un homme politique intègre, ses responsabilités sous le règne du "*raïs*" sont mal perçues par la rue, qui s'inquiète aussi de son âge (78 ans).

L'annonce de la nomination de Ganzouri a été mal accueillie par la place Tahrir.

Le CSFA a promis que les élections législatives débuteraient bien lundi. Mais les opérations de vote, lors des trois phases du scrutin, seront étalées sur deux jours au lieu d'un pour éviter "*une trop grand affluence et des problèmes de sécurité*".

Répondant à la principale revendication des contestataires, les militaires ont en outre promis d'accélérer le transfert du pouvoir aux civils en annonçant que l'élection présidentielle, qui parachèvera la transition, aura lieu en juin, six mois plus tôt que le calendrier initialement prévu.

La Fédération des syndicats indépendants avait invité les travailleurs à marcher sur Tahrir. Une autre organisation syndicale avait lancé un mot d'ordre de grève générale en signe de solidarité avec les manifestants. L'hiver dernier, les syndicats avaient joué un rôle important dans le mouvement populaire qui est venu à bout du régime d'Hosni Moubarak.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, les manifestants de la place Tahrir et les forces de l'ordre ont conclu une trêve qui a ramené le calme dans le centre de la capitale. Mais des barricades ont été érigées pour fermer la rue Mohamed Mahmoud, scène de violentes échauffourées ces derniers jours.

Jeudi, la Banque centrale a relevé ses taux directeurs pour la première fois depuis deux ans mais la livre égyptienne est tombée à six livres pour un dollar, pour la première fois depuis janvier 2005. L'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la note souveraine à long terme du pays de B+ à BB-. (Reuters 25.11)

Social

France

Peugeot Scooters, une filiale du groupe PSA, a confirmé vendredi son intention de fermer son usine de Dannemarie (Haut-Rhin) d'ici fin 2012 et de supprimer 200 emplois, a-t-on appris de source syndicale.

"*Ils veulent garder les capacités (de production) sans les personnes capables d'assurer les fabrications*", a déclaré Emmanuel Guillier, délégué central CGT.

L'usine de Dannemarie, qui emploie 140 personnes, produit des moteurs pour deux roues de petite cylindrée et des pièces pour l'automobile.

Quarante salariés seraient reclassés dans l'autre usine de Peugeot Scooters, à Mandeuve (Doubs), qui emploie 650 personnes et où 100 emplois seraient supprimés, ainsi qu'à l'intérieur du groupe PSA.

Cette décision intervient alors que le constructeur automobile vient lui-même d'annoncer la suppression de 6.000 emplois dans le monde dont 5.000 en France.

Peugeot Scooters, qui accumule les déficits depuis une dizaine d'années, selon la CGT, a délocalisé les deux tiers de sa production en Chine, à Jinan, où une production de petits modèles, en coentreprise avec un partenaire chinois, a débuté en 2007.

L'entreprise, qui était numéro 1 du scooter en France en 2010, mais seulement numéro 4 en Europe avec un total de 97.000 unités vendues, mise sur le haut de gamme pour pérenniser son activité en France.

Un véhicule à trois roues de 400 cm³ doit y être produit à partir de 2012. (Reuters 25.11)

Bulgarie

Les employés des chemins de fer étaient en grève pour le deuxième jour consécutif vendredi en Bulgarie pour protester contre un plan de restructuration prévoyant des licenciements et un gel des salaires.

Les cheminots bulgares réclament l'abandon du plan, qui prévoit le licenciement de 2.000 employés, la suppression de 138 trains et une hausse du billet jusqu'à 15%.

Les syndicats ont averti que le mouvement social serait reconduit chaque jour, entraînant la paralysie du réseau ferroviaire entre 8h et 16h, tant qu'un accord ne serait pas trouvé.

Le directeur de la compagnie de chemin de fer, Vladimir Vladimirov, a de son côté averti vendredi que l'entreprise pourrait se retrouver en faillite si la grève devait se prolonger au-delà de dix jours. (AP 25.11)

Economie

UE. Porte-parole de la dictature de l'aristocratie financière

Les Etats membres de l'Union européenne envisagent de retirer du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) la possibilité d'impliquer le secteur privé dans le sauvetage financier d'un pays, ont dit vendredi quatre sources proches du dossier.

Les discussions en cours ont lieu dans le cadre plus général des échanges sur la réforme des traités européens, sur laquelle Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se sont entendus jeudi à Strasbourg, a-t-on précisé de même source.

Ceci ne remet toutefois pas en cause la participation des banques et assureurs européens au deuxième plan d'aide à la Grèce, dans lequel ils se sont engagés à effacer 50% de leurs créances aux pays.

"La France, l'Italie, l'Espagne et les pays périphériques sont pour, l'Allemagne, la Finlande et les Pays-Bas sont contre", a dit l'une des sources.

"(Les premiers) disent que la Grèce est un cas unique en ce qui concerne la participation du secteur privé (...) Il estiment que s'il s'agit d'un cas unique, alors il ne faut pas l'inclure dans le texte (du mécanisme européen de stabilité). C'est leur argument pour le retirer", a-t-on ajouté.

Le futur MES, qui doit se substituer le 1er juillet 2013 à l'actuel Fonds européen de stabilité financière, prévoit au terme d'un accord conclu en mars dernier par les dirigeants des Vingt-Sept que des clauses d'action collective seront attachées aux émissions obligataires en zone euro à partir de cette date.

Ces "CACs" permettent, en cas de crise de solvabilité d'un pays, de forcer la restructuration d'une dette sans avoir l'unanimité des créanciers.

Les créanciers privés seraient également impliqués de manière graduelle en cas de crise de liquidité avec un maintien volontaire de leur exposition à un pays, comme cela a été fait au début de la crise.

Discutée plus en détail en mars dernier, cette question avait aussi été l'un des facteurs qui avaient accéléré la demande de soutien du Portugal.

D'où la demande d'un certain nombre d'Etats membres de l'UE de renoncer à cette provision afin de ramener progressivement le calme sur les marchés.

Une décision sur cette question est toutefois liée à des avancées sur les autres grands dossiers actuellement en discussion, ont précisé les sources interrogées : réforme des traités afin d'inscrire dans le marbre un contrôle plus strict des budgets nationaux, rôle de la BCE dans la gestion de crise ou création à terme d'euro-obligations. (Reuters 25.11)

L'homme propose et dieu dispose, c'est bien connu !

France

Un Airbus A340 d'Air France, qui venait d'être révisé en Chine, a dû être immobilisé mi-novembre aux Etats-Unis, un mécanicien ayant constaté l'absence d'une trentaine de vis sur l'appareil pour une raison encore indéterminée qui a amené la compagnie à ouvrir une enquête.

«*Dernièrement, (l'avion immatriculé) F-GLZR est rentré de Chine et a volé pendant quelques jours avant d'être arrêté: il lui manquait un tiers des vis sur un panneau de carénage*», écrivent des pilotes dans le dernier bulletin du syndicat Alter dont l'AFP a obtenu une copie.

Air France sous-traite depuis plusieurs années la révision de ses Boeing 747 et désormais aussi celle de ses Airbus A340 à Xiamen (Chine). «*Et le résultat est toujours à la hauteur des ambitions de notre entreprise!*», ironisent les navigants.

Un Boeing 747-400 d'Air France avait déjà été immobilisé l'an passé après une grande visite en Chine: certaines parois de l'avion avaient été repeintes avec de la peinture potentiellement inflammable. L'avion avait volé pendant trois semaines.

Cette fois, l'A340 reparti de Xiamen le 10 novembre avait été inspecté pendant trois jours à Roissy avant de reprendre ses rotations, mais ce n'est que cinq jours plus tard, à Boston, que l'absence de vis a été constatée, le panneau ayant commencé à se détacher en vol.

Selon Air France, la présence de joint sur les vis a pu gêner l'inspection. «*Cet incident est le premier de cet ordre*», selon le porte-parole qui a fait valoir que le sous-traitant chinois Taeco était «*internationalement reconnu et travaille depuis plus de quatre ans pour Air France*».

Taeco, qui n'a pas commenté l'incident, est un des leaders mondiaux du grand entretien de gros porteurs. Il travaille notamment pour Lufthansa, British Airways, American Airlines, JAL et Emirates.

Les grandes compagnies, qui possèdent leurs propres filiales dédiées à la maintenance (Air France Industries KLM, Lufthansa Technik, etc.), se tournent vers lui pour réduire leurs coûts.

Des compagnies comme easyJet et Air Caraïbes confient de leur côté leurs appareils au suisse SR Technics.

Selon le magazine Aviation Week d'avril 2011, le marché de la maintenance est évalué à 50 milliards de dollars dont 8,7 pour la grosse maintenance, l'un des secteurs les plus compétitifs. (liberation.fr 25.11)

Italie

Les taux des obligations italiennes à six mois ont bondi à 6,504% contre 3,535% lors d'une opération similaire le 26 octobre tandis que les taux à deux ans se sont envolés à 7,814%, contre 4,628%, du jamais vu depuis la création de la zone euro. Ces niveaux sont jugés insoutenables sur la durée pour la péninsule qui croule sous une dette colossale représentant environ 120% de son PIB.

Le Trésor a toutefois réussi à lever comme prévu 10 milliards d'euros grâce à une demande qui reste soutenue.

Face au défi de la croissance, Mario Monti doit s'atteler à la réforme des retraites et du marché du travail ainsi qu'à la libéralisation de l'économie italienne pour y insuffler plus de concurrence. (lefigaro.fr 25.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 novembre

CAUSERIE

Si l'actualité était moins chargée les semaines qui viennent, on pourrait aborder des passages très abordables du *Capital* sous forme d'épisodes, commentés ou non ou alors très brièvement, j'y réfléchis. En ce moment à cause de la mousson, tous les soirs ils coupent le courant, du coup je suis privé de télé, ma seule distraction entre guillemets, donc je me suis remis à lire avec toujours la même délectation.

Je vous avouerai que j'ai voulu lire Hegel (Principe de la philosophie du droit), à ne pas confondre avec Engels le compagnon de Marx, mais j'ai laissé tomber rapidement car cela réclamait de ma part un effort que je n'étais pas prêt à faire pour le peu que j'en retirerais, pour lire Hegel il faut un état d'esprit particulier et se plonger littéralement dedans, sinon c'est carrément impossible à lire, je n'ai jamais pu terminer la lecture de *La phénoménologie de l'esprit*, et je vous mets au défi de trouver deux lecteurs qui en feraient la même interprétation ! Et j'ai trouvé simplet ou trop général, approximatif, le *Traité de l'autorité politique* de Spinoza. Au moins avec Marx et Engels on ne marche pas sur la tête...

Serait-ce nouveau ?

Viviane Serrano. 47 ans, fonctionnaire d'État, militante à Sud, (sympathisante ou militante du NPA ?), extrait d'une interview à Libération :

"Ces dernières années, toute la politique a eu tendance à se déplacer vers la droite. L'UMP et le président de la République flirtent avec l'extrême droite, le centre se droitise à son tour, et le Parti socialiste adhère à la mondialisation libérale en prétendant qu'on ne peut pas faire autrement." (liberation.fr 26.11)

- Quand un certain Maurice Papon, vichyste de son état, officiait comme préfet de police à Paris nommé par de Gaulle, l'ancêtre de l'UMP ne "flirtait-il" pas déjà avec l'extrême droite ?

- Quand l'UDF sera à la pointe avancée du combat pour la construction de l'Union européenne dans le milieu des années 70, le centre ne s'était-il pas déjà "droitisé" ?

- Quand le PS adhèrera officiellement à "*l'économie de marché*" en 1983, n'avait-il pas déjà signifié qu'il n'était plus possible de faire "*autrement*" que s'accommoder du capitalisme ?

Aucun parti issu de l'opposition de gauche (ou du trotskisme) des années 30-40 en France n'a été capable de construire un parti ouvrier révolutionnaire au cours des 70 ou 80 années qui viennent de s'écouler. Sous la IVe ou sous la Ve République, sous le contrôle du mouvement ouvrier par le stalinisme ou non, avant comme après l'implosion de l'URSS, en période de flux ou de reflux de la lutte des classes en France ou à l'échelle internationale, avec ou sans programme transitoire, en conservant ou en changeant le nom du parti, en conservant ou en changeant de type de parti, en conservant ou en refondant le parti, quelles que soient les conditions ou le contexte, les dirigeants de LO, de l'ex-LCR et de l'ex-PCI ont démontré qu'ils avaient été incapables de rassembler dans un parti incarnant la révolution socialiste les travailleurs en rupture avec le capitalisme et les institutions ou susceptibles de rompre avec eux, et d'incarner dans la pratique la continuité du marxisme et du bolchevisme.

On sait pertinemment qu'il existe des contextes plus difficiles que d'autres, après une lourde défaite par exemple, quand la mobilisation de la classe ouvrière reflue, mais là il ne s'agit pas de cela ici, on ne peut pas admettre l'argument selon lequel les conditions pour construire le parti auraient été défavorables pendant une aussi longue période, cela n'a jamais existé depuis les premiers soulèvements ouvriers au début des années 30... au XIXe siècle.

Au total des centaines de milliers de travailleurs sont passés par ces différentes formations politiques pour finalement les quitter comme ils y étaient entrés, ayant été incapables de les former et de les garder, d'en faire les cadres d'un parti qui serait devenu un parti de masse à partir et après l'accession au pouvoir de de Gaulle et de la fondation de la Ve République en 1958, qui aurait pu se renforcer encore vers le milieu des années 60 pour jouer un rôle décisif en 1968 et gagner des couches entières d'exploitées... Au lieu de cela, ces organisations se sont avérées être des passoires, incapables de conserver les travailleurs qui les avaient rejoints ou qu'ils avaient gagnés lors de batailles politiques.

Quand on refuse d'établir ce constat accablant pour leurs dirigeants, on cherche des explications ailleurs, on se perd en conjectures sans fournir d'arguments valables à la question de savoir pourquoi nous avons été incapables de construire le parti de la révolution socialiste dont l'absence aujourd'hui fait cruellement défaut.

On doit admettre qu'il ne soit pas toujours facile d'analyser la situation (à l'échelle mondiale) et les rapports qui existent dans la société et d'en déduire des conclusions pratiques correctes, mais on ne peut admettre qu'il soit impossible de corriger ses erreurs sous peine de se renier ou de s'écarter de l'objectif politique qu'on s'était fixé, pour finalement prétendre qu'on y est pour rien comme si là aussi il existerait une fatalité, le triomphe de la barbarie serait écrit quelque part ou programmé, inévitable, auquel cas il faudrait dire ouvertement aux travailleurs et aux militants que l'on estime que le socialisme était une magnifique utopie, qu'on n'y croit plus soi-même et que par conséquent il ne reste plus qu'à se battre pour sauver ce qui peut l'être encore, temporairement, à défaut de pouvoir changer le monde, ce serait plus honnête.

On a été incapable d'intégrer l'amélioration de la condition ouvrière dans notre analyse de l'évolution du capitalisme mondial et dans notre conception de la lutte de classe.

Hier j'ai relu quelques passages de la situation de la classe ouvrière britannique au milieu du XIXe siècle décrite avec une

précision d'horlogier par Engels (La situation de la classe ouvrière en Angleterre - 1845). Ses conditions de travail et de vie étaient effroyables, cauchemardesques, et Engels de préciser que le sort que le capitalisme avait réservé à la classe ouvrière était pire qu'à l'époque de l'esclavage et de la féodalité, absolument pire dans tous les domaines, même les chiens bénéficiaient d'un sort plus enviable, et ce n'est pas un hasard si aujourd'hui ceux qui se préoccupent du sort réservé aux animaux se désintéressent de celui réservé aux hommes et femmes qui triment comme des esclaves pour tout juste survivre, quand ils ne crèvent pas de froid sur un trottoir d'une grande ville ou de faim quelque part dans le monde.

A cette époque et jusqu'au premier tiers du XXe siècle, ce simple constat épouvantable suffisait à en déduire qu'il fallait changer le monde de fond en comble, à légitimer le socialisme. De l'après guerre jusqu'à nos jours, ce constat a été largement atténué jusqu'à devenir marginal, anecdotique jusqu'au cynisme, inconsciemment ou hypocritement en ne voulant pas regarder que ces mêmes conditions effroyables étaient reproduites dans les pays producteurs de matières premières puis de produits finis, le capitalisme avait exporté ces conditions de travail abominables dans les pays du tiers monde qu'il exploitait et dont il tirait les énormes profits qui permettaient d'améliorer le sort de son propre prolétariat ou de satisfaire en partie ses revendications sociales, à la fois pour préserver la paix sociale et permettre au cycle du capital de parvenir à son terme à travers la consommation des marchandises produites.

C'était la loi du ventre, des trippes qui nous soulevait, nous révoltait autrefois, nous forçait à nous questionner sur le monde dans lequel nous vivions, le spectacle de ce flot continu et monstrueux de misère qui s'offrait à la vue de tous pendant qu'une poignée de privilégiés se vautraient dans le luxe ou étalaient leur extrême richesse, constituait un défi pour la raison qui avait été au cœur de la réflexion au siècle des Lumières, ou plutôt contre la raison qui finalement avait coïncidé avec les intérêts bornés de la classe qui allait prendre le pouvoir, la bourgeoisie, conception de la société qui pour cette raison devait être abandonnée au profit d'une description scientifique des rapports entre les classes établie sur la base des rapports sociaux de production, tâche qui fut accomplie magistralement par Marx et Engels, ainsi naquit le socialisme scientifique qui donna naissance aux premiers partis ouvriers combattant pour se débarrasser du capitalisme, pour le socialisme.

De nos jours, ce n'est plus cette loi du ventre ou des trippes qui peut prévaloir, car pour qu'il en soit ainsi, il faudrait qu'on ait à l'esprit en permanence et non pas seulement entre le fromage et le dessert, le sort abominable que connaît le prolétariat ouvrier et paysan sur tous les continents. Or ce n'est pas le cas, c'est quasiment impossible, parce que chacun aspire légitimement au bien-être ou au bonheur et profite de l'espace plus ou moins grand dont il dispose en fonction de sa place dans la société pour savourer une existence chèrement gagnée et oublier du même coup, non seulement que d'autres n'ont pas cette possibilité ici ou ailleurs dans le monde, mais que le sort des générations passées n'ont pas toujours été aussi enviables que le leur, que des générations passées avaient cru elles aussi être sorties d'un passé cauchemardesque ou que le progrès social serait (à nouveau) infini à l'avenir pour y replonger en pire à l'occasion de la seconde guerre mondiale et tout perdre.

On se refuse à imaginer le pire, comme on est incapable d'imaginer le meilleur quand on a suffisamment de quoi vivre relativement normalement, l'être humain est ainsi fait ou fonctionne de la sorte dans la société à défaut d'être maître et donc conscient de sa condition.

Changer le monde avant de devenir une nécessité historique consciente grâce au marxisme, fut autrefois une nécessité qui s'imposait quand on avait les trippes nouées par la faim ou quand l'existence n'était qu'une plaie purulente qui menaçait de vous emporter à chaque instant, une question de survie pour la plèbe en guenille, une priorité absolue... Alors que de nos jours c'est une simple option à laquelle on n'ose même plus penser ou si peu, une hypothèse dépassée qui appartient à un passé lointain ou indéterminé ou qui donne lieu à des débats interminables et indécents qui finissent toujours par le constat que de toute manière c'est impossible puisqu'on aurait tout essayé et qu'on aurait échoué, ou encore que la tâche s'avère trop vaste pour qu'on s'y attelle, préférant se laisser submerger par le capitalisme avec lequel finalement on finit par s'accommoder sans l'avouer, en espérant par on ne sait quel miracle, qu'un jour les choses s'amélioreront, tournant ainsi le dos à la réalité qui emprunte de plus en plus la forme et le contenu de la barbarie à l'échelle de l'humanité.

Changer le monde est devenu un sujet tabou, un sujet que seuls les utopistes ou les extrémistes peuvent aborder, pensez donc il est même devenu impensable d'imaginer mettre en oeuvre la moindre réforme sociale profitant à l'ensemble des exploités.

Et pourtant cette perspective reposait et repose toujours non pas sur une théorie mais sur quelque chose de bien concret, matériel, le développement historique du capitalisme qui conduit, soit à son dépassement qui coïncidera à terme avec la fin du cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme qui a constitué la préhistoire de la civilisation humaine, le socialisme, soit à l'incapacité dans laquelle se trouverait le prolétariat mondial d'accomplir (consciemment) cette tâche historique, et le capitalisme en putréfaction signerait à terme l'arrêt de mort de la civilisation humaine.

Et ce n'est pas un hasard si le socialisme repose à la fois sur des conditions ou un facteur objectif et subjectif. Les deux sont en perpétuelle évolution, ne pas en tenir compte ou ne pas être capable d'en tenir compte a conduit à la situation actuelle. Le facteur subjectif dépendant du facteur objectif, une attention particulière aurait dû être portée à ce dernier.

Traduit dans la réalité et sur le plan de la lutte des classes, on a pu observer que l'amélioration de la condition ouvrière ne s'était pas accompagnée d'une prise de conscience des conditions exactes dans lesquelles elle avait eu lieu, encore moins dans quelles perspectives elle se situait sur l'échelle de l'évolution à venir du capitalisme mondial. On a assisté à l'enchaînement d'une

suite de luttes pour des revendications sociales dépourvues de contenu ou d'orientation politique ou sans qu'elles soient reliées à la nécessité de préparer les conditions pour renverser le capitalisme, car il était évident qu'un jour ou l'autre au détour d'un rapport de force qui serait défavorable aux exploités (sur le plan national ou mondial ou les deux à la fois), la bourgeoisie passerait à l'offensive pour tenter de reprendre tous les droits sociaux que nous avons chèrement acquis avec la complicité de ses lieutenants au sein du mouvement ouvrier.

C'est dans ce contexte, le combat et la mobilisation pour des revendications démocratiques bourgeoises côtoyait l'inconscience ou l'absence de perspective politique sans laquelle il était impossible de leur donner un contenu correct ou conforme aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ce qui se payerait très très cher plus tard lorsque les capitalistes passeraient à l'offensive. C'est la situation à laquelle nous devons faire face aujourd'hui.

Il faut bien avouer, qu'aussi longtemps que les différentes crises du capitalisme qui ont eu lieu depuis le début des années 70 n'ont pas violemment frappé l'ensemble des masses exploitées, personne n'a imaginé ou voulu imaginer que tous nos acquis pourraient être remis en cause à une allure fulgurante, et encore on n'a pas encore tout vu, le pire reste à venir dès 2012 ou peut-être même avant au rythme où va la crise. Pire encore, les différents partis que j'ai cités plus haut, au lieu de rectifier le tir et de recentrer (subordonner) leur politique contre les institutions ou l'Etat qui démontrait quotidiennement qu'il n'était que l'exécutant zélé de la politique antisociale dictée par les marchés financiers (via l'UE), ces partis continuèrent sur le même refrain comme si finalement tout finirait par s'arranger un jour, n'ont-ils pas décrété que tout était possible, alors que leurs forces n'ont jamais dépassé quelques milliers de militants.

Aujourd'hui, quand on voit le rôle de l'Etat auprès des banquiers, les travailleurs n'y comprennent rien ou pas grand chose, ils pensaient que l'Etat servait aussi leurs intérêts, c'est ce qu'on s'était appliqué à leur laisser croire, ces partis n'ont-ils pas par tous les bouts légitimé ces institutions, soit en participant directement à toutes les élections ou presque ou en appelant à soutenir des candidats du PS ou du PCF qui y participaient. Imaginez, du jour au lendemain il faudrait leur expliquer qu'il faut balayer cet Etat, le démolir de fond en comble sans en laisser une pierre debout, impossible évidemment, c'est la démonstration qu'offre ces partis et que chacun peut constater.

Quand Trotsky affirmait que dans l'avenir pour prendre le pouvoir le prolétariat aura besoin d'un niveau de conscience beaucoup plus élevé qu'il en avait fallu à la classe ouvrière lors des révolutions passées, il ne voulait pas dire par là que les masses exploitées devraient s'élever au niveau du programme de la révolution socialiste en régime capitaliste pour parvenir à cet objectif, mais qu'elles devraient avoir saisi que la liquidation du capitalisme était une nécessité absolue, une tâche historique qui leur incomberait de réaliser, ce qui impliquait que le moment venu, elles seraient armées d'une détermination sans faille et consciente pour s'attaquer à tous les obstacles qui se dresseraient sur son chemin pour parvenir à son objectif.

Autrefois, cette nécessité de changer le monde s'imposait par le ventre ou les tripes, par la misère qui s'étalait dans toutes les grandes villes du monde dit "*civilisé*" ou "*développé*", qu'on ne pouvait pas ne pas voir tellement elle était omniprésente comme je l'ai exposé plus haut, cette condition n'étant plus valable ou ne se présentant plus tout à fait de la même manière de nos jours, quand on a de quoi vivre confortablement, il suffit de ne lire aucun journal, de n'allumer ni la radio ni la télé et de ne se connecter à aucun site Internet d'informations pour estimer que la vie est somme toute agréable et mérite d'être vécue, compte tenu que cette condition a évolué, il y avait et il y a tout un travail d'éducation à faire en direction de l'ensemble du prolétariat et de la petite-bourgeoisie pour qu'ils pensent leur condition autrement qu'en terme d'abstraction ou un moment qui pourrait se perpétuer à l'infini, comme quelque chose de figé qui ne serait rattaché ni au passé ni au futur, en mettant en relief que tout acquis ou avancée sociale appartenant au passé, au présent ou au futur dans le cadre du régime capitaliste, se traduit ou se traduira un jour ou l'autre par son contraire, avant-hier c'était les peuples colonisés qui en avaient fait les frais, hier c'était les nouveaux esclaves du capitalisme en Asie, en Afrique et en Amérique latine, aujourd'hui et demain ils ont le droit de se dire que leur tour est venu, à eux ensuite de voir s'ils doivent rester les bras croisés à attendre de connaître le même sort que ces peuples ou s'ils sont convaincus par la démonstration à laquelle se livre le capitalisme sous leurs yeux, qu'il ne conduit finalement qu'à la barbarie et qu'il est urgent de s'organiser pour s'en libérer pendant qu'il en est encore tant, que c'est finalement davantage une nécessité qui s'impose à nous plutôt que le produit d'un caprice ou d'une théorie.

Je n'ai plus le temps de poursuivre, j'ajoute que cette nécessité qui correspond à une véritable prise de conscience, provoquerait chez les travailleurs et militants une modification radicale de leur façon d'aborder la société, elle doit être associée à la reconnaissance de la légitimité de l'ensemble de nos besoins et aspirations, ce qui permet de faire le lien sur le terrain pratique entre la défense de tous nos droits ou acquis et la perspective du renversement du capitalisme et ses institutions politiques, son Etat, l'objectif pour lequel nous combattons et auquel doit être subordonné notre tactique et notre activité politique pour construire le parti.

Non, je ne connais pas ma leçon sur le bout des doigts, l'exercice auquel je me livre ici est autrement plus complexe et périlleux que de réciter des passages du marxisme appris par coeur, j'écris directement à l'écran et je peux vérifier en temps réel si la perspective que je trace tient finalement la route ou non, c'est ce que je viens de faire dans le paragraphe précédent, tout y est une fois que j'ai constaté sans le rechercher notez bien, que la question y avait bien sa place, et qu'à défaut de pouvoir soulever les foules d'opprimées et de se prendre pour ce qu'on n'est pas, on pouvait toujours se donner les moyens de construire le parti, pour peu qu'on le veuille réellement, c'est une autre question qu'il faudrait poser à vos dirigeants.

(après avoir cassé la croute à 14h30 heure locale, 10h du matin chez vous, bon dimanche à tous au passage)

Question : Pour concevoir qu'il existerait une issue (politique) à la crise du capitalisme, faudrait-il encore concevoir que nos besoins ou aspirations sont légitimes, non ? Si maintenant la majorité des travailleurs demeurent incapables de le concevoir, cela ne signifierait-il pas qu'ils sont subordonnés au capitalisme ?

La compréhension de la situation ne nécessite-t-elle pas d'aller du particulier au général et du général au particulier ? Le pire c'est encore de s'arrêter en cours de route...

La démocratie la "***nouvelle religion des Etats-Unis***"

Pourquoi le témoignage de Danielle Mitterrand est-il si important? Parce qu'on a la preuve (supplémentaire), par quelqu'un du Système, que les politiciens ne sont que des marionnettes. D'une manière générale, on illusionne les peuples sur un pouvoir qu'il n'a pas. La démocratie est même devenue la nouvelle religion des Etats-Unis, qu'ils ont exportée partout, en cachant soigneusement qu'ils tiraient les ficelles, derrière, via de multiples officines. Et si, par malheur, un dirigeant arrive et ne joue pas le jeu, il lui arrive un « *problème* ».

Aujourd'hui, personne ne contredira ce qui devient une évidence : les choses ne vont pas très bien ! Que font les banquiers internationaux du cartel bancaire dans une telle circonstance ? Changer les dirigeants des Etats démocratiques. Deux options : contraindre à la démission et amener une nouvelle équipe sous contrôle (ce fut le cas de la Grèce et de l'Italie récemment) ; produire des élections démocratiques avec deux équipes qui annoncent la couleur. Voilà ce qui vient de survenir en Espagne. Le nouveau leader espagnol, Mariano Rajoy, est sorti des urnes, choisi par un peuple comme un nouvel espoir... Comme l'a très bien résumé un électeur : « *On peut choisir à quelle sauce on va être mangés mais on va être mangés, de toute façon* ».

La quatrième économie européenne souffre d'un chômage important : officiellement, il touche 21% de la population active (soit environ 5 millions de chômeurs, plus de 45% des jeunes de la péninsule n'ont pas de travail). Chiffre incroyable : 1 espagnol sur 5 vit sous le seuil de pauvreté. Malgré cela, on annonce beaucoup d'austérité... tandis que la croissance est à 0% au troisième trimestre de cette année. Ce n'est pas un secret : l'implosion de la bulle immobilière « *a laissé sur le carreau de nombreuses entreprises et bâtiments invendus, aujourd'hui encore inoccupés. Conséquence directe : un secteur bancaire défaillant avec sur les bras 176 milliards d'euros de crédits douteux et de biens saisis. A l'heure où nous parlons, le total des dettes du Trésor et des banques espagnoles arrivant à échéance en 2012 s'élève à 335 milliards d'euros* ». Une paille... (liesidotorg.wordpress.com 25.11)

Qu'est-ce que le Carlyle Group ? Ou quand un clan mafieux gouverne le monde.

Extraits du numéro 29 de la lettre confidentielle LIESI du 30 décembre 2002.

En 1987, est créé le fonds de placement du nom de Carlyle Group qui gère aujourd'hui 12 milliards de dollars. Relevons qu'à travers les sociétés qu'il contrôle, ce groupe arrive au onzième rang des compagnies d'armement américaines. Ceci est très intéressant pour mieux comprendre la politique d'armement lancée par le clan Bush. Mais le plus important est de savoir que le Carlyle Group gère la quasi totalité des placements financiers du Saudi Binladen Group. Son directeur est Frank C. Carlucci, un ancien directeur adjoint de la C.I.A. ; l'ancien secrétaire d'Etat de George Bush, James A. Baker III joue le rôle de conseiller. Pour expliquer la logique du soutien inconditionnel des Britanniques aux décisions américaines en matière stratégique nous relèverons la présence de John Major, l'ancien Premier ministre britannique et, bien évidemment, George Bush père.

Avec le Carlyle Group nous avons la preuve que Ousama ben Laden n'est pas seulement un agent de la C.I.A. mais que sa famille est un des principaux partenaires financiers de la famille Bush !

La conclusion est la suivante : si, comme l'affirment de nombreux officiels américains, la famille ben Laden continue à soutenir les activités de Ousama ben Laden, le Carlyle Group qui gère les finances du Saudi Binladen Group est nécessairement impliqué dans les délits d'initié en rapport avec les événements dramatiques du 11 septembre ! Mais alors... tout le clan Bush est un heureux bénéficiaire des spéculations boursières qui ont été mises en œuvre avant les attentats ? Est-ce la raison pour laquelle toutes les enquêtes de délits d'initié sur ce grave sujet n'aboutissent jamais ? Est-ce la raison pour laquelle l'actuel président des Etats-Unis a vite cherché à détourner les projecteurs de ben Laden et à les concentrer sur S. Hussein ?

Ce n'est malheureusement pas tout... Il faut savoir que le frère de la femme de ben Laden, Khaled Ben Mahfouz, dispose d'une résidence à Houston, au Texas, et qu'avec le soutien de la famille Bush, il a acheté une partie de l'aéroport de la ville pour sa convenance personnelle. (liesidotorg.wordpress.com 24.11)

Et qui trouve-t-on dans cette association mafieuse ? Je vous le donne en mille : Olivier Sarkozy, le demi-frère de La Talonnette, un pur hasard avec sa montée aussi fulgurante qu'irrésistible au sein du parti de l'ordre. (lire plus loin)

INFOS EN BREF

Economie

1- Egypte

Les taux d'intérêt sur la dette du pays s'envolent à presque 15% à six mois et presque 7% à dix ans. (liesidotorg.wordpress.com 27.11)

2- UE.

2.1- Un marché de dupes savamment orchestré... par les marchés financiers avec la complicité des chefs d'Etat.

Ne soyons pas dupes de ce qui se met en place. Le scénario a été écrit et il se déroule pour l'instant, étape après étape, comme prévu. Le transfert de souveraineté vers des instances supranationales et une crise financière qui va s'amplifier, cadrent parfaitement avec ce qui est recherché : la perte « globale » de souveraineté nationale et une action « globale » menée par les banquiers internationaux via, justement, les institutions supranationales. On sait très bien que le FMI n'est pas l'issue du plan; derrière il y a la Banque des Règlements Internationaux. (liesidotorg.wordpress.com 27.11)

2.2- Interview de J. Delors à Challenge.

La coalition allemande n'a-t-elle pas changé de discours ?

Oui, mais je vous le rappelle, c'est l'Allemagne qui avait refusé en 1997 le pilier économique du rapport Delors. C'est ce refus qui a fait que l'Union économique et monétaire ne marche que sur une seule jambe. Aujourd'hui, Angela Merkel a repris l'offensive sur le futur de l'Europe, et sent bien qu'il faut une réforme des traités pour faire passer de nouveaux transferts de souveraineté, et les faire accepter par la cour de Karlsruhe. (challenges.fr 23.11)

2.3- La voix de son maître

Hier, sur CNBC (chaîne américaine), Olivier Sarkozy, demi-frère de qui vous devinez et qui occupe un poste très important parmi les dirigeants du Carlyle Group, a annoncé que « *L'euro allait exploser avant trois mois* ». « *Nous sommes tout proches du point de non retour* ».

Cette déclaration survient au moment où l'Allemagne a du mal à trouver de l'argent sur les marchés... C'est la banque centrale allemande qui a dû acheter une partie des obligations allemandes, lors de la dernière émission ! (liesidotorg.wordpress.com 24.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 28 novembre

CAUSERIE

J'ai ajouté de nombreux articles dans les rubriques économie, politique et international et j'ai en ai créé une dédiée à la Syrie. Avec tous ces éléments il est facile de comprendre la situation dans ce pays, ce qui n'avait pas été le cas avec la Libye si vous vous souvenez.

Sur les mots d'ordre intégrant la "**démocratie**".

Absolument tout le monde s'en réclame et n'a que ce mot-là à la bouche, monarques, généraux, banquiers, patrons, religieux, extrême droite, islamistes, CIA, Obama, Union européenne, FMI, ONU, Sarkozy, UMP, etc. Et bien entendu tout ce qu'ils comptent de laquais à "gauche" et à l'extrême gauche ou assimilée.

Par contre absolument aucun parti ne défend le socialisme dans sa version révolutionnaire, n'ose sortir son drapeau ou son programme, un gros mot sans doute, un tabou, par crainte d'être jeté en pâture à la vindicte publique ou d'être catalogué

comme extrémiste ou terroriste, évidemment aucun représentant de la réaction cité plus haut n'aurait l'idée de s'en réclamer, alors si avec des militants organisés dans de petites formations marginalisées nous ne le faisons pas, qui le ferait, réponse : personne.

Le combat pour le socialisme est incompatible avec la défense d'une forme politique de domination de la bourgeoisie qui en période de crise ouvre la voie à la pire dictature qui soit contre les peuples. Dans l'imagerie collective dominée par l'ignorance et les illusions des masses, certes, les gouvernements et les régimes en place sont le produit ou l'expression de la démocratie puisqu'on leur martèle du matin au soir sur toutes les coutures ils sont censés le croire ou n'ont pas d'autre choix que d'y croire, mais contradictoirement, elles estiment majoritairement qu'ils sont illégitimes quand ils tentent de leur imposer de nouvelles mesures antisociales ou exercent le pouvoir pour le compte de l'aristocratie financière.

Peu importe, les saint-bernards de la démocratie ont décrété qu'il ne fallait voir qu'un aspect de cette contradiction et ils refuseront de s'en servir et d'axer leur combat politique contre les institutions qu'ils estiment eux aussi légitimes, encore moins de s'y opposer, il ne viendrait à l'esprit de personne de réclamer un rendez-vous à un chef d'Etat qu'on estimerait illégitime, tout cela est donc très cohérent. De la même manière, on ne remettrait pas en cause une institution qu'on estimerait légitime en y participant, par exemple l'UNESCO ou l'OIT qui sont des agences de l'ONU.

Si le combat pour la démocratie peut se concevoir temporairement sur le plan stratégique face à des régimes dictatoriaux comme c'était le cas en Tunisie ou en Egypte, on ne peut le concevoir dans les pays où le régime en place se pare des oripeaux de la démocratie qui prévalait comme mot d'ordre et perspective politique à l'époque où la classe aspirant au pouvoir la revendiquait pour renverser l'Ancien régime, démocratie et pouvoir pour elle-même et jamais pour la masse des exploitées, qui demeurent constamment soumis à la dictature de la bourgeoisie ou du capital.

Il y a pire encore, quand on se donne la peine de réfléchir un peu à la signification de ce mot d'ordre de "défense" de la démocratie dans le contexte actuel.

Il est parfaitement clair que la crise du capitalisme a pris une telle ampleur, que la classe dominante n'a pas d'autre moyen pour mettre en oeuvre les moyens pour en sortir, que liquider ce qui demeure de démocratie en Europe en associant à ses plans destructions organisations et partis se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme, processus s'il est mené à son terme se traduira par une formidable régression sociale et politique pour les exploités, s'il n'ouvre pas la voie à une guerre mondiale une fois le prolétariat défait, car le seul fait de l'appauvrir associé à ces mesures ne suffira pas à résoudre cette crise, qui au-delà, pose la question d'un nouveau partage du monde, exactement comme ce fut le cas dans les années 10 et 30 au XXe siècle.

Dans ces conditions, les représentants du vieux monde parés du masque de la démocratie pour camoufler l'aspect criminel de leur entreprise préméditée de destructions massives de forces productives à l'échelle mondiale, on ne peut leur opposer que la violation ou le renversement de la démocratie dont ils se réclament en avançant la nécessité d'une révolution sociale et politique. Un acte violent qui brise la légalité avec laquelle se confond la démocratie dont ils se réclament pour justifier leur politique guerrière à l'encontre des travailleurs.

La légalité et la légitimité de l'ordre établi reposent sur une escroquerie politique qui a pour nom justement la démocratie, alors que les rapports entre les classes qu'elle incarne ont pour contenu (et perspective) la dictature de plus en plus féroce qu'exerce une classe sur une autre.

Que faut-il retenir, quel doit être le contenu de notre combat politique, dans quel cadre et quelle perspective il doit s'inscrire, dans celui du respect de la légalité qu'incarne les institutions et auxquelles il faudrait se soumettre, auquel cas il faut déclarer que notre combat ne s'inscrit pas dans la perspective de les renverser, ou dans celui qui consistera à nier arbitrairement la légalité de ce régime et préparer les conditions pour en venir à bout ? On ne peut que nier "arbitrairement" ou de manière autoritaire l'existence du régime capitaliste, dans la mesure où lui-même repose sur un acte arbitraire qui consiste à accaparer les moyens de productions et la plus-value produite par les travailleurs. Pour le comprendre ou l'admettre ou encore en être convaincu, il faut avoir à l'esprit que le capitalisme, l'accumulation du capital par quelques privilégiés repose sur le vol et constitue une injustice que rien ni personne ne peut justifier.

Marx et Engels ont tordu le coup définitivement au mythe de la théorie de l'accumulation primitive du capital au chapitre XXVI du tome 1 du Capital qu'ils avaient intitulé : *Le secret de l'accumulation primitive*, dans lequel ils démontraient comment les capitalistes avaient spolié les paysans en faisant main basse sur les terres qu'ils exploitaient jusque là, pour ensuite une fois dépouillés de tous moyens de production, les contraindre à vendre leur force de travail dans des conditions effroyables pour un salaire de misère, les capitalistes leur extorquant la plus-value produite et amassant des fortunes sans produire le moindre travail ou effort.

La crise actuelle du capitalisme pose directement la question politique de l'abolition du mode de production capitaliste, la nécessité de s'attaquer aux fondements du capitalisme, d'exproprier les propriétaires et actionnaires des grandes entreprises, donc de remettre en cause la soit-disant légalité sur lequel repose le capitalisme, dont les institutions lui servent de bases juridiques pour assurer sa légitimité, par le biais d'un rapport de force entre les classes dont il détient les clés en tant que classe dominante, ce qui lui est d'autant plus facile que tous les partis politiques qui participent aux institutions sont acquis à sa cause.

Admettre la légalité du régime au moment où les conditions objectives tendent à mettre à nu les bases pourries sur lesquelles il repose pour mieux l'abattre, c'est réactionnaire, c'est justifier la survie du capitalisme, c'est justifier l'exploitation de l'homme par l'homme. Admettre sa légitimité, c'est se ranger au côté de la minorité des privilégiés qui placent leur avenir dans le capitalisme, c'est donné raison aux masses les plus arriérées au lieu de s'appuyer sur les couches d'exploités en rupture avec le capitalisme ou auxquelles il manque peu de chose pour rompre avec lui, enfin, c'est admettre que les rapports entre les classes au sein des institutions reflètent fidèlement l'état d'esprit des masses exploitées au nom de ce qui resterait de la démocratie et qu'il faudrait sauver, c'est contre-révolutionnaire.

Je vous propose les premières lignes de ce chapitre du *Capital* à savourer sans modération, cela se boit comme du petit lait, on ne s'en lassera jamais :

- "Nous avons vu comment l'argent devient capital, le capital source de plus-value, et la plus-value source de capital additionnel. Mais l'accumulation capitaliste présuppose la présence de la plus-value et celle-ci la production capitaliste qui, à son tour, n'entre en scène qu'au moment où des masses de capitaux et de forces ouvrières assez considérables se trouvent déjà accumulées entre les mains de producteurs marchands. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux, dont on ne saurait sortir sans admettre une accumulation primitive (previous accumulation, dit Adam Smith) antérieure à l'accumulation capitaliste et servant de point de départ à la production capitaliste, au lieu de venir d'elle.

Cette accumulation primitive joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie. Adam mordit la pomme, et voilà le péché qui fait son entrée dans le monde. On nous en expliqua l'origine par une aventure qui se serait passée quelques jours après la création du monde.

De même, il y avait autrefois, mais il y a bien longtemps de cela, un temps où la société se divisait en deux camps : là, des gens d'élite, laborieux, intelligents, et surtout doués d'habitudes ménagères; ici, un tas de coquins faisant gogaille du matin au soir et du soir au matin. Il va sans dire que les uns entassèrent trésor sur trésor, tandis que les autres se trouvèrent bientôt dénués de tout. De là la pauvreté de la grande masse qui, en dépit d'un travail sans fin ni trêve, doit toujours payer de sa propre personne, et la richesse du petit nombre, qui récolte tous les fruits du travail sans avoir à faire oeuvre de ses dix doigts.

L'histoire du péché théologal nous fait bien voir, il est vrai, comme quoi l'homme a été condamné par le Seigneur à gagner son pain à la sueur de son front; mais celle du péché économique comble une lacune regrettable en nous révélant comme quoi il y a des hommes qui échappent à cette ordonnance du Seigneur.

Et ces insipides enfantillages, on ne se lasse pas de les ressasser. M. Thiers, par exemple, en ose encore régaler les Français, autrefois si spirituels, et cela dans un volume où, avec un aplomb d'homme d'État, il prétend avoir réduit à néant les attaques sacrilèges du socialisme contre la propriété. Il est vrai que, la question de la propriété une fois mise sur le tapis, chacun se doit faire un devoir sacré de s'en tenir à la sagesse de l'abécédaire, la seule à l'usage et à la portée des écoliers de tout âge.

Dans les annales de l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale, qui l'a toujours emporté. Dans les manuels béats de l'économie politique, c'est l'idylle au contraire qui a de tout temps régné. A leur dire il n'y eut jamais, l'année courante exceptée, d'autres moyens d'enrichissement que le travail et le droit. En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra, hormis matière à idylle.

Le rapport officiel entre le capitaliste et le salarié est d'un caractère purement mercantile. Si le premier joue le rôle de maître et le dernier le rôle de serviteur, c'est grâce à un contrat par lequel celui-ci s'est non seulement mis au service, et partant sous la dépendance de celui-là, mais par lequel il a renoncé à tout titre de propriété sur son propre produit. Mais pourquoi le salarié fait-il ce marché ? Parce qu'il ne possède rien que sa force personnelle, le travail à l'état de puissance, tandis que toutes les conditions extérieures requises pour donner corps à cette puissance, la matière et les instruments nécessaires à l'exercice utile du travail, le pouvoir de disposer des subsistances indispensables au maintien de la force ouvrière et à sa conversion en mouvement productif, tout cela se trouve de l'autre côté.

Au fond du système capitaliste il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. Cette séparation se reproduit sur une échelle progressive dès que le système capitaliste s'est une fois établi ; mais comme celle-là forme la base de celui-ci, il ne saurait s'établir sans elle. Pour qu'il vienne au monde, il faut donc que, partiellement au moins, les moyens de production aient déjà été arrachés sans phrase aux producteurs, qui les employaient à réaliser leur propre travail, et qu'ils se trouvent déjà détenus par des producteurs marchands, qui eux les emploient à spéculer sur le travail d'autrui. Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée « primitive » parce qu'elle appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois."

Les partis islamistes remparts des régimes à la solde de l'impérialisme contre les peuples

En Tunisie le régime de Ben Ali était en bout de course, on en veut pour preuve les informations révélées par Wikileaks qui témoignaient qu'à Washington se posait la question de sa succession, s'ajoutait à cela les multiples menaces et

arrestations d'intellectuels dans la période qui avait précédé le début de la mobilisation (dont j'avais rendu compte dans le site) qui allait aboutir à la chute, puis à la fuite du dictateur.

Quant au rôle de l'armée, elle a organisé sa fuite sans mitrailler la foule des manifestants, en se plaçant à leur côté, contrairement apparemment à la position des autorités françaises qui se préparaient à envoyer à Ben Ali du matériel destiné à réprimer les manifestations.

Finalement, le régime est sauf, et ce sont les islamistes qui ont pris le pouvoir avec le soutien de l'armée, tous deux en étant les garants avec la bénédiction de la Maison Blanche et de l'Elysée notamment qui ont affiché leur satisfaction de la poursuite du processus "démocratique" entamé au lendemain du départ de Ben Ali.

En Egypte, même scénario, les islamistes sont presque assurés de remporter les prochaines élections tout en négociant le partage du pouvoir avec l'armée, sans remettre en cause ses privilèges exorbitants, dont ses relations avec l'impérialisme américain, donc avec l'Etat sioniste.

En Lybie, c'est une coalition de couches de la bourgeoisie hostiles à Kadhafi alliée à des islamistes qui ont pris le pouvoir avec le soutien d'une coalition impérialiste américano-européenne. Le CNT a annoncé que la nouvelle constitution serait basée sur la charia, un gage de "démocratie" paraît-il !

Au Maroc, c'est un parti islamiste qui va être chargé par le monarque de former un gouvernement, gouvernement auquel sera associé le parti conservateur (Istiqlal) arrivé en seconde position.

En Tunisie comme en Egypte, l'armée aurait pu décider dès les premiers jours de noyer dans un bain de sang le soulèvement contre les dictateurs en place, mais cela l'aurait privé d'une alternative politique et se serait soldé par une longue période d'instabilité et d'incertitude politique, voire se transformer en guerre civile aux conséquences dévastateurs autant qu'imprévisibles, ce qui aurait été pire que le maintien en place de Ben Ali, pour les affaires bien entendu.

Dans tous les cas, l'armée n'a fait que servir les intérêts des couches de la bourgeoisie exclues du pouvoir sous l'ancien régime, couches liées à l'impérialisme et à même de diriger ces pays, et de préserver du même coup ses propres intérêts. L'armée ne s'est jamais "rangée au côté" des masses exploitées, et si elle a épargné la révolution jusqu'à présent, c'était pour mieux en contrôler le déroulement par la suite, afin de garantir le maintien des régimes en place, en affirmant son "indépendance" elle conserve l'option de prendre directement le pouvoir pour rétablir l'ordre au cas où les choses ne se dérouleraient pas selon les plans établis par l'impérialisme.

Tiens, encore un banquier dans une sale affaire !

Reuters a retrouvé dimanche dans un ensemble d'appartements de luxe à Hong Kong un banquier japonais qui est un personnage clé du scandale financier impliquant le groupe japonais Olympus.

L'homme, très en colère d'avoir été localisé, n'a pas voulu répondre aux questions de Reuters.

La petite société d'investissement d'Akio Nakagawa est devenue célèbre pour avoir gagné 687 millions de dollars en honoraires auprès d'Olympus pour la prise de contrôle, pour deux milliards de dollars, de la société britannique d'équipement médical Gyrus en 2008. Il s'agit, en proportion, de l'honoraire de conseil le plus élevé jamais enregistré, selon les données Thomson Reuters.

Cette somme, reconnaît aujourd'hui Olympus, avait été utilisée pour dissimuler grâce à un montage habile des pertes sur investissement remontant aux années 90. (Reuters 27.11)

INFOS EN BREF

Politique

France

L'ancien ministre centriste Hervé Morin a annoncé dimanche sa candidature à l'élection présidentielle en insistant sur la gravité de la situation internationale et française.

Il est est crédité de 1% à 2% d'intentions de vote.

"Je ne vois chez mes concurrents déclarés aucune idée qui permettrait à la France de relever le défi de ce monde en construction", a-

t-il dit devant ses partisans à Berville-sur-Mer (Eure). "*La France est sur la ligne de crête de son destin.*"

Une vingtaine de députés, sénateurs et députés européens ont apporté leur soutien dans un communiqué à Hervé Morin, âgé de 50 ans. (Reuters 27.11)

Maroc

Le parti islamiste modéré Justice et Développement (PJD) a remporté les élections législatives organisées vendredi au Maroc en obtenant 107 des 395 sièges à pouvoir, selon les résultats officiels définitifs publiés dimanche.

Le parti conservateur Istiqlal arrive deuxième de ce scrutin avec 60 élus, indique le ministère marocain de l'Intérieur.

Cette victoire des islamistes marocains intervient un mois après celle enregistrée par les islamistes modérés tunisiens du parti Ennahda. En Egypte, les Frères musulmans devraient réussir de bons scores dans les urnes à l'occasion des élections parlementaires qui débutent lundi.

Le parti, fondé par l'ancien médecin du grand-père de Mohamed VI, est loyal à la monarchie qu'il considère comme l'autorité religieuse suprême dans le pays.

Le PJD pourrait s'associer aux trois partis du bloc Koutla qui regroupe l'Istiqlal du Premier ministre sortant Abbas al fassi, l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et le parti Socialisme et Progrès (PPS) qui disposent respectivement de 60, 39 et 18 élus.

Le Rassemblement national des indépendants (RNI), qui remporte 52 élus a exclu toute alliance avec le PJD. Suivent le Parti authenticité et modernité (47 sièges), le Mouvement populaire (32) et l'Union constitutionnelle (23). Dix autres formations obtiennent chacune entre un et quatre représentants.

Le roi Mohamed VI devrait, selon toute vraisemblance, choisir le nouveau chef du gouvernement dans les rangs du PJD la semaine prochaine. Le secrétaire général du mouvement, Abdelilah Benkirane, est fortement pressenti pour le poste.

Le chômage des jeunes atteint 31% au Maroc et près d'un quart de la population de 33 millions d'habitants vit dans des conditions de pauvreté. (Reuters et AP 27.11)

Egypte

Pari perdu, politiquement en tout cas, pour les manifestants de la place Tah-rir hier. L'appel à la mobilisation générale lancé samedi n'a pas été suivi comme cela avait été le cas pour le « *jour de la dernière chance* », vendredi. Hier, la place Tahrir, qui a vu naître la révolution contre Hosni Moubarak en janvier dernier, n'a pas battu des records d'affluence. « *Nous n'avons peut-être pas atteint le million, reconnaît Amr, une jeune militant de la première heure, mais nous sommes nombreux, revanchards et décidés à aller au bout. Les militaires doivent nous laisser le pouvoir!* »

Entre drapeaux nationaux par dizaines et vendeurs de sandwichs et de masques à gaz, les manifestants ont repris les mêmes slogans depuis les heurts sanglants de mardi dernier (42 morts, 3 000 blessés, selon les autorités égyptiennes) : « *Liberté! Le pouvoir au peuple! Tantaoui, dégage!* » Le maréchal Tantaoui, tête de Turc de la rue cairote, dirige le Conseil suprême des forces armées (CSAF) et est accusé de n'avoir rien fait à la tête du pays depuis huit mois. (20minutes.fr 27.11)

Yémen

Le chef de file de l'opposition au Yémen, Mohammed Bassindoua, a été chargé dimanche de former un nouveau gouvernement par un décret du vice-président qui gère les affaires courantes depuis le retrait d'Ali Abdallah Saleh, rapporte l'agence de presse officielle Saba.

La désignation de Bassindoua par le vice-président Abd-Rabbou Mansour Hadi était attendue depuis vendredi lorsque les formations de l'opposition l'avaient désigné comme leur candidat pour diriger un gouvernement de transition.

Ces changements interviennent conformément aux dispositions d'un accord signé mercredi à Ryad en Arabie saoudite par Saleh et par l'opposition et organisant le transfert du pouvoir au Yémen.

Cet accord a été conclu sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et avec l'aide des Nations unies afin de mettre fin à la contestation meurtrière qui visait le président au pouvoir depuis 33 ans.

"Un décret présidentiel publié aujourd'hui charge Mohammed Salem Bassindoua de former un gouvernement d'union nationale", précise Saba.

Samedi, le vice-président Hadi avait annoncé la convocation d'une élection présidentielle le 21 février 2012 pour remplacer Ali Saleh. (Reuters 27.11)

Pakistan

Le Pakistan a exprimé dimanche aux Etats-Unis sa «fureur» et sa volonté de réviser leur coopération dans la lutte antiterroriste au lendemain de la frappe de l'Otan qui a tué 24 de ses soldats à la frontière afghane, un «tragique incident involontaire» de l'aveu même de l'Alliance atlantique.

Il s'agit de la pire bavure de la coalition emmenée par l'armée américaine depuis qu'Islamabad s'est allié à Washington dès la fin 2001 dans sa «guerre contre le terrorisme».

Samedi avant l'aube, des hélicoptères et avions de chasse ont bombardé deux postes de l'armée côté pakistanais, la force internationale de l'Otan (Isaf) reconnaissant que ses hommes opérant côté afghan avaient réclamé un soutien aérien qui avait «très probablement» provoqué les pertes pakistanaises.

Le Pakistan a interrompu dès samedi le trafic des convois de ravitaillement de l'Isaf, dont la plus importante partie transite par son territoire, exigé des militaires américains qu'ils quittent dans les 15 jours une base sur laquelle ils sont présents dans le sud-ouest du pays et menacé de revoir leur coopération en matière de lutte contre le terrorisme.

Samedi soir, le gouvernement et la toute puissante armée pakistanaise s'étaient réunis en un Comité de défense (DCC) de crise, annonçant qu'Islamabad allait «complètement reconsidérer tous ses programmes, activités et accords de coopération avec les Etats-Unis, l'Otan et l'Isaf, y compris diplomatiques, politiques, militaires et dans le renseignement». L'Isaf et les Etats-Unis ont eu beau dès samedi adresser au Pakistan leurs «plus sincères condoléances», promettre une «enquête rigoureuse» et souligner «l'importance» des liens avec Islamabad, le ton n'avait donc pas changé dimanche côté pakistanais.

Les bombardements «sont une violation absolue de la souveraineté du Pakistan, qui affecte négativement les progrès réalisés par les deux pays pour restaurer leurs relations et force le Pakistan à réviser les termes de son engagement» dans la lutte contre le terrorisme, a répété dimanche Mme Rabbani Khar à Mme Clinton, sans préciser. Exprimant «le sentiment profond de fureur ressenti dans tout le Pakistan», la ministre a également confirmé la décision de fermer la route aux très nombreux convois de ravitaillement de l'Otan. (20minutes.fr 27.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 novembre

CAUSERIE

(Vous excuserez les nombreuses fautes que j'ai pu laisser, il est déjà 16h40 chez moi, il me reste 40 minutes pour faire à manger à mon chien et me préparer quelque chose pour ce soir, prendre ma douche et avant charger le boulot du jour dans le serveur du site, j'ai encore bosser comme un dingue aujourd'hui, il va falloir que je me calme, en fait je profite qu'il pleut toute la journée.)

Les articles économiques qui figurent dans le site sont forcément politiquement incorrectes de notre point de vue. Mais s'en passer se serait prendre le risque de colporter les grosses conneries balancées par les médias nationaux, par exemple à propos des obligations allemandes qui n'ont pas trouvé preneurs il y a quelques jours, ces journalistes en ont fait des gorges chaudes, alors qu'en réalité cela arrive 8 ou 9 fois par an à l'Allemagne et à bien d'autres pays, je l'ignorais, maintenant je le sais.

Raison de plus pour être très prudent dans nos propos et faire preuve de modestie, personne n'est infaillible et personne n'est à l'abri d'une manipulation volontaire ou non d'ailleurs.

Le problème dans le cas du site que j'anime pour que cette rubrique présente un intérêt pour les militants, il faut que les infos que je relaie soient disponibles très rapidement, le jour même où les agences de presse les diffusent, car quelques heures plus tard elles seront traitées par les chaînes de télévision et la presse papier, deux ou trois jours plus tard elles auront un goût de rance ou seront déjà dépassées.

Si je fais bien mon boulot, en dehors de quelques infos qui m'échappent parce que je ne peux pas accéder directement aux

agences de presse, l'abonnement à leur service étant prohibitif, et disons quelques infos sur la lutte des classes dans quelques pays du monde qui ne sont pas toujours relayées par les agences de presse, les militants qui se connectent quotidiennement sur le site peuvent se passer de la presse écrite ou de consulter un autre site d'informations, je dis cela uniquement pour gagner du temps et aller à l'essentiel dans les domaines limités qui nous intéressent, pas pour attirer de nouveaux lecteurs, je m'en tape complètement et je n'ai absolument rien à y gagner, cela me coûte très cher au contraire, chacun fait comme il l'entend, je n'ai jamais fait la promotion du site ni des idées que je défends, je ne vais pas commencer, je crois en la capacité de chacun à s'élever intellectuellement, librement, par les moyens de son choix.

Maintenant, quand on a conscience qu'on n'a pas un niveau très élevé dans un domaine ou qu'on manque cruellement de temps, on prendra tout ce qui nous tombe sous les yeux avec un certain recul, comme on n'aura pas le temps d'absolument tout vérifier, on se bornera à recouper les analyses provenant de diverses sources concernant les questions qui nous paraissent essentielles tout en essayant de développer notre esprit critique, en laissant tomber le reste qu'on conservera en mémoire, disons en suspension, sans avoir tranché dans un sens ou un autre.

Accumuler des connaissances ne sert pas à grand chose dans la vie, si l'on s'avère incapable de les utiliser correctement ou de s'en servir pour avancer dans la voie qu'on s'est fixé. Vaut mieux peu de connaissances sur lesquelles on peut compter pour avancer à son rythme au risque de passer parfois pour un ignorant, que de posséder des connaissances en pagaille qui peuvent certes épater la galerie, mais qui finalement ne servent à rien ou nous conduisent dans une impasse, parce qu'on est incapable de les mettre en musique ou de les replacer dans le processus dialectique qui les a vu naître ou de les situer sur un plan historique plus vaste...

Main tendue, bras tendu, appel du pied, est-ce grave docteur ? Jugez-vous même. Une seule chose est sûre : c'est incurable !

1- A Bordeaux le 15 Novembre, Sarkozy a dit cyniquement : « *On ne peut pas être digne quand on ne fait que tendre la main* » faisant référence aux travailleurs que son gouvernement et le patronat ont réduits à l'état d'indigence. (lepost 15.11)

2- Sarkozy a décoré de la Grand' Croix de la Légion d'honneur, hier à l'occasion de la cérémonie de prise d'armes d'automne aux Invalides, Hélié Denoix de Saint-Marc, 89 ans, engagé dans la Légion étrangère et participa à ce titre à la guerre d'Indochine, qui s'illustra par la suite en commandant par intérim le 1er régiment étranger de parachutistes (REP, Légion étrangère) qui fut le fer de lance du putsch manqué des généraux, en avril 1961, en Algérie. (source : leexpress.fr 28.11)

Enfin une injustice réparée... la main sur le coeur bien sûr !

3- "*Merci à Claude Guéant qui, par ses déclarations, permet aux Français de connaître l'effroyable bilan de la politique d'immigration de Nicolas Sarkozy*", a ironisé la présidente du Front national dans un communiqué.

Guéant lui a répondu, en déclarant que sur ce point il était d'accord avec Marine Le Pen, au "Grand Rendez-vous" d'Europe 1, i>Télé et Le Parisien : "*Moi aussi je trouve que c'est trop. Pourquoi est-ce trop ? Parce que je souhaite comme le gouvernement, comme le président de la République, que les étrangers qui viennent chez nous soient intégrés, adoptent nos lois, adoptent notre mode de vie*", a-t-il dit. (Reuters 28.11)

Les bras nous en tomberaient presque... si nous n'avions pas souvenir que de Gaulle s'entoura de vichystes dès la fin de la seconde guerre mondiale !

4- Hollande tend la main à Bayrou, titre d'un article du figaro.fr du 28.11.

Le Figaro précise que pour Sarnez (MoDem), ces appels du pied, tant de la gauche que de la droite, montreraient qu'« *aucun des deux candidats (du PS et de l'UMP) n'aura la faculté de gouverner seul tant la crise est profonde* ».

Là on atteint le niveau du caniveau. Comme dirait l'autre : il y a des coups de pieds dans le cul qui se perdent pour rester mesuré !

Avant ou après 2012 : l'union nationale ou le front populaire pour sauver le régime.

François Delapierre, bras droit de Jean-Luc Mélenchon sur Parismatch.fr, pour qui un gouvernement dans lequel cohabiteraient le Front de gauche et le MoDem « *ne pourrait qu'exploser à la moindre difficulté* ». Et de prévenir François Hollande : « *Entre Bayrou et nous, il faudra choisir* »... (figaro.fr du 28.11)

Si vous avez lu attentivement vous aurez noté qu'il admet que c'est parfaitement possible jusqu'à ce que la "*la moindre difficulté*" apparaisse. On va bien se marrer avec ces guignoles, il faut bien se détendre un peu, non ?

Bayrou est un européen convaincu de la première heure tout comme Hollande et sa clique de bras cassés, franchement ils sont faits pour s'entendre. Et puis le nombre de voix auquel le FG et le MoDem peuvent prétendre est à quelque chose près équivalent, donc le PS peut s'encanailler avec le MoDem sans y perdre au change d'autant plus que le PCF sera obligé de suivre s'il veut avoir des députés dans la prochaine Assemblée.

Et puis, cerise sur le gâteau, cela fera implorer le panier de crabes du Front de gauche, après avoir évité de l'attaquer trop violemment parce qu'il servait à marginaliser le NPA et LO, c'est l'ensemble de ses composantes qui se retrouveront logés à la même enseigne, les dindons de la farce quoi, l'objectif du PS étant de se retrouver seul face à l'UMP, en dernière analyse, réduire à une portion congrue, isoler toute forme d'opposition organisée au régime avec l'aide des médias qui les censurent, comme dans tous les pays en Europe et aux Etats-Unis notamment.

La politique est le concentré de l'économie, et ce qui les guide, leur objectif, ce n'est pas le pouvoir pour le pouvoir, ce sont les hommes de paille du capital, des pantins qui ont abdicqué devant les marchés ou dont ils sont les représentants, c'est de faire passer la politique ultra réactionnaire dictée par l'UE, le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale, la Fed, point barre.

Leur seul problème, c'est de trouver la meilleure formule politique pour remplir cette mission tout en conservant le contrôle sur les masses, en leur interdisant toute issue politique, qu'ils se rassurent tous les partis ouvriers sans exception y oeuvrent avec une certaine obstination et constance. Mais un dérapage est vite arrivé...

Il n'y a qu'un scénario qui pourrait vraiment les terroriser, le regroupement du POI, du NPA et de LO dans un seul parti composé de différentes tendances, des vrais tendances pas des tendances bidons, sur un axe politique révolutionnaire, avec en prime un front unique ponctuel et bien délimité avec le PCF et les débris du Front de gauche, sur lequel viendrait se greffer d'autres formations politiques, des associations oeuvrant sur le plan social, des fédérations ou des sections syndicales, mais il ne faut pas rêver, hélas, mille fois hélas ! Et dire que c'est l'avenir de l'humanité qui en dépend...

Le pays de la politique par excellence, parbleu, c'est la France... depuis toujours !

Le Cevipof et Opinion Way ont réalisé une vaste étude sur la place de la politique dans la sphère familiale Le Cevipof et Opinion Way ont réalisé une vaste étude sur la place de la politique dans la sphère familiale, que commente Anne Muxel, directrice de recherche au Cevipof.

(la politique) Pour 46 % des sondés, elle est d'ailleurs une composante importante de leur identité...

Oui, et c'est sans doute une spécificité française, même si cette identité est plus volatile qu'avant, 39 % disant avoir changé d'opinions ces dernières années. Et si le clivage gauche-droite recule, il demeure un cadre pour la transmission des valeurs ; on a un attachement affectif à l'un des deux camps, sans référence à des contenus programmatiques précis.

Les Français sont politisés: 85% ont voté à toutes ou presque toutes les élections, 51% sont prêts à manifester, 58% s'intéressent assez ou beaucoup à la politique, etc. Les Français cumulent une politisation forte et une grande défiance envers le personnel politique. (lexpress.fr 28.11)

On ne le dirait pas au premier abord au regard de la situation actuelle... C'est le pays de la lutte des classes, des révolutions et des premiers soulèvements révolutionnaires ouvriers, et comme je l'ai dit il y a quelques années, c'est le pays sur lequel reposent tous les espoirs du prolétariat international et de la révolution socialisme mondiale, d'ici en Inde, je persiste et signe. Bon, j'ai appris hier dans un article du Point que la journée de 8h avait été introduite dans les usines du groupe Tata en 1912... mais cela restera longtemps une exception en Inde.

Comment ils s'y prennent.

Voici dans un article de 20minutes.fr d'hier comment ils présentent le problème de la zone euro et la "solution" pour en sortir :

- 1- Le risque de la fin de la zone euro ou de sa fragmentation n'est plus tabou.
- 2- Quel serait le coût d'une sortie de la zone euro?
- 3- Pour l'éviter. La solution: Une réforme des traités.

Edifiant, mais somme toute logique, cela ne peut pas être l'accaparement des richesses à un niveau colossale par les capitalistes qui serait responsable de la crise, car cela reviendrait à remettre en cause la principale contradiction du système capitaliste, ce sur quoi il est fondé et sa raison d'être, l'accumulation du capital entre les mains d'une infime minorité de la population, c'est donc forcément la multitude qui doit casquer à tout prix à la place des nantis, majorité qui elle ne vit que de la vente de sa force

de travail mais qui est responsable d'avoir un niveau de vie encore trop élevé, de vivre au-dessus de ses moyens comme disent les représentants du capital.

Les besoins de l'aristocratie financière et des capitalistes en général ne se discutent pas, pas besoin de les justifier, ils sont légaux et légitimes, alors que les besoins des travailleurs ne le sont pas en régime capitalistes, voilà tout. C'est exposé sans détours, crûment dans cet article, cela n'a rien de choquant, il faut apprendre à regarder la réalité en face aussi détestable soit-elle.

Quand la crise du capitalisme prend une tournure aiguë qui tourne au sauve-qui-peut, c'est la réalité dans toute sa laideur qui s'expose sans fard ni précaution devenue autant illusoire qu'inutile, c'est là que l'on prend réellement conscience de ce que signifie la dictature du capital, avec son lot de cynisme.

Il fallait oser le dire

Qui a osé affirmer hier dans une interview au Figaro : *"les enquêtes montrent une hausse de la satisfaction des Français vis-à-vis du service public*, alors qu'en réalité tout le monde constate sa dégradation et ses dysfonctionnements et s'en plaint ?

Réponse : La ministre du Budget, Valérie Pécresse.

Ce qui est particulièrement significatif de la situation actuelle, c'est le gigantesque fossé qui s'est creusé entre la réalité, ce que vit quotidiennement la population et le discours que tiennent les représentants du parti de l'ordre, l'interprétation qu'ils en donnent. Dans le passé ce genre de discours a toujours précédé de grands bouleversements, de graves crises économiques et politiques, un affrontement direct entre les classes.

Il témoigne de l'extrême tension qui existe entre les classes au point que pour assurer la survie du régime, l'UMP se doit absolument de nier la réalité et plus seulement de la maquiller pour la rendre acceptable aux yeux des plus crédules. L'autre méthode est celle employée par Guaino, un des conseillers de Sarkozy, qui ne nie pas forcément la réalité, mais en fait porter la responsabilité des aspects négatifs sur d'autres.

Pour terminer cette causerie qui tient de plus en plus de la chronique politique, je vous ai dégotté un article bien pourri, d'un cynisme à en faire pâlir G. Bush si on ne savait pas que son auteur faisait partie depuis plus de 30 ans de la même clique néo conservatrice américaine, j'ai nommé le dirigeant du PS et banquier Jacques Attali.

La démocratie existe toujours bel et bien, et si telle n'était pas le cas, ce serait de notre faute, donc à l'arrivée on aurait que ce que l'on mériterait ! Alors qu'ils ont profité de l'ignorance des masses pour avancer dans la construction de l'Union européenne qu'ils ont pu ainsi tromper délibérément sur leurs véritables intentions, en faisant croire aux peuples que c'était pour leur bien-être, lutter contre les inégalités, pour la paix, etc.

Attali, dirigeant du PS et banquier, prédicateur de la barbarie

- *"Ainsi, nous dit-on, les démocraties européennes seraient moribondes. Elles seraient passées, au mieux, sous la tutelle de technocrates venus de Bruxelles ou de Francfort; au pire, sous celle des marchés. Et tout cela, naturellement, serait la faute de l'euro, de l'Union européenne, des banques et de bien d'autres gens. Pas la nôtre."*

Excusez-nous, la vôtre et pas *"la nôtre"*, on n'a pas élevé les cochons ensemble, les éleveurs de porcs qui n'appartiennent pas au milieu de ce banquier et que nous respectons, nous aurons compris, ainsi que ces braves bêtes qui nous ressemblent tant ou l'inverse. Tout ce que le capital compte d'institutions ou presque est innocent dans cette affaire, qui en douterait franchement ?

- *"En réalité, ce sont nos parlements démocratiquement élus, et nos gouvernements librement constitués, de gauche ou de droite, qui ont, depuis des décennies, voté et exécuté des budgets en déficit. Ce sont eux, qui, en particulier depuis 2008, ont fait exploser les déficits, mettant aujourd'hui nos pays entre les mains des marchés, c'est-à-dire des prêteurs. Et ce sont eux aussi qui, dans certains de nos pays, donnent maintenant mandat à des haut-fonctionnaires pour les gouverner."*

L'escroc est à la manoeuvre, l'un des rares talents des banquiers, il entonne le refrain sur le déficit en évitant soigneusement de pointer d'où il provient réellement, il le traite comme une abstraction en faisant disparaître les conditions qui en sont à l'origine dès 1973. Une fois posée cette abstraction, il peut lui faire dire n'importe quoi et l'imputer à n'importe qui, on a vu plus haut que les institutions européennes et les banquiers n'y étaient pour rien, il a trouvé le coupable, les parlements nationaux, cela tombe bien leur intention est justement de leur retirer jusqu'à la plus petite trace de souveraineté, un pur hasard, un peu comme les grands esprits sont voués à se rencontrer, cela tombe bien cette vermine est convaincue d'en faire partie.

Vous aurez remarqué la filouterie du philistin, plus haut il refusait d'admettre que *"les démocraties européennes"* étaient passées *"sous la tutelle"* des marchés, pour l'admettre mais pas n'importe comment, après en avoir fait endosser la responsabilité aux *"parlements démocratiquement élus"* et aux *"gouvernements librement constitués"*, qui seraient les seuls responsables des

"des budgets en déficit", pour venir à bout de ce sac de noeuds il faut se poser la question de savoir à qui profite réellement ce crime, au marché justement, tiens il a oublié de le signaler, un oubli sans doute.

A l'entendre les parlementaires auraient commis exprès ces déficits, c'est exact, ce qui l'est moins c'est qu'il laisse entendre que quelqu'un d'autre que les marchés serait le donneur d'ordre à qui ils profiteraient, on a beau chercher, on a trouvé personne d'autres que les voyous de la finance.

- *"Tout cela vient de ce que bien des gens ont oublié que la démocratie ne donne pas le droit de voter n'importe quoi, au nom de la sacro-sainte souveraineté du peuple; en particulier, elle ne permet pas aux parlementaires d'augmenter à l'infini les dépenses, tout en réduisant les recettes. Elle n'est que la meilleure façon de répartir librement des biens publics sous les contraintes de la rareté; comme le marché constitue la meilleure façon d'organiser le libre choix de biens privés sous la contrainte de rareté."*

Une fois établie la culpabilité des gouvernements et parlement précédents, dont il a fait partie, il leur fait la leçon comme si les uns et les autres avaient commis une erreur d'écolier et qu'ils ne savaient pertinemment pas ce qu'ils faisaient en augmentant la dette de l'Etat pour s'en servir ensuite comme moyen de chantage pour sabrer dans les budgets sociaux de l'Etat ou procéder à des privatisations, s'attaquer aux fonctionnaires. Et s'il nous fait le coup soudainement du type humble qui reconnaît indirectement avoir commis une erreur, c'est aussitôt pour se rattraper et légitimer une fois de plus le marché qui doit gérer la pénurie autant que la surproduction qui sont les produits de l'anarchie dans la production.

- *"Parce que les matières premières et l'énergie sont rares; que le temps qui nous est imparti sur cette Terre l'est plus encore. Et que la liberté nous permet seulement de gérer au mieux notre vie, à l'intérieur de la prison du temps où nous emprisonne la condition humaine."*

"Pour gérer le plus intelligemment possible cette rareté, nous avons depuis des millénaires choisi d'utiliser la monnaie, parce qu'elle permet d'éviter la violence du pillage et les dangers du troc."

Obligé de sortir de ce cercle vicieux que son ami Strauss-Kahn n'aurait pas renié de crainte que la vérité jaillisse de ses contradictions, il n'a rien trouvé de mieux que de débaler un tas de contrevérités qu'ils partagent avec les altermondialistes et les fanatiques de la "décroissance" pour finir par une ode pathétique d'un faussaire en hommage à la monnaie digne, pour nous faire oublier que les guerres n'ont jamais cessé depuis que le capitalisme existe et qu'elles auraient eu un autre objectif que s'accaparer par la force les richesses d'autres peuples plus faibles, au passage il légitime la guerre de rapine en Irak, Afghanistan, Libye et ailleurs, passons sur le reste.

- *"Quand le marché oublie cette contrainte de la rareté, il pousse, par mille moyens, les consommateurs à s'endetter. Et quand la démocratie l'oublie, l'Etat bascule lui aussi dans l'endettement. Et, quand elles oublient les limites de leurs missions, les banques commerciales organisent l'illusion de la disparition de la rareté et les banques centrales leur en fournissent les moyens. Trop de crédit. Trop d'émission monétaire."*

De quelle rareté parle-t-il ? Des matières premières ? Impossible, la planète en regorge contrairement à l'idée reçue, les océans occupent plus de 75% de la surface du globe terrestre et on en a sondé moins de 1%. Quel est le rapport entre la rareté et les consommateurs qui s'endettent ? On brûle camarades. Le rapport, c'est celui qui existe entre le revenu des "consommateurs" et les marchandises qu'ils peuvent acquérir ou non avec, donc par "rareté" il entendait la rareté des "consommateurs" solvables ou dont les revenus leur permettent d'accéder au marché sans s'endetter, ce qui est évidemment impossible quand il s'agit d'acquérir une voiture ou une habitation, exceptés pour la classe des privilégiés à laquelle appartient Attali. Ce qu'il omet de préciser, et pour cause, c'est que sans le recours à l'endettement, que ce soit l'Etat, les entreprises ou les particuliers, le capitalisme ne se serait jamais développé ou pas à cette allure.

Son allusion au rôle des banques centrales se double d'un non-dit, autre technique pour falsifier la réalité ou lui faire dire ce que l'on veut, il oublie de dire qu'elles ont changé de statuts au début des années 70 et que leurs statuts a évolué pour finir par ressembler à ceux de la Fed sous la tutelle de la BCE pour ce qui concerne les pays de la zone euro. Il y a un autre aspect encore plus cynique dans sa démonstration quand il affirme qu'il y a eu trop de crédit, car s'agissant des travailleurs, pour qu'il y ait crédit à un moment donné, souvenons-nous que la plupart n'y avaient pas accès jusqu'aux années 80, il a fallu que les salaires et le niveau de vie des masses augmentent car les banquiers ou les organismes de crédit n'ont jamais prêté à des ouvriers réputés insolvable ou ayant tout juste de quoi survivre, donc ce que remet en cause ce parasite, c'est l'élévation de la condition ouvrière au cours des 3, 4 ou 5 décennies précédentes, se félicitant qu'à cette époque la "rareté" du crédit faisait loi.

L'air de rien, on a là la trame qui sert de toile de fond à la politique réactionnaire que les dirigeants du vieux monde veulent imposer à tous les peuples de l'Union européenne (et ailleurs). Mais là encore, ce fieffé coquin ne se rend même pas compte qu'en prônant la "rareté" du crédit, la baisse de la consommation, il scie la branche sur laquelle est assis le capitalisme !

- *"Les circonstances nous poussent, pour un temps qu'il faut espérer bref, à continuer à nous en affranchir. Mais cela ne saurait durer: à un moment où un autre, la rareté reprendra ses droits: sur les marchés, par l'inflation; dans la démocratie par le défaut. Dans les deux cas, par la remise en cause de la liberté. Au nom de sa défense."*

La "rareté" pour les uns, traduisons, le chômage de masse, la précarité généralisée, la pauvreté s'étendant à des couches de plus en plus nombreuses de la société, l'opulence pour les autres, c'est dit crûment, pire encore, pour y parvenir il faudra faire l'impasse sur la "liberté" nous dit-il, autrement dit, il nous promet une dictature de fer pour que lui et ses amis continuent de vivre comme avant. Mais rassurons-nous...

- "Nous n'en sommes pas encore là.

Pour l'éviter, il faut profiter des circonstances actuelles pour réfléchir aux limites que le réel impose à notre liberté: nous, pauvres humains, sommes limités dans les moyens dont nous disposons. A nous d'en faire le meilleur usage. De beaucoup mieux les répartir. Et de profiter au mieux de tout ce qui n'est pas rare, de tout ce qui augmente quand on le donne: les idées, la tendresse, l'amitié, le rire, l'amour. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les réseaux, lieux réels ou virtuels de rencontre, ont pris tant d'importance: ils sont les instruments de la circulation des biens non rares.

Alors, si on veut échapper un peu aux limites de notre condition, il faudra faire évoluer notre modèle de développement vers la consommation de ces biens non rares. Vers l'altruisme et le plaisir de faire plaisir. Un autre monde."

Extraordinaire, après avoir affirmé que dans l'avenir nous devrions nous passer de l'essentiel qu'il a décrété appartenir au domaine de la "rareté", il nous resterait pour nous consoler des valeurs subjectives telles que "les idées, la tendresse, l'amitié, le rire, l'amour", et encore, à l'état "virtuel" le plus souvent, comment pourrait-il en être autrement dans une société aussi barbare, ajoutons, et à se taper sur le ventre !

Pour donner plus de véracité à son argumentaire qui fait en quelque sorte l'apologie de la barbarie à laquelle nous n'échapperons pas, si on ne liquide pas rapidement le capitalisme et la pourriture dans son genre, il le place sous le sceau du "réel", donc incontestable. Il pousse l'abjection jusqu'à se mettre au même niveau que les victimes innocentes de ce crime sciemment prémédité par les siens contre l'humanité, ne fait-il pas partie de ces "pauvres humains" qui disposent des mêmes "moyens" que la plèbe vouée au sacrifice pour que le capitalisme survive à cette crise, et qui n'a qu'à s'en prendre qu'à elle-même de connaître un si terrible destin.

Si on entre dans les détails, quand il évoque un "meilleur usage" des moyens dont nous disposons ou quand il nous invite à "mieux les répartir" une fois la "rareté" admise, il veut dire par là qu'il faudra mieux répartir la misère, tandis que lui et ses amis continueront de profiter de ce qui est superflu, la plus-value produite par les travailleurs qu'ils monopoliseront comme jamais dans le passé, en tout cas, jamais sur une échelle aussi colossale, celle de l'humanité tout entière rendue à l'état d'esclave du capital.

Quel cynisme, n'est-ce pas ? A vous glacer les os, non ? Son article méritait amplement le titre que j'y ai donné, non ?

Je n'ai plus le temps de commenter la plupart des infos en bref.

INFOS EN BREF

Politique

Conférence de Durban sur le climat.

Les négociateurs de près de 200 pays ont entamé lundi les travaux de la conférence de Durban, destinée à trouver un successeur au protocole de Kyoto.

Tout futur accord dépendra de l'aptitude de la Chine et des Etats-Unis, les plus gros pollueurs au monde, à s'accorder sur des mesures contraignantes dans le cadre d'un accord élargi, cela d'ici 2015. La Russie, le Japon et le Canada font savoir qu'ils ne signeront pas pour une nouvelle phase du protocole de Kyoto si Pékin et Washington ne le font pas.

Le négociateur en chef de la délégation chinoise, Su Wei, a déclaré à la radio nationale chinoise qu'il n'était "pas très optimiste" quant aux résultats de la conférence de Durban. (Reuters 28.11)

Hier soir aux infos de TV5Monde Asie, le journaliste a dit que ni les Etats-Unis ni la Chine ni l'Inde n'accepteront des mesures contraignantes pour leurs économies, ce qui signifie que cette conférence est déjà terminée.

1- France

1.1- Au nom de la "légalité", le prix du gaz pour les plus pauvres devraient être plus élevé

Le Conseil d'Etat a annoncé lundi avoir suspendu l'application du gel des tarifs du gaz de GDF Suez décidé par le gouvernement au 1er octobre, à la suite d'une saisine en référé par des petits concurrents du géant gazier français.

Dans sa décision publiée lundi, la plus haute juridiction administrative relève notamment un «doute sérieux sur la légalité» de la décision du gouvernement, à qui elle donne un délai d'un mois pour se prononcer à nouveau sur les tarifs réglementés, dont bénéficient près de 10 millions de ménages. (liberation.fr 28.11)

1.2- Au nom de la "légalité", la loi de la sélection naturelle des espèces est gravement remise en cause.

Des arrêtés de 2007 et 2008 interdisant en France la commercialisation et la mise en culture des semences de maïs transgénique Monsanto 810 ont été suspendus lundi par le Conseil d'Etat.

La plus haute juridiction administrative du pays a suivi un arrêt de la Cour européenne de justice et considéré que le gouvernement français n'avait le pouvoir pour prendre de tels arrêtés, dérogeant à une règle européenne, que sous certaines conditions, non remplies en l'occurrence.

Le gouvernement qui avait décidé ce moratoire a immédiatement annoncé qu'il allait étudier tous les moyens de le maintenir malgré cette décision de justice.

"Nous restons défavorables à la culture du maïs OGM Monsanto 810 sur le territoire français, (...) parce que nous estimons qu'il reste encore trop d'incertitudes sur les conséquences sur l'environnement de cette culture", a dit le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire à la presse.

"Nous allons examiner tous les moyens qui permettront de ne pas cultiver le maïs Monsanto 810 sur notre territoire", a-t-il ajouté.

Une première réunion technique s'est tenue à Matignon mais le sujet semble épineux techniquement, le Conseil d'Etat ayant motivé sa décision non sur un point de procédure, comme on l'attendait, mais sur le fond de la question.

"Le Conseil d'État relève que le ministre de l'Agriculture n'a pu justifier de sa compétence pour prendre les arrêtés, faute d'avoir apporté la preuve de l'existence d'un niveau de risque particulièrement élevé pour la santé ou l'environnement", dit la juridiction dans un communiqué. (Reuters 28.11)

Le pire, c'est que des militants se réclamant de Darwin soutiennent la culture des OGM, les mêmes qui soutiennent le nucléaire et ce n'est pas un hasard. Pour le nucléaire, c'est au nom de la défense des emplois, pour les OGM, c'est pour nourrir 10 milliards d'habitants d'ici 2050...

Ces militants qui apparemment sont prêts à renier tous les principes qu'ils défendaient hier, oublient que, si l'on ne socialise pas la misère, c'est l'effroyable spectacle de la misère au XIXe siècle qui a conduit des membres de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie à fonder les premiers partis ouvriers... Ils ont de plus une mémoire très sélective ou défectueuse, leurs arguments sur le nucléaire et les OGM sont aussi bidons que la politique qu'ils mettent en oeuvre.

1.3- Au nom de la "légalité", le droit pénal devrait s'appliquer à des enfants de 12 ans

L'UMP envisage d'élaborer un Code pénal spécifique, «pour adapter la justice des mineurs aux nouveaux phénomènes de délinquance et lutter contre le sentiment d'impunité». Elle souhaite modifier le rôle du juge des enfants, aujourd'hui chargé à la fois de les protéger quand ils sont en danger et de les sanctionner quand ils enfreignent la loi. Ces deux fonctions seraient séparées, ce qui permettrait, d'après les rédacteurs du projet, de «raccourcir le délai entre le délit et la sanction». (lefigaro.fr 28.11)

Si j'ai bien compris, il s'agirait dans tous les cas d'arriver à une situation où le rôle de "protection" et la notion de "danger" disparaîtraient au profit du seul délit qui aboutirait à une sanction, selon l'esprit policier des rédacteurs de ce projet infâme, jusqu'à imposer en guise de sanction des «travaux de réparation» pour des actes commis dès 12 ans, précise Le Figaro.

Et si cela ne suffisait pas, il faudrait durcir les peines, les foutre en tôle ainsi que leurs parents, les envoyer à Cayenne, placer l'école sous la tutelle de l'armée ou de la police, leur greffer une puce électronique dans le cerveau à la naissance pour les suivre à la trace toute leur vie, mieux encore, une puce électronique qui détecterait les comportements jugés anormaux et déclencherait une décharge électrique...

2- Russie

La Russie va envoyer en 2012 une flotte de navires de guerre en Syrie officiellement pour une simple escale, alors que les tensions montent entre Moscou et les Occidentaux sur la crise dans ce pays du Moyen-Orient, rapporte lundi le quotidien Izvestia.

Les navires, menés par l'unique porte-avions russe, L'Amiral Kouznetsov, mouilleront au printemps 2012 dans le port de Tartous, où se situe une base navale russe, a indiqué le porte-parole du chef d'état-major de la marine russe, cité par Izvestia.

Le porte-parole de la marine a toutefois souligné que le projet d'envoyer des navires en Syrie n'était pas lié aux affrontements entre les forces du régime Assad et l'opposition. *'Il ne faut pas voir l'escale des bateaux russes à Tartous comme une réaction aux événements en Syrie'*, a-t-il indiqué, précisant que la flotte s'arrêterait aussi à Beyrouth (Liban), Gênes (Italie) et Chypre. *'Cette escale était prévue dès 2010, quand il ne s'y passait rien, il y a eu une préparation active et il n'y a aucune raison de l'annuler ou de la reporter'*, a-t-il ajouté.

La Russie refuse obstinément de se joindre aux Occidentaux pour condamner la répression en Syrie, qui a fait plus de 3 500 morts selon l'ONU, et s'oppose à toute sanction ou pression à l'égard de Damas. (lemonde.fr 28.11)

3- Syrie

Le Liban est opposé aux sanctions adoptées par la Ligue arabe contre la Syrie et ne les appliquera pas, a annoncé lundi son ministre des Affaires étrangères.

"Nous ne sommes pas d'accord avec ces sanctions et nous ne les appliquerons pas", a dit à Reuters Adnan Mansour, chef de la diplomatie libanaise.

Pour sanctionner la répression du mouvement d'opposition au gouvernement, 19 des 22 membres de la Ligue arabe ont approuvé dimanche un gel des avoirs de l'Etat syrien, l'interruption des transactions avec la banque centrale et l'arrêt des investissements en Syrie.

L'Irak et le Liban sont les deux seuls pays à avoir voté contre et Bagdad a déjà laissé entendre qu'il n'imposerait pas de sanctions à son voisin. (Reuters 28.11)

4- Koweït

Le gouvernement koweïtien a présenté lundi sa démission à l'émir Sabah al Ahmad al Sabah, a-t-on appris de source parlementaire.

Depuis mars dernier, des manifestations étaient organisées pour exiger la démission du Premier ministre, Nasser al Mohammad al Sabah, un neveu de l'émir accusé de corruption.

Le Koweït, quatrième exportateur mondial de pétrole, possède le parlement le plus ouvert des pays du Golfe mais les partis politiques n'y sont pas autorisés. Les élus ne représentent qu'eux-mêmes et s'allient au gré des événements. (Reuters 28.11)

Social

France

1- Forte augmentation du chômage

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi sans aucune activité même réduite (catégorie A) en France métropolitaine a connu une hausse de 1,2% en octobre, soit 34.400 personnes de plus, selon les chiffres diffusés lundi soir par le ministère du Travail. Le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans connaît une flambée de 2,4%. Sur un an, pour toute la catégorie A, la hausse est de 4,9%.

Le 16 novembre 2010 Nicolas Sarkozy déclarait lors d'une interview télévisée: *"le chômage reculera l'année prochaine, l'économie repart"*.

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établissait fin octobre à 2.814.900 personnes en France métropolitaine, (3.051.700 en comptant les DOM).

En comptant les catégories B et C (activité réduite de moins ou plus de 78 heures au cours du mois), la hausse en octobre s'établissait à +0,4% pour un total de 4.193.000 chômeurs en France métropolitaine (4.459.400 avec les DOM).

Tous les demandeurs d'emploi sont touchés par cette forte hausse, quel que soit leur âge. En prenant les chiffres de la catégorie A, la hausse en octobre était de 0,6% pour les moins de 25 ans, 1% pour les chômeurs de 25 à 49 ans, tandis que le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus a connu une flambée de 2,4% sur le mois, et de 15,5% sur un an.

En ce qui concerne le chômage de longue durée, le nombre de chômeurs inscrits depuis trois ans ou plus sur les listes de Pôle emploi a augmenté de 1,7% en octobre et de 21,5% sur un an.

Par ailleurs, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation ont baissé de 2,7% en octobre, tandis que les radiations administratives ont au contraire progressé de 8,4%.

Au-delà du chômage, les chiffres de Pôle emploi témoignent également de la très forte progression des emplois précaires.

On constate ainsi que les offres d'emplois durables chutent de 4,9% en octobre, celles pour des emplois "temporaires" (1 à 6 mois) de 3,8%, tandis que les offres pour des emplois "occasionnels" de moins d'un mois bondissent de 20,1%. (AP 28.11)

La précarité généralisée en prime !

Je crois me souvenir qu'en dessous de 2% de croissance du PIB, des emplois disparaissent ou aucun emploi n'est créé". L'OCDE annonce 0,3% pour 2012, ce qui veut dire que des centaines de milliers d'emplois supplémentaires vont être supprimés en 2012.

2- Restos du Coeur pour apaiser la faim...

La 27e campagne d'hiver des Restos du Coeur a commencé lundi en France. Quelque 60.000 bénévoles sont mobilisés pour "*combattre la crise et ses effets de plus en plus néfastes*". L'an dernier, 109 millions de repas avaient été distribués.

L'association fondée par Coluche, qui dit avoir accueilli 25% de personnes en plus au cours des trois dernières années, veut aussi se faire entendre pour que la campagne pour la présidentielle de 2012 "*n'oublie pas les plus pauvres*".

En 2010-2011, les Restos ont accueilli 860.000 personnes, servi 109 millions de repas et aidé 30.000 bébés de moins d'un an. Les Restos, qui comptent 254 lits d'hébergement d'urgence ont aussi logé 2.035 personnes. (AP 28.11)

3- Racket et répression

Les détecteurs de radars deviendront illégaux d'ici quelques jours, une fois que le décret imposant leur transformation en «*assistants d'aide à la conduite*» aura été examiné mardi par le Conseil d'Etat puis publié au Journal officiel, a indiqué lundi la Sécurité routière.

Les contrevenants écoperont d'une amende de 1500 euros et d'un retrait de six points de leur permis de conduire. (liberation.fr 28.11)

Il faut bien remplir les caisses de l'Etat, pardon, des banquiers!

Précision d'un internaute :

Cet article parle de "*détecteurs de radars*" qui emploient des ondes radars pour détecter infailliblement les radars de la police. Eux sont interdits depuis longtemps avec des pénalités très sévères.

Il ne faut pas les confondre avec les "*avertisseurs de radars*" qui utilisent les coordonnées GPS des radars existants ou repérés visuellement. Ce sont ceux là qui sont concernés par une reconversion en "outil d'aide à la conduite" et qui ont banni toute allusion au terme "*radar*" dans leur messages vocaux conformément aux directives gouvernementales.

Mais les messages qu'ils diffusent, s'ils sont bien interprétés par leurs utilisateurs, permettent de savoir qu'il s'agit, entre autres dangers signalés, d'emplacements de radar de surveillance.de la vitesse.

Economie

1- Zone euro

"*La poursuite de la dégradation rapide de la crise du crédit bancaire et souverain de la zone euro menace le niveau de toutes les notes souveraines européennes*", prévient l'agence de notation Moody's. "*En l'absence de mesures politiques pour stabiliser les conditions de marché à court terme, ou bien si ces conditions se stabilisent pour toute autre raison, le risque crédit va continuer à s'accroître*".

"Alors que la zone euro dans son ensemble dispose de solides atouts économiques et financiers, les faiblesses institutionnelles continuent à empêcher la résolution de la crise et pèsent sur la notation".

L'agence indique qu'elle estime toujours que la zone euro sera préservée sans autre défaillance que celle de la Grèce, mais avertit que même ce *"scénario 'positif' est porteur de conséquences très négatives pour les notes"* des Etats européens.

Aucun pays, même parmi ceux jugés les plus solides, comme les Pays-Bas, l'Autriche, la Finlande, voire l'Allemagne, n'est à l'abri de voir sa note abaissée. *"Alors que la zone euro dans son ensemble possède une force économique et financière énorme, la faiblesse de ses institutions continue d'entraver la résolution de la crise et de peser sur les notes attribuées à la dette de ses pays membres"*, prévient l'agence. (lepost.fr 28.11)

2- OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques, qui publie lundi ses perspectives semestrielles, anticipe désormais une croissance mondiale de 3,8% cette année et de 3,4% en 2012.

Elle identifie plusieurs risques et déséquilibres susceptibles de faire dérapier l'activité.

"Les inquiétudes sur la soutenabilité des dettes souveraines dans la zone euro se propagent. La contagion récente (de la crise, NDLR) à des pays jadis perçus comme bénéficiant de finances publiques relativement solides pourrait, si elle n'était pas résolue, dégénérer de manière retentissante", écrit Pier Carlo Padoan, chef économiste de l'organisation.

"Le chômage reste très élevé dans de nombreux pays de l'OCDE et, de façon inquiétante, le chômage de longue durée se généralise", ajoute-t-il.

La zone euro, engluée dans une crise de la dette devenue politique, constitue la principale préoccupation de ce rapport.

"La portée d'un événement négatif majeur dans la zone euro (comme celui d'un défaut) dépendra des canaux à l'oeuvre et de leur virulence. Les conséquences pourraient être relativement bénignes dans certains cas ou hautement dévastatrices dans d'autres", prévient l'OCDE.

L'absence d'accord aux Etats-Unis sur les moyens de réduire les déficits et contrôler les dépenses pourrait quant à elle faire basculer la première économie mondiale dans une récession difficile à résorber par les outils classiques de politique monétaire.

Dès lors, L'OCDE estime que les banquiers centraux doivent se préparer au pire au cas où un scénario particulièrement pessimiste devait se matérialiser.

"Des perspectives économiques faibles, couplées à une inflation basse et à des risques baissiers dans la zone OCDE appellent à des politiques fortement accommodantes. Les banques centrales devraient donc amplement fournir de la liquidité pour calmer les tensions des marchés financiers", souligne le document.

"Dans certains pays, au sein desquels un durcissement monétaire est déjà à l'oeuvre, les taux d'intérêt doivent être abaissés," poursuit l'OCDE.

"Les taux doivent être proches de zéro dans la majorité des pays (de l'organisation) et accompagnés du soutien additionnel de mesures non-conventionnelles", allusion claire à l'assouplissement quantitatif déjà pratiqué par la Réserve fédérale américaine et, dans une moindre mesure, par la Banque d'Angleterre mais auquel s'oppose toujours la Banque centrale européenne (BCE).

Les pays émergents, locomotive de l'économie mondiale ces dernières années, sont également menacés et leurs taux de croissance sont moins élevés qu'il y a six mois.

Les échanges mondiaux sont attendus en hausse de 6,7% en 2011 et de 4,8% en 2012, loin du +12,6% de 2010.

La seule bonne nouvelle pourrait venir du Japon où le tsunami de mars aura fait s'effondrer la croissance cette année. L'OCDE s'attend toutefois à ce que le produit intérieur brut nippon accélère de 2% l'an prochain après un timide +0,2% en 2011. (Reuters 28.11)

3- France

L'organisation internationale OCDE estime que la croissance de la France ne serait que de 0,3% en 2012, loin de l'hypothèse

du gouvernement qui est de 1%.

Pire, l'OCDE estime que l'Hexagone connaîtrait une récession «de faible ampleur» au quatrième trimestre 2011 et au premier trimestre 2012. De tous les instituts internationaux, c'est désormais elle qui a le regard le plus noir sur la conjoncture française.

Mais en plus, les experts du château de la Muette estiment que les efforts financiers annoncés dans les deux derniers plans de rigueur - de 11 et 7 milliards d'euros - par le gouvernement ne sont pas suffisants. «*Compte tenu du ralentissement de l'activité économique et de la charge croissante de la dette*», *atteindre l'objectif d'un retour du déficit public à 4,5% du PIB en 2012 «exigera de nouvelles mesures de consolidation budgétaire»*, dit clairement l'OCDE.

L'organisation les chiffre à 0,4% du PIB, soit près de 8 milliards d'euros. Elle préconise d'engager les économies pour les années à venir sans tarder, et même «rapidement», pour ramener comme prévu le déficit public à 3% du PIB. Car «les élections vont sans nul doute ralentir ce processus». (lefigaro.fr 28.11)

4- Italie

4.1- L'Italie a vu lundi le taux d'intérêt de ses obligations à 12 ans augmenter à 7,20% alors que les marchés continuent à faire pression sur la troisième économie de la zone euro pour qu'elle adopte des réformes en urgence. Rome a écoulé pour 567 millions d'euros d'obligations.

Le Fonds monétaire international (FMI) a démenti lundi des informations du quotidien italien "La Stampa", selon lesquelles il préparerait un plan d'aide de 600 milliards d'euros pour l'Italie. (AP 28.11)

4.2- La fondation, qui contrôle 48,4% de la banque toscane, a déclaré lundi être en discussions avancées sur la question de la renégociation de ces dettes contractées lors de deux augmentations de capital effectuées depuis 2008.

Dans les deux cas, la banque avait dû apporter certains de ses titres en garantie.

Une source proche de la situation a déclaré à Reuters que l'une des solutions pourrait consister en l'octroi à Monte dei Paschi d'un délai d'un an au terme duquel elle devra avoir trouvé un acheteur pour une participation comprise entre 10% et 15%.

Selon la source, les banques françaises Crédit agricole et BNP Paribas pourraient être intéressées par une telle opération. (Reuters 28.11)

5- Etats-Unis

Au plus fort de la crise financière de 2007, de nombreuses grosses banques ont bénéficié du plus important renflouement financier de l'histoire selon l'agence de presse Bloomberg. La Fed vient en effet de publier plus de 29.000 pages de données jusqu'alors restées confidentielles, qui permettent d'affirmer que ces institutions financières ont fait plus de 13 milliards de dollars de profit grâce à la politique d'abaissement des taux directeurs pratiquée par la banque centrale américaine à partir d'août 2007.

Cette politique très favorable était l'un des volets d'un «*plan de sauvetage*» des banques mis en place par la Fed, avec notamment pour objectif la distribution en grande quantité de «*prêts d'urgence*» afin qu'elles reconstituent leurs stocks de capitaux. Ce plan est resté pendant plus de deux ans «*secret*» comme l'explique Bloomberg, et n'a été rendu public qu'en décembre 2010 à l'issue d'un procès gagné par le groupe financier Bloomberg LP contre la Fed et l'association Clearing House (LLC), et dont l'enjeu était la publication des comptes de la Fed.

Bloomberg explique que les six plus grosses banques américaines (JP Morgan, Bank of America, Citigroup, WFC, Goldman Sachs et Morgan Stanley) ont ainsi reçu pas moins de 460 milliards de dollars de la Réserve fédérale, en plus des 160 milliards prévus par le plan Paulson (ou TARP) conçu par le Département du trésor des Etats-Unis.

Pourquoi la Fed a-t-elle autant aidé ces banques? Ted Kaufman, ancien sénateur démocrate du Delaware, explique que ces établissements financiers sont en fait «trop gros pour tomber» selon la célèbre expression: s'ils s'effondrent c'est tout le système financier qui part avec.

Mais le problème, c'est que ces géants de la finance sont alors privilégiés par rapport aux banques plus modestes, ils payent moins cher leurs emprunts, et prennent le plus de risques possibles sachant que les autorités politiques les soutiendront quoi qu'il arrive. Cet aléa moral des grosses banques qui profitent de leur poids dans le système financier est même devenu un «*fardeau*» pour les Etats-Unis, selon l'économiste Olivier Williamson, qui a reçu le prix Nobel en 2009. (slate.fr 28.11)

6- Chine

Le ministre du Commerce chinois a dit lundi prévoir d'emmener l'année prochaine une délégation en quête d'investissements en Europe, espérant mettre la main sur des actifs intéressants dans une région plombée par la crise de la dette.

La Chine s'est jusqu'ici montrée réticente à aider l'Europe via l'achat d'obligations souveraines mais elle pourrait se montrer davantage intéressée par l'acquisition d'entreprises.

"L'année prochaine, nous enverrons une délégation dans les pays européens pour la promotion du commerce et des investissements", a déclaré Chen Deming lors d'une rencontre avec des sociétés chinoises ayant investi à l'étranger.

"Certains pays européens sont confrontés à une crise de la dette. Ils espèrent convertir leurs actifs en cash et aimeraient voir leurs entreprises rachetées par des capitaux étrangers. Nous surveillerons de près (la situation)."

Les déclarations ministre du Commerce font écho à celles de Lou Jiwei, le dirigeant du fonds souverain chinois China Investment Corp (CIC), qui dit dans une tribune publiée ce week-end par le Financial Times que le pays souhaitait faire des investissements dans le secteur des infrastructures en Europe, notamment en Grande-Bretagne.

A ce jour, les investissements effectués par des entreprises publiques chinoises ont surtout été concentrés sur le secteur des matières premières.

Malgré des réserves de changes de 3.200 milliards de dollars, les analystes pensent que Pékin ne peut investir que 100 milliards par an. (Reuters 28.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 30 novembre

CAUSERIE

La causerie et les infos en bref ainsi que les articles de presse du mois de novembre seront disponibles demain au format pdf (Acrobat Reader). Avec tous les documents que j'ai mis en ligne, nous voilà assez bien informés... Aujourd'hui j'ai mis certains articles en entier en ligne pour bien cerner la situation dans certains pays ou le contexte général.

Pour les militants qui veulent suivre de plus près l'actualité sociale, grèves et mouvements sociaux en cours, ils peuvent se connecter sur le site des camarades de la Tendance Claire du NPA, que je salue au passage. On devrait se répartir le boulot avec les groupes ou tendances avec lesquels on partage la plupart des positions.

Reste à chacun à se forger librement sa propre conviction.

Hausse prévisible du gaz. Qui en est le complice ? Devinez.

Le Conseil d'Etat relève que selon la Commission de régulation de l'Energie (CRE), qui avait désavoué le gouvernement dans un rare *"avis défavorable"* fin septembre, les prix auraient dû augmenter *"de 8,8% à 10% selon les tarifs"* dans le cadre de la formule légale en vigueur. (AFP 28.11)

Communiqué de presse du 15 avril 2008. Extraits (Trois documents sur le CRE figurent dans le site à la page *Traités, constitutions et documents divers*) :

1- Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire de la Confédération générale du travail (CGT), a été nommé membre de la Commission de régulation de l'énergie, pour un mandat de 6 ans, par décret du Président de la République en date du 9 avril. Il

2- Avec la promulgation de la loi du 7 décembre 2006, le collège de la CRE est désormais composé de 9 membres :

- deux (dont le président), nommés par décret du président de la République ;
- deux vice-présidents, nommés respectivement par le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat ;
- deux membres nommés respectivement par le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat ;
- un membre nommé par le président du Conseil économique et social ;
- deux membres, en qualité de représentants des consommateurs d'électricité et de gaz naturel, nommés par décret.

3- Installée le 24 mars 2000, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) est une autorité administrative indépendante. Elle concourt, au bénéfice des consommateurs finals, au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel. Elle veille à l'absence de toute discrimination, subvention croisée ou entrave à la concurrence.

À Hue et à dia.

Hue accuse Mélenchon de "*dérive sectaire*"... qui le traite en retour de "bagage accompagné du PS".

"*Que sont-ils en train de faire, les Hue, les Hollande et le reste ? Créer un divorce à gauche qui leur permette de faire leur petite fricassée avec François Bayrou*", a lancé Mélenchon. (lexpress.fr 29.11)

Après la grenouille verte qui voulait se faire aussi grosse qu'un boeuf ou un éléphant pour l'occasion, dans la fable du corbeau et du renard, dans le rôle du fromage qui incarne le produit tant convoité de notre travail, par défaut je verrais plutôt Mélenchon que Hollande qui tiendrait celui du corbeau, tandis qu'un banquier pourrait jouer celui du renard qui raffale la mise...

Mélenchon a de la répartie, tout cela devient fort cocasse, il aurait dû faire du théâtre, vaut mieux en rire qu'en pleurer, on en a si peu l'occasion ces derniers temps.

Tranché le voile des apparences ! Ou la dure réalité de la sélection naturelle des espèces.

«Quand François Hollande tend la main à François Bayrou», il «tranche d'une manière incroyable un débat constant des socialistes au cours des 15 dernières années», estime sur France Inter Jean-Luc Mélenchon.

«François Hollande propose de faire un trait d'union entre le centre et le Parti socialiste dont il sait qu'il aboutit à un divorce avec la gauche», a insisté le fondateur du Parti de Gauche (allié au PCF dans le FG).

«*Cette orientation politique conduit tout droit à des Papandréou et des Zapatero, une politique d'austérité de gauche qui finit au même résultat que l'austérité de droite*», selon lui. «*La gauche ne peut se rassembler que sur des éléments de programme, non pas sur des apparences*», a-t-il plaidé.

Pour discuter de ce programme, il y a «*deux méthodes. Une, mauvaise, qui a consisté à faire un accord sur un coin de table*», ce qui «*donne lieu à un chaos programmatique et idéologique total*», a-t-il observé à propos de l'accord PS-EELV, en se réjouissant que le candidat PS s'en dégage en partie: «*Heureusement, parce que sur certains points, c'est de la folie, je pense en particulier à la question du droit de veto*» à l'ONU. Et l'autre méthode «*c'est le débat public. Je renouvelle l'offre de débat public*», soutient Mélenchon. (liberation.fr 29.11)

Mélenchon n'est qu'un de ces nombreux parasites de "*gauche*", qui, farci de contradictions face à ses puissants détracteurs ou rivaux dans son propre camp n'entend pas s'en laisser compter, et pour se faire doit démontrer sa loyauté envers le régime qui symbolise la mère patrie et l'ONU qui lui sert de gouvernante. Déjà au moment de la guerre contre la Libye de Kadhafi il avait manifesté sa soumission à l'ONU.

En prétendant que «*la gauche ne peut se rassembler que sur des éléments de programme*», il cautionne la supercherie qui consiste à faire croire que le programme et les intentions du PS seraient différents sur le fond de ceux de l'UMP.

Mélenchon ne comprend pas grand chose à la situation finalement, et s'il en est incapable c'est en grande partie parce qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie qui prévalait au PS quand il y était et qu'il a conservée, idéologie qu'il a adoptée et sans laquelle il ne serait jamais devenu sénateur puis député européen, ceci explique cela.

Les miracles, les coïncidences ou les hasards ou encore les illusions, sont interprétés tels quels et peuvent faire l'objet d'une exploitation tapageuse ou extravagante par toutes sortes de charlatans, tant qu'on n'a pas démontré que les faits auxquels ils se rapportaient reposaient en réalité sur quelque chose de rationnelle qui nous échappait jusqu'à présent ou qui demeurerait hors de portée de la science.

Il en allait de même en politique jusqu'à l'avènement du marxisme qui repose uniquement sur l'observation des faits matériels, concrets, palpables, vérifiables et leur enchaînement, ce que sait Mélenchon, mais dont il se fout pas mal car il défend dorénavant une autre cause que les marxistes ou tous ceux qui combattent sincèrement pour le socialisme.

Le programme du PS ne sera jamais rien d'autre que réactionnaire. Mélenchon le sait pertinemment, ce qui l'agace c'est que Hollande s'emploie à le démontrer à ses alliés potentiels, le MoDem notamment, il n'a pas compris en faisant référence aux "*15 dernières années*" que la période dans laquelle nous sommes entrés il y a trois ans avec cette crise nécessitait que le PS se dévoile toujours plus, il lui faut dorénavant supporter le régime quasi quotidiennement et le faire savoir, sa marge de

manoeuvre pour apparaître autrement que ce qu'il est réellement n'a cessé de se réduire et ce ne sont pas les gesticulations des sénateurs qui viendront contredire ce constat.

Pour le capital, la source d'inspiration de la politique et du programme du PS, l'offensive qu'il a engagé contre la classe ouvrière, et dont la Grèce est la pointe avancée en Europe, est incompatible avec tout compromis conduisant au maintien des droits sociaux des travailleurs, encore moins avec de nouvelles avancées sociales, il n'a donc que faire des partis qui prétendent incarner le progrès social, sachant d'une part, qu'aucun d'entre eux ne peut se prévaloir de la confiance des masses exploitées pour les mobiliser, d'autre part, que les seuls qui pourraient être en mesure de le faire à un niveau limité sont eux-mêmes corrompus par le capital.

Le capital a d'autant plus à sourire des sorties de Mélenchon, qu'elles servent son candidat naturel, Sarkozy, dans tous les cas de figure, il est gagnant sur les deux tableaux.

Monsieur Mélenchon, si vous en êtes encore capable, si vous n'êtes pas un poltron, rompre avec le capital, et là pour le coup vous comprendrez ce que signifie réellement figurer parmi ces véritables ennemis, au lieu de jouer le rôle de l'idiot utile du capital vous servirez une noble cause, celle de la révolution socialiste.

Ainsi va la crise du régime

Titre d'articles de presse :

Coté pile.

- Jean-Pierre Raffarin prend ses distances avec Claude Guéant - Libération.fr
- Bayrou vs Morin: la bataille du centre expliquée à Jolly Jumper - LePost
- Guéant "n'a rien à voir" avec le Front national - leexpress.fr
- Gilbert Collard maître de la désunion au Front national - Liberation.fr

Côte face.

- Nouvelles brouilles entre Hollande et ses partenaires - LePoint.fr
- Jean-Vincent Placé: "Halte au feu à gauche !" - leexpress.fr
- Écolos et communistes se déchirent à l'Assemblée - LeFigaro.fr
- Alliance avec le centre: Mélenchon menace d'un «divorce à gauche» Liberation.fr
- Hue accuse Mélenchon de "dérive sectaire" - leexpress.fr

Terroristes hier, "**modérés**" aujourd'hui.

1- Au Maroc

1.1- Le roi Mohamed VI du Maroc a nommé mardi Premier ministre l'islamiste modéré Abdelilah Benkirane, après la victoire du Parti de la Justice et du Développement aux élections législatives, a-t-on appris mardi de source autorisée à Rabat. (Reuters 29.11)

1.2- La victoire des islamistes aux élections législatives marocaines du 25 novembre a-t-elle déjà eu son effet sur les médias marocains? Au lendemain de la victoire du Parti de la justice et du développement (PJD), deux femmes journalistes de la chaîne publique marocaine 2M sont apparues à l'écran avec le foulard islamique, le hidjab, alors qu'elles commentaient les estimations des résultats des élections depuis Rabat et Agadir. (sateafrique.com 29.11)

2- En Tunisie

2.1- Des étudiants tunisiens se sont battus mardi avec des centaines d'islamistes qui manifestaient dans une université pour demander la fin de la mixité en classe et le droit pour les étudiantes de porter le niqab. (Reuters 29.11)

2.2- La manifestation des étudiants islamistes de l'université de Manouba, dans la banlieue de Tunis, a tourné à la bagarre selon plusieurs témoins.

La veille, des islamistes avaient déjà assiégé un bâtiment de l'université et retenu quelque temps des étudiants et des professeurs, avec les mêmes revendications.

Les manifestants, qui criaient "*Allah Akbar*" (Dieu est le plus grand), demandaient aussi la création d'une salle de prière à l'université. (Reuters 29.11)

Ajoutons que les partisans en occident du CNT au pouvoir en Lybie ont admis que la nouvelle Constitution pourrait être basée sur une version "*modérée*" de la charia. Tandis qu'en Egypte, les Frères musulmans, présentés hier comme des *fondamentalistes religieux*, sont devenus fréquentables par miracle, des interlocuteurs tout à fait acceptables, modérés eux aussi sans doute, tout comme les talibans en Afghanistan avec lesquels l'impérialisme américain tentent en vain jusqu'à présent de négocier un partage du pouvoir.

Dans tous les cas, quelques couches de la bourgeoisie inféodées à l'impérialisme américain et européen comptent bien se servir de la religion pour mieux maintenir les travailleurs dans la soumission et l'obscurantisme, afin qu'ils assimilent leur condition au destin qu'un dieu leur aurait réservé, au lieu de prendre conscience qu'un rapport de classes en est à l'origine, fondé sur la propriété privée des moyens de production qu'il leur faudrait renverser pour avancer sur la voie de leur émancipation.

Pour compléter une récente causerie sur le rôle des islamistes liés à l'impérialisme.

Depuis le premier jour des soulèvements révolutionnaires dans ces pays, c'est l'impérialisme qui a mené le bal, qui a décidé du sort des dictateurs, qui a orchestré leur éviction du pouvoir selon des plans préparés de longue date, qui a décidé du rôle que devrait y jouer l'armée, qui a organisé la farce des élections à une Assemblée constituante dans le cadre des régimes toujours en place sans jamais remettre en cause l'institution qui en était le garant en dernier ressort : l'armée. Il faut ajouter qu'à aucun moment dans aucun de ces pays, la majorité du peuple n'est descendu dans la rue et n'était prêt ou avait les moyens de chasser les tyrans au pouvoir, et c'est parce que l'impérialisme craignait que ce moment-là survienne à un moment qu'il n'aurait pas choisi ou plus défavorable, qu'il a décidé de se saisir de la première occasion venue pour enclencher ce scénario conçu à Washington, Paris et Londres notamment.

Maintenant, que les masses se soient engouffrées dans les brèches de ces régimes profitant du soutien "*providentiel*" de l'impérialisme, c'est une chose, en échange elles ont obtenu des droits politiques qu'elles n'avaient pas auparavant, mais d'une certaine manière ils leur ont déjà été confisqués, c'est la signification que l'on peut donner à l'élection de partis islamistes liés à l'impérialisme. Ces élections confirment la faiblesse politique des masses. L'interprétation que les masses ont donné à leur mobilisation révolutionnaire en est une autre, elle est reliée à leurs besoins quotidiens qui ne sont toujours pas satisfaits sur fond de chômage de masse et de salaires misérables, ce qui a donné naissance à d'importantes grèves ou mouvements sociaux qui se poursuivent à l'heure actuelle dans tous ces pays, à l'exception de la Lybie, bien que là aussi les choses se compliquent pour le gouvernement, car ceux qui ont participé à la chute de Kadhafi exigent d'être enrôlés dans l'armée ou qu'on leur fournisse un emploi en compensation de leurs sacrifices.

Bref, l'impérialisme est parvenu à ses fins dans tous ces pays et il ne pouvait pas en être autrement compte tenu que les travailleurs ne disposaient pas de partis politiques avant les soulèvements révolutionnaires, en revanche, la lutte des classes qui était plus ou moins muselée a repris ses droits et s'annonce comme un défi impossible à relever pour ceux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir politique. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

La faim justifie les moyens.

Députés UMP et gouvernement ont fini par trouver un point d'entente. A l'occasion du petit-déjeuner de la majorité, organisé mardi 29 novembre à l'Élysée, ils ont convenu d'abaisser le plafond des indemnités journalières versées par la Sécurité sociale aux salariés du privé en cas d'arrêt maladie.

Ce plafond, actuellement situé à 48,40 euros par jour (soit 50 % de 2,15 smic), sera abaissé à 40,40 euros par jour (50 % de 1,8 smic, le nouveau plafond de salaire envisagé). Tous les salariés rémunérés au delà de 2 500 euros bruts seront donc concernés, sauf lorsque leur employeur compense la baisse de salaire lors de leur arrêt maladie. Cette mesure doit rapporter 150 millions d'euros et compenser une partie du recul du gouvernement sur l'instauration d'un quatrième jour de carence, après une vive polémique. (lemonde.fr 29.11)

2- Russie

La Russie a activé son système d'alerte antimissile à Kaliningrad, enclave russe aux portes de l'Union européenne, afin de répondre aux "*menaces*" représentées par le projet de bouclier antimissile de l'OTAN en Europe, a indiqué mardi 29 novembre, le président Dmitri Medvedev.

La station radar "Voronej-TM" a été activée, a précisé le chef de l'Etat après avoir menacé le 23 novembre de déployer des missiles balistiques à Kaliningrad si les Etats-Unis et l'OTAN continuaient de mettre Moscou devant le "fait accompli".

"J'espère bien que cette démarche sera considérée par nos partenaires comme un premier signal montrant que notre pays est prêt à répondre de manière adéquate aux menaces du système de défense antimissile [de l'OTAN] pour nos forces stratégiques nucléaires", a déclaré M. Medvedev au cours d'une réunion avec des hauts responsables de l'armée dans la région de Kaliningrad.

"Si ce signal n'est pas entendu, nous utiliserons d'autres moyens de défense, nous prendrons des mesures sévères, comme je l'ai promis le 23 novembre", a mis en garde le président russe, cité par les agences. M. Medvedev avait alors expliqué que l'une de ces mesures consisterait à déployer dans la région de Kaliningrad une batterie de missiles Iskander. (lemonde.fr 29.11)

3- Liban

Plusieurs roquettes tirées du Liban ont atteint le nord d'Israël dans la nuit de lundi à mardi, et l'armée israélienne a riposté par des tirs transfrontaliers, apprend-on de sources militaires.

C'est la première fois depuis 2009, selon Tsahal, qu'un tel incident est signalé à la frontière entre Israël et le Liban, théâtre d'une guerre de 34 jours pendant l'été 2006 entre l'Etat hébreu et le Hezbollah pro-iranien.

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a annoncé le déploiement de troupes supplémentaires et la mise en place de patrouilles dans la zone et a appelé à la retenue.

En riposte, les Israéliens ont tiré quatre obus d'artillerie, qui sont tombés dans des champs sans provoquer de dégâts, ajoute-t-on de même source.

La frontière israélo-libanaise est calme depuis ces dernières années.

Certains observateurs s'inquiètent cependant du risque de voir les tensions s'accroître en raison de la situation en Syrie, où les autorités répriment dans le sang depuis des mois des manifestations contre le régime, et du récent durcissement des sanctions occidentales à l'encontre de l'Iran. (Reuters 29.11)

4- Iran

Le calme est revenu mardi soir à Téhéran où plusieurs dizaines d'étudiants ont envahi deux bâtiments de l'ambassade de Grande-Bretagne pour protester contre les nouvelles sanctions de Londres, qui a menacé l'Iran de "graves conséquences".

"L'attaque de l'ambassade britannique de Téhéran aujourd'hui est scandaleuse et inexcusable. L'incapacité du gouvernement iranien à protéger le personnel et les biens britanniques est honteuse", a lancé David Cameron dans un communiqué.

"Le gouvernement iranien doit savoir que l'incapacité à protéger notre personnel aura de graves conséquences. Nous réfléchissons à ces mesures dans les jours qui viennent", a ajouté le chef du gouvernement britannique, qui avait auparavant convoqué un conseil des ministres extraordinaire.

Les manifestants ont escaladé les grilles du bâtiment principal de la mission, brûlé l'Union Jack et hissé à la place le drapeau iranien, selon l'agence de presse Mehr. Une fois à l'intérieur, ils ont jeté des dossiers par les fenêtres et lancé des cocktails Molotov.

L'un d'eux s'est emparé d'un portrait de la reine Elizabeth et un autre a emporté les armoiries royales sous les yeux des forces de l'ordre. Certains brandissaient des portraits de l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la Révolution et des drapeaux symbolisant le martyr.

Des affrontements ont ensuite éclaté entre la centaine de manifestants encore massés devant la mission diplomatique et la police qui tentait de les disperser à coups de grenades lacrymogènes, mais ils sont parvenus pénétrer une deuxième fois dans les locaux, indique l'agence Fars.

Un autre groupe de manifestants est parvenu à pénétrer dans une annexe de l'ambassade située dans le nord de la ville et s'est emparé de documents confidentiels, selon l'agence de presse Irna. Le personnel de l'ambassade a réussi à fuir quelques minutes avant l'intrusion des manifestants.

"Les forces de sécurité ont pu fermer les portes et ils ne laissent personne entrer", rapporte Irna.

Selon l'agence Isna, près de 200 personnes se trouvaient à l'extérieur du bâtiment situé dans le jardin Qolhak. Une école allemande voisine a également été endommagée, indique Berlin.

Les manifestants ont quitté les deux sites dans la soirée, rapportent les agences. "*Après un ultimatum des forces de l'ordre aux étudiants, la manifestation a cessé devant le bâtiment principal de l'ambassade*", relate une dépêche de Fars, tandis qu'Isna annonce le départ de la foule sur le deuxième site.

"*Nous tenons le gouvernement iranien responsable en raison de son incapacité à prendre les mesures nécessaires pour protéger notre ambassade, comme il est tenu de la faire. Il y aura assurément d'autres conséquences graves*", dit William Hague, chef de la diplomatie britannique, dans un communiqué.

Aucun membre du personnel diplomatique ne manque à l'appel, ajoute le secrétaire au Foreign Office. Selon les agences de presse iraniennes, six Britanniques ont été brièvement retenus en otages pendant l'intrusion, mais l'information a été démentie de source britannique. William Hague a quant à lui évoqué une situation confuse, ajoutant que le terme d'otages ne lui semblait pas approprié.

Le ministère iranien des Affaires étrangères a regretté l'incident. "*Nous respectons les règles internationales sur la sécurité et l'immunité du personnel et des sites diplomatiques et sommes déterminés à les faire respecter*", ajoute-t-il dans un communiqué repris par Isna.

Un haut fonctionnaire iranien a en outre assuré que les autorités n'avaient rien à voir avec ces intrusions.

Le Conseil de sécurité de l'Onu les a condamnées "*dans les termes les plus vifs*", tout comme la Maison blanche. Une porte-parole de Catherine Ashton, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la sécurité commune, les a jugées "*totalelement inacceptables*".

Lundi, un projet de loi révisant à la baisse les relations diplomatiques et économiques entre l'Iran et la Grande-Bretagne a été entériné par le Parlement de Téhéran.

Cette décision entraînera le départ d'ici deux semaines de l'ambassadeur de Grande-Bretagne et son remplacement par un chargé d'affaires.

William Hague avait déclaré que Londres répliquerait "*avec vigueur*" à une réduction des relations diplomatiques entre les deux pays.

La Grande-Bretagne a pris des sanctions contre la République islamique après la publication le 8 novembre d'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) selon lequel l'Iran travaille à la conception d'une bombe nucléaire. Téhéran a rejeté les conclusions de l'AIEA, jugeant son rapport inspiré par des considérations politiques.

La semaine dernière, Londres a rompu tous les liens entre son secteur financier et les banques iraniennes, y compris la banque centrale iranienne. (Reuters 29.11)

Pakistan

1- Le Pakistan a décidé, mardi 29 novembre, de boycotter la conférence internationale sur l'Afghanistan prévue le 5 décembre à Bonn, en Allemagne, lors de laquelle doit être discuté l'avenir de l'Afghanistan après le retrait des troupes de l'OTAN en 2014. Le Pakistan, qui était appelé à prendre une part essentielle à ces négociations, souhaite protester contre une attaque de l'OTAN sur son territoire, qui a tué 24 de ses soldats samedi, selon un responsable gouvernemental.

La réunion de Bonn intervient alors que l'Afghanistan se trouve dans une situation délicate, la présence de plus de 130 000 soldats de l'OTAN n'ayant pas réussi à le stabiliser face à une rébellion menée par les talibans qui a gagné du terrain ces dernières années. Dans ce contexte, le Pakistan voisin, dont les zones frontalières sont utilisées comme base arrière par les insurgés, est considéré comme un acteur essentiel dans la résolution du conflit.

Furieux après la "*bavure*" de samedi, Islamabad a bloqué le transit sur son territoire des camions de ravitaillement de la force de l'OTAN en Afghanistan et fait part aux Etats-Unis de sa volonté de réviser leur coopération dans la lutte antiterroriste.

Après dix ans d'un conflit qui a pris des allures de borbier, et face à l'impasse militaire, les responsables occidentaux admettent de plus en plus qu'il faudra une solution politique pour pacifier l'Afghanistan, et notamment un accord de paix avec la rébellion. (lemonde.fr 29.11)

2- Les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan n'ont jamais été aussi mauvaises dans l'histoire récente, a reconnu lundi le

général Martin Dempsey, chef d'état-major interarmes américain, à la suite du raid de l'Otan qui a coûté samedi la vie à 24 soldats pakistanais.

Cette bavure est la plus grave depuis qu'islamabad s'est allié avec réticence à Washington dans le sillage des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

"*Ils ont des raisons d'être furieux*", a déclaré le général Dempsey durant une visite à Londres, dans une interview à la chaîne britannique ITV News.

Il a toutefois exclu de présenter des excuses en attendant les résultats d'une enquête des militaires américains.

Sur ITV News, le général Dempsey a admis que, "*dans (s)a mémoire*", la situation n'avait jamais été aussi difficile - "*et ma mémoire à propos du Pakistan remonte à une vingtaine d'années*", a-t-il ajouté - mais pas irrémédiable.

Après le raid, le Pakistan a fermé les voies de ravitaillement par lesquelles transite une bonne partie du matériel logistique destiné aux troupes de l'Otan en Afghanistan.

Islamabad a également ordonné l'évacuation d'une base de drones dans le pays.

Martin Dempsey, qui n'a pas souhaité reconnaître que la base de Shamsi abritait des engins sans pilote, a estimé qu'il s'agissait d'un "*acte grave au point de vue de nos relations*".

"*Ils veulent que nous fermions la base à Shamsi, pour une raison que je laisse à votre imagination. Il y a d'autres possibilités dans la région pour baser des avions et d'autres ressources.*"

"*C'est un sérieux coup (porté aux relations) dans la mesure où le gouvernement pakistanais a estimé nécessaire de nous priver d'une base que nous utilisons depuis des années.*"

"*C'est sérieux à cet égard, cela ne va pas nous affaiblir sur le plan militaire*", a-t-il poursuivi. (reuters 29.11)

Social

France

Le syndicat Unac des hôtes et stewards de la compagnie Easyjet a déposé un préavis de grève illimitée à compter de mercredi, les négociations sur leur rémunération n'ayant toujours pas abouti.

L'Unac, deuxième syndicat derrière la CFTC, a appelé le personnel navigant commercial (PNC) à cesser le travail à partir de 00h01, dans la nuit de mardi à mercredi, pour obtenir des mesures d'évolution de carrière, une prime d'intéressement et une meilleure indemnisation en cas d'arrêt maladie.

"*La compagnie a traîné des pieds pour les négociations depuis notre grève de juillet puis est revenue vers nous avec des propositions indécentes*", a affirmé à l'AFP, Eric Cunnac, délégué du syndicat Unac, qui revendique 40% des voix lors des dernières élections professionnelles.

Le SNPNC appelle également à la grève mais n'est pas encore représentatif du fait de sa création récente au sein d'easyjet.

La compagnie britannique a réalisé "*des profits historiques cette année*", a affirmé l'Unac qui réclame, dans un communiqué, "*la part qui doit logiquement revenir aux personnels de cabine*".

Ce conflit est le deuxième chez Easyjet en France: un préavis avait déjà été déposé mi-juillet mais les vols avaient pu être assurés quasi normalement, grâce à du personnel de réserve et, selon le syndicat, des équipages venus de Grande-Bretagne.

La compagnie britannique Easyjet, leader des transporteurs à bas coûts en France, emploie environ 500 hôtes et stewards dans l'Hexagone, basés à Orly, Roissy et Lyon. Contactée, la direction de la compagnie n'a pas encore fait de commentaire. (liberation.fr 29.11)

Syndicat

Un revers pour le gouvernement. Force ouvrière (FO) est désormais le premier syndicat dans la fonction publique

d'Etat. L'organisation de Jean-Claude Mailly devance de peu la FSU. Or, FO se veut le syndicat le plus hostile à la révision générale des politiques publiques (RGPP), conçue par Nicolas Sarkozy comme un grand plan de modernisation de l'Etat.

Ce bouleversement découle des élections professionnelles qui se sont déroulées entre le 13 et le 20 octobre dans la plupart des ministères, des administrations et des opérateurs de l'Etat – puis le 22 novembre à France Télécom et au ministère de la justice. Selon les données communiquées par plusieurs syndicats mais non encore validées par le ministère de la fonction publique, FO arrive en tête avec 17,8 % des voix, suivi de la FSU (17,1 %), la CGT (16,4 %), l'UNSA (15 %) et la CFDT (14,5 %).

Largement majoritaire à l'éducation nationale qui regroupe près de la moitié des fonctionnaires de l'Etat, la FSU rétrograde surtout à cause d'une participation plus faible que d'habitude des agents de ce ministère (40,4 %, contre 62 % en 2008). Une part importante du personnel n'a pas pu prendre part au vote électronique du fait de dysfonctionnements techniques. La FSU a dénoncé "*les conditions désastreuses*" du scrutin.

Pourtant, indépendamment du recul de la FSU, FO a le vent en poupe. Par rapport aux scrutins précédents de 2008 à 2010, cette organisation enregistre une forte progression (+ 2,41 %). Elle progresse au ministère de l'éducation nationale et à celui de l'écologie. Elle recule en revanche à l'agriculture et à la culture. Mais elle conserve la première place à la défense.

FO est désormais pour l'Etat le premier interlocuteur syndical. Or contrairement à la FSU, "*nous sommes présents partout, affirme Pascal Pavageau, secrétaire confédéral du syndicat. Nous opposons un front plus large face au gouvernement*".

Dans un "*livre noir*" sur la RGPP réactualisé en octobre, FO calcule que 500 000 postes d'agents auront été supprimés entre 2007 et 2013 contre 150 000 selon le gouvernement. "*Les résultats des élections montrent qu'une forte proportion de fonctionnaires se reconnaît dans nos critiques*", se félicite M. Pavageau.

De son côté, la CGT reste troisième mais améliore son score de 1,2 %. La CFDT gagne 3,2 %. Cette dernière bénéficie toutefois des résultats des élections dans l'enseignement privé sous contrat qui votait pour la première fois en même temps que les agents de l'enseignement public. Hors secteur privé, la CFDT gagne globalement 1,8 %. Ce syndicat réformiste marque des points. A France Télécom, il est en seconde position avec 21,8 % des voix. Un résultat stable mais qui lui permet de devancer SUD, qui recule, et la CGT, qui reste première mais régresse.

Les 2,1 millions de fonctionnaires inscrits sur les listes électorales étaient appelés pour la première fois à élire directement leurs représentants aux comités techniques – équivalents des comités d'entreprise dans le privé – et non pas seulement les membres des commissions administratives paritaires qui examinent les situations individuelles.

FO était hostile à cette réforme qui "*nuit au pluralisme syndical*" en édictant des critères plus exigeants de représentativité des syndicats habilités à négocier. Opposé à cette réforme, FO en est paradoxalement aujourd'hui le principal bénéficiaire dans les urnes (lemonde.fr 29.11)

Pas de quoi s'en réjouir particulièrement, sachant que le score de FO a pour fond le corporatisme et que ses dirigeants refusent d'inscrire leur combat dans la perspective du renversement du capitalisme comme tous les autres syndicats.

Economie

1- Zone euro

Empêtrés dans une difficile réforme du Fonds européen de stabilité financière, les pays de la zone euro envisageaient mardi soir de solliciter une aide supplémentaire du FMI, alors que la pression sur la monnaie unique ne faiblit pas.

Deux ans après avoir éclaté, la crise de la dette menace de faire dérailler l'économie mondiale et s'aggrave un peu plus chaque jour, l'Italie ayant dû concéder lundi matin des rendements de près de 8% pour placer des obligations à trois ans et de 7,5% pour du papier à 10 ans, en très nette hausse par rapport à octobre.

Ces coûts, similaires à ceux qui avaient déclenché les plans d'aide internationale à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal, sont jugés intenable au-delà de quelques semaines, d'autant que Rome devra refinancer pas moins de 150 milliards d'euros de dette entre février et avril prochains.

Avant que ne s'ouvre la réunion mensuelle de l'Eurogroupe, plusieurs ministres des Finances de la zone euro ont dit que le Fonds monétaire international pourrait devoir fournir une aide supplémentaire à l'Europe, sans doute en s'appuyant sur des fonds européens.

"Nous allons devoir nous tourner vers le FMI, qui peut rendre disponible des fonds supplémentaires pour notre fonds d'urgence.

Je pense que les pays en Europe et hors d'Europe devraient être prêts à donner plus d'argent au FMI", a déclaré le ministre néerlandais Jan Kees de Jager.

Le FMI pourrait également être mis à contribution pour que la BCE puisse venir en aide, indirectement, aux pays de la zone euro en difficulté.

Selon des sources européennes, l'une des options envisagées serait que l'institut de Francfort, via les banques centrales nationales, prête des fonds au FMI pour que ce dernier les prête ensuite à l'Italie ou à l'Espagne.

Ce système permettrait de ne pas violer les traités européens, qui stipulent que la BCE ne peut pas financer directement la dette des Etats.

"Nous allons en discuter avec la BCE. La BCE est une institution indépendante, donc nous allons mettre des propositions sur la table et la BCE prendra la décision", a expliqué le ministre belge des Finances Didier Reynders.

Mardi matin, c'est la France qui a été placée sous le feu des projecteurs, les marchés réagissant négativement à un article du quotidien La Tribune selon lequel l'agence de notation Standard & Poor's pourrait placer sous peu le triple A de la France sous perspective négative.

Si la note de la France venait à être abaissée, la réforme du FESF qui doit porter sa capacité d'action à 1.000 milliards d'euros, déjà difficile, deviendrait pratiquement impossible car le Fonds perdrait lui aussi sa note maximale triple A.

Lundi, son directeur général, Klaus Regling, a déclaré à des parlementaires allemands qu'au vu des conditions de marché, la démultiplication de la capacité d'intervention du FESF n'était plus imaginable dans les termes initialement prévus.

La démultiplication, qui devait se faire sur la base d'un facteur de 4 à 5 *"n'est plus atteignable en raison de la détérioration évidente de l'environnement des marchés"*, a-t-il dit, selon plusieurs sources.

Klaus Regling devrait néanmoins présenter aux ministres des Finances de la zone euro les contours du nouveau Fonds, après d'intenses consultations ces dernières semaines avec les investisseurs internationaux.

Le FESF réformé ne devrait toutefois pas être en mesure d'agir pour garantir des émissions obligataires de pays avant fin décembre au moins, indiquent des sources au fait du dossier.

Ce délai pose la triple question d'une nouvelle aggravation de la crise de la dette, de la matérialisation d'une nouvelle récession en Europe et, in fine, du rôle qu'est appelée à jouer la Banque centrale européenne dans la gestion de la crise, autant de sujets qui devaient aussi se retrouver sur la table des ministres à dix jours d'un sommet européen jugé décisif pour l'avenir de la monnaie unique.

La France et l'Allemagne se sont donnés jusqu'à fin janvier pour parvenir à une union budgétaire renforcée de la zone euro, un projet qui pourrait passer par la mise en quarantaine de plusieurs pays et a suscité lundi des réactions négatives parmi les membres de la monnaie unique.

Selon des sources au fait des échanges entre Paris et Berlin, les deux pays envisagent de contourner une révision en bonne et due forme des traités européens - un processus qui durerait 18 mois au minima - en planchant sur un mini-traité en dehors du cadre communautaire, plus flexible et plus rapide à mettre en oeuvre.

Comme la veille, le président américain Barack Obama a réitéré mardi ses appels à des décisions des responsables européens et fait valoir que les Etats-Unis avaient un "profond intérêt" à une résolution rapide de la crise. (Reuters 29.11)

2- France

Société générale va céder pour 600 millions d'euros de prêts immobiliers afin de réduire son exposition à un secteur jugé volatil, a-t-on appris mardi de source proche du dossier, confirmant une information du Financial Times.

Selon le quotidien, la deuxième banque française devrait recevoir bon nombre d'offres, émanant surtout de fonds d'investissement, pour un portefeuille de prêts consentis à des magasins et à des entreprises en France et en Allemagne.

"Ca fait partie du processus de deleveraging", a déclaré à Reuters la source proche du dossier.

La banque anticipe une perte de 50% par rapport à la valeur originale des crédits, accordés avant la chute du marché immobilier en 2007, précise le Financial Times.

Société générale tâte également le terrain pour la cession d'un portefeuille de créances douteuses de quelque 100 millions d'euros dans le segment immobilier commercial aux Etats-Unis, ajoute le FT. (Reuters 29.11)

3- Belgique

Le Premier ministre en affaires courantes a pris tout le monde par surprise en lançant un appel à l'épargne populaire. Il court les médias pour vendre son emprunt. Trois jours plus tard, le succès est énorme : la souscription pour des bons d'État a récolté 2 milliard d'euros.

C'est peu dire donc qu'au ministère des Finances et à l'Agence de la dette on se frotte les mains face à cet afflux de souscriptions, mélange de sursaut patriotique et de calcul financier : *"D'après ce qui remonte des banques, il semble que les gens veulent venir en aide à l'État dans cette période difficile, analyse Jean Deboutte. Mais le rendement que nous offrons, de 4 % sur cinq ans, joue aussi un rôle important bien sûr. C'est attractif et sans risque. S'y ajoutent les doutes des gens sur les autres possibilités d'investissement. Tant mieux ! Il y a beaucoup d'argent en Belgique prêt à être investi."*

Et c'est vrai que de l'argent, il y en a ! Avec 730 milliards d'euros au total, dont 200 milliards sur des comptes auprès des banques, la Belgique est le premier pays de l'Union européenne en termes d'épargne. Cela représente plus de 200 % du PIB.

Ce trésor de guerre aiguise les appétits du ministère des Finances, qui réfléchit à d'autres formes d'emprunt national. (lepoint.fr 29.11)

Cela ne concerne pas les travailleurs qui peinent à assurer le quotidien et qui n'ont pas un centime d'économie ou au contraire des dettes. Si cela peut les consoler, lorsque demain l'inflation grimpera, ce placement alléchant s'avèrera avoir été un piège à cons !

4- Italie

L'Italie a dû accepter mardi un rendement record depuis la création de la zone euro de près 8% pour pouvoir émettre 7,5 milliards d'euros de papier à trois ans, un niveau qui place le coût de sa dette a un niveau de plus en plus difficilement soutenable.

La Banque d'Italie avait comme objectif de placer entre cinq et huit milliards d'euros de papier, et la demande a approché le haut de cette fourchette.

Les obligations à trois ans BTP ont été adjudgées à un rendement record de 7,89% après 4,93% lors d'une précédente adjudication du même type fin octobre, a précisé la Banque d'Italie.

Pour le papier à huit ans, le rendement moyen est ressorti à 7,28%. Les obligations à 10 ans ont été adjudgées au rendement de 7,56%. (Reuters 29.11)

5- Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique a nettement revu à la baisse mardi sa prévision de croissance pour l'an prochain et a prévenu qu'une récession dans la zone euro pourrait provoquer un retournement de l'économie du Royaume-Uni.

Londres s'attend désormais à une expansion du produit intérieur brut (PIB) de seulement 0,7% en 2012, contre +2,5% attendus au mois de mars, a annoncé le chancelier de l'Echiquier George Osborne. (Reuters 29.11)

6- Etats-Unis

La compagnie aérienne American Airlines et sa maison mère, la holding AMR, ont annoncé aujourd'hui avoir déposé leur bilan, tout en assurant que la continuité de ses opérations était pour l'heure assurée grâce à une trésorerie disponible de 4,1 milliards de dollars. La compagnie a dénombré des actifs de 24,7 milliards et des engagements de 29,5 milliards.

Dans un communiqué, la compagnie a expliqué que la réorganisation qui va être désormais engagée, comme le permet le chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites, allait lui permettre d'abaisser durablement ses coûts de fonctionnement, notamment en matière salariale.

American Airlines se targuait encore le mois dernier d'être l'une des rares grandes compagnies américaines à ne pas avoir récemment déposé le bilan. Le marché estimait pourtant depuis longtemps que le groupe pourrait être contraint à une telle

extrémité, faute de n'avoir pu obtenir de ses pilotes des concessions salariales suffisantes pour redresser ses comptes. Les pilotes d'American Airlines estiment de leur côté avoir assez donné, en consentant d'importants sacrifices financiers lors d'une précédente crise, en 2003, lorsque le groupe était alors le numéro un mondial du secteur. (lefigaro.fr 29.11)

On a compris que c'était un tour de passe-passe tout à fait légal pour "redémarrer" une fois imposé aux personnels des baisses de salaire sur fond de chômage de masse.

[Haut de page ↗](#)